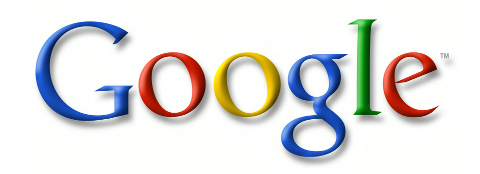


FRANCE

Oct. 18

121

A Monsieur Paul Viollet
membre de l'Institut,
Hommage des auteurs
[illegible]

# HISTOIRE

DES

# DROITS D'ENTRÉE & D'OCTROI

A PARIS

# HISTOIRE

DES

# DROITS D'ENTRÉE & D'OCTROI

## A PARIS



PAR

**A. DE SAINT-JULIEN**

*Ancien Directeur des droits d'entrée et d'octroi de Paris*

ET

**G. BIENAYMÉ**

*Archiviste-Bibliothécaire du Ministère des Finances.*




PARIS

Société d'Imprimerie et Librairie administratives et des Chemins de fer

**PAUL DUPONT, Éditeur**

41, RUE JEAN-JACQUES-ROUSSEAU, 41

1887

# AVANT-PROPOS

On s'était peu occupé jusqu'ici de l'histoire des finances de la ville de Paris et encore moins de l'histoire de ses impositions. Il est vrai que de toutes celles, directes et indirectes, qu'ont eu à payer les Parisiens, il n'y a eu de spécial à leur ville, excepté quelques taxes personnelles passagères, que des droits de consommation ; mais l'importance de ces droits a toujours été grande. Pendant des siècles, en effet, comme encore aujourd'hui, ils ont constitué le principal revenu de la Capitale, en même temps qu'ils apportaient au Trésor des sommes considérables. Or, ces droits de consommation, d'abord perçus tant à la vente des objets que lors de leur introduction dans la ville, devaient tous finir par prendre cette dernière forme. L'évolution a duré plusieurs centaines d'années et elle ne s'est terminée que par la conversion récente en droits d'*octroi* des taxes qui survivaient dans les halles et marchés, sous le nom de *perceptions municipales;* mais la transformation s'était faite de très bonne heure pour la plupart des droits. Les phases de cette absorption ancienne peuvent donc être considérées comme les préliminaires de l'histoire des entrées et octrois, et cette histoire peut aussi revendiquer comme sienne celle des taxes qui ont été absorbées plus ou moins tardivement.

L'étude qu'on pourrait appeler généalogique de tous ces droits restait à faire, car tel n'a pas été le but d'un ou deux traités rédigés seulement pour des époques comprises entre le commencement du seizième siècle et le milieu du dix-huitième siècle sans préoccupation des origines un peu anciennes. C'est pour-

quoi cette étude a été entreprise avec l'intention de pousser les investigations aussi loin que possible dans le passé.

Les Parisiens, en payant presque constamment d'une manière ou d'une autre pour les denrées et marchandises destinées à leur consommation, ont vu souvent varier l'assiette des taxes et leur mode de recouvrement; aussi nos recherches ont-elles tout d'abord tendu à la reconstitution des tarifs, tant pour l'introduction que pour la vente. A quelques lacunes près, depuis le douzième siècle jusqu'à nos jours, nous avons réussi à les rétablir. Ce sont ces éléments rassemblés, par ordre de matières, qui forment la base de notre travail. Présentés sous forme de tableaux, ces éléments ont rempli de nombreuses pages; aussi a-t-il paru indispensable de les faire précéder d'un exposé chronologique des faits fiscaux rapprochés des événements contemporains qui les ont motivés : guerres, conditions de paix onéreuses, rançons royales, autant d'occasions plus ou moins réelles d'aides générales auxquelles venaient se mêler les causes de contributions particulières à la Ville, — par exemple les fortifications, les disettes, les épidémies, les émeutes, les constructions d'édifices, de ports, de ponts, de quais, de fontaines, le pavage, l'enlèvement des boues, l'éclairage, l'établissement de halles et de marchés, les subventions aux hôpitaux et les frais de police.

Nous ne donnerons pas ici l'indication des sources où ont été puisés nos éléments de travail puisqu'on les trouvera aux endroits voulus du précis historique. Pourtant il convient d'expliquer la fréquence des citations empruntées à deux auteurs. L'un est Jacques Jaquin qui, en 1751, a fait paraître ses très doctes *conférences de l'ordonnance de Louis XIV sur le fait des entrées, aides et autres droits pour le ressort de la Cour des aides de Paris, etc.* L'autre est Lefebvre de la Bellande qui, dans son *Traité général des droits d'aides* publié en 1760, a surpassé son devancier en donnant les plus exacts détails sur l'assiette et la perception des taxes ; mais, comme Jaquin, il a laissé de côté « l'histoire des variations des droits et des

« anciens règlements qui entraîneraient, dit-il, à des recherches « longues, inutiles et à coup sûr peu curieuses ».

A défaut des origines que précisément nous nous sommes proposés d'étudier, ces deux auteurs et un autre, Brunet de Grandmaison dont le *Dictionnaire des aides* remonte à 1722 ont l'avantage de montrer l'état des choses au moment où ils écrivaient. Ces témoins d'une époque où la forme des droits s'était déjà constituée à peu près telle qu'elle devait subsister jusqu'à la fin de l'ancien régime nous ont beaucoup servi à déterminer cette forme.

Quant aux documents si nombreux que gardaient les archives de l'Hôtel de ville et celles de l'administration de l'octroi de Paris, elles auraient fourni un secours inappréciable, n'eût été l'incendie qui n'en a rien laissé.

Cet anéantissement a, du reste, été l'occasion de notre étude car il nous a semblé qu'il ne fallait pas trop attendre pour recueillir les souvenirs encore vivants sur le commencement de la période moderne et pour rapprocher, avec leur aide, l'ancien système de celui qui est actuellement en vigueur. On verra qu'ils ne diffèrent pas tant l'un de l'autre. C'est qu'après la destruction du vieil octroi, on n'a jusqu'à présent rien trouvé de mieux pour assurer les revenus municipaux que d'en reprendre depuis 90 ans les rouages essentiels.

# HISTOIRE

DES

# DROITS D'ENTRÉE ET D'OCTROI

A

# PARIS

---

## CHAPITRE PREMIER

**Epoques gallo-romaine et des premières races royales. — Saint Louis et le Livre des Métiers. — Droits de police sur les ports, quais et marchés. — Taxes de vente et d'achat.**

Si l'on recherche l'origine des taxes de consommation qui, sous les noms de *Droits d'entrée* et d'*Octroi*, frappent actuellement une partie des objets introduits dans Paris, on est porté à croire qu'antérieurement à la domination romaine ce genre d'impôts n'était pas connu des habitants de Lutèce.

Eurent-ils à les subir après la conquête ? Oui, selon toute vraisemblance ; mais seulement quand les vainqueurs eurent transporté, dans le pays, suivant leur usage, les lois, les coutumes, l'administration et le système financier de la métropole.

Jusque-là, croit-on, les villes gauloises n'avaient été astreintes qu'à des tributs fixés d'après le degré de leur résistance. N'est-il pas à supposer dès lorsque Lutèce qui avait fait une défense énergique avait dû payer les impôts ayant cours dans les villes de l'empire?

Pour le cas où cette opinion serait partagée, il nous a paru utile de rappeler brièvement quels étaient les impôts de consommation chez les Romains, afin qu'on puisse, par induction, se les figurer appliqués dans la cité des Parisii.

Ces impôts, sous le nom générique de *Vectigalia*, étaient de trois espèces : Le *Portorium*, l'*Ansarium* et les *Edulia*.

Le *Portorium* était le plus ordinairement acquitté pour les marchandises qui pénétraient dans les provinces ou en sortaient ; aussi, sauf le

caractère protectionniste qu'il n'avait pas, peut-on le comparer à nos droits de douane. Cependant, comme il était également établi sur le territoire de certaines villes qui en partageaient les produits avec le trésor public, on doit ajouter que, sous cet aspect, il se rapprochait des droits modernes d'Entrée et d'Octroi.

L'*Ansarium* appelé aussi *Foricarium* ou *Foricularium* avait été pris d'abord pour une taxe applicable aux ventes dans les marchés, opinion à laquelle s'étaient rangés après bien d'autres auteurs, Dureau de la Malle (1) et Marquardt (2) qui ont puisé leur conviction dans une inscription contemporaine de Marc-Aurèle ; mais les recherches de Walter (3) et les appréciations de M. Henri Naquet (4) basées sur une deuxième inscription découverte au pied de l'Aventin (5) sur les bords du Tibre, démontrent aujourd'hui, — et c'est notre sentiment — que l'*Ansarium* était plus particulièrement un impôt octroyen, les mots « quidquid usuarium inve« nitur ansarium non debet » impliquant bien, selon nous, l'idée d'une introduction dans la ville.

Aussi, bien qu'à diverses époques des objets de même nature aient pu être simultanément taxés à des droits de vente et à des droits d'entrée; que, par conséquent, en ce qui concerne l'*Ansarium*, l'exclusivisme ne peut être absolu, nous n'en persistons pas moins, d'accord en cela avec M. Naquet, à considérer cet impôt, dans la généralité de son acception, comme un véritable droit d'octroi que l'on prélevait sur les denrées aux portes de Rome quand la ville était entourée de murs, ou sur des points déterminés de son périmètre quand elle devint ville ouverte.

Les *Edulia* étaient de véritables droits de vente perçus dans les marchés. César, après les guerres civiles, les avait établis au centième de la valeur des denrées, quotité que Tibère avait d'abord réduite de moitié, puis remise à son taux primitif.

Au commencement du Bas Empire cet impôt prit le nom de *Proponenda* auquel, sous Valentinien III, fut substitué celui de *Siliquatica*, cet empereur ayant fixé à un silique ou vingt-quatrième de la valeur marchande la taxe à percevoir divisément sur le vendeur et l'acheteur (6).

Tels étaient les impôts romains de consommation ; mais sur quoi portaient-ils ? On l'ignore ou à peu près. Le peu qu'on sait c'est que le vin avait été frappé par Caligula, au profit du Trésor, d'une taxe montant

(1) Dureau de la Malle, *Economie politique des Romains*, Paris 1840, t. II, p. 447 et suiv. — Burmann, *De vectigalibus populi Romani*, Leyde, 1734.

(2) Marquardt, *Handbuch der Rom. Alterthumer*, IIe p. du 2e vol. — Orelli, n° 3347.

(3) Walter, *Geschichte der Romischer Rechts*, Bonn, 1860, 3e édition.

(4) Henri Naquet, *Les Impôts indirects chez les Romains*, Paris, 1875, p. 74.

(5) Orelli et Henzen, n° 3348.

(6) Henri Naquet, loc. cit. — Cf. A. Cagnat, *Le Portorium chez les Romains*. — Humbert, Mém. lu à l'acad. de lég. de Toulouse (t. VI, 1867), sur les *Douanes chez les Romains*. — Vigié, *Des Douanes dans l'Empire romain*., publ. dans le Bull. de la Soc. languedoc. de géogr. Montpellier, 1882 et 1883. — F. Thibault, *Les Douanes chez les Romains*, Paris, 1887.

au vingt-cinquième de son prix et qu'en même temps quelques comestibles étaient tombés sous l'application d'un droit de la même espèce.

Le reste ne peut donner lieu qu'a des conjectures.

Néanmoins un rapprochement s'impose quand on examine certains documents, tels que la liste du jurisconsulte Marcien reproduite dans le Digeste (1), le tarif trouvé à Zraïa en Algérie par M. A. Héron de Villefosse (2) et la nomenclature incluse dans les inscriptions palmyréniennes, récemment découvertes par le prince Lazareff Alamelech.

Bien que ces inscriptions — à l'exception peut-être de celles de Palmyre dont M. de Vogüé incline à faire une taxe municipale (3) — eussent trait à des impôts douaniers, serait-il donc si hasardeux de supposer que, par une assimilation vraisemblable, la plupart des objets qu'elles désignaient à l'assujétissement des droits avaient dû être compris dans les *Ansaria* et les *Edulia* des villes romaines, en ce qui concerne du moins les objets d'une consommation journalière ?

A notre avis, cet enchaînement naturel a dû se produire et si le doute peut être encore permis pour les parfums, par exemple, les substances médicinales, les pierres précieuses,— surtout pour les eunuques et les animaux féroces compris dans la liste de Marcien, —il ne saurait en être de même des articles de première nécessité comme le blé, les viandes comestibles, le vin, le sel, les fruits, etc., également inscrits aux listes ci-dessus désignées et dont l'introduction dans les villes présentait une ressource efficace.

Une autre raison vient encore appuyer notre rapprochement entre les droits de douane et les droits municipaux : c'est que les octrois à cette époque, par suite de leur nature mal définie, pouvaient et devaient être considérés comme des douanes intérieures et que, depuis lors, on a vu, et l'on voit encore de nos jours, bon nombre d'objets qui, simaltanément, sont soumis à ces deux régimes.

L'imitation des choses du passé se retrouve assez fréquemment, du reste, dans l'histoire des institutions fiscales : on sait, par exemple, que les Romains, quand ils voulaient augmenter les ressources de l'État ou celles des villes, recouraient à la création ou à la modification d'un *vectigal* qu'ils entouraient de formalités, — enquête préalable, proposition de l'autorité provinciale, approbation impériale, etc. (4) — dont la trace, aujourd'hui, se remarque dans l'administration financière. Il n'est pas jusqu'aux tarifs modernes qui ne soient revêtus de notes à l'instar de celles qui, à

(1) Dirksen, *Ueber ein in Justinian's pandekten enthaltenes, Verzeichniss auslaendischer Waaren*... dans les *Abhandl der Berl. Acad.* 1843.

(2) A. Héron de Villefosse, *Le Tarif de Zraïa*, extrait des comptes rendus de la Soc. de Numismatique et d'Archéologie, année 1875, Paris, 1878.

(3) Mis de Vogüé, *Inscriptions palmyréniennes, un tarif sous l'Empire romain.* — Extrait du Journal asiatique, Paris, 1883.

(4) Code Justinien, 4.62.2 — Digeste, 39.4.10

l'époque dont nous nous occupons, prononçaient des exceptions pour les objets à l'usage de l'introducteur (1) ou pour ceux destinés à être vendus dans les foires, comme sur le tarif de Zraïa notamment.

Sous la République et au commencement de l'Empire, les produits des octrois profitaient presque entièrement aux cités municipales; mais plus tard celles-ci furent contraintes d'abandonner une part considérable au *fisc* pour subvenir aux charges de l'État qui devenaient plus lourdes (2).

Ce procédé, fréquemment appliqué depuis aux descendants des Gallo-Romains, offre cette particularité, qui démontre jusqu'à quel point la tradition peut être suivie, que la mainmise impériale, laquelle, le plus souvent, était des deux tiers du revenu des villes, se retrouve souvent, dans une proportion égale, pour les prélèvements des rois de France. La spoliation à l'endroit des villes gauloises était d'ailleurs très facilement pratiquée; tout y servait de cause. « Des cités par punition, ou même sans aucun prétexte, « furent dépouillées de tout ou partie de leurs octrois (3). »

Avant d'en finir avec cet aperçu des impôts romains, nous ajouterons que le recouvrement des taxes payables à l'entrée, s'opérait, le plus souvent, par l'intermédiaire de fermiers dont les agents, nommés *Publicains*, avaient sous leurs ordres des préposés, — souvent simples esclaves, — qui visitaient les chargements et fouillaient, au besoin, les voyageurs. On voit que jusqu'à un certain point, sous ce dernier rapport, et avec les adoucissements de l'esprit moderne, l'actualité s'est encore souvenue des pratiques de l'antiquité.

En nous bornant simplement à rappeler les quelques notions qui précèdent, sans risques d'entrer dans d'autres développements et, surtout, sans chercher à suivre les très doctes auteurs qui, sur ces matières, ont écrit dans des sens différents, nous nous contenterons d'emprunter à l'un d'eux la mention d'un bureau de recette qui aurait été établi à Lutèce, à une porte voisine du terrain nommé : l'Apport-Paris (4).

Il se peut que ce bureau ait effectivement existé à l'époque gallo-romaine ; mais nous avouons ne pas en tenir pour preuve suffisante l'inscription : *Tributum Cœsaris* que cet auteur place au-dessus de la porte en question, l'authenticité de ladite inscription étant aujourd'hui révoquée en doute.

C'est encore par des conjectures qu'il faut traiter la question du maintien des impôts romains après les invasions barbares. On sait qu'une ardente controverse a été soulevée à ce sujet, et pour ne citer que ceux qui y ont pris part en France, si, d'un côté, parmi les écrivains les plus

(1) Orelli et Hensen, n° 3348.

(2) Code Justinien, 13.4.61.

(3) Baudi di Vesme, *Des impositions de la Gaule dans les derniers temps de l'Empire romain*, trad. de Laboulaye dans la Revue historique de Droit français, sept. et oct. 1861.

(4) Le Roy, *Dissertation sur les origines de l'Hôtel de Ville*, insérée dans l'Histoire de Paris, par Félibien, t. I, p. 28.

autorisés, Montesquieu (1), l'abbé de Mably (2), Henri Martin (3) ont soutenu la thèse contraire, de l'autre, des hommes non moins sérieux, Le Roy (4), l'abbé Dubos (5), Forbonnais (6), le marquis de Pastoret (7), Lehuérou (8), et enfin M. Ad. Vuitry (9), ont apporté l'appui de leurs savantes recherches à l'opinion qui, maintenant, semble prédominer, de la continuation du régime fiscal romain sous les rois de la première race.

Nous devons donc admettre qu'avec le nom de *Tonlieux* duraient, sous les Mérovingiens, les droits créés naguère par le pouvoir impérial. Mais ces droits, loin de s'amoindrir, tendirent au contraire à s'accroître entre les mains de ceux préposés à leur perception et que l'hérédité des charges en avait fait propriétaires. Témoin l'acte par lequel Clotaire II, en 615, dut interdire toute création de taxe nouvelle et n'autoriser que celles qui avaient été consacrées par *la coutume* dans les mêmes endroits, — « ajoute-t-il — et sur les mêmes objets que du temps des princes pré« cédents, c'est-à-dire jusqu'à la mort de nos parents de bonne mémoire, « les seigneurs et rois Gontran et Sigebert (10). »

Il faut croire cependant que, malgré cette mesure restrictive, il resta encore en exercice une très grande quantité de tonlieux, puisque, pour le seul « mouvement de la marchandise, » on trouve un diplôme fabriqué, croit-on, postérieurement à la date de 629, qu'il porte, pour reculer l'origine des droits dont il traite; mais qui n'en atteste pas moins leur existence à une époque assez ancienne. Dans cet acte, Dagobert énumère quatorze espèces de taxes dont il prononce l'exemption en faveur d'un marché annuel qu'il établit à Saint-Denis (11). Il était dit que les marchands des ports de Rouen, de Vic et d'outre-mer qui viendraient acheter au marché du miel, du vin et de la garance ne seraient assujétis à aucuns tonlieux pendant trois ans et qu'après, tout charrois (quarrada) de ces objets paîraient au compte de Saint-Denis chacun deux sous, etc. Enfin, le document prescrivait expressément que jamais aucune entrave dans la ville de Paris, ni

(1) Montesquieu, *De l'Esprit des Lois*, livre XXX.

(2) L'abbé de Mably, *Observations sur l'Histoire de France*. — 1765, 2 vol. in-12. — 1823, 3 vol. in-8°.

(3) Henri Martin, *Histoire de France*, t. II, p. 58.

(4) Le Roy, *Dissertation sur les origines de l'Hôtel de Ville*, etc. T. I, p. 90.

(5) L'abbé Dubos, *Histoire critique de l'établissement de la Monarchie française dans les Gaules*. — 1734, 2 vol. in-4°.

(6) Forbonnais. *Recherches et considérations sur les finances de France*, Liège, 1758, in-12. T. I, p. 17.

(7) Le M[is] de Pastoret, Préface du tome XIX des *Ordonnances des Rois de France de la troisième race*.

(8) Lehuérou, *Hist. des instit. mérov. et carlov.* Paris, 1841 et 1843, 2 vol. in-8°.

(9) Ad. Vuitry. *Etudes sur le régime financier de la France avant la Révolution de 1789*, Paris, 1878, p. 88.

(10) Edictum Chlotarii II Regis in Consilio Parisiensi datum anno DCXV. art. 9. Baluze, t. I, p. 22.

(11) Diplom. et chart., t. II, p. 4 et 5.

à ses portes dans le pays ne serait mise en ce qui regarde ces tonlieux dont les noms étranges témoignent que l'impôt s'exerçait à la fois sous les formes les plus bizarres et les plus fiscales (1).

Nous ne savons ce qu'il faut penser de l'authenticité d'un autre diplôme du même prince par lequel en 633 était fait abandon au monastère de Saint-Denis du produit des droits d'entrée perçus à une porte située à Paris, près de la prison de Glaucin (2).

Nous ne parlerons que pour mémoire du diplôme par lequel Thierry III, en 681 (3), faisant preuve de la faveur dont la célèbre abbaye continuait à jouir auprès des rois mérovingiens, « exemptait de tout droit de tonlieu les « objets portés par eau et par terre au monastère de Saint-Denis (4) ».

En 710, à la suite d'une grave contestation survenue entre le maire du Palais Grimoald et les religieux de Saint-Denis, au sujet des droits de 629, dont la cession complète leur était contestée, Childebert III rendit un jugement dont les effets furent de maintenir l'abbaye privilégiée dans les avantages précédemment concédés par son ancêtre Dagobert (5).

En 753, une légère restriction fut toutefois apportée à cette générosité par Pépin le Bref qui, tout en confirmant les tonlieux existant fit défense de les percevoir sur les objets de consommation personnelle, les bêtes de somme chargées de marchandises et sur ce qui pourrait appartenir aux pèlerins se rendant à Rome. Mais en 769 Carloman, puis en 812 Charlemagne étendaient leur munificence envers le monastère vénéré : « Nous « faisons savoir, disait ce dernier dans son Capitulaire, à tous évêques, « comtes, abbés, vicaires, centeniers, péagers (telonearii) et autres per- « cepteurs publics honorés de fonctions dans les limites du *Pagus pari-* « *siensis* et à nos autres fidèles que, pour obéir à nos ordres, ils ne « doivent point contester le droit des commissaires de Saint-Denis de lever « un tonlieu depuis la fête de Saint-Denis jusqu'à la fin du marché (6). » A la

(1) Ces tonlieux se nommaient : *Navigium*, quand les marchandises étaient transportées par bateaux; *Portaticum*, quand elles s'arrêtaient dans un port: *Pontaticum*, quand elles passaient sur ou sous certains ponts; *Rivaticum*, quand elles avaient recours au halage; *Vultaticum* et *Rotaticum*, quand elles voyageaient par terre. Puis venaient : *le Themonaticum*, applicable au timon des chars; *le Chespetaticum*, afférent aux dégradations des gazons le long des routes; *le Pulveraticum*, dont la réparation des chemins était l'objet; *le Foraticum*, qui, d'après Ducange et Guérard, portait sur le vin et la bière; *le Mestaticum*, qui atteignait la vente et l'échange des marchandises; *le Laudaticum*, qui, suivant Alfred Jacobs (*Revue archéologique*, septembre 1861, p. 194), semble avoir été spécial aux denrées vendues dans les marchés; *le Saumaticum*, qui concernait les bêtes de somme, et *le Salutaticum*, qui semble avoir été un droit respectueux de passage sur les domaines seigneuriaux.

(2) Dom Bouquet cite cet acte comme disparu. *Gesta Dagoberti*, chap. I^er^, p. 33 et 34.

(3) Diplom. et Chart., t. II, p. 187.

(4) Ad. Vuitry, *Etudes sur le régime financier*, etc., p. 333.

(5) Tardif, cartons des rois, p. 37. — Cf. Alfred Jacobs, loc. cit.

(6) Félibien, *Histoire de Saint-Denis*, pièces justificatives. — Bibliothèque de l'école des Chartes, 2e sie, t. IV, p. 193-228.

suite venait une énumération des droits concédés, énumération analogue à celle que contenait le diplôme de Dagobert en 629.

Trois ans après ce capitulaire, en 815, Louis le Débonnaire confirma ces privilèges qui, selon toute vraisemblance, durent être maintenus ensuite, car à partir de cette époque, il n'est plus fait mention, sous ce rapport, de l'abbaye de Saint-Denis.

Mais si les moines eurent lieu d'être satisfaits, ils ne dût pas en être de même des Parisiens qui, par ces faveurs, voyaient augmenter d'autant le prix des objets de consommation sans qu'il en résultât aucune recette pour leur ville.

Quoiqu'il en ait été, l'existence de droits d'introduction à Paris pendant les VIIe et VIIIe siècles semble prouvée.

En toutes occasions du reste, les Carolingiens s'étaient efforcés de maintenir les droits qui tendaient à tomber en désuétude ; ainsi, dès 805, par son deuxième Capitulaire, Charlemagne avait ordonné « que les péages « anciens et légitimes fussent exigés sur les ponts, les rivières et les « marchés ». Néanmoins, une modification finit par s'introduire tant et si bien dans les coutumes fiscales, que « le système général des finances « publiques ne fut plus qu'un rouage inerte et sans valeur dans les insti- « tutions politiques (1) ».

On peut se demander ce qu'il advint des villes lorsqu'elles se trouvèrent privées de ressources de cette nature. Au temps de la domination romaine, l'autorité centrale pourvoyait à tout. Mais, à l'époque que nous étudions, il n'existait pas en France, à proprement parler, d'autorité centrale. Les détenteurs du pouvoir étaient devenus les propriétaires du sol et Paris, ainsi que le reste de la France, était formé de fiefs juxtaposés. Il est présumable que, dans cet état de choses, ce furent les maîtres de ces fiefs qui se chargèrent chacun de l'entretien de son domaine, comme tout possesseur de terre y était obligé vis-à-vis de ses tenanciers.

Paris, d'ailleurs, avait perdu peu à peu de son importance, principalement après les invasions normandes. Les rois de France cessèrent d'y résider ; « le centre politique se déplaça et pendant plusieurs siècles, se « trouva plus à l'est, d'abord sur le Rhin, puis dans la Champagne (2) ». « Paris n'étant plus ville capitale, son commerce et son industrie ne pouvaient manquer de péricliter. Selon toute apparence, les contrées voisines, pendant cette période de décadence, suffirent à son approvisionnement et son marché ne reçut plus, du moins en aussi grande quantité, les produits que lui envoyait autrefois l'Orient, notamment la garance que nous avons vue imposée en 629.

L'avènement au trône d'Hugues Capet ne paraît pas avoir modifié la situation.

(1) Vuitry, *Etudes*, etc., p. 91.

(2) Aug. Longnon, *Bulletin de la Société de l'Hist. de Paris et de l'Ile-de-France*, année 1877.



C'est seulement en 1121, sous Louis le Gros, c'est-à-dire cinq cents ans après le maintien attribué à Dagobert des tonlieux gallo-romains, que nous rencontrons un document relatif à un droit d'entrée. Nous voulons parler de la charte par laquelle le roi accorda à la confrérie connue sous le nom de « *Marchandise de l'eau* » un droit de soixante sols parisis qu'il prélevait à son profit sur chaque bateau entrant dans la ville pendant les vendanges, droit qui, par le fait de cette cession, devint, d'une manière inconsciente, il est vrai, un véritable droit d'octroi, car la corporation dont il s'agit, d'abord simple réunion de bateliers parisiens — *nautæ parisiaci* — avait fini, en raison de l'importance qu'elle avait acquise, par exercer à Paris le pouvoir municipal (1).

Et en effet, à une époque où, faute de routes praticables, les échanges ne se faisaient guère que par les voies fluviales, la *Confrairie des Marchands de l'eau,* par le monopole qu'elle exerçait sur le commerce, était devenue la seule et véritable représentante des intérêts parisiens.

Toutefois, son action qui s'étendait sans conteste sur la haute Seine et sur les rivières affluentes, s'arrêtait au Pecq, sous Saint-Germain-en-Laye, la partie inférieure du fleuve ayant été concédée par privilège à la Compagnie rivale des marchands de Rouen.

L'association était dirigée par des chefs élus auxquels on donnait les noms de *Maîtres de la Marchandise*, de *Chefs des Jurés de la Confrairie,* de *Premiers des Bourgeois hansés*, de *Chefs de la Hanse*, de *Maîtres des Échevins,* et enfin de *Prévôts des Marchands,* qualification sous laquelle, ainsi qu'on le sait, ces délégués de la Ville ont, pendant longtemps joué un rôle prépondérant dans l'histoire municipale de Paris.

La puissance de la *Marchandise de l'eau* s'accrut encore en 1170, lorsque Louis-le-Jeune confirma la coutume de *Hanse* qui donnait le droit de faire naviguer ses bateaux jusqu'au pont de Mantes et d'imposer aux marchands étrangers à la Hanse *Compagnie française,* sous peine de confiscation de leurs chargements, c'est-à-dire l'obligation de s'associer, pour leurs opérations, l'un des membres de la Compagnie.

Dans le cours de cette même année 1170, sur les réclamations unanimes du commerce, un nouveau port fut créé à Paris. Jusque-là les marchandises amenées par eau ne pouvaient être débarquées que sur trois points : les ports Saint-Landry et aux Œufs dont la construction était ancienne, et le port de la Grève ouvert sur un emplacement acheté au roi par la Ville, en 1141, mais devenu insuffisant. On traita donc avec l'abbesse de Fontevrault pour la cession, par la communauté des Hautes-Brières, d'un terrain sis au bord de la Seine; en échange, la communauté obtint le droit de prélever une mine de sel et un cent de harengs sur chaque bateau contenant un chargement de cette nature. Le nouveau port fut appelé dans le

(1) Le Roy, *Dissertation*, etc. — Ad. Vuitry, op. cit., p. 356. — F. Lecaron, *Les Origines de la Municipalité parisienne*, publ. dans les Mém. de la Soc. de l'Hist. de Paris, t. VII, p. 93 et 110.

principe Port Pépin, du nom d'un propriétaire antérieur, et, plus tard, abattoir Pépin, à la suite d'un changement de destination (1).

A quelques années de là (1186), Philippe-Auguste entreprit des travaux de pavage qui sont restés célèbres dans l'histoire de la capitale. Au dire de Rigord, le roi, un jour qu'il s'était mis à la fenêtre de son palais, ayant été offusqué des odeurs nauséabondes qu'exhalait la ville, fit mander le Prévôt et les Bourgeois de Paris et leur ordonna que « toutes les rues et les voies de la cité fussent pavées de grès gros et forts (2) », leur abandonnant à cet effet le produit d'une ferme de 60 livres parisis dont l'origine est inconnue. Il ne paraît pas que les ordres du roi aient été exécutés complètement, car le pavage fut limité aux quatre rues principales, formant ce qu'on appelait la *croisée de Paris*. Ces rues étaient entretenues par l'administration urbaine, tandis que les quatre grandes routes y aboutissant étaient réparées aux frais du Trésor royal, hormis toutefois celle du nord qui, formant l'épi près de l'abbaye de Saint-Martin-des-Champs pour aller d'un côté vers la Chapelle-Saint-Denis, et de l'autre vers le Bourget, était, pour le premier tronçon, à la charge de l'abbé dont elle traversait les terres, et pour l'autre, à la charge des Parisiens. Quand, plus tard, en 1285, le Prévôt royal voulut obliger ceux-ci à l'entretien des chemins autres que ceux spécifiés cent ans auparavant; il ne put avoir gain de cause (3).

La surveillance des pavages municipaux était confiée « à un preudome « de la marchandise décheu de son chastel par fortune (4) ».

Quant aux ressources nécessaires pour faire face à la dépense, il est probable qu'en dehors des 60 sols abandonnés par le roi, en 1121, elles consistaient dans le produit des droits de *chaucie* prélevés sur le charroi des marchandises. Ceci, il est vrai, est une conjecture; ce qui ne l'est pas, c'est qu'en 1192 une dîme fut recouvrée par les échevins lorsque Philippe-Auguste entoura la Ville d'une enceinte fortifiée (5). Mais, droits de chaucie ou dîme, il est certain qu'à l'exception de la taxe portant sur les bateaux arrivant à Paris chargés de vendanges, aucune des redevances successivement appliquées n'avait encore, en réalité, depuis le commencement de l'ère capétienne, présenté la forme d'un droit d'introduction, et pourtant nous avons passé en revue ce qui, de près ou de loin, pouvait conduire à une constatation de cette nature.

Les premières taxes d'entrée nettement définies apparaissent au XIII^e siècle seulement, avec la Charte de janvier 1213 (6) qui, pour fournir à la Ville les moyens de créer un nouveau port, exige, pendant un an, 5 sols des bateaux chargés de vins qui arrivent d'amont, et 10 sols de ceux qui sortent;

(1) Delamare, *Traité de la Police*. Paris, 1707-1738, vol. II, p. 567,

(2) *Les grandes Chroniques de France*. Ed. Paulin Paris, t. IV, p. 34. — *Recueil des Historiens de France*, t. XII, p. 16.

(3) Félibien, *Hist. de Paris*, t. I, p. 455.

(4) Leroux de Lincy, *Histoire de l'Hôtel de Ville*, 2e partie, p. 132.

(5) Géraud, *Paris sous Philippe le Bel*, 1837, in-4°, p. 350.

(6) Ordonnances des rois de France de la troisième race, etc., t. I.

5 sols des bateaux de sel venant d'aval; 4 sols des bateaux de harengs; 3 sols des bateaux de blé ou de merrain; 2 sols des bateaux de foin, et 12 deniers des bateaux de bois à brûler.

Après cet exemple de taxe d'entrée nous en trouvons, en 1220, un de taxe de vente dans la redevance imposée aux taverniers — redevance qui paraît être l'origine du droit nommé *annuel* qu'ils durent payer par la suite, et qui n'était presque pas différent du droit de *licence* actuel.

Il faut descendre ensuite jusqu'à la deuxième moitié du XIIIe siècle pour trouver des droits permanents et authentiques.

C'est seulement, en effet, en 1268 que nous voyons les droits d'entrée, clairement expliqués dans « le Livre des Métiers », recueil minutieux rédigé, sur l'ordre de saint Louis, par son Prévôt royal, Étienne Boileau (1).

A côté de la déclaration faite par les chefs de métier des privilèges et des devoirs de leurs corporations respectives, Boileau a consigné les droits perçus ou payés par chacune de ces corporations et la taxe que tout objet s'y rattachant devait acquitter en entrant dans Paris ou au moment de la vente. En dépouillant cette sorte de procès-verbal, souvent fort confus sous une apparence d'ordre, nous sommes arrivés à reconstituer un état de choses qui peut être considéré comme le vrai point de départ du régime fiscal de Paris.

Pour ne parler que de la partie de l'œuvre qui intéresse notre sujet, nous dirons qu'on y trouve d'abord l'énumération des taxes dénommées droits de *chaussée* qui étaient, au fond, de véritables péages, mais que nous pouvons, jusqu'à un certain point, assimiler à nos perceptions, parce qu'elles avaient, comme elles, pour objet de contribuer au bien-être de la Ville dont elles servaient à faciliter l'accès. « Chaucie, dit Boileau, est une cous- « tume asise et establie ancienement seur chars, seur charretes, seur « somiers chargiés, as quex li chaucier prendent leur chaucies, à l'un plus, « à l'autre mains. Les queles chaucies sunt prises et demandées si comme « il est contenu ci-desouz, par la reson de fere aparellier les chaucies, les « chemins, les pons et les pasages, dedens la banlieue de Paris. »

A la suite de l'énumération en 36 articles de ces droits de *chaussée*, figurent, sous un autre titre, énoncés en 97 articles, les droits prélevés au *Petit-Pont* qui terminait, au faubourg Saint-Jacques, la route d'Orléans, et, par conséquent, celle du Midi et même de l'Orient. C'étaient, pour la plupart, des droits d'entrée auxquels venaient s'ajouter, dans leur spécialité, le *Rouage* applicable au transport du vin; le *Rivage de Seine* qui frappait, à leur débarquement, le vin et l'huile; le *Liage* dont étaient passibles les bateaux de vin à destination de Compiègne et de Rouen; et enfin le *Conduit*, droit analogue aux droits modernes de transit ou d'escorte, qui s'étendait au delà des limites de la capitale, dans une zone comprise entre Montlhéry,

(1) Cf. Depping, *Livre des Métiers* (coll. des Doc. inéd.), introd., p. 88. — René de Lespinasse, *Livre des Métiers* (coll. de *l'Histoire générale de Paris*), introd., p. 1 et suiv.

les ponts de Charenton, Juvisy, Lagny, Gournay, Meaux, de l'Ognon près Senlis, de Beaumont, Pontoise et Poissy.

Nous avons pensé que ces impositions, consistant en droits d'entrée ou de passage, devaient être classées en un groupe distinct par rapport aux taxes de vente auxquelles elles sont mêlées dans la nomenclature quelque peu enchevêtrée d'Étienne Boileau. Cette dernière catégorie de taxes comprend plus de 200 articles. Elle se compose des *Tonlieux* et des *Coutumes*, qui étaient dus par le vendeur ou par l'acheteur, quelquefois par tous les deux; des droits de *Congié et hallage*, vraisemblablement formés de deux taxes jadis séparées, mais réunies par l'usage, et qui, représentant au XIII[e] siècle la licence de stationnement et de vente au marché, équivalaient aux *perceptions municipales* du Paris moderne; des droits de *Chantelage* pour le débit du vin, et enfin de *Minage* pour le blé qu'il était obligatoire de mesurer à la Mine-le-Roi.

Après ces divers droits nous ne mentionnerons plus que le *Hauban* et, seulement pour mémoire; car consistant en une espèce d'abonnement payé en argent ou en nature par les corporations pour l'exonération de certaines redevances, il se rapproche bien plus de l'impôt actuel de patente auquel nous restons étrangers que des impôts qui font l'objet de notre étude.

Il était presque de règle que les taxations dont nous venons de donner la nomenclature d'après le *Livre des Métiers* fussent en général appliquées cumulativement; c'est ainsi que le bateau, le char, la charrette, le cheval, le mulet, l'âne, l'homme même, quoique assujettis à une taxe particulière, étaient encore imposés pour la charge qu'ils transportaient.

Le vin, l'huile, les bestiaux, les poissons, les grains, les fruits, les légumes et leurs semences, les pelleteries, peaux et cuirs, les matières premières pour tissus et les matières ouvrées en vue du vêtement ou de l'ameublement, les métaux, quelques matériaux, le sel, la cire, le suif, les résines, les teintures, les drogueries et épiceries, presque tout, en réalité, figurait dans les tarifs. Il n'était pas jusqu'au singe qui ne dût acquitter un droit, à moins que, conduit par un bateleur, il ne payât l'entrée par ses exercices devant le péager (1).

Le produit de ces taxes appartenait indivis au roi, à l'évêque et à la Ville qui, tous trois, à tour de rôle, les faisaient percevoir pendant leur « tierce « semaine » par un agent à eux.

Mais à ces règles il y avait des exceptions nombreuses; il y en avait sous forme d'exemptions, pour les marchands qui venaient des localités voisines et même de régions éloignées. Il y en avait à titre d'immunités et quelquefois même de surélévations de taxes pour les objets apportés aux foires Saint-Germain et Saint-Ladre (Lazare) où les marchandises payaient le samedi le double des autres jours. Il y en avait enfin pour les nobles, les gens d'église et les bourgeois qui jouissaient généra-

(1) Cf. Tarif des Douanes de France (1877) exemptant « les animaux curieux ou savants ».

lement du privilège de ne rien payer pour les produits de leurs terres et les objets à leur usage.

Il est probable que saint Louis, quand il avait déchargé l'Hôtel-Dieu de tout impôt — du moins de tout impôt prélevé par le Trésor royal — avait eu en vue l'affranchissement des droits consignés au *Livre des Métiers*, son désir ayant été que l'hôpital et ceux qui y demeuraient n'eussent rien à acquitter pour l'achat de « leurs vivres et nécessitez ». L'exemption, dont il s'agit, édictée en 1248, fut successivement confirmée en 1255, 1269 et 1367.

Nous ne nous arrêterons pas à une taxe personnelle perçue à Paris en 1292 sous Philippe-le-Bel, attendu qu'elle n'eut d'autre objet que d'exonérer la Ville par le payement d'une somme de 100,000 livres, de la part qu'elle aurait dû prendre à une imposition sur la vente et l'achat des marchandises que ce prince avait tenté d'appliquer dans tout le royaume. Cette imposition unique d'un denier pour livre que devaient payer simultanément le vendeur et l'acheteur reçut le nom de maltôte, par lequel on stigmatisa dans la suite, toute mesure de ce genre réputée vexatoire (1).

Il n'y a pas lieu non plus, pour ce qui nous concerne, d'attacher de l'importance aux applications qui furent faites sous le même règne et sous les trois règnes suivants de l'aide féodale (2), laquelle empruntait parfois, il est vrai, le caractère d'un impôt de consommation, mais le plus souvent, se présentait, comme en 1292, sous la forme d'une capitation. Rien ne nous indique qu'à cette époque des décisions royales aient établi de nouvelles taxes de transaction. En 1314, les marchandises furent frappées d'un droit de vente de 6 deniers par livre selon les uns, de 10 deniers selon d'autres; l'initiative en appartint aux Parisiens qui firent adopter par les Etats généraux ce mode d'imposition (3).

En 1309, nous trouvons trace d'une « fausse coutume » accordée au Prévôt des marchands pour la réfection des chemins de halage le long de la Seine et autres rivières, pour l'aménagement de palissades au port de Grève, etc. Cette « fausse coutume », dont la signification nous échappe, consistait à lever, pendant deux ans, un droit sur les bateaux et les marchandises arrivant dans ce port (4).

Quant à « la coutume du blé et de l'avoine », dont l'affermage, d'après un document de 1312, avait été consenti par l'autorité municipale à un certain Jehan le Courvoisier, moyennant la redevance annuelle de cinquante sols parisis (5), elle faisait vraisemblablement partie des droits relevés par Étienne Boileau.

Il nous faut encore parler de taxes d'une nature particulière qui étaient

(1) Cf. Boutaric, *La France sous Philippe le Bel*, Paris. 1861, in-8°, p. 254 et suiv.

(2) Ad. Vuitry, *L'aide féodale sous Philippe le Bel et ses trois fils*, Paris, 1878, p. 18.

(3) *Grandes chroniques de Saint-Denis*, t. V, p. 206.

(4) F. Lecaron, *Les Travaux publics de Paris au moyen âge*, publ. dans les Mém. de la Soc. de l'Hist. de Paris, t. III, p. 98.

(5) Le Roy, *Dissertation*, etc., p. 108.

perçues, dans le même temps que les droits de *chaussée*, de *petit pont*, de *rouage*, de *rivage*, de *conduit*, de *chantelage*, de *tonlieu* et de *coutume*, par des officiers de police installés sur les ports, quais et marchés et chargés d'intervenir dans les opérations commerciales pour en assurer la régularité. Confié, dans le principe, par les corporations à quelques-uns de leurs membres, ce contrôle n'avait pas tardé à passer aux mains d'agents spéciaux. Les plus anciens étaient les *jaugeurs de vin*, les *mesureurs de bûches*, les *courtiers et les vendeurs de foin*, les *compteurs d'œufs et de fromages*, les *courtiers et les mesureurs de sel*, les *langueyeurs de porcs*, dont certains auteurs font remonter, mais sans preuves, l'institution au douzième siècle (1). C'est seulement en 1321 qu'apparaissent les *courtiers en vin;* puis trente années s'écoulent sans qu'on crée des offices analogues.

La principale fonction des *courtiers en vin* était de servir d'intermédiaires entre le vendeur et l'acheteur; mais leur assistance n'était pas obligatoire. Quand ils étaient appelés, ils garantissaient le prix d'achat et la solvabilité de l'acquéreur; ils contrôlaient la jauge du tonneau, tenaient registre du nom des marchands, des quantités de boissons visitées ou vendues, etc., et pour éviter tout soupçon de connivence, il leur était interdit de faire le commerce des vins en gros ou en détail. Mais — étrange distinction — ils pouvaient tenir hôtellerie et vendre à leurs locataires le vin à pot, c'est-à-dire en petite quantité.

En 1325 (2), nouvelle contribution d'un denier par livre sur toutes les denrées et marchandises vendues à Paris. Charles le Bel a besoin d'argent pour soutenir la lutte contre Edouard III d'Angleterre. Mais il annonce par la même ordonnance que lorsque la guerre cessera, les deux tiers du produit non dépensé seront versés au Trésor royal et le dernier tiers restera à la Ville. Voulait-il, par cette clause, léurrer les Parisiens ou bien ses déclarations étaient-elles sincères? Toujours est-il qu'un tel partage était pour ainsi dire nouveau; sauf un cas particulier que nous avons enregistré sous la domination mérovingienne, il n'y en avait pas eu exemple depuis les Romains. Nous signalons avec d'autant plus de soin ce principe de répartition qu'il sera repris plus tard pour être appliqué dans maintes circonstances.

L'année suivante fut marquée par la suppression d'un usage abusif nommé *hallebick* qui consistait à surélever le prix du poisson après sa fixation officielle. A cette occasion, le droit de vente fut doublé, probablement afin de compenser les effets de la fraude que commettaient les marchands en déclarant au percepteur un prix inférieur à la valeur réelle de la marchandise.

Tels furent les derniers actes financiers qui aient intéressé les Parisiens sous le gouvernement des capétiens directs.

(1) Delamare, *Traité de la Police*, vol. IV, p. 705.

(2) *Ord. des Rois de Fr.*, t. I, p. 785. — Conformément à l'usage qui a prévalu depuis peu pour les études historiques, nous indiquons les années selon le nouveau style.

## CHAPITRE II

### 1329-1500

**Guerre de Cent ans. — Premiers tarifs de droits de vente. — Sol pour livre applicable à la vente de tous les objets. — Louis XI supprime cet impôt. — Espèces réservées. — Nouveaux droits de vente.**

A peine arrivé au pouvoir, Philippe VI expédia au Prévôt des Marchands et aux Echevins de Paris à l'occasion d'une aide nouvelle, des lettres patentes (11 juillet 1329) spécifiant un nouveau partage de produits, comme en 1325. Les hostilités en Flandre et les troubles que suscitait Robert d'Artois expliquaient ce besoin d'argent. On était entré dans cette terrible guerre de Cent Ans qui allait ruiner le pays, mais dont les commencements, toutefois, furent marqués d'une si grande prospérité que Froissart en pouvait dire: « Adonc estoit li Royaume de France gras, plain et dru, et « les gens riches et possessans de grant avoir (1). » Et, de fait, Paris, sollicité de fournir des subsides par lettres patentes du 10 décembre 1337, ne s'engageait pas seulement à donner 18,000 livres tournois, mais offrait encore, pour le « droit royal » 14,000 autres livres dont il demandait à se récupérer par voie d'impôt sur la vente de certains objets de consommation.

Ces mêmes lettres patentes de 1337 contiennent une innovation d'une grande importance: jusque-là les divers modes d'impôts sur la vente et l'achat avaient été appliqués à la généralité des objets avec un taux uniforme et l'usage seul y apportait sans doute des exceptions. Pour les nouvelles perceptions une distinction était établie dans les divers articles inscrits au tarif dont les uns étaient frappés d'un droit fixe et dont les autres devaient subir un droit proportionnel à leur valeur. C'est ainsi qu'à côté du droit particulier dû par les crus français (2), par les vins de basse Bourgogne, de Beaune, de Gascogne et de St-Jean-d'Angely, ceux d'Espagne, de St-Pourçain, de Souvigny et de Nevers, on voyait les vins de Garnache et de La Rochelle de même que ceux de Crète soumis à un droit spécial calculé d'après leur estimation par rapport aux vins précédents. Le sel, le vinaigre et le verjus, les harengs saurs ou salés et les poissons en général étaient assujettis à un droit fixe, mais il était fait exception pour les morues sèches, les poissons salés, les saumons frais et salés, lesquels n'étaient imposés qu'à 4 deniers par livre de leur valeur marchande.

(1) Froissart, éd. de la Soc. de l'*Histoire de France*, t. I, IIe partie, p. 117.
(2) On appelait alors vins français ceux des environs de Paris.

Une imposition de même taux frappait les draps, les pelleteries, les épiceries et autres « grosses marchandises ». Il est à remarquer que cette expression de « grosses marchandises » fort vague et fort élastique, même si elle s'appliquait, comme cela est probable, aux objets du commerce en gros, laissait une dangereuse latitude à l'appréciation des receveurs.

Par une exception qui n'était pas nouvelle, la noblesse, le clergé et l'université se trouvaient affranchis de ces prescriptions ; mais ce qui nous paraît avoir été une innovation c'est que l'exception portait seulement sur les objets dont les membres de ces trois corps ne feraient pas commerce.

De graves événements militaires, survenus dès 1339, allaient motiver une nouvelle contribution de même nature. Edouard III d'Angleterre, à l'instigation de Robert d'Artois avait débarqué sur le continent et ses troupes n'avaient pas tardé à ravager toute la Picardie. En 1340, écartelant les armes d'Angleterre avec nos armes nationales, il prenait le titre de roi de France. Après avoir recommencé dans l'Aquitaine la guerre que Philippe VI l'avait forcé à suspendre au nord, il consentait à signer une trêve, qui paraissait devoir être de courte durée.

Les préoccupations que cette situation inspirait au premier des Valois s'accrurent des inquiétudes que lui donnait la conduite de Jean de Montfort en Bretagne, si bien que les « amez bourgeois et habitants de Paris » furent sollicités de venir en aide au Trésor royal.

Telles furent les causes déterminantes des Lettres du 25 avril 1341. Comme en 1337, il s'agissait d'une avance que ferait la Ville et dont elle se rembourserait avec le produit des droits qu'elle était autorisée à établir sur les ventes d'objets de consommation, lesquels formaient un tarif plus étendu que le précédent. Indépendamment en effet, des articles frappés quatre années auparavant, ce tarif en comprenait de nouveaux. C'étaient l'argent « blanc et vérié » quand il n'était pas destiné à la monnaie royale, la vaisselle dorée et émaillée, les pierreries, l'étain, le plomb et le cuivre, les confitures, les dragées; les épiceries-drogueries s'y trouvaient longuement énumérées, depuis le sucre, le poivre, le gingembre, la cannelle, le riz, l'anis, le safran, les girofles, imposés par balle, jusqu'au cubèbe, au macis, à la graine de paradis, au poivre long, aux noix muguettes, à l'aspic, au garingal, au citonal, aux dattes, aux pignons, etc., simplement taxés à la livre pesant (1).

Dans cette nomenclature ne figurait pas le sel qui était cependant porté au tarif de 1337. Selon toute vraisemblance, cette omission d'une denrée de première nécessité qui, depuis le commencement du siècle avait été soumise par intermittence à l'impôt général de la gabelle, avait dû être intentionnelle. Comme on songeait déjà probablement à la mesure qui allait assujettir le sel d'une manière plus durable (20 mars 1342) on jugea inutile de le frapper d'une taxe locale.

(1) Cf. *Le Ménagier de Paris*, éd. de la Société de l'*Histoire de France*, p. 112.

La réprobation que souleva la gabelle est connue ; elle ne fut pas moindre à Paris que dans les autres parties du royaume où ce monopole fut introduit.

La même ordonnance de 1341 contenait une disposition qui, nous semble-t-il, est nouvelle. Elle concernait l'obligation pour le vendeur de déclarer la quantité et le poids de sa marchandise et ce sous-serment, à peine de payer double droit.

Des lettres du 6 octobre 1343, parues à la fin de l'une des nombreuses suspensions d'hostilités, prescrivirent une nouvelle taxe des ventes qui, cette fois fut limitée aux vins et aux grains consommés dans la ville. Cette modération de la part du pouvoir royal pouvait faire présager au contribuable une sorte de trêve fiscale. Malheureusement, à partir de l'année 1346, de nouvelles épreuves étaient réservées à la France. Edouard III débarquait à La Hogue et pénétrait jusqu'à St-Cloud, même jusqu'à Boulogne, d'où il menaçait la capitale. Contraint pourtant de se replier sur la Picardie, il y était poursuivi par Philippe de Valois qui y subit la sanglante défaite de Crécy. Philippe revint à Paris pour se préparer à la revanche, et, dans ce but, le 17 février 1350 il s'adressa aux fidèles habitants de sa bonne ville qui durent se résigner à supporter, à peu de chose près, les mêmes droits de vente qu'en 1341. Mais, tandis que les lettres patentes de 1341 et de 1337 ne parlaient que de taxes applicables à « la vente et à l'achat » d'un petit nombre d'objets, celles de 1350, en étendaient largement les limites et décidaient, en outre, que les droits seraient dus « pour vendre et pour revendre autant ».

Nous relevons dans le tarif de 1350 un système nouveau qui mérite attention. Avant cette année, — nous l'avons dit — la Ville était tenue de fournir immédiatement les sommes réclamées par le trésor royal ; les contributions n'avaient d'autre objet que d'assurer le remboursement des avances faites et le corps municipal était libre de choisir parmi les moyens « d'avoir finance » celui qui lui paraissait le plus opportun. Le nouvel acte, au contraire supprimait le système des avances et confiait la perception aux gens du roi ; on ne demandait plus à la Ville que son consentement.

Pour les contribuables le résultat était assurément le même ; mais il nous importe à nous, qui étudions cette spécialité des taxes municipales, de mettre en lumière le caractère tout différent que revêtaient ces impositions en passant au compte du Trésor.

Il nous reste à signaler d'une part que les pièces d'orfèvrerie, telles que « couronnes, chapeaux, perles, etc. », étaient ajoutées aux objets antérieurement taxés et, d'autre part, que moyennant des droits distincts payables à l'entrée, les vins, les grains et les poissons étaient exempts de toute perception ultérieure.

Afin de compenser la charge d'une contribution qui portait sur un grand nombre d'articles nouveaux, le roi promettait, tant en son nom personnel qu'au nom de la reine et de ses enfants, de renoncer aux « prises », c'est-à-dire aux prélèvements que la coutume autorisait, pour les besoins de

leur maison, sur les marchandises mises en vente. En outre, il dispensait les bourgeois et habitants de Paris d'aller ou d'envoyer « en l'ost » pour arrière-ban ni autrement à moins d'évidente nécessité. Philippe de Valois ajoutait que « si advenait que paix fust » l'imposition prendrait fin et le reliquat des produits serait mis en dépôt « afin que l'en le trouve plus tost, toutes fois que besoin sera pour cause de guerres ».

Toute contestation entre collecteurs et contribuables au sujet du recouvrement devrait être portée par-devant le Prévôt des marchands et les Échevins; l'appel en appartiendrait aux gens des comptes.

Enfin, après avoir rappelé, avec menaces de pénalité en cas de fraude, l'obligation de déclarer sous serment les quantités vendues, le roi assurait aux habitants de Paris que l'ayde par eux consentie et qu' « il tenait à subsides gracieulx » ne porterait « au temps advenir, aucun préjudice à eux, aux mestiers de ladite ville, ni à leurs privilèges, libertez et franchises ».

Il ne semble pas que ces promesses aient été tenues.

Six mois à peine s'étaient écoulés depuis la mise en vigueur de l'ordonnance du 17 février 1350 lorsque Philippe VI, qui venait de se remarier avec une toute jeune princesse, mourut au milieu des fêtes de Nogent-le-Roi. On raconte qu'à ses derniers moments, il exhorta son fils Jean à diminuer les impôts. Mais le nouveau roi, qui devait recevoir le surnom de « le Bon » fut obligé par les circonstances de maintenir et même d'augmenter les contributions établies par son père. Le 16 février 1351, il réunit les États généraux pour demander une nouvelle aide. L'opposition que suscitait Charles d'Évreux, roi de Navarre et le désaccord survenu entre les députés qui opinaient, les uns pour une imposition fixe de tant par livre sur toutes les marchandises, les autres pour une contribution de 50,000 livres payables dans le courant de l'année, amenèrent bientôt la dissolution de l'assemblée. La même divergence se manifesta parmi les députés provinciaux auxquels on avait fait appel. Au milieu de ces difficultés ce fut encore aux Parisiens qu'on s'adressa, et, le 3 mai 1351, le roi publia des lettres patentes que l'on a considérées, bien à tort selon nous, comme une prorogation de l'aide précédente, car elles contiennent un tarif sensiblement plus élevé. Des catégories entières qui ne payaient que 4 deniers y étaient portées à 6 deniers.

Malgré son importance, nous ne croyons pas devoir nous étendre sur cette déclaration royale attendu qu'elle a pour objet, comme ses devancières de 1337, de 1341 et de 1350, non des droits sur l'entrée, mais des droits sur la vente qui n'appartiennent qu'indirectement à notre sujet. Il y a pourtant lieu d'y relever au passage une disposition relative aux « brasseurs brassant cervoise ès la ville de Paris et ses fors bours », lesquels payeraient à la fabrication 3 deniers par setier et aussi à la vente 3 autres deniers, dont il serait fait compte chaque semaine; ce qui comportait évidemment un exercice à domicile pour la constatation des quantités fabriquées ou vendues. Il est curieux de trouver à une époque si éloignée de la nôtre une première application du principe de l'exercice.



Nous avons aussi à constater que les lettres de 1337, 1341, 1350 et de 1351 contiennent en germe le principe de la proportionnalité du droit à la valeur réelle de l'objet, principe économique très équitable en soi, très séduisant dans la théorie, mais dont les partisans ne sont pas encore parvenus à trouver l'application pratique. Il se peut pourtant qu'à ces époques de transactions restreintes la difficulté en ait pu être résolue; mais aujourd'hui elle nous semble insurmontable.

Il paraît que les ressources que lui procura l'acte de 1351, ne suffirent pas au roi Jean car, soit pour faire face aux exigences de la guerre, soit pour satisfaire à ses prodigalités, il eut recours aux moyens fiscaux les plus extrêmes. Plus que jamais menacé par Edouard III qui revendiquait l'Aquitaine et le Ponthieu pendant que le prince de Galles avec Chandos parcourait en vainqueur les provinces françaises, Jean le Bon convoqua à Paris les États généraux de la Langue d'Oil (2 décembre 1355). Après avoir fait les plus solennelles promesses de sage économie, il obtint pour payer trente mille hommes une aide de « cinquante cents livres » (cinq millions) à lever « sur toutes gens de tels états qu'ils fussent » et une gabelle du sel à percevoir dans tout le royaume.

Cette décision fut consacrée par les lettres patentes du 28 décembre qui prescrivirent, outre la gabelle susdite, une aide de 8 deniers par livre sur la vente de tous objets (1) sauf ceux provenant des héritages. Selon l'usage, ces impôts devaient durer un an, et devenaient applicables au roi et sa famille. Mais en raison des minimes résultats qu'ils donnèrent on ne tarda pas à les remplacer par une taxe directe que devaient asseoir trois collecteurs par paroisse.

Les funestes événements militaires et politiques qui aboutirent à la bataille de Poitiers (19 septembre 1356) mirent le comble au désarroi général. Une grande partie de la noblesse avait succombé et le roi s'était rendu aux Anglais avec le jeune prince Philippe.

Ainsi qu'un grand nombre de villes du royaume, Paris, affolé, entreprit de renforcer son système de défense. Un fossé d'enceinte fut creusé et, pour couvrir la dépense, le prévôt des Marchands, Etienne Marcel, prit l'initiative d'un impôt applicable à la vente du vin et autres boissons à l'intérieur de la ville et sur lequel on prétend que le régent Charles se fit remettre un quatorzième du produit pour la rançon de son royal père (2).

Nous ne retiendrons de cette époque néfaste que deux faits qui, résultant de l'état de guerre, avaient un caractère transitoire; tous d'eux, d'ailleurs ne se rattachent qu'indirectement à notre sujet : d'abord, l'établissement d'un droit d'escorte, payable à Corbeil par tous les bateaux qui amenaient de Melun, sous la protection de barques armées, des marchan-

(1) Froissart dit d'abord douze deniers, puis huit deniers dans le même passage. — M. Luce parle de huit deniers dans sa note du § 263 de son éd. pour la Soc. de l'hist. de France.

(2) Cf. Brunet de Grandmaison, *Dictionnaire des aides*.



dises destinées au ravitaillement de Paris ; puis la défense faite, le 11 février 1360, « dans un intérêt de sûreté publique et de police plutôt que dans un « intérêt fiscal (1) » de transporter hors de la ville aucun objet de consommation sans un permis et le payement de quatre deniers par livre de la valeur.

La signature du traité de paix de Brétigny (8 mai 1360) et le retour du roi Jean à Paris (13 décembre) servirent de prétexte à de nouvelles mesures fiscales.

Une imposition de 12 deniers (un sou) pour livre fut mise sur toutes les marchandises vendues dans le royaume, à l'exception du sel, du vin et autres breuvages qui étaient assujétis au moment de leur introduction et de leur vente soit en gros soit en détail, à un droit du treizième de leur prix.

On n'a pas d'autre titre de création que « l'Instruction du grand Conseil » du 18 décembre « sur la manière de lever l'ayde pour la délivrance du roi « et pour la perfection de la paix (2) ». Elle explique de la façon suivante le choix de cette base : « L'en a considéré que à présent à Paris, en regart de « tous les vins français dont les uns valent trop plus que les autres, le moyen « pris peut estre de environ treize livres tournois fort monnoye, la queue « de vin français ; c'est le treizième, vingt sols tournois fors ; et le moyen « pris des vins de Bourgogne, peut estre environ vingt six livres tournois « forte monnoye, pour queue, c'est le treizième quarante sols tournois « fors ; lesquels somme l'en payera aus entrées de Paris pour les diz vins « et des vins de Beaune, de St-Poursein, et vins étrangers, l'en payera à « l'avenant selon la grandeur des pris d'iceulx. » En ce qui concerne les « droits de vente, la même instruction dit que « et toutefoiz et quantefoiz « les ditz vins ou autres quelconques seront venduz en gros pour des« pense ou pour revendre en gros ou à destail, tant de foiz payeront les « acheteurs le treizième du pris que ils auront acheté, si tost comme « acheté le auront ; c'est à entendre si aucun achète une pièce de vin treize « livres, il les devra payer à son marchant ; et oultre ce, il payera au rece« veur de la dite aide vingt sous pour la dite pièce de vin et proportion« nellement des autres sommes à l'avenant. Et par semblable manière « proportionnellement toute voyes, se pourra faire par toutes les villes du « Royaume. »

Nous n'avons pu vérifier si les prix des vins subirent des variations notables pendant les 22 ou 23 ans que cette taxe fut appliquée. Il n'y a pas trace que la dénomination de droit de treizième ait été modifiée ; mais il se peut que, dans la pratique, l'évaluation du droit fût calculée d'après les oscillations du marché.

Le roi Jean mourut le 8 avril 1364, en Angleterre, où il était loyalement retourné après la fuite de son fils, le duc d'Anjou. Charles V, son succes-

(1) Cte de Villedeuil, *Histoire de l'impôt sur les boissons*, t. I, p. 117.
(2) Ord. des rois de France, t. III, p. 436.



seur, malgré des difficultés de tous genres, accrues à Paris notamment par les terribles ravages de la peste, ne paraît pas avoir modifié avant 1369 le régime des contributions. Cette année-là, au mois de décembre, les Etats généraux consentirent certaines aggravations aux aides du royaume. Contrairement aux assertions d'un auteur ordinairement exact(1), nous inclinons à penser qu'à Paris rien ne fut changé à ces dispositions. On se borna sans doute à proroger les taxes qui y étaient en vigueur. Ce qui est certain, c'est que Charles V abandonna à la Ville, pour la construction de la Bastille St-Antoine, le tiers des aides levées à son profit à l'intérieur et dans la banlieue, et il fut bien spécifié que cette ressource serait uniquement consacrée « aux ouvraiges, forteresses et réparation où il ap-« perra qu'il soit la plus grande nécessité (2) ».

On remarquera qu'en donnant ainsi à Paris le tiers de ses droits, le roi, inconsciemment peut-être, faisait revivre la coutume que nous avons vue en usage chez les Romains quand les empereurs faisaient la part d'une ville à laquelle ils enlevaient ce qu'ils l'avaient d'abord autorisée à percevoir.

Paris avait fait preuve de prévoyance en se préoccupant de sa défense, car dès 1370, les Anglais arrivaient sous ses murs.

Le roi réussit à les éloigner, moins par ses armes que par sa diplomatie, et ce fut Duguesclin qui eut à les combattre en Bretagne.

La mort de Charles V (16 septembre 1380) fit monter sur le trône un prince de 12 ans.

Par les sages économies de son père, il allait trouver le Trésor royal dans un état de pleine prospérité; mais, malheureusement, pendant sa régence indispensable le duc d'Anjou, d'un naturel rapace, se signala tout d'abord par des dilapidations que rendirent plus odieuses encore, après ses promesses d'exonération, l'âpre volonté qu'il manifesta de faire rentrer l'impôt et sa façon d'y procéder.

Les Parisiens s'en montrèrent très irrités et malgré les exhortations pacifiques de Jehan Culdoë, leur prévôt des marchands, ils réclamèrent tumultueusement l'abolition de certaines taxes.

Devant les menaces et les cris de la populace, la cour, déjà effrayée de ce qui se passait en province, céda avec faiblesse, et le roi promit d'abandonner « tout ce qu'on avait coutume d'exiger des Français et des « étrangers pour l'entrée et pour la sortie des marchandises, de sorte « que personne ne devait plus être forcé de rien payer sous prétexte « d'impôt quelconque et que chacun aurait la libre faculté de vendre et « d'acheter » (3).

Un tel état de choses ne pouvait durer; aussi, dès le mois de novembre suivant, quand il jugea l'orage dissipé, le régent convoqua sous le nom

(1) Félibien, *Histoire de Paris*, t. I, p. 668.

(2) F. Lecaron, *Les Travaux*, etc., p. 116.

(3) *Les grandes Chroniques*, t. II, p. 21, 25, 131, 147 et 243.

d'Etats généraux, une assemblée de notables par laquelle il fit voter le rétablissement du simple droit de 12 deniers par livre, qui paraît avoir été abandonné depuis la mort de Charles V ou, selon une version difficile à contrôler, la création d'un impôt sur la vente des légumes, fruits, beurre, œufs et fromages.

A notre avis, une confusion a dû se produire sur ce dernier point. Il ne s'agissait pas, en effet, d'une imposition nouvelle, mais de l'extension du droit de vente de 12 deniers à des denrées que leur emploi journalier et de première nécessité avait sans doute exemptées dès l'origine (1360) ou que les agents du recouvrement étaient dans l'usage de ne pas taxer.

Publiée à Paris, à Amiens et à Rouen, cette ordonnance demeura sans effet; on refusa de payer.

Cette situation se prolongea jusqu'en janvier 1382. Le 21 de ce mois, le régent fit signer au roi Charles VI une ordonnance stipulant d'une manière générale le retour au sou pour livre de 1360, l'élévation au *huitième* du droit sur le vin vendu en détail, l'augmentation de la taxe sur le sel, laquelle fut portée à 20 francs d'or par muid, l'assimilation du droit de gros à toutes les ventes. — Il n'était plus question de l'entrée et probablement le *treizième* n'avait plus cours. — Enfin, une imposition particulière sur le pain inappliquée à Paris et dans certaines autres villes, y fut remplacée par l'obligation, pour les boulangers, soit de payer sur la farine des droits proportionnels au prix du blé, soit d'acquitter une taxe basée sur les quantités du pain vendues dans la journée.

Au moment même où l'on voulait percevoir ces nouveaux impôts (1er mars), une émeute furieuse éclata. Les rebelles coururent à l'Hôtel de Ville, puis à l'Arsenal, s'y armèrent de maillets réservés en vue d'une attaque des Anglais, d'où le nom de Maillotins que leur a donné l'histoire, et après avoir chassé tout ce qui appartenait à l'Administration publique ou municipale, ils proclamèrent l'abolition générale des impôts. Ce fut en vain que l'avocat général Desmarets tenta d'interposer sa médiation, car l'Université soutenait les révoltés. Un essai d'entente avec la Ville, qui s'engageait à donner 100,000 livres pour le retrait de l'ordonnance du 21 janvier, échoua complètement et, pendant un an, Paris, soustrait à l'autorité royale, ne fut administré que par son propre gouvernement. Depuis la mort de Charles V, du reste, les Parisiens, par suite de leur résistance, de leurs mutineries, et peut-être aussi de la faiblesse de la cour, ne payaient plus d'impôts. Enfin, le 11 janvier 1383, le roi, qui revenait victorieux des Flandres, où il avait écrasé le parti de Philippe Artevelde, rentra dans Paris en souverain maître. Cette fois, les représailles furent terribles. La Ville se vit retirer ses antiques privilèges. La prévôté des marchands, l'échevinage, la juridiction municipale et le greffe furent supprimés. Les bourgeois désarmés se virent enlever la garde des rues, et les revenus communs passèrent aux mains des trésoriers de la couronne. En outre, trois cents des plus coupables, après un jugement sommaire, furent décapités, pendus ou noyés; d'autres s'en tirèrent avec de fortes amendes ou la confiscation



de leurs biens; telle fut la *Punition de Paris*. C'est le nom consacré dans l'Histoire.

L'insurrection des Maillotins et la série d'émotions populaires qui l'avait précédé avait fait en somme durer l'état de trouble pendant près de trois ans. En réalité, sinon en droit, pendant cette période les perceptions restèrent suspendues. On peut se demander si le commerce suivant ses habitudes ne fut pas presque seul à en profiter.

Il fallait cependant songer à réparer les maux des discordes civiles et des guerres avec l'étranger. Dans ses lettres patentes du 4 avril 1383 (1) Charles VI exposa par de longs considérants la pressante nécessité de réparer « les chaussées, paremens, murs, tours, bastilles, fossez, pons et « autres ouvrages » or, les revenus de la Ville — il en restait encore, paraît-il, malgré la mainmise du roi — étaient, selon lui, « si petiz et si « chargés de rentes et fondations anciennes » que leur insuffisance aurait été notoire, même si depuis le commencement des troubles, ces revenus n'avaient pas été « délaissez à lever et cueillir ». Le roi, dans son instruction de février 1384 (2), ajoutait : « Nostre dicte ville pourrait deschoir « brièvement et tourner en grant rien et ce pourrait en suivre plusieurs « périls, domages, inconvéniens et esclandes au grand grief, préjudice « et bezoin de nous et de tout nostre Royaume et de nostre peuple, se « pourvu n'y estait par nous brièvement de remède convenable. »

Le remède convenable, c'était une surtaxe de 4 sols parisis sur le vin, pendant un an, à supporter par le vendeur et par l'acheteur de chaque queue de cette boisson, livrée en gros dans Paris ou dans sa banlieue; quant au détail, il serait grevé de 2 sols supplémentaires. Les cervoisiers, en outre de ce qu'ils acquittaient à la fabrication, devaient payer 3 deniers par livre sur chaque queue de leur breuvage.

Ces taxations, placées sous l'unique autorité du prévôt royal, étaient soumises au contrôle de la Chambre des comptes et échappaient par conséquent à la compétence municipale.

Il faut croire que l'exécution de ces mesures dut parer aux besoins de la Ville, car, sous ce rapport, il n'est plus question de Paris dans les documents de l'époque. L'acte financier que l'on rencontre ensuite (23 mai 1388), est d'ordre général. Il ramène à 12 deniers par livre le droit mis en 1360 sur la vente des vins, droit qui aurait été augmenté de 6 deniers à une date inconnue. Comme, selon toute vraisemblance, le recouvrement des taxes de vente avait été repris, dès la fin des troubles, sur le même pied qu'auparavant, « la crue » n'avait dû se produire qu'un peu plus tard.

Le 28 décembre de cette même année 1388, une décision royale établit dans tout le royaume le *sol pour livre* (vingtième) sur le gros du vin, et fixa au *quatrième* le droit de détail.

Sept ans plus tard, au cours d'une trêve, la main de la fille aînée de

(1) Ord. des Rois de France, t. XII, p. 129.
(2) Ibid, t. VII, p. 51.



Charles VI ayant été demandée par le roi d'Angleterre, Richard II, bien que cette princesse fût à peine âgée de huit ans, on en conclut que la paix deviendrait définitive et qu'il serait bon, dès lors, de faire largesse au peuple.

En conséquence (28 mars 1395), on réduisit d'un tiers les droits de vente sur le sel, et au *huitième* ceux du vin vendu en détail; mais, dès le 2 août 1398, les anciens droits furent rétablis. C'est qu'on rentrait alors dans l'état de guerre, et toutes les classes de la nation — le clergé lui-même n'avait pas invoqué d'exception — se trouvaient obligées de fournir des ressources à l'État, tant par la participation de la France à la croisade organisée par le roi Sigismond de Hongrie contre le sultan Bajazet I que pour la gloire et la défense du royaume. Paris, bien que contribuant à ces impôts, n'en retira aucune part; aussi, relativement aux vins, n'en parlons-nous qu'en raison de la place qu'ils ont occupée dans la longue série des réglementations fiscales relatives aux boissons. Tout impôt était alors affecté aux besoins généraux de l'Etat et il devait s'écouler encore un assez grand nombre d'années avant l'apparition nette et précise du régime de l'octroi.

Mais, en attendant, au dire des chroniqueurs du temps, il y avait partout une misère affreuse, aggravée encore par de telles exactions, que « le « peuple en estait mangié (1) ». Il nous suffira de citer, comme exemple de ces exactions, ce qui se passait pour les anciens droits de *chaussée* qui s'étaient accrus sans doute peu à peu, en dehors des derniers événements. Ces droits constatés, — on se le rappelle — en 1268, par le Livre des Métiers, apparaissent, en 1399, dans un acte passé entre Jehan de la Cloche, receveur de Paris, Guillaume Cerveau, procureur du roi au Châtelet, et Thomas Rolle, paveur juré, comme ayant doublé « depuis 20 ans en ça (2) ». Il fut enfin coupé court à un abus aussi criant par les lettres du 28 mai 1400 dans lesquelles, après avoir rappelé la définition d'Etienne Boileau « chaus-« sée est une coutume assise et establie, etc. » (3), le roi dit : « Si « comme entendu avons les fermiers des chaussées de nostre ville de Paris « ont est été depuis certain temps en ça en transgressant nos ordonnances « et, au grant grief, dommage et préjudice de nostre peuple, ont levé, « exigé et extorqué induement et très excessivement sur nostre dict peuple « et plus assez que le double du contenu ès ... ordonnances, etc. »

Les fermiers eurent beau affirmer que le Receveur de Paris leur avait « baillé à cueillir et lever » la taxe accoutumée, les baux furent résiliés et d'autres « tout de nouvel furent criés selon les anciennes ordonnances » avec cette menace que « si aucuns les transgressent ou enfreignent, on les « en corrige et punisse de telle manière que tous y doivent prendre leur « exemple. »

(1) Jacques du Clerc, Cf. l'*Histoire de Jacques Cœur*, par Pierre Clément, t. 2, p. 204.
(2) Bibl. nat., Manusc. franç. 316, f° 87.
(3) Voir ci-dessus, p. 14.

Cette question de la viabilité se représenta peu après au sujet de la *croisée de Paris* dont la réparation fut confiée par des lettres patentes du 21 avril 1407 à Charles Culdoë, secrétaire du Roi et simple garde de la Prévôté des marchands, l'échevinage depuis *la punition de Paris* n'ayant pas encore été rétabli.

Pour faire face à la dépense, on décida que, pendant trois ans, à l'entrée et à la sortie de Paris, de même que sur la route du Bourget Saint-Denis, prolongation de l'un des bras de *la Croisée de Paris* (1), il serait payé 8 deniers parisis par chaque char d'objets dénommés « avoirs « (œuvres) de poids » c'est-à-dire destinés à la vente au poids comme le drap, les laines lavées, les merceries, le fer, le plomb, etc.; 4 deniers par chaque charrette transportant de ces mêmes marchandises, 2 deniers par charrette chargée de marchandises non pesables, et enfin par cheval selon qu'il ne porterait pas ou qu'il porterait des objets de cette catégorie 2 et 1 deniers.

Suivant la coutume, il était spécifié que nul ne serait exempté des nouvelles redevances, sauf le clergé, la noblesse, l'Université et la bourgeoisie pour tout ce qui provenait de ses terres ou héritages.

Les taxes dont il s'agit avaient toutes les apparences de taxes d'octroi, mais elles devaient n'être que passagères. Cependant on les percevait encore lorsque la Ville se trouva mêlée de nouveau aux événements politiques.

Pendant dix ans Armagnacs et Bourguignons bouleversèrent Paris, employant, pour accaparer ou conserver le pouvoir les moyens les plus criminels, flattant les plus basses passions pour se créer des partisans. Dans cette lutte sanglante, Jean sans Peur s'alliant à la faction cabochienne recherche l'appui de la populace. En 1409, il promet une prochaine abolition des taxes; en 1411, il fait restituer aux Parisiens leur vieille constitution, le droit d'élire leur prévôt et de s'organiser en milices bourgeoises sous des chefs électifs, même celui de posséder des fiefs nobles avec les privilèges qui y sont attachés. Le 5 avril 1412, les Parisiens obtiennent encore le droit d'user de la tierce partie des aides ayant cours dans leur ville pour avoir « mieulx de quoi soustenir et supporter les grans « charges qui, très souvent, leur surviennent à l'occasion des guerres et « affaires comme autrement en faisant gens d'armes, arbalestriers et ar« chers » et en fortifiant « ator la dicte ville ». Or les aides ayant cours, comme disait l'ordonnance, étaient *le sol pour livre* sur toutes les marchandises, y compris le vin vendu en gros et *le quatrième* sur le détail du vin.

Une ordonnance du 19 décembre de la même année (2) se sert également de

(1) On se rappelle que l'entretien de cette section du réseau des communications était déjà à la charge des Parisiens sous Philippe Auguste. Voir ci-dessus, p. 13.

(2) Les lettres du 19 décembre 1412 ne figurent pas dans le Recueil des Ordonnances des Rois de France. Elles sont citées par M. Lecaron dans ses *Origines*, etc. T. III des Mém. de la Soc. de l'Hist. de Paris, p. 117.

l'expression d'aides ayant cours à propos de ressources affectées à des travaux d'égouts.

Nous n'avons pas à dire comment au milieu de ces luttes intestines, Henri V d'Angleterre traverse la Manche et anéantit la noblesse française à Azincourt (25 novembre 1415). Les massacres de Paris (juin et août 1418) mettent le comble à la perturbation générale.

La situation financière n'était pas moins désespérée que la situation politique. Les caisses étaient vides et les produits détournés à l'envi par quelques grands seigneurs. Clergé, noblesse et bourgeoisie « vivement « affligés de ces maux, maudissaient du fond du cœur les contributions « levées à titre de subsides de guerre qui étaient pour le peuple un far- « deau intolérable (1). »

Néanmoins de nouvelles lettres furent publiées le 14 octobre 1418. « Sa- « voir faisons » disait le roi, « que pour obvier et résister à la dampnable « entreprise et male volenté de nostre adversaire et ennemy ancien le roy « d'Angleterre, et tant pour garder, conserver et entretenir nostre royaulme « et seigneurie entière... que pour éviter à la ville de Paris un siège sem- « blable à celui de Rouen, il sera levé, sur l'avis même des habitants, « une aide en la manière qui s'ensuit : Le vin français entré ou à entrer « et qui sera trouvé en nature, tant vieil que nouvel en la dicte ville de « Paris paiera 8 sols par queue et 4 sols par poinçon ; les vins provenant « de la Bourgogne paieront 16 sols. » Quand ces vins, français ou bourguignons, seront vendus en gros, il devront un droit supplémentaire de 8 ou de 16 sols à la charge de l'acheteur. Expédiés hors Paris par terre ou par eau, ils acquittèrent, à leur sortie, 8 sols par queue ou 4 sols par poinçon. S'ils ne font que traverser la ville, le droit d'entrée seul leur sera applicable.

Les vins valant 8 deniers la pinte seront, à partir d'une certaine quantité, frappés d'un droit de vente sur le pied de 16 sols par queue.

Les vins de la banlieue ne payeront sur place que 4 sols par queue et 2 sols par poinçon, mais avec double droit pour l'acheteur en gros. Au détail, ils supporteront dans le lieu de leur débit le même droit qu'à Paris. En passant les portes, ils acquitteront encore 4 sols par queue et 2 sols par poinçon.

Enfin « pour promptement avoir finance, ainsi que le cas requiert », ajoutent les lettres précitées, « il sera fait inventaire des vins estans tant en « la dicte ville de Paris que ailleurs en la dite Eleccion, et en paieront toutes « manières de gens, sans aucuns en excepter, comme dessus est dict ».

Il y avait bien réellement dans l'ordonnance, création de droits d'entrée ; mais l'heure de ceux-ci n'était pas encore venue et cette mesure accidentelle n'impliquait en aucune façon la conception d'un nouveau régime financier. Nous nous bornerons donc à la mentionner.

En 1419, la construction du pont Notre-Dame motiva l'abandon tempo-

(1) *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, Ed. Bellaguet, t. III, p. 229.

raire à la Ville d'un tiers des subsides recouvrés dans ses murs, le roi « sachant que cet ouvrage occasionnerait des dépenses énormes et très « onéreuses aux habitants, parce que la rivière en cet endroit était très pro- « fonde et que les égouts y amenaient une grande masse d'eau ». Le tiers des subsides ainsi concédé « pour un temps » excédait annuellement, a-t-on écrit, la somme de 35,000 francs d'or (1).

Mais les événements s'étaient précipités et peu après l'assassinat de Jean sans Peur à Montereau, le roi d'Angleterre marchait sur la capitale. Revêtu par le honteux traité de Troyes du titre d'héritier présomptif du trône de France, il agissait déjà dans la plénitude des prérogatives royales. C'est ainsi que, par ordonnances du 20 mars et du 19 décembre 1420, il confirmait les impositions en vigueur, et surtout celles qui frappaient les boissons.

La mort d'Henri V (31 août 1422) non plus que celle du pauvre Charles VI (21 octobre) n'apportèrent aucun changement au régime fiscal. Le duc de Bedfort, pour le compte des Anglais, continua à pressurer les Parisiens et les autres habitants de la malheureuse France, comme l'auraient fait, d'ailleurs, les grands du royaume, s'ils fussent restés les maîtres. Ce n'étaient que « variations de monnaies continuelles, grosses tailles ordon- « nées et levées sans merci, tantôt pour équiper des hommes d'armes..., « tantôt pour payer des fêtes luxueuses... (2) ». De plus, « une grande « foison d'Angloys dépecèrent les villages d'entour [Paris] et n'y demeura « ne huys, ne fenestre, ne treillis de fer, ne quelque chose qu'on pust « emporter (3) ».

Les Parisiens, qui avaient repoussé Jeanne d'Arc à la tête des troupes royales en 1430, finirent par se révolter contre de tels excès; en 1436, ils appelèrent le connétable de Richemont. Mais la joie qu'ils manifestèrent d'être délivrés des Anglais fut de courte durée, car il fallut bientôt trouver des subsides pour « le payement et souldoyement des gens de guerre estant « en l'Isle de France et ès marches d'environ (4) », qui se livraient à toutes sortes « d'appatis, roberies et pilleries (5) ». Le roi, sur la demande « libéralement faite » par les bourgeois, rendit donc, le 9 septembre 1436, des lettres patentes portant : 1° qu'une aide de 4 sols parisis par queue et de 2 sols 8 deniers par poinçon ou muid serait mise sur tout le vin « cueilli pour l'année présente en la prévosté, vicomté et éleccion de Paris, « à qui qu'il soit ou appartienne »; 2° que tout vin présenté aux portes sans avoir payé l'aide en question y serait soumis, quelle que fût sa provenance ; 3° enfin, que la vendange serait imposée dans la proportion du vin contenu.

Tout cela n'était guère nouveau, et les pauvres contribuables s'en

(1) *Chronique du Religieux de Saint-Denis*. Traduction Bellaguet, t. V, p. 53.
(2) Clamageran, *Hist. de l'Impôt en France*, t. I, p. 479.
(3) *Chron. du Relig. de Saint-Denis*, trad. Bellaguet, t. VI, p. 303.
(4) Ord. des rois de France, t. XIII, p. 227.
(5) Ibid.

allaient dolents à la ville comme aux champs. Le poète Alain Chartier avait ce triste spectacle sous les yeux quand il faisait dire à un personnage allégorique : « Labour a perdu son espérance, marchandise ne trouve « chemin qui la puisse seurement adresser. Tout est proye ce que l'espée « et le glaive ne deffend! Les champs n'ont plus de franchise pour moy « administrer seure demeure et je n'ay plus de quoy les cultiver, ne « fournir pour y récueillir le fruit de ma nourriture (1). »

Il faut croire que, dans cette détresse, on avait fait rendre aux impôts tout ce qu'il était possible d'en attendre, car, en 1438, ce fut à une taxe personnelle basée sur la fortune de chacun qu'on demanda l'argent nécessaire pour la réorganisation de l'armée. Malgré cet accroissement de ressource et le contrôle exercé sur les finances par la Chambre des comptes, Jacques Cœur, le célèbre argentier, était parvenu difficilement à remplir les coffres du roi, lorsque la paix de Bordeaux (19 octobre 1453) vint terminer, enfin, la guerre désastreuse de Cent Ans.

Avec le calme, la prospérité reparut dans le royaume. Malheureusement, en 1461, la Ligue du Bien public réveillait les passions politiques et amenait les ennemis du roi sous les murs de Paris. Rentré dans sa bonne ville après la bataille de Montlhéry, Louis XI (ordonnance du 3 août 1465, confirmée le 9 novembre) entreprit de se concilier l'affection des Parisiens par l'abandon de l'antique sol par livre de 1360.

Ce droit de vente, dont nous avons suivi les étapes successives, était vieux de plus de cent ans; il avait porté sur toutes les marchandises et traversé des évènements de tous ordres : politiques, sociaux et militaires, qui avaient dû en interrompre le recouvrement. Aussi est-il à présumer que, si le rusé monarque en faisait ainsi le sacrifice, c'est qu'au fond, pour beaucoup d'objets assujétis, il n'avait plus une grande valeur. D'ailleurs, nous devons nous empresser d'ajouter que la suppression n'était pas absolue. Sur les cinquante-six fermes dérivant de 1360 et qui « travaillaient » la population parisienne, on en maintenait six — les plus avantageuses, — qui concernaient le vin vendu en gros et en détail, le drap vendu en gros, le bétail, le poisson et le bois à brûler. On donna le nom d'*espèces réservées* à ces six catégories, qui formaient, en somme, la base principale de la perception et permettaient, sans grand désavantage, de réduire au *huitième* le droit, si peu populaire, de *quatrième* sur le détail du vin.

Le texte des lettres du 3 août 1465 donne la longue nomenclature des objets abandonnés par le fisc, ce qui fait croire que dans la pratique le sol pour livre de 1360 n'avait pas continué à porter indistinctement sur toutes les marchandises. Il est probable, en effet que l'usage n'avait maintenu l'imposition que sur des objets dénommés expressément pour éviter les contestations et les occasions de fraude et peut-être bien aussi pour enlever le caractère vexatoire et même odieux à la mesure qui avait d'abord com-

(1) Alain Chartier, *le Quadriloge invectif*, cité dans l'Histoire de la littérature française du moyen âge, par Géruzez, etc.

pris dans son universalité les denrées de première nécessité. Quoi qu'il en ait été, la mention des objets supprimés par Louis XI étant une présomption sinon une preuve de leur maintien depuis le roi Jean, nous les avons portés à la date de 1360 sur notre tarif reconstitué, lequel ne contient rien autre pour cette date.

Aucun changement appréciable ne se produisit pour les Parisiens pendant la fin du règne de Louis XI et les premières années du règne de Charles VIII. Ce fut seulement en 1495 qu'ayant à fournir « mille hommes soudoyez », puis l'armement d'un navire de guerre, ils subirent ou s'imposèrent des taxes directes.

La mort de Charles VIII et la transmission de la couronne des Valois aux d'Orléans, dans la personne de Louis XII, ne paraissent pas avoir influé sur le régime financier de Paris. Mais, en 1499, le pont Notre-Dame, « qui estoit fondé et porté sur pieux de bois et ouquel avoit soixante cinq « maisons, est cheut et tombé en la rivière de Seine (1) »; on s'assemble à l'Hôtel de Ville; on décide « qu'il sera reffait et construict de pierre de « taille (2) », et on tâche « d'adviser quelque bon moyen de trouver « argent (3) ». Or un des projets mis en avant consistait à « requérir au « roy touchant l'ayde d'entrée de ville, que on recueille par les chaussées « et aux portes, c'est assavoir quatre deniers parisis pour chairette, que « prévillégiez et non prévillégiez paient (4) ». Les lettres patentes du 19 décembre ratifièrent cette proposition (5), comme on va le voir.

Il s'agissait là de droits analogues à ceux qui avaient été imposés, en 1407, pour une durée de trois ans, en vue de la réparation de la Croisée de Paris (6), droits qui ne paraissent pas avoir été prorogés, mais qui, d'après le texte de la délibération du Bureau de la Ville, avaient dû reparaître pour le même objet ou pour des besoins similaires. Une autre proposition concernant les voies et moyens de réfection du pont Notre-Dame est relatée en ces termes : « Demander au roy ayde, et singulièrement « l'ayde de douze deniers pour livre sur le pié fourché et poisson de mer, « pour cinq ans ou autre temps qu'il plaira aud. S[r] et ou cas que icelluy « S[r] ne le vouldra donner, que on luy supplye que son plaisir soyt per-« mettre aux habitans de lad. ville prendre et lever six deniers pour livre « sur tout le dict pié fourché et poisson de mer vendu oultre lesd. douze « deniers, pour estre levé par les fermiers ou commis de lad. ville jusques « à certain temps; et la pluspart ont esté de cette opinion (7) ». Ce fut cet avis qui l'emporta, et par lettres du 19 décembre suivant « pour reffaire et

(1) Registres des délibérations du Bureau de la Ville de Paris, publ. par M. François Bonnardot dans l'Hist. gén. de Paris, t. I[er], p. 1.

(2) Lettres patentes du 19 décembre 1499.

(3) Assemblée du 7 novembre 1499, Reg. des délib. du Bureau de la Ville, t. I[er], p. 3.

(4) Assemblée du 29 novembre 1499. — Reg. du Bureau de la Ville, t. I[er], p. 6.

(5) Reg. du Bureau de la Ville, t. I[er], p. 7 et ord. des Rois de France, t. XXI, p. 245.

(6) Voir plus haut, p. 28.

(7) Reg. du Bureau de la Ville, t. I[er], p. 6.

« constituer un autre [pont] en mesme lieu et endroit..., et afin qu'il soit « de meilleure seureté et durée, et de plus grant décoration à lad. ville « comme capitale..., qui sera de grand et merveilleux coust », Louis XII octroya que « durant le temps de six ans prochainement venans à com- « mencer du jour de la vériffication des présentes lettres..., les Prévost « des Marchands et Eschevins... puissent lever ou prendre au nom de « la ville six deniers pour livre sur tout le bestail à pié fourché et poisson « de mer amené et vendu au marché et ailleurs en la ville et faulxbourgs, « tant des prévilleigiez que non previlleigiez, en quelque manière ne pour « quelque personne que ce soit, excepté des pourceaux deubs aus habitans « à cause de leurs maisons et héritaiges et pour leur usaige seulement »; le roi ajoutait : « Et ce oultre et par dessus les douze denyers pour livre « que nous y prenons. » Deux des six catégories dites « espèces réservées », sur lesquelles, en 1465 (1), il y avait eu maintien du sol pour livre de 1360, ou modification dans la quotité de la taxe (vin détaillé), allaient donc avoir à subir une surcharge de moitié des droits, c'est-à-dire avoir à payer à la vente un sou et demi dont les deux tiers reviendraient au Trésor royal et l'autre tiers à la Caisse municipale. Mais ce ne fut pas tout : aux ressources que nous venons de mentionner, l'acte de 1499 adjoignait le produit d'un droit de « dix sols tournois sur et pour chacune prinse (prise) de sel « qui sera montée et levée par eaux et contremont la rivière de Seine au « dessus et oultre les limites du grenier à sel de Vernon ».

A peine rendue, cette ordonnance souleva de violentes récriminations au sein de la confrérie des marchands de poisson de mer. Au dire de Féli- « bien : « Ils voulurent s'opposer à la levée de cet octroi; mais, ajoute-t-il, « par arrêt du Parlement du 15 janvier suivant, ils furent déboutez de « leur opposition (2) », en sorte qu'avec ce secours « la ville fut en estat « de refaire le pont Notre-Dame beaucoup plus solide et plus beau qu'il « n'estait auparavant (3) ». Ce que ne dit pas Félibien, c'est qu'il fallut, quelques années plus tard, recourir à d'autres subsides pour achever cette œuvre.

Avant d'aborder l'examen des événements financiers qui suivirent, nous croyons utile de constater qu'à la fin du xvᵉ siècle le système des impôts *ad valorem* perçus au moment de la vente, tendait à disparaître, et que s'il n'était pas encore question alors d'établir, aux portes de Paris, le régime de perception qui y fonctionne avec le caractère régulier de l'octroi, cette institution n'allait pas tarder à apparaître.

(1) Voir ci-dessus p. 31.

(2) Cf. t. Iᵉʳ des registres des délibér. du Bureau de la Ville de Paris, p. 6, arrêt du 17 et non pas du 15 janvier.

(3) Félibien, *Histoire de la Ville de Paris*, t. II, p. 897.

# CHAPITRE III

## 1505-1610

**Droit sur l'entrée du pied fourché. — Vente et transport du poisson. — Création des rentes de l'Hôtel de Ville. — Passage du vin. — Nouveau droit d'entrée sur le pied fourché. — Imposition du pastel, de la guelde et de la garance. — Droits d'entrée définitifs sur le vin.**

Les deux chapitres précédents peuvent être considérés comme une sorte d'introduction à l'histoire des Droits d'Entrée et d'Octroi à Paris, car ce n'est, en réalité, que dans les pages qui vont suivre que se trouveront, revêtus d'un caractère incontestable, les actes se rapportant à la création, aux accroissements et aux modifications du régime.

Si, en effet, maintes impositions sur les objets destinés à la consommation parisienne ont, jusqu'à présent, passé sous les yeux du lecteur, il faut reconnaître que, pour la presque totalité, elles portaient sur l'achat, et la vente des denrées ou marchandises et n'avaient, par conséquent, aucune analogie avec les droits à l'entrée. Pour trouver quelques traces de ceux-ci, il faut remonter aux anciennes taxes du *Livre des Métiers*, Chaussée, Petit-Pont, Rouage, Rivage et Conduit. La taxe du *treizième* simultanément appliquée aux boissons entrant dans Paris ou vendues à l'intérieur n'avait été qu'accidentelle (1360-1383), et les perceptions établies aux barrières en 1407, 1418 et 1436, avaient été de courte durée.

Que restait-il de cette nature d'impôts au commencement du XVIe siècle? Quelques vestiges des droits susdits du *Livre des Métiers*, lesquels ne devaient disparaître officiellement qu'au milieu du siècle suivant ; mais dont l'existence effective jusque-là, n'est rien moins que démontrée.

Toutefois les droits de vente firent encore preuve de quelque vitalité et, comme si le changement de système ne pouvait se faire sans transition, des lettres patentes du 3 novembre 1505, édictèrent une imposition de nature mixte. Le motif de ce nouvel impôt était que « les aides et octroiz au « moien desquelz [on a fait] besongner continuellement à la redification « du pont [Notre-Dame] de pierre et grosse maçonnerie à grans et sump- « tueulx fraiz et despens auxquelz serait impossible fournir ne continuer led. « édiffice... sans avoir ne lever encore pour quelque temps lesd. aides.... « viennent de brief à expirer. » Précisément dans une délibération du Bureau de la Ville du 19 décembre 1504 (1) « il est advisé qu'il seroit bon ob- « tenir octroy de six deniers pour livre sur le bestial à pié fourché vendu

(1) Registres des délib. du Bureau de la Ville de Paris, t. Ier, p. 98.

« au marché de Paris, à prendre sur tous ceulx sur lesquelz le roy prend « douze deniers pour livre. » C'était proposer la prorogation « des aides jà « ordonnez ».... et « *laisser l'entrée de ville* qui est de IIII sous parisis pour « bœuf, de II sous parisis pour vache, XII deniers parisis pour pourceau et « six deniers pour mouton et brebis... » Le mot *laisser* était pris dans le sens d'abandonner puisqu'il est dit après : « au lieu de lad. entrée dud. pié fourché « qui seroit ainsi hostée... » Cette entrée existait donc dès 1504 ? Toujours est-il que les lettres de 1505 en établirent une dans des termes presque identiques pour les mêmes animaux, plus les veaux qu'elles tarifaient comme les moutons et brebis, introduits » tant ès faulxbourgtz et ville de « Paris au marché et ailleurs ». Après quoi les mêmes lettres accordaient « sur le poisson de mer amené et vendu au marché et ailleurs en lad. ville « six deniers pour livre : sur chacun lestz (charge) de haren tant blanc « (salé) que sort (saur) passant par icelle ville et faulxbourgtz et non vendu « en icelle, seize solz parisis ; sur chascune queue de vin thiré et mené hors « lad. ville par les marchands et bourgoys d'icelle, troys solz parisis ; et « sur chascun muy de vin semblablement mené et thiré hors lad. ville par « lesd. marchands d'icelle, dix-huit deniers parisis, tant des prevelegiez « que non prevelegiez, en quelque manière ne pour quelque personne que « ce soit... pour tous lesd. deniers qui en viendront et ystront estre con« vertiz et emploiez en l'édiffice et construction dud. pont et non ailleurs... »

On voit par le texte (1) ci-dessus que nous avons avec raison qualifié de mixte l'imposition de 1505 puisque à des droits affectant la forme nouvelle de l'entrée, se joignaient des droits de vente pour le poisson qui n'étaient autres que ceux de 1499 prorogés, un droit de passage sur les harengs salés et secs et enfin un droit de sortie sur le vin. Voilà donc les trois et quatre natures d'impôt, entrevues déjà, rassemblées avec intention ou non. Avait-on, en les mettant en œuvre à la fois, l'idée que du mélange de leurs qualités et de leurs défauts résulterait une compensation avantageuse pour le Trésor, ou bien avait-on pour but de faire concurremment une expérience dernière qui mettrait à même de choisir à la prochaine occasion ? Mais ces suppositions sont peut-être tout à fait gratuites : on avait besoin d'argent, et on tâchait de l'obtenir tout simplement comme on pouvait. Il est au moins intéressant, en signalant les premiers symptômes du changement des droits de vente en droits d'entrée qui allait se produire, de faire remarquer que cette évolution administrative, qui était un progrès, coïncidait avec le mouvement réformateur de la Renaissance.

(1) Le texte des lettres du 3 novembre 1505 est donnée par les *Registres du Bureau de la ville de Paris*, t. Ier, p. 112. Il est remplacé à la page 328 du t. XXI du *Rec. des ord. des rois de France* par la mention suivante : « Déclaration portant prorogation pour trois ans en faveur des prévôt des marchands et échevins de la ville de Paris, de la permission qui leur est accordée par celle du 20 février 1501 de lever un octroi pour le rétablissement du pont Notre-Dame de cette ville. » Or l'acte du 20 février 1501, qui n'est pas non plus donné par le savant éditeur du t. XXI en question, n'est — et d'après son aveu même — que, consacré à la réglementation de l'imposition de 1499. Selon nous, les lettres de 1505 méritaient de passer moins inaperçues.

Prorogée par lettres patentes du 12 mars 1508, l'imposition de 1505 fut l'objet d'arrêts du Parlement des 13 décembre suivant et 27 avril 1510. Le dernier qui vérifiait l'acte royal pour la période qui finissait cette année et autorisait la perception « sans y plus retourner », a été donné par plusieurs auteurs comme le titre d'origine du droit en question. Nous persistons cependant à faire remonter, au moins à l'acte du 3 novembre 1505, la première création authentique de l'octroi au sens moderne du mot.

Il y eut en 1511 un dernier effort pour la dépense du « pont et choses né-« cessaires qui en dépendaient ». « On retourna » du moins en partie, à l'aide qui venait de prendre fin. Des lettres patentes, données à Lyon le 26 août, vérifiées en parlement le 1er septembre suivant, accordèrent à la Ville de « *encore* lever et prendre sur le poisson de mer *sallé* amené et « vendu au marché et ailleurs, etc., six deniers pour livre ». Or le mot salé ne se trouve pas dans le texte de 1505 et l'on peut se demander s'il n'y a pas eu omission, ou bien si c'est que la prorogation ne s'appliquait pas à la catégorie entière du poisson de mer ? Les dispositions qui suivaient étaient identiques en ce qui concernait les harengs, mais l'arrêt du parlement faisait la réserve suivante : « sans en yceluy octroy et aide comprendre le pois-« son de mer de fresche pouldure qui est amené par les voituriers « et chasseurs de marée en cette ville à chevaulx, sommes et paniers ». Cette restriction faisait entendre évidemment que le droit ne devait frapper que le poisson préparé pour être longtemps conservé et non celui poudré de sel pour garder une fraîcheur relative pendant le voyage.

A la Ville était aussi accordé de prendre encore « sur chacun poist de sel « de Vernon mené et monté contremont la rivière de Seyne, au-dessous et « oultre les limites du grenier à sel de Vernon..., sept sols tournois ». Cette prescription, à part qu'elle fixait le droit à sept sous au lieu de dix, était conçue dans les termes mêmes des lettres de 1499. On voit que contrairement à l'opinion qui a été émise (1), il n'y avait pour l'imposition de cette première année, pas plus que pour celle de 1505, continuation pure et simple en 1511 : à chacune étaient empruntée une ou deux dispositions.

En 1512, la reconstruction du pont Notre-Dame était terminée et les impôts occasionnés par elle avaient atteint le dernier terme de leur prorogation; mais de graves événements politiques survenus en Italie obligèrent le roi à demander d'autres subsides.

Dans ses lettres du 29 octobre, Louis XII disait : « bien qu'en dé-« fendant son domaine, terre et seigneurie de Milan », il eût « obtenu « plusieurs grandes et belles victoires », il avait « délibéré de conclure et « entendre par ses bons et loyaulx subjetz à la fortification des bonnes et « principales villes du royaume... » Malgré les efforts de Bayard et de Gaston de Foix, l'armée française venait d'être contrainte de repasser les Alpes et une invasion des forces ennemies semblait imminente. Aussi « à « cette cause », poursuivait-il, « avons mandé et commandé à nos très chers

(1) Cf. *Ord. des rois de France*, t. XXI, p. 419. — Félibien, *Hist. de Paris*, vol. 4, p. 626.

« et bien amez les prévost etc... de la ville de Paris... principalle et capi-
« tale du royaume, et parce de tant plus grand importance, qu'ils eussent
« à faire bonne et deue visitation de réparations, emparement et fortifica-
« tion... pour le bien et seureté d'icelle et sur ce faire ung advis... ce que
« après plusieurs nos lettres et rescriptions (1), en obtempérant à notre
« vouloir et ordonnance, ils ont fait en bonne assemblée de conseil ». Il paraît qu'on s'était quelque peu fait prier, mais qu'on avait finalement
« trouvé qu'il conviendrait arraser les voiries (2) qui sont alentour d'icelle
« ville, eslargir et aparfonder les fossez pour faire entrer en iceulx ung
« bras de la rivière de Seine, tellement que la dicte ville soit pour la
« plus part environnée de la dicte rivière sans toute foyes aucunement
« toucher ne diminuer le navigage d'icelle, reffaire les murailles, les
« garnir d'un bon nombre de canonnières et maignaulx à tirer artillerie... » Mais « que les chefs de la Ville s'étaient placés comme deuement advertiz
« et congnaissans qu'ilz n'ont deniers communs suffisans pour fournir aux
« grands et somptueux fraiz et dépenses à faire obstant les autres grans
« charges et debtes qu'ils ont d'ailleurs à supporter tant pour plusieurs
« sommes de deniers esquelles ils sont tenuz et obligez envers plusieurs
« personnes pour rentes constituées, aussi pour empruntz particuliers qu'il
« leur a convenu faire pour subvenir à plusieurs pretz par eulz fait tant
« à feu notre prédécesseur le roi Charles que à nous et autrement et
« autres grans affaires qui journellement leur surviennent es maintes ma-
« nières ».

La conclusion était que pour six ans la Ville serait autorisée à lever des droits qui, si on n'avait sous les yeux que le texte suivant ce préambule, sembleraient nouveaux, mais qui, rapprochés de ceux de 1511, apparaissent comme leur continuation. Seulement après la mention des harengs tant blancs que saurs était ajouté : « maquereaulx, egreffins, morues et autres poissons sallez à l'équipollent ». Cette désignation de quelques espèces avec extension préventive aux poissons analogues était sans doute destinée à consacrer officiellement l'habitude prise de comprendre dans une même tarification tout ce qui était conservé par un semblable procédé.

Le 26 août 1513 fut mise une imposition de « 8 sous parisis (10 sous tour-
« nois) par queue et 4 sous parisis (5 sous tournois) par muid de vin rebrous-
« sant la rivière de Seine à l'endroit de la Bosse de Marne ou mené par

(1) Cf. assemblées des 5 et 6 septembre 1515, Reg. du Bureau de la Ville de Paris, t. I<sup>er</sup>, p. 189. — Assemblées des 24, 26, 27 septembre et 5 octobre 1512, ibid. p. 194. — Les délibérations de ces assemblées ne sont relatives qu'à des « dons requiz » et non pas à l'aide que concernent les lettres du 29 octobre, lesquelles ne sont pas consignées au registre du Bureau de la Ville.

(2) « A cette cause avoient fait visiter.... les portes, boullevars, tours, murailles, cays et voieries, estans à l'entour de ceste ville [et on avait] rapporté que les voyries lesquelles sont près et à l'entour des fossez sont grandement nuisables et préjudiciables à la force de la ville, parce qu'elles sont haultes excessivement et plus que les murs de la ville, et du haut d'icelles pourroient les ennemis batre toute la ville, et si leur serviroient de retraicte et tauldiz... » Assemblée du 15 juin 1512, reg. du Bureau de la Ville de Paris, t. I<sup>er</sup>, p. 186.

« charroi par dessus le pont de Charenton et sur celui chargé tant par eau « que par terre pour mener hors en passant par la ville ».

Le 15 avril 1515, le sel fut frappé à son tour de 30 livres tournois par muid (1).

Le 1er octobre 1517 étaient continués les « 3 sols parisis par queue et 18 deniers parisis par muid de vin tiré hors Paris (2) » qu'on a vu mettre en 1505.

Le 1er mai 1518, il y eut prorogation des 8 sous parisis par queue et 4 sous parisis par muid de 1513, celle de 6 deniers pour livre à la vente du poisson de mer salé, de 1499 peut-être et sûrement de 1505, ainsi que l'imposition des 10 sous tournois par prise de sel de 1499 (3).

Enfin, le 12 mars 1519, un arrêt du Parlement fût rendu relativement aux droits de 1505 en ce qui concernait le poisson de mer salé et les harengs (4).

L'unité, on le voit, n'était pas le propre de la fiscalité, aux dernières années de Louis XII comme au début du règne de François I.

En 1521, le défaut d'homogénéité s'accentua par la mise d'une taxe directe. A l'occasion de la nouvelle guerre qui commençait contre Charles-Quint, récemment élu empereur, la Ville de Paris accordait mille hommes de pied et pour les payer elle recevait du roi, par lettres patentes du 15 février, permission de lever une aide. Le Parlement n'ordonna l'enregistrement que « pour un an seulement et à la condition que si les six corps de « marchands qui avaient offert certaines sommes se rendaient ponctuels « à payer le premier jour de chaque mois, ils ne seraient point compris dans « l'exécution des lettres (5) ». Malgré l'importance de ces sommes elles paraissent avoir été versées.

Au 1er septembre de cette même année 1521, on trouve que l'imposition de 6 deniers parisis par queue et 4 sous parisis par muid de vin, est continuée ; mais comme il s'agit sans doute de celle de 1513 qui était de 8 sous parisis par queue et non pas de 6 sous, on se demande s'il n'y a pas erreur dans le texte du registre du Bureau de la Ville qui relate cette continuation (6).

L'année suivante (1522), alors que la défection des troupes suisses laissa les Espagnols envahir le Milanais, il fallut aviser promptement, et ce fut la cause d'un fait financier des plus importants, la création des rentes de l'Hôtel de Ville. Ce n'est pas que l'usage de servir l'intérêt annuel de sommes empruntées fût aussi nouveau qu'on l'a pu penser ; car, outre les allusions contenues dans divers documents et dans les délibérations du

(1) Registres du Bureau de la Ville, t. Ier, p. 269.
(2) Ibid.
(3) Ibid.
(4) Ibid., p. 270.
(5) Félibien, *Hist. de Paris*, t. II, p. 491.
(6) Registres du Bureau de la Ville, t. Ier, p. 200, 201 et 202.

Bureau de la Ville entre autres, il y a des preuves irréfragables de constitutions de rentes bien antérieures à 1522 dans les lettres-patentes du 29 octobre 1512 qui viennent d'être citées (1). Elles parlent de « plusieurs « sommes de deniers esquelles [les prévôt des marchands, échevins, etc.] « sont tenuz et obligez envers plusieurs personnes pour rentes constituées ». Mais les emprunts en question ne concernaient sans doute qu'un petit nombre de prêteurs et ne paraissent pas avoir eu d'autre caractère que celui de contrats particuliers. Or, cette fois, ce n'était pas la Ville qui était en cause; le Trésor royal, ayant besoin de fonds, s'adressait à elle, et c'était pour fournir le subside demandé qu'elle émettait des rentes en échange des capitaux nécessaires.

Des lettres-patentes du 2 septembre 1522 avaient chargé des commissaires des négociations entre le Roi et l'autorité municipale. Ces lettres exposaient « les grans et urgens affaires qui les motivaient » ainsi qu'il suit :

« Comme il soit assez certain et notoire à chacun, que les Angloix, « anciens ennemis de nostre royaume, et les Flamans, Hennuyers Espai- « gnolz (2) et aultres nations, qui se sont eslevez et bandez contre nous « pour nous faire la guerre, en délibéracion d'entrer en nostre dict royaume « pour le piller, butiner et destruire, sont ja aux champs en grosses puis- « sances, pour, par plusieurs endrois, exécuter s'ilz peuvent leur mauvaise « et dampnée voluntée et entreprinse... »

Bref, il fallait de l'argent, et après maints débats, on s'était arrêté à la somme de 200,000 livres qui serait avancée par la Ville, laquelle se la procurerait directement et se récupérerait pour le service des intérêts sur le produit d'aides cédées à cette fin par le Roi. Il s'agissait du droit de vente remontant à 1360 sur le pied fourché et le poisson de mer, ainsi que des droits de gros et de détail du vin. La Ville s'engagerait à payer la rente des 200,000 livres au denier douze (8.33 0/0), taux prescrit par les ordonnances en vigueur, soit 16,666 livres 13 sous 4 deniers tournois annuellement. Des lettres du 10 octobre de la même année 1522 consacrèrent cet engagement (3) et ainsi furent commencées les rentes dites de l'Hôtel de Ville qui durèrent jusqu'à la Révolution et peuvent être regardées comme continuées par les rentes sur l'Etat. L'acte du 10 octobre 1522 est un des plus importants à classer parmi les documents de l'histoire de Paris; mais il ne doit être mis que dans les derniers rangs de la collection relative aux entrées et octrois, car ceux-ci ne reçurent des lettres de François I aucun changement quant à leur assiette et quotité. Ils changèrent seulement de propriétaires et d'affectation, sans que cette mesure eût d'effet pour le contribuable.

En 1524 et 1525, le droit de 6 deniers pour livre à la vente du poisson de

(1) Voir ci-dessus, p. 37. — Cf. A. Vührer, *Hist. de la dette publique en France*, Paris, 1886, t. Ier, Passim.

(2) Habitants du Hainaut autrichien.

(3) Cf., *Journal d'un bourgeois de Paris sous le règne de François Ier* (1515-1536), publ. par M. Ludovic Lalanne, 1854, in-8°, p. 121 et 164.



mer salé et celui sur le passage des harengs, etc., furent prorogés, car la fortune s'était de nouveau déclarée contre la France. La défaite de Pavie, la captivité de François I et enfin le traité de paix de janvier 1526 qui rendait, il est vrai, la liberté au roi, imposaient de durs sacrifices.

Il s'agissait de trouver, pour la rançon royale, deux millions d'écus d'or. François I y procéda par diverses mesures financières et notamment par la réunion d'une assemblée de notables dans laquelle des lettres du 13 août 1527 firent connaître la situation du monarque et l'impérieuse nécessité pour les habitants de Paris qui y avaient « intérest plus que nuls autres », de lui venir en aide au moyen de « quelque bonne somme de deniers (1) ».

« Comme il estoit bien nécessaire de subvenir et ayder au roy pour payer sa rançon (2) », le bureau de la Ville, après plusieurs séances, décida d'offrir, pour sa quote part, au Trésor royal, la somme de 20,000 livres tournois qu'avec l'autorisation souveraine elle emprunta à des particuliers, sous la charge : 1° d'imposer de 4 sous parisis (5 sous tournois) par queue et de 2 sous parisis (2 sous, 6 deniers tournois) par muid le vin qui « rebrous-« sera la rivière de Seine à l'endroit de la Bosse de Marne, ou qui sera « mené par charroi, par dessus le pont de Charenton, et pareillement, sur « celui qui sera chargé, tant par eaue que par terre, pour mener hors « passant par la ville, fauxbourgs et banlieue de Paris ». C'était, avec un tarif moins élevé, le droit précédemment accordé en 1513, 1518 et 1521; et 2° de soumettre les bestiaux, à leur entrée, à une taxe de 8 sous parisis (10 sous tournois) par bœuf, et 4 sous parisis (5 sous tournois) par vache, de 12 deniers parisis (1 sou, 3 deniers tournois) par veau ou mouton, et enfin 2 sous parisis (2 sous, 6 deniers tournois) par porc, taxes qui frapperaient seulement les bêtes non vendues, lesquelles, sans cette prescription, eussent été soumises à la vente au droit supplémentaire du sou pour livre, applicable « aux espèces réservées » dont elles faisaient partie.

Il convient de remarquer combien la mesure diffère de celle de 1522, car alors il n'y avait eu que changement d'affectation d'un produit existant, tandis que cette fois un octroi était créé de toutes pièces, du moins en ce qui concernait les bestiaux. L'acte de 1527 est donc, on peut le dire avec raison, un des plus importants, puisqu'il est, de ceux relatifs aux rentes de l'Hôtel de Ville, le premier qui ait eu cette création pour motif.

Peu après, le 2 novembre 1527, furent continués pour dix ans le droit de 4 sous par queue et de 2 sous par muid, un droit « d'issue de 2 sols parisis » aussi sur le vin et un droit de « 20 livres tournois par muid « de sel au lieu de 30 livres auparavant octroyé » le 20 avril 1515.

La durée de ces impôts qui ne comportait qu'une seule exception concernant les secrétaires du roi, était limitée au « plein remboursement des « 20,000 livres ».

Pendant les onze années de calme, de développement littéraire et artis-

(1) Félibien, t. III, p. 595.
(2) *Journal d'un Bourgeois de Paris*, p. 219.



tique qui succédèrent à ces époques malheureuses, les Parisiens ne virent établir aucun impôt nouveau à leurs portes. Mais, en 1536, la mort de François Sforza ayant fait renaître les anciennes prétentions de François I au duché de Milan, une armée fut envoyée en Italie, et Paris, quoique à son corps défendant, dut contribuer à cette expédition par l'équipement et la solde de 6,000 hommes de guerre. Il y pourvut au moyen d'une contribution directe, mesure qui fut renouvelée en 1537 par une ordonnance rendue à Moulins. Elle obligeait « les bonnes villes » du royaume à l'entretien de 20,000 hommes pendant quatre mois, la part de Paris y étant réservée, pour 3,000 hommes, à 72,000 livres tournois.

Cette somme, aux termes de l'édit, devait être « assize sur les plus riches « contribuables, manants et habitants, le fort portant le faible, et comme « est accoustumé imposer taille et subvention pour le fait de la guerre ».

Il fallut se soumettre; mais sur les observations de plusieurs conseillers, bourgeois, manants, etc., il fut décidé « que, pour moindre charge... « la somme serait levée sur aucune ayde des moins dommageables ». En conséquence, on trouva « expédient » de rétablir les droits de 1527 sur « le « pied fourché mort ou vif, entrant en la ville et fauxbourgs de Paris, non « vendu au marché d'icelle », proposition qu'adopta l'autorité royale qui donna en conséquence les lettres patentes du 19 juin 1539.

Ces droits contrairement à ceux de 1505 prorogés en 1508 et même à ceux de 1527 qui avaient été temporaires, commencèrent en 1539 la longue existence qui, avec des accroissements successifs, les conduisit jusqu'en 1791. Aussi semble-t-il qu'on peut ne faire partir rigoureusement que de cette année 1539 l'évolution qui transporta aux barrières de Paris les perceptions faites depuis si longtemps sur les places marchandes. Cette évolution que l'entrée des bestiaux inaugurait devait rester encore quelque temps limitée presque à cette catégorie. Nous disons presque : car, dans les mêmes lettres patentes du 19 juin, il était stipulé que la balle de pastel, guède et garance payerait un droit d'introduction de 8 sous parisis (10 sous tournois). On se rappelle que ce n'est pas la première fois qu'il est question de ces matières tinctoriales. Indépendamment du droit assez vague dont il est fait mention à propos des cessions faites par Dagobert au monastère de Saint-Denis, la garance avait supporté en 1341, 1350 et 1351 la taxe de vente et la guède était dénommée en 1465 dans l'acte qui supprimait le sol pour livre de 1360.

Alors, pas moins qu'aujourd'hui, les tentatives de fraude étaient sans doute fréquentes, car ces mêmes lettres prescrivaient des mesures dont nous donnons en partie l'énoncé même, parce qu'il ne s'en est pas encore rencontré de pareilles dans les ordonnances analogues.

Il est recommandé d'abord aux « commis ès portes et passages... d'a- « voir l'œil qu'on ne passe sans payement des dites aydes, satisfaits de « leurs salaires raisonnables, sans autres frais quelconques [et qu'ils] ne « lèvent davantage [de droits], » puis d'obliger les bouchers à « affirmer, « dire et déclarer au vray, le vendredi de chaque semaine, le nombre et

« quantité qu'ils auront détaillé dans leurs estaux, et le nombre de ce « qu'ils auront fait entrer, ensemble, ce qu'ils auront arresté au marché « de Paris ».

De plus, pour empêcher l'introduction frauduleuse du pastel, de la guède et de la garance, la teinture des draps provenant de Paris est interdite en dehors de la Ville, et les teinturiers ne pourront « changer ou déguiser la « forme de faire qu'ils ont tenue par ci-devant en la manufacture et « exercice de leurs estats ». Ils ne pourront, en outre, « changer ou « déguiser leurs marchandises de teinture ès lieux et maisons pour ce « destinez et accoutumez jusqu'à présent ».

Mais si préventives que fussent ces prescriptions, les « redevables des « droits concernant la boucherie toujours industrieux » parvinrent à s'y soustraire « en vendant leur bétail ès marchés de Pontoise, Poissy et « Houdan qu'ils prétendoient privilégiés et exempts de l'imposition du sol « pour livre (1) ».

Les lettres du 1er juillet 1539 déjouèrent cette manœuvre en appliquant comme à Paris la taxe de vente à ces différents marchés.

Mais le roi de France de nouveau en hostilité avec Charles-Quint vit tout à coup se dresser contre lui la redoutable coalition de l'empereur et du roi d'Angleterre Henri VIII. La Champagne et la Picardie furent envahies et la capitale se sentit menacée.

Or les travaux des fortifications de Paris, suspendus depuis quelque temps, laissaient la ville sans défense, et l'argent manquait. Une somme de 180,000 livres, primitivement destinée à la solde de 7,500 hommes de guerre n'avait pu être couverte par les habitants de Paris qui, de l'aveu même du roi, avaient été impuissants à « payer leur cotisation (2) ». Il fallait néanmoins, dans cette situation critique, s'imposer à tout prix un nouveau sacrifice. Les Parisiens le comprirent, et vu l'impossibilité de s'adresser à l'emprunt, François I, par des lettres patentes du 17 août 1544, eut recours à l'octroi. Il choisit, parmi les objets de consommation le vin qui ne supportait alors que la taxe de gros et de détail et le frappa, sans exception pour personne, à l'entrée et au passage de la ville et des faubourgs, tant par eau que par terre, d'une contribution de 5 sous tournois par muid.

La prévôté des marchands, l'échevinage, etc., étaient censés avoir demandé à subir cette imposition « ce qu'ils ne pourraient faire sans notre « secours et permission » disait le roi. On voit qu'il restait trace dans notre législation de la prescription du droit romain « vectigalia sine impe- « ratorum præcepto, neque prœsidi, neque curatori, neque curiœ consti- « tuere... licet » (3).

La spécialité de cette taxe la fit surnommer : *les cinq sous des fortifica-*

(1) Jaquin, p. 153.
(2) Lettres pat. du 17 août 1544.
(3) Voir plus haut, p. 7. — Cf. Digeste, 39, 4, 10.

*tions*, et comme son existence devait se prolonger jusqu'à la fin de mai 1546, il se trouva qu'à cette époque la somme de « neuf vingt mille livres » (180,000 livres) originairement jugée nécessaire pour les travaux fut complètement acquise.

Après la date précitée, y eut-il prorogation de l'impôt? On l'a affirmé, mais rien ne le démontre (1).

Il convient de constater que, dans le texte des lettres d'établissement comme dans celui des actes un peu antérieurs, se montre une tendance à la bonne administration. Elle allait s'affirmer dans les années suivantes.

L'imposition de 1544 fut pour Paris la dernière que mit François I (mort le 31 mars 1547). Dès son arrivée au trône, Henri II, plus prodigue encore que son père, dissipa les 400,000 écus d'or de l'épargne royale et il eut à s'occuper d'impôts.

On était à l'état de paix armée vis-à-vis de l'Allemagne et de l'Angleterre et pour maintenir cette situation l'argent était indispensable. Le 8 octobre 1547, il avait été demandé à toutes les villes closes du royaume les subsides nécessaires à la levée ainsi qu'à l'entretien de 50,000 hommes; et le 28 décembre il fut décidé que les villes closes de la prévôté et vicomté de Paris auraient à fournir, pour leur part, une somme égale à celle qu'elles avaient déjà fournie en 1544, c'est-à-dire « neuf vingt mille livres » (180,000 livres) ayant pour objet, comme alors, la solde, pendant quatre mois, de « 7,500 hommes de pied ».

Suivant l'usage, on songea tout d'abord à établir la perception de ce subside sur une cotisation personnelle « le fort portant le faible (2) ». Messieurs de la Ville s'y opposèrent; ils firent ressortir l'impossibilité notoire de lever la somme demandée, invoquèrent l'exemple du passé où la moitié des cotisations ne put être atteinte et ils ajoutèrent « qu'il serait plus expédient « que le roi permît de prendre la somme à constitution de rentes au denier « douze d'aucuns qui voudraient en achepter et d'assigner ces rentes sur « certaines aydes qui anciennement avaient été mises pour l'édifice du « pont Notre-Dame et autres affaires de la Ville ».

Le résultat de cette combinaison ne se fit pas attendre; le 11 mai 1548, des lettres patentes édictèrent le prélèvement de six deniers pour livre, tant sur la vente des bestiaux au marché de Paris et à la foire Saint-Laurent que sur le poisson de mer frais, sec ou salé, vendu dans les halles.

Ces lettres ajoutaient qu'un droit d'entrée sur les bestiaux non vendus au marché serait établi dans les proportions suivantes en monnaie tournois: par bœuf, 5 sous; par vache, 2 sous 6 deniers; par porc, 15 deniers; par veau et par mouton, 7 deniers et demi « le tout outre et par dessus les « aydes et impositions qui se lèvent à présent sur ledit bétail à pied fourché et poisson de mer frais et salé », faisant ainsi allusion au sou pour livre des anciens *droits réservés*.

(1) Burot de l'Isle Challan, *Les Octrois*, étude, Senlis, 1872, page 130.
(2) Lettres pat. du 28 février 1548.

L'impôt que l'on devait « bailler au plus offrant » était d'abord destiné, bien entendu, au payement des arrérages de rentes, et pour « le surplus « et plus-valeur » il devait faire face, tant aux frais nécessaires qu'aux « rachapts d'icelles rentes par chacun quartier de l'an, ainsi que ladite « plus-valeur le pourra porter ». Enfin défense était faite « de convertir « ailleurs que dit [était] ».

Que ces conditions aient été fidèlement remplies ou non, il paraît qu'il y eut encore besoin d'argent pour cette même année 1548, car on trouve qu'une imposition aurait été mise sur les draps d'or, d'argent et de soie vendus à Paris (1). Puis en octobre 1550, le gouvernement fit trafic d'une création d'offices de jaugeurs-mesureurs de vins et autres breuvages.

A peine y avait-il eu un temps d'arrêt dans les demandes du roi aux habitants de sa capitale comme à ceux des autres villes qu'on jugea opportun de créer de nouvelles ressources. Pour donner à la ville de Paris les moyens de se couvrir de la somme de 180,000 livres à laquelle l'assujetissait sa quote part dans les 1,200,000 livres imposées au royaume, Henri II rétablit l'impôt du vin qui, depuis l'extinction des « 5 sols des fortifications », ne faisait plus partie du tarif des entrées. Ne voulant pourtant pas que le poids de cette contribution pesât sur la généralité des habitants, en raison de la « très grande pauvreté » dont avaient souffert « la menue populace, « les artisans, gens de métiers et autres résidens », il conclut, comme le roi défunt, à ordonner la constitution de nouvelles rentes au denier douze ; mais en en fixant la taxe de garantie à un taux de beaucoup inférieur à celui du tarif précédent, c'est-à-dire simplement à 2 sous, 6 deniers tournois, sur le muid de vin entrant dans la ville ou en sortant.

Quoiqu'édictées en 1551, ces dispositions ne furent régularisées que le 25 janvier 1552, date à laquelle on a fixé, par erreur (2), la création, ainsi que le prouvent les mots : « que nous leur avons octroyé en l'année der- « nière » insérés dans le paragraphe relatif au vin.

Le texte du titre d'établissement n'est pas connu (3).

Cependant les exigences de la double guerre soutenue par le roi en Lorraine et en Italie allaient encore nécessiter de nouveaux subsides. Malgré le succès de l'héroïque défense de Metz, et quoique la maladie ait détruit un tiers de l'armée de Charles-Quint, les besoins d'argent étaient devenus d'autant plus impérieux que l'aide de 1552, par suite, de nombreuses exemptions de taxes, n'avait pas rendu ce qu'on en attendait, et que Paris était sous le coup d'une dépense considérable « pour la conti- « nuation des œuvres de la nouvelle fortification ».

Aviser devenait donc un devoir ; c'est ce qui fit Henri II, au commencement de l'année 1554, en demandant aux Parisiens la redevance, désormais

(1) Cf. Burot de l'Isle Challan, *Les Octrois*, p. 139.

(2) Jaquin, p. 3.

(3) Lefebvre de la Bellande, Note de la p. 2.

habituelle, de neuf vingt mille tournois » pour laquelle on proposa d'abord d'émettre des rentes assignées sur des augmentations de la gabelle du sel; puis, ce système étant écarté, de recourir à une surtaxe de 6 sous tournois par minot de cette marchandise quand elle serait vendue au magasin de Paris et d'accroître enfin l'impôt du vin de 10 deniers tournois par muid entrant ou passant par la ville, ce qui porterait à 2 sous, 15 deniers le droit dont cette boisson serait frappée.

Mais, en 1556, le 8 avril, une augmentation de 10 deniers ayant été prononcée sur ce même article, en raison, croyons-nous, de l'expédition projetée en l'Italie, le droit s'en trouva porté à 4 sous, 2 deniers qui, en 1557, devinrent l'objet d'un bail passé entre le prévôt des marchands et un certain Christophe Aubry déjà adjudicataire des droits précédents sur le vin.

Deux ans plus tard (1559), Henri II en mourant laissait le Trésor dans un état de ruine complète et les domaines royaux formidablement engagés. Heureusement le chancelier de l'Hôpital était là et sur son conseil de s'adresser préférablement au tiers état et au peuple malgré les lourdes charges dont ils étaient accablés, le 22 septembre 1561 parut une déclaration royale qui prescrivait « qu'outre les aydes des *quatrième*, *huitième*, *vingtième*, *billots* (1), entrées de ville, péages, passages par eau et par terre « et tous autres subsides qui se sont levez par ci-devant, et se lèvent « encore de présent sur le vin », il serait « cueilli » pendant six ans, sur chaque muid de vin « ou vaisseau à l'équipollent » entrant par eau ou par terre dans toutes les villes closes du royaume et leurs faubourgs, soit pour y séjourner en attendant la vente à l'extérieur, soit pour y « estre « bu et débité par le menu », un droit de 5 sous tournois dont les produits seraient destinés aux coffres de l'État. Ce droit inaugurait ainsi — à Paris la ville continuant à profiter des anciennes redevances sur le vin — le principe des droits d'entrée actuellement perçus au profit du Trésor et la dualité qui dure encore aujourd'hui.

A ce point de vue, comme à celui de la création d'un droit sur le raisin, cette ordonnance nous paraît intéressante par son rapport avec la fiscalité moderne. Il y est dit, en effet, que lorsque les raisins seront apportés, en temps de vendanges, dans les villes pour y « estre foullez, « pressouerez et convertis en vin, il sera d'iceux faict réduction à vin et, « selon cela, prins et levés sur iceux le dict impôt, à raison qu'il sera « estimé que lesdits raisins pourront rendre vin ».

Sauf les termes qui en sont plus étendus, c'est absolument l'esprit et le fond de la législation actuelle.

Comme le but du gouvernement était de faire produire à l'impôt le plus d'argent possible, on l'entoura des précautions les plus minutieuses contre la fraude, et, sous le rapport des exemptions de taxes, on se montra

(1) Imposition spéciale à la Bretagne.

— en apparence du moins — indistinctement rigoureux vis-à-vis de tout le monde.

L'impôt fut-il ou ne fut-il pas fructueux, nous ne saurions le dire? Mais il est certain, dans tous les cas, que, sous le nom : *d'anciens cinq sols*, il devint, dans la suite, l'objet de fréquentes prorogations. Il est à croire que, pour le présent, sa levée ne dut pas donner de grands résultats, car le pays, déchiré par la guerre civile, ne pouvait se prêter à des recouvrements faciles. Les dissensions religieuses servaient de point de départ à des récriminations de toutes sortes, parmi lesquelles, naturellement, le poids des charges publiques tenait une place importante.

C'est probablement pour donner satisfaction à ce dernier mécontentement manifesté par les Parisiens, et notamment à cause d'une situation particulière de la corporation des bouchers, que Charles IX, sur les conseils de sa mère, fit paraître l'ordonnance du 17 mars 1567, portant dégrèvement de l'imposition du *pied fourché* dans les marchés publics.

Ce droit spécial, qui se trouvait en effet hors de toute proportion avec celui payé par tête à l'entrée de la ville, pesait lourdement sur le consommateur, poussait le commerce de la boucherie, pour s'en affranchir, à s'approvisionner à l'extérieur de viandes dépecées et privait, par conséquent, le marché de Paris de l'apport considérable des marchands forains.

Au marché, les bœufs, suivant leur grosseur ou leur qualité, payaient par tête 30, 35, 40 et même 50 sous tournois; à l'entrée, ils n'étaient passibles que du droit fixe de 15 sous, et les veaux, de celui de 6 sous, 6 deniers. La même différence se rencontrait pour les moutons, dont la redevance, au marché, était de 4, 5 et 6 sous tournois, tandis qu'à l'entrée, ils n'acquittaient que 18 deniers.

Cette énorme disproportion provenait des intermédiaires ou *vendeurs* qui, en vertu des charges dont ils étaient propriétaires, avaient seuls le droit d'établir les transactions, ce qui leur permettait, suivant les besoins de la consommation ou la rareté du bétail, d'élever à leur gré le prix d'une marchandise sur laquelle ils prélevaient une forte remise.

L'ordonnance, pour couper court à cet abus et attirer les approvisionneurs au marché, prit un moyen terme en équilibrant à peu près les deux taxes. Elle décida que dorénavant il ne serait perçu dans le marché que les 12 deniers tournois pour livre auquel le bétail à pied fourché était déjà soumis au profit du Trésor royal, et que l'imposition de 6 deniers, également pour livre, applicable jusque-là à la Ville, serait dans l'avenir « éteinte, supprimée et abolie ». Puis, — et ceci était la disposition la plus importante, — que les marchands forains pourraient, à leur volonté, pour leurs transactions, se servir ou ne pas se servir de *vendeurs*.

En échange de ces avantages et pour compenser la perte que la Ville en devait éprouver, les lettres de Charles IX portèrent la taxe d'entrée des bestiaux non vendus au marché, à 25 sous tournois par tête de bœuf, au lieu de 15 sous; à 10 sous par veau, au lieu de 7 sous, 6 deniers, et à

3 sous par mouton, au lieu de 18 deniers; la municipalité étant admise à toucher, sur cette plus-value, l'équivalent de son droit de marché.

Bien qu'elle portât la date précitée du 17 mars 1567, cette ordonnance, rendue à Fontainebleau, ne put être exécutoire, — probablement à cause des troubles et des graves préoccupations politiques et militaires du moment, — qu'à partir du 3 septembre.

On sait quelle était la situation déplorable de la France en cette même année: La Cour, poursuivie par les Huguenots et changeant de résidence à chaque instant venait de se renfermer dans Paris où Condé menaçait de l'assiéger. La bataille de Saint-Denis avait eu lieu et c'est à grand'peine qu'en 1568, l'Hôpital, à la veille de sa disgrâce, avait pu conclure la paix boiteuse de Longjumeau. Aussi aux peu nombreuses villes restées au pouvoir du roi et à qui l'on demandait de pourvoir à la levée de 50,000 hommes offrait-on, pour leur en faciliter les moyens, le maintien de l'impôt des cinq sous sur le vin, institué par l'ordonnance de septembre 1561, impôt qui, bien que simplement renouvelé, n'en reçut pas moins dans les provinces, comme s'il eût été nouveau, la qualification de : *cinq sols des 50,000 hommes*, alors qu'avec plus de raison à Paris on l'appelait *l'impôt des anciens cinq sols*.

Ces produits, pareillement à ceux de 1561, étant réservés au Trésor royal, n'augmentaient pas les ressources de la Ville. Il en résulta que lorsqu'en 1569 les Parisiens eurent à fournir leur part de subsides pour la levée de 50,000 hommes nouveaux, ils furent autorisés — mais cette fois au bénéfice de leur caisse — à surtaxer le vin à l'entrée de 10 deniers tournois, qui, ajoutés aux quatre sous, 2 deniers dont cette boisson était déjà frappée à leur profit, leur constitua une taxe municipale de 5 sous, équivalente à celle perçue pour le compte du Trésor.

Il est vrai qu'une circonstance particulière motivait cette autorisation; c'était à l'aide de l'infanterie suisse que le roi et la reine mère avaient pu gagner Paris, et il s'agissait d'y soudoyer pendant deux mois, quatre mille de ces fantassins pour la défense des ouvrages élevés autour des faubourgs.

La Prévôté des Marchands avait offert pour cela 100,000 livres tournois à Charles IX qui « avait bien voulu les accepter; mais pour cette fois seulement » en accordant aux habitants de Paris, par son ordonnance du 29 août, les facilités de recouvrement dont nous venons de parler.

Il y ajoutait le droit, pour la municipalité, d'aliéner ce nouveau revenu qui prit le nom de : *premiers cinq sols*, de l'affecter à la création des nouvelles rentes au denier douze ou de l'affermer.

Après la mort de Charles IX, Henri III trouva les finances du royaume dans une situation des plus fâcheuses et que vint encore compliquer l'abandon forcé de certains droits régaliens. Il aurait fallu y remédier par des mesures d'une sage économie; mais le nouveau roi, au contraire, se laissait entraîner aux dépenses et aux largesses les plus insensées.

Il fut bientôt à bout de ressources et ne sachant à qui recourir, il conçut

le projet, paraît-il, de s'emparer subrepticement de « quelques deniers « destinés au payement des rentes de l'Hôtel de ville ». Le projet fut découvert et « le peuple de Paris murmura fort, parce que c'était le seul « moyen qui lui restait pour vivre (1) » et comme de son côté, la municipalité avait besoin d'argent, le roi fit paraître l'ordonnance du 26 juillet 1576 qui, tout en accordant à la Ville un droit supplémentaire de 6 deniers pour livre « sur le poisson de mer frais, sec et salé vendu ès halles et autres endroits », rétablissait à son profit les 6 deniers dont cette marchandise avait été jadis frappée.

De plus, et vu la nécessité de toucher au plus tôt les produits de l'imposition, le roi autorisait la Prévôté des Marchands à « bailler à ferme la dite « ayde incontinent après la publication des présentes ».

Ce retour au droit de vente devait rester à peu près isolé pendant une dizaine d'années.

Cependant, les États généraux avaient été réunis à Blois ; le roi s'y était déclaré chef de la Ligue, et à travers les complications religieuses et politiques les prodigalités continuaient.

« L'année 1581 fut l'époque de l'établissement d'une Douane, telle qu'elle « existait à Paris, dans toutes les villes du royaume et il était enjoint d'y « porter toutes les marchandises y entrant, tant par terre que par eau, « pour être marquées aux armes de chacune des villes et acquitter les « mêmes droits qui se payaient à Paris » (2).

Ces droits ne portaient guère que sur des marchandises de luxe ou de peu d'utilité. « Telles que l'or et l'argent filé, les étoffes de soie de toute « espèce, les maroquins, les toiles fines, et toutes celles de ces marchan- « dises qui étaient trouvées sans marques étaient sujettes à la confiscation. « L'édit de la création des douanes, qui est du 20 mai rappelle celui du « 3 septembre 1548, qui avait établi celle de Paris, pour ordonner l'exécu- « tion de ses dispositions à l'égard des marchandises qui n'auraient pas « été portées dans ses bureaux. Droits dont la durée était fixée à dix ans et « dont le montant était affecté au remboursement des rentes constituées « sur les aides » (3).

« Treize années après 1569, Henri III se trouvant dans le même besoin « que Charles IX, suivit son exemple. Ses lettres patentes du 18 juillet « 1581, ajoutèrent aux premiers cinq sols, une augmentation de quinze sols « par muid de vin dont le produit devait être employé au rachat des terres « aliénées. Un droit aussi considérable donna lieu à des représentations. « Elles furent suivies des lettres patentes du 28 décembre 1581, qui rédui- « sirent ces quinze sols à cinq sols. Dès lors on distingua les premiers « cinq sols par la dénomination d'anciens, et l'on appela les derniers « nouveaux » (4).

(1) L'Estoile, Edition Halphen, p. 134.
(2) Encyclopédie, Finances. Disc. prélim., p. 32.
(3) Ibid.
(4) Encycl. Art. Anciens cinq sols.



Les choses furent loin de se passer aussi simplement que pourrait le laisser croire le court et simple résumé qui précède. Par les lettres patentes du 18 juillet, le roi exposait « que ses trois prédécesesurs avaient « été contraints et amenez à ceste nécessité de vendre et aliéner la plus- « part de leurs domaines, aides, gabelles et autres revenuz, qui a fait, disait- « il, qu'à notre advènement à la ceste couronne, nous en avons trouvé bien « peu de reste dont nous puissions faire état pour supporter les dépenses « que nous aurions à faire. » Et, depuis, continuait Henri III, « encores « n'ayant nostre règne été moins travaillé et affligé de guerres et troubles « que celui de nos dits pères et frères, nous sommes tombez en la même « nécessité d'engager et aliéner la plupart de ce peu qui nous restait de clair ; « de sorte que, plus nous allons en avant, moins d'espérance et d'appa- « rence voyons-nous de nous redimer et relever de ce nécessiteux estat et « ne nous demeure aussi le moyen de subvenir à l'entretien des dépenses « ordinaires que nous avons à faire pour la conservation de cestuy notre « royaume. Si ce n'est que nous soyons en cela aydez et secouruz par nos « sujets, ainsi que nous le fimes bien amplement et particulièrement en- « tendre, remonstrer et veoir à l'œil, à noz très-chers et bien amez les « gens des trois estats de notre dit royaume en la dernière assemblée qui « en fût faite en nostre ville de Blois qui leur donna occasion de nous sup- « plier d'adviser et donner ordre à faire rachepter et desgager nos dits « domaines, etc...., nous aurions fait regarder et rechercher les plus « doux et gracieux moyens. Entre lesquels celui de la continuation de la « levée de deniers ci devant mis sur le sel et une nouvelle imposition sur « iceluy...., après que nous y avons longuement pensé et que plusieurs « et divers expédients auraient été proposez...., il ne s'en serait trouvé « ni cogneu aucun propre, convenable, tollérable que de faire lever doré- « navant vingt sols tournois sur chacun muid.... entrant en chacune des « villes et fauxbourgs de cestuy notre royaume, au lieu de ce qui se lève « pour l'entrée du vin.... jusqu'à ce que les dictes aydes soient racheptées, « qui pourra estre dans le terme de six ans, prochainement venans, ensuy- « vans et consécutifs (1).» Venaient après les prescriptions analogues à celles faites pour les impositions de même nature.

Ainsi se trouvait augmenté de quinze sous le droit que payaient les Parisiens au Trésor depuis qu'ils supportaient les *anciens cinq sols* de 1561 et avec les *premiers cinq sols* de 1569 prélevés par la Ville, le droit total allait s'élever à 25 sous.

Dès le 20 juillet, c'est-à-dire presque aussitôt, une déclaration allant au devant des plaintes « interpréta » les lettres qui venaient de paraître, « les- « quelles étant générales, y disait le roi, nous avons réservé à faire déclara- « tion particulière, comment noz très chers et bien amez les Prévost des « marchands et eschevins de nostre bonne ville de Paris, prendront et per- « cevront les cinq sols tournois pour muid de vin qui leur ont été ci-devant

(1) Isambert, *Rec. gen. des anc. lois franc.*, t. XIII, p. 499.

« vendus, engagez et aliénez: à ce qu'ils puissent payer et continuer les « rentes constituées sur le dict ayde et subside et que ceux qui ont de tout « temps esté et sont exempts du paiement desdits cinq sols tournois pour « muid de vin jouissent de leur privilège et exemption ainsi que de cou- « tume, sçavoir faisons: que des vingt sols pour muid.... il ne s'en prendra « à notre profit que quinze.... et que les Prévost des marchands et esche- « vins de Paris prendront, lèveront et cueilleront les dits cinq sols... de la « même façon selon et ainsi qu'ils ont accoutumé à faire et font encore de « présent. »

De cette façon l'augmentation qui frappait les Parisiens, était réduite à dix sous puisque les *premiers* cinq sous restaient leur propriété et que dans les quinze sols pour le roi étaient compris implicitement les cinq *anciens*. Le droit total montait encore à vingt sous.

Mais si les privilèges étaient maintenus, pour les *premiers cinq sols*, il était spécifié qu'un « chacun payerait iceluy nouvel impôt de quelque dignité « condition ou qualité qu'il soit » et cela s'appliquait aux quinze sous du roi y compris les cinq *anciens*. Malgré la diminution relative qu'apportait la déclaration du 20 juillet adressée à la cour des aides qui avait fait des remontrances, celle-ci ne se décida à l'enregistrer que le 9 août après avoir reçu plusieurs lettres de jussion (1).

En 1581, parut encore une déclaration..., sur ce que « en plusieurs lieux, « notamment ès-endroits des grands vignobles où le vin se trouve tout à « fort bas et vil prix et en peu de débit; nos sujets, ainsi s'exprimait le « roi, se sentant ès-dits lieux grevés et surchargés à cause dudit subside « plus que les autres, ont fait beaucoup de remises et d'empêchement à « l'exécution de nos dites lettres [du 18 juillet], préférant leur soulagement « à la grande et urgente nécessité que chacun scait estre à nos affaires.... « pourquoi avons restreint et modéré les vingt sols sur chacun muid et « autres vaisseaux à l'équipolent, à la moitié qui est cinq sols d'augmenta- « tion outre les cinq sols qui se levaient d'ancienneté. »

Paris se trouvant bien entendu dans les villes closes et lieux assujettis à l'ancien droit, bénéficia de la diminution générale et n'eût plus à payer par muid de vin introduit que quinze sous dont cinq pour ses propres ressources (premiers cinq sols) et dix pour le roi (anciens et nouveaux cinq sols), cette dernière appellation devint en effet celle de la portion nouvellement fixée par la déclaration du 28 décembre 1581. — Après ces vicissitudes, les droits sur le vin demeurèrent à ce taux.

Un édit de mars 1583 créa aussi à Paris des *maîtres visiteurs de vin*,

(1) « En ce temps les généraux de la Justice différèrent longuement de publier en leur audi- « toire l'édit de nouvel fait par le roy des dix sols de nouvel impôt sur chaque muid de « vin entrant et sortant de toutes les villes de ce royaume et leurs faubourgs, outre les dix « sols d'entrée et issue qu'on soulait auparavant payer. Mais après une lettre écrite de la « main propre du roy, et pleine de menaces, l'Edit fut publié le 9 août en la chambre des « généraux. C'est la cour des aides. » *L'Estoile*, p. 213.

dont les charges inutiles étaient vénales, et les fonctions n'étaient pas gratuites (1). Mais le roi ne s'en tint pas là.

En 1586, il tenta de doubler certains impôts et d'en créer sur les toiles et autres denrées, seulement la cour des aides ne se prêta pas à leur enregistrement (2).

Les graves événements politiques survenus à ce moment interrompirent ces combinaisons fiscales, qui en somme ne furent pas moins motivées jusqu'à la fin du règne des Valois qu'elles ne l'avaient été depuis le commencement de la Ligue, mais les Parisiens n'en furent pas touchés directement. Du reste, dès le 12 mai 1588, après la journée des barricades, Henri III avait quitté pour Blois sa capitale, et il ne devait pas s'en rapprocher plus près que de Saint-Cloud.

Paris, au pouvoir des ennemis qui l'investissaient, avait vu s'élever à un taux formidablement exagéré toutes les taxes de consommation ; aussi, quand après son entrée, en 1594, le nouveau roi, avec sa finesse proverbiale, eut compris qu'un dégrèvement d'impôt était le plus sûr moyen de s'attirer les sympathies de la population, et rendu la déclaration du 29 mars, une manifestation de joie dut le convaincre de l'opportunité de sa décision.

Il faut dire qu'en cette circonstance son habileté ne lui avait pas fait défaut, car pour mieux faire ressortir l'importance du dégrèvement accordé il mettait, dans sa déclaration, les quotités du tarif communal en regard de celles du nouveau tarif.

C'est ainsi, par exemple qu' « au lieu de cinq escus et demy que l'on « prenoit pour le muid [de vin] du costé d'amont l'eaüe » il ne serait plus payé désormais qu'un écu 30 sous ; que pour celui « passant soubz les ponts « dudit Paris pour estre mené et conduit du costé de Normandie » il serait acquitté 2 écus, au lieu « de unze escus ; » et ainsi de suite, dans une proportion à peu près égale, pour les grains, « les chairs » (bœufs, bouvillons, vaches, veaux, moutons et porcs), les fruits, les poissons frais et salés; les « ouvres de pois et épiceries ; » les drogueries, les « marchandises de « drap d'or et d'argent, soyes, et menues merceries ; » les toiles, les peaux de « buffes, buffetins et chamois » ; les draperies, les laines, les cuirs, les teintures, le bois, le charbon et le foin ; le fer, le plomb, l'étain, les huiles à brûler et enfin toutes autres marchandises passant par la ville, lesquelles seront imposées « à l'équipolent desdites taxes, » ajoute l'ordonnance (3).

(1) C[te] de Villedeuil, *Histoire de l'Impôt des boissons*, t. I, p. 411.

(2) « .... Et fit le 20 du présent mois de may, crier par tous les carrefours, à quatre « trompettes, que tous ses bons sujets n'aient à adhérer aux séditieux qui s'efforçaient de « troubler son royaume sous ombre d'impôts mis par lui à son grand regret sur son peuple, lesquels il espérait du tout ôter. » L'Estoile, p. 260.

(3) Félibien en reproduisant dans son *Hist. de Paris* (t. IV, p. 8) la déclaration « sur la « modération des Entrées qui se levaient à Paris avant sa réduction sous l'obéissance de S. M.»

Cette liste, déjà curieuse par la comparaison qu'elle permet d'établir entre les anciens et les nouveaux droits édictés par Henri IV, démontre encore que les taxes d'octroi, beaucoup plus nombreuses à cette époque qu'elles ne le sont à présent — on en comptait 168 — portaient, entre autres objets, sur les étoffes, cuirs et peaux, par exemple, dont les tarifs modernes ne font pas mention.

Mais si, au point de vue politique, la mesure était bonne, elle devenait fâcheuse au point de vue financier, les revenus municipaux devant forcément s'en ressentir. Or, la caisse de l'Etat était vide, les dettes s'accumulaient et, par surcroît, dans toutes les administrations l'insatiable avidité des commis poussait à la ruine générale.

En 1696, Henri IV réunit à Rouen une Assemblée pour rechercher les moyens d'arranger les finances et l'ouvrit par le discours célèbre commençant ainsi : « Si je voulais acquérir le titre d'orateur, etc...» Les contemporains ne dissimulèrent pas le peu de fonds qu'il y avait à faire sur les espérances que les membres peu experts de l'assemblée bâtissaient sur le produit de leurs élucubrations.

« La troisième proposition (des notables assemblés à Rouen), dit Sully, « fut celle d'un sol pour livre qui se lèverait sur toutes sortes de vivres, « denrées et marchandises tant menues pussent-elles estre, qui seraient « vendues au détail, du revenu de laquelle les autheurs d'icelle, comme « s'ils eussent trouvé la pierre philosophale ou les mines du Pérou, faisaient « une grande parade, publiant que tel revenu monterait à plus de cinq « millions de livres faisant un certain calcul imaginaire sur la dépense des « particuliers, lequel aussi à l'exécution se trouva ridicule et imper- « tinent » (1).

Un édit de mars 1597 avait en effet établi cette imposition qu'on appela Droit de pancarte du nom donné alors aux tarifs, et voici ses considérants : « Comme c'est toute chose notoire que par la longueur des trou- « bles et guerre dont notre royaume a esté affligé depuis trente cinq ans « en çà et notamment par les dernières émotions qui ont réduit nos pau- « vres sujets à l'extrémité de toute désolation, il a esté nécessaire aux rois « nos prédécesseurs et à nous, outre les grandes levées de deniers, de « vendre et aliéner ce qui restait du domaine, constituer plusieurs grandes « rentes et par nouvelles créations d'offices, recouvrer argent pour sub- « venir aux frais de guerre. En sorte qu'estant ainsi épuisez de tous « moyens et ayant trouvé à notre advènement à cette couronne, le royaume « tant andepté, et nos recettes tellement chargées qu'il n'en revenait

met en marge la naïve observation que voici : « Cette pièce qui paraîtra peu importante en « elle-même au premier coup d'œil, servira cependant à faire voir quelle estoit la malheureuse « situation des Parisiens dans le parti où ils se trouvaient engagez. » Nous n'avons pas trouvé trace de l'acte ou des actes par lesquels les chefs de la Ligue s'étaient arrogés le pouvoir d'élever la contribution de la ville.

(1) Sully. *Œconomies royales*, Ed. Petitot, t. III, p. 45.

« comme rien pour soutenir les frais de l'Estat et l'entretènement de notre « maison et de nos armées, il nous estait impossible de résister aux efforts « des étrangers nos ennemis sans moyens nouveaux, ny remettre nôtre « royaume en sa splendeur ancienne, en ostant le tènement des champs « aux gens de guerre, et les souldoyant afin de soulager nôtre peuple de « l'oppression qu'il en reçoit, pourquoi aurions-nous advisé pour pourvoir « à chose de si grande importance, en laquelle git le salut de notre royaume, « le bien et le repos de nos sujets, assembler en notre ville de Rouen une « très honorable compagnie, composée des plus grands et des plus dignes « personnages d'iceluy, lesquels par notre commandement.... nous a été « représenté n'y avoir moyens plus tolérable et plus égal pour le soulage- « ment de notre peuple, attendu que l'ancien ayde de douze deniers pour « livre est presque anéanty, que de faire lever sur toutes les denrées et « marchandises lorsquelles entreront ès villes, fauxbourgs d'icelles, gros « bourgs et bourgades, ou lorsquelles seront vendues en gros ès foires et « marchés, un droit d'entrée modéré, ainsi qu'aucuns rois nos prédéces- « seurs avaient fait lorsqu'ils étaient travaillez des guerres et que le peuple « estait apauvry par la longueur d'icelles, comme est à présent... ».

Sous les termes surannés et redondants usités par les chancelleries dans les actes de cette nature, celui de 1597 montre bien l'état précaire de la France, à ce moment de son histoire. Le passage suivant allait pour ainsi dire au-devant des appréciations sévères de Sully : « Ordonnons... « que durant trois années, les droits d'entrée seront cueillis... en la « forme et manière qu'il sera cy-après déclaré, ayant pour cet effet mo- « déré la valeur et estimation d'icelles [denrées] le plus bas qu'il a esté « possible eu égard à la nature des provinces, et à ce qui est de leur « propre et en quoy elles abondent plus les unes que les autres... » ces évaluations faites sans doute par des gens qui ne s'y entendaient guère, se trouvèrent peu exactes en pratique, car — probablement contre l'intention des législateurs de rencontre — les estimations avaient réellement été très faibles comme ils le disaient. Le ministre de Henri IV put donc écrire non sans une intention maline contre ceux qui s'étaient passés de lui :

« Le conseil de raison formé par les notables de Rouen (1), essayèrent de « mettre en réputation leur charge... mais ils se jugèrent bien loin des « imaginations qui leur estaient montées en l'esprit. En premier lieu, à « cause des grandes difficultez qu'ils rencontraient en l'establissement de « ce beau sol pour livre dont ils avaient fait tant de cas au roy et luy « avaient voulu bailler pour cinq millions de livres...

«... Et supplièrent-ils très humblement le roy de les vouloir décharger « de leur commission, rejoindre tous ses revenus ensemble et disposer du « total selon son équité, intelligence et prudence accoutumée. A quoy ils « furent receus, après quelques difficultez que le roy en fit afin de faire

(1) Voir les erreurs relevées au sujet de ce conseil par M. Noël Valois. (Introduction à l'inventaire des arrêts du Conseil d'État, Paris, 1886, t. I.)

« mieux valoir sa marchandise, bien aise de voir que vos prédictions « (de Sully) et ses intentions eussent eu tant heureux succez » (1).

Pourtant la vérité ne devint pas bien claire tout de suite et on espéra quelque temps que l'insuccès ne persisterait pas, car on voit par la déclaration du 3 août 1599, c'est-à-dire près de la fin des trois années, prolonger l'imposition d'une nouvelle période d'égale durée.

Dans cette déclaration de prorogation le roi fait cet aveu : « nous « aurions trouvé que les deniers qui sont provenus jusqu'à présent dudit « sol pour livre, ne sont à beaucoup près suffisans pour payer la moitié « de ce qui reste à acquitter des dettes dont la charge court journelle- « ment sur nous, à quoi ne pouvant satisfaire de nos deniers ordinaires « pour les grandes dépenses qu'avons à supporter et l'impuissance de « notre pauvre peuple que nous voulons soulager d'autant qu'il nous sera « possible, nous avons résoulu de faire continuer la levée dudit nouveau « subside durant trois années seulement... »

L'imposition continua donc jusqu'en 1602 et n'eussent été les circonstances défavorables, elle aurait peut-être bien pu finir par s'asseoir. C'est en effet souvent ce qui est sur le point de se produire au moment où découragé par les difficultés de la mise en train on renonce à une mesure encore nouvelle. Du reste un écrivain financier, pour le moins aussi judicieux que Sully, Forbonnais, détruit en partie dans les remarquables lignes suivantes les appréciations qui lui semblent avoir été inspirées à l'auteur des *Œconomies royales* par un parti pris assez évident : « Quoique cet im- « pôt n'ait pas réussi dans le temps, et que M. de Sully l'ait désapprouvé « sans en donner de grandes raisons, il n'en est pas moins évident que les « impôts modérés et proportionnels sur les consommations, sont les moins « onéreux au peuple, ceux qui rendent le plus au souverain et les plus « justes » (1). On verra que l'idée des droits de vente sera reprise au siècle suivant et qu'elle sera presqu'aussitôt abandonnée comme contribution générale. Mais on verra aussi que, appliquées dans Paris et pour Paris en tant que perceptions municipales, deux cents ans plus tard, les taxes *ad valorem* eurent une longue durée.

Au moment où le droit de pancarte prenait fin pour tout de bon, Henri IV était-il plus sincère que ses prédécesseurs en parlant dans ses lettres du 10 novembre 1602 de « son désir de s'accommoder au désir général de ses peuples comme un bon père et un bon roi » ? Quoiqu'il en ait été, dans les mêmes lettres, il déclarait l'impossibilité de ne pas faire un nouveau fonds pour le remplacement de l'autre et que « en ce qui touche la « ville de Paris il avait esté trouvé qu'il n'y avait sorte de marchandise qui « le peust mieux porter que l'imposition qui serait mise sur le vin ». On mit en conséquence, pour deux ans « trente sols sur chaque muid entrant à Paris en la même manière que les vingt sols qui se levaient ci-devant (2) »

(1) Sully. *Œconomies royales*. Ed. Petitot, t. III, p. 69. — Cf. Georges Picot, *Hist. des Etats généraux*, etc. Paris, 1872, p. 286 à 288.


(2) Cf. Forbonnais, t. I, p. 107.

Cette imposition venait d'être précédée de très peu par une autre dont le motif est exposé ainsi qu'il suit :

« En 1577 sur la requête du Prévôt des marchands, Henri III résolut de « relier le faubourg Saint-Germain au quai de l'École. Depuis le commen- « cement du XVIe siècle, la population s'était singulièrement accrue sur les « deux rives de la Seine, le pont Notre-Dame rebâti entre 1499 et 1510 « ne suffisait plus à la circulation, les charrois qui s'y faisaient journel- « lement faisaient craindre pour sa solidité, deux arches commençaient « même à menacer ruine. C'était à la Ville qu'aurait dû incomber le soin « de construire le nouveau pont, mais la charge était lourde pour ses « finances. Elle n'avait pu l'assumer du temps de Henri II, le roi Henri III « la prit à son compte et c'est sur les deniers de l'Etat que la dépense fut « imputée (1) ». Pour cela fut mise « une crue d'un sol pour livre de ce « que montait le principal de la taille ès généralités de Paris, Châlons, « Amiens et Orléans (2) ». « Le 31 mai 1578, Henri III vint poser la pre- « mière pierre du monument... et le travail fut d'abord poussé active- « ment » (3), puis les travaux s'arrêtèrent « au moyen des troubles survenus « en cettuy nostre royaume » comme le dit Henri IV dans ses lettres du 7 février 1598 en réglant l'emploi des sommes recouvrées par ordre de son prédécesseur pour faire reprendre la construction. Puis comme s'il eut pressenti que sa mémoire resterait attachée à l'achèvement du *Pont-Neuf* et trouvant que l'ouvrage n'avançait pas à son gré, il fut sur le point d'y affecter une allocation de quinze mille écus d'or (4) accordée en 1596 pour la « réfection des fontaines et du pavé de Paris » (5); mais l'urgence de ces travaux fit renoncer à détourner les fonds de leur destination et pourtant le bon Henri ne se souciait guère de puiser pour cela dans son trésor. La Ville, de son côté désirant la continuation du sol pour livre de la taille, représentait que pour les ponts de Mantes et de Châtellerault on avait imposé non seulement les provinces intéressées, mais tout le royaume. Enfin on s'entendit pour remplacer en 1598 le fonds spécial des fontaines et du pavé par un droit de dix sous sur l'entrée du vin et en 1601 on porta ce droit à quinze sous en décidant que la moitié du produit serait pour le pont jusqu'à son achèvement entier et qu'une fois les fontaines rétablies l'autre moitié cesserait (6). A la fin de 1603 on put passer d'une rive à l'autre de la Seine et sans doute les travaux hydrauliques avaient été terminés peu après; mais naturellement on continua à percevoir le droit de quinze sous « sur le vin des bourgeois... pour réparer les quais rompus...

(1) *Mémoire sur la construction du Pont-Neuf* par M. R. de Lasteyrie pub. par la Soc. de l'Hist. de Paris, t. IX, p. 5.

(2) Considérants des lettres pat. du 7 février 1598.

(3) Mém. ci-dessus, p. 12 et 13.

(4) L'Ecu d'or au soleil valait alors 65 sous, d'après Leblanc.

(5) Félibien, t. V, p. 32. — Délibération du Bureau de la Ville du 31 juillet 1596.

(6) Arch. nat. H. 1886. Assemblée du Bureau de la V. du 11 mars 1601. — Félib., t. IV, p. 483. — Assemblée du B. de la V. du 17 avril 1601 et p. 49 du 29 nov. 1601.

et jamais il ne sera cassé » disait-on en 1622 (1). Cela n'était vrai qu'en partie, car « le nettoiement des rues » avait fait prolonger en décembre 1609 pour cinq ans « la crue de cinq sols par muid de vin » en faveur de l'Hôtel de Ville. Il est probable que les dix sous primitivement accordés en 1598 pour les fontaines avaient aussi été l'objet d'une prolongation, de sorte que c'est avec raison qu'on a pu considérer le renouvellement de ces deux taxes comme en formant une spéciale. Elle était devenue nécessaire parce que « les changements d'entrepreneurs pour l'enlévement « des boues ayant apporté beaucoup de désordre dans cette police, les « bourgeois se plaignirent, le roi prit le parti de se charger de cette dé- « pense et, par son arrêt du 31 décembre 1609, en déchargea les bour- « geois au moyen d'une augmentation de quinze sols d'entrée sur chaque « muid de vin ou plutôt au moyen de la prolongation de cette taxe laquelle « ayant du cesser fut considérée comme augmentation véritable (2) ». Pourtant la dualité des deux éléments de cette taxe s'était conservée, car, d'abord le 6 avril 1610 le Prévôt des marchands s'occupe de « la distraction en « faveur de la Ville, au sujet des dépenses qu'elle fait, du droit de cinq sols « à prendre dans celui de quinze sols pour le Pont-Neuf et les fontaines (3) ». Et ensuite nous allons voir ces mêmes cinq sous prorogés et repris en même temps à la Ville qui ne gardera que les dix autres.

Mais l'assassinat du roi venait d'arrêter l'impulsion si bien donnée dès le commencement du XVII$^{e}$ siècle aux affaires politiques et administratives. La régence interrompait l'éxécution des meilleurs projets et replongeait la France dans d'inextricables difficultés.

(1) *Le caquet de l'accouchée*, 1622, t. I. cité dans l'*Histoire du Pont-Neuf*, par Edouard Fournier, p. 105.

(2) Delamare, t. IV, p. 215.

(3) Arch. nat. H. 1889.

## CHAPITRE IV

### 1613-1658

**Droits sur le vin, la bière, l'eau-de-vie et le drap. — Droits des officiers de police. — Droits de barrage. — Droit de subvention. — Droits sur les bestiaux. — Suspension de droits pendant la Fronde. — Parisis, sol et six deniers.**

La mort du roi en éloignant Sully des affaires introduisit une profonde perturbation dans les finances publiques. Sous la régence de Catherine de Médicis, le favoritisme épuisa le Trésor, l'activité du commerce fut suspendue et le menu peuple de Paris, en proie à de sérieuses privations, se vit bientôt dans un tel état de misère que le secourir devint un devoir impérieux.

Le 30 juin 1613 parut à cet effet une déclaration royale dans laquelle on faisait dire au jeune Louis XIII : « Nous ayant été représenté naguère « que les aumosnes qui se trouvent faites en notre bonne ville de Paris ne « sont pas suffisantes pour la nourriture et l'entretènement des pauvres de la « dite ville et travaux d'icelle qui sont en grand nombre, nous avons désiré « contribuer par quelque secours notable pour une aussi bonne œuvre. »

Et sur ce préambule était ordonnée la prorogation pendant 9 ans des 5 sous par muid de vin qui venaient à expiration sur les 15 sous appartenant à la Ville, pour cette nouvelle ressource être employée : « sçavoir, les deux « tiers à l'entretènement et nourriture des pauvres enfermez, et l'autre « tiers, à la nourriture des pauvres vieilles gens étant dans l'hopital Saint-« Germain-des-Prés et continuation des petites maisons qui sont néces-« saires à bastir au dict hopital, sans que les dicts deniers puissent être « employez à autres effets. »

Cette affectation charitable fit donner à ce droit le nom de : *cinq sous des pauvres.*

Quant aux 10 sous restant, ils furent retirés à la Ville, pour être « levés « au profit du roi et réunis aux autres droits d'entrée » (1) ; mais comme leur emploi n'en fut pas moins la réparation des fontaines, des quais, etc, ils continuèrent à s'appeler *les dix sols de la Ville.*

Ce droit remonterait donc, selon nous, à 1598 et ne serait pas — comme la plupart des auteurs semblent le croire (2) — un droit d'origine inconnue « réuni à la ferme des entrées par le bail de Blondeau passé le 31 décem-« bre 1632 » (3).

(1) Jaquin, p. 5.
(2) Jaquin, p. 6. — Lefebvre de la Bellande, p. 4.
(3) Encyclopédie, Finances, vol. I, p. 565.

Un droit dont on ne sait pas non plus grand chose, c'est celui de « *ceinture Reine* ». Pour les auteurs qui en ont parlé, un arrêt du 22 novembre 1625 dans lequel le cite la cour des Aides comme établi depuis longtemps, est le titre auquel on doit se référer. L'un de ces auteurs dit que « lors de « sa création le produit en était destiné à la dépense de la Reine, parce « que autrefois la ceinture des femmes leur servait de bourse (1) ». Ce « droit venait-il de celui qui est constaté dans le *livre des métiers* sous le même nom, comme perçu tous les trois ans dans la banlieue de Paris lequel a porté aussi le nom de « taille du pain et du vin » (2) ? Il se peut que, d'abord prélevé en nature sur les récoltes, puis payé comme taxe directe, ce droit fut devenu celui de douze deniers par tonneau et de quatre deniers par muid de vin qu'on trouve dès 1225 puis celui qu'on constate sans quotité, en 1436 (3). Il se peut enfin, qu'il n'y ait entre ces droits-là et celui qui appartient à notre sujet, qu'une similitude de nom, parce que les uns et l'autre avaient dans l'origine été donnés pour les épingles de la reine, comme on dirait actuellement. Toujours est-il qu'en 1625 il était de dix deniers par muid de vin.

Maintenant vont apparaître des objets nouveaux ou du moins semblant tels, car il y a bien longues années qu'il n'en a été parlé.

La bière était de ceux-là, puisque « les anciennes ordonnances qui ont « assujetti le vin au sol pour livre du prix de la vente, y avaient pareille-« ment déclaré les bières sujettes en disant : *et autres menus breuvages*. « Il n'y a donc que le défaut d'usage qui les ait dispensés, comme il est « vrai de dire aussi que l'usage les y a assujettis » (4). Or des écrivains des plus autorisés assurent que la *cervoise* dont on faisait grand usage au moyen âge était la même boisson que celle qui a été appelée bière depuis. Ce ne serait donc pas seulement à l'imposition de 1360 qu'il faudrait remonter pour atteindre dans le passé les droits sur ce breuvage mais bien jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle, puisqu'on trouve dans le Livre des métiers la réglementation des « brasseurs brassants cervoise » avec la constatation d'une taxe de fabrication. Par une ordonnance du 23 septembre 1369, Charles V avait concédé à vingt-un bourgeois de Paris, moyennant l'avance de mille francs d'or, remboursables de mois en mois, en déduction de ce qu'ils devaient aux Aides pour leur commerce, le privilège de brasser à Paris et dans ses faubourgs de la bière dont le prix maximum était fixé. Les hôpitaux seuls avaient conservé le droit d'en fabriquer pour leur consommation (5).

En 1369 donc, comme cent ans auparavant, l'imposition de la bière fut dûment constatée quoiqu'on ait dit que « Paris qui sous Julien ne connais-« sait guère que cette boisson, avait encore quelques brasseurs au trei-

(1) Lefebvre de la Bellande, p. 4.
(2) Vuitry. 1<sup>re</sup> série d'Etudes, p. 35. — Sauval. *Comptes de la Prévôté de Paris*, p. 132.
(3) Sauval. Ibid.
(4) Jaquin, p. 341.
(5) Burot de l'Isle Challan. *Les Octrois*, Senlis, 1872, p. 60.

« zième siècle... mais que des temps plus heureux (les vignes se multi- « pliant) les rendirent inutiles ou les éteignirent peu à peu » (1), l'auteur de ces lignes aurait pu, on le voit, assigner à ces industriels une durée beaucoup plus longue, mais il ajoute : « ils ne reparurent qu'en 1428 « quelques temps après la mort de Charles VI et ce fut une suite de la « misère affreuse qu'occasionna le règne malheureux de ce prince. Le « journal de Paris composé sous ce règne et sous celui de Charles VII « en fait la remarque; et la consommation de la nouvelle boisson fut « même telle, dit l'auteur, qu'elle produisit en droits deux tiers plus que « le vin ». Nous pensons qu'il est fait là allusion au sol pour livre que payaient les boissons vendues en gros ou au détail et que l'usage de le prélever sur la cervoise comme sur les autres « menus breuvages » n'avait pas encore passé, car ce n'aurait pas été en présence de la misère qu'on se serait remis à lever un droit tombé en dessuétude. Nous devons faire remarquer du reste que malgré l'affirmation de ceux qui ont assimilé tout fait la bière à la cervoise, il n'est pas bien sûr que l'identité soit parfaite entre ces deux liquides; mais peut-être n'y avait-il de différence que dans le mode de fabrication. Quoi qu'il en ait été, on se préoccupait fort en 1625 « de ces innocentes falsifications, qui sont dans la néces- « sité de la concurrence et qui entrent dans le domaine de l'industrie » (2). Aussi un édit de décembre de cette année constatait « qu'au lieu de ra- « fraîchir, désaltérer et nourrir, la bière échauffait le sang, attirait et « causait des catares, des fluxions et hydropisies, flèvres et autres « grièves maladies, ainsi qu'il a été reconnu par plusieurs médecins « expérimentez ». L'article 1er de l'édit « enjoignait aux brasseurs de se « servir d'eau nette et de faire toutes les opérations proprement » sous peine de confiscation et d'amende. Ils étaient autorisés à faire de la bière double et de la petite bière. Les vaisseaux employés pour la vente devaient être étalonnés sur les vaisseaux à vins. Mais pour veiller à l'exécution de ces prescriptions, il fallait un service spécial : l'édit créait « en titre « d'office héréditaire des *visiteurs et controleurs des bierres* en chacune « des villes, bourgs et autres lieux du royaume où il y a brasseries et trafic « de bierres ». Pour rémunérer ce service on institua, cela allait sans dire, un nouveau droit. Il fut de six sous par muid tiré des brassins, puis plus tard augmenté « et dut plus d'une fois faire regretter aux buveurs « de bières leur excessive susceptibilité (3) ».

On a vu que parmi les taxes les plus complexes du Livre des Métiers figuraient les laines et les draps ; ceux-ci, on l'a vu aussi, exonérés en 1465 du sol pour livre de 1360 en tant que vendus au détail, avaient été l'une des *cinq espèces réservées* en tant que vendus en gros. Une déclaration du 21 novembre 1629 les exempta de toute imposition à l'entrée

On est d'accord pour avouer qu'on ne connaît pas l'origine d'un droit dit

(1) Legrand d'Aussy. *Histoire de la vie privée des Français*. Paris, 1815, t. II, p. 549.
(2) Cte de Villedeuil. *Histoire de l'impôt des boissons*, t. I, p. 442.
(3) Cte de Villedeuil, ibid, p. 443.

« *les cinq sols des bastardeaux*.» Le plus ancien exemple qu'on trouve de cette taxe est dans le bail passé le 25 septembre 1630, et en donnant cette indication on a dit et répété que « sa dénomination indique le motif de son établissement (1) » nous ne pouvons que le répéter à notre tour en nous bornant à dire qu'il frappait de cinq sous le muid de vin entrant. Nous répéterons aussi après nos devanciers que ce droit est à peu près la même chose que celui des « *dix sols de canal* » dont nous allons parler.

Une déclaration du 28 août 1628, suivie d'un arrêt du conseil du 13 septembre de la même année, avait mis « quinze sols de nouvelle imposition « sur chaque muid de vin entrant et passant debout en la ville et faubourgs « de Paris » outre les droits existant. Cette imposition fut remplacée avant toute exécution par celle de dix sous sur chaque muid entrant pour être consommé ou séjournant plus de trois jours à Paris; mais la déclaration du 15 janvier et l'arrêt du 26 février 1629 qui faisaient cette modification n'eurent pas plus de suite. Or un édit de 1629 venait d'établir une imposition de dix sous par muid de vin à l'entrée de toutes les villes et bourgs; celle-ci dura, plus ou moins mal exécutée, jusqu'à l'édit de janvier 1632 qui la supprima, excepté pour la ville de Paris dans laquelle la perception de ces dix sous fut continuée pour servir à un canal ou plutôt, comme on dit dans l'Encyclopédie, pour canaliser la rivière par la construction de quais. Ces travaux, on le voit, n'avaient pas cessé depuis le commencement du dix-septième siècle d'être à l'ordre du jour et la crainte des inondations préoccupait fort les Parisiens d'alors, crainte qui ne devait pas disparaître par l'effet des ouvrages commencés sinon parachevés peu après, car le Bureau de la Ville s'inquiétait encore du même objet en 1658. Cette fois il ne s'agissait plus de contenir le fleuve en l'encaissant par de bons quais, mais de creuser un canal de dérivation. Il n'est pas impossible que le projet ait été le même que celui qui motivait le maintien de dix sous en 1632, car un auteur parle pour cela de « la confection d'un canal de décharge autour des faubourgs (2) ».

Ici se termine la période pendant laquelle le soin de se procurer de l'eau potable ou celui de se garantir des inondations avait causé force souci aux Parisiens. Il ne devait plus en être question avant une vingtaine d'années, et cela sans entraîner d'aggravation dans les droits. Pourtant il allait encore être question d'eau dès le commencement de 1633.

Des péages nombreux existaient sur la Seine et sur ses affluents, la plupart mis par des particuliers dont l'usage avait fait de véritables propriétaires.

« Comme ceux-ci cherchaient sans cesse à étendre et à grossir leur « perception d'une façon ruineuse pour le commerce et vexatoire pour les « voituriers et conducteurs par eau, le roi prit en considération les plaintes « qui s'élevèrent à ce sujet et rendit le 12 janvier 1633 une déclaration

(1) Lefebvre de la Bellande, p. 51. — Bail fait à Jean Barberé le 30 septembre 1630.
(2) Delamare, t. III, p. 696.

« portant suppression de tous les péages établis sur la rivière de Seine et « autres affluentes jusqu'à Rouen. En même temps il fut ordonné que les « propriétaires de ces péages seraient remboursés par Sa Majesté au profit « de laquelle il serait levé un droit de quarante-cinq sous par muid sur le « vin voituré d'un port à l'autre ou d'une ville dans une autre sur ces ri- « vières depuis l'endroit où elles sont navigables jusqu'à Rouen dans les « différents bureaux désignés pour en faire la perception (1) ». « Cette « commutation fut avantageuse aux marchands et voituriers, non seulement « parce que le nouveau droit était moindre que le montant des péages dont « il tenait lieu et qui allaient au-dessus de Paris à cinquante-deux sous « un denier et au-dessous à cinquante-quatre sous quatre deniers, mais en- « core parce que se percevant en une seule fois et dans des lieux com- « modes pour le garrage des bateaux, la navigation n'était plus interrom- « pue (2) ».

La suppression devait, d'après la déclaration, porter sur tous les péages sans distinction, car il y était ordonné « que tous les propriétaires de « droits et impositions levés sur les rivières et ports des villes, bourgs, vil- « lages et autres lieux de l'étendue d'icelles, même à Paris et à Rouen, « tant sous titre d'office qu'autrement, seraient tenus... d'apporter par devant « les commissaires à ce députez, tous les titres et papiers en vertu des- « quels ils font des levées sur les marchandises et denrées pour iceux être « par lesdits commissaires liquidé ou arbitré leur remboursement... et qu'en « attendant lesdits remboursements... les droits qui se lèvent sur le vin « seraient dès à présent modérés ». Quant aux autres objets assujettis à des droits de même nature, la modération avait à peine eu lieu avant la fin de l'ancien régime et à plusieurs reprises des commissions avaient été nommées pour en finir (3).

Il paraît résulter d'une délibération du Bureau de la Ville du 12 avril 1633 sur la « révocation des octrois » et de plusieurs autres, ainsi que d'une lettre du cardinal de Richelieu au surintendant des finances (4), que Paris n'avait pas avantage à cette mesure. — Peut-être privait-elle, sans compensation, sa caisse de ce qui lui revenait auparavant pour les péages, puisque le nouveau droit allait être perçu au profit du Trésor? — Aussi le 27 décembre de la même année le roi donna, sans doute en considération de cette perte, à la Ville « en forme d'octroi perpétuel la somme de trente « mille livres à prendre chacun an sur la ferme des quarante-cinq sols « des rivières... pour être employés ès dépenses de réparations, entretè- « nement et augmentation des fontaines et... autres nécessitez (5) ».

(1) Encyclopédie, Finances. vol. III, p. 419.

(2) L. de la Bellande, p. 4. — Bail fait à Pierre Merlier, le 19 mars 1633, des quarante-cinq sous par muid de vin entrant et passant à Paris, etc.

(3) L. de la Bellande, note de la p. 95.

(4) Lettre du 13 avril 1633, citée par M. de Boislisle dans le *Bulletin de la Société de l'Hist. de France*, 1874, p. 183. — Arch. nat., H. 1804, f° LVI, v°.

(5) On trouve avant un arrêt du Conseil du 30 juillet 1633 qui ordonne que « sur les deniers

Nous devons mentionner en passant des lettres patentes du 25 novembre 1633 qui parurent pour l'achèvement de la clôture de Paris et l'adjonction des faubourgs Saint-Honoré, Montmartre, Villeneuve et de la Conférence.

On a dit, sans doute avec raison, que l'eau-de-vie avait été frappée pour la première fois en France par l'édit de novembre 1559 qui autorisait la ville du Havre à mettre dessus un droit d'entrée d'un sol par pot (1). Que cela soit vrai ou non, toujours est-il que le goût de cette liqueur était venu assez tard pour qu'il n'en soit fait mention dans aucun des tarifs parisiens antérieurs à 1633. C'est seulement alors qu'à l'occasion des droits de rivières qu'on réunissait en un seul pour le vin, celui de 45 sols dont il vient d'être parlé un peu plus haut, la même déclaration fixait à 18 livres le droit analogue à payer par le muid d'eau-de-vie entrant, passant ou descendant à Paris. Cette innovation marquée par une taxation assez forte, car elle dut être réduite à 5 livres en 1641 (2), commençait une longue suite de variations à travers lesquelles le taux de l'imposition ne laissa pas de s'élever considérablement, si bien qu'il est maintenant le plus fort de tous pour l'entrée dans notre ville. D'autre part « l'eau-de-« vie étant tournée en usage de boisson, il fut ordonné par arrêt du « 28 mai 1659 que les droits de vente seraient pris dessus... comme pour « le vin et les autres menus breuvages (3). » C'était là aussi le commencement des droits qui se perçoivent encore dans tout le pays pour sa circulation et sa consommation.

Les trois objets dont nous venons de dire brièvement la situation à l'époque que nous étudions en ce moment, la bière, le drap, l'eau-de-vie étaient loin d'être les seuls dont on avait continué alors à s'occuper : Les bestiaux à pied rond et à pied fourché, le poisson de mer frais, sec ou salé, les cuirs, les papiers avaient à Paris comme ailleurs leurs officiers de police sous les noms de *vendeurs*, *contrôleurs*, *marqueurs*, *visiteurs*, *prud'hommes*, *déchargeurs* ou *lotisseurs*. Une déclaration du 16 février 1635 les supprima. C'était un des premiers exemples de ce qui se passa « dans

« provenant de la ferme des quarante-cinq sols qui se lèvent à Paris à cause de la révo-« cation des octrois, etc.... » — Cf. Ord. du Prévôt des marchands sur le même objet du « 20 novembre 1640 et délib. du 23 du même mois. — Jaquin, p. 341. — Délib. du Bureau « de la ville de mars 1634 « au roy et à messeigneurs de son conseil. Les Prévôt des « marchands et les Echevins de vostre bonne ville de Paris vous remontrent très humble-« ment que par lettres patentes en forme de charte données à Saint-Germain-en-Laye le « 27e jour de décembre 1633, signées et scellées, Vostre Majesté aurait donné et octroyé à « votre Ville de Paris à toujours par forme d'octroy perpétuel la somme de 30,000 livres à « prendre chacun an sur la ferme des quarante-cinq sols par muid de vin entrant en lad. « ville par chacun an de quartier en quartier... et employée ès dépenses des réparations en-« tretènement et augmentation des fontaines, construction d'une fontaine à la Place Royale et « autres nécescitez spécifiées dans lad. lettre, etc. » — Arch. nat. H. 1804, 158 v°.

(1) Cte de Villedeuil, p. 391.

(2) Art. 4 du bail passé à Maloisel le 12 octobre 1641.

(3) Jaquin, p. 327.



« des temps difficiles où ces offices multipliés sont devenus une ressource « pour l'Etat, soit par les finances qu'ils produisirent, quant on en fit la « vente, soit par les droits attribués aux dits offices lorsque S. M. jugea « à propos de les faire percevoir à son profit en se réservant de faire faire « par des commis leurs fonctions... c'est un moyen qu'on a mis en usage « comme le plus doux et le plus facile dans l'exécution pour procurer à « l'Etat des sommes qui lui étaient nécessaires (1) ».

En 1633 on avait constitué sur la ville 96,000 livres de rente dont répondraient les droits du bois à Paris, mais il fallait davantage et « on créa « onze *Jurés mouleurs et coupeurs de bois* dont les offices furent subsis- « tués à ceux des trente *Maîtres visiteurs et vendeurs de bois* créés en « 1583 lesquels furent supprimés et leur droit de douze deniers sur la bûche « fut réuni aux nouveaux offices. En outre on imposa au profit du roi douze « deniers nouveaux qui furent bientôt aliénés à quarante nouveaux offices « de *Jurés-mouleurs, coupeurs et vendeurs de bois* (2) ».

On voit que le résultat fut pour le contribuable de doubler les douze deniers qu'il payait et qui n'étaient autre chose que l'ancien sol pour livre de 1360 aliéné aux premiers officiers de police pour le combustible.

Cela ne suffisait probablement pas encore, car une déclaration du 16 février 1635 porte « liquidation des droits que S. M. veut être levez sur les « cuirs, poisson de mer, pied-fourché, pied-rond, papiers et bières au lieu « de ceux attribués aux offices de *vendeurs de poisson, controlleurs,* « *marqueurs, visiteurs, prud'hommes, vendeurs, déchargeurs et lottis-* « *seurs de cuirs et peaux, vendeurs de bestail,* et *controlleurs, visiteurs* « *des bières et papiers* par toutes les villes, bourgs... de son obéissance, « etc. » Il est sûr que Paris où étaient représentées toutes les industries désignées dans la déclaration, dut entrer pour une bonne part dans la charge qui incomba au commerce et aux consommateurs, en conséquence de cet acte. Il faut croire du reste qu'elle n'avait pas été sans soulever de difficultés, car on trouve une déclaration d'août 1637 « portant réglement des droits, salaires, émoluments des officiers de police en l'Hôtel de Ville de Paris ».

A cette époque, d'ailleurs, la situation financière du royaume était beaucoup moins brillante que précédemment.

En effet, la guerre nécessitait, en 1636, l'entretien de cinq grandes armées, et il fallut bientôt défendre le territoire français, les ennemis ayant envahi la Picardie, traversé la Somme et l'Oise, puis, sous la conduite de Jean de Veert, menacé Paris où on eut grand peur.

La cour vint se fixer au milieu des Parisiens et, par sa présence, releva leur moral. Bientôt, bourgeois et peuple, avec les villageois suburbains, se présentèrent en masse, les uns, pour subvenir par leur argent aux éventualités de la situation, en offrant au roi les subsides nécessaires à la levée

(1) L. de la Bellande, p. 120 — Cf. Délib. du Bur. de la Ville du 27 janv. 1634.
(2) Forbonnais, t. II, p. 23.

et à l'entretien, pendant un trimestre, de douze mille fantassins et de trois mille hommes de cavalerie, les autres, pour s'enrôler et défendre, s'il y avait lieu, les remparts de leur ville.

Au lieu des prêts et emprunts dont le roi avait désiré « être secouru « par toutes les villes et gros bourgs » la capitale donna « par notable aide « digne de la grandeur et consistance d'icelle son consentement pour un « terme de deux ans qui fut renouvelé, à une imposition supplémentaire « de trois livres sur chacun muid de vin et autres vaisseaux à l'équi- « polent entrant dans la dite ville et fauxbourgs tant par eau que par « terre » (1).

Fort heureusement, au bout de quelque temps, les événements ayant changé de face, on put s'occuper des questions d'ordre administratif parmi lesquelles les impôts tenaient une place importante.

Par exemple, le 12 août 1637 fut fait un règlement général pour la perception du *Droit annuel* sur les hôteliers, taverniers, cabaretiers et marchands de vins en gros du royaume.

Un an après, le 24 juillet 1638, parut un arrêt du Conseil tendant à obliger tous les brasseurs, ceux de Paris en particulier, à acquitter désormais avec régularité la taxe dont, jusque-là, ils s'étaient ingéniés à éviter le payement.

Mais la question importante qu'il s'agissait de résoudre avait trait à l'entretien du pavé de Paris et des chemins d'alentour, lequel avait été, on l'a vu, une des grandes préoccupations de ceux qui, de par le roi ou par charge de la Ville, avaient le devoir d'y veiller. Le subside, regardé comme très ancien en 1184, qui y était affecté, celui qu'y attribua Philippe-Auguste lors du pavage de 1192, puis les nombreux droits de chaussée qu'une très ancienne coutume autorisait et que le Prévôt Étienne Boileau consacra par ordre de saint Louis en leur donnant place dans son *Livre des métiers*, la levée passagère de droits analogues en 1407, tous ces diverses voies et moyens « d'avoir finance », avaient à peine suffi au strict maintien d'un état évidemment bien barbare. Aussi de fréquents changements s'opèrent-ils, non pas dans la juridiction à laquelle était soumise chaque portion de la ville à entretenir—cette portion restait constante selon l'usage (2) —mais dans le mode d'obtenir l'argent nécessaire. Comme cela dure encore de nos jours, tantôt on mettait, à la charge des Parisiens l'entretien du pavé au moyen d'une taxe directe, tantôt pensant faire mieux, le Gouver-

(1) Déclaration du 31 decembre 1636.

(2) « La distinction de dépense pour l'entretien du pavé entre le Domaine du Roy, l'Hôtel « de Ville et les Bourgeois n'apporta aucune division dans la police. Depuis l'année 1400 jus- « qu'en 1609, les ouvrages du pavé furent comme ils avaient été auparavant sous la juri- « diction du Prévôt de Paris : ce magistrat connaissait seul de cette matière... On trouve « même que dans les occasions où le Parlement a voulu prendre connaissance par main « supérieure de quelque partie de cette police, il a toujours admis des officiers du Châtelet, « pour concourir à cette partie essentielle du bien public. » Delamare, t. IV, p. 174.

nement ou l'administration municipale chacun pour la partie de la ville qui lui incombait, déclarait se charger du service, mais alors pour faire les fonds nécessaires il fallait créer ou augmenter un droit d'octroi. C'est ainsi que notamment en 1609 — on l'a déjà vu — une partie des quinze sous mis sur le vin pour le pavé et les fontaines permit à la Ville d'être dispensée de l'imposition des *boues et lanternes* qui avait été créée pour tout ce qui concernait la voirie. En 1637 la Ville fut de nouveau chargée de l'entretien de celle-ci et il y eut encore des taxes directes pour cela. Ces taxes rentrèrent si mal, paraît-il, que les entrepreneurs du pavage et de l'entretien se virent dans l'obligation de suspendre leurs travaux faute de payement.

Pour en finir avec cette situation fâcheuse et avec les alternatives qu'elle avait si fréquemment amenées, le ministre confia au Parlement le soin de déterminer ce qui, dans la division de ce service, devait appartenir au roi ou à la Ville (1).

L'enquête à laquelle on se livra à ce sujet donna lieu à une déclaration des deux Trésoriers de France en la généralité de Paris, faisant ressortir que la voirie, en vertu d'une décision déjà prise par leur compagnie, avait été depuis longtemps entretenue par le roi dans les parties suivantes : la place du Louvre, ses contours et le long de la galerie, la rue St-Honoré, le Palais, la Bastille, l'Arsenal, le haut pavé de la place Maubert, le Cimetière St-Jean, la Monnaie, le haut pavé de toutes les halles, excepté la rue de la Fromagerie, le haut pavé des places publiques, la banlieue et enfin le Pont-Neuf, et que, de son côté, la Prévôté des marchands avait eu à se charger des grandes croisées de Paris, de la porte St-Martin à celle St-Jacques et de la porte St-Honoré à celle St-Antoine, du haut pavé de tous les quais, et de plus, par une exception inexpliquée dont nous avons parlé en son lieu et qui, dans l'espèce, devait être lourde à supporter, l'entretien des routes de la Chapelle-St-Denis et du Bourget, les seules dont la réfection n'appartint pas au roi.

Les ressources pour subvenir à ce service provenaient, en ce qui concernait le roi, de fermes produisant à peine 2,000 livres, et pour la Ville, de pareilles sources de revenu représentant au plus, annuellement, 17 ou 18,000 livres, ce qui, d'une part comme de l'autre, était de beaucoup inférieur à ce qu'il aurait fallu pour l'entretien d'un si grand nombre de chemins, étant donné, en outre, que la plupart des chaussées se trouvaient, au moment de l'enquête, dans un état de complète détérioration.

Peu de jours après cette enquête le Prévôt des marchands et les Echevins vinrent dire au Parlement : « qu'ils demeuraient d'accord que la Ville « était tenue avant l'année 1609 de faire paver les endroits désignés plus « haut, mais que les affaires de la Ville n'étaient pas en pareil état et qu'il

(1) Félibien, t. V, p. 100. — Séance du Parlement du 18 décembre 1637.

« n'y avait aucun fonds, au contraire que la Ville était beaucoup redeva-
« ble (1) ».

Quelles étaient ces fermes que le Roi et la Ville avaient chacun pour l'entretien, d'après l'antique usage, d'une portion des voies parisiennes? La réponse est dans l'arrêt du 1er février 1640 où le Roi parle des droits de barrage qui se levaient aux portes de Paris et de ses faubourgs et sur les chaussées et grands chemins qu'il énumère. Il ne dit pas, il est vrai, qu'ils lui appartiennent, mais il cite en même temps « les droits de chaussée « dont jouissaient les Prévôt des marchands et Echevins de Paris aux « portes de ladite ville et sur les chemins de la Chapelle-St-Denis et du « Bourget ». Dans l'énoncé de cette jouissance par la Ville il y a implicitement la preuve de la possession par le Roi des droits pour lesquels il ne croit pas avoir besoin de dire qu'il en parle en souverain. Donc le Barrage était à lui et les Chaussées à la municipalité. Celles-ci qui remontent au moins au treizième siècle, puisque sous la forme *chaucie* (2), nous avons montré cette imposition dûment constatée dans le *Livre des métiers*, ont été rencontrées depuis, tantôt sous ce nom tantôt sous celui de *chauciage*, notamment en 1285 et 1407. Ces droits étaient avec ceux du Petit-pont, les principaux qui frappaient les denrées et marchandises à l'entrée de Paris, on se le rappelle, et voici de nouveau la définition contenue dans le texte même du recueil de Boileau (3). « Chaucie est une coustume asise et « establie ancienement seur chars, seur charretes, seur somiers chargiés, « as quex li chaucier prendent leur chaucies, à l'un plus, à l'autre mains. « Lesquels chaucies sunt prises et demandées... par la reson de fere apa- « rellier les chaucies, les chemins, les pons et les pasages dedens la ban- « lieue de Paris. » Suivent en trente-six articles toutes les dispositions propres à assurer l'acquittement des droits énoncées dans un langage naïf qui ne craint pas les redites afin de prévoir méticuleusement tous les cas. Il s'agit bien là des chemins de la banlieue à l'exclusion de toute voie dans la ville même. Or la question soulevée devant le Parlement concernait justement celle-ci. Il faut donc croire ou qu'il y avait emploi commun entre le pavage de ces mêmes voies et celui des voies suburbaines (4) et qu'en parlant du fonds affecté aux unes on ait entendu parler aussi des autres, ou bien que, en disant que la Ville avait *des* fermes pour l'entretien de son pavé, les enquêteurs aient fait allusion à la continuation — ignorée de nous — des ressources constatées au temps de Philippe-Auguste. Une pareille objection et une pareille réponse doivent être faites au sujet du Barrage, lequel se levait à l'intérieur de Paris, de même que sur « les chaussées « et grands chemins de Chastres-sous-Montlhéry, Linois, Long-Jumeau,

(1) Félibien, t. V, p. 100. — Séance du Parlement du 22 décembre 1637.

(2) On trouve aussi les formes : Chaucière, chaucyée, chauchlée, chausie, caucie. *Lexique index du Livre des Métiers*, par M. François Bannardot.

(3) *Le Livre des Métiers*, 2e partie.

(4) Lefebvre de la Bellande dit, page 105 : « Le barrage se percevait originairement pour « l'entretien *du pavé de la ville et banlieue de Paris.* »

« Bour-la-Reyne, Saint-Cloud, le Roule, Chaunevanes, Pont de Chatou, « Saint-Marcel et Couppeaux, Charenton, Saint-Maur, Ville-Juifve, Justvisi, « Essone, Corbeil, Villeneuve-Saint-Georges, le Tillay, Verberie, Louvres, « Vaudrelan et Beaumont-sur-Oise (1) ».

On peut se demander pourquoi l'entretien de ces chemins incombant au Roi, les seules routes de la Chapelle-Saint-Denis et du Bourget étaient à la charge de l'Edilité Parisienne ? nous avouons, n'ayant trouvé aucun auteur qui ait eu cette curiosité, devoir nous contenter de poser la question.

Quoi qu'il en ait été, ceux qui ont parlé du Barrage, ont cru le définir suffisamment en parlant des barres qui fermaient vraisemblablement les passages où il fallait payer (2). Il est probable que ces barrages n'étaient pas établis juste à l'endroit où les voies franchissaient les portes de Paris, car celles-ci formaient les meilleures barrières. C'était sans doute à l'entrée de la banlieue ou à des bifurcations qu'étaient les barres et auprès un péager. On a cru aussi avoir tout dit par les mots : « le Barrage est fort ancien » (3). Il l'était en effet puisqu'on n'en voit pas l'origine et que l'arrêt du 1er février 1640 parle des « droits anciens et nouveaux de barrage ». Ces derniers avaient dû être joints aux premiers par l'édit et par l'arrêt de février 1638, et les uns avec les autres avaient fait l'objet d'un tarif. Mais « l'effet « de celui-ci en aurait été retardé par les continuelles difficultez qui se « sont rencontrées dans sa perception faute d'avoir esté assez clairement « expliqué ; ce qui a causé tant de procès entre les marchands et autres « redevables et le fermier des dits droits, qu'il leur eût esté bien plus « expédient de payer le double d'iceux que d'employer le temps et les « frais comme ils ont fait à la sollicitation des dits procès. En sorte que, « pour apporter la facilité nécessaire au paiement desdites impositions, il « aurait été besoin de revoir et examiner le tarif et ouir à plusieurs fois « lesdits marchands par devant le commissaire à ce député, lesquels « grandement vexez... ». Ainsi s'exprimait le roi dans l'arrêt du 1er fé- « vrier 1640 qui « sans s'arrêter aux taxes portées dans ledit tarif » ordonne que « tous les droits de *barrage* qui se levaient aux portes de la ville « et faux bourgs de Paris et sur les chaussées de... ensemble les droits de « *chaussée* dont jouissaient les prévôt et échevins... aux portes de « ladite ville et sur les chemins de... seront et demeureront unis et incor- « porez aux nouveaux droits de barrage que S. M. a voulu être perçus « tant sur toutes les denrées, marchandises et autres choses sujettes aux « dits droits entrans dans les portes de ladite ville et fauxbourgs qu'arri- « vans à port, quais de ladite ville soit en montant, soit en avalant et ce « suivant l'état et le tarif ci-après écrit. Au paiement desquels droits dus

(1) Arrêt du conseil du 1er février 1640.
(2) L. de la Bellande, p 4.
(3) Ibid.

« par les marchands à cause desdites marchandises, les conducteurs et « voituriers seront contraints comme pour les affaires de S. M. ».

Le tarif nouveau énumérait 55 articles, mais démontrait en même temps que, malgré les soins dont on l'avait entouré, certaines lacunes s'y trouvaient encore.

On doit croire néanmoins que le produit en dut être assez élevé pour couvrir toutes les dépenses du pavage puisque, de quelque temps, on n'eût plus à s'occuper de cette question.

Il reste à savoir pourtant — car il y a doute à cet égard — si les ressources dont il s'agit résultèrent en réalité du tarif publié le 1er février 1640, ou si elles ne furent pas dues à d'autres tarifs survenus peu après, lesquels, dans ce cas, permettraient de supposer que, pas plus que son devancier, le tarif de 1640 n'avait été mis en pratique.

Or, il est certain qu'aux époques dont nous nous occupons les essais de cette nature étaient assez fréquents. On édictait une taxe, on annonçait sa mise à exécution, puis, quand, par un motif quelconque, l'espoir fondé sur elle se trouvait déçu, on la suspendait pour en essayer une autre ensuite sans s'en préoccuper davantage.

L'année 1640 nous offre un exemple de cette façon d'agir : la création de 600,000 livres de rentes au denier quatorze (7, 14 0/0) motivée par les besoins de la guerre et dont l'application dans toute l'étendue du royaume souleva, dès sa répartition, tant de clameurs et d'obstacles que l'on dut y renoncer (1) pour lui substituer immédiatement (novembre 1640), sous le nom de *subvention*, un autre procédé fiscal « à l'exemple — dit « l'édit — des empereurs romains et de nos prédécesseurs rois, Jean, « Charles V, Charles VI... »

Celui-ci consistait en l'imposition d'un « vingtième denier » à prélever sur le prix de vente de toutes les marchandises et denrées, à l'exception des blés et grains vendus dans les marchés, ports et places publiques pour être consommés, des menues denrées vendues par « les gens de village « et le menu peuple... et des ouvrages dont le prix consiste plus en l'in« dustrie de la main qu'en l'étoffe et matière d'iceux » (2).

Ceci était, en somme, un simple retour à l'ancienne fiscalité abandonnée partout, et notamment à Paris depuis 1465, sauf la courte durée du droit de *pancarte*. Mais nulle part la nouvelle tentative ne fut heureuse. Les provinces mécontentes s'arrangèrent pour racheter la subvention ou en changer la nature et, par là, elles contribuèrent à jeter les germes des différences qui, de pays à pays, ont existé dans la perception des droits d'aide, germes que développèrent plus tard encore l'abolition partielle de la subvention. En la maintenant sur le vin seul, Colbert la fit devenir, dans

(1) Forbonnais, t. II, p. 53.

(2) Pour assurer la perception, on avait prescrit aux magistrats municipaux « de se transporter en tous les magasins, boutiques, granges, celliers, maisons et manufactures des marchands. » — Délib. du Bureau de la ville du 22 déc. et jours suiv. 1640, contenant ses observations contre l'inventaire prescrit.

certaines provinces, l'objet des conversions en droits d'entrée ou de sortie dont se plaint Forbonnais quand il assure que le gouvernement, dans son unique préoccupation de ses besoins financiers, ne se rendit pas compte du mal qui ressortirait un jour de toutes ces différences (1).

Quoiqu'il ait pu être, pour les villes qui n'usèrent pas de la faculté de changer le vingtième de la subvention en une augmentation de la taxe du vin, le ministre fit rendre, le 8 janvier 1641, une déclaration en vertu de laquelle un tarif général fut édicté « suivant estimation modérée ».

Pour ce qui concerne Paris, quatre jours après, le 12 janvier, parut un arrêt du Conseil établissant à l'entrée de la ville une taxe de 20 sous par muid de vin.

Mais cette taxe ne fut pas la seule ; car après la défaite de La Marfée — appelée aussi par les contemporains bataille de Sedan — où les princes français coalisés contre Richelieu avaient été vainqueurs, on songea à fortifier la frontière de ce côté vulnérable. De nouveaux subsides étaient indispensables pour la réalisation de ce projet. On se les procura en s'adressant à la municipalité de Paris et en lui demandant une aide pour la solde et l'entretien de douze mille hommes, demande qui, après avoir donné lieu à de nombreux pourparlers entre le Gouvernement et le Bureau de la Ville, aboutit à une sorte de transaction en vertu de laquelle, l'aide de la capitale ne devant plus s'appliquer qu'à huit mille hommes, le roi voulut bien consentir à accepter l'offre de 43,000 livres faite par les fermiers des entrées de Paris.

Ceux-ci, en échange de cette avance, furent autorisés, par un arrêt du 13 juillet 1641, à percevoir sur le vin entrant dans la ville, ses faubourgs et sa banlieue, les traversant ou passant debout tant par terre que par eau, un droit nouveau d'une livre qui fut dénommé dans la pratique : *Les vingt sols de Sedan.*

Cette mesure fiscale fut la dernière prise par Richelieu concernant Paris qui, sous son ministère, avait vu naître tant de droits et à des dates si rapprochées.

Du reste, le besoin de nouvelles ressources ne se fit plus sentir, car bientôt la fortune de la guerre tourna dans un sens plus favorable; mais revers et victoires n'avaient pas été sans coûter des sacrifices considérables ; aussi est-ce avec raison que des auteurs autorisés ont pu dire que, pendant cette période, il fut levé plus d'argent sur le peuple que depuis le commencement de la monarchie (2).

Avant de mourir, Louis XIII avait signé (25 février 1643) une déclaration qui avait pour but d'obvier à de nouvelles difficultés soulevées par l'application du tarif soi-disant modéré aux villes non encore assujetties à la subvention. Cette subvention, sauf pour le vin toujours maintenu à 20 sous

(1) Forbonnais, t. II, p. 53.

(2) *Encyclopédie, Finances. Discours prélim.*, p. 40. — Remontrances des six corps marchands de Paris.

par muid, était abrogée et transformée en une taxe de 1,500,000 livres imposée, selon les termes de la déclaration royale, à toutes « les villes et lieux du royaume ».

Les premiers temps de la régence d'Anne d'Autriche signalés par des intrigues de cour, lesquelles avaient amené finalement au pouvoir Mazarin, ne marquèrent pas un arrêt dans les mesures fiscales.

A peine en fonctions, le nouveau premier ministre entreprit de donner quelques soins à la question du vin restée en litige depuis la mort de Louis XIII.

Or, la perception de 20 sous par muid, déjà reconnue très onéreuse partout, et principalement dans les lieux de production, présentait, en outre, de grandes difficultés soulevées par une foule de gens qui, sous tous les prétextes possibles, cherchaient à s'en exempter.

Un arrêt du Conseil du 18 novembre 1643, et des lettres patentes du 19 décembre suivant parurent par lesquels il fut ordonné que l'impôt serait désormais « levé à l'entrée des villes et bourgs des pays où les « aides ont cours, sur toutes sortes de personnes, privilégiées ou non, « sans aucune exception » (1).

Quant à Paris qui, depuis 1641, payait le droit de subvention à l'entrée, on crut pouvoir le surcharger encore d'un impôt de 10 sous — de même, du reste, que certaines autres villes — sous le prétexte plus ou moins plausible qu'il n'avait pas eu à supporter les charges et les dépenses de la guerre dans une proportion égale à celle de localités plus éprouvées. Cette augmentation de 10 sous à l'entrée du vin dans la capitale fut, tout à la fois, qualifiée de *subvention des 20 sols et 10 sols* et de *Droit de Maubouge*, du nom de l'adjudicataire de sa perception. Après avoir été supprimé en 1648 pour cause de troubles, puis rétabli en 1652, ce droit fut réuni à la Ferme générale des aides par déclaration du 17 juin 1659 (2).

Les immenses embarras financiers qui avaient été légués à Mazarin par la précédente administration contrainte de faire face aux exigences de la guerre et de la politique, lui avaient inspiré l'idée malheureuse de confier la surintendance des finances à Emery, l'un de ses compatriotes (3).

Homme peu scrupuleux, Emery recourut à une série de mesures qui ne tardèrent pas à le rendre impopulaire : il créa des charges d'État et des offices de police dont il trafiqua ouvertement ; il fit revivre une ancienne ordonnance de 1548 portant défense aux propriétaires de terrains situés dans les faubourgs de Paris d'élever, sous peine de démolition, confiscation ou amende, toute construction en dehors de certaines limites ; il pour-

(1) L. de la Bellande, p. 219.

(2) « Le droit de Maubouge fut supprimé par l'art. 2 de la Décl. du 22 oct. 1646 à cause « des troubles de Paris sous la minorité de Louis XIV et rétabli par l'édit de déc. 1652 « après la eessation des troubles. Le bail en fut passé à Charles Fleury le 21 mai 1654. » (L. de la Bellande, p. 220.)

(3) « Le cardinal Mazarin était ignorantissime en ces matières. » *Mém. du card. de Retz.* Ed. Petitot, 2e série, t. XLIV, p. 192.

suivit même ceux qui avaient fait bâtir, sous le bénéfice de la désuétude dans laquelle était tombée cette ordonnance ; puis il publia *l'édit du Toisé* qui autorisait les propriétaires menacés à se libérer moyennant argent. Il alla même jusqu'à retrancher aux cours supérieures le tiers de leurs gages, et aux titulaires des autres offices la moitié. Les rentiers de l'État se virent en plusieurs circonstances privés de quelques-uns de leurs quartiers, ce qui du reste n'était pas nouveau.

Pour ce qui concerne spécialement notre sujet, le 17 novembre 1646, une taxe additionnelle de 3 sols, dite : *Augmentation du Barrage*, porta à 8 sous la taxe qui déjà frappait le vin ; et on établit de nouveaux droits sur toutes sortes d'objets pour lesquels fut créée une ferme unique du *tarif* ayant un seul bureau, à chaque porte de Paris (1).

L'année suivante (31 décembre 1647), la taxe de 8 sous fut convertie en un droit de 10 sous ou de 20 sous par muid de vin, suivant que cette boisson était vendue en gros ou en détail, et en même temps qu'était prescrite dans la déclaration royale l'application de cette mesure, une modification portait le prix du sel à 40 sous le minot, puis — disposition plus sérieuse encore — supprimait l'ancien privilège de *Franc salé* consistant en plusieurs avantages dont jouissaient certains seigneurs et magistrats pour leur approvisionnement de sel.

On a trop écrit sur la Fronde pour qu'il y ait intérêt à en reparler ici ; mais comme tous les auteurs qui, d'après les mémoires du temps, ont indiqué pour causes ou pour prétextes des troubles les tentatives d'imposition faites alors, n'avaient pas à les montrer de près, il nous appartient, en leur laissant le récit des événements, de mettre en lumière ces causes et ces prétextes.

Tous ces moyens de se procurer de l'argent, tous ces accroissements d'impôts n'étaient de nature à satisfaire ni les rentiers, ni les bourgeois, ni le peuple ; aussi, de toutes parts, surgissaient des plaintes dont l'intensité allait toujours en augmentant.

Le Parlement, se sentant menacé dans ses droits par la diminution des gages attribués aux offices, ce qui avait pour conséquence de réduire la valeur vénale de ceux-ci, et craignant que la vente désormais possible des charges de magistrature, n'en détruisît l'hérédité dans les familles, le Parlement, disons-nous, ne cherchait qu'une occasion qui lui permît de satisfaire ses rancunes personnelles, tout en croyant n'avoir d'autre mobile que la défense des intérêts publics.

Cette occasion lui fut fournie, d'abord par l'excessive rigueur appliquée partout au recouvrement des impôts, — on l'avait poussée jusqu'à faire

(1) « Cet impôt que plusieurs villes de France ont préféré comme le plus équitable et « plus doux que les autres, ne convenait nulle part, aussi bien que dans une capitale où se « fait là consommation des revenus de l'Etat et où se rendent une infinité de gens inutiles « qu'il serait à propos d'en dégouter par la cherté du séjour.... » Forbonnais, t. II, p. 87.

emprisonner 23,000 délinquants, dont 5,000 moururent, dit-on, — puis — ceci fut décisif — par le remaniement *in extenso* de quelques taxes portant sur les marchandises pénétrant dans Paris. Or, ce remaniement atteignait certaines denrées provenant du cru des bourgeois, ce qui n'était pas, au dire d'Omer Talon, du goût « d'aucuns de Messieurs du Parlement qui le « ressentirent en leur particulier, ayant été obligés de payer pour les fruits « du cru de leurs maisons ».

Quelle qu'en fut la cause, cette dernière mesure aidant, des ferments de colère furent habilement répandus, ils grossirent peu à peu, et bientôt les clameurs de la foule, éclatant de toutes parts, furent soutenues par les magistrats avec une ardeur qu'ils n'avaient pas montrée dans des circonstances où, pourtant, elle eut été plus justement motivée.

La reine inclinait à la résistance ; mais la timidité du premier ministre l'emporta et on entra dans la voie des négociations.

Après de nombreuses conférences, on finit par s'entendre sur des modifications à introduire dans le *tarif* de 1646 par la radiation de cinq articles, savoir : le bois à brûler, le charbon, les grains, le vin et — chose importante pour « Messieurs du Parlement », — tout ce qui provenait du cru des bourgeois.

C'était prendre, il faut en convenir, une résolution à la fois ruineuse, injuste et pusillanime (1).

La ferme du tarif supprimée, il restait, sur le vin, une taxe complexe de 58 sols, 6 deniers au sujet de laquelle l'État et le Parlement continuaient à se trouver en désaccord.

Le recouvrement de cette taxe avait été donné à une ferme spéciale réunissant les *vingt sols de Sedan*, la *subvention de vingt et dix sols*, les 3 sous *d'augmentation du Barrage* et les sols pour livre du total.

La légitimité des droits ainsi réunis devint, de la part du Parlement,

(1) « Les trois premiers articles sont d'un usage si nécessaire qu'il est constant que le « droit doit y être imposé avec une extrême modération : mais d'un autre côté, comme il « est juste que tout le monde contribue, il ne convient pas assurément d'affranchir totale- « ment les denrées d'un usage indispensable à tous. A l'égard du vin, la bonne police seule « eût suffi pour en accréditer le droit, puisqu'il n'est pas nécessaire, et que, moins il est « cher, moins le peuple travaille. L'exemption, de ce qui vient du crû des bourgeois ne « pouvait être dictée que par un motif personnel très blâmable, car c'était exempter les « riches, faire perdre dès lors à cet impôt son plus grand avantage...

« ... On ne doit pas croire que la mauvaise volonté eût part à ces oppositions, mais « l'esprit de formes, s'il n'est pas rectifié par de grandes connaissances, rétrécit les vues « d'administration. Dans les dispositions où se trouvaient la régente et son ministre, quel « bien n'eussent pas produit des remontrances respectueuses sur la mauvaise nature des « impôts ; des projets réfléchis pour fournir plus abondamment aux besoins de l'État et « d'une manière plus douce pour les sujets ; pour introduire un ordre plus simple dans « la perception et la garantir des mains inutiles. » Forbonnais, t. II, p. 88 et 89.

Il n'est pas sans intérêt de constater en passant qu'on peut encore méditer avec fruit ce qui se disait il y a déjà plus de cent ans sur ce qui se passait il y a deux grands siècles.

l'objet de contestations plus ou moins justifiées. La perception en fut suspendue par un arrêt du 14 octobre 1648, de telle sorte qu'elle ne put être véritablement reprise qu'en 1652.

On voit par là jusqu'à quel point le *veto* de la haute magistrature parisienne était nuisible aux ressources du Trésor. Mais, pour être juste, nous devons ajouter que, selon toute probabilité, la mise en recouvrement de cette taxe eut présenté les plus grandes difficultés, alors même que le Parlement ne se fut pas montré rigoureux, étant donné l'état révolutionnaire dans lequel on se trouvait et les troubles permanents qui, chaque jour, mettaient obstacle au fonctionnement du service.

C'était une plainte perpétuelle de tous les fermiers dont la perception se trouvait ainsi en péril; aussi, les registres du Bureau de la Ville sont-ils remplis des requêtes que les adjudicataires adressaient à ce sujet.

Celle du 26 septembre 1648, entre autres, expose l'impossibilité où l'on se trouve de « tenir les commis en sûreté dans leurs bureaux, à cause des « violences qui y sont journellement commises avec des assemblées de « trois à quatre cents personnes qui font passer tout ce que bon leur « semble sans rien payer.... Que la porte du pont du Calvaire a été « rompue et brisée la nuit, et que le bureau de la barrière Poissonnière « a aussi été brisé et forcé ».... Que, par là, « les bouchers ont passé « des bestiaux à discrétion ».

Le 7 janvier 1649, les fermiers généraux des aides viennent affirmer à la Prévôté des Marchands « qu'ils ne peuvent recevoir aucune chose de ce « qui leur est deub dans Paris », et enfin, le 10 février suivant, le fermier des aides de Paris déclare, de son côté, « qu'il ayme mieux abandonner « sa ferme que de se mettre au hasard de se faire assommer » (1).

Il est vrai que l'émeute s'était rendue maîtresse de la ville, qu'Anne d'Autriche, accompagnée de ses enfants, venait de l'abandonner en réclamant auprès d'elle des troupes pour la défendre, et que, de son côté, le Parlement, faisant appel aux principaux chefs de la Fronde, cherchait à les attirer auprès de lui.

C'était la révolte ouverte, révolte ruineuse pour les grands comme pour les petits. Malgré les sacrifices d'argent qu'ils s'imposèrent pour soutenir la lutte, les Parisiens durent bientôt reconnaître qu'ils seraient obligés de faire leur soumission. Condé avait pris le commandement des troupes royales et ses victoires quotidiennes démoralisaient les révoltés. La population, soi-disant affranchie de tout impôt, finit par s'apercevoir que, sous une autre forme, elle payait beaucoup plus qu'elle ne l'avait fait auparavant. Aussi, à l'issue de négociations entamées avec Mazarin et suivies d'une convention ayant pour résultat de réduire quelques-unes des anciennes taxes, la Cour, sur la prière des habitants venus à résipiscence, consentit à rentrer, en avril 1649, à Paris, qu'elle avait quitté depuis trois mois.

(1) Leroux de Lincy et Douet d'Arcq, *Registres de l'Hôtel de Ville de Paris pendant la Fronde*, publ. pour la Soc. de l'Hist. de Paris, 1846, t. I, p. 219.



Nous n'avons pas, répéterons-nous, à conter les péripéties qui survinrent ensuite : l'arrestation de Condé, en 1650, l'union de la jeune et de la vieille Fronde, l'exil de Mazarin et sa rentrée aux affaires en décembre 1651.

L'intéressant pour notre sujet est que ce fut seulement dans les premiers mois de 1652 qu'eut lieu, à Paris, une tentative sérieuse de rétablissement des impôts, tentative qui fut provoquée par le Bureau de la Ville, lequel, à bout de ressources, demanda lui-même à être aidé dans la reprise de la perception (1).

Pour compléter cette reprise, il eut évidemment fallu que les droits, qui avaient été simplement *suspendus* et non abrogés par les *décisions* du Parlement fissent retour aux caisses de l'État et de la Ville, ce qui eût été réglementaire en même temps que lucratif. Mais, pour en arriver là, on aurait dû, — c'était indispensable, — pouvoir faire constater la matière imposable lors de son introduction dans la capitale sans payement de taxe, au moment où, sous le coup des terreurs du pillage et de la dévastation, les gens de la campagne arrivaient en foule pour sauvegarder leurs personnes et leurs biens derrière les remparts de Paris.

Or, il est certain que cette opération n'avait pu s'accomplir.

Durant la période, en effet, où les habitants des environs avaient dû se réfugier dans la ville, il s'était produit aux portes un tel encombrement de denrées, de bestiaux, de meubles et d'approvisionnements de toutes sortes qu'à l'entrée, de même qu'à la sortie, — lorsque, plus rassurés, les paysans voulurent regagner leurs gîtes, — on s'était trouvé au milieu d'un service en complet désarroi et, par conséquent, hors d'état, « dans la « confusion des personnes qui passaient » d'établir un contrôle quelconque sur l'immense quantité d'objets assujettis qui avaient pénétré dans Paris ou en étaient ressortis.

Pour qu'il en eut été autrement, il aurait fallu une organisation à peu près semblable à celle qui, en 1870-1871, a fonctionné avant et après le siège de Paris. Et pourtant, même avec le personnel et les moyens d'action que possédait l'administration de l'octroi, de quelles difficultés, de quels obstacles la constatation des entrées et des sorties n'a-t-elle pas été entourée à cette époque désastreuse !

En 1652, on essaya d'un simple retour à l'ancienne fiscalité; mais vu les courts intervalles de calme dont il fut permis de jouir, en cette même année, on se demande si le recouvrement des taxes a pu être sérieusement repris. On sait, effectivement, que les troubles qui précédèrent et suivirent le combat du faubourg St-Antoine déterminèrent le gouvernement à laisser provisoirement les Parisiens isolés financièrement et à transférer dans les villes de Pontoise, Melun, Corbeil, Lagny et autres (2) les bureaux où

(1) Déclaration du Bureau de la Ville du 9 mai 1652 et mandement de la Prévôté du 3 août suivant. — Forbonnais, t. II, p. 103.

(2) Cf. Arrêt du Conseil du 14 août 1652 portant défense de lever des droits d'entrée en la ville de Paris.

s'acquittaient les droits qu'ils étaient tenus de payer, ce qui n'empêcha pas, naturellement, les rebelles de Paris de contraindre « par de rigou-« reuses poursuites les habitants à payer une seconde fois les droits d'en-« trée aux portes d'icelle ville » (1).

Il va sans dire que dès le retour du jeune roi dans la capitale on se hâta d'y rétablir la perception des impôts, et notamment celle des 58 sols, 6 deniers par muid de vin dont nous avons parlé, mais en y portant, toutefois, une modification consistant en ce que, sur l'ensemble de ces droits, 10 sous seraient distraits pour être spécialement affectés, « par l'ordre « du Prévôt des Marchands, aux réparations des quais, ponts, chaussées « et passages des rivières pour la commodité du public et la conservation « de ces ouvrages » (2).

Il semblerait que cette dernière disposition dut être définitive; il n'en fut rien : avec la versatilité qui, à cette époque, s'attachait aux diverses applications de l'impôt, les 58 sols 6 deniers, l'une des causes, en somme, de la rébellion, subirent encore, et à très court intervalle de temps, une ultime destination. Un arrêt du Conseil, du 30 décembre 1653, les déclara acquis en totalité au roi, sous l'obligation par lui « d'accorder à Paris une « somme de 100,000 livres par an à prendre sur la ferme des aides et « entrées ».

Ainsi se termina, au point de vue fiscal, le différend soulevé avec tant de discours véhéments et de troubles (3).

On se souvient qu'en 1640 il avait été créé un droit additionnel de 3 sous applicable au vin et portant le nom d'*augmentation du Barrage*, lequel droit ne fut pas même perçu. Englobé dans la taxe des 58 sols 6 deniers finalement attribuée au Trésor royal, il fut, par ce fait, perdu pour la Ville qui, au fond, ne trouvait pas dans l'allocation annuelle de 100,000 livres qui lui était donnée par le Gouvernement un dédommagement en rapport avec la perte de ses produits directs.

Afin de s'en récupérer au mieux de ses intérêts, la municipalité, obtint qu'un arrêt du conseil du 5 février 1654, fit revivre ce droit réglementé d'une autre manière; mais, reconnaissant l'insuffisance des ressources qu'il lui procurait, elle se fit allouer, par l'édit du mois de mars suivant, une augmentation de 5 sous dénommée *nouveau barrage*, par réminiscence de la mesure prise en 1640, augmentation qui porta à 13 sous la taxe du vin perçue au profit de la Ville et affectée ou soi-disant affectée à l'entretien du pavé et des chemins parisiens (4).

Cette taxe se trouva dès lors composée: 1° des *cinq sols de l'ancien*

(1) Cf. Arrêt du Conseil du 14 août 1652.

(2) Déclaration du 12 novembre 1652.

(3) « Ces discordes ont causé beaucoup de misères et nous ont mis en état de ne pouvoir « jamais dans notre vieillesse ressembler à nos pères dont la coutume a toujours été de « louer le temps de leur jeunesse et de le préférer au présent. » Mém. de madame de Motteville.

(4) L. de la Bellande, p. 105.

*barrage;* 2° des trois sous d'*augmentation* applicables à cet impôt; et 3° enfin, des cinq sous du *nouveau barrage*.

En cette même année 1654 on introduisit également certaines modifications dans les droits concernant les bestiaux.

Lorsque fut supprimée, en 1643, *la subvention* portant, comme on le sait, sur la généralité des marchandises et des denrées, on la remplaça par une imposition mettant à la charge du vin tous les droits que ladite subvention représentait. *Le pied fourché*, toutefois, fit exception à cette mesure, et non seulement il resta passible de l'ancienne taxe montant déjà à 40 sous par bœuf, 20 sous par vache, 5 sous par veau ou mouton et 12 deniers par porc, mais il fut ajouté un droit de 6 deniers pour livre, lequel, prélevé sur la vente de tous les bestiaux, servit spécialement de rémunération à quarante offices de *vendeurs de bestial à pied fourché* créés par édit du mois de mars 1644 « pour estre establis ès marchés et foires qui se tiennent à « vingt lieues à la ronde de la ville de Paris » (1).

Supprimés le 22 octobre 1648, puis rétablis par déclaration de décembre 1652, ces offices, à la date du 26 janvier 1654, devinrent le motif d'un accroissement considérable des droits du bétail lesquels, par arrêt du Conseil du 29 avril suivant, furent portés à 3 livres 4 sous par bœuf, à 32 sous par vache, à 7 sous 6 deniers par mouton ou veau et à 12 sous 8 deniers par porc.

Mais cette quotité était beaucoup trop élevée pour pouvoir se maintenir; aussi, après avoir été abrogée par arrêt du Conseil du 11 septembre de la même année, fit-elle place, le 1er avril 1655, à celle des anciens droits de 1644 qui, pour les veaux et les porcs, furent fixés à 10 sous.

L'arrêt (1er avril 1655) stipulait que les 6 deniers pour livre attribués aux *vendeurs jurés* ne seraient plus levés sur les bestiaux entrant à Paris, et que, moyennant le droit de *subvention*, la taxe d'entrée acquittée aux portes de Paris serait définitivement abandonnée. Ces deux mesures furent confirmées, quelques mois plus tard, par un dernier édit de septembre 1655 (2).

Pourtant, tout n'était pas fini en 1664 pour cette catégorie, puisqu'on trouve un arrêt du 4 septembre de cette année, par lequel la cour des aides de Paris « ordonne que le fermier des droits sur le pied-fourché fera preuve « que, depuis plusieurs années en ça, les bouchers n'ont point payé aux « bureaux établis aux portes les droits qu'ils doivent pour les bestiaux « qu'ils y ont fait conduire; que les commis ont seulement écrit sur les « registres les bestiaux qui y sont entrés, et que, depuis, ledit fermier a « compté avec les bouchers, qui ont payé les droits..... ».

On peut juger, par l'exposé qui précède, des vicissitudes par lesquelles passaient les impôts aux époques troublées dont nous nous occupons : des

(1) Jaquin, p. 152.
(2) Ibid.

événements imprévus se produisaient à chaque instant, et à chaque instant aussi, le gouvernement royal, suivant les nécessités financières ou politiques, se voyait forcé de se livrer, soit à la difficile recherche des subsides, soit à l'ingrate mission de satisfaire la multitude.

Il nous semble opportun de dire maintenant quelques mots de la nature et de l'histoire des impositions additionnelles dont l'usage déjà essayé allait devenir fréquent et qui, pareillement aux décimes de l'administration moderne, augmentaient sensiblement, sans en avoir l'air, les produits de l'impôt.

C'étaient les *sols pour livre* dont le nom a été employé ici bien souvent, mais avec une signification toute différente. Dans cette première acception les mots sols pour livre désignaient les droits *ad valorem* attribués aux officiers de police sur les quais, halles et marchés ou perçus à la vente par le Trésor comme ceux de 1360.

Les sols pour livre dont nous avons à parler étaient aussi des droits proportionnels, non pas au prix marchand, mais à une taxe principale à laquelle, subsidiairement, ils venaient se joindre, de façon à l'accroître sans qu'il y en eût apparence, la quotité inscrite au tarif restant toujours la même.

Malgré ces avantages toutefois, un essai fait en 1621 ne fut pas de longue durée : on l'abandonna presque aussitôt pour ne le reprendre d'une manière sérieuse qu'en 1633, au moment où des Trésoriers généraux des fermes, créés récemment, faisaient place à des Conseillers conservateurs particuliers, anciens, alternatifs et triennaux des fermes (1) auxquels, à titre d'émoluments, on accorda 6 deniers pour livre à prélever sur les produits affermés.

A partir de ce moment, les profits du système devinrent trop palpables pour que, désormais, on n'y recourût pas d'une façon suivie; aussi, en 1639, en fit-on l'emploi lors de la création d'offices de Conseillers-lieutenants des Contrôleurs, offices auxquels furent attribués six nouveaux deniers qui, par suite, grevèrent d'un sol pour livre la taxe principale.

Mais bientôt ces offices disparurent à leur tour et il en fut établi d'autres, de même nature, dont la rémunération atteignit 24 deniers ou 2 sols à prendre, ajoute l'arrêt du conseil du 25 février 1643, sur les droits desdites fermes, en sorte que le redevable se vit contraint de payer un dixième en plus de la taxe. Ce dixième, en vertu d'un édit de septembre 1645, se trouva transformé en cinquième comme conséquence d'une nouvelle surtaxe de 2 sols qui fut ajoutée à la précédente « eu « égard aux grandes dépenses causées par la guerre, et pour tenir lieu « de remplacement à partie des grandes décharges qui avaient, auparavant, « été accordées » (2).

(1) Cf. Jaquin, p. 9, et Lefebvre de la Bellande, p. 313.

(2) Jaquin, p. 9.

Ce ne fut pas tout : Par édit du mois de mars 1654 l'imposition de 4 sols pour livre s'accrut de 12 nouveaux deniers, ce qui porta définitivement la surtaxe à 5 sols, c'est-à-dire au quart en sus du principal de l'impôt.

Originairement, et durant les premières époques de la monarchie, *la Livre parisis* — ainsi nommée parce qu'elle avait pris naissance à Paris — formait le fond du système monétaire, et c'est sur cette base que s'opéraient toutes les transactions, que se calculaient tous les impôts.

Mais, plus tard, la livre tournois, provenant de Tours, fut usitée et quand elle eut prévalu dans la manière de compter, elle servit d'élément au calcul des droits. Or la valeur de la livre parisis était d'un quart supérieure à celle de la livre tournois ; ce fut donc pour désigner cette différence que le quart en sus du principal reçut le nom de *Parisis*. De la sorte ce mot ne représentait pas l'ancienne livre parisis, mais simplement l'écart de valeur existant entre celle-ci et la livre tournois.

Cette proportion de la surtaxe ne devait pas durer longtemps, car le système fut continué, son apparence de ne rien changer à la quotité de l'impôt ayant paru de nature à moins frapper l'attention du contribuable.

En 1657, mû par ce motif, en effet, le gouvernement essaya de rétablir les charges des officiers contrôleurs et conservateurs des fermes, de même que celles de leurs lieutenants et il décida de les rémunérer au moyen de 12 deniers pour livre à prendre, non seulement sur tous les droits des fermes, mais encore sur le *Parisis*.

Faute d'acquéreurs, le roi dut renoncer au profit de ces charges, ne se faisant pas scrupule de lever pour son propre compte les 12 deniers proportionnels que l'on appelait déjà le *sol pour livre des conservateurs*.

L'année suivante (1658) un essai semblable aboutit à une augmentation de 6 deniers pour livre — les *six deniers des trésoriers* (1) qui se prirent sur le *Parisis* et sur le *sol des conservateurs*.

Le total des trois surtaxes reçut le nom de *Parisis, sol et six deniers* (2).

Il montait à un peu plus du tiers du principal. Si l'on se demande comment les commis des aides se tiraient des opérations multiples exigées par le calcul d'un droit additionnel aussi compliqué, on a la réponse dans l'exemple donné ci-après :

(1) Il avait été créé, par l'édit d'avril 1658, des Trésoriers généraux des fermes, des contrôleurs et des commis principaux dont les charges ne furent pas plus achetées que les précédentes.

(2) Ce droit additionnel n'a jamais été appliqué qu'en partie aux bœufs, vaches, veaux et moutons. Ces bestiaux n'étaient passibles que des 2 sols pour livre dont la perception sur eux avait été ordonnée par la déclaration du 16 décembre 1643. Les 3 autres sols complétant le parisis, ni le sol pour livre des conservateurs, ni les 6 deniers pour livre des trésoriers n'ont pas été établis sur cette catégorie d'animaux. Seuls les porcs y ont été assujettis : « Leur viande moins salubre et moins essentielle que les autres n'a sans doute pas paru mériter autant de faveur. » Lefebvre de la Bellande, p. 63.

| | Livres. | Sous. | Deniers. |
|---|---|---|---|
| « En supposant, que le droit principal soit de . . . . . | 4 | » | » |
| « on aura pour le Parisis ou 5 sols pour livre . . . . . . . | 1 | » | » |
| | 5 | » | » |
| « Pour le sol pour livre, lequel se tire sur les 5 livres qui « sont le produit du droit principal et du Parisis . . . . . | » | 5 | » |
| | 5 | 5 | » |
| « Pour les 6 deniers pour livre qui se prennent sur le pro- « duit du droit principal, du Parisis et du sol pour livre, « c'est-à-dire sur les 5 livres, 5 sols, ci.. . . . . . . . . . . | » | 2 | 7 1/2 |
| | 5 | 7 | 7 1/2 |
| « Ainsi le Parisis, sol et 6 deniers a produit la différence « du droit principal qui était de . . . . . . . . . . . . . . | 4 | » | » |
| « ci . . . . . . . . . | 1 | 7 | 7 1/2 |

« Ce qui revient à un peu plus que le tiers du principal qui est de : 1 livre, 6 sols, « 8 deniers. » (1)

La nécessité de suivre une pareille marche pour calculer les droits en sus des principaux, devait rendre peu expéditive la perception aux barrières. Pourtant il allait en être ainsi pendant plus de vingt ans encore, c'est-à-dire jusqu'à la mesure simplificatrice de 1680.

(1) Lefebvre de la Bellande, p. 315.

# CHAPITRE V

## 1658-1715

**Les vingt sols de l'Hôpital général.— Le droit du Domaine royal. — Ordonnance des fermes. — Les trente sols de l'Hôpital général. — Droits sur les bestiaux. — Réunion du Domaine et du Barrage. — Deux sols pour livre. — Création d'officiers de police. — Doublement des droits. — Le petit octroi. — Le vingtième de l'Hôpital général. — Deux nouveaux sols pour livre.**

Un peu avant les dernières surtaxes, avaient été créés *les vingt sols de l'Hôpital général* (11 février 1658) pour donner suite au projet d'internement des mendiants de Paris, arrêté en principe depuis 1656 et qu'avaient motivé de la part de ces vagabonds « les abus et désordres qu'ils « causaient par leur libertinage avec tant de scandale à l'église et à la « religion » (1).

Cette imposition établie sous « forme d'aumône universelle » était d'une livre à lever sur le vin. La Cour des aides avait essayé d'en obtenir la réduction de moitié (2); mais, quoique s'appuyant sur plusieurs délibérations favorables du Bureau de la Ville, elle s'était trouvée dans la nécessité de céder (3).

Ses résistances, toutefois, ne laissèrent pas que de produire un certain effet, puisque les 6 derniers deniers additionnels qui avaient été créés en cette même année furent seuls rendus applicables au nouveau droit de l'Hôpital général, lequel, finalement, ne se trouva ainsi frappé que de la moindre partie du *Parisis, sol et six deniers*.

Ce droit des *vingt sols de l'Hôpital général* est à rapprocher de celui des *cinq sols des Pauvres* de 1613 : l'un et l'autre, l'ancien comme le nouveau, avaient eu pour objectif — en dehors de la question de charité — de remédier « par quelque secours notable » aux désordres qui, constamment, étaient résultés de la foule de mendiants et loqueteux battant incessamment l'estrade dans Paris et devenant une menace perpétuelle pour la sécurité des citadins.

A côté de ces impositions, il en existait une autre, plus importante encore, qui remontait à 1651 et dont nous n'avons pourtant pas parlé, sa mise

(1) Edit d'avril 1656.
(2) Arrêt de la Cour des Aides du 30 mars 1658.
(3) Arrêt du Conseil et lettres de jussion du 5 avril 1658.

en pratique ayant été retardée, par les événements, jusqu'en 1660. C'était le *Droit du domaine royal.*

En 1651, en effet, par un motif semblable à celui qui, en 1640, avait porté le gouvernement à réunir en une taxe unique de *Barrage* les droits de même espèce perçus en vue de l'entretien des rues de Paris, il fut décidé qu'une quarantaine de menues taxes dont les origines avaient pour point de départ des époques fort lointaines et qui étaient prélevées dans Paris, par le roi, à titre de droits domaniaux, seraient également groupées pour ne former qu'une seule imposition par objet.

Elles provenaient d'une foule de vieilles coutumes, de vieux tonlieux et hallages, derniers vestiges des anciens temps et pesaient sur la presque totalité des marchandises ou denrées qui, par eau ou par terre, arrivaient à Paris ou y étaient vendues. Mais la déclaration du 8 février 1651 disait : « Le malheur des guerres en a rendu la perception difficile, aucuns [de « ces droits] ne sont plus en valeur par la négligence de nos receveurs « et les autres semblent onéreux à nos sujets à cause de leur multiplicité « et des divers endroits où ils se lèvent sur les mêmes denrées; ce qui a « donné lieu à plusieurs plaintes contre les exactions des commis que « telle manière de percevoir facilite... et nous ayant été proposé de les « unir tous en un, pour être levé de la même façon que le Barrage... sous « le titre des droits domaniaux mis aux entrées de notre ville et faux- « bourgs de Paris, de laquelle union nos sujets recevraient un grand sou- « lagement en ce qu'ils ne seraient plus travaillez en tant de lieux, et par « tant de nature de droits, lesquels les commis en la levée d'iceux font « monter présentement plus haut que ceux que nos dits sujets seraient « tenus payer une fois seulement par le moyen de ladite union. Et d'autant « qu'il n'y a aucune denrée ou marchandise qui ne soit sujette aux droits « de notre dit domaine et que notre dessein a toujours été d'exempter par- « ticulièrement les bleds, farines, le pain, les herbages, les fruits crus, les « poulailles, de tous droits afin d'en rendre notre dite ville de Paris plus « abondante et le prix plus modéré; nous avons jugé à propos de dé- « charger lesdites denrées, ensemble les oranges, citrons, pailles, sablons, « blanchissages de linge, pierres de taille, moëllons, plastre, chaux et « pavez, non seulement desdits droits qui seront unis, mais aussi des an- « ciens qu'ils avaient coutume de payer et de laisser la sortie libre à « toutes sortes de marchandises qui étaient sujettes aux *Treillis* et qui « composaient notre revenu en notre dit domaine, pour le payement des « charges et de rejeter lesdits droits sur quelqu'autre denrée et les rendre « très modiques et moins à charge à nos dits sujets, quoiqu'avec justice « lesdits droits pussent être augmentés sur le pied de la valeur des den- « rées et des marchandises qui excède de beaucoup le pied de l'institution « desdits droits. »

Il convient de noter que la générosité du roi était plus apparente que réelle, quand il disait que les droits de sortie sur ces marchandises — ils n'avaient aucune importance — seraient désormais abandonnés par lui.

En réalité, le but de l'ordonnance du 8 février 1651 avait bien été, comme elle le portait, de simplifier une perception que la multiplicité des articles assujettis rendait plus difficile, et de couper court aux exactions nombreuses que cette même multiplicité facilitait de la part des commis des aides.

Un autre avantage ressortait de ce groupement : C'était de résumer en un tarif spécial, sous la dénomination de : *Droits domaniaux mis aux entrées de la ville et fauxbourgs de Paris, tant par eau que par terre,* toutes les taxes de cette nature dont la perception revenait au roi et qui, outre les droits de *Hauban*, de la gruerie au charbon, du *portage, hallage* et *tonlieu* des laines, des poteries, des fruits et de l'aigrun, de la pelleterie, de la friperie, des toiles, canevas, fils, chanvre, draps, huiles, suifs et graisses, comprenaient encore des *coutumes* importantes comme celles du poisson d'eau douce, du comptage des œufs, des beurres et des fromages, du treillis, des blés et avoines, du pied fourché et du pied rond et de la quincaillerie. Dans une autre catégorie rentraient les coutumes du péage des ponts de Paris, de Charenton et de Maumolin auxquelles venaient se joindre celles du *rouage du petit pont,* les coutumes des auvents, ostevents et saillies, du bailliage de la halle, de la Grève et autres lieux ; puis encore celles de la *Boëte aux Lombards,* des prud'hommes, de la journée aux tonneliers, le tonlieu des cerceaux, les coutumes du chantelage, des cordonniers ou sueurs, de la *poirée le roy*, et enfin, toutes les coutumes qui avaient cours durant les foires de Saint-Germain et de Saint-Lazare.

Si, parmi ces différents droits — dont quelques-uns portent des noms assez bizarres — il en était bon nombre qui, relevés dans le Livre des Métiers, avaient été suffisamment expliqués par Étienne Boileau (1), il en était d'autres dont il n'avait pas parlé ou au sujet desquels ses explications étaient incomplètes.

Qu'était-ce, au juste, par exemple, que la *gruerie au charbon* qui semble provenir de l'ancienne juridiction des maîtres des eaux et forêts et qui devait représenter à Paris une taxe de police sur la vente ou peut-être simplement sur l'enlèvement des charbons ?

Le *portage,* le *hallage* et le *tonlieu des laines* sont le sujet de nombreux articles du Livre des métiers, car non seulement on y trouve la réglementation de la vente des toisons, des laines lavées ou non et filées ou non avec la tarification de ce qui était dû pour leur entrée, vente ou sortie, mais aussi toutes les prescriptions de même nature pour les tissus de laine et tous lainages enfin.

Le hallage et le tonlieu des fruits ne s'appliquaient qu'à ceux à l'état frais ; les fruits cuits, secs ou confits, acquittant les droits des articles d'épicerie auxquels ils ont toujours été assimilés; *l'aigrun* (acrumen) qui comprenait l'ail, la ciboule et, en général, les plantes bulbeuses d'une

(1) Voir ci-dessus, p. 14 et 15.

saveur âcre, était assujetti à un droit distinct de celui appelé *poirée le roy* qui concernait l'oignon, les poireaux, les navets et les légumes verts, désignés généralement sous le nom de poirée. Au XIIIe siècle, ces deux catégories étaient tranchées, mais elles n'avaient pas tardé à devenir fort confuses.

Quant aux draps, formant avec la pelleterie, la friperie, la lingerie, les toiles, canevas, fils et chanvres, une des classifications de Boileau, ils furent l'objet de nombreuses prescriptions qui, tantôt les taxaient à l'entrée ou à la vente ; tantôt, suivant qu'ils étaient vendus en gros ou en détail, les dégrevaient de tout ou partie de l'impôt ou ne leur faisaient payer qu'un simple droit de place dans les halles aux draps. On a vu plus haut qu'en 1465 avait été supprimé le sol pour livre à la vente en détail, qu'en 1629 celui d'entrée avait disparu et qu'enfin en 1644 le droit à la vente en gros avait cessé.

Il ne restait donc en 1651 que le droit de place à la halle. Dans celle dite : *des drapiers* ou *des draps à détail*, ces places étaient mesurées à l'aune. Trois fois par an les drapiers tiraient au sort (jetaient aux lots) le droit de choisir leurs emplacements, et cette opération, nommée indifféremment le *giet des drapiers* ou *le giet des aunes*, servait de point de départ aux périodes fixées pour le recouvrement de la taxe (1).

Le *comptage des œufs*, qui remonte à une haute antiquité, paraît avoir été, de tout temps, pratiqué à Paris ; de nos jours encore, il s'exerce dans les Halles centrales. Il en est de même des fromages. Le beurre dont l'usage est très ancien n'est pourtant pas signalé dans le Livre des Métiers. Serait-ce qu'il était alors considéré comme laitage ou que, vendu par des paysans non pourvus du caractère de marchands, il ait été assimilé à une simple provision de ménage? Toujours est-il qu'il fut seulement soumis au contrôle des compteurs postérieurement à l'époque de Boileau.

La coutume du *treillis* est imparfaitement connue ou, pour mieux dire, n'est pas connue du tout : suivant certains auteurs, elle aurait concerné la grosse toile appelée treillis — ce n'est pas notre sentiment ; — suivant d'autres, elle aurait tiré son nom des barrières à claire-voie qui interceptaient les routes et où se pratiquait un péage sur les marchandises sortant. Le fait est qu'il est parlé dans la déclaration de 1651 citée tout à l'heure des « marchandises qui étaient sujettes aux *treillis* ».

La coutume du *pied fourché* concernait, — le mot l'indique, — les bestiaux à pieds fendus ; celle du *pied rond*, les animaux à sabots. Elles étaient distinctes des droits constatés déjà pour les premiers destinés à la boucherie (Entrée de 1499, etc.), et s'appliquaient — tant pour ces animaux que pour les autres, bêtes de somme ou de trait, qui passaient par le petit-pont dont les perceptions étaient domaniales — aux *tonlieux* et

(1) Léon Biollay, *Les anciennes Halles de Paris*, t. III des Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris, p. 310.



*hallages*, taxes de vente, ou au *conduit* lorsque ces animaux traversaient la capitale ou en sortaient après un court séjour.

Nous nous sommes demandé si, parmi les ponts de Paris assujettis, comme ceux de Charenton et de Maumolin, aux péages spéciaux dont nous venons de parler, devait figurer, au même titre, le petit-pont sur lequel s'opérait alors un grand mouvement commercial ? Nous avons pensé qu'il n'avait pas pu en être ainsi, attendu que la déclaration royale dont il s'agit mentionne particulièrement le *Rouage du Petit-Pont* même droit probablement que celui du Livre des Métiers, lequel portait sur 97 articles d'espèces différentes.

Les coutumes des *auvents*, *ostevents* et *seillis*, applicables, ainsi que l'indiquent leurs noms, à des constructions légères placées à l'extérieur des maisons afin de garantir du vent, du soleil ou faire *saillie* par des enseignes, sur la rue, relevaient directement de la police. Il en était de même des *Bailliages de la Halle et de la Grève*, de la *Boëtes aux Lombards*, sorte de banque d'avance de fonds et de la coutume *des Prud'hommes*, dont les produits devaient être vraisemblablement destinés à la rémunération des ouvriers chargés de remplir les fonctions de juges et experts dans chaque corps de métier.

*La journée aux tonneliers* devait provenir, nous le pensons du moins, du denier dont étaient passibles les tonneaux vides franchissant les portes de la ville. Ce denier, pendant les vendanges, à l'époque de saint Louis, était seulement exigible une fois par jour, quel que fût le nombre d'entrées et de sorties opérées par les tonneaux vides ou pleins. Le *tonlieu des cerceaux* s'appliquait à la vente des futailles.

Sans revenir sur le *chantelage* du vin, dont nous avons déjà parlé, disons un mot de la *coutume de la quincaillerie* qui, originairement, n'était composée que d'ustensiles en métal fabriqués en très grande quantité, alors comme aujourd'hui. Plus tard, à partir du XIIIe siècle, on y joignit des objets d'une autre matière, tels que les pots de terre, les écuelles, les plateaux en bois, les vans en osier, etc. Ces ustensiles cependant ne firent pas tous partie de ce que l'on appelait : *la quincaille*, et quelques-uns ressortirent à *la mercerie*. Les *coutumes* qu'avaient à payer ces divers objets étaient des *tonlieux* ou droits de vente.

En ce qui concerne les foires de Saint-Germain et de Saint-Lazare, elles jouissaient d'un tarif moins élevé que partout ailleurs, et les marchands, qui s'y présentaient en nombre, s'y trouvaient favorisés de réductions considérables d'impôts quand ils n'en étaient pas totalement affranchis.

Tous ces droits, aussi bien ceux désignés ci-dessus que ceux de même nature suffisamment expliqués dans le Livre des Métiers, concoururent à former le tarif de 1651, lequel les groupa d'après leur quotité au lieu de les classer suivant leurs affinités.

C'est ainsi qu'avec les laines, les fils écrus, ouvrés ou manufacturés, le chanvre et le lin non ouvrés, la soie et le fleuret non ouvrés, la mer-

cerie, il mit l'huile et les suifs, les beurres, les fromages, le sucre, les cuirs, le papier, et généralement toutes les sortes d'épiceries, de drogueries, de quincaillerie, et de pelleteries fines de tous pays et de toutes conditions.

Dans une autre catégorie, il rassembla les bois à brûler, à bâtir et autres, les tuiles, les briques et ardoises, les bouteilles et la verrerie, le foin et le charbon, le fer, le plomb, l'étain, l'airain, l'acier et les autres métaux, le poisson d'eau douce, les œufs, le lard et le jambon, l'avoine, les pois, les fèves et — ajoute le texte du tarif — toutes les autres denrées non exprimées.

Puis venaient, mais avec des taxes différentes, les huîtres, le bois flotté, le vin, le cidre, l'eau-de-vie, les bœufs, les vaches et veaux, les brebis, les moutons, les chèvres ou chevreaux, les chevaux de haras et les coches publics.

Quant au poisson de mer frais, sec ou salé, il était exonéré de ces taxes, mais continuait à payer les vieux droits des *vendeurs de marée* et des *poigneurs de harengs* qui, confirmés à raison d'un sol pour livre en 1364, étaient encore les mêmes.

La déclaration royale du 8 janvier 1651 se terminait par une énumération des corps de métiers qui, en échange des droits nouvellement créés, se trouvaient déchargés des anciennes taxes du domaine, c'est-à-dire des coutumes de Hauban, de la poterie, de la journée aux tonneliers, de la quincaillerie et des prud'hommes. Aux termes de l'ordonnance, les métiers ainsi exonérés étaient ceux exercés par « les teintu-« riers, fripiers, bouchers, boulangers, foulons, maréchaux, merciers « grossiers, orfèvres, pelletiers, fourreurs, pêcheurs, poissonniers d'eau « douce, talemeliers, tapissiers, chandelliers, selliers, cordonniers, cor-« royeurs, baudroyeurs, coustelliers, heaumiers, serruriers, tanneurs, « boursiers, gantiers, mégissiers, poulailliers, tixerans, potiers, tonneliers, « vanniers et boisseliers ».

Néanmoins, comme nous l'avons dit, malgré la netteté de ses prescriptions, l'ordonnance susdite ne put être appliquée qu'en 1660, si tant est qu'elle le fut même avant 1692, époque où les droits de barrage furent, à leur tour, officiellement réunis à ceux du domaine.

Avant cette époque, le tarif du barrage, qui était antérieur de quelques années à celui du domaine, se percevait souvent en même temps que ce dernier impôt, et de leur application simultanée à un même objet, résultait parfois — le droit de barrage étant, dans certains cas, supérieur à celui du domaine — des taxations en dehors de toute proportion avec la valeur de l'objet. Il est probable que ce fut, en grande partie, pour remédier à cette exagération fiscale que fut décidée la réunion de ces deux droits en un seul dont on eut soin d'ailleurs de fixer la quotité de manière à représenter, dans la plupart des cas, l'ensemble des taxes payées précédemment.

Antérieurement à l'année qui vit ce changement (1692), de grandes

mofidications furent introduites dans les finances de l'État. Mazarin était mort en 1661, laissant au pays 450 millions de dettes. Mais, au dire de Forbonnais « deux grands biens suivirent » : d'abord la résolution prise par le roi de s'occuper lui-même des affaires du royaume et la confiance que, sur la recommandation du ministre défunt, il crut devoir mettre en Colbert, avant même « que cet excellent génie ait été principalement com- « mis au maniement des finances (1) ».

La situation était, du reste, assez compromise pour qu'on s'en occupât à fond : le surintendant Fouquet l'avait rendue encore plus périlleuse par ses folles prodigalités et ses complaisances. Pourtant on ne trouve pas qu'il ait été mis sur les Parisiens de nouveaux droits d'entrée, objectifs ordinaires des gouvernements dans l'embarras.

Il ne paraît pas y avoir eu plus de changement pour les consommations de la capitale pendant les vingt premières années de l'administration de Colbert. Sans doute, ce grand ministre avait préparé dès longtemps la réforme des droits d'aides, mais elle ne fut qu'une des dernières qu'il exécuta, et seulement trois ans avant sa mort.

Cette réforme fut l'objet, en juin 1680, de l' « ordonnance sur le fait des « entrées, aides et autres droits pour le ressort de la Cour des aides de Paris ». Les *entrées de Paris* formaient une partie importante de cet acte qui, concernant des droits affermés par le roi, fut bientôt désigné sous le nom d'*ordonnance des Fermes* et que son caractère essentiellement organique fit appeler tout simplement : l'*ordonnance*.

Cette réglementation réclame une place notable dans notre étude, car c'est d'elle que date une ère nouvelle pour plusieurs objets assujettis aux droits d'introduction. Le changement qu'apporta l'*ordonnance* fut regardé comme tellement radical que l'époque antérieure passe pour barbare aux yeux de ceux qui, sous l'ancien régime, ont traité des impositions indirectes. La plupart même de ces auteurs ne croient pas devoir chercher à donner sur ce qui existait avant 1680 plus que de très sommaires renseignements et prennent pour point de départ de leurs travaux le texte de l'*ordonnance*.

Elle répondait, il faut le dire, à un véritable besoin de réorganisation financière. Bien des créations d'impôts avaient eu lieu précédemment sous le coup de circonstances impérieuses, et, pour la plupart, elles portaient la marque d'une conception hâtive. Il en était résulté un ensemble de taxes disparates, bizarres, presque monstrueuses et dont le maintien n'était plus en rapport avec les progrès de l'époque. Il fut dès lors naturel que l'idée synthétique qui, en 1640 et en 1651, avait présidé au remaniement des droits du Barrage et du Domaine, frappât un esprit aussi élevé que Colbert et le portât à en faire de nouvelles applications, prenant pour base une mainmise plus directe du roi sur l'administration municipale.

(1) Forbonnais, t. II, p. 122.

Ceci rentrait, d'ailleurs, dans les idées du maître.

Par l'ordonnance de 1680 (1), il capta toutes les sources qui alimentaient, en se perdant sans doute quelque peu dans leur parcours, le Trésor, mais il détourna au profit de celui-ci tout ce qui arrivait pour remplir les caisses de la Ville et de ses hôpitaux. Il prit dès lors leurs dépenses à sa charge, et un seul *Droit royal*, équivalent au total légèrement arrondi des droits principaux et des surtaxes demeura seul pour chaque objet entrant à Paris.

C'était le renversement du système octroyen, puisque l'État seul, en bénéficiant du produit des entrées, devenait le dispensateur de la vie municipale; mais, d'un autre côté, c'était aussi le moyen d'avoir constamment sous la main des ressources faciles et souvent considérables, avantage précieux pour le roi (2).

Il est vrai qu'il n'en était pas de même pour la Ville de Paris, qui se trouvait ainsi tributaire, pour ses besoins les plus urgents, du plus ou moins de bonne volonté de l'autorité royale, ou même de la simple fantaisie d'un ministre. Toutefois le commerce et le public durent gagner à cette simplification.

En même temps, *l'Ordonnance* réglait les droits de vente dont étaient passibles les boissons, les bestiaux, le poisson et le bois à brûler, droits qui dérivaient de l'ancien sol pour livre de 1360, limité en 1465 aux *cinq espèces réservées*.

Pour ce qui concernait les droits d'entrée, *l'Ordonnance* rendait de grands services aux contribuables, ainsi, du reste, que le fait ressortir l'énoncé des droits ci-dessous que l'on avait à payer sur le vin avant le changement apporté par Colbert (3). Nous le donnons de préférence aux énoncés concernant les autres objets assujettis parce qu'il est le plus compliqué. Nous donnons aussi cet exemple parce qu'il présente à la fois des taxes affectées au Trésor, à la Ville et aux hôpitaux. On remarquera que ceux de ces éléments composés des *dix sols de la ville*, des *dix sols du canal* et des *cinq sols des pauvres*, ne constituaient qu'une partie minime du total.

(1) Deux des quatre parties de l'ordonnance concernent Paris. La première traite spécialement des droits d'entrée sur le vin et autres boissons. La deuxième, en même temps qu'elle réglemente des droits généraux, traite de ceux sur les bestiaux, les poissons de mer et le bois dans Paris.

(2) L'absorption par l'état des revenus municipaux avait déjà été tentée lors de la déclaration du 21 décembre 1647 ordonnant de porter au Trésor les deniers communs et autres levés au profit des villes et communautés d'habitants et permettant aux maires et échevins d'en lever autant sur leurs administrés.

L'exécution suspendue jusqu'à la fin des troubles en 1663 fut remplacée par la perception au nom du roi de la première moitié des produits autres que les deniers patrimoniaux. Un édit de décembre 1663 et une ordonnance de juillet 1681 confirmèrent ces dispositions. Plusieurs villes se rachetèrent moyennant une somme fixe et il est probable que Paris fut du nombre, car il n'y a trace d'aucune augmentation de droits à ses portes comme conséquence d'une aussi grave mesure.

(3) Lefebvre de la Bellande, p. 6.



| Par muid. | | | | Livres. | Sols. | Deniers. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Premiers cinq sols | | | | » | 5 | » |
| Anciens et nouveaux cinq sols | | | | » | 10 | » |
| Trente sols | | | | 1 | 10 | » |
| Cinq sols des pauvres | | | | » | 5 | » |
| Ceinture-Reine | | | | » | » | 10 |
| Dix sols de la Ville | | | | » | 10 | » |
| Dix sols du Canal | | | | » | 10 | » |
| Cinq sols des Batardeaux | | | | » | 5 | » |
| Quarante-cinq sols des rivières | | | | 2 | 5 | » |
| Trois livres | | | | 3 | » | » |
| Domaine | | | | » | 5 | » |
| Barrage { ancien | | | | » | 2 | |
| Barrage { nouveau | | | | » | 8 | » |
| | Livres. | Sols. | Deniers. | | | |
| Vingt sols de Sédan | 1 | » | » | » | » | » |
| Vingt et dix sols de subvention | 1 | 10 | » | 2 | 18 | 6 |
| Augmentation du barrage | » | 3 | » | » | » | » |
| Deux sols pour livre sur ces trois droits | » | 5 | 6 | » | » | » |
| | | | | 12 | 4 | 4 |
| Parisis, sol et six deniers pour livre. { Parisis | | | | 3 | 3 | 7 |
| | | | | 15 | 17 | 11 |
| Sol pour livre | | | | » | 15 | 10 $\frac{15}{20}$ |
| | | | | 16 | 13 | 9 $\frac{15}{20}$ |
| Six deniers pour livre | | | | » | 8 | 4 $\frac{35}{160}$ |
| | | | | 17 | 2 | 1 $\frac{143}{160}$ |
| Vingt sols de l'hôpital sur lesquels il n'était perçu que six deniers pour livre | | | | 1 | » | 6 $\frac{143}{160}$ |
| TOTAL | | | | 18 | 2 | 7 $\frac{143}{160}$ |

Sur cette somme de 18 livres, 2 sous et un peu plus de 7 deniers formant le total ci-dessus, il y avait à déduire, quand les vins arrivaient par terre, 3 livres afférentes aux 45 sols des rivières. Afin de rendre la perception plus simple, l'ordonnance fixa à 18 livres l'entrée du vin par les voies navigables, et à 15 livres seulement quand cette boisson se présentait aux portes de Paris.

Destinée à des bourgeois non marchands, elle n'en payait pas moins — quels que fussent d'ailleurs ses moyens de transport — le droit de la vente en gros à raison de 40 sous par muid. Toutefois, pour les vins de qualité supérieure, l'acheteur jouissait, sur les ports, de la faculté de consignation.

Ce payement du droit de gros appliqué aux bourgeois était une précaution contre la fraude qui, depuis longtemps, paraît-il, avait été exercée en introduisant, sous le nom de particuliers, des vins destinés au commerce.

Par une mesure qui rappelle l'entrepôt moderne, les marchands en gros et les taverniers n'acquittaient la taxe du vin qu'au fur et à mesure de la vente ; mais lorsqu'ils avaient à payer le droit de gros, ils devenaient encore passibles d'un autre droit dit d'*augmentation*, lequel n'était autre que l'ancien parisis, sol et six deniers qui, en 1663, avait été fixé à 16 sous, 3 deniers, d'où un total de 2 livres 16 sous et 3 deniers pour l'ensemble de ces deux impositions.

Quant au droit de détail dans le ressort de la cour des aides de Paris, c'est-à-dire dans la plus grande partie du royaume, l'*Ordonnance* s'exprimait en ces termes :

« Nos droits de huitième et d'augmentation sur le vin vendu en détail « seront payés sous le nom de Droit réglé que nous avons fixé à 5 livres « 8 sols pour chacun muid de vin, mesure de Paris, vendu à pot ; et à 6 « livres 15 sols pour celui qui est vendu à assiette, et pour les autres vais- « seaux, à proportion. »

Cette fixation se composait du *huitième réglé* de 1632, lequel était de 4 et 5 livres et de l'augmentation — parisis, sol et 6 deniers — dont le montant avait été arrondi. Comme quotité de taxe, ces dispositions ne modifiaient pas sensiblement le droit de vente au détail ; mais lui donnaient seulement une grande facilité de perception (1).

Les eaux-de-vie étaient frappées d'un droit d'entrée de 45 livres par muid. Au-dessus et au-dessous de cette quantité, elles payaient proportionnellement. Il convient d'ajouter que, dans cette imposition, se trouvaient comprises les 15 livres du gros et du huitième, car à Paris elles étaient exonérées du droit de vente. Quand l'eau-de-vie était destinée à une exportation d'outre-mer, elle traversait la ville sous caution, en passe-debout.

La bière, à Paris, avait été constamment affranchie des droits de gros et de détail. L'*Ordonnance* confirma cette mesure, mais elle créa, en même temps, des taxes de contrôle qui s'étendirent à tout le royaume et atteignirent cette boisson « en tous lieux où elle est façonnée ». La quotité de ces taxes fut pour Paris, de 37 sous 7 deniers par muid. Elle servit, par des dispositions plus sévères qu'avant, à mieux garantir contre les tentatives dela fraude.

Le cidre et le poiré, dont l'usage était très répandu, furent, eux aussi, l'objet de dispositions spéciales. A l'entrée, le cidre paya 35 sous par muid, plus un droit de gros équivalent au vingtième du prix de vente. Au détail, il ne fut assujetti qu'à la moitié de ce que payait le vin. Le poiré, taxé à 17 sous 6 deniers d'entrée, fut, en outre, passible du droit de gros. Vendu au détail, il eut à supporter une taxe de moitié moins élevée que celle du cidre.

Viennent ensuite, dans l'Ordonnance, des dispositions relatives au bétail. Celui dit à pied fourché acquittait un droit de gros et d'augmentation de

1) Cf. Jaquin, p. 201.

3 livres 4 sous par bœuf, de 1 livre 2 sous par vache et de 7 sous 6 deniers par mouton. La viande de boucherie provenant de ces animaux payait dans la même proportion.

Outre ces droits, le sol pour livre était maintenu, sur tous ces bestiaux « vendus, revendus, pris en payement ou échangés » et même quand l'échange avait lieu entre animaux d'espèces différentes. Pour toutes ces opérations, la déclaration du vendeur suffisait, mais il était tenu de payer les droits avant tout enlèvement de la marchandise, mesure qui, évidemment, n'était pas de nature à conjurer la fraude; aussi l'ordonnance octroyait-elle aux vérificateurs le pouvoir de visiter à fond les échaudoirs, tueries, étaux et maisons de bouchers.

Les veaux n'étaient grevés que du sol pour livre de la vente y compris son droit d'augmentation, plus du droit de subvention avec le sol pour livre y afférent, le tout montant à 12 sous 6 deniers par tête d'animal; les porcs, outre ces taxes, avaient encore à payer les 2 sols pour livre des contrôleurs et le parisis, sol et six deniers, spécial aux jurés vendeurs (1).

Le poisson de mer frais, sec ou salé, acquittait un droit de 2 sols pour livre sur le prix de vente.

Parmi les bois, l'Ordonnance n'imposait que ceux ouvrés, propres à bâtir, et ceux de sciage et de charronnage, lesquels étaient l'objet d'un tarif où chaque nature était désignée tant pour le droit d'entrée que pour celui de passe-debout. Quant aux bois à brûler, ils restaient soumis à l'ancien sol pour livre remontant à 1360, et qui avait été aliéné aux *mesureurs*.

Si nombreuses que paraîtront aux lecteurs ces diverses modifications, elles n'atteignaient en réalité que des objets déjà inscrits dans les tarifs antérieurs et il appartenait à l'ordonnance de Colbert d'y ajouter une nouvelle matière à impôt : le papier et le carton.

Le papier blanc fut taxé généralement de 4 à 8 sous la rame suivant son poids ; les papiers gris, bleus et bruns à 2 sous. Mais à Paris, ces impositions se trouvèrent augmentées d'un droit de contrôle d'un sou, 4 deniers par rame portant sur les papiers de toute espèce entrant dans la ville, par terre ou par eau (2).

Par une disposition rappelant la réglementation moderne des usines, l'ordonnance ajoutait qu'il y aurait lieu de suivre les matières premières servant à la fabrication des papiers et des cartons ; que les produits fabriqués devraient être contrôlés et que les fabricants seraient tenus d'envoyer les susdits produits de leurs moulins de production à des bureaux spéciaux du service où, après avoir été marqués, ils acquitteraient les droits suivant leur espèce et leur poids.

(1) Il est à remarquer que ces animaux ont presque toujours été traités séparément. Il en était presque de même pour les porcs, mais la nature différente de leur chair et les multiples emplois comestibles qu'on en a fait de tout temps expliquent du reste cette particularité fiscale.

(2) Cf. Encyclopédie, Finances, vol. III, page 276.



Telles sont, en substance, les prescriptions de la grande ordonnance de 1680, laquelle, un an après, le 22 juillet 1681 fut suivie d'une disposition complémentaire comprenant les cendres, les soudes et les gravelées qui, pas plus que le bois à brûler, n'avaient été comprises dans la déclaration royale.

On sait qu'à partir de cette époque, la situation financière de la France, très atteinte par les guerres et par les somptuosités de Louis XIV, donna forcément lieu à l'adoption de mesures que Colbert avait autrefois critiquées : on vendit des charges publiques, on créa des rentes à un taux onéreux, on accrut enfin les impôts dans une telle proportion que la popularité du ministre finit par y sombrer. Sa mort, arrivée en 1683, fut hâtée par tous ces mécomptes.

Le Pelletier lui succéda et ce fut durant son ministère que parut, en décembre 1686, un édit relatif à l'eau-de-vie dans lequel le roi, informé, disait-il, de l'usage chaque jour croissant de cette boisson, ordonnait qu'il lui fût appliqué à l'entrée de Paris et de ses faubourgs « la somme de 50 livres 8 sols pour chacun muid et autres vaisseaux à proportion », dans laquelle somme — ajoutait-il — « déclarons être compris nos droits d'entrée, gros et huitième, subvention et augmentation ».

Pareillement au vin, l'eau-de-vie destinée à l'exportation, pouvait circuler en passe-debout, c'est-à-dire sans payement de taxe, à l'exception, stipulait l'ordonnance « de 6 livres, 15 sols, à quoi les cent sols et augmentation d'iceux ont été ci-devant fixez ».

Ces droits étaient exigibles aussi bien « sur chacun muid d'eau-de-vie « montant et descendant par la rivière de Seine et les rivières y affluen- « tes » que pour les muids du même liquide transportés par charroi. Toutefois, il était fait déduction de ces taxes quand les eaux-de-vie devaient être déchargées et consommées dans la ville, les faubourgs et l'élection de Paris.

Avec les années l'unité introduite par Colbert dans les taxes de consommation n'allait pas tarder à se rompre et le temps était proche où le contribuable recommencerait à ne pouvoir guère se rendre compte de ce qu'il aurait à payer.

Une crise financière s'annonçait imminente et ni Le Pelletier, ni Pontchartrain, qui lui avait succédé, ne pouvaient empêcher la situation de s'aggraver.

Des provinces, la misère avait si complètement gagné Paris, que l'Hôtel-Dieu et l'Hôpital-Général, encombrés de pauvres et de malades, ne pouvaient suffire, faute de ressources, à les nourrir et à leur donner les soins nécessaires.

Le roi dut y pourvoir et le 28 janvier 1690 parut une Déclaration ordonnant de lever 30 sous en faveur des hospices et hôpitaux, sur chaque muid de vin arrivant à Paris ou dans les faubourgs. Cette imposition fut continuée

dans la suite par les déclarations des 5 septembre 1693, 23 octobre 1696 et 29 octobre 1699 (1).

En échange de ces avantages, ces mêmes établissements se virent privés du privilège usuraire qu'ils avaient possédé jusque là de prêter en viager « à un denier plus onéreux que celui qui était réglé par les ordonnances ».

Dans ce même mois de janvier, le Gouvernement érigea, « en titre d'offices héréditaires » soixante charges de *vendeur de bœufs*, *vaches*, *mou-* « *tons et brebis* avec soixante emplois de commis y joints », lesquels offices avaient pour but de faire aux acquéreurs de bestiaux, moyennant une retenue d'un sol pour livre, les avances nécessaires à la couverture du prix de vente.

C'est ce système qui servit ultérieurement de base à la création de la caisse de Poissy ; mais à l'époque dont nous nous occupons, il ne fit qu'apparaître, puisque quelques mois après, le 11 mars 1690, il fut abandonné, sur la réclamation du commerce de la boucherie, pour être remplacé par le payement à l'entrée d'un droit fixe de 100 sous par bœuf, 50 sous par vache et 8 sous par mouton en « outre — dit l'ordonnance — et par dessus les droits du pied fourché à Paris ».

Ce n'était là que le début des changements que devaient subir les taxes sur les bestiaux et sur quelques autres catégories du tarif. Ils témoignent de l'esprit de tâtonnement dans lequel on vivait relativement à l'assiette de l'impôt et de la préoccupation constante qu'avaient les ministres de rechercher les moyens les plus avantageux pour remédier à la pénurie du Trésor royal.

Mais si, dans certaines circonstances, ils ne parurent pas heureusement inspirées, il n'en fut pas de même, lorsqu'en 1692, ils revinrent, relativement aux droits de Barrage et de Domaine, au système pratiqué par Colbert. Le 17 septembre de cette année parut, en effet, une déclaration dont nous avons déjà parlé et qui convertit les articles nombreux ressortissant à ces deux impositions en articles uniques dans lesquels on fit entrer les parisis, sol et six deniers pour livre afférents à chacun.

Toutefois, et probablement à cause d'une préparation un peu hâtive, la dite ordonnance ayant omis de mentionner les droits de Domaine et de Barrage relatifs aux bestiaux, il devint nécessaire de réparer cet oubli en formulant un nouvel acte, le 3 mars 1693 (2), qui fixa la portion du droit d'entrée dont l'existence se perpétua jusqu'en 1791.

Mais pendant que cela se passait, ainsi que le dit l'encyclopédie dans des termes quelque peu imagés « le feu d'une guerre qui avait épuisé la « France venait à peine d'être éteint par la paix de Ryswick (1697), lorsque « la succession d'Espagne ralluma un nouvel incendie en Europe (3) ».

(1) Jaquin, p. 8.
(2) Lefebvre de la Bellande, p. 64.
(3) Encyclopédie, Finances, vol. II, p. 609.

On sait quelles complications politiques en résultèrent pour la France et quels furent ses besoins d'argent en prévision des événements qui pouvaient s'accomplir; aussi, dès cette même année 1697, songea-t-on, pour s'en procurer, à recourir au moyen si souvent employé de créer des offices qui, s'ils n'étaient pas d'une grande utilité pour l'Etat, avaient du moins l'avantage d'être vendus à beaux deniers comptants.

Ce furent, en cette circonstance, sur l'inspection du commerce que portèrent ces nouvelles fournées de charges publiques, lesquelles comme les précédentes, du reste, étaient destinées à disparaître avec les causes qui les avaient produites pour se remontrer, en tout ou en partie, au fur et à mesure des besoins.

Ces offices nouveaux ou qui renouvelaient ceux d'institution plus ou moins récente, portèrent les noms de: *Jaugeurs de vin. — Jurés chargeurs et rouleurs de tonneaux. — Jurés vendeurs de marée. — Jurés vendeurs de poissons d'eau douce. — Contrôleurs de poisson. — Contrôleurs de volaille. — Jurés vendeurs de volaille et gibier. — Trésoriers de la bourse des marchés aux veaux. — Essayeurs visiteurs d'eau-de-vie. — Jurés vendeurs et contrôleurs de vins. — Nouveaux rouleurs et déchargeurs de tonneaux. — Jaugeurs mesureurs. — Inspecteurs aux boissons. — Essayeurs contrôleurs de bière. — Jurés hongrieurs. — Facteurs commissionnaires pour le payement des droits d'entrée. — Inspecteurs, visiteurs, contrôleurs généraux de la police sur les quais. — Jurés plancheyeurs, débacleurs et commissionnaires au nettoiement des quais.* Ces offices et d'autres dont il serait trop long de compléter l'énumération après avoir été supprimés en 1698, reparurent pour la plupart de 1703 à 1713.

Avant ces époques, en 1702 et 1705 la situation des finances de la Ville de Paris et de celles du Trésor royal fut si embarrassée qu'il fallut, d'une part, recourir à un impôt nouveau, *les dix sols de l'hopital*, qui portèrent sur chaque muid de vin introduit à Paris, et qui eurent pour destination l'entretien des hospices et l'établissement de certaines constructions indispensables, et, d'autre part, créer dans toutes les villes de France des charges *d'Inspecteurs aux boissons* et *d'Inspecteurs aux boucheries*, puis enfin augmenter d'une surtaxe de 2 sols pour livre tous les droits d'entrée et de sortie. (Déclaration du 3 mars 1705.)

Toutefois il faut dire que cette dernière mesure, n'avait été prise qu'en vue de rembourser les *billets des fermiers généraux*, ou *les billets de monnaie* et enfin *les promesses de la caisse des emprunts*, qui encombraient la place et compromettaient le peu de crédit subsistant.

Quoiqu'il en ait pu être, cette surélévation de droits ne fut appliquée dans la capitale comme dans les villes de province qu'aux produits affermés par le roi. On eut donc à la subir, mais seulement pour ce qui revenait au Trésor.

La moitié de l'année 1705 n'était pas écoulée que, par une déclaration du 7 juillet, les droits du *Domaine* et du *Barrage* furent doublés. Cette mo-



dification fut la dernière apportée à ces deux droits qui, réunis depuis 1692, n'eurent plus à supporter jusqu'à leur extinction, que les surtaxes successives des sols pour livre. Ces droits et leur *doublement* concoururent à former, avec les taxes de police perçues dans les halles et marchés, à peu près, les seuls éléments d'imposition indirecte à Paris, pour le plus grand nombre des objets assujettis.

Mis un moment en ferme particulière par un bail daté de 1708, les droits de Domaine et de Barrage furent définitivement rattachés à la Ferme générale des aides en vertu d'un arrêt rendu le 9 décembre 1710 (1).

Mais antérieurement à cela de grands malheurs avaient fondu sur la France. La campagne de 1706 avait été une série de désastres.

Comme toujours, le contribuable ressentit le contre-coup de ces douloureux événements, et cette fois encore, l'effet fut un remaniement de droits applicables à certains offices.

On vient de voir l'extrême proportion dans laquelle avait augmenté le nombre des officiers de police à la fin du XVII[e] siècle et au commencement du XVIII[e]. Il serait aussi difficile que peu intéressant de reconstituer de toutes pièces la généalogie des corporations qu'ils composaient. Celles-ci, sous l'apparence d'une durée intermittente, étaient douées d'une longévité réelle, car les suppressions et les créations nouvelles ne faisaient que dissimuler la persistance de prétendus contrôles et de rétributions y attachées. Les noms seuls changeaient la plupart du temps. Celui d'*inspecteurs aux boissons,* par exemple, n'avait pas toujours désigné des officiers qui tenaient une place considérable, à cause, surtout, des avantages qu'ils tiraient sous forme de droits principalement prélevés sur les vins et les eaux-de-vie. Ces droits se traduisaient pour les titulaires en de tels bénéfices que le roi résolut de s'en procurer de pareils. Il fit paraître à cet effet en mai 1706 un édit qui prononça le *doublement* des droits à son profit, supprima les charges et aliéna à la Ville les droits qu'il maintint.

Cette mesure, du reste n'avait fait que suivre celle qu'il avait prise passagèrement, plus nettement autoritaire encore, en supprimant les Inspecteurs aux boissons, tout en s'appropriant les droits qui leur revenaient. Cette courte période coïncidant avec celle de la création des 2 sols pour livre sur les droits du Trésor, il en résulta que lesdits droits se trouvèrent encore augmentées de la surtaxe.

Presqu'au même moment de nouvelles nécessités financières s'étant produites, on s'empressa, à l'occasion d'une feinte cession du *doublement* aux officiers un instant rétablis, de réunir la surtaxe au principal de cette imposition ; ils ne formèrent dès lors qu'un tout passible lui-même des sous pour livre ultérieurs.

De cette opération équivoque résulta pour la taxe dite des *Inspecteurs aux boissons*, un total se décomposant ainsi qu'il suit :

(1) Lefebvre de la Bellande, p. 164.

Sur le vin et l'eau-de-vie. . . . droit: 10 sols, doublement 11 sols;
Sur le cidre et la bière. . . . . droit: 5 sols, doublement, 5 sols, 6 deniers;
et enfin, sur le poiré. . . . . . droit: 2 sols, 6 deniers, doublement, 2 sols, 9 deniers.

En 1707, les généraux français, plus heureux que l'année précédente, purent réparer quelques uns de leurs échecs. Mais, ces avantages, si glorieux qu'ils pussent être, n'en obligèrent pas moins les Parisiens à subir la création, par édit d'août, d'une taxe portant sur les boissons et les liquides, à laquelle, vu son peu d'importance, on donna le nom de *Petit Octroi.*

L'année suivante, quoique marquée, par de sensibles revers, n'apporta aucun changement dans le tarif de Paris; mais, en 1709, les désastres de la guerre s'étant accentués, force fut au gouvernement de s'assurer de plus grandes ressources et il les demanda en partie à une augmentation des charges d'officiers de police sur les ports et quais.

A ces malheureuses circonstances se joignirent un hiver fort rigoureux et une effroyable famine. De là un nouvel acte de l'autorité souveraine, daté de la même année (29 octobre 1709), prononçant l'accroissement d'un dixième sur tous les droits levés en principal, tant à l'entrée de la Ville qu'à la vente dans ses marchés. Cette déclaration disait que les produits seraient employés jusqu'à la fin de l'année 1710 à des achats de blés destinés à la subsistance des pauvres. La mesure fut complétée à l'expiration de la période susindiquée par une ordonnance du 3 janvier 1711 qui diminua de moitié la charge de l'impôt et en destina les produits à l'Hôpital général qui avait été récemment institué pour recevoir à la fois les malades et les gens privés d'asile.

Non content d'avoir ainsi réduit la surtaxe au vingtième, Louis XIV prescrivit que les vins, eaux-de-vie et autres liqueurs qui avaient eu précédemment à supporter le droit complet, seraient affranchis même de la moitié de ce droit à raison de ce qu'autrefois et encore en 1702, ils avaient été mis à contribution pour des motifs de charité analogues.

Cette taxe fut appelée le *Vingtième de l'Hôpital général.* Assujettie, à partir de 1771, à une augmentation dont nous aurons occasion de parler, elle dura jusqu'en 1791.

Il faut évidemment chercher la cause de ces dégrèvements, non dans une situation financière améliorée, mais, bien plutôt dans le désir qu'avait le roi de ne pas accumuler sur les Parisiens d'inutiles impôts.

A partir de 1710, du reste, les événements avaient pris une meilleure tournure et on s'attendait à un certain allègement dans les charges publiques. Il eut effectivement lieu, mais dans une faible proportion : plusieurs taxes de *doublement* furent abandonnées dans les provinces ; à Paris elles furent maintenues par la raison qu'elles servaient de gages aux sommes avancées à l'État par la Ville et en garantissaient l'amortissement.

Vers la fin du règne de Louis XIV les embarras financiers étaient devenus formidables. Ils provenaient, pour la plupart, d'emprunts contractés à des taux fabuleux (400 0/0) auxquels il fallait néanmoins faire face. On imagina de recourir encore au système des droits additionnels restauré

depuis dix ans et le 7 mai 1715 une déclaration ajouta aux deux sous pour livres déjà existant, et sous prétexte du remboursement de cette première surtaxe, deux nouveaux sous destinés, en réalité, à venir en aide au Trésor épuisé. Selon le langage du temps, cela s'appelait : *Lever par doublement*.

Il était dit que l'augmentation prescrite « ne serait supportée que par « ceux qui, par leurs facultés, sont en état de faire la consommation des « choses sujettes aux droits » et que les sous pour livre prendraient fin à partir du jour où aurait eu lieu le remboursement des sommes prêtées par la Ville. Or, en supposant que la promesse ait été faite de bonne foi, il est à remarquer que dans la suite, sauf une seule année (de 1717 à 1718) la surtaxe fut non seulement renouvelée, mais encore aggravée de plusieurs sous pour livre qui presque tous se perpétuèrent jusqu'à la révolution.

La mise à exécution de la déclaration du 7 mai 1715 devint pour les habitants de Paris une surcharge d'autant plus lourde que depuis longtemps déjà le renchérissement des denrées avait considérablement progressé.

Certains esprits s'étaient déjà préoccupés de cette grave question et notamment Desmaretz, neveu de Colbert, son successeur médiat au contrôle général des finances, lequel frappé des graves inconvénients résultant du défaut de concordance entre l'élévation des prix et la monnaie, avait songé à y porter un remède. Toutefois, par de saines raisons d'ordre économique ne permettant pas de brusquer la diminution du titre numéraire, il avait jugé utile de n'appliquer la mesure qu'en onze termes répartis dans l'espace de deux années.

Si louable que fut cette intention, elle n'empêcha pas le commerce d'être fort troublé, la valeur monétaire, depuis 1689, ayant augmenté dans une si grande proportion que Forbonnais, en parlant des engagements contractés dans l'espace de vingt cinq ans, les présente comme ayant été « établis sur une monnaie plus faible d'un tiers que de celle qui devait avoir cours au 1er septembre 1715 (1) », époque à laquelle Desmaretz avait fixé le onzième terme de son opération financière.

Cette date fut précisément celle de la mort de Louis XIV et bien que pendant les toutes dernières années du règne les impôts fussent restés stationnaires à Paris, leur acquittement dût se ressentir des variations monétaires. Le grand roi laissait à la France une dette publique énorme et, par conséquent une liquidation financière des plus compliquées pour ses successeurs.

(1) Cf. Forbonnais, t. V, page 18.

# CHAPITRE VI

## 1715-1791

**Réduction de droits de police. — Suppressions diverses. — Conversion des droits de gros et de détail en droit d'entrée. — Réduction de droits. — Les droits rétablis. — Les droits réservés. — Le don gratuit. — Deux sous pour livre. — Nouveau don gratuit. — Augmentation et création de droits. — Doublement du vingtième de l'Hôpital général. — Deux derniers sous pour livre. — Changements et suppressions. — Abolition des octrois.**

Malgré l'état précaire dans lequel se trouvait le Trésor royal quelques mois avant la mort de Louis XIV, état que nous venons de signaler, dès le mois de mai 1715, il fut décidé que, sur les ports, de même que dans les halles et marchés de Paris, on réduirait dans une certaine proportion les droits revenant aux communautés des officiers de police et que l'on en formerait un nouveau tarif qui, tout en diminuant plusieurs des quotités existantes et augmentant certaines autres, les réunirait en une taxe unique, décision qui, malgré les avantages qu'elle pouvait présenter, ne fut pas goûtée du public.

Elle avait cependant pour base la résolution de supprimer les offices créés depuis 1689 .

Or, si l'importance de cette mesure n'était pas dans la suppression même des emplois, elle était tout entière dans le remboursement qui, de ce chef, incombait au gouvernement, lequel se trouvait en face de détenteurs d'offices achetés moyennant l'énorme somme de 77,479,526 livres et qui pouvaient, eux et leurs co-intéressés, se montrer très effrayés des difficultés que présentait la restitution.

Quoi qu'il en soit, comme la « justice exigeait qu'on accordât aux titu- « laires et à leurs créanciers un temps convenable pour faire la liquidation », on jugea à propos, afin d'activer cette opération et d'user des avantages qu'elle ne pouvait manquer de présenter par suite de l'accroissement de consommation dû au séjour du roi à Paris, de la mettre en régie pendant un an, pour les droits devant en provenir être versés « entre les mains des « communautés qui les percevraient sur le pied des trois quarts, afin qu'au « bout de ce temps le produit mieux connu provocât de plus fortes en- « chères sur la ferme qu'on était résolu d'en faire et dont le produit « serait destiné au remboursement des titulaires (1) ».

(1) Forbonnais, t. V, p. 251.

La liquidation de cette affaire et des dettes contractées par les diverses communautés se chiffra définitivement par la somme de 55,304,584 livres.

On ne doit pas s'étonner, — si étrange que cela puisse paraître, — qu'en cette circonstance on ait eu recours au système de l'affermage : depuis longtemps il était dans les mœurs administratives, et comme, en raison de la sécurité qu'il donnait, on le préférait à la perception directe, il était appliqué non seulement à la généralité des impôts de consommation mais encore à toutes sortes d'autres. C'est ainsi qu'à l'époque dont nous nous occupons, il fut simultanément approprié aux droits sur la volaille et aux droits qu'avaient touchés directement jusque-là les inspecteurs aux boissons. Par ces combinaisons on espéra, tous calculs faits, malgré la diminution apportée à certaines taxes, pouvoir opérer, au bout de huit ou dix ans les remboursements dus aux officiers de police.

En somme, ceci, pour l'habitant de Paris, constituait un dégrèvement notable dont n'avaient pas à jouir les campagnes ; aussi, à celles-ci, donna-t-on à titre d'équivalent, la liberté du transport des grains de province à province (1), liberté qui s'étendit aux pois, fèves et autres légumes, et fut plus tard, appropriée aux bestiaux et à la laine en provenant (2).

L'ensemble de ces dispositions toutefois, sous apparence de libéralité, n'était pas, au fond, aussi défavorable au Trésor royal qu'on aurait pu l'imaginer. Il obligeait le gouvernement, il est vrai, à une sorte de restitution, conséquence de la suppression des offices ; mais il lui donnait en même temps la faculté de les rétablir à sa volonté et de bénéficier par là de la plus-value d'un prix d'achat nouveau sur le montant de la liquidation.

On connaît la perturbation profonde que le système de Law apporta dans les finances publiques. Le gouvernement, tout d'abord entraîné, ainsi que tout le monde, se considéra comme sauvé ; aussi, croyant pouvoir être généreux envers la capitale, abandonna-t-il, entre 1717 et 1718, les 4 sous pour livre dont la création remontait à 1705 et à 1715. De plus, il n'hésita pas à introduire une modification d'une certaine portée dans le régime des droits perçus à Paris, sur la vente des boissons en gros et en détail.

Jusque-là cette vente avait été opérée aux mêmes conditions fiscales que dans les localités sujettes à ces droits ; mais continuer de la même manière n'était plus possible, le fermier de la taxe se trouvant obligé, à raison du très grand nombre de marchands qui faisaient alors le commerce des boissons, de pourvoir à des frais de régie si considérables qu'ils absorbaient son bénéfice, et ayant, en outre, à lutter contre une fraude permanente, « qu'on ne pouvait espérer de détruire (3) » tant elle se manifestait en tous lieux par la difficulté où l'on se trouvait « de suivre et d'exercer ce nombre de traffiquans (4) ».

(1) Forbonnais, t. V, p. 284.
(2) Id. ibid. p. 370.
(3) Lefebvre de la Bellande, p. 2.
(4) Ibid.

Sous l'empire de ces considérations, le gouvernement se détermina à supprimer les droits de vente en gros et au détail dans la capitale pour les « convertir en un droit d'entrée qu'il réunit à ceux déjà fixés par l'ordonnance des aides de 1680 (1) », et des lettres patentes du 10 octobre 1719 consacrèrent cette décision. La taxe dont les boissons étaient alors chargées fut accrue, de 5 livres sur le vin ordinaire, de 9 livres sur les vins de liqueur, de 2 livres 5 sous sur le cidre et de 1 livre 2 sous 6 deniers sur le poiré, et cette excellente mesure qui faisait Paris ville rédimée dura jusqu'à la fin de l'ancien régime, pour être reprise, dans les mêmes conditions, par l'octroi moderne, après une courte période d'*exercice* au commencement du siècle.

Peu après, en décembre 1719, le Régent décida qu'à partir de l'année 1724 le produit du doublement des droits dits des *inspecteurs aux boissons* revenant au Trésor serait abandonné à la Ville pour la couvrir des dépenses faites ou à faire en vue de terminer certains travaux urgents et d'élever des constructions reconnues d'utilité publique.

C'est encore parce que l'on se croyait en voie de prospérité qu'un arrêt du Conseil de 1720 abolit d'une manière générale les droits qui pesaient sur la fabrication et la vente des papiers et cartons depuis l'ordonnance de 1680. Toutefois Paris ne profita que de l'enlèvement de cette portion d'impôt, car le droit d'entrée demeura d'abord sans changement. Mais la ruine du système financier de Law vint tout à coup renverser ces dispositions; il fallut compter avec une situation plus que jamais embarrassée et revenir en partie sur ce qui avait été fait : en conséquence, à la date du 1er avril 1722, survint un arrêt, confirmé lui-même par une déclaration du 15 mai de la même année, et aux termes duquel les droits sur les papiers et les cartons devinrent l'objet d'une réglementation nouvelle propre à en assurer la perception. Le 20 juin 1724, ces mêmes articles furent soumis à une tarification spéciale qui fut basée sur la qualité et sur l'espèce.

Ce régime était contraire aux prescriptions de l'ordonnance de 1680 qui, si l'on s'en souvient, avait pris pour base de la perception le poids de la rame, et lui avait appliqué deux taxes distinctes, l'une pour tous les papiers blancs, et l'autre pour les papiers gris, bleus ou bruns; mais il faut reconnaître que le principe qu'on adoptait était, au fond, plus équitable, puisque désormais, le droit devait se percevoir non d'après le poids de l'objet, mais à raison de sa valeur commerciale.

Quant aux *marqueurs de papiers et cartons* qui avaient été créés, on l'a vu, pour contrôler l'exécution des mesures réglementaires, ils avaient été supprimés en 1715 avec les officiers de police si multipliés sur les ports et quais de la ville. Leurs droits avient eu le même sort, mais ils devaient être rétablis en 1730, comme nous le dirons tout à l'heure.

L'année 1722 vit de nombreuses augmentations s'introduire dans le tarif

(1) Lefebvre de la Bellande.

de Paris. En pouvait-il être autrement dans l'état de pénurie où se trouvait le Trésor royal ?

Par une disposition prise le 15 mai de cette même année 1722, on surimposa à l'entrée de la ville, la volaille, le gibier, les cochons de lait, les agneaux et chevreaux; le poisson de mer frais, sec ou salé; les œufs et les fromages, les beurres frais, salés ou fondus, puis les foins, avoines grains et grenailles. Mais cette augmentation de taxe pesa si lourdement sur le contribuable qu'après la mort du Régent et celle du cardinal Dubois on se vit dans l'obligation de revenir à une tarification plus modérée, la généralité des articles de consommation ayant subi, de ce chef, un surenchérissement contre lequel, mais sans succès, Paris-Duvernay avait cherché à réagir par l'application d'un prix officiel.

Cette mesure n'ayant servi qu'à provoquer des émeutes, le roi, à la date du 7 décembre 1723, prononça, mais « pour un temps » seulement et avec réserve d'un retour au tarif en vigueur, des dégrèvements sur les foins, avoines, grains, grenailles, fromages et beurres, dégrèvements qui furent combinés de manière à « procurer l'abondance et la diminution du prix des dites denrées » et à ce qu'il ne fût levé, 1° jusqu'à la fin de l'année courante, que le quart des droits dont ces mêmes objets eussent été passibles; 2° au mois de janvier suivant (1724) que la moitié de ces mêmes droits; 3° en février que les trois quarts, ce qui, en somme, permettrait au 1er mars de rentrer dans l'intégralité de l'impôt primitif.

Il est nécessaire d'ajouter que, moins large pour certains autres articles, Louis XV se contenta de réduire provisoirement de moitié leurs droits.

Tout ceci, néanmoins, n'était pas de nature à améliorer les finances de l'État ; pas plus, du reste, que celles de la Ville; et pourtant une nouvelle guerre était imminente; enfin les plaintes justifiées des anciens officiers de police supprimés en 1715 après la paix d'Utrecht, non remboursés des indemnités auxquelles ils avaient droit (1), s'élevaient de toutes parts.

Le duc de Bourbon, tout d'abord, pour mettre un terme aux doléances des intéressés, fit rétablir, par un édit de juin 1724, les charges et y réintégra les anciens titulaires, mais en diminuant sensiblement les droits antérieurs attachés à ces offices. Puis, — et ceci était d'une bien autre gravité — il suggéra en 1725 la création d'un impôt du *Cinquantième* sur le revenu de tous les biens du Royaume, mesure qui mit le comble à l'exaspération publique.

Sous le ministère de Fleury, évêque de Fréjus, successeur du duc de Bourbon, on prit à partie l'organisation des charges de police, en fixant les droits revenant aux titulaires, par une ordonnance du 13 juin 1730, à 1,474,000 livres, et en arrêtant le nombre des offices à 3,197 répartis en 35 communautés, se décomposant ainsi qu'il suit (2) :

(1) Voir ci-dessus, p. 97.
(2) Encyclopédie, Finances, t. II, p. 49.

120 Commissaires jurés-visiteurs, marqueurs, mesureurs et contrôleurs des bois à bâtir, ouvrés et à ouvrer, de sciage et de charronnage.
20 Inspecteurs-contrôleurs des déchirages des bateaux.
10 Contrôleurs, marqueurs, essayeurs d'étain.
30 Contrôleurs, visiteurs, marqueurs de toutes sortes de papiers et cartons.
85 Inspecteurs des veaux.
360 Jurés-contrôleurs, courtiers, vendeurs de volaille, gibier, cochons de lait et chevreaux.
26 Jurés-mesureurs de charbon de terre.
32 Jurés-porteurs de la même marchandise.
95 Jurés-vendeurs, contrôleurs et compteurs de la marée.
50 Jurés-vendeurs et contrôleurs du barrillage de saline.
40 Jurés-vendeurs, contrôleurs et compteurs de poissons d'eau douce.
80 Jaugeurs et mesureurs des vins, eau-de-vie simple et double, esprit de vin, liqueurs, cidres, poirés, vinaigres, vins gâtés et verjus.
120 Jurés-vendeurs et contrôleurs de vin.
90 Courtiers-commissionnaires de vin.
120 Rouleurs de tonneaux.
140 Chargeurs et déchargeurs de vins et boissons.
120 Inspecteurs, visiteurs et contrôleurs généraux de police sur les vins.
160 Vérificateurs de lettres de voiture, lettres d'envoi, etc.
120 Inspecteurs-gourmets sur les vins.
220 Gardes de nuit sur les quais et bords de la rivière.
180 Gardes de bateaux, metteurs à port et équipeurs.
160 Débacleurs, plancheyeurs et boueurs.
130 Essayeurs, visiteurs, contrôleurs et commissionnaires d'eau-de-vie et d'esprit-de-vin.
30 Inspecteurs, contrôleurs, visiteurs et essayeurs de bière.
102 Courtiers-commissionnaires à la vente et revente en gros des vins, cidres, poirés, verjus et vins gâtés.
80 Vendeurs, contrôleurs, priseurs, peseurs et visiteurs de foin.
75 Courtiers, tireurs, chargeurs, débardeurs et botteleurs de foin.
30 Compteurs de foin.
80 Jurés-mesureurs, contrôleurs et visiteurs des grains et farines.
80 Jurés-porteurs de grains et farines, leveurs de minots et autres mesureurs et briseurs de farine.
100 Jurés-auneurs, visiteurs de toile.
80 Commissaires, contrôleurs, jurés-mouleurs de bois, aides à mouleurs, contrôleurs, chargeurs et déchargeurs.
16 Inspecteurs, visiteurs, langueyeurs et contrôleurs des porcs et pourceaux.
2 Jurés mesureurs, contrôleurs et porteurs de chaux.
14 Officiers-forts du port Saint-Paul.

———

3,197

Si considérable que fût ce nombre, on l'augmenta encore en 1733 par la création de nouvelles charges affectées à des *rouleurs déchargeurs*.

Le but de ces combinaisons était évidemment de contrebalancer par de nouvelles ressources les exonérations de taxes conseillées au cardinal Fleury par le contrôleur général Orry et en tête desquelles se trouvait l'impôt du *Cinquantième* sur le revenu.

Mais le moment approchait où des ressources plus importantes allaient devenir indispensables. Des complications politiques s'étaient produites,

et tout à coup, la France, malgré les efforts de Fleury, se trouvait entourée d'ennemis.

Il y eut nécessité de trouver à tout prix des subsides. A Paris, dès 1741, on avait encore recouru à la création de *jurés vendeurs*, *courtiers*, *commissionnaires* et *jaugeurs mesureurs* spécialement préposés au soi-disant contrôle des boissons et liquides ; mais ce n'était pas suffisant. Par édit de décembre 1743 on rétablit le quart des droits attribués aux officiers de police, quart dont on avait fait l'abandon en 1715, en même temps que les trois autres quarts étaient *réservés* pour le remboursement des titulaires.

Contrairement à ce qui avait été pratiqué en 1730 pour une taxe de même nature alors cédée par le roi à la municipalité de Paris, les *droits rétablis* de 1743, furent repris cette fois en totalité par le Trésor, et durèrent, avec quelques modifications, jusqu'à la révolution.

Par tous les moyens possibles, on cherchait à augmenter l'encaisse du Trésor qu'épuisaient d'ailleurs, et d'une façon lamentable, les tristes péripéties de la campagne de Bohême.

De nouveaux désastres, la perte de la bataille de Dettingen et la grave maladie de Louis XV à Metz, marquèrent principalement l'année 1744. Il en résulta une augmentation d'impôt à Paris, laquelle frappa les spiritueux dont l'usage s'était de plus en plus répandu. Les *essayeurs d'eau-de-vie,* créés en conséquence, ne parurent pourtant pas répondre encore aux besoins du moment, et on les supprima tout à coup pour leur substituer, au profit du Trésor, un droit fixe de 23 livres 2 sous, qui représentaient la taxe et la surtaxe qu'on venait d'affecter à ces offices.

En 1745, nouveau recours au système de la multiplication des charges par la création d'inspecteurs contrôleurs, maîtres et gardes, des corps de marchands. Ceux-ci, toutefois, préférèrent acheter au gouvernement les nouveaux offices et percevoir sur eux-mêmes les rétributions y attachées, plutôt que de voir augmenter le nombre de ceux qui existaient déjà (1).

Le procédé, en cette matière, était, du reste, toujours le même : préposer des agents de contrôle ou soi-disant tels en leur allouant un prélèvement de droit pour rémunération de leur service. Vendre le plus cher possible ces titres d'officiers, lesquels comportaient généralement quelques privilèges, à des compagnies formées en conséquence. Feindre d'obéir aux réclamations du commerce en supprimant les contrôleurs gênants, mais laisser aux assujettis l'obligation de payer le droit encore pendant quelque temps généralement sous le prétexte d'employer les produits à rembourser « la finance » aux compagnies. Faire recouvrer ces droits avec ceux du Trésor ou parfois les aliéner à la Ville qui restait chargée du recouvrement En somme soit contracter ainsi un emprunt déguisé, soit tirer argent des consommateurs sous apparence de les protéger.

Quoique la série des revers militaires eût à peu près cessé, la situation financière était tellement obérée qu'il y eut nécessité, en septembre 1747, de

(1) Encyclopédie, Finances, Disc. prélim., p. LII.



généraliser au profit du Trésor la surtaxe de 4 sous pour livre affectée jusque-là aux seules impositions lui revenant. Il fut, en conséquence, stipulé que la dite surtaxe s'étendrait, non seulement aux droits d'entrée appartenant à la Ville et aux hôpitaux, mais encore aux droits dont bénéficieraient les compagnies d'officiers de police attachés aux ports, quais, chantiers, halles, places, foires et marchés, et en un mot, aux innombrables agents de tous ordres, dont Paris était encombré.

A cette mesure s'en joignit une autre par édit de février 1748, qui, tout en supprimant les trente *contrôleurs, visiteurs, marqueurs de papiers et cartons* dont nous avons parlé, entre autres, conserva pour le Trésor la part de taxe à laquelle ils avaient droit.

Des dispositions particulières tendant à réprimer la fraude sont mentionnées dans l'édit : elles prescrivaient, à Paris comme ailleurs, l'apposition d'une marque de contrôle sur les papiers et cartons au moment du payement des droits et des visites par les commis de l'Administration, dans les moulins, manufactures, ouvroirs et magasins pour y constater les quantités existantes; mais, malheureusement, ce ne fut qu'à titre d'essai et sur la réclamation du commerce, cette dernière mesure fut rapportée au bout d'un an, par un arrêt du Conseil en date du 4 février 1749.

Les affaires cependant semblaient vouloir renaître et, durant quelques années, les impôts restèrent stationnaires.

En 1756 une délimitation de frontières dans les possessions françaises de la Louisiane et du Canada amena un agression violente de l'Angleterre. Afin de pourvoir aux nécessités financières, et, comme première mesure, parut le 7 juillet 1756 une déclaration aux termes de laquelle les droits réorganisés des officiers de police furent, par anticipation, prorogés de dix ans, à partir du 1er janvier 1759; mais avec cette modification, que la quotité revenant au Trésor équivaudrait aux droits entiers de cet impôt, dont la ville de Paris, jusque-là, n'avait touché qu'un tiers (1). Ce tiers, ainsi acquis à l'État, reçut le nom de *Droits réservés*.

Mais, après la déroute de Rosbach et les revers qui en furent la suite, il devint indispensable de recourir à des moyens plus efficaces. On s'arrêta alors à une imposition générale que, sans doute, par son assimilation à des dons faits autrefois à la couronne par les pays d'État et le clergé, on qualifia de *Don gratuit*, et l'édit d'août 1758 qui l'établit, porta que pendant six années consécutives à partir du 1er janvier suivant, il serait payé annuellement: « à titre de *Don gratuit* extraordinaire par les villes, faux-« bourgs et seigneuries du royaume » des sommes en conformité de l'état annexé à l'édit.

Le gouvernement avait d'abord songé à percevoir les sommes à titre d'impôt direct; mais au bout de deux ans, les difficultés pratiques furent si bien démontrées, qu'on prît le parti (10 décembre 1758) de convertir, à

(1) Cf. Encyclopédie, Finances, t. III, p. 276.



Paris comme ailleurs, avec son principe et ses conditions de durée, la taxe en une augmentation du droit d'entrée.

Le duc de Choiseul, du reste, en sa qualité de chef du cabinet, avait déjà recouru au système des droits additionnels. Il l'avait employé au commencement de cette même année 1760, le 3 février, en surchargeant d'un sou par livre la plupart des droits perçus dans tout le royaume, et trois ans plus tard, quoique la guerre de Sept Ans eût pris fin, il n'en fit pas moins paraître, au mois d'avril 1663, un édit qui, outre l'application de plusieurs impositions directes, édicta, pour dix ans, un nouveau sou par livre qui porta à six sous la surcharge ajoutée au principal des taxes.

En même temps qu'il établissait cette imposition, l'acte prorogeait jusqu'au 1er janvier 1770 l'impôt du *Don gratuit*, dont le terme avait été originairement fixé au 1er février 1764. Cette disposition « fut confirmée, dit « l'*Encyclopédie*, par le septième article de la déclaration du 21 novembre « de la même année (1764) portant que les droits établis pour le payement « des Dons gratuits seraient levés pendant cinq années consécutives au « delà de l'époque où ils avaient dû finir dans chaque ville ».

Mais, continue le même ouvrage, « les officiers municipaux et syndics « de plusieurs villes et bourgs, qui avaient acquitté les six premières an- « nées du don gratuit, conformément à l'édit du mois d'août 1758 et à la « déclaration du 3 janvier 1759, s'imaginèrent qu'ils pouvaient cesser la « perception des droits destinés à l'acquittement de cette imposition, et « qu'elle ne devait recommencer qu'au temps où le premier Don gratuit « avait dû finir ».

Toujours est-il que l'impôt n'en fut pas moins maintenu et même doublé, puisque, d'après l'*Encyclopédie*, deux *Dons gratuits* avaient simultanément fonctionné à un moment.

C'est, en effet, ce qu'elle avance en ajoutant que, par arrêt du 31 décembre 1763, le prévôt des marchands et les échevins de Paris « furent « chargés de faire, pour et au nom de la Ville, le recouvrement du nou- « veau don gratuit fixé à un million pour chacune des deux premières « années, à 416,666l 13s 6d pour la troisième, à 333,333l 8s 6d pour la qua- « trième et à 250,000l pour la cinquième et dernière ». Les droits précédemment établis par la déclaration du 10 décembre 1758, pour le premier don gratuit devaient continuer à être perçus en totalité « pendant les cinq « années, pour être le surplus du produit employé, sans aucune distinc- « tion aux dépenses de la bâtisse et construction de la nouvelle salle de « l'Opéra (1) ».

Cette affectation des deniers municipaux n'avait rien d'insolite : en maintes occasions, elle avait été pratiquée, par exemple — nous l'avons vu — pour le rétablissement du Pont-Neuf et la réfection des quais. Seule, l'édification de l'église Sainte-Geneviève (depuis le Panthéon), avait été

(1) Encyclopédie, Finances, t. II, p. 627.

commencée à l'aide de ressources produites par une levée de 4 sous pour livre sur les billets de la loterie royale; mais la plupart des monuments de Paris élevés sous Louis XV : Saint-Philippe-du-Roule, l'École de droit, l'École militaire, la Monnaie, la Halle aux blés, etc., avaient été construits avec les ressources ordinaires de la Ville ou de l'État.

Jusque-là, les charges fiscales étaient restées les mêmes, et si, en 1767, quelques modifications furent apportées à l'impôt concernant les *essayeurs visiteurs d'eau-de-vie*, elles n'eurent pas d'autre résultat que d'en attribuer à l'État la totalité des produits.

Mais, en 1770; dès l'arrivée au pouvoir de l'abbé Terray, après que Choiseul eut été renversé par les intrigues de la cour, tout changea de face et « on ne vit jamais, au milieu de la guerre la plus désastreuse, autant « d'impôts et d'édits bursaux (1) ».

Pour combler le vide du Trésor, on usa de tous les moyens : tailles, dons gratuits, capitation, vingtième des revenus, etc., et pourtant, comme, ces taxes n'étaient pas également réparties, on s'adressa aux impôts indirects, qui, eux, du moins, étaient sujets à de plus rares exemptions.

Les tarifs concernant les draps, les cuirs, les peaux, les papiers et les cartons, furent remaniés dans un sens plus fiscal, et il y fut ajouté bon nombre d'impositions nouvelles.

En ce qui concerne les droits du roi sur les papiers et cartons à l'entrée de Paris, ils devinrent, en mars 1770, l'objet d'une augmentation et en 1771, ils subirent quelques remaniements, par le fait d'un système de perception qui, étendu à tout le royaume, s'y conserva jusqu'aux approches de la Révolution.

La mode elle-même, sous la forme de l'amidon à poudrer, vint également apporter au fisc un contingent qui, si frivole qu'il fût, n'était pourtant pas à dédaigner, l'emploi de cette poudre étant universel. Par un édit de février 1771, elle fut passible d'un droit de vente de 2 sous par livre pesant lequel droit fut adjoint aux taxes dont la Ferme générale avait acquis le monopole. De plus, pour garantir cette association contre les atteintes de la fraude, il parut un arrêt, en date du 21 août suivant, qui prescrivit aux amidonniers, marchands parfumeurs, perruquiers, etc., d'avoir à faire la déclaration exacte de leurs approvisionnements en cette matière et de se prêter aux visites et contrôles des commis de l'Administration dans leurs magasins et boutiques.

Nous ferons remarquer que Paris, inventeur de la poudre à poudrer, initiateur de cet objet de toilette dans une foule de pays qui en tirèrent facilement profit, n'en reçut, lui, aucun avantage particulier, cette imposition ayant été affermée, pour le compte du Trésor royal.

La misère publique, aggravée par l'hiver rigoureux de 1770-1771, de-

(1) Encyclopédie, Finances, Disc. prélim., p. XVI.

vait encore engendrer de nouvelles charges : les hôpitaux et hospices manquaient du nécessaire, et pourtant les malades et les indigents y affluaient, chaque jour, en nombre considérable. Venir à leur aide devint un impérieux devoir; le gouvernement y était poussé par son propre intérêt et peut-être aussi par les idées philanthropiques dont on commençait à se préoccuper. En conséquence, le 26 juillet, il fit paraître une déclaration qui prononça le doublement du *vingtième de l'hôpital* (1) de 1711.

Ces deux vingtièmes représentèrent une surtaxe de 2 sous pour livre, qui, convertis eux-mêmes, un peu plus tard, en droit principal, furent, à leur tour, surchargés des droits supplémentaires généralement appliqués aux taxes.

Outre ce qui précède, la déclaration du 26 juillet 1771 suréleva de 1 livre l'imposition à l'entrée du vin et de l'eau-de-vie, et porta à 6 sous celle de la voie de bois dont la perception était faite au profit de l'Hôpital général. Ces droits divers ne devaient comporter qu'une durée de trois ans.

Mais si lourds qu'ils fussent, on en mit de plus lourds encore par l'édit du mois de septembre suivant, au sujet duquel l'*Encyclopédie méthodique* s'exprime en ces termes : « L'édit de novembre 1771 combla la « mesure de toutes les impositions mises par le génie de la fiscalité en ces « temps malheureux, en ajoutant deux nouveaux sols pour livre aux six « qui existaient déjà et frappant de huit sols pour livres tous les droits du « roi, ceux de la Ville et des hôpitaux et même ceux des particuliers ou « ceux qui, jusqu'à présent, n'en avaient supporté aucun (2) ».

Le *Don gratuit*, exempté depuis sa création de tous les sous pour livre, s'en vit tout à coup frappé, non seulement dans la proportion des six anciens affectés aux autres impôts, mais encore par les deux nouveaux.

Il est vrai qu'en raison de l'extrême âpreté de la température, on décida de dégrever le bois à brûler, dans la proportion des droits supplémentaires qu'il payait en dehors des 11 sols 6 deniers représentant le *Don gratuit;* mais cette exonération était d'une importance médiocre comparée aux accroissements considérables qui venaient d'être faits.

Le contribuable, écrasé de ce poids énorme, se plaignait amèrement, et bien qu'en général, on ne prît pas souci de ses doléances, les récriminations furent, cette fois, si véhémentes qu'il fallut en tenir compte au moyen d'un arrêt, soi-disant interprétatif, qui, le 15 décembre, prononça certains adoucissements à la rigueur des premières prescriptions.

Mais cette mansuétude ne fut pas de longue durée, et, l'orage passé, on en revint bien vite aux anciennes idées de fiscalité.

Les étoffes de drap, celles dites de mercerie dont les droits, en 1704, 1705, 1713 et 1734, avaient donné lieu à une succession de tarifs à taxes

(1) Voir plus haut, p. 95.
(2) Encyclopédie, Finances. Disc. prélim., p. LVI.

variées (1), étoffes au sujet desquelles, en 1745, les *maîtres et gardes des deux corps de marchands drapiers et merciers* avaient versé au Trésor un million de livres, tant pour la réunion en une seule Compagnie de leurs offices distincts d'inspecteurs et de contrôleurs que pour conserver la jouissance — autrefois acquise — des droits qu'ils percevaient à la halle aux draps et à la foire Saint-Germain-des-Prés : ces étoffes, disons-nous, devinrent l'objet, par arrêt du 31 mai 1772, d'une augmentation de taxe considérable, sous le prétexte, plus ou moins spécieux, que, « par la forme « du tarif de 1745, la perception des droits était devenue abusive, soit en « ne portant pas sur une grande partie des marchandises oubliées, ignorées « ou fabriquées nouvellement, soit en laissant subsister une inégalité de « prix qui n'est point relative à la différence actuelle de leur espèce ».

A ces considérations, l'arrêt du 31 mars en ajoutait d'autres, ayant pour but de faire ressortir l'inégalité de l'ancien impôt eu égard à ce que payaient certaines marchandises équivalentes et de prouver que, par l'emploi souvent pratiqué des fausses déclarations en passe-debout, on arrivait à faire frauduleusement consommer dans Paris des marchandises qui n'avaient pas satisfait aux droits, ce qui mettait « les marchands fidèles à les acquitter « dans l'impossibilité de soutenir la concurrence, vis-à-vis de ceux qui « savent s'en affranchir par des déclarations dont on ne peut vérifier la sin- « cérité ».

Ceci était juste, la fraude, à toutes les époques, ayant toujours été une cause de ruine pour les honnêtes gens.

Malheureusement, elle n'était pas seulement pratiquée par des commerçants peu scrupuleux et, sur les ports, dans les marchés, des réclamations nombreuses s'élevèrent contre les officiers de police, au sujet des sous pour livre qu'ils attribuaient à leurs charges et dont la légitimité était vivement contestée.

On s'en émut en haut lieu, et le 23 mars 1773 parut un arrêt portant que, désormais le payement du droit principal et de la surtaxe y attachée, donnerait lieu à la délivrance d'une seule et même quittance qui deviendrait l'objet d'un contrôle sur les registres des compagnies.

Peu de temps après, en 1774, la mort de Louis XV laissait à son successeur le devoir de rétablir les finances publiques. Turgot, en aidant Louis XVI dans cette tâche difficile, se préoccupa aussi des intérêts parisiens.

Un exemple de sa droiture parut notamment à propos d'une contestation survenue entre la Ville et la Compagnie adjudicataire des *Droits réservés* sous le nom de Bossuat. Le litige, — comme nous allons le voir, — fut résolu dans un sens entièrement opposé à celui qu'avait adopté l'abbé Terray.

(1) Ces étoffes étaient ainsi désignées dans ces tarifs : Draps proprement dits ; Étoffes de laine et mêlés de laine, soie, fils et autres matières ; Étoffes d'or, d'argent et de soie.

L'ordonnance de 1758, — si l'on s'en souvient, — avait créé sous le titre de : *Droits réservés*, différentes taxes portant sur les marchandises destinées à la consommation de Paris et de sa banlieue. Pris en abonnement par la ville en 1768, ces droits réservés, en vertu d'une décision philanthropique du Prévôt des Marchands, La Michodière, et des Échevins, qui administraient la capitale « en magistrats et non en financiers (1) » ne furent perçus que jusqu'à concurrence de la somme nécessaire au payement du susdit abonnement; dans ce but, renonçant à l'application de la totalité des droits et, par suite, au rendement qui devait en être la conséquence, ces magistrats avaient, sans en parler à personne, non seulement exonéré de la taxe à l'intérieur de Paris, les cuirs, les suifs et l'amidon; mais en outre, pour certaines localités de la banlieue, reconnues probablement les plus nécessiteuses, ils avaient fait abandon de la totalité de ces perceptions.

L'abonnement de la Ville devant prendre fin en 1774, l'abbé Terray, que certains avantages et des avances d'argent rattachaient à des intérêts étrangers à Paris, voulut le renouveler dès 1772. Il entama de nouvelles conventions avec la Compagnie et par un traité signé sur les bases de l'édit de création, il se trouva que les habitants de la ville et ceux de la banlieue se virent tout à coup dépossédés, sans le savoir, des avantages qu'ils avaient dus à la bienveillance de la municipalité.

Il en résulta, dans la perception, un certain trouble qui, durant deux mois, n'empêcha pourtant pas le recouvrement total de l'impôt. Mais au bout de ce temps, des observations, timides d'abord, s'élevèrent çà et là. On fit remarquer que l'on avait pour soi possession d'état d'où découlait, en quelque sorte, la légitimité des exonérations, et bientôt passant des murmures aux réclamations, on fit entendre de telles plaintes, que Turgot, malade en ce moment-là, « apprit avec la plus grande surprise, qu'une perception avait « été aggravée sous son ministère (2) ».

Il s'en montra très mécontent, fit venir devant lui les parties dissidentes, et M. de La Michodière ayant dévoilé le mot de l'énigme, « il fut or- « donné à Bossuat de se conformer à l'usage que les Prévôt des Mar- « chands et Échevins avaient établi (Arrêt du Conseil du 24 mars 1775), le « roi se chargeant d'ailleurs d'indemniser ses cautions de la perte que « pouvait leur causer ce changement fait aux conditions de leur traité (3) ».

Un peu avant cette époque du reste — le 8 janvier de la même année — de semblables dispositions avaient porté le ministre à faire décider une diminution de moitié des droits sur la marée fraîche et la suppression des taxes d'entrée et de halle sur le poisson salé, opération qui eut

(1) *Mémoires sur la vie et les ouvrages de Turgot*, par Dupont de Nemours, Philadelphie, in-8°, 1782, 2° partie, p. 99.
(2) Ibid. p. 100.
(3) Ibid. p. 101.

pour double résultat de développer la pêche sur les côtes de France et de donner, de ce chef, un tel élan à la consommation parisienne, qu'elle devint bientôt la source de revenus compensant et au delà la perte que l'on pensait en devoir subir.

Cette mesure, après sa réussite, produisit un si grand effet sur l'esprit public que Dupont de Nemours n'hésite pas à la qualifier de « belle expé« rience de finance qui, on doit l'espérer — ajoute-t-il — ne sera pas per« due pour le genre humain (1) ».

Elle ne le fut effectivement pas dans les temps modernes, où, appliquée quelquefois avec discernement à des objets de consommation usuelle, elle obtint des résultats sérieux quand le dégrèvement, par son importance, eut mis le commerce de détail dans l'impossibilité de s'en approprier tous les profits.

Le commencement de l'année 1776 vit s'accomplir une réforme qui aurait pu, avec le temps, profiter aux contribuables. A l'exemple de ce qui s'était fait à d'autres époques, les officiers de police sur les quais, halles et marchés de Paris furent supprimés et l'intention était de rendre la mesure définitive, mais seulement après le remboursement des charges. Jusque-là une caisse particulière devait recueillir le produit des droits.

Le roi, aux termes de l'article 3 de son édit de février 1776, disait : « Ces droits seront réunis à nos fermes jusqu'à ce qu'il en soit autrement « ordonné, à l'exception toutefois de ceux réunis au domaine et patrimoine « de notre bonne ville de Paris, desquels elle continuera de jouir comme « par le passé ».

La déclaration du 6 février qui suivit pour réglementer les détails d'exécution fut la dernière rédigée par Turgot en cette matière et l'Encyclopédie put dire après avec l'emphase de l'époque : « Le génie fiscal n'a« vait pas cessé de dormir depuis 1777. Nulle loi bursale n'avait été pro« mulguée. Son réveil arriva en 1781 (2) ».

Mais, alors le gouvernement, pressé par des besoins d'argent que la guerre d'Amérique rendait plus impérieux, se trouva dans la nécessité de s'en procurer coûte que coûte. Recourir à de nouveaux impôts ne lui était plus possible sous peine d'ajouter encore au mécontentement général. Dans cette situation critique, il fit paraître l'édit du 10 août par lequel, s'inspirant des idées de Turgot, et de celles qui avaient cours à ce moment, il dégreva ou supprima sur les objets de consommation usuelle quelques droits considérés comme les plus onéreux à la classe indigente pour charger au contraire les objets de luxe destinés à la consommation des riches.

(1) *Mémoires sur la vie et les ouvrages de Turgot*, par Dupont de Nemours, Philadelphie, in-8°, 1782, 2e partie, p. 14.

(2) Cf. Encyclopédie, Finances, Disc. prélim., p. LVIII.

Rejetant toute imposition directe sur les personnes ou sur les propriétés, la nouvelle déclaration préconisait, en ces termes, l'emploi d'une augmentation de droits sur les consommations :

« Nous avons considéré que cette forme de perception était la moins « onéreuse, que c'était celle dont le recouvrement occasionnerait moins de « frais, et qu'en comparant la valeur actuelle du marc d'argent avec celle « qu'il avait lors de l'établissement du droit principal, la plupart des den- « rées paieraient encore, malgré l'augmentation successive des sols pour « livre, des droits plus modérés que ceux qu'elles supportaient alors. »

En conséquence, le roi stipulait qu'il serait perçu jusqu'au dernier jour de décembre 1790, d'une manière générale et à son profit, outre les 8 sous pour livre énoncés en l'édit du mois février 1780, deux nouveaux sous, qui porteraient à 10 sous pour livre les droits devant lui revenir sur le principal de toutes les taxes levées, soit pour son propre compte, soit pour celui des États, provinces, villes, communautés d'habitants ou d'officiers et hôpitaux, à quelque titre que ce soit ;

Que les montants de tous les adonnements et compositions particulières, de quelque nature qu'ils soient, consentis aux fermiers, régisseurs et administrateurs des droits royaux seraient assujettis à la même surtaxe, de même que les sommes fixes « payées annuellement par quelques pro- « vinces, villes et communautés par représentation des octrois munici- « paux » ;

Que le doublement des droits sur les huiles et savons, fabriqués ou non dans le royaume, serait perçu au profit du Trésor dans la proportion de 6 deniers par livre d'huile d'olive, d'amandes, de noix et de poisson ; de 3 deniers par livre d'huile de térébenthine, lin, chènevis et autres graines, de 1 sou par livre d'huile de plus grand prix, de 30 sous par quintal de savon, plus les 10 sous pour livre dudit doublement ;

Qu'il serait perçu à l'entrée et au passage de la ville, des faubourgs et de la banlieue de Paris, outre les droits actuels et leurs 10 sous en sus 6 deniers par livre pesant d'huiles et savons de toute espèce ; un cinquième d'augmentation du principal des droits sur les bois carrés ; le doublement du principal des droits sur la chaux, le plâtre, les moellons bruts et piqués, la pierre dure, la pierre de Saint-Leu, la tuile, la brique et l'ardoise ; 10 livres par quintal de glaces brutes et polies, sans déduction du poids des caisses et emballages ; 40 sous par quintal de plomb ouvré ou non ouvré ; 1 sou par livre pesant de sucres et cassonnades de toutes sortes ; 2 sous par livre pesant de café de toute espèce et de tous pays, et enfin 1 sou par livre pesant de bougie jaune ou blanche, le tout passible de la surtaxe de 10 sous pour livre.

Pour contre-balancer ces impositions et surcharges, l'ordonnance prenait les dispositions suivantes : suppression de la surtaxe de 10 sous (8 anciens et 2 nouveaux) sur les 8 deniers pour livre du prix des bestiaux vendus



aux marchés de Sceaux et de Poissy, et sur les articles du tarif taxés en principal au-dessous de 6 deniers ;

Diminution sur le beurre et sur le bois à brûler destiné à Paris, ses faubourgs et la banlieue, des 2 sous pour livre prorogés en 1780 et des 2 autres sous créés par le présent édit, cette surtaxe restant seulement fixée à 6 sous pour livre ;

Suppression des droits tant principaux qu'additionnels concédés naguère aux communautés des épiciers, chapeliers, tanneurs, corroyeurs et charcutiers de Paris, sur les épiceries, les drogueries, les jambons et les porcs, les chapeaux fins et chapeaux de laine, les peaux de bœuf, de vache, de veau, de mouton et de cheval ; lesquels droits se percevaient au profit du Trésor depuis la suppression de 1776 ;

Suppression de tous droits aux entrées de Paris pour les faïences et verreries ;

Réduction au cinquième des taxes portant sur les légumes secs tels que pois, fèves et lentilles, sur les harengs frais et sorets, les fromages secs et frais de toute espèce et le poisson d'eau douce ;

Diminution de moitié pour les œufs, la volaille et le gibier servant à l'approvisionnement général. Quant à la volaille et au gibier que les bourgeois feraient venir pour leur propre consommation, par un arrêt du 24 août précédent, ils avaient été soumis, à l'entrée, à un droit *ad valorem* fixé chaque semaine, par le lieutenant général de police d'après le prix de la semaine précédente (1).

Les droits perçus soit au profit de la Ville de Paris, soit à celui de ses hôpitaux sur quelques-uns des objets énoncés au présent édit, demeureraient ce qu'ils étaient et ne seraient assujettis qu'aux 10 sous pour livre attribués au roi.

Telle est l'ordonnance du 10 août 1781 qui, malgré ses nombreux dégrèvements, n'en reste pas moins un acte que l'on peut qualifier de fiscal au premier chef. En arrondissant, en effet, au chiffre de 10 sous pour livre, le total des droits, on forçait le contribuable à payer en sus la moitié du principal et même davantage à cause du vingtième de l'hôpital, de son doublement et des sous pour livre y affectés. Le tout réuni faisait en réalité monter la taxe supplémentaire à 18 vingtièmes du droit principal.

L'ordonnance de 1781 est intéressante, non seulement pour les modifications sérieuses qu'elle a apportées au tarif de Paris, mais aussi parce qu'elle a été, pendant dix ans, c'est-à-dire jusqu'en 1791 le dernier acte de la fiscalité de l'ancien régime pour la plupart des objets assujettis aux droits d'introduction.

(1) La fréquente mobilité de ces tarifs hebdomadaires ayant soulevé de nombreuses objections, ils devinrent, en 1784, l'objet de revisions qui n'avaient lieu que tous les six mois.



Elle fut aussi l'expression plus accentuée des idées philanthropiques tendant à soulager le peuple et à protéger le commerce et l'industrie.

Déjà, du reste, le 8 juillet précédent, le roi avait fait preuve de cette tendance en répondant aux réclamations de certains industriels par un abaissement de taxe, aux entrées de Paris, sur les gazes de toutes longueurs et toutes qualités. Les droits portant sur « les étoffes et marchandises de draperies et merceries » — comme on disait alors — n'avaient pas été remaniés depuis le 31 mai 1772 et, bien qu'en ce qui concerne les gazes, ils eussent été modérés, cela, paraît-il, ne fut pas suffisant, puisque le roi « désirant favoriser de plus en plus les fabriques nationales, crut devoir « exciter leur émulation en accordant une nouvelle modération » qui fixa le principal du droit à 2 deniers par aune de gaze à percevoir au bureau de la halle aux draps et toiles qui avait été reconstruite naguère avec les produits d'un droit d'entrée établi sur les étoffes.

Chaque halle avait alors sa destination spéciale et, de même qu'il avait été fait jadis pour la halle aux draps, on décida de reconstruire, rue Mauconseil, sur les anciens terrains de la Comédie Italienne, la halle aux cuirs dont le siège, devenu insuffisant, était situé rue de la Lingerie. Mais, contrairement au moyen employé pour l'établissement de l'autre halle, on accepta, pour celle-ci, l'offre des tanneurs, fabricants, marchands et commissionnaires en cuirs et peaux de faire payer un droit modique en sus des 10 sous pour livre dont ces marchandises restaient passibles de par l'édit de 1781 malgré les réclamations auxquelles la communauté s'était livrée à cette époque. Ce droit modique, destiné au remboursement des avances du prix d'achat des terrains ou de construction et qui devait être payé partie par le vendeur et partie par l'acheteur, resterait d'ailleurs appliqué aux seules marchandises qui seraient conduites à la susdite halle.

En conséquence, par des lettres patentes du 11 novembre 1784, l'ouverture de la nouvelle halle fut autorisée sous les conditions exprimées ci-dessus.

En 1785, le 11 février, le roi ayant ordonné la démolition des maisons et échoppes qui environnaient la halle aux draps ou lui étaient adossées, ainsi que l'ouverture de voies commodes pour en faciliter l'accès, il fut décidé que les 8 sous pour livre établis en 1771 et 1780 seraient affectés à ces embellissements; ce qui prouve que, pour des destinations identiques, les moyens de procéder n'étaient pas les mêmes.

Pendant que les années suivantes voyaient s'accomplir les événements avant-coureurs de la Révolution le service des entrées et octrois ne subissait aucun changement. Certes, il restait encore bien des améliorations à faire, mais, sans nul doute, par des mesures sagement graduées on serait arrivé à un système suffisamment perfectionné au double point de vue de l'administration et des contribuables.

Comme tous les impôts perçus alors en France, ceux qu'on payait en passant les barrières de Paris n'avaient pas cessé d'être affermés, et depuis longtemps les anciennes fermes particulières avaient été englobées dans les baux de la Ferme générale. Les agents que cette association considérable employait à la manutention des droits étaient au nombre de près de 400 sous le nom de contrôleurs, receveurs, inspecteurs, chefs de bureau, sous-inspecteurs, vérificateurs, tous subordonnés au directeur-général des entrées de Paris résidant à l'hôtel de Bretonvilliers.

Les frais de perception, compris les émoluments accordés par le roi, la Ville et les hôpitaux pour les portions qui leur revenaient dans les droits, entraînaient une dépense de plus de 1,200,000 livres.

Le dernier bail avait été passé, le 28 mars 1786, au nom de Jean-Baptiste Mager. Commencé le 1er janvier 1787, ce bail qui devait prendre fin le 31 décembre 1792 avait été consenti moyennant la redevance annuelle de trente millions, sauf déduction de 1,220,000 livres, chaque année, tant que l'enceinte des murs, construits par l'architecte Ledoux et dont les travaux étaient à la charge de l'Etat, ne serait pas achevée. Le produit total des recettes effectuées en 1790 par l'octroi, pour le compte du Trésor, de la Ville et des Hôpitaux s'éleva à 35,910,859 livres, se décomposant ainsi : pour le Trésor 25,059,446 livres; pour la Ville et les hôpitaux 10,851,413 livres.

Nous rappellerons, du reste, que, selon le calcul de Lavoisier, les Parisiens payaient alors plus de la moitié de leurs impositions en droits d'entrée et d'octroi.

Cette proportion paraissait exorbitante aux adeptes des nouvelles doctrines économiques. La réprobation contre les impôts de consommation était devenue générale, et on ne voyait dans leur suppression qu'un allégement considérable aux charges publiques, sans se rendre compte qu'ils procuraient des ressources difficiles à remplacer.

A Paris, leur abolition était demandée bruyamment, et le 12 juillet les barrières furent incendiées. Les désordres de cette journée et des suivantes favorisèrent l'introduction de quantités énormes d'objets assujettis sans payement des droits, et cela continua quand les bureaux furent tant bien que mal rétablis, les agents n'osant s'y montrer rigoureux et les portes étant restées mal closes.

« Malgré les décrets de l'Assemblée nationale des 28 janvier et 28 dé-
« cembre 1790 prescrivant la perception jusqu'à nouvel ordre des droits
« d'entrée et d'octroi, quel est le préposé qui eût osé arrêter un frau-
« deur (1) ? »

Ce ne fut pourtant qu'en 1791 que le service cessa officiellement de fonctionner, après que la loi du 19 février eut supprimé tous les impôts perçus à l'entrée des villes, bourgs et villages, à compter du 1er mai.

(1) *Traité des droits d'entrée et d'octroi de la ville de Paris*, par Allouard, 1831.

A cette date, parut la note suivante dans le *Moniteur :*

« C'est aujourd'hui, 1er mai, qu'en exécution du décret de l'Assemblée « nationale cesse la perception des entrées de Paris. Le corps municipal, « d'accord avec le Directoire du département, a ordonné que, ce jour, toutes « les barrières seront non seulement ouvertes, mais encore successivement « enlevées. La musique et des détachements de la garde nationale feront le « tour des murs de la ville de Paris, pour annoncer la suppression de ces « droits qui doivent diminuer si considérablement tous les objets de con- « sommation dans la capitale, puisque leur produit dépasse chaque année « trente-cinq millions. C'est par cette sorte de fête que l'on célébrera ce « bienfait de l'Assemblée nationale (1). »

(1) Le *Moniteur universel* du 1er mai 1791, p. 495.

# CHAPITRE VII

## 1791-1814.

Loi du 27 vendémiaire an VII établissant l'octroi de Paris. — Arrêtés d'organisation. — Loi des 19 et 27 frimaire an VIII. — Loi du 5 ventôse (même année). — Tentative de régie intéressée. — Arrêtés des 4 et 20 thermidor an X. — Arrêté du 24 frimaire an XI. — Modifications au tarif de l'octroi. — Loi du 5 ventôse an XII. — Lois et décrets du 25 février 1805 au 11 novembre 1813. — Loi du 8 décembre 1814. — Ordonnances des 9 et 23 décembre (même année). — Réglementations concernant le personnel et les détails du service.

L'abolition de l'octroi fut loin d'être favorable aux intérêts de Paris et bien que le gouvernement eût pensé pouvoir faire face aux besoins du département et de la Ville par une contribution générale patriotique, par des droits supplémentaires d'hypothèque et de patente, par une augmentation des tarifs de douane et de timbre, par les contributions foncière et mobilière, et enfin par les sous pour livre perçus dans les halles et marchés, force fut de reconnaître que l'expérience avait démontré l'inanité de ces ressources.

En outre la loi du 29 nivôse an V qui affectait 200,000 francs par décade au département de la Seine et à la commune de Paris n'avait été que transitoire.

Le retard apporté à l'émission des rôles de la contribution personnelle compliquait du reste la situation désastreuse de la capitale : sans ressources, sans revenus, celle-ci ne pouvait pourvoir aux nécessités les plus urgentes de ses services et non seulement pour ce qui concernait la voirie, l'éclairage des rues, la solde de ses agents et employés, elle était démunie de tout pécule, mais encore — et c'était le plus douloureux — elle ne pouvait subvenir à l'entretien, à la subsistance des hôpitaux et hospices et bien moins à la distribution des secours à domicile, toutes choses qui, pourtant, constituent le premier devoir des villes envers leurs habitants.

L'incapacité du Trésor public à remplir ses obligations ayant été constatée par les lois des 8, 13 brumaire et 9 vendémiaire an VI, il devint opportun d'aviser promptement et après un examen approfondi, il fut reconnu que le seul remède praticable serait un retour au retour de l'octroi. On ne se dissimula pas tout ce que ce retour avait de périlleux vis-à-vis d'une population si hostile sept ans seulement auparavant à cette institution et quelques uns de ceux qui préconisaient la mesure durent certainement se sou-

venir de la date mémorable où Paris, pendant un jour et une nuit, s'était vu entouré d'un immense cercle de feu.

Mais il fallait prendre un parti, le Trésor ne procédant plus que par payement d'acomptes envers la Ville à qui il était dû, sans espoir de liquidation, la somme de 2,506,885 francs.

En conséquence, dans la séance du 4 prairial an VI (23 mai 1798), Vernier, l'un des membres du Conseil des Anciens, déposa un rapport dans lequel, présentant le tableau du dénuement de la commune de Paris, il s'exprima en ces termes :

« L'exposé du Directoire qui présente les faits en substance et qui at-
« teste que toutes les parties du service dont cette commune est chargée
« se trouvent exposées à manquer, n'est, malheureusement que trop exact ;
« il ne l'est pas moins que dans cette vaste cité exposée plus que toute
« autre aux fluctuations, aux chocs, aux impressions de tout genre, la ces-
« sation des payements envers un nombre infini d'employés et de fournis-
« seurs peut devenir nuisible, même au crédit national, et alarmante sous
« tous les rapports de la sûreté publique, en raison de l'influence de cette
« commune sur l'opinion des départements, même les plus éclairés. »

Ainsi, selon Vernier, ce n'était pas en raison de la souffrance et de la profonde misère de Paris qu'il fallait le secourir, mais simplement pour ne pas porter atteinte au crédit national, et nuire au prestige que la capitale exerçait sur l'opinion publique des provinces !

« De toutes ces considérations, ajoutait-il, votre commission a conclu,
« avec le Directoire, qu'un tel état de choses ne pouvait se soutenir, qu'il
« ne pouvait se prolonger sans un grand danger. »

Le 2 fructidor suivant (20 août 1798) il fut fait un autre rapport au Corps Législatif — celui-ci était d'Aubert, devenu plus tard régisseur de l'octroi. — Il établissait que le département de la Seine était endetté de la somme de 3,001,664 francs (1); que les prévisions des dépenses départementales et communales pour l'an VII atteignaient le chiffre de 13,190,534 fr. et que le Trésor public ne pouvant venir au secours de Paris, il était urgent d'y pourvoir par une imposition indirecte et locale.

Soumise au Conseil des Anciens, l'urgence de ce rapport fut reconnue et, le 24 vendémiaire an VII (15 octobre 1798), apparut, en première lecture, le projet de loi suivant :

« Le Conseil des Cinq-Cents, considérant que, depuis longtemps, la
« commune de Paris ne fournit à ses dépenses locales que par les avances
« successives que lui fait le Trésor national ;

« Qu'un tel emploi des fonds publics est un abus qu'il est instant de ré-
« primer ;

« Que la loi du 9 germinal an V, article 6, ordonne impérieusement

(1) Dans cette somme étaient comprises : pour le pavage de la ville de Paris, 450,000 livres; pour l'éclairage, 420,000 livres ; pour l'enlèvement des boues, 410,000 livres et pour le salaire des balayeurs, 16,000 livres.

« qu'en cas d'insuffisance des centimes et sous additionnels de la contribu-
« tion personnelle, mobilière et somptuaire pour les dépenses municipales
« et communales, il y soit pourvu par l'administration centrale du dépar-
« tement, uniquement par des contributions indirectes et locales dont l'éta-
« blissement et la perception ne pourront être autorisés que par le Corps
« Législatif à peine de concussion;

« Que la détresse des hospices civils de la commune de Paris, l'interrup-
« tion de la distribution des secours à domicile n'admettant plus aucun
« délai ;

« Déclare qu'il y a urgence et prend la résolution suivante :

« Article premier. — Il sera perçu, par la commune de Paris, un octroi
« municipal et de bienfaisance, conformément au tarif annexé à la présente
« loi, spécialement destiné à l'acquit de ses dépenses locales, et de préfé-
« rence à celle de ses hospices et des secours à domicile.

« Art. 2. — Le Directoire exécutif est chargé de faire les règlements
« généraux et locaux nécessaires pour l'exécution de la perception de
« l'octroi de bienfaisance établi par l'article 1er.

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

« Art. 8. — L'administration de l'octroi de bienfaisance fait partie des
« attributions des administrations municipales de Paris, chacune dans son
« arrondissement, sous la surveillance de l'administration centrale du
« département. »

Les autres articles, au nombre de vingt, posent, en principe, les bases organisatrices du service, les devoirs primordiaux des employés, les obligations des introducteurs et, enfin, les mesures principales à prendre pour la régularisation et le contrôle de la comptabilité.

Le 27 vendémiaire an VII (18 octobre 1798), ce projet de loi, voté par le Corps législatif, approuvé par le Conseil des anciens, devint la loi fondamentale de l'octroi moderne, institution qui, depuis le 1er brumaire an VII jusqu'à nos jours, n'a pas cessé de fonctionner, au grand avantage de la Ville de Paris et de l'État.

C'est, en effet, 48 heures après le vote de la loi, sans attendre les instructions du ministre de l'intérieur que, dans la hâte qu'on avait d'en faire une application immédiate « attendu les inconvénients du retard et la néces-
« sité de faire cesser promptement la détresse des hospices et autres ser-
« vices publics dans la commune de Paris (1) », un arrêté du Directoire exécutif, après publication et affichage, fixa au 1er brumaire l'ouverture de la perception avec indication des mesures provisoires que le ministre de l'intérieur aurait à prendre pour la mise en pratique du nouveau tarif d'octroi.

Il était composé de vingt-huit articles qui portaient sur les vins en cercles

(1) Arrêté du Directoire exécutif du 29 vendémiaire an VII (20 octobre 1798).

et en bouteilles, les eaux-de-vie ou esprits, les vinaigres ou vins gâtés, les bœufs, les vaches, les veaux, les porcs, les moutons, la viande de boucherie et la charcuterie, les foins et luzernes, la paille, l'avoine, le bois de chauffage dur, le bois blanc, le charbon de bois, la chaux, le plâtre cuit, les moellons bruts et piqués, la pierre dure ou de libage, les pierres de liais, de Saint-Leu ou Vergelet, le chêne en brin, en solive et en poteau, les chevrons et membrures et, enfin, les planches de chêne de 4, 3 et 2 mètres.

Pour prévenir les critiques et faire adopter plus facilement par le public le retour aux anciens usages, on avait, dans cette nouvelle nomenclature, considérablement abaissé le taux de chaque taxe : le vin, précédemment imposé à 60 livres, 12 sous, 8 deniers par muid, — ce qui représentait 22 fr. 30 c. par hectolitre, — ne payait plus, pour cette quantité, que 5 fr. 50 c.; les esprits — passibles autrefois de droits différentiels ainsi échelonnés : par muid, alcool, 381 l., 12 s.; eau-de-vie rectifiée, 263 l., 15 s.; eau-de-vie simple, 162 l., 3 s. — étaient seulement assujettis à la taxe unique de 16 fr. 50 c. par hectolitre. Pour les animaux de boucherie, passibles du droit par tête, le dégrèvement était également fort important : au lieu de 21 l., 5 s., 10 d. et de 12 l., 15 s., 9 d. qu'acquittaient le bœuf et la vache, ils n'étaient plus imposés qu'à 15 fr. et à 7 fr. 50 c. Les veaux et les porcs qui payaient, les premiers, 5 l., 7 s., 3 d. et les derniers, 7 l., 17 s., 5 d., ne payaient plus, les uns et les autres, que 3 fr. Les moutons, de 1 l., 18 s., 3 d., étaient passés à 50 c. simplement. Et il en était de même de tous les autres articles du nouveau tarif qui avait encore l'avantage, sur son devancier, de ne comporter qu'un nombre d'articles beaucoup plus restreint, 28 au lieu de 40.

Le 3 brumaire (24 octobre 1798), l'organisation de l'octroi municipal et de bienfaisance de Paris fut définitivement arrêtée. Elle portait en principe que cette institution formerait une régie dont les bureaux seraient situés dans la maison ci-devant commune; qu'elle serait « confiée à la surveillance « de trois régisseurs immédiatement subordonnés au ministre de l'inté- « rieur », et que ces fonctionnaires, dont les traitements seraient ultérieurement fixés par arrêté particulier, auraient sous leurs ordres les inspecteurs, receveurs, contrôleurs, jaugeurs, toiseurs et autres employés du service.

« Ils proposeront, sans délai, au ministre de l'intérieur — ajoute l'arrêté « — un projet d'organisation et de règlement général pour les bureaux de « perception établis aux barrières et dans l'intérieur de Paris. »

L'arrêté du Directoire exécutif, en date du 29 frimaire suivant (19 décembre 1798), compléta les dispositions précédentes. Il détermina que sur les 8,600,000 fr., produit présumé de l'octroi, 8 centimes par franc, soit 688,000 fr., seraient prélevés pour servir, jusqu'à concurrence de 516,000 fr., aux appointements, aux remises des employés et aux frais de la régie et que la somme de 172,000 fr., représentant 2 centimes d'impôt devrait être

affectée aux dépenses extraordinaires. En cas de reliquat disponible, les préposés jouiraient d'un supplément de remises.

C'est dans ces remises, prélevées alors à raison d'un quart sur le traitement fixe des employés, qu'il faut chercher l'origine de celles que la Ville de Paris donne actuellement aux agents de l'octroi à titre de supplément d'appointements et qui, dans aucun cas, ne peuvent excéder le dixième du traitement complet (1).

Afin de garantir la perception contre toute atteinte frauduleuse, l'arrêté du 29 frimaire, de même, du reste, que la loi fondamentale du 27 vendémiaire an VII édictait des mesures de coercition contre les introducteurs d'objets assujettis qui n'en auraient pas fait la déclaration préalable, ou contre ceux qui, par violence ou de toute autre manière, s'opposeraient au fonctionnement du service (2). Dans ce cas le ministre de l'intérieur était « autorisé à requérir la force armée et à prendre toutes les mesures néces- « saires pour assurer la perception de l'octroi municipal (3) ».

Mais, pendant que s'appliquait la nouvelle organisation de l'octroi, et qu'au Directoire succédait le Consulat, celui-ci se hâtait de faire voter par la nouvelle Assemblée des Cinq-Cents la loi du 19 frimaire an VIII (10 décembre 1799), aux termes de laquelle, « considérant qu'il est instant de statuer sur tout ce qui intéresse le bien de l'humanité », il est arrêté : 1° qu'il sera levé un droit d'octroi « d'un franc par hectolitre de bière, de « trois francs par hectolitre de poiré et de 50 centimes par hectolitre « d'orge entrant dans la commune de Paris » ; 2° qu'il sera ajouté deux centimes par franc sur les autres droits d'octroi, et qu'enfin, les objets saisis pour défaut de déclaration à leur entrée dans la ville ne seront rendus aux propriétaires ou conducteurs qu'après payement, au profit des pauvres, d'une somme égale à la valeur vénale des dits objets, lesquels, en cas de non-payement, seront vendus, pour leur prix de vente être partagé entre les hospices et les employés de l'octroi.

Une nouvelle loi, survenue quelques jours plus tard, le 27 frimaire (18 décembre 1799), appliqua dans certaines villes des départements la majeure partie des mesures adoptées à Paris, en y ajoutant, au point de vue administratif et contentieux, plusieurs dispositions complémentaires, dont l'octroi métropolitain ne tarda pas à faire son profit. Parmi celles-ci se trouvait notamment, dans l'intérêt de la perception et de la sécurité des employés, une prescription tendant à infliger une amende de 50 fr. pour l'opposition aux fonctions des agents et, pour le cas de voie de fait, prononçant le renvoi du délinquant devant le directeur du jury pour application des peines portées au Code pénal.

En dehors de ces questions de pénalités, la loi du 27 frimaire, an VIII

(1) Indépendamment de ces remises les employés en touchent directement du Trésor pour la perception de ses droits. Elles sont calculées d'après un ancien tableau de répartition au prorata des sommes encaissées et des traitements.

(2) Loi du 27 vendémiaire an VII, art. 9 et 12.

(3) Arrêté du Directoire exécutif du 29 frimaire an VII, art. 10.



consacrait un principe d'une extrême importance en matière d'octroi. Elle disait, en effet (art. 22) : « Ne sont point sujets aux droits d'octroi les objets « non destinés à la consommation des communes et qui n'y entrent que « par *transit*, ou pour y être *entreposés* jusqu'à leur sortie ultérieure. »

Or, le *transit* — ou droit de faire séjourner plus de vingt-quatre heures dans les villes, avec suspension de taxe, une marchandise passible d'imposition — n'avait pas eu jusque-là de consécration légale, pas plus, du reste, que le droit à l'entrepôt. L'arrêté du Directoire du 29 nivôse an VII qui, pourtant, avait traité à fond le *transit* et le *passe-debout*, n'avait pu leur donner une sanction régulière. Il appartenait à la loi de combler cette lacune et c'est ce que fit celle précitée du 27 frimaire an VIII, laquelle, en outre pour ce qui concernait l'entrepôt, généralisa l'application de cette faculté à tous les objets du tarif alors que, précédemment, elle avait été limitée aux seuls vins amenés à la Halle.

Le fait de cette extension légale tient une place considérable dans l'histoire du commerce.

Les conséquences de la présente loi n'eurent pas, du reste, ces uniques résultats, car si — comme nous l'avons dit tout à l'heure au sujet des pénalités prescrites dans cet acte — Paris s'était attribué certaines des mesures appliquées aux départements, ceux-ci, de leur côté, ne se firent pas faute de réclamer avec instance toutes les assimilations parisiennes qui pouvaient leur être avantageuses. C'est ainsi qu'après le rétablissement de l'octroi métropolitain, des demandes de créations semblables s'étaient produites en si grand nombre dans les communes que le Corps législatif qui, d'abord, en avait fait l'objet de délibérations séparées, finit, aux termes de la loi du 5 ventôse an VIII (26 février 1800), par autoriser l'établissement d'institutions octroyennes dans toutes les villes où l'insuffisance des ressources hospitalières serait notoirement reconnue.

La publication de cette loi eut plus d'effet qu'on n'en attendait. Des demandes d'octroi arrivèrent de tous côtés aux consuls qui durent se décharger sur le ministre de l'intérieur du soin d'approuver ou de modifier les tarifs et règlements présentés par les conseils municipaux.

Quant à l'octroi de Paris, qui fonctionnait d'après les prescriptions de l'an VII, on s'aperçut bientôt que sa réglementation était incomplète et l'on crut y pourvoir, le 9 fructidor suivant (30 août 1800), par un arrêté qui substitua à la régie municipale une régie intéressée représentée par trois régisseurs ; mais par suite d'un dissentiment, le bail ayant été résilié par les consuls, le ministre de l'intérieur eut à nommer cinq régisseurs chargés d'administrer provisoirement l'octroi de Paris (1) en attendant que d'autres fermiers se présentassent.

Ce système fut sans doute trouvé bon pour les intérêts de la Ville et de l'État, puisqu'il fut adopté définitivemnent plus tard comme un principe dont on ne devrait plus se départir.

(1) Arrêté du 17 nivôse an XI (27 janvier 1803).

Entre temps un arrêté général (4 thermidor an X = 23 juillet 1802) reconnaissant l'insuffisance des produits d'octroi dans un grand nombre de communes, leur avait garanti l'affectation complète à leur profit de ces mêmes produits en y ajoutant l'autorisation de présenter par la voie des conseils municipaux, des projets d'accroissement de taxes tendant à amener l'équilibre entre leurs recettes et leurs dépenses.

Paris, comme les autres communes du territoire, devait donc jouir de l'intégralité de ses revenus d'octroi. Ils venaient d'être augmentés, à l'occasion de la construction du canal de l'Ourcq, de 1 fr. 25 centimes par hectolitre sur le vin en pièce ou en bouteilles (arrêté du 29 thermidor an X = 16 août 1802). Malheureusement la nouvelle taxe ne fut pas d'un grand secours pour la ville car, aussi bien pour aider à l'équilibre du budget obtenu pour la première fois depuis cent ans, que pour subvenir aux dépenses excessives de la guerre, une partie des produits d'octroi, qualifiée *Remboursement*, fut prise à Paris comme dans les départements par l'État pour la fourniture du pain de soupe aux armées.

L'arrêté du 24 frimaire an XI (15 décembre 1802), qui prescrivait cette disposition, stipulait un prélèvement de 5 0/0, qui serait applicable aux produits nets des octrois dans les villes d'une population supérieure à 4,000 âmes.

Il est à remarquer, du reste, qu'à cette époque et depuis quelque temps déjà, les tendances fiscales du gouvernement s'étaient portées vers les impôts de consommation. Ces tendances étaient favorisées par l'oubli où tombait de plus en plus la réprobation dont les impôts de cette nature avaient été l'objet.

Nous en trouvons la preuve dans ce fait qu'en l'an XI, lors de la suppression de la contribution mobilière à Paris, un arrêté du quatrième jour complémentaire (21 septembre 1803) avait autorisé la « commune » à remplacer la susdite contribution par des droits additionnels d'octroi. Celui-ci, d'ailleurs, avait subi des remaniements d'une certaine importance, portant d'abord sur les eaux-de-vie et esprits altérés qui, désormais, furent soumis aux mêmes droits que les esprits purs; puis sur le cidre et le poiré qui à la distillation dans Paris eurent à payer une taxe égale à celle d'entrée. Le tarif nouveau était, en outre, annoté d'instructions sur les bestiaux abattus et dépecés, sur les excédents, sur le poids réglementaire des bottes de foin, de paille ou de luzerne et enfin sur la marche à suivre dans les questions de prélèvement des droits sur les bois de construction, de menuise et de déchirage.

Peu de temps après, le 15 ventôse, an XII (25 février 1804) fut publiée l'importante loi de finances qui prononça le rétablissement de l'impôt sur les boissons aboli le 2 mars 1791.

Depuis cette époque, c'était à la régie de l'enregistrement, que la perception des contributions indirectes avait été confiée; mais, comme il fut reconnu que cette administration n'avait pu suivre ce service avec tout le

soin désirable, on le spécialisa, sous le titre de : *Régie des droits réunis*, entre les mains d'un Directeur général et de plusieurs administrateurs.

La loi de ventôse, outre qu'elle portait à 40 centimes par hectolitre le droit du vin vendu au détail et à 16 centimes celui des cidres et poirés, imposait la bière à la fabrication à raison de 40 centimes l'hectolitre. Elle frappa également la généralité des distillations d'un droit de licence annuel de 10 francs, et pour ce qui concernait la distillation spéciale des grains et cerises, elle ajoutait à ce droit de licence une taxe proportionnelle de 40 centimes par hectolitre applicable aux grains et aux cerises servant de matières premières à ces fabrications.

De l'adoption de cette mesure découlait naturellement la nécessité de se garantir contre les fausses déclarations, aussi fut-il stipulé, pour plus de sûreté, que l'on aurait recours à un inventaire annuel, qui serait pratiqué chez le propriétaire récoltant dans les six semaines de la récolte, ou que, facultativement, — les conseils municipaux l'avaient demandé — l'on constaterait sur place la qualité de la vendange et des fruits, ou bien celle des vins et autres boissons récemment préparées.

Mais ce système était d'une pratique si difficile, il soulevait tant de discussions et mettait en péril si sérieux les intérêts de la perception qu'on dut l'abandonner au bout de peu de temps.

A ce moment-là, on était du reste administrativement dans une période de tâtonnement : les octrois dépendaient du Ministère de l'intérieur et avaient pourtant un caractère qui les rattachait plus spécialement à celui des finances, aussi, le 28 ventôse an XII (10 mars 1804), fut-il décidé qu'ils passeraient dans les attributions de ce dernier ministère. On alla même, mais ce fut une mesure passagère, jusqu'à charger le Conseil d'État d'examiner et de modifier, chaque année, à époque fixe, les tarifs en vigueur.

Moins d'un an après la proclamation de l'Empire, le 25 février 1805, parut une nouvelle loi de finances qui modifia celle du 5 ventôse an XII en tout ce qu'elle renfermait d'obscur ou d'incomplet.

Le service des octrois fut désormais subordonné à des règlements d'administration publique ; la rédaction des procès-verbaux devint l'objet d'une instruction spéciale, la suite des actes étant déférée aux tribunaux de police correctionnelle pour les cas de fraude, et, en matière de recouvrements des taxes au profit du Trésor, la régie des droits réunis fut privilégiée.

Au 1er janvier suivant, on établit dans les villes en possession d'un revenu d'octroi dépassant 20,000 francs un prélèvement de 10 0/0 sur ledit revenu, lequel était appelé à remplacer la levée de 5 0/0 créée par l'arrêté du 24 frimaire an XI. Il était réservé à la loi du 28 avril 1816 d'étendre le prélèvement ainsi doublé à tous les octrois.

Au commencement de cette même année 1806, une nouvelle augmentation sur les vins, vinaigres, bières, cidres et poirés fut décidée à l'occasion de travaux nécessaires à la voirie de Paris. Elle fut de 3 francs par hectolitre pour les vins et vinaigres et de 1 franc pour les bières, cidres et poirés.

Mais cela était loin de suffire aux besoins généraux; aussi pour mieux garantir la perception contre les atteintes des commerçants peu scrupuleux, la loi du 4 avril 1806 l'entoura-t-elle, dans les départements, en ce qui regardait les vins, de formalités propres à donner une plus grande sécurité et, à Paris, supprima-t-elle l'exercice des boissons devenu impraticable à raison du trop grand nombre d'assujettis; elle le remplaça par des droits perçus aux entrées de la ville.

Nous verrons plus tard qu'à cette prohibition de l'exercice dans Paris il ne fut fait d'exception que par la loi du 8 décembre 1814 pour les bières; par celle du 24 juin 1824 pour les eaux-de-vie et esprits dont les droits de circulation et de consommation furent changés en une taxe équivalente aux portes de la ville, et enfin, par la loi du 3 juillet 1846 pour les cidres et poirés.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, la tendance à surcharger les droits d'octroi d'une partie de l'impôt direct s'affirmait chaque jour davantage. En 1807, lors de la suppression des taxes mobilière et somptuaire créées par la loi du 7 thermidor an III, il en fut ainsi; il est vrai que les villes possédant un octroi étaient autorisées à convertir ces taxes en droits supplémentaires de consommation.

Ce qui prouve, du reste, que le système de l'impôt indirect était alors à l'ordre du jour, c'est que l'on ne se fit pas faute d'y recourir coup sur coup, et notamment par le décret du 9 juin 1808. Cet acte apporta au tarif de Paris des modifications sur les orges, les trains de bois mélangés et les eaux-de-vie pour lesquelles le droit fixe de 25 francs par hectolitre fut porté à 35 francs, quand elles marqueraient de 22 à 27 degrés, et à 50 francs quand elles dépasseraient 28 degrés.

Avec le temps on reconnaissait les avantages des octrois et la nécessité d'en perfectionner les rouages. Pour celui de Paris, à ces préoccupations répondit le décret impérial, rendu, à Bayonne, le 16 juin 1808. Il prescrivait : que le nombre des régisseurs serait réduit à trois ; que les frais ordinaires de perception ne pourraient excéder 1,080,000 francs et enfin qu'au traitement des employés seraient joints, à titre de remises sur les produits dépassant 18 millions bruts, dix centimes par franc sur le premier million et six centimes sur les autres, sans que toutefois la somme à toucher de ce chef puisse aller au delà de 25 0/0 des appointements.

Le 25 novembre suivant, la loi du budget de 1809 établit, au profit du Trésor, sur les boissons le droit général de *circulation* et celui *d'entrée* dans les villes et bourgs de 2,000 âmes et au-dessus.

A cette loi succéda, le 17 mai 1809, un décret traitant des octrois en général et dans lequel il fut stipulé qu'il serait fait un règlement particulier pour l'octroi de Paris; mais ce fut seulement en 1814 que cette prescription légale put être, en partie, réalisée.

Sur ces entrefaites, l'administration ayant remarqué que, depuis quelque temps, des quantités de vin relativement considérables étaient fabriquées

à l'intérieur de Paris sans payement de droits, ce qui ne laissait pas que de porter préjudice aux introducteurs, fit rendre un décret en date du 9 septembre 1810 en vertu duquel cette inégalité dut cesser; les vins fabriqués à l'intérieur de Paris, soit avec le raisin y récolté, soit avec celui provenant de l'extérieur, furent soumis à la taxe de l'entrée, sauf une déduction de 4 0/0 pour couvrir les ouillages. A cette taxe fut ajoutée celle du droit de débit à l'intérieur, le décret, du reste, prescrivant toutes les formalités à suivre pour l'application de l'exercice nécessaire à cette constatation et à la répression de la fraude.

Durant les années suivantes parurent de nouveaux décrets intéressant Paris: le premier (10 février 1811) portait de 13 fr. 50 à 15 francs le droit sur les vins en cercles et les vinaigres et augmentait de 90 centimes la taxe des porcs; le deuxième (8 février 1812)dépossédait l'administration municipale de la gérance de son octroi pour en charger la régie des droits réunis; le troisième (20 juin, même année) donnait au service de l'octroi le titre de *Direction des Droits d'Entrée et d'Octroi* qu'il porte encore aujourd'hui; et le quatrième (11 novembre 1813) surélevait d'un décime au profit du Trésor l'ensemble des taxes d'octroi et des droits réunis, imposition qui fut abrogée le 27 avril 1814.

C'est à la fin de cette dernière année, pendant le mouvement réorganisateur qui marqua le passage de l'Empire au gouvernement de la Restauration, qu'en exécution de la loi du 8 décembre 1814, qui rendait aux villes la gestion de leurs octrois, celui de Paris est entré de plein pied dans la vie moderne. Car si, depuis cette époque, il est devenu l'objet de quelques modifications de service, celles-ci n'ont entamé, en quoique ce soit, ni le caractère municipal qui lui appartient, ni la forme administrative sous laquelle il fonctionne.

La loi du 9 décembre 1814, entre autres dispositions, en contenait une (article 83), autorisant l'exercice des bières dans Paris.

Les intérêts du Trésor cependant comportant une mainmise directe sur un service qui était chargé d'une perception aussi considérable pour le compte de l'État, il parut dès le lendemain, 9 décembre, une ordonnance qui tout en portant règlement général sur les octrois, se réserva « de statuer séparément sur l'organisation et l'administration de l'octroi et de « l'entrepôt » de la ville de Paris (1).

Quelques jours plus tard, le 23 décembre, la disposition fut prise par une nouvelle ordonnance qui prescrivit qu'à partir du 1er janvier 1815, l'octroi de Paris et l'entrepôt général des boissons seraient régis et administrés, sous l'autorité immédiate du préfet de la Seine et sous la haute surveillance du directeur général des impositions indirectes, par un directeur et trois régisseurs.

En même temps qu'elle stipulait le mode de nomination de ces fonctionnaires qui devaient former un conseil d'administration, l'ordonnance du

(1) Ce dernier établissement existait depuis le 30 mars 1808.

23 décembre traçait la marche à suivre pour la perception des droits du Trésor et le prélèvement des 10 0/0 revenant à l'État.

A ces dispositions fondamentales s'ajoutaient des réglementations de détail dont il serait trop long de parler ici. Les unes et les autres assurèrent le fonctionnement de l'octroi de Paris jusqu'au régime définitivement établi par l'ordonnance du 22 juillet 1831.

# CHAPITRE VIII

## 1815-1886

Ordonnances des 20 juillet et 16 août 1815. — Loi de 1816. — Prorogation indéfinie du décime. — Ordonnance du 22 juillet 1831 : reconstitution administrative de l'octroi de Paris. — Affranchissement de la taxe mobilière sur les petites locations. — Remaniement du tarif. — Dégrèvement et rétablissement des taxes de 1848 et 1851. — Loi d'annexion. — Décret du 26 décembre 1859. — De 1860 à 1870. — Le Siège de Paris. — Règlement du 10 janvier 1873 sur les entrepôts à domicile. — Liquidation du compte des anciens entrepositaires. — Dernières modifications de 1874 à 1882.

Les revenus de la capitale s'étaient forcément ressentis des graves évènements qui avaient précédé et suivi l'ordonnance du 23 décembre 1814.

Vainement une ordonnance du 20 juillet 1815 avait autorisé la ville de Paris « à lever sur elle même une contribution directe pour acquitter les « dépenses extraordinaires dans lesquelles elle » avait « été entraînée par « la force des événements ».

Il fallait aviser d'urgence ; aussi, le 16 août suivant parut-il une nouvelle ordonnance dans laquelle, reconnaissant « l'insuffisance des ressources « déjà créées »... et sentant « avec douleur la nécessité de nouveaux sacri- « fices pécuniers » de la part des habitants de Paris, le roi préféra recourir à des taxes de consommation dont la répartition générale rendrait la charge moins lourde. En conséquence, il décida: 1° que, jusqu'au 31 décembre 1817, la ville de Paris serait autorisée « à percevoir un dixième en sus « du montant de chacun des droits d'octroi perçus tant à l'entrée de la ville « qu'à la fabrication » ; 2° que des droits seraient créés en conformité d'un tarif annexé à l'ordonnance, dans les abattoirs, lesquels devront être mis en état de service pour le 1er janvier 1816 ; 3° que les prises d'eau aux huit fontaines dépendantes de l'établissement des pompes à feu seraient assujetties à une rétribution de 25 centimes par muid ou de 9 centimes par hectolitre au profit de la ville de Paris, et 4° enfin, que des modifications seraient apportées, dans les halles et marchés, à la vente en gros des poissons de mer, des huîtres, de la volaille, du gibier, du beurre et des œufs.

Par de pareils motifs d'insuffisance de ressources — motifs bien justifiés d'ailleurs par les événements dont Paris avait été de nouveau le théâtre — cette ordonnance fut suivie d'une autre à la date du 29 décembre 1815

qui vint, elle aussi, aggraver dans une certaine proportion les charges de l'octroi.

Mais peu de temps après, le 28 avril 1816, fut édictée la grande loi qui, en matière de boissons, traça relativement à la constatation et à la répression de la fraude, les règles qui, de nos jours sont péremptoirement suivies par les agents des contributions indirectes et par ceux de l'octroi de Paris, en ce qui concerne les stipulations suivantes, applicables à la ville.

« Toute boisson introduite sans déclaration dans un lieu sujet aux droits « d'entrée sera saisie par les employés; il en sera de même des voitures, « chevaux et autres objets, à défaut, par le contrevenant, de consigner le « maximum de l'amende ou de donner caution solvable. »

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

« Dans le cas de fraude par escalade, par souterrain ou à main-armée, il « sera infligé aux contrevenants une peine correctionnelle de six mois de « prison, outre l'amende et la confiscation. »

En dehors de ces dispositions pénales, la loi, par une mesure également étendue à Paris soumettait les marchands en gros à la *Licence*, taxe qui provenait de l'ancien *Droit annuel* lequel avait remplacé les *Lettres patentes* ou *Permissions* au moyen desquelles les traficants en boissons étaient autorisés à tenir hôtellerie, taverne ou cabaret (1).

Après la loi du 28 avril, le 29 juin 1816, la *Direction des droits d'entrée* fut établie dans le département de la Seine. Elle a, comme on sait, pour attribution principale de suivre la perception revenant au Trésor.

En 1817 survient une série d'ordonnances royales. Tout d'abord c'est celle du 8 janvier qui prononce, pour le cours de l'année, des augmentations de droits d'octroi sur certains articles de consommation rendus, en outre, passibles du dixième, et qui détermine que les droits à la vente dans les halles et marchés seront également surélevés.

Puis c'est celle du 4 mai, rendue pour faciliter un emprunt de la Ville et la mettre à même de terminer plusieurs établissements d'utilité publique, laquelle ordonnance maintient jusqu'en 1829 les taxes additionnelles d'octroi inaugurées par celle du 16 août 1815.

La troisième ordonnance, qui porte la date du 11 juin 1817, établit des droits d'octroi dans la banlieue de Paris sur les eaux-de-vie, esprits et liqueurs, mesure qui se trouve confirmée, quelques jours plus tard, par une ordonnance du 22 du même mois. Quant à la quatrième ordonnance (18 juin) elle dit que les remplissages des fûts, suite des manquants sur les vins, cidres, poirés, vinaigres, eaux-de-vie, esprits et liqueurs transportés à Paris, se feront au bassin de la Râpée si ces fûts arrivent par la haute Seine et à l'entrepôt des boissons ou au port Saint-Nicolas s'ils viennent par le bas de la rivière; mais sous la condition que ces liquides payeront intégralement les droits d'octroi, sans aucune déduction de vidange.

La sixième ordonnance enfin (26 décembre) proroge jusqu'à la fin de 1818

(1) Bocher, *Rapport à l'Assemblée nationale sur l'impôt des boissons*, p. 71.

les taxes additionnelles établies pour l'année courante par l'ordonnance du 8 janvier précédent.

Peu de temps après, survint la loi du 20 mai 1818 qui autorisa la Ville de Paris à emprunter 7 millions destinés à l'achèvement du canal de l'Ourcq. Pour servir de garantie à cet emprunt, une ordonnance du 23 décembre suivant prescrivit un remaniement du tarif de l'octroi avec maintien du décime additionnel en exercice, jusqu'à complète liquidation; puis, l'insuffisance de cette ressource étant démontrée, il parut, le 30 juin 1819, une nouvelle ordonnance qui, tout en affranchissant le raisin non foulé — ce qui n'était rien — augmenta les droits sur l'orge et sur les porcs abattus.

L'année 1820, sauf la loi du budget qui obligea les entrepositaires et marchands en gros d'eaux-de-vie, esprits et liqueurs domiciliés dans la banlieue de Paris à subir l'exercice de détail, ne présente rien de marquant au point de vue fiscal et nous arrivons à l'ordonnance du 23 mars 1821, laquelle prononça la suppression du droit proportionnel à la valeur des bestiaux achetés, pour la consommation parisienne, au marché de Poissy, et son remplacement par une taxe fixe applicable à chaque tête de bétail, vendue au même marché, pour la même destination, taxe que la cour de cassation assimila plus tard à un droit d'octroi.

A partir de 1821 s'écoule une période de dix années durant laquelle nous avons à enregistrer:

1° Une ordonnance du 25 décembre 1822 prescrivant un dégrèvement sur les vins en cercles qui, de 13 fr. 50, seront abaissés à 10 fr. 50, et, une modification du tarif des huiles, les rendant passibles d'une taxe spéciale comportant le décime additionnel et accordant à ces liquides d'être reçus en entrepôt comme les vins et les alcools dans les magasins du quai Saint-Bernard;

2° Une loi du 24 juin 1824, en vertu de laquelle *le Droit de circulation* sur les eaux-de-vie et les esprits est converti, dans les départements, en *Droit de consommation*, lequel, pour Paris, se trouve lui même remplacé par une taxe spéciale payable à la barrière;

3° Une ordonnance du 29 décembre, même année, déterminant qu'à partir du 1er janvier 1825 les droits d'octroi établis, dans le département de la Seine, sur les esprits et eaux-de-vie en cercles seront perçus, à raison de la quantité d'alcool pur qu'ils contiennent, au taux de 29 fr. 50 par hectolitre. Quant à la taxe de Paris, elle sera, pour la même quantité, de 43 fr. 40;

4° Une ordonnance du 4 mai 1825, apportant de nombreux changements dans l'économie du tarif dont 55 articles pris dans les différentes catégories, seront plus ou moins atteints;

5° Une ordonnance du 28 décembre même année, établissant à Paris jusqu'à la fin de 1837 un bureau central de vérification;

6° et 7° Des lois, en date des 6 mai et 28 décembre 1829, tendant à proroger les termes du décime additionnel;

Et 8° enfin les ordonnances des 28 décembre 1830 et 14 mai 1831, pro-

nonçant, la première la perception indéfinie de la surtaxe, mais, en même temps la diminution des droits d'octroi, sur les vins; et la seconde un dégrèvement de 5 francs sur les huiles.

A une courte distance apparut l'ordonnance du 22 juillet 1831 de laquelle date l'organisation définitive de l'octroi de Paris; c'est d'elle, en dehors des entrepôts fictifs qui sont de création relativement récente, que procèdent tous ses services.

Malgré son importance, cependant, nous n'en parlerons que d'une façon sommaire, les questions qu'elle traite n'étant surtout que d'ordre intérieur.

Elle consacre, bien entendu, le double principe de l'octroi, en tant qu'administration dépendant de l'État et de la Ville de Paris, et maintient, au sommet du personnel, l'organisation précédemment adoptée par l'ordonnance du 23 décembre 1814, en y ajoutant, toutefois, que le directeur, nommé par le chef de l'État, sur la proposition du ministre des finances, sera, en même temps, directeur des droits d'entrée perçus au profit du Trésor public.

Elle traite des instances judiciaires, des poursuites en matière de contraventions ou de fraudes et des transactions qui pourront être consenties.

Ce fut en vertu de cette ordonnance, que le nouveau Conseil d'administration de l'octroi fut inauguré le 17 août 1831, par un arrêté préfectoral daté de la veille.

A partir de ce moment, des actes nombreux se succèdent à courts intervalles.

Le 17 août 1832, on surtaxe les vins en cercles de 2 fr. 50 par hectolitre, et on augmente différents autres articles, le tout à l'effet de fournir à la Ville les moyens d'affranchir les petites locations de la contribution mobilière.

Le 15 septembre suivant, on établit un droit de 5 centimes sur le raisin non foulé (chasselas et muscat exceptés), et l'on réduit de 15 à 5 centimes par kilogramme la taxe qui, depuis le 17 août précédent, avait grevé le verre à vitre (1).

Le 15 mai 1835, la bougie stéarique dite : bougie de l'Étoile, est imposée, et, par contre, le 22 mai 1836, il y a réduction sur la menuise, le bois dur et le bois blanc.

Un nouvel intervalle de dix ans s'écoule n'apportant au tarif de l'octroi que de légères modifications; après quoi, le 13 juillet 1846, intervient une loi qui, bien que supprimant le droit à l'entrée sur les fruits à cidre, établit l'exercice sur la fabrication de cette boisson.

Le 23 décembre de la même année, la conversion en taxe au poids des droits perçus sur les bestiaux est prononcée, et il est fait un tarif et des règlements pour l'exécution de cette mesure.

(1) Cette taxe, qui prit fin en 1834, a été depuis renouvelée, et, plus tard, définitivement abandonnée.

En 1847, la ville est obligée de contracter un emprunt de 25 millions. Elle y est autorisée par la loi du 1er août, et, en même temps, il lui est permis, pour couvrir sa dette, de proroger jusqu'au 31 décembre 1858 les taxes qu'elle touche à son profit sur les boissons.

Avec l'année 1848 survint la suppression du droit sur le houblon ; mais ce ne fut qu'un fait indépendant des nombreux dégrèvements qui se produisirent de tous côtés dans le tarif de l'octroi dès que la révolution de Février eût éclaté.

Les 18, 24 et 26 avril, l'exonération des droits sur la viande de boucherie, la viande fraîche de porc et la charcuterie, fut édictée, et, par opposition, une surcharge de taxe de près des deux tiers est mise sur les truffes, les pâtés, les gibiers et volailles truffés, plus spécialement destinés à la consommation des classes riches.

Bientôt le déficit que produit toujours l'abandon des taxes généralisées, et que ne peut combler l'augmentation des taxes de luxe, ne tarde pas à préoccuper les nouveaux gouvernants, et par un décret de la commission du Pouvoir exécutif, en date du 17 juin 1848, le droit sur le raisin est rétabli, des taxes sont créées sur les huiles communes, la glace à rafraîchir, les métaux, le sucre, les oranges, les citrons, les marrons, etc., et — mesure plus sérieuse encore — il est décidé qu'un second décime pour franc sera ajouté à tous les droits d'octroi, à l'exception de ceux qui frappent les vins en cercles, les cidres et les bières.

Ce n'est pas tout : le 30 août est rapportée l'abrogation des droits sur les viandes de boucherie, de porc et sur la charcuterie, dont l'exonération, comme on le voit, n'avait pas été de longue durée, et, pour contrebalancer ce retour à l'ancienne fiscalité, on abandonne les impositions, de création récente, sur la glace à rafraîchir, les oranges, les citrons, etc., dont les produits, d'ailleurs, n'avaient présenté jusque-là aucun résultat sérieux. Quant au second décime, il est conservé et, nous le reverrons, désormais régulièrement prorogé à chaque expiration de période.

En 1849, en même temps qu'il est établi un droit sur les œufs, et que la taxe des truffes, pâtés, poissons fins et beurre, est encore aggravée, apparaît une imposition sur le thé, dont l'existence ne va pas au delà du 30 septembre 1850.

En 1851 (31 juillet), le droit d'entrée sur les huiles (l'huile d'olive exceptée), sur l'acide oléique, etc., est remanié, pour être mis à la quotité unique de 22 francs l'hectolitre, et, le 2 octobre suivant, terme de la prolongation réglementaire du second décime, il est pris une décision qui, au lieu de l'ajourner à un an, le proroge jusqu'au 1er janvier 1871.

Mais après le coup d'État, de nouvelles mesures financières sont prises.

Comme toujours, en pareilles circonstances, on songe à alléger les charges publiques, et, à cet effet, paraît, le 17 mars 1852, une loi de finances qui, après avoir réduit les droits sur les vins, les esprits et les eaux-de-vie ; après avoir prescrit que, dans un délai de trois ans, à partir

de 1858, les tarifs d'octroi auront à subir la même réduction, supprime le prélèvement du dixième attribué au Trésor sur le produit des octrois.

Le tarif de Paris subit, le 26 septembre 1852, une diminution de taxe sur le lard salé et le petit salé; mais à partir du 30 novembre suivant, nous voyons se produire un mouvement inverse, conséquence naturelle de l'abus de dégrèvements qui accompagne, d'ordinaire, les grandes commotions politiques.

A cette date en effet s'enregistre la reprise des taxes et des augmentations décrétées le 31 décembre 1849, lesquelles devront être maintenues indéfiniment.

Le 1er avril 1854, un décret impérial modifie la taxe sur les cotrets de bois dur et la menuise; convertit le droit au volume du charbon de terre en un droit au poids dont la quotité est surélevée de 22 centimes par hectolitre de 80 kilogrammes, et impose, sur la réclamation des marchands de bois, à 3 et 2 centimes par kilogramme (décime non compris), le fer et la fonte employés dans les constructions. Peu après, la loi du 22 juin décide qu'il ne pourra être établi sur les vins, cidres, etc., de taxe d'octroi supérieure au double du droit d'entrée que par un acte législatif.

Par la loi du 14 juillet 1855, l'État élève de 16 francs son droit sur l'alcool et met un deuxième *décime* sur ses taxes frappant les spiritueux, vins et cidres.

Le 3 novembre 1855 de nouvelles modifications sont introduites dans le tarif parisien. Divers articles y sont taxés à un taux plus élevé, le droit de la glace à rafraîchir est rétabli avec augmentation, et par des notes marginales précises la solution des cas douteux est prévue.

Enfin, le 29 juillet 1858, pour répondre aux réclamations du commerce des charbons, des adjonctions de taxes sont apportées au chapitre des combustibles relativement au charbon de bois artificiel et aux compositions ou mélanges pouvant remplacer le poussier de charbon de bois.

Sur ces entrefaites, une grande transformation se prépare: les limites de Paris vont être transportées à la ligne des fortifications et, de l'internement dans la ville des nombreuses communes situées autour d'elle, vont surgir forcément des complications de toute nature, qu'il s'agit de résoudre aussi bien dans l'intérêt de Paris qu'en celui des habitants de la zone à annexer.

On sait, en effet, que les droits d'octroi des communes suburbaines étaient de beaucoup inférieurs à ceux de Paris et, qu'en raison de cette différence de taxation, il s'était formé, autour de la métropole, des centres de population compactes au sein desquels, par suite du voisinage, le commerce en gros et la grande industrie avaient pris un extrême essor.

Changer brusquement cette situation n'était ni juste ni possible et si, par des raisons dont nous n'avons pas à nous occuper, Paris devait être agrandi, encore fallait-il qu'il le fût sans apporter une perturbation profonde dans l'existence des nouveaux assujettis.

La loi du 16 juin 1859 répondit-elle à cette grave considération en ne

prononçant l'annexion qu'à partir du 1er janvier suivant, c'est-à-dire à six mois d'intervalle ? C'est ce qu'il ne nous appartient pas d'examiner, pas plus qu'il ne nous appartient d'exprimer notre avis sur la situation qui fut faite alors à l'industrie de l'intérieur de Paris relativement à celle de l'extérieur.

Quoi qu'il en soit la loi décida qu'à partir du 1er janvier 1860, le régime de l'octroi de Paris serait étendu jusqu'à ses nouvelles limites; que les magasins en gros, pour les matières et les denrées soumises dans Paris aux droits d'octroi et dont l'existence sur les territoires annexés aurait été constatée au 1er janvier 1859, jouiraient, pour dix années, de la faculté d'entrepôt à domicile, laquelle s'appliquerait aux dépôts de combustibles et de matières premières formant l'approvisionnement des usines en activité à la même époque ;

Qu'à l'expiration de ces dix années, la faculté d'entrepôt pourrait être prorogée, mais sous condition que, dans ce cas, elle serait étendue à toute la ville de Paris ;

Que des facilités de crédit, pour l'acquittement des droits d'octroi, pourraient être accordées aux établissements reconnus aptes à jouir de l'entrepôt à domicile, mais qui n'en réclameraient pas le bénéfice.

Que les usines suburbaines en activité au 1er janvier 1859 ne pourraient être, « pendant le délai de sept ans, assujetties, pour la fabrication de leurs « produits non soumis aux droits d'octroi ou de ceux qui devront être ex« pédiés hors du territoire de Paris, à des droits supérieurs à ceux » qu'elles acquittaient dans leurs communes respectives, « pour les combustibles « employés à la fabrication, et pour les matières premières dont on peut « suivre et constater la transformation. »

Quant aux usines à gaz de la banlieue, leur situation exigeait un régime particulier : elles devaient payer le droit de Paris sur la houille ou s'assujettir au traité passé entre la Ville et la grande compagnie parisienne.

Le 26 décembre 1859 parut le décret portant réglement d'administration publique pour l'application de ce qui précède, et, le 1er janvier 1860, l'octroi de Paris, de l'ancien mur d'enceinte, se trouva transporté aux portes des fortifications, d'où il dut suivre et contrôler, dans ses détails multiples le nouveau service des entrepôts à domicile.

A quelques années de cette époque mémorable à notre point de vue, apparut, le 31 août 1863, une taxation spéciale sur le pain, le blé et la farine. Elle n'avait rien d'octroyen, et pourtant, comme elle devait être acquittée à l'entrée de la ville, ce fut à l'octroi que la perception en fut confiée. C'était, en réalité, une simple taxe de compensation destinée à alimenter une caisse dite *de la Boulangerie*, laquelle avait été spécialement créée en vue de pourvoir aux écarts qui pourraient se produire à Paris dans le prix du pain.

Cependant au fur et à mesure de la mise en pratique des entrepôts à domicile la nécessité de conformer le tarif de l'octroi aux exigences industrielles de l'ancienne banlieue s'étant de plus en plus manifestée, le 5 juillet 1865 parut un décret qui y répondit : 1° en taxant spécialement les huiles

et essences minérales qui, jusque là, avaient été comprises dans les huiles ordinaires ou dans les essences non parfumées; 2° en opérant une réduction de droits sur les vernis non alcoolisés ; 3° en établissant une classification et une nomenclature distinctes pour les goudrons liquides précédemment assujettis aux droits des essences et pour les combustibles minéraux jadis assimilables, comme taxe, au charbon de terre et au coke; 4° en imposant à un droit unique la chaux grasse, la chaux hydraulique et le ciment contenant de la chaux, et 5° enfin en rendant passibles de droits l'asphalte, le bitume, les goudrons naturels et certains autres dérivés de la houille et du gaz.

Quant au sel dont la dénaturation dans les fabrications industrielles aura pu être constatée par le service des douanes, il sera, en vertu d'une disposition particulière prise le 13 octobre 1866, et par assimilation à ce qui se fait pour le Trésor, exonéré de toute taxe d'octroi.

Mais avec l'année 1867 cesseront les avantages concédés aux usiniers de l'ancienne banlieue, si pour eux, comme pour les marchands en gros, dont les immunités n'expireront qu'au 1er janvier 1870, il n'intervient pas avant cette époque, conformément à la loi du 16 juin 1859, un vote du conseil municipal étendant ces immunités à toute la ville de Paris.

Or, de cette complication résultait pour les usiniers qui allaient ainsi devenir parisiens une situation intérimaire qui devait durer du 31 décembre 1867 au 1er janvier 1870. Il y fut pourvu par des abonnements basés sur la moyenne de droits que ces industriels auraient eu à payer dans cet intervalle de temps sur leurs marchandises, leurs combustibles et leurs matières premières, le tout formant une somme à déterminer par le conseil municipal et rendue exigible par des arrêtés préfectoraux.

Le 1er janvier 1870, un vote de ce conseil prescrivit la généralisation des entrepôts à domicile et désormais, les usiniers, les marchands en gros de l'intérieur comme ceux de la zone annexée, jouirent des mêmes avantages.

Il y eut égalité pour tous et, en attendant qu'intervint le décret d'administration publique portant règlement définitif sur les entrepôts à domicile, le système adopté jusque-là dans l'ancienne banlieue fut, après examen des droits et de la situation de chaque requérant, étendu au commerce en gros et à la grande industrie de Paris.

Mais pendant que ceci s'exécutait, la taxe de compensation sur le pain, le blé et la farine fut supprimée par la loi du 18 septembre 1870, puis le 1er septembre 1871, une loi relative aux liquides fixa, par hectolitre, la taxe de remplacement à Paris à 8 fr. 50 en principal sur les vins en cercles, à 15 francs sur les vins en bouteille, et à 141 francs sur l'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles. Dans cette loi il était dit en outre que l'absintho, même expédiée en cercles, serait taxée selon son volume comme alcool pur; que les vins présentant une force alcoolique supérieure à 15 degrés seraient passibles des doubles droits de consommation, d'entrée et d'octroi pour la quantité comprise

entre 15 et 21 degrés ; que ceux d'une force alcoolique supérieure à 21 degrés payeraient comme alcool pur.

Cette loi, rendue principalement en vue de mettre obstacle à l'abus des boissons n'atteignit pas plus ce but que ne le fit la loi du 26 décembre suivant qui porta le droit d'octroi sur les alcools à 66 francs. Ces taxes exorbitantes ne parvinrent pas à combattre l'ivrognerie ; mais, par l'appât qu'elles offrent à la fraude, poussèrent les industriels peu scrupuleux à des sophistications dangereuses pour la santé publique.

Les événements militaires et politiques au milieu desquels avaient été prises ces diverses mesures n'étaient pas pour assurer la régularité du service de l'octroi de Paris. Bien au contraire, même avant l'investissement, l'obligation s'était imposée de laisser ouvertes toutes grandes les portes à l'affluence des réfugiés suburbains.

En présence de l'énorme introduction d'objets mobiliers et d'approvisionnements, on dut se borner, pour rester fidèle aux prescriptions légales et sauvegarder les intérêts de la perception, à la demande de simples déclarations verbales.

Pendant les deux sièges, l'octroi dépossédé militairement de ses bureaux aux fortifications, vit son service de perception concentré dans les seuls entrepôts de Bercy et du quai Saint-Bernard.

La guerre franco-allemande et l'insurrectipn communaliste pourraient fournir de curieux rapprochements avec la situation faite naguère à « la ferme des entrées de Paris » par les menaces d'attaque des ennemis du dehors, et par les agitations intérieures comme par exemple celles des Maillotins, de la Ligue et de la Fronde, pour ne parler que de ce qui avait précédé de beaucoup la Révolution.

En juin 1871, comme après ces interruptions, le service reprit son cours réglementaire, mais cette fois avec les complications résultant de la destruction par l'incendie de tous ses documents les plus précieux et notamment des comptes des anciens entrepositaires. Il n'en reconstitua pas moins les éléments de sa comptabilité, ceux des différentes branches qui se rattachent à son administration, et par là, au milieu de bien d'autres préoccupations, il put faire revivre, pour les suivre à nouveau, les questions de tarif demeurées en litige.

C'est ainsi que le 14 mars et le 30 novembre 1872 paraissent deux décrets dont le premier résout la question des bières pendante depuis si longtemps : désormais, elles payeront à l'entrée, par hectolitre, 12 francs au lieu de 3 fr. 80 et, à la fabrication, 11 fr. 30 au lieu de 2 fr. 85. Quant au second décret, il porte la taxe des beurres de 10 à 17 francs, celle des œufs de 2 fr. 50 à 4 francs, et celle de la volaille et du gibier de 30 à 40 francs.

Mais bien autrement que ces simples modifications, le règlement d'administration publique sur les nouveaux entrepôts à domicile était attendu avec impatience. Les événements l'avaient forcément retardé, et le commerce comme l'industrie tendant à reprendre leur essor le réclamaient avec instance.

Il parut enfin le 10 janvier 1873 avec des dispositions qui, pour les commerçants en gros agréés par la direction de l'octroi, posaient le principe de la reconnaissance à la sortie pour les marchandises destinées à la réexportation sous les conditions :

Qu'il serait préalablement versé, à titre de remboursement des frais de service, une somme de 100 francs annuellement renouvelable, et que chaque bulletin de sortie donnerait lieu au payement d'une redevance de 50 centimes ;

Que les reconnaissances à la sortie ne pourraient être effectuées que sur des objets n'ayant subi, dans leur séjour à Paris, aucune dénaturation, transformation ou mélange, et présentant au moins des quantités conformes à un *minimum* déterminé ;

Qu'en échange des sorties, le même négociant pourrait opérer des introductions de marchandises identiques, mais dans une proportion égale; mouvement qui donnerait lieu à la délivrance de nouveaux bulletins destinés à faire reconnaître, à la sortie ultérieure, d'autres marchandises de même nature ayant pour destination l'extérieur de la ville, ou les magasins de commerçants ou industriels jouissant du bénéfice de l'entrepôt à domicile.

Les industriels qui voudront être dispensés d'acquitter les droits sur leur combustible, devront — après admission de leurs établissements — payer, comme les marchands en gros, une somme annuelle de 100 francs à laquelle s'ajoutera un abonnement consenti, comme prix, d'après la nature du combustible employé, lequel ne pourra pas être au-dessous d'un minimum fixé à l'avance, par l'administration.

Quant aux usiniers « qui exportent en dehors du rayon de l'octroi les « deux cinquièmes au moins de leurs produits » ils pourront obtenir la faculté d'entrepôt à domicile pour les matières entrant dans leur fabrication ou pour les produits en provenant.

Cette faculté leur sera accordée moyennant une somme annuelle de 200 à 500 fr., fixée — s'ils ne sont pas entrepositaires pour les combustibles, auquel cas ils ne payeront que 100 fr. — sur le montant des droits d'octroi que représenterait les quantités de matières premières absorbées l'année précédente dans leurs usines ou les produits assujettis fabriqués par eux durant la même période.

Des portatifs mentionneront les prises en charges des marchandises à leur entrée dans les entrepôts ou dans les usines, et pour ces dernières, les produits fabriqués, également pris en charge, payeront les droits si, assujettis, ils sont livrés à la consommation locale.

Tels sont les éléments principaux qui constituent le règlement de 1873, lequel donna lieu à une instruction détaillée sur laquelle aujourd'hui est basé tout le service des entrepôts à domicile.

Ce grand travail terminé, l'administration de l'octroi put s'occuper de la liquidation très importante des comptes arriérés des anciens entreposi-

taires qui, — nous l'avons dit plus haut, — avaient été détruits par l'incendie.

Après avoir encaissé 4,314,704 fr. 44 c. dus par la Compagnie parisienne du gaz, on parvint à faire la rentrée inespérée de 7,439,269 fr. 89 c. et la non-valeur se réduisit à 10,624 fr. 31 c. provenant d'une faillite.

Antérieurement à cette liquidation, une loi du 31 décembre 1873 avait créé, au profit du Trésor, un *demi-décime* et une augmentation en principal sur les boissons, ainsi qu'un droit sur les huiles.

Par décret du 18 juillet 1874 un accroissement d'octroi sur les pierres et moellons remplaça la taxe de mesurage qui datait de 1811.

En la même année 1874, le 28 juillet, deux décrets modifièrent quelques articles du tarif et convertirent en taxes fixes les droits *ad valorem* perçus dans les Halles centrales sur la volaille et le gibier vendus en gros. Cette mesure renouvelée les 9 mai et 23 avril 1875 pour les huîtres puis le 30 décembre 1878 pour les poissons et la suppression à cette dernière date des taxes analogues pour les beurres, fromages, œufs, fuits et légumes, terminèrent la transformation des droits de vente en droits d'octroi qui durait depuis plus de six siècles.

Précédemment une loi du 5 août 1874 autorisa la Ville à augmenter son mpôt sur les boissons et liquides et à les surcharger en partie d'un deuxième *décime*.

Ensuite les décrets des 17 juillet 1875 et 7 mars 1878 aggravèrent, le premier pour le Trésor, le second pour la Ville, les droits sur les vinaigres et les acides acétiques.

Par contre l'octroi fut supprimé le 9 mai 1878 pour la glace à rafraîchir; le 22 décembre 1880 pour les glaces (miroirs) et les bouteilles, puis le 30 du même mois pour les verres à vitres.

Les lois du 19 juillet et du 30 décembre 1880 ont dégrévé l'hectolitre de vin de 2 fr. 90 sur le droit du Trésor et de 1 fr. 15 sur l'octroi, soit 5 fr. (décimes compris) dont bénéficia l'acheteur par pièce qui ne paya plus que 18 fr. 87 l'hectolitre au lieu de 23 fr. 875; mais pour le consommateur au détail, en fut-il de même? Nous ne le pensons pas. En même temps a été supprimée la distinction fiscale entre les vins en cercles et les vins en bouteilles. A la même époque, l'hectolitre de cidre a été dégrévé de 2 francs.

Un décret du 20 avril 1882 modifia les droits sur les briques, carreaux, poteries, etc.

Enfin un décret du 12 juillet suivant taxa à nouveau les fers et les fontes compris dans une nomenclature détaillée pour faire cesser toute contestation avec le commerce.

Là se sont arrêtées depuis cinq ans les fluctuations du tarif parisien. Restera-t-il longtemps stationnaire?

# RÉSUMÉ

L'aridité et la diffusion du sujet traité dans les pages qui précèdent, l'abondance des détails qu'il nous a imposée semblent rendre nécessaire le résumé rapide des principaux faits exposés dans cette étude.

Quoi qu'il en soit des taxes qui ont pu exister à Lutèce sous l'administion gallo-romaine et de leur continuation, sinon au temps de Dagobert, du moins à une date assez reculée, la plus ancienne trace des droits d'entrée et d'octroi à Paris ne remonte, avec certitude, qu'au douzième siècle.

A cette époque (1121), on constate effectivement un droit à payer par les bateaux de vin entrant pendant les vendanges; mais c'est au treizième siècle seulement (1213) que se rencontre un premier tarif applicable pour une année, aux bateaux en tout temps: 5 sols sur ceux de vin arrivant d'amont et 10 sols sur ceux sortant; 5 sols sur ceux de sel venant d'aval; 4 sols sur ceux de harengs; 3 sols sur ceux de blé ou de merrain; 2 sols sur ceux de foin et 12 deniers pour ceux de bois à brûler. Il faut ensuite descendre jusqu'à la dernière partie du même siècle (1268) pour trouver la constatation de droits permanents, lesquels sont exprimés dans un tarif très complet contenu dans la minutieuse œuvre faite sur l'ordre de saint Louis par son prévôt royal, Étienne Boileau, œuvre connue sous le nom de *Livre des métiers*.

C'est là qu'à côté de la déclaration par les chefs de « métier » des privilèges et des devoirs de leur corporation, sont consignés les droits perçus ou payés par elle et ce que chaque objet servant à son industrie devait acquitter en arrivant à Paris ou lors de la vente. Du dépouillement de cette sorte de procès-verbal, souvent fort confus sous un ordre apparent, est résultée la reconstitution de ce qui peut être considéré comme le point de départ de la fiscalité parisienne.

On trouve d'abord l'énumération des droits de *chaucie* (chaussée) dus pour l'entretien des chemins dans la banlieue. Ce premier titre se compose de 36 articles. Les droits prélevés au *Petit-Pont*, extrémité de la route d'Or-

léans et par conséquent de celle du Midi et même d'Orient, forment 97 articles d'un autre titre. Puis le *rouage*, de même nature que les deux premiers, mais portant seulement sur le vin, le *rivage*, pour les marchandises entrant par eau, le *conduit*, analogue aux droits modernes de sortie, de transit et d'escorte, complètent le groupe qui peut être formé en dégageant les droits d'entrée de la nomenclature enchevêtrée où ils sont mêlés aux droits de vente. Ceux-ci se composent des *tonlieux* et des *coutumes*, taxes dues par le vendeur ou par l'acheteur, quelquefois par tous les deux, et des droits de *congié et hallage*, vraisemblablement formés de deux taxes jadis séparées et qui, soudées par l'usage, représentent au treizième siècle la licence de vendre et la place au marché, c'est-à-dire les modernes *perceptions municipales* de Paris. Outre ces droits de vente communs à la plupart des objets, sous une tarification qui ne comporte pas moins de 209 articles, il y avait le droit de *chantelage* pour le débit du vin et le *minage* pour le blé qu'il était obligatoire de mesurer à la mine-le-roi.

Ces droits paraissent tous avoir duré ensuite plusieurs siècles, allant d'abord en augmentant par la rapacité des receveurs, comme cela est constaté en 1400 où le Roi, déclarant que les *chaucies* en sont venues au double, ordonne le retour au tarif primitif qu'il rappelle article par article ; ou encore, comme en 1407 où des droits analogues à ces *chaucies* sont ajoutés sur des objets déjà frappés. Puis, avec le temps, tous ces droits tombent en désuétude ; et probablement ils ne figuraient presque plus que pour la forme sur les listes fiscales, quand au dix-septième siècle le Trésor royal les réunit aux impositions qu'on réglementait alors. Jusque-là les propriétaires de quelques-uns étaient le Roi, la Ville et l'Évêque, qui avaient, chacun à son tour, « la tierce semaine ». D'autres appartenaient à des seigneurs particuliers et à des communautés religieuses ou laïques. Mais la plupart s'étaient, pour ainsi dire, consolidés aux mains du Roi et du prévôt des marchands représentant la Ville ou bien avaient été concédés aux hôpitaux et aux corporations d'officiers de police. Ces officiers établis sur les ports, quais, halles et marchés, en vue d'un contrôle plus ou moins réel, remontaient en partie très haut. Tels les *jaugeurs de vin*, les *compteurs d'œufs et de fromages*, les *mesureurs de bûche*, les *courtiers et les mesureurs de sel*, les *courtiers de foin* et les *langueyeurs de porcs*, dont l'origine est inconnue, puis les *courtiers en vins* qui apparaissent en 1321, les *vendeurs de marée* en 1350, les *jurés-vendeurs de vin* et les *vendeurs de bestial à pied fourché* en 1375, les *déchargeurs de vins* et les *chargeurs de bûche* en 1415. Tous ces titulaires d'offices devaient aussi disparaître avec les droits qu'ils percevaient, mais pour renaître bientôt sous les mêmes noms, ou sous d'autres, dont quelques-uns assez singuliers.

Or, pendant que ces taxes de contrôle, ces *chaussées*, ces droits de *petit-pont*, ce *rouage*, ces *rivages*, ces *conduits*, ce *chantelage*, ces *tonlieux*, ces *coutumes*, ces *congiés et hallages* fournissaient leur carrière, des droits de vente distincts des *tonlieux* et des *coutumes* frappèrent temporairement en

1337, 1341, 1350 et 1351 (1), la majorité des denrées et marchandises. A chacune de ces années correspond un tarif détaillé de ce que doit l'acheteur, « et pour revendre autant ». C'est par conséquent à la première de ces dates, 1337, que se place la seconde étape dans la marche d'ensemble des impôts sur la consommation parisienne vers les époques les plus compliquées de notre histoire financière.

Mais bientôt se fait un pas en arrière, car à ce système différentiel en succède un autre d'une extrême simplicité consistant dans un droit *ad valorem* sur tout ce qui se vend et se revend. Déjà essayé en 1314 sur le pied de 10 deniers par livre du prix et en 1324 à raison d'un denier, ce système rétrograde porta le droit en 1355 à un sol pour livre. Presque aussitôt interrompu, essayé encore en 1356 avec le même taux, il s'établit enfin sérieusement dans les mêmes conditions en 1360 pour la rançon du roi Jean. Cette imposition dura ensuite plus d'un siècle avec son caractère de généralité; mais, en 1465, elle fut restreinte aux *cinq espèces réservées :* boissons, bestiaux, poissons, combustibles et drap vendu en gros.

Le vin et « les autres menus breuvages » avaient, du reste, les premiers fait reprendre la marche progressive. De 1360 à 1380, ils étaient taxés au treizième de leur valeur en gros, au détail, à l'entrée ou à la sortie; puis lors du rétablissement des droits abolis totalement pendant l'insurrection des Maillotins (1380-1383), après la « punition de Paris », les boissons avaient été frappées du *sol pour livre* (vingtième) à la vente en gros et du *quatrième* au détail. Ce dernier taux devait être abaissé au *huitième* (1395), rétabli (1398), remis encore au huitième (1465). Celui-ci fut ensuite distingué selon le débit à pot (donnant à boire) ou le débit à assiette (donnant à manger) (1498), enfin il fut fixé (1552) à ce qu'on appela le *huitième réglé*, parce qu'un droit spécifique remplaçait le droit proportionnel.

Pendant ces variations, les quatre autres *espèces réservées* en 1465 continuèrent seules à payer leur sol pour livre de la vente au Roi, et, comme la Ville et les hôpitaux se soutenaient avec leurs ressources propres, il y eut un temps d'arrêt dans l'ensemble des impositions de consommation, lequel dura jusqu'à la fin du quinzième siècle. Puis la tendance des droits de vente à se transformer en droit d'entrée s'affirma, pour ne plus cesser que de nos jours.

Avec le seizième siècle, les taxes d'introduction, jusque-là limitées aux *chaussées*, *péage du petit pont*, *rouage*, *rivage* et *conduit*, s'établirent dans le système financier à Paris. D'abord, les bestiaux sur pied payèrent aux barrières (1505-1510), puis le vin fut frappé de la même manière (1544-1546); mais dès 1539 pour les bestiaux et 1551 pour le vin, s'établit décidément le droit d'entrée. La bière (1625), les alcools (1633), la volaille et le gibier, les poissons d'eau douce, les beurre, œufs et fromages, les combustibles, les matériaux et les fourrages suivent bientôt

(1) Nous rappellerons que selon l'usage qui a prévalu pour les études historiques récentes les dates sont données d'après le nouveau style.

(1640), ensuite les poissons de mer frais, secs et salés (1692) et, pour chacun des objets dont s'empare le tarif, la quotité due à la barrière s'en va croissant. Ce n'est pas que chaque droit fût soumis à des rehaussements successifs, mais que, durant les prorogations qui ne touchaient pas à son montant, d'autres droits venaient s'y ajouter. La juxtaposition des nouveaux droits finissait par former un lourd faisceau, et le résultat était bien le même en définitive.

Il y a pourtant à remarquer la différence des entrées et des octrois modernes avec leurs analogues d'avant la Révolution : les modernes frappent sous un seul nom (entrée pour le Trésor, octroi pour la Ville) et avec une seule quotité l'objet assujetti à l'une ou à l'autre taxe, sans qu'à chaque coup frappé corresponde une désignation propre à faire connaître qu'il s'agit de subvenir à telle partie des frais généraux de l'État ou de la Ville. Jadis, au contraire, tout droit prenait dans le public un nom tiré de l'objet, du quantum ou de la cause; puis il gardait ce nom officiellement : les *cinq sols des fortifications* (1544), l'*octroi des fontaines* (1597), les *cinq sols des pauvres* (1610), les *vingt sols de Sedan* (1640), les *cinq sols des bastardeaux* (1630), les *vingt sols de l'Hôpital général* (1658), etc., autant de dénominations distinctes qui mettaient le contribuable éclairé à même de se rendre compte de la raison ou du prétexte qui vidait un peu plus son escarcelle.

Malgré cela, quelle complication ne devait-il pas y avoir dans les écritures des receveurs et dans celles des contribuables ?

C'est ainsi que, vers 1630, il y eut jusqu'à six bureaux à la fois pour l'entrée du vin, et que l'introducteur de certaines denrées devait payer à plusieurs des quinze fermiers existants.

Des réglementations avaient du reste, à plusieurs fois, réuni en un seul *droit royal* pour chaque objet—au moins pour les principaux—tous ces droits particuliers. Ainsi, en 1633, les péages auxquels le vin était soumis sur la Seine « et autres rivières affluentes » furent remplacés par un droit unique à l'entrée de Paris. En 1640, les *chaussées* qui se percevaient, on l'a vu, par la Ville, pour les chemins de la banlieue et les *barrages* qu'avait le Roi pour d'autres chemins, furent réunis au Trésor royal qui en assuma les charges. En 1651, pareille réunion sous le nom de *droit du domaine*, de ceux du *petit pont*, de *rouage*, de *conduit*, de *tonlieu*, de *coutume* et de *congé et hallage*. Colbert, par l'ordonnance de 1680, fit unifier les droits à l'entrée des boissons, des bestiaux, du poissons et des combustibles et réglementer les droits de vente pour ces objets. Il y eut là un grand pas de plus vers l'unité, non seulement pour ce qui payait au Trésor, mais aussi pour ce qui revenait à la Ville de Paris, dont le Roi prit encore à son compte les dépenses assignées sur ces droits.

En 1715 rentrent aussi au Domaine royal les taxes concédées aux titulaires d'office ; mais, par une suite d'emprunts déguisés, elles sont rétablies, supprimées de nouveau, rétablies encore sous les noms bizarres dé-

signant des charges, dont les fonctions, souvent inutiles, étaient à peu près les mêmes que celles dont il a été question déjà.

Les dépenses de charité n'avaient pas, du reste, tardé à rompre encore une fois l'unité établie par le grand ministre de Louis XIV, et presque jusqu'à la veille de la Révolution (1771), des taxes pour l'entretien des hôpitaux avaient porté notamment sur le vin et le bois à brûler.

Pour les boissons du moins, cette complication abusive cessa en 1719, lorsque les droits de vente en gros (ancien *sol pour livre*) et ceux de détail (*huitième réglé*) furent remplacés par une augmentation à l'entrée. Jamais depuis on n'est revenu sur l'excellente mesure qui avait fait Paris *ville rédimée*. On peut, en effet, considérer comme accidentel le rétablissement de l'exercice pour assurer le recouvrement pendant quelques années de ce siècle.

Le drap vendu au détail avait cessé de payer en 1465, mais, vendu en gros, il ne fut exempté qu'en 1644.

Le droit du *sol pour livre* à la vente en gros des bestiaux avait cessé en 1680, mais le même droit à la vente de seconde main fut maintenu jusqu'en 1791. Le droit analogue pour le poisson, pour la volaille et pour le gibier eut aussi la même durée, et de plus ces mêmes objets, ainsi que le beurre, les fromages et les œufs, furent repris par les tarifs de vente aux halles pour ne cesser qu'en ces dernières années.

Le nom de *sol pour livre* ne s'appliquait pas qu'aux droits principaux. Il était surtout usité pour les surtaxes dont ceux-ci avaient été successivement chargés. Pourtant ce fut relativement tard que s'employa ce moyen facile d'augmenter l'impôt, sans avoir à le discuter, qui consiste à y ajouter une fraction du quantum, laquelle, incorporée avec lui, se recouvre de même. C'est seulement en 1633 que, pour obtenir une plus-value peu sensible au contribuable, on mit, comme timidement, 6 deniers pour livre en sus des droits affermés par le Roi. C'était un quarantième qui, à Paris ainsi que par toute la France, se trouvait ajouté. Puis on eut recours à cet expédient commode en mettant 6 autres deniers en 1639, 1 sol en 1643, 2 en 1645 et encore 1 sol en 1654, ce qui faisait le total de 5 sols pour livre ou un quart du principal. On y ajouta en 1657 un autre sol frappant non-seulement le principal, mais aussi le quart additionnel; enfin, en 1658, ce furent 6 deniers pour livre qu'on appliqua sur le principal, sur son quart et sur le sol de l'année précédente. Comme l'augmentation du quart (1654) représentait la proportion existant entre la monnaie tournois et la monnaie parisis, on donna le nom de *parisis* à cette augmentation, et quand (1658) le droit en sus eut atteint sa quotité totale qui était en réalité d'un peu plus d'un tiers, on l'appela le *parisis sol et six deniers pour livre*.

L'habitude de percevoir ce supplément l'avait fait assez vite considérer comme partie intégrante des impositions, car Colbert, dans sa grande réforme de 1680, le comprit dans le droit unique qu'il fixait pour certains objets. Puis on oublia que ce droit comprenait à l'état latent les droits

additionnels; car 2 sous pour livre se mettaient en 1705, 2 autres en 1715, 1 en 1760, 1 en 1763, 2 en 1771, et enfin 2 derniers en 1781.

C'étaient par conséquent 10 sous pour livre qui avaient été mis pendant le dix-huitième siècle, c'est-à-dire que, pour les dix années qui s'écoulèrent sans changement jusqu'à la suppression des entrées et octrois (1791), il y eut à payer moitié en sus du principal. Comme dans celui-ci se trouvaient implicitement contenus les droits supplémentaires du dix-septième siècle, la proportion additionnelle était même encore plus forte d'autant.

Les *sous pour livre* ne devaient pas reparaître dans le siècle présent, mais les *décimes* et les *demi-décimes* furent et sont encore la même chose sous un nom différent. En 1813, le premier de ces décimes est mis pour le compte de l'État sur l'entrée et sur l'octroi, puis il est supprimé en 1814. En 1815, c'est sur l'octroi seul qu'est appliquée une même surtaxe, mais pour le compte de la Ville. Elle a été doublée en 1848 pour certains objets et en 1874 pour d'autres ce qui donne l'équivalent de 4 sous pour livre que payent la plupart des objets soumis à l'octroi parisien. Pour les boissons et liquides, qui seuls sont en outre assujettis aux droits du Trésor, il y a, depuis 1816, 1 décime; 2 depuis 1855 et 2 1/2 depuis 1873, c'est-à-dire l'équivalent de 5 sous pour livre.

De même que l'octroi moderne, pour les droits additionnels, continuait à peu près l'ancien système, de même pour les droits principaux n'avait-il fait que reprendre les errements de l'institution fiscale dont la Révolution avait cru pouvoir se passer. Dès que, sous le nom timide *d'octroi municipal et de bienfaisance*, quelques objets avaient de nouveau été soumis à une taxe d'introduction (an VII = 1798), on peut dire que, à peine déguisée, la vieille administration octroyenne reprenait son service. Puis, comme si elle eût puisé des forces dans l'inaction, elle rentrait assez vite en possession d'une bonne partie des objets frappés naguère. Pourtant, de par la loi organique de l'an VIII (1799) l'imposition ne devait à Paris, comme ailleurs, porter que sur ce qui sert à la *consommation locale*. Cette restriction différencie de l'ancien régime d'entrée et d'octroi le régime actuel qui, ainsi que cela a été remarqué plus haut, a pour autre caractère distinctif de ne pas donner un nom spécial à chacun de ses éléments.

En 1848 eut lieu un accroissement notable dans le nombre des objets assujettis, par la soumission au tarif de la volaille, du gibier et du poisson. Quelques essais faits à la même date cessèrent au bout de plusieurs mois.

De 1871 à 1874, le besoin de nouvelles ressources et le désir de combattre l'abus des boissons alcooliques firent augmenter notablement les articles de cette nature.

Enfin, les lois des 19 juillet et 30 décembre 1880 ont dégrevé les vins d'une quantité assez appréciable pour le consommateur qui se fournit par pièce.

Tout accru qu'il est, le tarif d'aujourd'hui ne contient plus des catégories

entières imposées jadis, puisqu'il y a eu plus de 300 articles frappés à la fois. Il y en avait encore près de 150 au moment de la Révolution, et actuellement on n'en compte plus que 78. Mais ces changements ne laissent pas que de maintenir une ressemblance entre l'ancien système et le moderne.

C'est pourquoi une forme identique a été donnée aux tableaux reproduisant ci-après les 123 tarifs qui ont précédé celui qui est en vigueur.

# TABLE DES MATIÈRES

## AVANT-PROPOS

### CHAPITRE Ier



### CHAPITRE II

### 1329-1500.



### CHAPITRE III

### 1505-1610.

## CHAPITRE IV

### 1613-1658.



## CHAPITRE V

### 1658-1715.



## CHAPITRE VI

### 1715-1791.

## CHAPITRE VII

### 1791-1814.



## CHAPITRE VIII

### 1815-1886.

# TABLEAUX

PRÉSENTANT

# LA RECONSTITUTION DES TARIFS

## DEPUIS LE DOUZIÈME SIÈCLE

---

## EXPLICATIONS PRÉLIMINAIRES

Pour permettre au lecteur de suivre, par chaque objet assujetti, la marche des fluctuations fiscales, nous avons préféré, dans la présentation de ces tarifs, l'ordre des matières à l'ordre chronologique pui semblait le plus naturel. Chacun d'eux apparaîtra ainsi, dans sa catégorie avec les taxes qu'il eut à subir.

La première colonne indique les années correspondant aux créations, suppressions, modifications; la seconde fait connaître l'espèce et la date précise des actes constituant le titre de perception : édits, déclarations, lettres patentes, arrêts, ordonnances, lois ou décrets. Pour les édits seuls, le quantième du mois n'est pas donné, puisque la coutume ne leur en assignait pas. Ensuite, sous l'intitulé de *droits d'entrée* ou *d'octroi*, sont placés, dans leur colonne respective, tous ceux appartenant au Trésor, à la Ville, aux hôpitaux et aux officiers de police. La destination des droits rentrant dans ces deux dernières colonnes ressort de leur rubrique même. Dans la première, par *Trésor* est entendue la finance tenue dans les mains du Roi sous l'ancienne monarchie et tenue depuis par le pouvoir gouvernemental. Dans la deuxième colonne, le mot *Ville* désigne la caisse communale, à l'exception, pour l'ancien régime, de ce qui allait directement aux hôpitaux. Pour le régime moderne, c'est l'*octroi*, lequel concourt sans affectation distincte aux frais d'assistance publique et d'administration municipale.

Une colonne contient les sous pour livre ou les décimes désignés par le nom, plus commode que rigoureusement exact, de *surtaxes*, et une autre colonne est consacrée aux déductions à faire. Enfin, dans une autre, tous les droits sont totalisés. C'est là que se trouve la quotité résultant de chaque variation.

Il a paru intéressant de juxtaposer au total des droits d'entrée ou d'octroi le prix moyen de l'objet assujetti, puis d'exprimer le rapport du droit au prix. Deux colonnes sont consacrées à ce coup d'œil d'ordre économique. Elles n'ont pas toujours pu être remplies, car, indépendamment de la difficulté de découvrir ce qu'a coûté, même approximativement, un si grand nombre de denrées et de marchandises, il est plusieurs d'entre elles qui, rassemblées dans un même article de tarif, auraient demandé à être présentées séparément, ce qui aurait entraîné un développement presque indéfini. A part ces exceptions, il a été possible de relever des prix authentiques dans les textes relatifs à Paris (comptes d'établissements de charité, de troupes, de collèges, de communautés religieuses ou laïques, mémoires et journaux particuliers, etc.). Ces données ont été employées avec circonspection, quand il n'en a été trouvé qu'à une seule source ; quand plusieurs documents en ont fourni, leur moyenne a été utilisée avec plus d'assurance.

Du rapprochement que ces heureuses trouvailles nous ont permis de faire avec les quotités de taxes est résulté la conviction que considérer ces taxes telles qu'elles ont été reconstituées, ce serait prendre pour vraie leur progression, tandis que leur rapport avec les prix donne seul réellement la mesure de leur intensité.

La dénomination des droits principaux et additionnels a été placée immédiatement avant une colonne d'observations, qui est la dernière de celles qui concernent l'*entrée* ou l'*octroi*. Sur plusieurs tableaux, deux autres colonnes sont consacrées à la *vente*. Les droits de cette nature ne sont d'ailleurs mentionnés que quand ils ont un caractère particulier et non pas quand ils résultaient d'une taxation générale et uniforme. Dans ce cas, il eût été hypothétique de taxer d'office, pour ainsi dire, des objets dont la nomenclature n'était pas donnée et que l'usage seul désignait sans doute. Mais, quand un tarif s'est trouvé, comme, par exemple, en 1837, 1341, 1350 et 1351, la colonne de la vente en gros ou celle de la vente au détail et souvent toutes les deux ont été remplies. De même pour les époques où les boissons ont acquitté ces deux droits. De même encore pour les droits anologues sur les comestibles dont les plus modernes, dits *perceptions municipales*, n'ont plus frappé que l'achat en gros des denrées arrivant sous escorte aux halles et marchés, pour remplacer une partie de l'entrée et de l'octroi, perçue seulement sur les objets à destination particulière.

Il est à remarquer que, sous l'ancien régime, les droits de vente étaient passibles des mêmes sous pour livre que les droits d'introduction et que le montant principal figure seul dans notre travail pour ne pas le compliquer. Les *perceptions municipales*, au contraire, n'ont jamais été soumises aux décimes.

Telle est la disposition de la plupart de nos tableaux. Plusieurs de leurs pages sont consacrées à des droits de faible apparence, mais qui ont paru comporter certains développements : outre que l'énumération curieuse de

tant d'articles concourt à la reconstitution complète des tarifs parisiens, elle permet de constater la date minima de la consommation usuelle des objets dans la ville.

Quant à l'ordre des matières suivi, c'est, pour les objets encore assujettis, le tarif d'aujourd'hui qui est imité. Pour ceux qui ont disparu, l'ordre de leur ancienne tarification a été respecté.

Pour les uns et les autres, il y aurait eu aussi rigoureusement à reproduire la dualité de droits qui a existé jusqu'en 1791, à cause de la distinction de l'arrivée par terre et de l'arrivée par eau. De plus il y aurait eu, pour que le travail fût complet, à entrer dans les sous-indications usitées jusqu'à la même époque, selon les unités de perception. Or, on distinguait le char, la charrette, le cheval portant à dos ou à trousse, l'âne, la charge d'homme, celle de la femme même, dans quelques cas, le bateau grand et petit, la voie, le millier, le cent, la grosse, la douzaine, le baril, la bascule, la boutique, la botte, le grand et le petit panier, le mannequin, le sac, le paquet, la balle, la pièce; le muid et le setier pour les grains; le muid, la queue, le poinçon, le tonneau, etc., pour les liquides. Faire ressortir tant de subdivisions aurait mené bien loin sans utilité. Il a semblé suffisant de ne donner ci-après, sauf exceptions, que les droits à l'entrée par terre et de choisir, parmi les unités, celle du muid pour les boissons et les liquides, du setier pour les grains, du cent de bottes pour les fourrages, de la livre pour les objets de poids, etc.

Deux tableaux récapitulatifs terminent cette étude. Dans celui qui concerne les droits principaux (pages 138 à 145), pour montrer la durée de chacun, ceux au profit du Trésor sont représentés par la lettre **e**; ceux de la Ville, dits d'octroi, par un **o**; ceux des hôpitaux, par un **h** et ceux de la police, par un **p**. Quant aux droits de vente, ils sont, pour simplifier, représentés par un **v**, quelle qu'ait été leur affectation. La ligne verticale offerte au regard par la succession de ces lettres tend à montrer la durée des droits qu'elles expriment. De plus, les augmentations, diminutions ou réglementations notables sont marquées par une lettre capitale. Donc, soit pour suivre à travers les temps les taxes et leurs accidents, soit pour constater leur coexistence ou leur suppression à une date donnée, c'est l'un ou l'autre sens du tableau qu'on devra suivre.

Cet artifice typographique fera ressortir comme graphiquement la marche des droits et accusera, par exemple, la substitution des taxes d'introduction à celles de vente; de même, l'extrême densité due, pour la fin du XVIII[e] siècle, à la juxtaposition de droits de toute nature, rendra sensible la raréfaction à l'époque moderne des seuls droits d'entrée pour le Trésor, d'octroi et de vente.

Cette représentation aurait été plus saisissante si, pour ménager la place, il n'avait fallu faire figurer seulement les catégories et leurs principales subdivisions. Si des colonnes avaient été ouvertes aux 310 objets assujettis autrefois, les indications afférentes aux 78 articles du tarif actuel auraient paru bien clairsemées.



C'est par un autre mode de représentation qu'est dressée la récapitulation des droits additionnels communs à tous les objets imposés (pages 144 et 145). Ces droits y sont figurés par des filets dont la partie grasse distingue toute nouvelle création. Nous avons voulu, par la dimension de ces filets, exprimer la proportion des sous par livre ou des décimes avec les droits principaux.

Quoique limités, tous ces tableaux paraîtront peut-être encore nombreux et compliqués. Il était pourtant difficile de restreindre davantage l'aperçu d'une institution fiscale qui a toujours été importante, puisque les Parisiens, sous l'ancien régime, payaient plus de la moitié de leurs impositions en taxes d'entrée et d'octroi, et qu'à présent ils contribuent encore sous cette forme, dans une très notable proportion, à l'entretien de leur ville et au fonctionnement des nombreuses administrations qui en dépendent.

Paris-Imp. PAUL DUPONT, 41, rue Jean-Jacques-Rousseau. 1609.10.86

# TABLEAUX.

Tableau n° 1.



| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
| | | **Vins entrant par eau.** | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| ? | ................ | 60$^{l}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 60$^{l}$ |
| 1121.. | ................ | ...... | 60$^{l}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | 60 |
| 1213.. | Charte janvier.... | ...... | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 |
| 1220.. | .............. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ½$^{l}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ..... ½$^{l}$ |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | | **Vins entrant par terre.** | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | 1$^{l}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | .....1$^{l}$ |
| | *Idem*............ | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | .....2 |
| | *Idem*............ | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | .....2 |
| | *Idem*............ | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | .....4 |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ? | ...... | ...... | ...... |
| 1321.. | Let. pat. 12 mars.. | ...... | ...... | ...... | ? | ...... | ...... | ...... |
| 1337.. | Let. pat. 10 déc... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Ord. 30 janvier... | ...... | ...... | ...... | ? | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360.. | Inst. G$^{d}$ C$^{l}$ 18 déc.. | 15 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 4$^{l}$ |
| 1383.. | Let. pat. 4 avril... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15$^{l}$ 4$^{l}$ | ...... |
| 1384.. | Instruc. février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1388.. | Let. pat. 28 déc... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1395.. | Ord. 28 mars..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1398.. | 2 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1415.. | Ord. février...... | ...... | ...... | ...... | ? | ...... | ...... | ...... |
| 1418.. | Let. pat. 4 octobre. | 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 |
| 1436.. | Let. pat. 9 sept.... | 2 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 | 2 8 |
| 1465.. | Ord. 3 août...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 8 | ...... |
| 1498.. | 13 août...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1510.. | A. du Parl. 27 avril. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1527.. | Let. pat. 13 août.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1544.. | Let. pat. 17 août.. | ...... | 5$^{l}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | 5$^{l}$ |
| 1551.. | Let. pat. 15 juin.. | 2$^{l}$ 6$^{l}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | 5$^{l}$ | 2 6$^{l}$ |
| 1553.. | Let. pat. sept... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1554.. | Let. pat. 7 février.. | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 4 |
| 1556.. | Let. pat. 8 avril... | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 2 |
| 1561.. | Édit septembre..... | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 9 2 |
| 1569.. | Édit août......... | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 |
| 1581.. | Let. pat. 18 juillet. | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 |
| 1596.. | Édit février....... | ...... | ...... | ...... | 1$^{l}$ | ...... | ...... | ...... |
| 1597.. | Édit mars........ | 1 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2$^{l}$ 5 |
| 1598.. | ................ | ...... | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 15 |
| 1601.. | mars..... | ...... | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 |
| 1609.. | Arrêt 31 décembre. | 15 | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 | 3 |
| 1613.. | Décl. 30 juin..... | ...... | 10 | 5$^{l}$ | ...... | ...... | ...... | 3 |
| 1625.. | A.C. aides 22 nov.. | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 10 |
| 1629.. | Décl. 15 janvier... | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 10 10 |
| 1630.. | Bail 25 septembre. | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 15 10 |
| 1632.. | Édit janvier...... | ...... | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 15 10 |

## BOISSONS ET LIQUIDES.

| PRIX MOYEN dans Paris. 10 | RAPPORT du DROIT au prix. 11 | DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 12 | OBSERVATIONS. 13 | DROITS DE VENTE en GROS. 14 | DROITS DE VENTE en DÉTAIL. 15 |
|---|---|---|---|---|---|
| l. s. d. | p. o/o. | | LE BATEAU. | l. s. d. | l. s. d. |
| ...... | ...... | .................. | Pendant les vendanges. | | |
| ...... | ...... | .................. | Cession du Roi à la marchandise de l'Eau. | | |
| ...... | ...... | .................. | Création en faveur de cette institution. | | |
| | | | LE TONNEAU. | | |
| ...... | ...... | .................. | Origine du droit *annuel* payé par les taverniers. | ...... | ? |
| ...... | ...... | Rivage de Seine..... | Droit de débarquement jusqu'en 1633. | | |
| ...... | ...... | .................. | Tonlieu dû pour la vente du vin introduit.. | $1^s$ | $1^s$ |
| | | | LA CHARRETTE. | | |
| ...... | ...... | Chaussées.......... | Droits réunis à celui de barrage en 1640. | | |
| ...... | ...... | Péage du Petit-Pont. | | | |
| ...... | ...... | Rouage............ | Droits réunis à celui du Domaine R$^{al}$. en 1651. | | |
| ...... | ...... | Conduit ........... | LE MUID (272 litres). | | |
| ...... | ...... | .................. | Chantelage pour la vente jusqu'en 1649.... | 1 | 1 |
| ...... | ...... | Jaugeurs........... | .................................. | ? | ? |
| ...... | ...... | Courtiers .......... | .................................. | ? | ? |
| ...... | ...... | .................. | Vente et achat.......................... | 16 | |
| ...... | ...... | .................. | *Idem*.................................. | 12 | |
| ...... | ...... | Jurés-vendeurs. | | | |
| ...... | ...... | .................. | Vente et revente........................ | 18 | 18 |
| ...... | ...... | .................. | *Idem*.................................. | 27 | 27 |
| $9^l 15^s 4^d$ | 7.7 | Treizième.......... | .................................. | $15^s$ 4 | $15^s$ 4 |
| ...... | ...... | .................. | 16$^{dp}$ dus par le vendeur et par l'acheteur.. | 2 8 | |
| ...... | ...... | .................. | .................................. | Sol p$^r$ liv. | Quatrièm$^e$ |
| ...... | ...... | .................. | 6 d. p. l. s$^r$ le gros en sus du s. p. l.-p$^r$ peu de tp$^s$ | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | .................. | .................................. | *Idem.* | Huitième. |
| ...... | ...... | .................. | .................................. | *Idem.* | Quatrièm$^e$ |
| ...... | ...... | Déchargeurs-rouleurs. | | | |
| $10^s$ | 3 | .................. | A l'entrée, à la sort. et en gros en sus du s. p. l. | $6^s$ | *Idem.* |
| ...... | ...... | Défense du plat pays. | Sur le vin récolté dans la banlieue......... | Sol p$^r$ liv. | *Idem.* |
| ...... | ...... | .................. | .................................. | *Idem.* | Huitième. |
| ...... | ...... | .................. | Distinction de la vente à pot ou à assiette.. | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | .................. | 18 deniers p. sur le vin sort$^t$, au profit de la Ville | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | .................. | 4 sols p. *idem*........................ | *Idem.* | *Idem.* |
| $15^s$ | 1.6 | Cinq sols des fortificat. | Jusqu'en 1546 seulement................ | *Idem.* | *Idem.* |
| 12 | 1 | Deux sols six deniers.. | .................................. | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | .................. | Fixation du détail à 12$^s$ à pot et à 16$^s$ à assiette. | *Idem.* | $12^s$ |
| 12 | 1.3 | Dix deniers......... | .................................. | *Idem.* | 12 |
| 12 | 1.8 | Nouveaux dix deniers. | .................................. | *Idem.* | 12 |
| 12 | 4. | Anciens cinq sols..... | .................................. | *Idem.* | 12 |
| 12 | 4. | Premiers cinq sols.... | Complétés par dix derniers deniers........ | *Idem.* | 12 |
| 20 | 3.7 | Nouveaux cinq sols... | .................................. | *Idem.* | 12 |
| ...... | ...... | Jaugeurs........... | Avec caractère privé..................... | *Idem.* | 12 |
| 30 | 7.5 | Droit de pancarte.... | Dit des trente sols après 1602........... | *Idem.* | 12 |
| 30 | 9. | Octroi des fontaines.. | Pour l'eau, les quais et le pavé.......... | *Idem.* | 12 |
| 40 | 7.5 | Augmentation. *Idem*.. | Avec moitié des 15$^s$ pour le *Pont-Neuf*..... | *Idem.* | 12 |
| 40 | 7.5 | Oct. des font. et aug.. | Prise du nettoiement à la charge du Trésor.. | *Idem.* | 12 |
| 40 | 7.5 | Cinq sols des pauvres. | Avec maintien de 10$^s$ dits *Dix sols de la Ville*. | *Idem.* | 12 |
| 40 | 7.5 | Ceinture-Reine...... | Origine inconnue. — Constatation seul$^t$ alors | *Idem.* | 12 |
| 43 | 8. | .................. | A l'entrée de toutes les villes et bourgs..... | *Idem.* | 12 |
| 43 | 8.7 | 5 sols des bastardeaux. | Pour faciliter la navigation ............. | *Idem.* | 12 |
| 43 | 8.7 | Dix sols du canal.... | Maintenu à Paris lors de la supp. d$^s$ les autres v. | *Idem.* | 12 |

Tableau n° 1.

# BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
| | **Vins** entrant par terre (Suite.) | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1632.. | Bail 23 janvier.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1633.. | Décl. février...... | ...... | ...... | ...... | 3 | ...... | ...... | ...... |
| 1636.. | Décl. 31 décembre. | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 15 10 |
| 1640.. | Arrêt 1er février... | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 17 10 |
| | Édit novembre.... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 17 10 |
| 1641.. | Arrêt 13 juillet.... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 17 10 |
| 1643.. | Arrêt 18 novembre. | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 9 7 10 |
| 1645.. | Édit mai......... | ...... | ...... | ...... | 3 9 | ...... | ...... | ...... |
| 1646.. | Décl. 17 novembre. | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 9 10 10 |
| 1648.. | Édit janvier...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 6 | ...... | 9 16 4 |
| | Édit octobre...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 3 | 9 7 10 |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 9 12 10 |
| 1654.. | Décl. 5 février.... | 5 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 1 4 |
| | Édit mars........ | 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 9 4 |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 12 4 | ...... | 13 1 8 |
| 1657.. | Décl. 24 mars.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 13 1 | ...... | 13 14 9 |
| 1658.. | Arrêt 10 avril.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 | ...... | 14 1 9 |
| | Décl. 10 février... | ...... | ...... | 1 | ...... | 6 | ...... | 15 2 7 |
| 1663.. | Décl. 16 avril.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1680.. | Ord. 3 juin....... | 15 | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 2 7 | 15 |
| 1691.. | Décl. 28 janvier... | ...... | ...... | 1 10 | ...... | ...... | ...... | 16 10 |
| 1702.. | Décl. 3 décembre.. | ...... | ...... | 10 | ...... | ...... | ...... | 17 |
| 1705.. | Décl. 3 mars...... | ...... | ...... | 5 | ...... | ...... | ...... | 17 5 |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 10 | ...... | 18 15 |
| | Édit octobre..... | ...... | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | 19 5 |
| 1706.. | Décl. mai........ | ...... | 11 | ...... | ...... | ...... | ...... | 19 16 |
| 1707.. | Édit juin........ | ...... | 11 | ...... | ...... | ...... | ...... | 20 7 |
| | Édit août........ | ...... | 2 9 | ...... | ...... | ...... | ...... | 20 9 9 |
| 1715.. | Décl. 7 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 10 | ...... | 21 19 9 |
| 1717.. | Décl. 13 février... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 10 | 20 9 9 |
| 1718.. | Let. pat. 5 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 10 | ...... | 21 19 9 |
| 1719.. | Let. pat. 10 octobre | 5 | ...... | ...... | ...... | 1 | ...... | 27 19 9 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 4 6 | ...... | ...... | 32 5 9 |
| 1733.. | Let. pat. 31 mars.. | ...... | 1 15 | ...... | ...... | ...... | ...... | 34 9 |
| 1741.. | Let. pat. 25 août.. | ...... | 2 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | 36 10 9 |
| 1743.. | Édit décembre.... | 2 16 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 39 7 5 |
| 1747.. | Édit septembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 1 6 | ...... | 42 8 11 |
| 1756.. | Décl. 9 juillet.... | ...... | 2 16 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | 42 8 11 |
| 1758.. | Décl. 10 décembre. | ...... | 2 | ...... | ...... | 8 | ...... | 44 16 11 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 15 4 | ...... | 46 12 3 |
| 1763.. | Édit avril........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 15 4 | ...... | 48 7 7 |
| 1767.. | ............... | 4 16 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 48 7 7 |
| 1771.. | Décl. 26 juillet... | ...... | ...... | 1 | ...... | 6 | ...... | 49 13 7 |
| | Édit novembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 8 8 | ...... | 53 2 3 |
| 1775.. | ............... | 2 | ...... | ...... | ...... | 16 | ...... | 55 18 3 |
| 1776.. | Édit février...... | 4 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 55 18 3 |
| 1781.. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 14 5 | ...... | 60 12 8 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 60 12 8 | ...... |

## BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)

| PRIX MOYEN dans Paris. 10 | RAPPORT du DROIT au prix. 11 | DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 12 | OBSERVATIONS. 13 | DROIT DE VENTE en GROS. 14 | DROIT DE VENTE en DÉTAIL. 15 |
|---|---|---|---|---|---|
| l. s. d. | p. o/o. | | LE MUID. (272 litres.) | l. s. d. | l. s. d. |
| ...... | ...... | .................. | Fixation du détail par pot à $5^{l}$— à assiette $6^{l}$. | sou p$^{r}$ liv. | 5 |
| ...... | ...... | Jaugeurs.......... | Droit porté à 1$^{s}$ 3$^{d}$ encore avec un caract. privé. | *Idem.* | 5 |
| 45 | 13 | Trois livres......... | Remplac. d'une taxe directe p$^{r}$ toute la France. | *Idem.* | 5 |
| 45 | 13 | Ancien barrage...... | Réunion des chaussées.................. | *Idem.* | 5 |
| 45 | 14 | Subvention......... | Rempl$^{t}$ d'une taxe d'un s. p. l. p$^{r}$ les marchand$^{s}$ | *Idem.* | 5 |
| 45 | 16 | Vingt sous de Sedan.. | Pour la défense des frontières nord-est..... | *Idem.* | 5 |
| 45 | 17 | Aug. de la subvention. | Spéciale à Paris lors de la suppression ailleurs | *Idem.* | 5 |
| ...... | ...... | Jaugeurs........... | Droit porté à 5$^{s}$.—Voir l'observation ci-dessus. | *Idem.* | 5 |
| 45 | 17 | Augment. du barrage. | .................................. | *Idem.* | 5 |
| 45 | 17 | Deux sous pour livre.. | S$^{r}$ les 20$^{s}$ de Sed, la subv. de 30$^{s}$ et l'aug. bar.. | *Idem.* | 5 |
| 45 | 17 | .................. | Suppression de l'aug. du barrage et des 5$^{s}$ 6$^{d}$. | *Idem.* | 5 |
| 45 | 17 | Domaine royal...... | Réunion de droits remontant à 1268....... | *Idem.* | 5 |
| 45 | 18 | Cinq sols six deniers.. | Devenus droits principaux............... | *Idem.* | 5 |
| 45 | 18 | Nouveau barrage..... | .................................. | *Idem.* | 5 |
| 45 | 22 | Parisis............. | Quart des droits principaux.............. | *Idem.* | 5 |
| 45 | 23 | Sol p$^{r}$ liv. des conserv.. | Sur les droits principaux et sur le parisis..... | *Idem.* | 5 |
| 45 | 23 | 6 d. p. l. des trésoriers. | Sur les droits principaux, le parisis et le s. p. l. | *Idem.* | 5 |
| 45 | 25 | Vingtième de l'hôpital. | Six deniers pour livre seulement en sus..... | *Idem.* | 5 |
| ...... | ...... | .................. | Chang$^{t}$ du sol pour livre à la vente en droit fixe | 2 16 3 | 5 |
| 45 | 25 | Droit unique........ | Avec défense d'introduire moins d'1/8 de muid | 2 16 3 | 5 8 |
| 45 | 26 | Trente sous de l'hôpit. | .................................. | 2 16 3 | 5 8 |
| 45 | 27 | Dix sous de l'hôpital.. | .................................. | 2 16 3 | 5 8 |
| 45 | 27 | Nouv. 5$^{s}$ des pauvres.. | .................................. | 2 16 3 | 5 8 |
| 45 | 28 | Deux sous pour livre. | Pour le Trésor, sur ses droits principaux... | 2 16 3 | 5 8 |
| 45 | 29 | Inspect$^{rs}$ aux boissons. | .................................. | 2 16 3 | 5 8 |
| 45 | 30 | Doublem$^{t}$ des inspect.. | Et 2 s. p. l. de ce doublem$^{t}$ d'ab. créé p$^{r}$ le Trés$^{r}$ | 2 16 3 | 5 8 |
| 45 | 31 | Contrôleurs-jaugeurs.. | Et 2 s. p. l. — Même observation........ | 2 16 3 | 5 8 |
| 45 | 31 | Petit octroi......... | *Idem*.............................. | 2 16 3 | 5 8 |
| 45 | 32 | Deux sous pour livre. | Pour le Trésor sur ses droits principaux.... | 2 16 3 | 5 8 |
| 45 | 31 | .................. | Suppression de ces 2 s. p. l............. | 2 16 3 | 5 8 |
| 45 | 32 | .................. | Rétablissement de ce droit additionnel..... | 2 16 3 | 5 8 |
| 45 | 38 | Remp. des gros et détail | Avec défense d'introduire autrem$^{t}$ qu'en muid. | | |
| 50 | 41 | Inspecteurs de police.. | Vérif. des lett. de voit., gourmets, gard. de nuit. | | |
| 50 | 43 | Rouleurs-déchargeurs. | | | |
| 50 | 44 | Jurés-vendeurs...... | Courtiers, commissionnaires et jaug.-mesur$^{rs}$. | | |
| 55 | 46 | Droits rétablis. | | | |
| 55 | 48 | .................. | App. des 4 s. p. l. aux dr. aut. que ceux du Trés. | | |
| 55 | 48 | .................. | Concession des droits rétablis à la Ville. | | |
| 50 | 49 | Don gratuit. | | | |
| 50 | 50 | Un sou pour livre.... | Pour le Trésor sur tout excepté le don gratuit | | |
| 45 | 51 | *Idem*............. | *Idem.* | | |
| 45 | 51 | Droits réservés...... | Comp. du don grat. et d'autres droits de la V. | | |
| 50 | 52 | Livre des hôpitaux. | | | |
| 55 | 50 | Deux sous pour livre.. | Et appl. des 2 s. p. l. de 1760-63 au don gratuit | | |
| 55 | 50 | Remp. de droits de pol. | | | |
| 55 | 50 | .................. | Réunion au Trésor des dr. de police de 1730. | | |
| 60 | 50 | Deux sous pour livre. | Pour le Trésor, sur tous les droits princip. | | |
| ...... | ...... | .................. | Suppression de tous droits à l'entrée des villes. | | |

TABLEAU N° 1. BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)

| ANNÉES. | TITRES de PERCEPTION. | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | pour le TRÉSOR. | pour la VILLE. | pour les HÔPITAUX. | pour les OFFICIERS de police. | SURTAXES. | À DÉDUIRE pour suppression | TOTAL après chaque variation. |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| | **Vins** entrant par terre pour les bourgeois non marchands, en moins, jusqu'en 1772 : | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 707.. | Édit août........ | ...... | 2 9 | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 9 |
| 730.. | Édit juin......... | ...... | ...... | ...... | 1 13 | ...... | ...... | 1 15 9 |
| 1741.. | Let. pat. 25 août.. | ...... | ...... | ...... | 2 13 | ...... | ...... | 4 8 9 |
| 1756.. | Décl. 9 juillet.... | ...... | 1 15 | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 3 9 |
| ...... | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 9 6 | ...... | 8 13 3 |
| | **Vins** entrant par terre pour les commun[tés] relig[ses] privilégiées comme pour les bourgeois, moins : | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1680.. | Ord. 3 juin....... | 15 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 |
| 1719.. | Let. pat. 10 octobre | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 20 |
| 1733.. | Let. pat. 31 mars. | ...... | 1 15 | ...... | ...... | ...... | ...... | 21 15 |
| 1756.. | Décl. 9 juillet.... | ...... | 1 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | 23 |
| ...... | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 10 | ...... | 34 10 |
| | **Vins** entrant par eau pour tous destinataires, en plus : | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. . d. |
| 1633.. | Décl. 12 janvier... | 2 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 5 |
| 1654.. | Édit mars........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 3 | ...... | 2 16 3 |
| 1657.. | Décl. 24 mars..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 9 | ...... | 2 19 |
| 1658.. | Arrêt 10 avril.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 7 | ...... | 3   7 |
| 1680.. | Ord. 3 juin....... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 |
| 1705.. | Décl. 3 mars...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 | ...... | 3 6 |
| 1715.. | Décl. 7 mai....... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 | ...... | 3 12 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 | ...... | 3 15 |
| 1763.. | Édit avril........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 | ...... | 3 18 |
| 1771.. | Édit novembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 | ...... | 4 |
| | **Vins de liqueur** entrant par terre ou par eau, en plus : | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1640.. | Arrêt 1er février... | 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 13 |
| 1654.. | Édit mars........ | 4 12 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 5 |
| ...... | ................ | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 16 2 | ...... | 7 1 2 |
| 1680.. | Ord. 3 juin....... | 1 18 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 9 |
| 1686.. | Arrêt 28 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 | 3 |
| 1719.. | Let. pat. 10 octobre | 9 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 12 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 13 | ...... | ...... | 12 13 |
| 1733.. | Let. pat. 31 mars.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 15 | 10 18 |
| 1775.. | ................ | 2 8 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 13 6 8 |
| ...... | Actes déjà cités... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 13 4 | ...... | 20 |

VINS PASSANT DEBOUT.

Excepté ceux passant debout par eau pour être transportés par mer à l'étranger et pour être transportés par le canal de Picardie.

# BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)

| DÉNOMINATION des droits d'entrée ou d'octroi principaux et additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 |
|---|---|
| | LE MUID (272 litres). |
| Petit octroi. | |
| Gardes de nuit. — Plancheyeurs. | |
| Inspecteurs et gourmets. — Vérif. | |
| Droits rétablis. | |
| Huit sous pour livre........... | Pour le Trésor, sur tous les droits principaux. |
| | LE MUID. |
| Droit unique. | |
| Remplacement du gros et du détail | |
| Rouleurs-déchargeurs. | |
| Droits rétablis. | |
| Dix sous pour livre............ | Non compris ceux du droit unique de 15 l. qui sont dus. |
| | LE MUID. |
| Droit des rivières............. | Remplaçant ceux payés sur la Seine et ses affluents. |
| Parisis...................... | Quart du droit principal. |
| Sol p^r liv. des conservateurs..... | Sur le droit principal et sur le parisis. |
| 6 den. p. l. des trésoriers...... | Sur le droit principal, le parisis et le sol pour livre. |
| Droit unique................. | Excepté pour les communautés religieuses. |
| Deux sous pour livre.......... | Obligatoires pour ces communautés. |
| *Idem*...................... | *Idem*. |
| Un sou pour livre............. | *Idem*. |
| *Idem*...................... | *Idem*. |
| Deux sous pour livre.......... | Montant limité à 2 s. pour arrondir le total. — *Idem*. |
| | LE MUID. |
| Ancien barrage. | |
| Domaine royal. | |
| Nouveau barrage. | |
| Parisis, sol et 6 deniers pour livre | |
| Droit unique................. | Comprenant partie des droits de rivières. |
| ........................... | Réduction. |
| Remplacement du gros et du détail | |
| ........................... | Déduction de 1 l. 15 s. des rouleurs-déchargeurs. |
| Don gratuit. | |
| Dix sous pour livre........... | Pour le Trésor, sur tous les droits principaux. |

Mêmes droits pour le muid transporté par terre ou par eau que pour celui entrant.

| | |
|---|---|
| Droits de rivières............. | Seulement. |
| Droits rétablis............... | |
| Dix sous pour livre........... | |

**Tableau n° 1.** BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROIT D'ENTRÉE OU D'OCTROI — pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Vins en cercles** entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1798.. | Loi 18 octobre.... | ...... | 5 50 | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 50 |
| 1799.. | Loi 10 décembre.. | ...... | 1 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 60 |
| 1802.. | Loi 13 décembre.. | ...... | 1 25 | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 85 |
| 1803.. | Arrêté 21 septemb. | ...... | 5 65 | ...... | ...... | ...... | ...... | 13 50 |
| 1806.. | Décret 4 mars.... | ...... | 3 00 | ...... | ...... | ...... | ...... | 16 50 |
| | Loi 24 avril...... | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 20 50 |
| | Décret 5 mai..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 00 | 17 50 |
| 1808.. | Loi 25 novembre.. | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 19 50 |
| 1811.. | Décret 10 février.. | ...... | 1 50 | ...... | ...... | ...... | ...... | 21 |
| 1813.. | Décret 5 janvier... | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 23 |
| | Décret 11 novemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 30 | ...... | 25 30 |
| 1814.. | Décret 27 avril... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 30 | 23 |
| 1815.. | Décret 8 avril.... | 2 50 | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 50 | 23 |
| | Ord. 16 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 25 | ...... | 24 25 |
| | Loi 23 décembre.. | ...... | 2 50 | ...... | ...... | 0 25 | 2 50 | 24 50 |
| 1816.. | Loi 28 avril...... | 2 50 | ...... | ...... | ...... | 1 05 | ...... | 28 05 |
| 1818.. | Ord. 23 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 65 | 26 40 |
| 1822.. | Ord. 25 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 30 | 23 10 |
| 1830.. | Loi 12 décembre.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 75 | 20 35 |
| | Ord. 28 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 75 | 17 60 |
| 1832.. | Ord. 17 août..... | ...... | 2 50 | ...... | ...... | 0 25 | ...... | 20 35 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 693 | 19 657 |
| 1855.. | Loi 14 juillet..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 80 | ...... | 20 457 |
| | Décret 3 novembre. | ...... | 0 13 | ...... | ...... | 0 013 | ...... | 20 60 |
| 1871.. | Loi 4 septembre... | 0 50 | ...... | ...... | ...... | 0 10 | ...... | 21 20 |
| 1873.. | Loi 31 décembre.. | 1 | ...... | ...... | ...... | 0 675 | ...... | 22 875 |
| 1874.. | Loi 5 août....... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | ...... | 23 875 |
| 1880.. | Loi 19 juillet..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 90 | 20 25 |
| | Loi 30 décembre.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 15 | 18 87 |
| | **Vins en bouteilles** entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1799.. | Loi 10 décembre.. | ...... | 0 06 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 06 |
| 1802.. | Arrêté 13 août.... | ...... | 0 0185 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 0785 |
| 1803.. | Arrêté 21 septemb. | ...... | 0 0815 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 16 |
| 1806.. | Décret 24 avril... | 0 04 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 20 |
| | Décret 4 mai..... | ...... | 0 04 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 24 |
| 1807.. | ................ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 04 | 0 20 |
| 1808.. | Loi 25 novembre.. | 0 02 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 22 |
| 1813.. | Décret 5 janvier... | 0 04 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 26 |
| | Décret 11 novemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 026 | ...... | 0 286 |
| 1814.. | Décret 27 avril... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 026 | 0 26 |
| 1815.. | Décret 8 avril..... | 0 05 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 05 | 0 26 |
| | Ord. 16 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 015 | ...... | 0 275 |
| | Loi 23 décembre.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 05 | 0 225 |
| 1816.. | Loi 28 avril...... | 0 05 | 0 05 | ...... | ...... | 0 025 | ...... | 0 350 |
| 1822.. | Ord. 25 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 011 | 0 339 |

BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)

| PRIX MOYEN dans Paris. 10 | RAPPORT du DROIT au prix. 11 | DÉNOMINATION DES DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI principaux et additionnels. 12 | OBSERVATIONS. 13 |
|---|---|---|---|
| fr. | p. o/o. | | L'HECTOLITRE. |
| 50 | 11 | Octroi municipal et de bienfaisance | (27 vendémiaire an VII.) |
| 50 | 12 | *Idem*........................ | (19 frimaire an VIII.) |
| 50 | 15 | *Idem*........................ | (25 thermidor an X). |
| 63 | 21 | *Idem*........................ | Remplacement de la contribution mobilière. |
| 57 | 26 | *Idem.* | |
| 57 | 33 | Entrée........................ | Remplacement des droits de gros et de détail. |
| 57 | 30 | ........................... | Diminution de l'octroi. |
| 67 | 29 | Entrée........................ | Par suite de l'augmentation du droit de détail. |
| 78 | 30 | Octroi. | |
| 70 | 30 | Entrée. | |
| 71 | 36 | Décime........................ | Pour le Trésor, sur l'entrée et sur l'octroi. |
| 76 | 32 | ........................... | Suppression du décime. |
| 76 | 32 | Entrée........................ | Diminution de l'octroi. |
| 76 | 33 | Décime........................ | Pour la Ville sur l'octroi. |
| 76 | 33 | Octroi........................ | Diminution de l'entrée. |
| 73 | 38 | Entrée et décime............. | Pour le Trésor, sur l'entrée. |
| 98 | 27 | ........................... | Diminution de l'octroi. |
| 80 | 29 | ........................... | *Idem*. |
| 78 | 26 | ........................... | Diminution de l'entrée. |
| 78 | 22 | ........................... | Diminution de l'octroi. |
| 68 | 28 | Octroi. | |
| 70 | 28 | ........................... | Diminution de l'octroi. |
| 97 | 21 | Deuxième décime............. | Pour le Trésor, sur l'entrée. |
| 78 | 26 | Octroi. | |
| 76 | 28 | Entrée. | |
| 75 | 30 | Entrée et demi-décime......... | Pour le Trésor, sur l'entrée. |
| 78 | 30 | Deuxième décime............. | Pour la Ville, sur l'octroi. |
| 84 | 24 | ........................... | Diminution de l'entrée. |
| 80 | 23 | ........................... | Diminution de l'octroi. |

| OBSERVATIONS. | DÉNOMINATION | OBSERVATIONS. |
|---|---|---|
| — | | LA BOUTEILLE. |
| La diversité des crus et celle de leur valeur ne permettent pas d'établir un prix moyen. | Octroi municipal et de bienfaisance | (19 frimaire an VIII.) |
| | *Idem*........................ | (25 thermidor an X.) |
| | *Idem.* | |
| | Entrée........................ | (4e jour complémentaire an XI.) |
| | Octroi. | |
| | ........................... | Diminution de l'octroi. |
| | Entrée. | |
| | *Idem.* | |
| | Décime........................ | Pour le Trésor, sur l'octroi et sur l'entrée. |
| | ........................... | Suppression du décime. |
| | Entrée........................ | Diminution de l'octroi. |
| | Décime........................ | Pour la Ville, sur l'octroi. |
| | ........................... | Diminution de l'entrée. |
| | Entrée. — Octroi. — Décime.... | Pour le Trésor, sur l'entrée. |
| | ........................... | Diminution de l'octroi. |

**Tableau n° 1.** BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)

**Vins** en bouteilles entrant par terre ou par eau. (Suite.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI — pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1830.. | Loi 12 décembre.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1832.. | Ord. 17 août..... | 8 | 18 | ...... | ...... | 2 60 | ...... | 28 60 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 80 | ...... | 30 40 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 296 | 29 104 |
| 1855.. | Loi 14 juillet...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 80 | ...... | 29 904 |
| | Décret 3 novembre. | ...... | 0 08 | ...... | ...... | 0 016 | ...... | 30 00 |
| 1871.. | Loi 1er septembre. | 7 | ...... | ...... | ...... | 1 40 | ...... | 38 40 |
| 1873.. | Loi 31 décembre.. | 1 | ...... | ...... | ...... | 1 00 | ...... | 40 40 |
| 1874.. | Loi 5 août....... | ...... | 8 | ...... | ...... | 1 60 | ...... | 50 |
| 1880.. | Loi 19 juillet..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |

**Vins de liqueur** entrant par terre ou par eau.

**Eau-de-vie** entrant par terre ou par eau.

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1633.. | Décl. 12 janvier... | 18 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 18 |
| 1640.. | Arrêté 1er février.. | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 18 10 |
| 1641.. | ................ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 13 | 5 10 |
| 1645.. | ................ | ...... | ...... | ...... | 5 | ...... | ...... | 5 10 |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 10 |
| 1654.. | Décl. 5 février.... | 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 12 10 |
| | Édit mars........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 2 6 | ...... | 15 12 6 |
| 1657.. | Édit février ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 8 | ...... | 16 8 2 |
| 1658.. | Décl. 10 avril ..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 3 | ...... | 16 16 5 |
| 1659.. | Décl. 6 novembre.. | 15 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 31 16 5 |
| 1665.. | ................ | 15 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 46 16 5 |
| 1680.. | Ord. 3 juin ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 16 5 | 45 |
| 1686.. | Édit décembre..... | 5 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 50 8 |
| 1705.. | Décl. 3 mars...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 9 | ...... | 55 8 9 |
| | Édit octobre...... | ...... | 1 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | 56 18 9 |
| 1706.. | Décl. mai. ....... | 1 13 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 58 11 9 |
| 1707.. | Édit juin........ | ...... | 11 | ...... | ...... | ...... | ...... | 59 2 10 |
| 1715.. | Décl. 7 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 9 | ...... | 64 3 7 |
| 1719.. | ................ | ...... | 1 13 | ...... | ...... | ...... | 1 13 | 64 3 7 |
| 1741.. | Let. pat. 25 août... | ...... | 18 | ...... | ...... | ...... | ...... | 65 1 7 |
| 1743.. | Édit décembre.... | 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 73 1 7 |
| 1744.. | Édit août........ | 23 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 96 3 7 |
| 1747.. | Édit septembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 2 9 | ...... | 103 6 4 |
| 1757.. | ................ | ...... | 23 2 | ...... | ...... | ...... | 23 2 | 103 6 4 |
| 1758.. | Décl. 10 décembre. | 10 | ...... | ...... | ...... | 2 | ...... | 115 6 4 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 16 1 | ...... | 120 2 6 |
| 1763.. | Édit avril........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 16 1 | ...... | 124 18 7 |
| 1767.. | ................ | 23 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | 23 2 | 124 18 7 |
| 1771.. | Décl. 26 juillet.... | ...... | ...... | 1 | ...... | 6 | ...... | 126 4 7 |
| | Édit novembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 9 14 3 | 135 18 10 |
| 1775.. | ................ | 11 | ...... | ...... | ...... | 4 8 | ...... | 151 6 10 |
| 1781.. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 16 2 | ...... | 162 3 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 162 3 | ...... |

| PRIX MOYEN dans Paris. | RAPPORT du DROIT au prix. | DÉNOMINATION DES DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI principaux et additionnels. | OBSERVATIONS. |
|---|---|---|---|
| 10 | 11 | 12 | 13 |
| | | | L'HECTOLITRE. |
| ...... | ...... | ........................ | Interruption de la taxe spéciale aux vins en bouteilles. |
| ...... | ...... | Entrée. — Octroi. | |
| ...... | ...... | Deuxième décime | Pour la Ville, sur l'octroi. |
| ...... | ...... | ........................ | Diminution sur l'octroi. |
| La diversité des crus et celle de leur valeur ne permettent pas d'établir un prix moyen. | | Deuxième décime | Pour le Trésor, sur l'entrée. |
| | | Octroi. | |
| | | Entrée. | |
| | | Entrée. — Demi-décime | Pour le Trésor, sur l'entrée. |
| ...... | ...... | Octroi. | |
| ...... | ...... | ........................ | Supp^on de la dist^on des vins en bout. av. ceux en cercles. |

De 1798 à 1852 comme les autres vins. De 1852 à 1871, en plus double droit de consommation, d'entrée et d'octroi pour l'alcool compris entre 18 et 21 degrés. Depuis 1871, même surtaxe au-dessus de 15 degrés. Au delà de 21 degrés, comme alcool pur.

| l. s. d. | p. o/o. | | LE MUID (272 litres). |
|---|---|---|---|
| ...... | ...... | Droit des rivières. | |
| ...... | ...... | Ancien barrage. | |
| ...... | ...... | Droit des rivières | Nouvelle réglementation. |
| ...... | ...... | Jaugeurs | Ayant encore un caractère privé. |
| ...... | ...... | Domaine. | |
| ...... | ...... | Nouveau barrage. | |
| ...... | ...... | Parisis | Quart des droits principaux. |
| ...... | ...... | Sol p^r liv. des conservateurs | Sur les droits principaux et sur le parisis. |
| ...... | ...... | 6 deniers des trésoriers | Sur les droits principaux, le parisis et le s. p. l. |
| ...... | ...... | Droit de détail | Mis à l'entrée et non appliqué avant. |
| ...... | ...... | Droit de gros | *Idem*. Les deux droits sans surtaxe. |
| ...... | ...... | Droit unique. | |
| ...... | ...... | Subvention générale. | |
| ...... | ...... | Deux sous pour livre | Pour le Trésor, sur ses droits. |
| ...... | ...... | Inspecteurs aux boissons | Aliénés à la Ville. |
| ...... | ...... | Doublement des inspecteurs | Et 2 s. p. l. devenant droit principal. |
| ...... | ...... | Contrôleurs-jaugeurs | *Idem*. |
| ...... | ...... | Deux sous pour livre | Pour le Trésor, sur ses droits. |
| ...... | ...... | Doublement des inspecteurs | Aliénés à la Ville. |
| ...... | ...... | Jaugeurs-mesureurs | Sans surtaxe d'abord. |
| ...... | ...... | Droits rétablis | *Idem*. |
| 187 | 51 | Essayeurs-visiteurs | *Idem*. |
| 200 | 51 | Quatre sous pour livre | Pour le Trésor, sur les droits de la Ville. |
| 115 | 89 | Essayeurs-visiteurs | Aliénés à la Ville. |
| ...... | ...... | Don gratuit. | |
| ...... | ...... | Un sou pour livre | Pour le Trésor, sur tous les droits principaux. |
| ...... | ...... | *Idem*. | *Idem*. |
| 216 | 57 | Essayeurs-visiteurs | Repris par le Trésor. |
| 198 | 63 | Droit de l'hôpital général. | |
| 198 | 68 | Deux sous pour livre | Pour le Trésor, sur tous les droits principaux. |
| 230 | 65 | Remplacement de droits de police. | |
| 230 | 70 | Deux sous pour livre | *Idem*. |
| ...... | ...... | ........................ | Suppression générale. |

TABLEAU N° 1. BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)

**Eau-de-vie double** ou **rectifiée** entrant par terre ou par eau.

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI — pour le TRÉSOR. 3 | | | pour la VILLE. 4 | | | pour les HÔPITAUX. 5 | | | pour les OFFICIERS de police. 6 | | | SURTAXES. 7 | | | À DÉDUIRE pour suppression 8 | | | TOTAL après chaque variation. 9 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | l. | s. | d. | l. | s. | d. | l. | s. | d. | l. | s. | d. | l. | s. | d. | l. | s. | d. | l. | s. | d. |
| 1687.. | Décl. 9 décembre. | 100 | 16 | | | | | | | | | | | | | | | | | 100 | 16 | |
| 1705.. | Décl. 3 mars..... | | | | | | | | | | | | | 10 | 1 | 7 | | | | 110 | 17 | 7 |
| | Édit octobre...... | | | | 1 | 10 | | | | | | | | | | | | | | 112 | 7 | 7 |
| 1706.. | Décl. mars....... | 1 | 13 | | | | | | | | | | | | | | | | | 114 | | 7 |
| 1707.. | Édit juin........ | | | | | 11 | | | | | | | | | | | | | | 114 | 11 | 7 |
| 1715.. | Décl. 7 mai...... | | | | | | | | | | | | | 10 | 1 | 8 | | | | 124 | 13 | 3 |
| 1741.. | Let. pat. 25 août. | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | 125 | 12 | 2 |
| 1743.. | Édit décembre.... | 10 | 13 | 4 | | | | | | | | | | | | | | | | 136 | 5 | 6 |
| 1744.. | Édit août........ | 31 | 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | 167 | 7 | 7 |
| 1747.. | Édit septembre.... | | | | | | | | | | | | | 9 | 5 | 5 | | | | 176 | 12 | |
| 1758.. | Décl. 10 décembre. | 13 | 6 | 8 | | | | | | | | | | 2 | 13 | 4 | | | | 192 | 12 | |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | | | | | | | | | | | | | 8 | | 6 | | | | 200 | 12 | 6 |
| 1763.. | Édit avril........ | | | | | | | | | | | | | 8 | | 6 | | | | 208 | 13 | |
| 1771.. | Décl. 26 juillet... | | | | | | | 1 | | | | | | | 6 | | | | | 209 | 19 | |
| | Édit novembre.... | | | | | | | | | | | | | 16 | 3 | | | | | 226 | 2 | |
| 1775.. | ............... | 14 | 6 | 8 | | | | | | | | | | 5 | 14 | 8 | | | | 246 | 3 | |
| 1781.. | Édit août........ | | | | | | | | | | | | | 17 | 11 | 8 | | | | 263 | 15 | 4 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | | | | | | | | | | | | | | | | 263 | 15 | | ...... | | |

**Esprit de vin** entrant par terre ou par eau.

| ANNÉES. | TITRES de PERCEPTION. | 3 | | | 4 | | | 5 | | | 6 | | | 7 | | | 8 | | | 9 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | l. | s. | d. | l. | s. | d. | l. | s. | d. | l. | s. | d. | l. | s. | d. | l. | s. | d. | l. | s. | d. |
| 1687.. | Décl. 9 décembre. | 151 | 4 | | | | | | | | | | | | | | | | | 151 | 4 | |
| 1705.. | Décl. 3 mars..... | | | | | | | | | | | | | 15 | 2 | 5 | | | | 166 | 6 | 5 |
| | Édit octobre...... | | | | 1 | 10 | | | | | | | | | | | | | | 167 | 16 | 5 |
| 1706.. | Décl. mars....... | 1 | 13 | | | | | | | | | | | | | | | | | 169 | 9 | 5 |
| 1707.. | Édit juin........ | | | | | 11 | | | | | | | | | | | | | | 170 | | 5 |
| 1715.. | Décl. 7 mai...... | | | | | | | | | | | | | 15 | 2 | 5 | | | | 185 | 2 | 9 |
| 1741.. | Let. pat. 25 août.. | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | 186 | | 9 |
| 1743.. | Édit décembre.... | 15 | | | | | | | | | | | | | | | | | | 201 | | 9 |
| 1744.. | Édit août........ | 44 | | | | | | | | | | | | | | | | | | 245 | 2 | 9 |
| 1747.. | Édit septembre... | | | | | | | | | | | | | 12 | 14 | 10 | | | | 257 | 17 | 8 |
| 1758.. | Décl. 10 décembre. | 18 | 15 | | | | | | | | | | | 3 | 15 | | | | | 280 | 7 | 7 |
| 1760.. | Décl. 3 février... | | | | | | | | | | | | | 11 | 13 | 8 | | | | 292 | 1 | 4 |
| 1763.. | Édit avril........ | | | | | | | | | | | | | 11 | 13 | 8 | | | | 303 | 14 | 11 |
| 1771.. | Décl. 26 juillet... | | | | | | | 1 | | | | | | | 6 | | | | | 305 | | 11 |
| | Édit novembre.... | | | | | | | | | | | | | 23 | 9 | 4 | | | | 328 | 10 | 3 |
| 1775.. | ............... | 19 | 15 | | | | | | | | | | | 7 | 18 | | | | | 356 | 3 | 2 |
| 1781.. | Édit août........ | | | | | | | | | | | | | 25 | 8 | 10 | | | | 381 | 12 | |
| 1791.. | Loi 19 février.... | | | | | | | | | | | | | | | | 381 | 12 | | ...... | | |

**Alcool** à divers degrés de l'aréomètre Cartier entrant par terre ou par eau.

| ANNÉES. | TITRES de PERCEPTION. | 3 | | 4 | | 5 | | 6 | | 7 | | 8 | | 9 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | fr. | c. | fr. | c. | fr. | c. | fr. | c. | fr. | c. | fr. | c. | fr. | c. |
| 1798.. | Loi 18 octobre... | | | 16 | 50 | | | | | | | | | 16 | 50 |
| 1799.. | Loi 10 décembre.. | | | 3 | 30 | | | | | | | | | 19 | 80 |
| 1803.. | Arrêté 21 septemb. | | | 5 | 20 | | | | | | | | | 25 | |
| 1806.. | Loi 24 avril..... | 4 | | | | | | | | | | | | 29 | |
| 1808.. | Décret 6 juin.... | | | | | | | | | | | 29 | | ...... | |

## BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI principaux et additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 |
|---|---|
| | LE MUID (272 litres). |
| Droit double | Avant, même droit que pour l'eau-de-vie simple. |
| Deux sous pour livre | Pour le Trésor, sur ses droits principaux. |
| Inspecteurs aux boissons | Aliénés à la Ville. |
| Doublement *idem* | Et deux sous pour livre devenant droit principal. |
| Contrôleurs-jaugeurs | *Idem*. |
| Deux sous pour livre. | |
| Jaugeurs-mesureurs | D'abord sans surtaxe. |
| Droits rétablis | *Idem*. |
| Essayeurs-visiteurs | *Idem*. |
| Quatre sous pour livre | Pour le Trésor, sur les droits non encore surtaxés. |
| Don gratuit. | |
| Un sou pour livre | Pour le Trésor, sur tous les droits principaux. |
| *Idem* | *Idem*. |
| Droit de l'hôpital général. | |
| Deux sous pour livre | *Idem*. |
| Remplacement de droits de police. | |
| Deux sous pour livre | *Idem*. |
| .......................... | Suppression générale. |
| | LE MUID. |
| Droit triple | Avant, même droit que pour l'eau-de-vie simple. |
| Deux sous pour livre | Pour le Trésor, sur ses droits principaux. |
| Inspecteurs aux boissons | Aliénés à la Ville. |
| Doublement *idem* | *Idem*. |
| Contrôleurs-jaugeurs | Et deux sous pour livre devenant droit principal. |
| Deux sous pour livre | Pour le Trésor, sur tous ses droits principaux. |
| Jaugeurs-mesureurs | D'abord sans surtaxe. |
| Droits rétablis | *Idem*. |
| Essayeurs-visiteurs | *Idem*. |
| Quatre sous pour livre | Pour le Trésor, sur les droits non encore surtaxés. |
| Don gratuit. | |
| Un sou pour livre | Pour le Trésor, sur tous les droits principaux. |
| *Idem* | *Idem*. |
| Droit de l'hôpital général. | |
| Deux sous pour livre | *Idem*. |
| Remplacement de droits de police. | |
| Deux sous pour livre | *Idem*. |
| .......................... | Suppression générale. |
| | L'HECTOLITRE. |
| Octroi municipal et de bienfaisance | (27 vendémiaire an VII.) |
| *Idem* | (19 frimaire an VIII.) |
| *Idem* | Remplacement de la taxe mobilière. |
| Entrée | (4e jour complémentaire an XI.) |
| .......................... | Division en degrés pour l'octroi. |

TABLEAU N° 1. BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)

| ANNÉES. | TITRES de PERCEPTION. | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | pour le TRÉSOR. | pour la VILLE. | pour les HÔPITAUX. | pour les OFFICIERS de police. | SURTAXES. | À DÉDUIRE pour suppression | TOTAL après chaque variation. |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| **Alcool** au-dessous de 22 degrés de l'aréomètre Cartier entrant par terre ou par eau. | | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1808.. | Décret 9 juin..... | 4 | 25 | ...... | ...... | ...... | ...... | 29 |
| | Loi 25 novembre.. | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 31 |
| 1813.. | Décret 5 janvier... | 9 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 40 |
| | Décret 11 novembre | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 | ...... | 44 |
| 1814.. | Décret 27 avril... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 | 40 |
| 1815.. | Décret 8 avril..... | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 | 40 |
| | Ord. 16 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 20 | ...... | 42 20 |
| | Loi 23 décembre.. | ...... | 3 | ...... | ...... | 0 30 | 3 | 42 50 |
| 1816.. | Loi 28 avril...... | 3 | ...... | ...... | ...... | 1 80 | ...... | 47 30 |
| **Alcool** de 22 à 27 degrés entrant par terre ou par eau. | | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1808.. | Décret 9 juin..... | 4 | 35 | ...... | ...... | ...... | ...... | 39 |
| | Loi 25 novembre.. | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 41 |
| 1813.. | Décret 5 janvier... | 24 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 65 |
| | Décret 11 novembre | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 50 | ...... | 71 50 |
| 1814.. | Décret 27 avril.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 50 | 65 |
| 1815.. | Décret 8 avril..... | 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 | 65 |
| | Ord. 16 août...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 90 | ...... | 67 90 |
| | Loi 23 décembre.. | ...... | 6 | ...... | ...... | 0 60 | 6 | 68 50 |
| 1816.. | Loi 24 juin....... | 6 | ...... | ...... | ...... | 3 60 | ...... | 78 10 |
| **Alcool** de 28 degrés et au-dessus entrant par terre ou par eau. | | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1808.. | Décret 9 juin..... | 4 | 50 | ...... | ...... | ...... | ...... | 54 |
| | Loi 25 novembre.. | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 56 |
| 1813.. | Décret 5 janvier.. | 24 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 80 |
| | Décret 11 novembre | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 | ...... | 85 |
| 1814.. | Décret 27 avril.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 80 |
| 1815.. | Décret 8 avril.... | 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 | 80 |
| | Ord. 16 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 40 | ...... | 84 40 |
| | Loi 23 décembre.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 | 78 40 |
| 1816.. | Loi 28 avril...... | 30 | ...... | ...... | ...... | 6 | ..... | 114 40 |
| **Alcool** à divers degrés de l'alcoomètre Gay-Lussac entrant par terre ou par eau. | | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1824.. | Loi 24 juin...... | 38 | 25 | ...... | ...... | 6 30 | ...... | 69 30 |
| | Ord. 29 décembre. | ...... | 18 40 | ...... | ..... | 1 84 | ...... | 89 54 |
| 1829.. | ................ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 40 70 | 48 84 |
| 1830.. | Loi 12 décembre.. | 12 | ...... | ...... | ...... | 1 20 | ...... | 62 04 |
| | Ord. 28 décembre. | ...... | 13 60 | ...... | ...... | 1 36 | ...... | 77 |
| 1832.. | Ord. 17 août..... | ...... | 5 | ...... | ...... | 0 50 | ...... | 82 50 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 50 | ...... | 85 |
| 1852.. | Décret 17 mars.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 80 | 83 20 |
| 1855.. | Loi 14 juillet..... | 16 | ...... | ...... | ...... | 8 20 | ...... | 107 40 |
| 1860.. | Loi 26 juillet..... | 25 | ...... | ...... | ...... | 5 | ...... | 137 40 |
| 1871.. | Loi 1er septembre.. | 50 | ...... | ...... | ...... | 10 | ...... | 197 40 |
| | Loi 26 décembre.. | ...... | 43 | ...... | ...... | 8 60 | ...... | 249 |
| 1872.. | Loi 26 mars...... | 8 | ...... | ...... | ...... | 1 60 | ...... | 258 60 |
| 1873.. | Loi 30 décembre.. | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 45 | ...... | 266 05 |

BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI principaux et additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 |
|---|---|
| | L'HECTOLITRE. |
| Entrée. — Octroi | Sans distinction de degré pour l'entrée jusqu'en 1813. |
| Entrée | *Idem.* |
| *Idem* | Au-dessous de 22 degrés pour l'entrée jusqu'en 1824. |
| Décime | Pour le Trésor, sur l'entrée et sur l'octroi. |
| | Suppression du décime. |
| Entrée | Diminution de l'octroi. |
| Décime | Pour la Ville, sur l'octroi. |
| Octroi | Diminution de l'entrée. |
| Entrée. — Décime | Pour le Trésor, sur l'entrée. |
| | L'HECTOLITRE. |
| Entrée. — Octroi | Sans distinction de degré pour l'entrée jusqu'en 1813. |
| Entrée | *Idem.* |
| *Idem* | 22 degrés et au-dessus jusqu'en 1816. |
| Décime | Pour le Trésor, sur l'entrée et sur l'octroi. |
| | Suppression du décime. |
| Entrée | Diminution de l'octroi. |
| Décime | Pour la Ville, sur l'octroi. |
| Octroi | Diminution de l'entrée. |
| Entrée. — Décime | Pour le Trésor, sur l'entrée. — De 22 à 27 degrés jusqu'en 1824. |
| | L'HECTOLITRE. |
| Entrée. — Octroi | Sans distinction de degré pour l'entrée jusqu'en 1813. |
| Entrée | *Idem.* |
| *Idem* | 22 degrés et au-dessus jusqu'en 1816. |
| Décime | Pour le Trésor, sur l'entrée et sur l'octroi. |
| | Suppression du décime. |
| Entrée | Diminution de l'octroi. |
| Décime | Pour la Ville, sur l'octroi. |
| | Diminution de l'entrée. |
| Entrée. — Décime | Pour le Trésor, sur l'entrée. — 28 degrés et au-dessus jusqu'en 1824. |

Les eaux-de-vie en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie ont été imposés d'après le volume total de 1824 à 1872. Depuis ils sont taxés suivant le degré.

| | |
|---|---|
| | L'HECTOLITRE. |
| Entrée. — Octroi. | |
| Octroi. | |
| Octroi | Exécution de l'article 3 de la loi du 24 juin 1824. |
| Entrée. | |
| Octroi. | |
| *Idem.* | |
| Deuxième décime | Pour la Ville, sur l'octroi. |
| | Diminution de l'octroi. |
| Entrée. — Deuxième décime | Pour le Trésor, sur l'entrée. |
| Entrée. | |
| *Idem.* | |
| Octroi. | |
| Entrée. | |
| Demi-décime | Pour le Trésor, sur l'entrée. |

TABLEAU N° 1. BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Absinthes** en cercles ou en bouteilles (volume total), entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1871.. | Loi 1er septembre.. | 141 00 | 66 50 | ...... | ...... | 41 50 | ...... | 249 00 |
| 1872.. | Loi 26 mars...... | 58 00 | ...... | ...... | ...... | 11 60 | ...... | 318 60 |
| 1873.. | Loi 30 décembre.. | ...... | ...... | ...... | ...... | 9 95 | ...... | 328 55 |
| 1880.. | Loi 19 juillet..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 328 55 | ...... |
| | **Alcools dénaturés** de 2 à 3 dixièmes d'huile essentielle, entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1844.. | Ord. 14 juin..... | 28 80 | 9 60 | ...... | ...... | 3 84 | ...... | 42 24 |
| 1845.. | Ord. 19 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 9 856 | 32 384 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 736 | ...... | 33 12 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 528 | 32 592 |
| 1855.. | Décret 14 juillet.. | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 208 | ...... | 34 80 |
| ...... | Décret 3 novembre. | ...... | 0 08 | ...... | ...... | 0 016 | ...... | 34 896 |
| 1874.. | Loi 5 août....... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 34 896 | ...... |
| | **Alcools dénaturés** de 3 à 4 dixièmes d'huile essentielle, entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1844.. | Ord. 14 juin..... | 29 20 | 8 40 | ...... | ...... | 3 76 | ...... | 41 36 |
| 1845.. | Ord. 19 août.. .. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 13 124 | 28 336 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 644 | ...... | 28 98 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 468 | 28 512 |
| 1855.. | Décret 14 juillet.. | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 932 | ...... | 30 444 |
| ...... | Décret 3 novembre. | ...... | 0 05 | ...... | ...... | 0 01 | ...... | 30 504 |
| 1874.. | Loi 5 août....... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 30 504 | ...... |
| | **Alcools dénaturés** de 4 à 5 dixièmes d'huile essentielle, entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1844.. | Ord. 14 juin..... | 21 60 | 7 20 | ...... | ...... | 2 88 | ...... | 31 68 |
| 1845.. | Ord. 19 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 392 | 24 288 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 552 | ...... | 24 84 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 384 | 24 456 |
| 1855.. | Décret 14 juillet.. | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 656 | ...... | 26 112 |
| 1874.. | Loi 5 août....... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 26 112 | ...... |
| | **Alcools dénaturés** de 5 à 10 dixièmes d'huile essentielle, entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1844.. | Ord. 14 juin..... | 18 00 | 6 00 | ...... | ...... | 2 40 | ...... | 26 40 |
| 1845.. | Ord. 19 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 16 | 20 24 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 94 | ...... | 20 70 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 36 | 20 34 |
| 1855.. | Décret 14 juillet.. | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 38 | ...... | 21 72 |
| 1874.. | Loi 5 août....... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 21 72 | ...... |
| | **Alcool pur** contenu dans les préparations dites alcools dénaturés, entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1874.. | Loi 5 août....... | 30 00 | 7 50 | ...... | ...... | 9 00 | ...... | 46 50 |
| 1880.. | Loi 30 décembre.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 50 | 45 |
| | **Éther** entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |

## BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI principaux et additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 |
|---|---|
| | L'HECTOLITRE. |
| Entrée. — Octroi. | |
| Entrée. | |
| Demi-décime.................. | Pour le Trésor, sur l'entrée. |
| Entrée. — Octroi............. | Suppression de la tarification d'après le volume total. |
| | L'HECTOLITRE. |
| Entrée. — Octroi. | |
| .......................... | Diminution de 6f 72c sur l'entrée et de 2f 24c sur l'octroi. |
| Deuxième décime............. | Pour la Ville, sur l'octroi. |
| .......................... | Diminution de l'octroi. |
| Deuxième décime............. | Pour le Trésor, sur l'entrée. |
| Octroi. | |
| .......................... | Changement de tarification. |
| | L'HECTOLITRE. |
| Entrée. — Octroi. | |
| .......................... | Diminution de 9f 88c sur l'entrée et de 1f 96c sur l'octroi. |
| Deuxième décime............. | Pour la Ville, sur l'octroi. |
| .......................... | Diminution de l'octroi. |
| Deuxième décime............. | Pour le Trésor, sur l'entrée. |
| Octroi. | |
| .......................... | Changement de tarification. |
| | L'HECTOLITRE. |
| Entrée. — Octroi. | |
| .......................... | Diminution de 5f 04c sur l'entrée et de 1f 68c sur l'octroi. |
| Deuxième décime............. | Pour la Ville, sur l'octroi. |
| .......................... | Diminution de l'octroi. |
| Deuxième décime............. | Pour le Trésor, sur l'entrée. |
| .......................... | Changement de tarification. |
| | L'HECTOLITRE. |
| Entrée. — Octroi. | |
| .......................... | Diminution de 4f 20c sur l'entrée et de 1f 40c sur l'octroi. |
| Deuxième décime............. | Pour la Ville, sur l'octroi. |
| .......................... | Diminution de l'octroi. |
| Deuxième décime............. | Pour le Trésor, sur l'entrée. |
| .......................... | Changement de tarification. |
| | L'HECTOLITRE. |
| Entrée. — Octroi. — Décimes.. | Deux et demi pour le Trésor sur l'entrée. — Deux pour la Ville sur l'octroi. |
| .......................... | Décimes pour la Ville supprimés. |

De 1855 à 1871, octroi de 23f 50c et 2 décimes = 28f 20c. Depuis confondu dans les produits à base d'alcool.

**Tableau n° 1.** BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI — pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Cidre** entrant par terre et par eau. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1640.. | Arrêt 16 avril..... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 |
| | Édit novembre.... | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 |
| 1643.. | Arrêt 18 novemb.. | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 16 |
| 1645.. | ? | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 1 |
| 1651.. | Décl. 8 février ... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 2 |
| 1654.. | Édit mars........ | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 7 |
| | Décl. 5 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 10 | ...... | 1 13 10 |
| 1657.. | Arrêt 24 mars..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 8 | ...... | 1 15 6 |
| 1658.. | Décl. 10 avril..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 | ...... | 1 16 5 |
| 1680.. | Ord. 3 juin....... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 5 | 1 15 |
| 1705.. | Décl. 3 mars...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 6 | ...... | 1 18 6 |
| | Édit octobre...... | ...... | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 3 6 |
| 1706.. | Décl. mai........ | 5 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 9 |
| 1707.. | Édit juin......... | ...... | 5 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 14 6 |
| 1715.. | Décl. 7 mai ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 6 | ...... | 2 18 |
| 1719.. | Let. pat. 10 octobre. | 2 5 | ...... | ...... | ...... | 9 | ...... | 5 12 |
| 1730.. | Édit juin......... | ...... | ...... | ...... | 1 18 | ...... | ...... | 7 10 |
| 1741.. | Let. pat. 25 août.. | ...... | 18 | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 8 |
| 1747.. | Édit septembre... | ...... | ...... | ...... | ...... | 14 5 | ...... | 9 2 5 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 7 | ...... | 9 10 |
| 1763.. | Édit avril........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 7 | ...... | 9 17 7 |
| 1767.. | ................. | 3 | ...... | ...... | ...... | 18 | ...... | 13 15 7 |
| 1771.. | Édit novembre... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 1 2 | ...... | 14 16 9 |
| 1781.. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 1 3 | ...... | 15 18 |
| 1782.. | ................. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 10 | 11 8 |
| 1791.. | Loi 19 août...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 8 | ...... |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1803.. | Arrêté 21 septemb. | ...... | 4 69 | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 69 |
| 1806.. | Décret 4 mars.... | ...... | 0 31 | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 |
| | Loi 24 avril ...... | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 |
| | Décret 5 mai ..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | 6 |
| 1808.. | Loi 25 novembre.. | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 |
| 1813.. | Décret 5 février... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 |
| | Décret 11 novemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 80 | ...... | 8 80 |
| 1814.. | Décret 27 avril.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 80 | 8 |
| 1815.. | Décret 8 avril.... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | 8 |
| | Loi 16 août ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 30 | ...... | 8 30 |
| | Décret 23 décemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | 7 30 |
| | Ord. 29 décembre. | ...... | 3 | ...... | ...... | 0 30 | ...... | 10 60 |
| 1816.. | Loi 28 avril...... | 1 | ...... | ...... | ...... | 0 50 | ...... | 12 10 |
| 1825.. | Ord. 4 mai....... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 10 | 11 |
| 1830.. | Loi 12 décembre.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 10 | 9 90 |
| | Ord. 28 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 10 | 8 80 |
| 1852.. | Loi 17 mars...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 264 | 8 536 |
| 1855.. | Loi 14 juillet..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 40 | ...... | 8 936 |
| | Décret 3 novembre. | ...... | 0 04 | ...... | ...... | 0 004 | ...... | 8 98 |
| 1873.. | Décret 31 décemb. | 0 75 | ...... | ...... | ...... | 1 1175 | ...... | 10 1175 |
| 1874.. | Décret 5 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 38 | ...... | 10 4975 |
| 1880.. | Loi 19 juillet..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 4375 | 9 06 |
| | Arrêté 30 décemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 552 | 8 50 |

# BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)

| PRIX MOYEN dans Paris. 10 | RAPPORT du DROIT au prix. 11 | DÉNOMINATION DES DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI principaux et additionnels. 12 | OBSERVATIONS. 13 |
|---|---|---|---|
| livres. | p. o/o. | | LE MUID (272 litres). |
| ...... | ...... | Ancien barrage. | |
| 30 | 1 | Subvention. | |
| 30 | 2 | Augmentation de la subvention. | |
| 30 | 3 | *Idem.* | |
| 30 | 3 | Domaine. | |
| 30 | 4 | Nouveau barrage. | |
| 30 | 5 | Parisis...................... | Quart des droits principaux. |
| 30 | 5 | Sol pour livre des conservateurs.. | Sur les droits principaux et sur le parisis. |
| 30 | 6 | Six deniers des trésoriers........ | Sur les droits principaux, le parisis et le s. p. l. |
| 30 | 5 | Droit unique. | |
| 30 | 6 | Deux sous pour livre.......... | Pour le Trésor, sur ses droits principaux. |
| 30 | 7 | Inspecteurs aux boissons. | |
| 30 | 8 | Doubl<sup></sup>t des insp. aux boissons.... | Et deux sous pour livre (droit principal). |
| 30 | 9 | Contrôleurs-jaugeurs.......... | *Idem.* |
| 30 | 9 | Deux sous pour livre. | |
| 35 | 16 | Rempl<sup></sup>t des gros et détail....... | Ces droits de vente étaient de la moitié de ceux du vin. |
| 35 | 16 | Gardes de nuit, plancheyeurs, etc. | |
| 40 | 21 | Jaugeurs-mesureurs. | |
| 45 | 20 | Quatre sous pour livre......... | Sur les droits de la Ville et des officiers de police. |
| 45 | 20 | Un sou pour livre ............ | Pour le Trésor, sur tous les droits principaux. |
| 45 | 20 | *Idem.*...................... | *Idem.* |
| 50 | 27 | Entrée. | |
| 55 | 26 | Deux sous pour livre.......... | *Idem.* |
| 55 | 26 | *Idem.*...................... | *Idem.* |
| 60 | 19 | .......................... | Entrée de 1767 et dix sous pour livre supprimés. |
| ...... | ...... | .......................... | Suppression générale. |
| fr. | p. o/o. | | L'HECTOLITRE. |
| 26 | 15 | Octroi...................... | (4<sup></sup>e jour complémentaire an XI). |
| 27 | 18 | *Idem.* | |
| 27 | 26 | Entrée...................... | Remplacement des droits de gros et de détail. |
| 27 | 22 | .......................... | Diminution de l'octroi. |
| 27 | 26 | Entrée...................... | Par suite de l'augmentation du droit de détail. |
| 27 | 30 | *Idem.* | |
| 27 | 33 | Décime...................... | Pour le Trésor, sur l'entrée et sur l'octroi. |
| 27 | 30 | .......................... | Suppression du décime. |
| 27 | 30 | Entrée ..................... | Diminution de l'octroi. |
| 27 | 30 | Décime...................... | Pour la Ville, sur l'octroi. |
| 27 | 29 | .......................... | Diminution de l'entrée. |
| 27 | 39 | Octroi. | |
| 27 | 45 | Entrée. — Décime........... | Pour le Trésor, sur l'entrée. |
| 30 | 37 | .......................... | Diminution de l'octroi. |
| 30 | 33 | .......................... | Diminution de l'entrée. |
| 30 | 29 | .......................... | Diminution de l'octroi. |
| 30 | 28 | .......................... | *Idem.* |
| 30 | 30 | Deuxième décime............ | Pour le Trésor, sur l'entrée. |
| 30 | 30 | Octroi. | |
| 30 | 34 | Entrée. — Demi-décime....... | Pour le Trésor, sur l'entrée. |
| 30 | 35 | Deuxième décime............ | Pour la Ville, sur l'octroi. |
| 30 | 30 | .......................... | Diminution de l'entrée. |
| 30 | 28 | .......................... | Diminution de l'octroi. |

**Tableau n° 1.** BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI: pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Poiré** entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1680.. | Ord. 3 juin...... | 17 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 17 6 |
| 1705.. | Décl. 3 mars..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 9 | ...... | 19 3 |
| | Édit octobre...... | ...... | 2 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 1 9 |
| 1706.. | Décl. mai........ | 2 9 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 4 6 |
| 1707.. | Édit juin......... | 5 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 10 |
| 1715.. | Décl. 7 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 9 | ...... | 1 11 9 |
| 1719.. | Let. pat. 10 octob. | 1 2 6 | ...... | ...... | ...... | 4 6 | ...... | 2 18 9 |
| 1730.. | Édit juin......... | ...... | ...... | ...... | 1 18 | ...... | ...... | 4 16 9 |
| 1741.. | Let. pat. 25 août.. | ...... | ...... | ...... | 18 | ...... | ...... | 5 14 9 |
| 1747.. | Édit sept......... | ...... | ...... | ...... | ...... | 13 4 | ...... | 6 8 1 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 8 | ...... | 6 13 9 |
| 1763.. | Édit avril........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 8 | ...... | 6 19 5 |
| 1771.. | Arrêt 24 mars..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 5 | ...... | 7 10 10 |
| 1781.. | Édit août......... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 5 | ...... | 8 2 3 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 2 3 | ...... |
| | **Poirés et hydromels** entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1799.. | Loi 10 décembre.. | ...... | 3 60 | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 60 |
| | **Vinaigres** entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1337.. | Let. pat. 10 déc... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360.. | Inst. Gd Cl 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1384.. | Instruc. février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1465.. | Ord. 3 août...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1707.. | Édit août........ | ...... | 2 9 | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 9 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 2 5 | ...... | ...... | 2 7 9 |
| 1747.. | Édit sept........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 9 7 | ...... | 2 17 4 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 4 | ...... | 2 19 8 |
| 1763.. | Édit avril........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 4 | ...... | 3 2 |
| 1771.. | Édit novembre... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 9 | ...... | 3 6 9 |
| 1781.. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 9 | ...... | 3 11 3 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 11 3 | ...... |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1798.. | Loi 18 octobre.... | ...... | 5 50 | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 50 |
| 1799.. | Loi 10 décembre.. | ...... | 1 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 60 |
| 1802.. | ? | ...... | 1 25 | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 85 |
| 1803.. | Arrêté 21 septemb. | ...... | 5 65 | ...... | ...... | ...... | ...... | 13 50 |
| 1806.. | Décret 4 mars..... | ...... | 3 00 | ...... | ...... | ...... | ...... | 16 50 |
| 1807.. | Décret 5 mai..... | ...... | ..... | ...... | ...... | ...... | 3 00 | 13 50 |
| 1811.. | Décret 10 mai.... | ...... | 1 50 | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 00 |
| 1813.. | Décret 11 novembre | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 50 | ...... | 16 50 |
| 1814.. | Décret 27 avril... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 50 | 15 00 |
| 1815.. | Ord. 16 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 50 | ...... | 16 50 |
| 1818.. | Ord. 23 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 65 | 14 85 |
| 1822.. | Ord. 25 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 30 | 11 55 |
| 1830.. | Ord. 28 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 75 | 8 80 |
| 1832.. | Ord. 17 août..... | ...... | 2 50 | ...... | ...... | 0 25 | ...... | 11 55 |

## BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)

| PRIX MOYEN dans Paris. 10 | RAPPORT du DROIT au prix. 11 | DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 12 | OBSERVATIONS. 13 | DROITS DE VENTE en GROS. 14 | DROITS DE VENTE en DÉTAIL. 15 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | LE MUID (272 litres). | | |
| ........ | ........ | Droit unique........ | Antérieurement mêmes droits que p^r le cidre. | Quart des droits du vin. | |
| ........ | ........ | Deux sous pour livre.. | Pour le Trésor sur ses droits............. | *Idem.* | |
| ........ | ........ | Inspect. aux boissons.. | Aliénés à la Ville.......................... | *Idem.* | |
| ........ | ........ | Doublem^t des inspect.. | Et deux sous pour livre (droit principal)... | *Idem.* | |
| ........ | ........ | Contrôleurs-jaugeurs.. | ................................ | *Idem.* | |
| ........ | ........ | Deux sous pour livre.. | Pour le Trésor, sur ses droits principaux... | *Idem.* | |
| ........ | ........ | Remp. des gros et dét^l | | | |
| ........ | ........ | Gard.d.n.plancheyeurs | | | |
| ........ | ........ | Jaugeurs-mesureurs. | | | |
| ........ | ........ | Quatre sous pour livre. | P^r le Trésor, sur les droits non encore surtaxés | | |
| ........ | ........ | Un sou pour livre.... | Pour le Trésor, sur tous les droits principaux | | |
| ........ | ........ | *Idem*............... | *Idem.* | | |
| ........ | ........ | Deux sous pour livre.. | *Idem.* | | |
| ........ | ........ | *Idem*............... | *Idem.* | | |
| ........ | ........ | .................. | Suppression générale. | | |
| | | | L'HECTOLITRE. | | |
| ...... | ...... | Octroi mun. et de bienf. | Mêmes droits que pour le cidre depuis 1802. | | |
| livres. | p. o/o. | | LE MUID. | l. s. d. | l. s. d. |
| ........ | ........ | .................. | Vente et achat.......................... | 16^p | 16^p |
| ........ | ........ | .................. | *Idem*.................................. | 12 | 12 |
| ........ | ........ | .................. | Vente et revente........................ | 18 | 18 |
| ........ | ........ | .................. | *Idem*.................................. | 27 | 27 |
| ........ | ........ | .................. | Vente................................... | Treizième. | |
| ........ | ........ | .................. | *Idem*.................................. | Sol pour livre. | |
| ........ | ........ | .................. | Suppression du droit de vente. | | |
| ........ | ........ | Petit octroi......... | Et deux sous pour livre (droit principal). | | |
| 43 | 5 | Inspect.-vérificat., etc. | | | |
| 56 | 5 | Quatre sous pour livre. | Pour le Trésor, sur les droits non encore surtaxés | | |
| ........ | ........ | Un sou pour livre.... | Pour le Trésor, sur tous les droits principaux | | |
| 55 | 6 | *Idem.* ............. | *Idem.* | | |
| ........ | ........ | Deux sous pour livre.. | *Idem.* | | |
| ........ | ........ | *Idem*.............. | *Idem.* | | |
| ........ | ........ | .................. | Suppression générale. | | |
| francs. | p. o/o. | | L'HECTOLITRE. | | |
| 35 | 15 | Octroi mun. et de bienf. | (27 vendémiaire an VII.) | | |
| 35 | 18 | *Idem*.............. | (19 frimaire an VIII.) | | |
| 35 | 22 | *Idem.* | | | |
| 35 | 38 | *Idem.* | | | |
| 35 | 47 | *Idem.* | | | |
| 35 | 38 | *Idem.* | | | |
| 35 | 42 | *Idem.* | | | |
| 35 | 47 | Décime. ........... | Pour le Trésor. | | |
| 35 | 42 | .................. | Suppression du décime. | | |
| 35 | 47 | *Idem.* ........... | Pour la Ville. | | |
| 45 | 33 | Octroi. | | | |
| 45 | 25 | *Idem.* | | | |
| 45 | 19 | *Idem.* | | | |
| 45 | 25 | *Idem.* | | | |

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE, DE CONSOMMATION OU D'OCTROI pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Vinaigres** entrant par terre ou par eau. (Suite.) | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1848. . | Arrêté 17 juin. . . . | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 05 | ...... | 12 60 |
| 1852. . | Décret 17 mars. . . | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 756 | 11 844 |
| 1855. . | Décret 3 novembre. | ...... | 0 13 | ...... | ...... | 0 26 | ...... | 12 |
| 1874. . | Décret 28 juillet. . | ...... | 5 | ...... | ...... | 1 | ...... | 18 |
| | VINAIGRES contenant 8 p. o/o d'acide acétique. | | | | | | | |
| 1875. . | Décret 17 juillet. . . | 4f | 15f | ...... | ...... | 4f | ...... | 23f |
| | VINAIGRES contenant de 9 à 12 p. o/o d'acide acétique. | | | | | | | |
| 1875. . | Décret 17 juillet. . | 6f | 15f | ...... | ...... | 4f 50c | ...... | 25f 50c |
| 1878. . | Décret 7 mars. . . . | ...... | 7 50 | ...... | ...... | 1 50 | ...... | 34 50 |
| | VINAIGRES contenant de 13 à 16 p. o/o d'acide acétique. | | | | | | | |
| 1875. . | Décret 17 juillet. . . | 8f | 15f | ...... | ...... | 5f | ...... | 28f |
| 1878. . | Décret 7 mars. . . . . | ...... | 15 | ...... | ...... | 3 | ...... | 46 |
| | **Acides acétiques** entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| 1874. . | Décret 28 juillet. . . | ...... | 50f | ...... | ...... | 10f | ...... | 60f |
| | ACIDES ACÉTIQUES ET VINAIGRES contenant de 17 à 30 p. o/o d'acide. | | | | | | | |
| 1875. . | Décret 17 juillet. . . | 15f | 50f | ...... | ...... | 13f 75c | ...... | 78f 75c |
| 1878. . | Décret 7 mars. . . . | ...... | 6 25 | ...... | ...... | 1 25 | ...... | 86 25 |
| | ACIDES ACÉTIQUES ET VINAIGRES contenant de 31 à 40 p. o/o d'acide. | | | | | | | |
| 1875. . | Décret 17 juillet. . . | 20f | 50f | ...... | ...... | 15f | ...... | 85f |
| 1878. . | Décret 7 mars. . . . | ...... | 25 | ...... | ...... | 5 | ...... | 115 |
| | ACIDES ACÉTIQUES ET VINAIGRES contenant plus de 40 p. o/o d'acide. | | | | | | | |
| 1875. . | Décret 17 juillet. . . | 42f | 50f | ...... | ...... | 20f 50c | ...... | 112f 50c |
| 1878. . | Décret 7 mars. . . . . | ...... | 100 | ...... | ...... | 20 | ...... | 232 50 |
| | ACIDE ACÉTIQUE cristallisable ou à l'état solide. | | | | | | | |
| 1875. . | Décret 17 juillet. . . | 50f | 50f | ...... | ...... | 22f 50c | ...... | 122f 50c |
| 1878. . | Décret 7 mars. . . . | ...... | 137 50 | ...... | ...... | 27 50 | ...... | 287 50 |
| | **Vins gâtés** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1680. . | Ord. 3 juin. . . . . . | 7 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 |
| 1705. . | Décl. 3 mars. . . . . | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 | ...... | 7 8 |
| 1707. . | Édit août. . . . . . . . | ...... | 2 9 | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 5 |
| 1715. . | Décl. 7 mai. . . . . . | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 | ...... | 11 1 |
| 1730. . | Édit juin. . . . . . . . | ...... | ...... | ...... | 2 5 | ...... | ...... | 2 11 6 |
| 1747. . | Édit septembre. . . . | ...... | ...... | ...... | ...... | 9 7 | ...... | 3 1 1 |
| 1760. . | Décl. 3 février. . . . | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 8 | ...... | 3 3 9 |
| 1763. . | Édit avril. . . . . . . . | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 8 | ...... | 3 5 5 |
| 1771. . | Décl. 26 juillet. . . . | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 4 | ...... | 3 10 9 |
| 1781. . | Édit août. . . . . . . . | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 4 | ...... | 3 16 1 |
| 1791. . | Loi 19 février. . . . . | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 16 1 | ...... |
| | **Vins gâtés** entrant par eau, en plus : | | | | | | | |
| 1633 . . | Décl. 12 janvier. . . | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 |
| ...... | Actes déjà cités. . . | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | ...... | 4 |

## BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'ENTRÉE DE CONSOMMATION OU D'OCTROI principaux et additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 |
|---|---|
| | L'HECTOLITRE. |
| Deuxième décime | Pour la Ville. |
| Octroi. | |
| *Idem.* | |
| *Idem.* | |
| | L'HECTOLITRE. |
| Consommation. — Octroi | 2 décimes 1/2 pour le Trésor et 2 décimes pour la Ville. |
| | L'HECTOLITRE. |
| Consommation. — Octroi | 2 décimes 1/2 pour le Trésor et 2 décimes pour la Ville. |
| Octroi | 2 décimes pour la Ville. |
| | L'HECTOLITRE. |
| Consommation. — Octroi | 2 décimes 1/2 pour le Trésor et 2 décimes pour la Ville. |
| Octroi. | |
| | L'HECTOLITRE. |
| Octroi | 2 décimes pour la Ville. |
| | L'HECTOLITRE. |
| Consommation. — Octroi | 2 décimes 1/2 pour le Trésor et 2 décimes pour la Ville. |
| Octroi | 2 décimes pour la Ville. |
| | L'HECTOLITRE. |
| Consommation. — Octroi | 2 décimes 1/2 pour le Trésor et 2 décimes pour la Ville. |
| Octroi | 2 décimes pour la Ville. |
| | L'HECTOLITRE. |
| Consommation. — Octroi | 2 décimes 1/2 pour le Trésor et 2 décimes pour la Ville. |
| Octroi | 2 décimes pour la Ville. |
| | L'HECTOLITRE. |
| Consommation. — Octroi | 2 décimes 1/2 pour le Trésor et 2 décimes pour la Ville. |
| Octroi | 2 décimes pour la Ville. |
| | LE MUID (272 litres). |
| Droit unique. | |
| Deux sous pour livre | Pour le Trésor, sur ses droits principaux. |
| Petit octroi. | |
| Deux sous pour livre | *Idem.* |
| Inspecteurs de police. | |
| Quatre sous pour livre | Pour le Trésor, sur les droits de la Ville et de police. |
| Un sou pour livre | Pour le Trésor, sur tous les droits principaux. |
| *Idem.* | |
| Deux sous pour livre | *Idem.* |
| *Idem* | *Idem.* |
| | Suppression générale. |
| Droit des rivières | Comme pour le vin. |
| Dix sous pour livre | *Idem.* |

Tableau n° 1. **BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)**

**Verjus** entrant par terre ou par eau.

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI — pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1337.. | Let. pat. 10 déc... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1415.. | Ord. février.... | ...... | ...... | ...... | $2^{r}$ | ...... | ...... | $2^{r}$ |
| 1680.. | Ord. 3 juin...... | $2^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^{r}$ |
| 1705.. | Décl. 3 mars..... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^{r}$ | ...... | 2 $2^{r}$ |
| 1715.. | Décl. 7 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 | ...... | 2 4 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | $2^{r}$ $5^{r}$ | ...... | ...... | $2^{r}$ 7 4 |
| 1747 . | Édit septembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | $9^{r}$ | ...... | 2 16 4 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 8 | ...... | 3 1 |
| 1763.. | Édit avril....... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 8 | ...... | 3 5 8 |
| 1771.. | Édit novembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 9 2 | ...... | 3 14 10 |
| 1781.. | Edit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 9 2 | ...... | 4 4 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 4 | ...... |

**Fruits** et **conserves au vinaigre, verjus, sureau, hièble** en fruits ou en jus, **Vins gâtés** et **lies** liquides ou épaisses entrant par terre ou par eau.

| | | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1878.. | Décret 7 mars.... | ...... | 10 | ...... | ...... | 2 | ...... | 12 |

**Cervoises.**

| | | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1337.. | Let. pat. 10 déc.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360.. | Inst. G^d C^l 18 déc.. | ? | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ? |
| 1383.. | Let. pat. 4 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1384.. | Instruct. février.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1395.. | Ord. 28 mars.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1465.. | Ord. 3 août...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |

**Bières françaises** entrant par terre ou par eau.

| | | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1625.. | Édit décembre.... | ...... | ...... | ...... | 6 | ...... | ...... | 6 |
| 1635.. | Décl. 16 février... | 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 | 6 |
| 1638.. | Décl. 15 décembre. | 1 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 2 |
| 1646.. | Édit mars....... | 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 8 |
| 1654.. | Édit mars....... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 | ...... | 1 15 |
| 1657.. | Arrêt 24 mars.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 9 | ...... | 1 16 9 |
| 1658.. | Décl. 10 avril.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 | ...... | 1 17 7 |
| 1680.. | Ord. 3 juin...... | 1 17 7 | ...... | ...... | ...... | ...... | 9 7 | 1 17 7 |
| 1697.. | Édit août....... | ...... | ...... | ...... | 1 15 | ...... | ...... | 3 12 7 |
| 1698.. | Édit mars........ | 1 15 | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 15 | 3 12 7 |

## BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI principaux et additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROIT DE VENTE en GROS. 12 | DROIT DE VENTE en DÉTAIL. 13 |
|---|---|---|---|
| | LE TONNEAU. | d. p. | d. p. |
| ........................ | Vente et achat........................ | 16 | 16 |
| ........................ | *Idem*........................ | 12 | 12 |
| ........................ | Vente et revente........................ | 18 | 18 |
| ........................ | *Idem*........................ | 27 | 27 |
| | LA CAQUE. | | |
| Jaugeurs. | | | |
| | LE MUID (272 litres). | | |
| Droit unique. | | | |
| Deux sous pour livre........... | Pour le Trésor, sur ses droits principaux. | | |
| *Idem.* | | | |
| Inspecteurs, vérificateurs, etc. | | | |
| Quatre sous pour livre......... | Pour le Trésor, sur les droits de police. | | |
| Un sou pour livre............. | Pour le Trésor, sur tous les droits principaux. | | |
| *Idem*........................ | *Idem.* | | |
| Deux sous pour livre.......... | *Idem.* | | |
| *Idem*........................ | *Idem.* | | |
| ........................ | Suppression générale. | | |
| | L'HECTOLITRE. | | |
| Octroi........................ | Depuis 1848, mêmes droits que pour le vinaigre. | | |
| | LE TONNEAU. | d. p. | d. p. |
| ........................ | Vente et achat........................ | | 16 |
| ........................ | *Idem*........................ | | 12 |
| ........................ | Vente et revente........................ | | 18 |
| Treizième........................ | ........................ | Treizième. | |
| ........................ | ........................ | 3 | |
| ........................ | ........................ | Sol. p. l. | Quatrième. |
| ........................ | ........................ | *Idem.* | Huitième. |
| ........................ | Suppression des droits de vente. | | |
| | LE MUID (272 litres). | | |
| Contrôleurs. | | | |
| *Idem*........................ | Suppression des officiers et attribution du droit au Trésor. | | |
| Augmentation des contrôleurs. | | | |
| Nouvelle augmentation *idem.* | | | |
| Parisis........................ | Quart des droits principaux. | | |
| Sol p. l. des conservateurs...... | Sur les droits principaux et sur le parisis. | | |
| 6 deniers p. l. des trésoriers..... | Sur les droits principaux, le parisis et le sol pour livre. | | |
| Droit unique. | | | |
| Essayeurs. | | | |
| *Idem*........................ | Suppression des officiers et attribution du droit au Trésor. | | |

| ANNÉES. | TITRES de PERCEPTION. | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI pour le TRÉSOR. | pour la VILLE. | pour les HÔPITAUX. | pour les OFFICIERS de police. | SURTAXES. | À DÉDUIRE pour suppression | TOTAL après chaque variation. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| | **Bières françaises** entrant par terre ou par eau. (Suite.) | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1705 .. | Décl. 3 mars..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 3 | ...... | 3 19 10 |
| .... . | Édit octobre...... | ...... | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 4 10 |
| 1706 .. | Édit mars........ | 5 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 10 4 |
| 1707 .. | Édit juin ........ | 5 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 15 10 |
| 1715 .. | Décl. 7 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 3 | ...... | 5 3 1 |
| 1730 .. | Édit juin........ | ...... | 1 13 | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 16 1 |
| 1743 .. | Édit décembre.... | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 16 1 |
| 1747 .. | Édit septembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 17 10 | ...... | 9 13 11 |
| 1756 .. | Décl. 7 juillet.... | ...... | 2 | ...... | ...... | ...... | 2 | 9 12 11 |
| 1758 .. | Décl. 10 décembre. | 3 | ...... | ...... | ...... | 12 | ...... | 13 15 11 |
| 1760 .. | Décl. 3 février... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 | ...... | 13 16 11 |
| 1763 .. | Édit avril........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 | ...... | 14 7 11 |
| 1771 .. | Édit novembre.. . | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 2 2 | ...... | 15 10 1 |
| 1775 .. | ................ | 3 | ...... | ...... | ...... | 1 4 | ...... | 19 14 1 |
| 1781 .. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 8 2 | ...... | 21 2 3 |
| 1791 .. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 21 2 3 | ...... |
| | **Bières étrangères** entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| | **Bières** entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1799 .. | Loi 10 décembre.. | ...... | 1 20 | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 20 |
| 1803 .. | Arrêté 21 septemb. | ...... | 3 49 | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 69 |
| 1806 .. | Décret 4 mars.... | ...... | 0 31 | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 00 |
| ...... | Décret 5 mai..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 00 | 4 00 |
| 1813 .. | Décret 11 novemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 40 | ...... | 4 40 |
| 1814 .. | Décret 27 avril... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 40 | 4 00 |
| 1815 .. | Ord. 16 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 40 | ...... | 4 40 |
| ...... | Ord. 29 décembre. | ...... | 2 00 | ...... | ...... | 0 20 | ...... | 6 60 |
| 1818 .. | Ord. 23 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 00 | 4 40 |
| 1848 .. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 40 | ...... | 4 80 |
| 1852 .. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 24 | 4 512 |
| 1855 .. | Décret 3 novembre | ...... | 0 04 | ...... | ...... | 0 008 | ...... | 4 56 |
| 1872 .. | Décret 14 mars... | ...... | 8 70 | ...... | ...... | 1 74 | ...... | 15 00 |
| | **Bières** à la fabrication. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1635 .. | Édit décembre ... | ...... | ...... | ...... | 6 | ...... | ...... | 6 |
| 1638 .. | Décl. 15 décembre. | ...... | ...... | ...... | 16 | ...... | ...... | 1 2 |
| 1646 .. | Édit mars........ | ...... | ...... | ...... | 6 | ...... | ...... | 1 8 |
| ...... | Actes déjà cités... | ...... | ...... | ...... | ...... | 14 | ...... | 2 2 |
| 1791 .. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1803 .. | Arrêté 21 sept.... | ...... | 2 66 | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 66 |
| 1815 .. | Ord. 29 décembre. | ...... | 2 44 | ...... | ...... | 0 50 | ...... | 5 50 |
| 1818 .. | Ord. 23 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 20 | 3 30 |
| 1852 .. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 198 | 3 102 |
| 1855 .. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 03 | ...... | ...... | 0 003 | ...... | 3 135 |
| 1872 .. | Décret 14 mars... | ...... | 8 45 | ...... | ...... | 1 975 | ...... | 13 56 |
| 1873 .. | Décret 23 décemb. | ...... | 1 20 | ...... | ...... | 0 24 | ...... | 15 00 |

## BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)

| PRIX MOYEN dans Paris. 10 | RAPPORT du DROIT au prix. 11 | DÉNOMINATION DES DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI principaux et additionnels. 12 | OBSERVATIONS. 13 |
|---|---|---|---|
| livres. | p. o/o. | | LE MUID (272 litres). |
| 30 | 12 | Deux sous pour livre........... | Pour le Trésor sur ses droits principaux. |
| ...... | ...... | Inspecteurs aux boissons. | |
| ...... | ...... | Doublement *idem*............ | Et 2 sous pour livre (droit principal). |
| ...... | ...... | Contrôleurs-jaugeurs.......... | *Idem.* |
| ...... | ...... | Deux sous pour livre.......... | Pour le Trésor sur ses droits principaux. |
| 35 | 19 | Inspecteurs, visiteurs, etc...... | Aliénés à la Ville. |
| 38 | 23 | Droits rétablis. | |
| 40 | 24 | Quatre sous pour livre......... | Pour le Trésor, sur les droits de la Ville. |
| 40 | 24 | Droits rétablis................ | Aliénés à la Ville. |
| 45 | 29 | Don gratuit. | |
| ...... | ...... | Un sou pour livre............. | Pour le Trésor, sur tous les droits principaux. |
| ...... | ...... | *Idem.* | |
| 50 | 31 | Deux sous pour livre.......... | *Idem.* |
| 55 | 35 | Remplacem<sup>t</sup> de droits de police.. | *Idem.* |
| 60 | 35 | Deux sous pour livre.......... | *Idem* |
| ...... | ...... | ........................ | Suppression générale |

De 1635 à 1791, droit des contrôleurs doublés et mêmes autres droits que pour les bières françaises.

| | | | |
|---|---|---|---|
| francs. | p. o/o. | | L'HECTOLITRE. |
| ...... | ...... | Octroi municip. et de bienfaisance. | (19 frimaire an VIII.) |
| 25 | 16 | *Idem*..................... | (4<sup>e</sup> jour complémentaire an XI). |
| 25 | 20 | *Idem*..................... | Du 24 avril 1806 au 25 novembre 1808 droit de 2 francs à |
| 25 | 16 | *Idem*..................... | l'entrée remplacé par un droit de fabrication. |
| 35 | 12 | Décime ................... | Pour le Trésor. |
| 35 | 11 | ........................ | Suppression du décime. |
| 35 | 12 | Décime.................... | Pour la Ville. |
| 38 | 17 | Octroi. | |
| 38 | 11 | *Idem.* | |
| 45 | 10 | Deuxième décime........... | *Idem.* |
| 50 | 9 | Octroi. | |
| 55 | 8 | *Idem.* | |
| 60 | 25 | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | | LE MUID. |
| ...... | ...... | Contrôleurs. | |
| ...... | ...... | *Idem.* | |
| ...... | ...... | *Idem.* | |
| ...... | ...... | Dix sous pour livre.......... | Pour le Trésor. |
| ...... | ...... | ........................ | Suppression générale. |
| | | | L'HECTOLITRE. |
| ...... | ...... | Octroi..................... | Outre le droit de fabrication pour le Trésor. |
| ...... | ...... | *Idem*..................... | Et décime pour la Ville. |
| ...... | ...... | *Idem.* | |
| ...... | ...... | *Idem.* | |
| ...... | ...... | *Idem.* | |
| ...... | ...... | *Idem.* -- Deuxième décime..... | Pour la Ville. |
| ...... | ...... | Octroi. | |

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI — pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| | | **Huiles** entrant par terre. | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 4$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4$^{r}$ |
| 1268.. | *Idem*............ | 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 |
| 1415.. | Ord. février....... | ...... | ...... | ...... | 6$^{r}$ | ...... | ...... | 6 |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| ...... | *Idem*............ | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 |
| 1640.. | Arrêt 1$^{er}$ février.... | 5$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5$^{r}$ |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 |
| 1654.. | Décl. 5 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3$^{r}$ 9$^{r}$ | ...... | 18 9$^{r}$ |
| 1657.. | Décl. 24 mars.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 2 | ...... | 19 11 |
| 1658.. | Décl. 10 avril.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 | ...... | 1$^{r}$ 3 |
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | 3$^{r}$ | 1 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 1$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| ...... | Décl. 3 mars..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 | ...... | 2 4 |
| 1709.. | Décl. 29 octobre.. | ...... | ...... | 4$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | 2 8 |
| 1711.. | Décl. 3 janvier... | ...... | ...... | 2 | ...... | ...... | 4$^{r}$ | 2 6 |
| 1715.. | Décl. 7 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 | ...... | 2 10 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 7$^{r}$ | ...... | ...... | 9 10 |
| 1747.. | Édit septembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 8 5 | ...... | 10 18 5 |
| 1758.. | Décl. 10 décembre. | 10 | ...... | ...... | ...... | 2 | ...... | 21 5 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 19 1 | ...... | 21 19 6 |
| 1763.. | Édit avril........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 19 1 | ...... | 22 18 7 |
| 1771.. | Décl. 26 juillet... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 18 3 | ...... | 24 16 10 |
| 1781.. | Édit août........ | 5 | ...... | ...... | ...... | 4 8 3 | ...... | 29 5 1 |
| 1782.. | Décl. 17 juillet... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 24$^{r}$ 5 1 | 5 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 | ...... |
| | | **Huiles** entrant par eau. | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | $\frac{1}{2}$$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $\frac{1}{2}$$^{r}$ |
| | | **Savons** entrant par terre. | | | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360.. | Inst. G$^{d}$ C$^{l}$ 18 déc.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1465.. | Ord. 3 août...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1640.. | Arrêt 1$^{er}$ février... | 5$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5$^{r}$ |
| | | **Huile d'olive.** | | | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360.. | Inst.. G$^{d}$ C$^{l}$ 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1465.. | Ord. 3 août...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1341.. | Let. pat. 25 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360.. | Inst. G$^{d}$ C$^{l}$ 18 déc.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1465.. | Ord. 3 août...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |

## BOISSONS ET LIQUIDES. (Suite.)

| PRIX MOYEN dans Paris. 10 | RAPPORT du DROIT au prix. 11 | DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux et additionnels. 12 | OBSERVATIONS. 13 | DROITS DE VENTE. 14 |
|---|---|---|---|---|
| livres. | p. o/o. | | | |
| | | | LA SOMME. | |
| ...... | ...... | Péage du Petit-Pont. | | s. d. |
| | | | LE MUID. | |
| ...... | ...... | Péage du Petit-Pont. | | |
| ...... | ...... | Jaugeurs. | | |
| | | | LE TONNEAU. | |
| ...... | ...... | .................... | Tonlieu.............................. | 1p. |
| ...... | ...... | Conduit. | | |
| | | | LA CHARRETTE DE 2,000 LIVRES. | |
| ...... | ...... | Barrage. | | |
| ...... | ...... | Domaine. | | |
| ...... | ...... | Parisis............. | Quart des droits principaux. | |
| ...... | ...... | Sol des conservateurs.. | Sur les droits principaux et le parisis. | |
| ...... | ...... | Six deniers des trésor^rs. | Sur les droits principaux, le parisis et le s.p. l. | |
| 30 | 8 | Domaine et barrage. | | |
| 35 | 15 | Doublement du barrage | | |
| ...... | ...... | Deux sous pour livre.. | Pour le Trésor sur ses droits principaux. | |
| ...... | ...... | Dixième de l'hôpital. | | |
| ...... | ...... | Vingtième de l'hôpital. | A la place du dixième. | |
| 40 | 15 | Deux sous pour livre.. | Pour le Trésor sur ses droits principaux. | |
| ...... | ...... | Droit de police. | | |
| 50 | 13 | Quatre sous pour livre. | Sur les droits des hôpitaux et de police. | |
| 55 | 13 | Don gratuit. | | |
| ...... | ...... | Un sou pour livre.... | Pour le Trésor sur tous les droits principaux. | |
| 60 | 12 | *Idem*.............. | *Idem*. | |
| 70 | 11 | Deux sous pour livre.. | *Idem*. | |
| 80 | 11 | Entrée. Deux s. p. liv. | *Idem*. | |
| 90 | 3 | Droit unique. | | |
| ...... | ...... | .................. | Suppression générale. | |
| | | | LE TONNEAU. | |
| ...... | ...... | Rivage............ | Réuni en 1651 au droit du Domaine. | |
| | | | TOUTE QUANTITÉ. | |
| ...... | ...... | .................. | Vente et achat........................ | 4^d pour livre. |
| ...... | ...... | .................. | Vente et revente...................... | *Idem*. |
| ...... | ...... | .................. | *Idem*................................ | *Idem*. |
| ...... | ...... | .................. | Vente................................. | Sol pour livre. |
| ...... | ...... | .................. | Suppression des droits de vente. | |
| ...... | ...... | Barrage............ | Ensuite mêmes droits que l'huile jusqu'en 1791. | |
| | | | LE TONNEAU | s. d. |
| ...... | ...... | .................. | Vente et achat........................ | 10p. |
| ...... | ...... | .................. | Vente et revente...................... | 12 |
| ...... | ...... | .................. | *Idem*................................ | 18 |
| ...... | ...... | .................. | Vente................................. | Sol pour livre. |
| ...... | ...... | .................. | Suppression des droits de vente. | |
| | | | LA CHÈVRE. | |
| ...... | ...... | .................. | Vente et achat........................ | 12p. |
| ...... | ...... | .................. | Vente et revente...................... | 18 |
| ...... | ...... | .................. | *Idem*................................ | 27 |
| ...... | ...... | .................. | Vente................................. | Sol pour livre. |
| ...... | ...... | .................. | Suppression des droits de vente. | |

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI pour le trésor. 3 | pour la ville. 4 | pour les hôpitaux. 5 | pour les officiers de police. 6 | surtaxes. 7 | à déduire pour suppression 8 | total après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| | **Huile d'olive, Fruits et conserves à l'huile, Huiles parfumées de toute espèce.** entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| 1817 .. | Loi 25 mars...... | 40 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 40 |
| 1822 .. | Ord. 25 décembre.. | ...... | 40 | ...... | ...... | 4 | ...... | 44 |
| 1848 .. | Décret 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 | ...... | 48 |
| 1852 .. | Décret 17 mars.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 88 | 45 12 |
| 1855 .. | Décret 8 novembre | ...... | 0 40 | ...... | ...... | 0 08 | ...... | 45 60 |
| 1873 .. | Loi 30 décembre.. | 12 | ...... | ...... | ...... | 3 | ...... | 15 |
| 1874 .. | Loi 5 août...... | ...... | 43 705 | ...... | ...... | 8 741 | ...... | 67 45 |
| | **Huile de toute autre espèce** provenant de substances animales ou végétales, **Huiles animales** sortant des abattoirs, entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| 1817 .. | Loi 25 mars ..... | 20 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 20 |
| 1822 .. | Ord. 25 décembre. | ...... | 20 | ...... | ...... | 2 | ...... | 22 |
| 1831 .. | Ord. 14 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 50 | 16 50 |
| 1832 .. | Ord. 17 août..... | ...... | 5 | ...... | ...... | 0 50 | ...... | 22 |
| 1848 .. | Arrêté 17 juin..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 00 | ...... | 24 |
| 1851 .. | Décret 21 juillet .. | ...... | 2 | ...... | ...... | 0 40 | ...... | 26 40 |
| 1852 .. | Décret 17 mars ... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 584 | 24 816 |
| 1855 .. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 32 | ...... | ...... | 0 064 | ...... | 25 20 |
| 1873 .. | Loi 30 décembre.. | 12 | ...... | ...... | ...... | 3 | ...... | 15 |
| 1874 .. | Loi 5 août....... | ...... | 27 325 | ...... | ...... | 5 465 | ...... | 32 79 |
| | **Huile d'oeillette** ou **de faine**, entrant par terre ou par eau. **Huiles** et **essences minérales**, entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| 1865 .. | Décret 5 juillet... | ...... | 15 | ...... | ...... | 3 | ...... | 18 |
| 1874 .. | Décret 28 juillet.. | ...... | 3 | ...... | ...... | 0 60 | ...... | 21 60 |
| | **Vernis de toute espèce sans alcool**, entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| 1848 .. | Arrêté 17 juin.... | ...... | 10 | ...... | ...... | 2 | ...... | 12 |
| 1852 .. | Décret 17 mars.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 72 | 11 28 |
| 1855 .. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 10 | ...... | ...... | 0 12 | ...... | 11 40 |
| 1874 .. | Décret 28 juillet.. | ...... | 8 50 | ...... | ...... | 1 70 | ...... | 21 60 |
| | **Blanc de céruse** ou **de zinc et autres couleurs** contenant de l'huile, etc. | | | | | | | |
| 1874 .. | Décret 28 juillet.. | ...... | 9 50 | ...... | ...... | 1 90 | ...... | 11 40 |
| | **Essences non minérales**, etc. | | | | | | | |
| 1832 .. | Ord. 17 août...... | ...... | 4 | ...... | ...... | 0 40 | ...... | 4 40 |
| 1834 .. | Ord. 30 novembre. | ...... | 6 | ...... | ...... | 0 60 | ...... | 11 00 |
| 1848 .. | Arrêté 17 juin.... | ...... | 9 | ...... | ...... | 1 80 | ...... | 10 80 |
| 1852 .. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 648 | 10 152 |
| 1855 .. | Décret 3 novembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 008 | 10 20 |
| | **Goudrons liquides** à l'état brut et liquides provenant de la distillation des goudrons, etc. | | | | | | | |
| 1865 .. | Décret 5 juillet... | ...... | 0 60 | ...... | ...... | 0 12 | ...... | 0 72 |

BOISSONS ET LIQUIDES. (Fin.)

| PRIX MOYEN dans Paris. 10 | RAPPORT du DROIT au prix. 11 | DÉNOMINATION DES DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI principaux et additionnels. 12 | OBSERVATIONS. 13 |
|---|---|---|---|
| fr. c. | p. o/o. | | |
| | | | L'HECTOLITRE (92 kilogr.). |
| 2 60 | 16 | Entrée...................... | Suppression le 17 août 1822. . . } Les prix de la col. 10 sont ceux de l'huile d'olive. |
| 2 60 | 17 | Octroi...................... | Et décime pour la Ville........ |
| 2 55 | 19 | Deuxième décime............ | Pour la Ville sur l'octroi. ..... |
| 2 50 | 18 | ......................... | Diminution de l'octroi. |
| 2 46 | 18 | Octroi. | |
| | | | LES 100 KILOGRAMMES. |
| ...... | ...... | Entrée. — Deux décimes et demi. | Pour le Trésor sur l'entrée. |
| ...... | ...... | Octroi. | |
| | | | L'HECTOLITRE. |
| ...... | ...... | Entrée...................... | Suppression le 17 août 1822. |
| ...... | ...... | Octroi...................... | Et décime pour la Ville. |
| ...... | ...... | ......................... | Diminution de l'octroi. |
| ...... | ...... | | |
| ...... | ...... | Deuxième décime............ | Pour la Ville sur l'octroi. |
| ...... | ...... | Octroi. | |
| ...... | ...... | ......................... | Diminution de l'octroi. |
| ...... | ...... | Octroi. | |
| | | | LES 100 KILOGRAMMES. |
| ...... | ...... | Entrée. | |
| ...... | ...... | Octroi. | |
| De 1848 à 1851, octroi de 30f par hectolitre et 2 décimes, total 36f. Depuis comme pour les autres huiles. | | | |
| | | | L'HECTOLITRE. |
| ...... | ...... | Octroi...................... | Et 2 décimes pour la Ville. |
| ...... | ...... | *Idem.* | |
| | | | L'HECTOLITRE. |
| ...... | ...... | Octroi...................... | Et 2 décimes pour la Ville. |
| ...... | ...... | *Idem.* | |
| ...... | ...... | *Idem.* | |
| ...... | ...... | *Idem.* | |
| | | | L'HECTOLITRE. |
| ...... | ...... | Octroi. ..................... | Et 2 décimes pour la Ville. |
| | | | LES 100 KILOGRAMMES. |
| ...... | ...... | Octroi...................... | Et 1 décime pour la Ville. |
| ...... | ...... | *Idem.* | |
| | | | L'HECTOLITRE. |
| ...... | ...... | Octroi...................... | Et 2 décimes pour la Ville. |
| ...... | ...... | *Idem.* | |
| ...... | ...... | *Idem.* | |
| | | | LES 100 KILOGRAMMES. |
| ...... | ...... | Octroi...................... | Et 2 décimes pour la Ville. |

TABLEAU N° 2.

# COMESTIBLES.

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Bœufs entrant par terre.** | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 1$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1$^{r}$ |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360.. | Inst. G$^{d}$ C$^{l}$ 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1375.. | Let. pat. 13 nov... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1499.. | Let. pat. 19 décemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1505.. | Let. pat. 3 nov.... | ...... | 4$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | 4$^{r}$ |
| 1510.. | Arrêt parl. 27 avril, | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4$^{r}$ | ...... |
| 1527.. | Let. pat. 13 février. | ...... | 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 |
| 1539.. | Let. pat. 19 juin... | ...... | 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 |
| 1548.. | Décl. 10 mai...... | ...... | 5$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | 15$^{r}$ |
| 1567.. | Décl. 17 mars.... | 1$^{r}$ 5$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | 15$^{r}$ | 1$^{r}$ 5 |
| | Décl. 3 septembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 | 1 |
| 1630.. | Décl. 28 février... | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 5 |
| 1634.. | Décl. 2 janvier.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 | 1 |
| 1640.. | Édit novembre.... | 4$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1641.. | Décl. 4 décembre.. | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 |
| 1643.. | Décl. 10 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | 2$^{r}$ | ...... | 3 2 |
| 1644.. | Édit mars........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1652.. | Édit décembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1654.. | Édit janvier...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 | ...... | 3 4 |
| 1655.. | Édit septembre... | ...... | ...... | ...... | 3$^{r}$ 4$^{r}$ | ...... | 3$^{r}$ 4 | 3 4 |
| 1680.. | Ord. juin........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 4 | 3 4 |
| 1690.. | Décl. 11 mars..... | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 4 |
| 1693.. | Décl. 3 mars..... | 11 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 4 11$^{r}$ |
| 1704.. | Édit février...... | ...... | 3$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 4 11 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 11 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 5 10 |
| | Déc. 3 mars...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 16 7$^{r}$ | ...... | 12 2 5 |
| 1709.. | Décl. 29 octobre... | 1 2 7 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 13 5 |
| 1711.. | Décl. 3 janvier.... | ...... | ...... | 11$^{r}$ 3$^{r}$ | ...... | ...... | 1 2 7$^{r}$ | 12 13 8 |
| 1715.. | Décl. 7 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 16 7 | ...... | 13 10 4 |
| 1747.. | Édit septembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 14 3 | ...... | 14 4 6 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 10 | ...... | 14 16 5 |
| 1763.. | Édit avril........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 10 | ...... | 15 8 3 |
| 1771.. | Décl. 26 juillet... | ...... | ...... | 11 3 | ...... | 3 4 | ...... | 16 2 10 |
| | Édit novembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 4 10 | ...... | 17 7 9 |
| 1776.. | Édit février...... | 1 17 3 | ...... | ...... | ...... | 15 | ...... | 20 |
| 1781.. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 8 6 | ...... | 21 8 6 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 21 8 6 | ...... |
| | | **Bœufs entrant.** | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1798.. | Loi 18 octobre.... | ...... | 15 | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 |
| 1799.. | Loi 10 décembre.. | ...... | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | 18 |
| 1813.. | Loi 11 novembre.. | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 80 | ...... | 19 80 |
| 1814.. | Décret 27 avril... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 80 | 18 |
| 1815.. | Ord. 16 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 80 | ...... | 19 80 |
| | Ord. 29 décembre. | ...... | 3 | ...... | ...... | 30 | ...... | 23 10 |
| 1817.. | Ord. 8 janvier.... | ...... | 3 | ...... | ...... | 30 | ...... | 26 40 |
| 1846.. | Ord. 23 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 26 40 | ...... |
| | *Idem*........... | ...... | 53 | ...... | ...... | ...... | ...... | 53 |

## COMESTIBLES.

| PRIX MOYEN dans Paris. 10 | RAPPORT du droit au prix. 11 | DÉNOMINATION DES DROITS D'ENTRÉE ou d'octroi principaux et additionnels. 12 | OBSERVATIONS. 13 | DROIT de PREMIÈRE VENTE. 14 | DROIT de REVENTE. 15 |
|---|---|---|---|---|---|
| livres. | p. o/o. | | PAR TÊTE. | | |
| ...... | ...... | Péage du Petit-Pont.. | Droit réuni à celui du Domaine en 1651. | | |
| ...... | ...... | ... | Tonlieu dû par le vend$^{r}$ et par l'ach$^{r}$.—*Idem.* | 1$^{p\,r}$ | |
| ...... | ...... | ... | Taxe due par le 1$^{er}$ vend$^{r}$ et p. l'ach$^{r}$ revendant | 4$^{d}$ p$^{r}$ liv. | 11$^{dp}$ |
| ...... | ...... | ... | *Idem* … | 6 | 3$^{dpl}$ |
| ...... | ...... | ... | Pour le Trésor… | Sol pour livre. | |
| ...... | ...... | Jurés-vendeurs…… | Avec un droit dont la quotité est inconnue.. | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | ... | 6 d. p. l. p$^{r}$ la Ville en sus du s. p. l. du Trésor. | Sol et 6 deniers p$^{r}$ livre. | |
| ...... | ...... | Entrée du pied fourché | Remplaçant les 6. d. p. l. à la vente…… | Sol pour livre. | |
| ...... | ...... | ... | Fin de la dernière prorogation de l'entrée... | *Idem* | *Idem.* |
| ...... | ...... | Nouvelle. *Idem.* …… | Paraît avoir duré jusqu'en 1530… | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | *Idem*… | Prorogation en 1543… | *Idem.* | *Idem.* |
| 20$^{r}$ | 3 | Augmentation. *Idem*.. | 6 d. p. l. p$^{r}$ la Ville en sus du s. p. l. du Trésor. | Sol et 6 deniers p$^{r}$ livre. | |
| 27 | 4 | Entrée du pied fourché | A la place des droits de la Ville supprimés.. | Sol pour livre. | |
| 27 | 3 | *Idem*… | … | *Idem.* | *Idem.* |
| 24 | 5 | *Idem*… | … | *Idem.* | *Idem.* |
| 25 | 4 | *Idem*… | … | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | Barrage… | Prob$^{t}$ irrecouvré et compris dans la subvention. | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | Subvention… | Remplaçant le droit de vente mis d'abord... | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | Deux sous pour livre. | Pour le Trésor sur le droit de 1634 seulement. | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | Vendeurs… | Avec 6 d. p. l. en sus jusqu'en 1648…… | Sol et 6 deniers p$^{r}$ livre. | |
| ...... | ...... | ... | Suppression du tonlieu… | Sol pour livre. | |
| ...... | ...... | Vendeurs… | Rétab$^{t}$ des offices de 1644 avec les 6 d. p. l.. | Sol et 6 deniers p$^{r}$ livre. | |
| ...... | ...... | Un sou pour livre…. | P$^{r}$ le Trésor s$^{r}$ le droit de 1641. Supp. des vend. | Sol pour livre. | |
| ...... | ...... | Vendeurs… | Avec cession des droits du Trésor… | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | Droit unique… | Suppression du sol pour livre à la 1$^{re}$ vente. | ...... | *Idem.* |
| 160 | 5 | Jurés-vendeurs…… | Pour le Trésor à la place des offices invendus.. | ...... | *Idem.* |
| 160 | 5 | Domaine et barrage.. | Omis au tarif général de 1692… | ...... | *Idem.* |
| 180 | 6 | Inspect. aux boucheries | Droit aliéné à la Ville… | ...... | *Idem.* |
| 180 | 6 | Doubl$^{t}$ du dom$^{e}$ et bar$^{ge}$ | … | ...... | *Idem.* |
| 180 | 6 | Deux sous pour livre. | Pour le Trésor sur ses droits principaux…. | ...... | *Idem.* |
| ...... | ...... | Dixième… | Droit principal sans surtaxe… | ...... | *Idem.* |
| ...... | ...... | Vingtième… | Remplaçant le dixième… | ...... | *Idem.* |
| 200 | 6 | Deux sous pour livre.. | Pour le Trésor sur ses droits principaux…. | ...... | *Idem.* |
| 247 | 6 | ... | Appl. des s. p. l. aux droits non encore surtaxés. | ...... | *Idem.* |
| 220 | 7 | Un sou pour livre…. | Pour le Trésor sur tous les droits principaux. | ...... | *Idem.* |
| 224 | 7 | *Idem*… | *Idem*… | ...... | *Idem.* |
| 283 | 5 | Deuxième vingtième.. | … | ...... | *Idem.* |
| 283 | 6 | Deux sous pour livre.. | *Idem*… | ...... | *Idem.* |
| 305 | 7 | ... | Remplacement de droits de police… | ...... | *Idem.* |
| 308 | 7 | Deux sous pour livre.. | Pour le Trésor sur tous les droits… | ...... | *Idem.* |
| 220 | 7 | ... | Suppression générale. | | |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| francs. | p. o/o. | | | | |
| ...... | ...... | Octroi mun. et de bienf. | (27 vendémiaire an VII.) | | |
| ...... | ...... | *Idem*… | (19 frimaire an VIII.) | | |
| 357 | 5 | Décime… | Pour le Trésor. | | |
| 340 | 5 | ... | Suppression du décime. | | |
| 320 | 6 | Décime… | Pour la Ville. | | |
| 320 | 7 | Octroi. | | | |
| 370 | 7 | Octroi. | | | |
| 422 | 6 | ... | Substitution d'une taxe par 100 kil. de viande. | | |
| 422 | 12 | Droit de consignation . | Sans décime. | | |

TABLEAU N° 2. COMESTIBLES. (Suite.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Vaches** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | s. d. l. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. c. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | $\frac{1}{2}^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $\frac{1}{2}^{r}$ |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360.. | Inst. G$^{d}$ C$^{l}$ 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1375.. | Let. pat. 13 nov.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1499.. | Let. pat. 19 déc.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1505.. | Let. pat. 3 nov.... | ...... | 2$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | 2$^{r}$ |
| 1510.. | Arrêt parl. 27 avril. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2$^{r}$ | ...... |
| 1527.. | Let. pat. 13 février. | ...... | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 |
| 1539.. | Let. pat. 19 juin... | ...... | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 |
| 1548.. | Décl. 10 mai..... | ...... | 2$^{r}$ 6$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | 7$^{r}$ 6$^{r}$ |
| 1567.. | Décl. 17 mars.... | 10$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | 7$^{r}$ 6$^{r}$ | 10 |
| 1640.. | Édit novembre.... | 2$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1641.. | Décl. 4 décembre.. | 1$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1$^{r}$10 |
| 1643.. | Décl. 10 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | 1$^{r}$ | ...... | 1 11 |
| 1644.. | Édit mars........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1652.. | Édit décembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1654.. | Édit janvier...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | ...... | 1 12 |
| 1655.. | Édit septembre... | ...... | | ...... | 1$^{r}$ 12$^{r}$ | ...... | 1$^{r}$12 | 1 12 |
| 1680.. | Ordonnahce juin.. | 1 12 | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 12 | 1 12 |
| 1690.. | Décl. 11 mars..... | 2 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 2 |
| 1693.. | Décl. 3 mars..... | 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 2 8 |
| 1704.. | Édit février...... | ...... | 3$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 2 8 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 3 4 |
| | Décl. 3 mars...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 4$^{r}$ | ...... | 7 11 8 |
| 1709.. | Décl. 29 octobre.. | 14 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 6 |
| 1711.. | Décl. 3 janvier.... | ...... | ...... | 7$^{r}$2 | ...... | ...... | 14 4 | 7 18 10 |
| 1715.. | Décl. 7 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 4 | ...... | 8 7 2 |
| 1747.. | Édit septembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 13 6 | ...... | 9 8 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 7 | ...... | 9 8 3 |
| 1763.. | Édit avril........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 7 | ...... | 9 15 10 |
| 1771.. | Décl. 26 juillet... | ...... | ...... | 7 2 | ...... | 2 2 | ...... | 10 5 |
| | Édit novembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 9 | ...... | 11 9 |
| 1776.. | Édit février...... | 12 10 | ...... | ...... | ...... | 5 2 | ...... | 11 18 9 |
| 1781.. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 17 | ...... | 12 15 9 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 12 15 9 | ...... |
| | **Vaches** entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1798.. | Loi 18 octobre.... | ...... | 7 50 | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 50 |
| 1799.. | Loi 10 décembre.. | ...... | 1 50 | ...... | ...... | ...... | ...... | 9 |
| 1813.. | Loi 11 novembre.. | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 90 | ...... | 9 90 |
| 1814.. | Décret 27 avril... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 90 | 9 |
| 1815.. | Ord. 16 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 90 | ...... | 9 90 |
| | Ord. 29 décembre. | ...... | 3 | ...... | ...... | 0 30 | ...... | 13 20 |
| 1817.. | Ord. 26 décembre. | ...... | 3 | ...... | ...... | 0 30 | ...... | 16 50 |
| 1832.. | Ord. 17 août..... | ...... | 3 | ...... | ...... | 0 30 | ...... | 19 80 |
| 1846.. | Ord. 23 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 19 80 | ...... |
| | *Idem*........... | ...... | 35 | ...... | ...... | ...... | ...... | 35 |

## COMESTIBLES. (Suite.)

| DÉNOMINATION des droits d'entrée ou d'octroi principaux et additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROIT de première vente. 12 | DROIT de revente. 13 |
|---|---|---|---|
| | PAR TÊTE. | | |
| Péage du Petit-Pont........... | Droit réuni à celui du Domaine en 1651. | | |
| ........................... | Tonlieu dû par le vendeur et par l'acheteur. — *Idem*.... | $1/2^{dp}$ | |
| ........................... | Taxe due par le 1$^{er}$ vendeur et par l'acheteur revendant.. | $4^d$ $p^r$ liv. | $11^{dp}$ |
| ........................... | *Idem*........................................ | 6 | $3^{dpl}$ |
| ........................... | Pour le Trésor................................ | Sol pour livre. | |
| Jurés-vendeurs................ | Avec un droit dont la quotité est inconnue............ | *Idem.* | *Idem.* |
| ........................... | 6 d. p. l. pour la Ville en sus du s. p. l. pour le Trésor.. | Sol et 6 d. pour livre. | |
| Entrée du pied fourché......... | Remplaçant les 6 d. p. l. à la vente................. | Sol pour livre. | |
| ........................... | Fin de la dernière prorogation de l'entrée............ | *Idem.* | *Idem.* |
| Nouvelle. *Idem*............... | Paraît avoir duré jusqu'en 1530..................... | *Idem.* | *Idem* |
| *Idem*........................ | Prorogation en 1543............................. | *Idem.* | *Idem.* |
| Augmentation. *Idem*........... | 6 d. p. l. pour la Ville en sus du s. p. l. pour le Trésor.. | Sol et 6 d. pour livre. | |
| Entrée du pied fourché......... | A la place des droits de la Ville supprimés............ | Sol pour livre. | |
| Barrage...................... | Probablement irrecouvré et compris dans la subvention .. | *Idem.* | *Idem.* |
| Subvention................... | Remplaçant le droit de vente mis d'abord............ | *Idem.* | *Idem.* |
| Deux sous pour livre.......... | Pour le Trésor sur le droit de 1567 seulement.......... | *Idem.* | *Idem.* |
| Vendeurs .................... | Avec 6 d. p. l. en sus jusqu'en 1648............... | Sol et 6 d. pour livre. | |
| ........................... | Suppression du tonlieu........................... | Sol pour livre. | |
| Vendeurs .................... | Rétablissement des offices de 1644.................. | Sol et 6 d. pour livre. | |
| Un sou pour livre............. | Pour le Trésor sur le droit de 1641.—Supp. des vendeurs. | Sol pour livre. | |
| Vendeurs..................... | Avec cession des droits du Trésor................... | *Idem.* | *Idem.* |
| Droit unique.................. | Suppression du sol pour livre à la première vente....... | ...... | *Idem.* |
| Jurés-vendeurs................ | Pour le Trésor à la place des offices invendus.......... | ...... | *Idem.* |
| Domaine et barrage............ | Omis au tarif général de 1692..................... | ...... | *Idem.* |
| Inspecteurs aux boucheries...... | Droit aliéné à la Ville............................ | ...... | *Idem.* |
| Doubl$^t$ du domaine et barrage... | .............................................. | ...... | *Idem.* |
| Deux sous pour livre.......... | Pour le Trésor sur ses droits principaux.............. | ...... | *Idem.* |
| Dixième...................... | Droit principal sans surtaxe....................... | ...... | *Idem.* |
| Vingtième de l'hôpital......... | Remplaçant le dixième........................... | ...... | *Idem.* |
| Deux sous pour livre.......... | Pour le Trésor sur ses droits principaux.............. | ...... | *Idem.* |
| ........................... | Application des s. p. l. aux droits non encore surtaxés... | ...... | *Idem.* |
| Un sou pour livre............. | Pour le Trésor sur tous les droits principaux.......... | ...... | *Idem.* |
| *Idem*........................ | *Idem*........................................ | ...... | *Idem.* |
| Deuxième vingtième........... | .............................................. | ...... | *Idem.* |
| Deux sous pour livre.......... | *Idem*........................................ | ...... | *Idem.* |
| ........................... | Remplacement de droits de police.................. | ...... | *Idem.* |
| Deux sous pour livre.......... | Pour le Trésor sur tous les droits................... | ...... | *Idem.* |
| ........................... | Suppression générale. | | |
| Octroi municipal et de bienfaisance | (27 vendémiaire an VII.) | | |
| *Idem*........................ | (19 frimaire an VIII.) | | |
| Décime....................... | Pour le Trésor. | | |
| ........................... | Suppression du décime. | | |
| Décime....................... | Pour la Ville. | | |
| Octroi. | | | |
| *Idem.* | | | |
| *Idem.* | | | |
| ........................... | Substitution d'une taxe par 100 kil. de viande. | | |
| Droit de consignation.......... | Sans décime. | | |

TABLEAU N° 2. COMESTIBLES. (Suite.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI: pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Veaux entrant par terre.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360.. | Inst. G[d] C[l] 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1499.. | Let. pat. 19 déc... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1505.. | Let. pat. 3 nov... | ...... | $6^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | $6^{s}$ |
| 1510.. | Arrêt parl. 27 avril | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $6^{s}$ | ...... |
| 1527.. | Let. pat. 13 fév... | ...... | 12 | ...... | ...... | ...... | ...... | 12 |
| 1539.. | Let. pat. 19 juin.. | ...... | 12 | ...... | ...... | ...... | ...... | 12 |
| 1548.. | Décl. 10 mai..... | ...... | $7^{s}\frac{1}{2}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | $1^{l}10^{s}\frac{1}{2}$ |
| 1567.. | Décl. 17 mars.... | $2^{l}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | $1^{l}10^{s}\frac{1}{2}$ | 2 |
| 1641.. | Décl. 4 décembre.. | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 |
| 1643.. | Décl. 10 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | $3^{s}$ | ...... | 7 3 |
| 1644.. | Édit mars........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1652.. | Édit décembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1654.. | Édit janvier...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 | ...... | 7 6 |
| 1655.. | Édit septembre.... | ...... | ...... | ...... | $5^{s}$ | ...... | ...... | 12 6 |
| 1680.. | Arrêt 28 décembre. | $1^{l}12$ | ...... | ...... | ...... | ...... | 12 6 | $1^{l}12$ |
| 1693.. | Décl. 3 mars..... | $6^{d}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 12 6 |
| 1696.. | Édit mai......... | ...... | ...... | ...... | $1^{l}12$ | ...... | $1^{l}12$ | 1 12 6 |
| 1704.. | Édit février...... | ...... | $12^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 4 6 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 5 |
| | Décl. 3 mars..... | ...... | ...... | ...... | ...... | $3^{s}$ 4 | ...... | 2 8 4 |
| 1709.. | Décl. 29 octobre.. | 4 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 12 10 |
| 1711.. | Décl. 3 janvier.... | ...... | ...... | $2^{s}$ $3^{d}$ | ...... | ...... | 4 6 | 2 10 7 |
| 1715.. | Décl. 7 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 4 | ...... | 2 13 11 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | 9 | 15 | ...... | ...... | 3 9 8 |
| 1743.. | Édit décembre.... | ...... | .... | 3 | 5 | ...... | ...... | 3 14 11 |
| 1747.. | Édit septembre... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 | ...... | 4 1 11 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 4 | ...... | 4 5 3 |
| 1763.. | Édit avril........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 4 | ...... | 4 8 7 |
| 1771.. | Décl. 26 juillet.... | ...... | ...... | 3 3 | ...... | 1 | ...... | 4 12 10 |
| | Édit novembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 2 | ...... | 5 |
| 1781.. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 2 | ...... | 5 7 2 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 7 2 | ...... |
| | **Veaux entrant.** | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1798.. | Loi 18 octobre.... | ...... | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 |
| 1799.. | Loi 10 décembre.. | ...... | 0 60 | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 60 |
| 1813.. | Loi 11 novembre.. | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 40 | ...... | 4 40 |
| 1814.. | Décret 27 avril.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 40 | 4 00 |
| 1815.. | Ord. 16 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 36 | ...... | 3 96 |
| | Ord. 29 décembre. | ...... | 1 40 | ...... | ...... | 0 14 | ...... | 5 50 |
| 1817.. | Ord. 26 décembre. | ...... | 1 | ...... | ...... | 0 10 | ...... | 6 60 |
| 1846.. | Ord. 23 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 60 | ...... |
| *Idem*... | *Idem*........... | ...... | 11 00 | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 |

## COMESTIBLES. (Suite.)

| PRIX MOYEN dans Paris. 10 | RAPPORT DU DROIT au prix. 11 | DÉNOMINATION DES DROITS D'ENTRÉE ou d'octroi principaux et additionnels. 12 | OBSERVATIONS. 13 | DROIT de PREMIÈRE VENTE. 14 | DROIT de REVENTE. 15 |
|---|---|---|---|---|---|
| livres. | p. o/o. | | PAR TÊTE. | | |
| ...... | ...... | .................. | Taxe due par le 1er vendr et pr l'achetr revendt | 4d pr liv. | 11dp |
| ...... | ...... | .................. | Pour le Trésor.......................... | Sol pour livre. | |
| ...... | ...... | .................. | 6 d. p. l. pr la Ville en sus du d. p. l. du Trésor. | Sol et 6 d. pour livre. | |
| ...... | ...... | Entrée du pied fourché | Remplaçant les 6 d. p. l. à la vente....... | Sol pour livre. | |
| ...... | ...... | .................. | Fin de la dernière prorogation de l'entrée.. | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | Nouvelle. *Idem*...... | Paraît n'avoir duré que jusqu'en 1530...... | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | *Idem*.............. | Prorogation en 1543.................... | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | Augmentation. *Idem* . | 6 d. d. p. l. pr la Ville en sus du 6 s. p. l. du l Tr | Sol et 6 d. pour livre. | |
| ...... | ...... | Entrée du pied fourché | Remplaçant les droits de la Ville supprimés. | Sol pour livre. | |
| ...... | ...... | Subvention......... | Remplaçant un droit de vente mis d'abord.. | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | Deux sous pour livre.. | Pr le Trésor sur le droit de 1567 seulement. | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | Vendeurs.......... | Avec 6 d. p. l. en sus jusqu'en 1648....... | Sol et 6 d. pour livre. | |
| ...... | ...... | *Idem*.............. | Rétablissement des offices de 1644......... | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | Un sou pour livre.... | Pr le Tr sur les droits de 1641. Supp. des vend. | Sol pour livre. | |
| ...... | ...... | Vendeurs........... | ................................ | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | Droit unique........ | Suppression du sol pour livre à la 1re vente.. | ...... | *Idem.* |
| 15 | 10 | Domaine et barrage.. | Omis au tarif général de 1692........... | ...... | *Idem.* |
| 15 | 10 | Vendeurs.......... | Seulement jusqu'en 1698............... | ...... | *Idem.* |
| 16 | 13 | Inspect. aux boucheries | Droit aliéné à la Ville........ .......... | ...... | *Idem.* |
| 16 | 13 | Doubt du Domne et barge | ................................ | ...... | *Idem.* |
| 16 | 15 | Deux sous pour livre.. | Pour le Trésor sur ses droits principaux.... | ...... | *Idem.* |
| ...... | ...... | Dixième.......... | Droit principal sans surtaxe.............. | ...... | *Idem.* |
| ...... | ...... | Vingtième de l'hôpital | Remplaçant le dixième................. | ...... | *Idem.* |
| ...... | ...... | Deux sous pour livre. | Pour le Trésor sur tous ses droits principaux. | ...... | *Idem.* |
| 36 | 9 | Inspecteurs des veaux. | Droit sur lequel portait le 20e de l'hôpital... | ...... | *Idem.* |
| 34 | 9 | Droits rétablis....... | *Idem*............................ | ...... | *Idem.* |
| 34 | 10 | Quatre sous pour livre. | Applic. des s. p. l. aux droits non encore surt. | ...... | *Idem.* |
| 43 | 9 | Un sou pour livre.... | Pour le Trésor sur tous les droits principaux | ...... | *Idem.* |
| 38 | 11 | *Idem*.............. | *Idem*............................ | ...... | *Idem.* |
| 50 | 9 | Deuxième vingtième.. | ................................ | ...... | *Idem.* |
| 50 | 10 | Deux sous pour livre. | *Idem*............................ | ...... | *Idem.* |
| 56 | 9 | *Idem*.............. | *Idem*............................ | ...... | *Idem.* |
| ...... | ...... | .................. | Suppression générale. | | |
| francs. | p. o/o. | | | | |
| ...... | ...... | Octroi mun. et de bce. | (27 vendémiaire an VII. | | |
| ...... | ...... | *Idem*.............. | (19 frimaire an VIII.) | | |
| ...... | ...... | Décime............ | Pour le Trésor. | | |
| ...... | ...... | .................. | Suppression du décime. | | |
| 65 | 6 | Décime............. | Pour la Ville. | | |
| 65 | 8 | Octroi. | | | |
| 70 | 9 | Octroi. | | | |
| 112 | 10 | .................. | Substitution d'une taxe par 100 k. de viande. | | |
| 112 | 10 | Droit de consignation. | Sans décime. | | |

**Tableau n° 2.** COMESTIBLES. (Suite.)

| ANNÉES. | TITRES de PERCEPTION. | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI pour le TRÉSOR. | pour la VILLE. | pour les HÔPITAUX. | pour les OFFICIERS de police. | SURTAXES. | À DÉDUIRE pour suppression | TOTAL après chaque variation. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| | **Moutons, boucs et chèvres** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | $\frac{1}{4}^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $\frac{1}{4}^{r}$ |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai .... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360.. | Inst. G^d C^l 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1375.. | Let. pat. 13 nov... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1499.. | Let. pat. 19 déc... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1505.. | Let. pat. 3 nov.... | ...... | $6^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 |
| 1510.. | Arrêt parl. 27 avr. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $6^{r}$ | ...... |
| 1527.. | Let. pat. 13 février. | ...... | 12 | ...... | ...... | ...... | ...... | 12 |
| 1539.. | Let. pat. 19 juin.. | ...... | 12 | ...... | ...... | ...... | ...... | 12 |
| 1548.. | Décl. 10 mai..... | ...... | $7^{r}\frac{1}{4}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | $1^{r}10^{r}\frac{1}{2}$ |
| 1567.. | Décl. 17 mars..... | $2^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | $1^{r}10^{r}\frac{1}{2}$ | 2 |
| 1640.. | Édit novembre.... | $1^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1641.. | Décl. 4 décembre.. | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 |
| 1643.. | Décl. 10 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | $3^{r}$ | ...... | 7 3 |
| 1644.. | Édit mars........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1652.. | Édit décembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1654.. | Édit janvier...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 | ...... | 7 6 |
| 1655.. | Édit septembre.... | ...... | ...... | ...... | $7^{r}$ $6^{r}$ | ...... | 7 6 | 7 6 |
| 1680.. | Ord. juin......... | 7 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 6 | 7 6 |
| 1690.. | Décl. 11 mars.... | 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 6 |
| 1693.. | Décl. 3 mars...... | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 9 |
| 1704.. | Édit février....... | ...... | $4^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | 19 9 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 |
| | Décl. 3 mars...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $1^{r}$ 7 | ...... | 1 1 7 |
| 1709.. | Décl. 29 octobre.. | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 3 7 |
| 1711.. | Décl. 3 janvier.... | ...... | ...... | $1^{r}$ | ...... | ...... | 2 | 1 2 7 |
| 1715.. | Décl. 7 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 7 | ...... | 1 4 2 |
| 1747.. | Édit septembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | ...... | 1 5 2 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 1 | ...... | 1 6 3 |
| 1763.. | Édit avril........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 1 | ...... | 1 7 4 |
| 1771.. | Décl. 26 juillet.... | ...... | ...... | 1 | ...... | 4 | ...... | 1 8 8 |
| | Édit novembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 2 | ...... | 1 10 10 |
| 1776.. | Édit février...... | 3 | ...... | ...... | ...... | 1 5 | ...... | 1 15 3 |
| 1781.. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 | ...... | 1 18 3 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 18 3 | ...... |
| | **Moutons** entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1798.. | Loi 18 octobre.... | ...... | 0 50 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 50 |
| 1799.. | Loi 10 décembre... | ...... | 0 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 60 |
| 1813.. | Loi 11 novembre.. | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 06 | ...... | 0 66 |
| 1814.. | Décret 27 avril... | ...... | 0 10 | ...... | ...... | ...... | 0 06 | 0 60 |
| 1815.. | Ord. 16 août...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 06 | ...... | 0 66 |
| | Ord. 29 décembre. | ...... | 0 60 | ...... | ...... | 0 06 | ...... | 1 32 |
| 1817.. | Ord. 26 décembre. | ...... | 0 30 | ...... | ...... | 0 03 | ...... | 1 65 |
| 1846.. | Ord. 23 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 65 | ...... |
| | **Moutons, boucs et chèvres** entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1846.. | Ord. 23 décembre. | ...... | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 |

## COMESTIBLES. (Suite.)

| PRIX MOYEN dans Paris. 10 | RAPPORT DU DROIT au prix. 11 | DÉNOMINATION DES DROITS D'ENTRÉE ou d'octroi principaux et additionnels. 12 | OBSERVATIONS. 13 | DROIT de PREMIÈRE VENTE. 14 | DROIT de REVENTE. 15 |
|---|---|---|---|---|---|
| livres. | p. o/o. | | PAR TÊTE. | | |
| ...... | ...... | Péage du Petit-Pont.. | Excepté pour les boucs et chèvres. | | |
| ...... | ...... | .................. | Tonlieu, excepté pour les boucs.......... | $\frac{1}{2}$ dr | |
| ...... | ...... | .................. | Taxe due par le 1er vendr et p. l'achr revendant. | 4 d. p. l. | 11 dr |
| ...... | ...... | .................. | *Idem*................................ | 6 | 3 d p l |
| ...... | ...... | .................. | Pour le Trésor......................... | Sol pour livre. | |
| ...... | ...... | Jurés vendeurs...... | Avec un droit dont la quotité est inconnue.. | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | .................. | 6. d. p. l. pr la Ville en sus du s. p. l. du Trésor. | Sol et 6 d. pr livre. | |
| ...... | ...... | Entrée du pied fourché | Remplaçant les 6 d. p. l. à la vente....... | Sol pour livre. | |
| ...... | ...... | .................. | Fin de la dernière prorogation de l'entrée.. | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | Nouvelle. *Idem*...... | Paraît n'avoir duré que jusqu'en 1530.... | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | *Idem*.............. | Prorogation en 1543.................. | *Idem.* | *Idem.* |
| 3 | 3 | Augmentation. *Idem* . | 6 d. p. l. pr la Ville en sus du s. p. l. du Trésor. | Sol et 6 d. pr livre. | |
| 4 | 2 | Entrée du pied fourché | Remplaçant les droits de la Ville supprimés. | Sol pour livre. | |
| ...... | ...... | Barrage........... | Probt irrecouvré et compris dans la subvent. | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | Subvention......... | Remplaçant le droit de vente mis d'abord... | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | Deux sous pour livre. | Pour le Trésor sur le droit de 1567 seulement.. | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | Vendeurs........... | Avec 6 d. p. l. en sus jusqu'en 1648....... | Sol et 6 d. pr livre. | |
| ...... | ...... | .................. | Suppression du tonlieu................. | Sol pour livre. | |
| ...... | ...... | Vendeurs.......... | Rétablissement des offices de 1644......... | Sol et 6 d. pr livre. | |
| ...... | ...... | Un sou pour livre.... | Pr le Trésor sr le droit de 1641. Supp. des vend. | Sol pour livre. | |
| ...... | ...... | Vendeurs........... | Avec cession des droits du Trésor......... | *Idem.* | *Idem.* |
| ...... | ...... | Droit unique........ | Suppression du sol pour livre à la 1re vente.. | ...... | *Idem.* |
| 6 | 12 | Jurés-vendeurs...... | Pr le Trésor à la place des offices invendus. | ...... | *Idem.* |
| 6 | 12 | Domaine et barrage.. | Omis au tarif général de 1692............ | ...... | *Idem.* |
| 8 | 12 | Inspect. aux boucheries | Droit aliéné à la Ville................ | ...... | *Idem.* |
| 9 | 11 | Doubt du Dne et barrage. | .................................... | ...... | *Idem.* |
| 9 | 11 | Deux sous pour livre.. | Pour le Trésor sur les droits principaux... | ...... | *Idem.* |
| ...... | ...... | Dixième........... | Droit principal sans surtaxe............ | ...... | *Idem.* |
| ...... | ...... | Vingtième de l'hôpital. | Remplaçant le dixième.................. | ...... | *Idem.* |
| 11 | 10 | Deux sous pour livre. | Pour le Trésor sur les droits principaux.... | ...... | *Idem.* |
| 15 | 8 | .................. | Appl. des s. p. l. aux droits non encore surtaxés. | ...... | *Idem.* |
| 12 | 10 | Un sou pour livre.... | Pr le Trésor sur tous les droits principaux.. | ...... | *Idem.* |
| 12 | 11 | *Idem*.............. | *Idem*................................ | ...... | *Idem.* |
| 18 | 8 | Deuxième vingtième.. | .................................... | ...... | *Idem.* |
| 18 | 8 | Deux sous pour livre. | *Idem*................................ | ...... | *Idem.* |
| 16 | 8 | .................. | Remplacement de droits de police......... | ...... | *Idem.* |
| 16 | 8 | Deux sous pour livre. | Pour le Trésor sur tous les droits principaux. | ...... | *Idem.* |
| 18 | 11 | .................. | Suppression générale. | | |
| francs. | p. o/o. | | | | |
| ...... | ...... | Octroi mun. et de bienf. | (17 vendémiaire an VII.) | | |
| ...... | ...... | *Idem*.............. | (19 frimaire an VIII.) | | |
| ...... | ...... | Décime............. | Pour le Trésor. | | |
| ...... | ...... | .................. | Suppression du décime. | | |
| 21 | 3 | Décime............. | Pour la Ville. | | |
| 21 | 6 | Octroi. | | | |
| 22 | 7 | Octroi. | | | |
| 30 | 5 | .................. | Substitution d'une taxe par 100 kil. de viande. | | |
| 30 | 13 | Droit de consignation. | Sans décime. | | |

TABLEAU N° 2. COMESTIBLES. (Suite.)

| ANNÉES. | TITRES de PERCEPTION. | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI: pour le TRÉSOR. | pour la VILLE. | pour les HÔPITAUX. | pour les OFFICIERS de police. | SURTAXES. | À DÉDUIRE pour suppression | TOTAL après chaque variation. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| | **Porcs vifs** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | $\frac{1}{2}^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $\frac{1}{2}^{r}$ |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| ? | ............... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360.. | Inst. G$^{d}$ C$^{l}$ 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1375.. | Let. pat. 13 novemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1499.. | Let. pat. 19 déc... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1505.. | Let. pat. 3 novemb. | ...... | $12^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | 12 |
| 1510.. | Arrêt parl. 27 avril. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $12^{r}$ | ...... |
| 1527.. | Let. pat. 13 février. | ...... | $2^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^{r}$ |
| 1539.. | Let. pat. 19 juin.. | ...... | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| 1548.. | Décl. 10 mai..... | ...... | $1^{r}$ $3^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | $3^{r}$ $9^{r}$ |
| 1567.. | Décl. 17 mars.... | $5^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | $3^{r}$ $9^{r}$ | 5 |
| 1640.. | Édit novembre.... | $4^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1641.. | Décl. 4 décembre.. | 12 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 17 |
| 1643.. | Décl. 10 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1644.. | Édit mars........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1652.. | Édit décembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1654.. | Édit mars........ | ...... | ...... | ...... | ...... | $4^{r}$ $3^{r}$ | ...... | $1^{r}$ 1 3 |
| 1655.. | Édit septembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1657.. | Décl. 24 mars..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | ...... | 1 2 3 |
| 1658.. | Arrêt 10 avril..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | ...... | 1 2 4 |
| 1659.. | Arrêt 20 mars.... | 12 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | $1^{r}$ 2 4 | 12 8 |
| 1680.. | Ordonnance juin.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 12 8 | ...... |
| 1693.. | Décl. 3 mars..... | 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 4 |
| | Décl. 3 mars..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | ...... | 1 5 |
| 1709.. | Décl. 29 octobre.. | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 7 |
| 1711.. | Décl. 3 janvier.... | ...... | ...... | $1^{r}$ | ...... | ...... | 2 | 1 6 |
| 1715.. | Décl. 7 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | ...... | 1 7 |
| 1729.. | Let. pat. 19 juillet. | 3 | ...... | $3^{r}$ | ...... | 12 | ...... | 3 16 7 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | 5 | $8^{r}$ | ...... | ...... | 4 5 |
| 1743.. | Édit décembre.... | ...... | ...... | 1 4 | $1^{r}$ 6 $1^{r}$ | ...... | ...... | 5 12 5 |
| 1747.. | Édit septembre... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 9 | ...... | 6 2 |
| 1756.. | Décl. 7 juillet.... | 1 6 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 6 1 | 6 2 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 1 | ...... | 6 5 3 |
| 1763.. | Édit avril........ | ..... | ...... | ...... | ...... | 5 1 | ...... | 6 10 4 |
| 1771.. | Décl. 26 juillet.... | ...... | ...... | 4 9 | ...... | 1 5 | ...... | 6 16 6 |
| | Édit novembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 6 | ...... | 7 7 |
| 1181.. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 6 | ...... | 7 17 6 |
| 1791.. | Loi février....... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 17 6 | ...... |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | f.. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1798.. | Loi 18 octobre.... | ...... | 3 | ...... | ...... | ..... | ...... | 3 00 |
| 1799.. | Loi 10 décembre.. | ...... | 0 60 | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 60 |
| 1811.. | Décret 10 février.. | ...... | 0 90 | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 50 |
| 1813.. | Loi 11 novembre.. | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 45 | ...... | 4 95 |
| 1814.. | Décret 27 avril.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 45 | 4 50 |
| 1815.. | Décret 16 août.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 45 | ...... | 4 95 |
| | Ord. 29 décembre. | ...... | 3 50 | ...... | ...... | 0 35 | ...... | 8 80 |
| 1817.. | Ord. 8 janvier.... | ...... | 1 | ...... | ...... | 0 10 | ...... | 9 90 |
| 1832.. | Ord. 17 août..... | ...... | 1 | ...... | ...... | 0 10 | ...... | 11 |
| 1846.. | Ord. 23 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ..... | 11 | ...... |
| | *Idem*............ | ...... | 14 | ...... | ...... | ...... | ...... | 14 |

| DÉNOMINATION des droits d'entrée ou d'octroi principaux et additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROIT de première vente. 12 | DROIT de revente. 13 |
|---|---|---|---|
| | PAR TÊTE. | | |
| Péage du Petit Pont | Droit réuni à celui du Domaine en 1651. | | |
| ........ | Tonlieu dû par le vendeur et par l'acheteur | $\frac{1}{2}$ dp | |
| Langueyeurs | Avec un droit à la vente dont la quotité est inconnue. | | |
| ........ | Taxe due par le 1er vendeur et par l'acheteur revendant. | 4d pr liv. | 11dp |
| ........ | Pour le Trésor | Sol pour livre. | |
| Jurés-vendeurs | Avec un droit dont la quotité est inconnue | *Idem.* | *Idem.* |
| ........ | 6 d. p. l. pour la Ville en sus du s. p. l. du Trésor | Sol et 6 d. p. l. | |
| Entrée du pied fourché | Remplaçant les 6 d. p. l. à la vente | Sol pour livre. | |
| ........ | Fin de la dernière prorogation de l'entrée | *Idem.* | *Idem.* |
| Nouvelle. *Idem* | Paraît n'avoir duré que jusqu'en 1530 | *Idem.* | *Idem.* |
| *Idem* | Prorogation en 1543 | *Idem.* | *Idem.* |
| Augmentation. *Idem* | 6 d. p. l. pour la Ville en sus du s. p. l. du Trésor | Sol et 6 d. p. l. | |
| Entrée du pied fourché | Remplaçant les droits de la Ville supprimés | Sol pour livre. | |
| Barrage | Probablement irrecouvré et compris dans la subvention | *Idem.* | sol pr liv. |
| Subvention | Avec un droit de vente fixe outre le s. p. l. | 10sr | *Idem.* |
| ........ | Augmentation de ce droit | 10 6dr | *Idem.* |
| Vendeurs | Avec un s. p. l. du prix | 10 6 | *Idem.* |
| ........ | Suppression du tonlieu | 10 6 | *Idem.* |
| Vendeurs | Avec augmentation du droit de vente fixe | 12 6 | *Idem.* |
| Parisis | Quart des droits principaux du Trésor | 12 6 | *Idem.* |
| Vendeurs | Avec augmentation de droit de vente fixe | 12 8 | *Idem.* |
| Sol pour livre des conservateurs | Pour le Trésor | 12 8 | *Idem.* |
| Six deniers des trésoriers | *Idem* | 12 8 | *Idem.* |
| Droit unique | ........ | 12 8 | *Idem.* |
| ........ | Suppression du droit d'entrée | 12 8 | *Idem.* |
| Domaine et barrage | ........ | 12 8 | *Idem.* |
| Doublement. *Idem* | ........ | 1 12 | *Idem.* |
| Deux sous pour livre | Pour le Trésor sur ses droits principaux | 1 12 | *Idem.* |
| Dixième | Droit principal sans surtaxe | 1 12 | *Idem.* |
| Vingtième de l'hôpital général | Remplaçant le dixième | 2 2 6 | *Idem.* |
| Deux sous pour livre | Pour le Trésor sur ses droits principaux | 2 2 6 | *Idem.* |
| Droit fixe | Remplaçant les droits de vente | ...... | *Idem.* |
| Inspect., visiteurs, langueyeurs | Avec le vingtième de l'hôpital général en sus | ...... | *Idem.* |
| Droits rétablis | *Idem* | ...... | *Idem.* |
| ........ | Application du s. p. l. aux droits non encore surtaxés | ...... | *Idem.* |
| *Idem* | Pour le Trésor au lieu des officiers de police | ...... | *Idem.* |
| Un sou pour livre | Pour le Trésor sur tous les droits principaux | ...... | *Idem.* |
| *Idem* | *Idem* | ...... | *Idem.* |
| Deuxième vingtième | ........ | ...... | *Idem.* |
| Deux sous pour livre | Pour le Trésor sur tous les droits principaux | ...... | *Idem.* |
| *Idem* | *Idem* | ...... | *Idem.* |
| ........ | Suppression générale. | | |
| Octroi municip. et de bienfaisance. | (27 vendémiaire an VII.) Même droit pour les sangliers. | | |
| *Idem* | (19 frimaire an VIII.) | | |
| *Idem.* | | | |
| Décime | Pour le Trésor. | | |
| ........ | Suppression du décime. | | |
| Décime | Pour la Ville. | | |
| Octroi. | | | |
| *Idem.* | | | |
| *Idem.* | | | |
| ........ | Substitution d'une taxe pour 100 kilogrammes de viande. | | |
| Droit de consignation | Sans décime. | | |

Tableau n° 2.

COMESTIBLES. (Suite.)

| ANNÉES. | TITRES de PERCEPTION. | DROITS D'ENTRÉE pour le trésor. | pour la ville. | pour les hôpitaux. | pour les officiers de police. | surtaxes. | à déduire pour suppression | total après chaque variation. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| | **Chair détaillée** crue ou cuite. | | | | | | | |
| | **Bœuf, vache** et **mouton en livre** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1680.. | Ordonnance juin.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1704.. | Arrêt 1er avril.... | 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 |
| | Arrêt 29 avril..... | ...... | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 |
| | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | 1 | ...... | ...... | ...... | 1 |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 | ...... | 1 1 |
| | **Bœuf fumé** ou **salé** entrant par terre en plus | | | | | | | |
| | **Veau en livre** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1680.. | Ordonnance juin.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1704.. | Arrêt 1er avril.... | 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 |
| | Arrêt 29 avril.... | ...... | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 6 | ...... | ...... | 1 2 |
| 1748.. | Édit décembre.... | ...... | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 4 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 2 | ...... | ...... | ...... | 1 6 |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | 9 | ...... | 2 3 |
| | **Viande de bœuf, vache, veau, mouton, agneau, bouc et chèvre** sortant des abattoirs de la Ville de Paris. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1846.. | Ord. 23 décembre. | ...... | 9 40 | ...... | ...... | 0 94 | ...... | 10 34 |
| 1848.. | Arrêté 18 avril.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 56 | 9 724 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 01 | ...... | ...... | 0 001 | ...... | 9 735 |
| | Les mêmes viandes venant de l'extérieur, fraîches ou salées, dites **viandes à la main.** | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1798.. | Loi 18 octobre.... | ...... | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 |
| 1799.. | Loi 10 décembre.. | ...... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 |
| 1811.. | Décret 10 février.. | ...... | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 |
| 1813.. | Loi 11 novembre.. | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | ...... | 11 |
| 1814.. | Décret 27 avril... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | 10 |
| 1815.. | Décret 16 août.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | ...... | 11 |
| | Ord. 29 déc...... | ...... | 5 | ...... | ...... | 0 50 | ...... | 16 50 |
| 1817.. | Ord. 8 janvier.... | ...... | 5 | ...... | ...... | 0 50 | ...... | 22 |
| 1824.. | Ord. 23 juin..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 50 | 16 50 |
| 1825.. | Ord. 4 mai....... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 20 | 14 30 |
| 1832.. | Ord. 17 août..... | ...... | 5 | ...... | ...... | 0 50 | ...... | 19 80 |
| 1846.. | Ord. 23 déc...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 48 | 12 32 |
| 1848.. | Arrêté 18 avril.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 737 | 11 583 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 02 | ...... | ...... | 0 002 | ...... | 11 605 |

## COMESTIBLES. (Suite.)

| DÉNOMINATION des droits d'entrée ou d'octroi principaux et additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 |
|---|---|
| | De 1360 à 1465 sol pour livre à la vente. |
| | LA LIVRE. |
| Entrée........................... | Selon les espèces et à proportion du droit pour chacune. |
| Droit fixe........................ | Déjà autorisé par l'usage depuis quelques années. |
| Inspecteurs aux boucheries.......... | Droit aliéné à la Ville. |
| Vingtièmes de l'hôpital général. | |
| Dix sous pour livre................. | Pour le Trésor sur tous les droits principaux. |
| Droits de domaine, poids-le-roi, plancheyeurs, gardes de nuit, vingtièmes et sous pour liv. = 2 l. 6 s., les 100 liv. | |
| | LA LIVRE. |
| Entrée.............................. | A proportion du droit par tête. |
| Droit fixe........................ | Déjà autorisé par l'usage depuis quelques années. |
| Inspecteurs aux boucheries. | |
| Inspecteurs des veaux. | |
| Droits rétablis. | |
| Vingtième de l'hôpital général. | |
| Dix sous pour livre................. | Pour le Trésor sur tous les droits principaux. |
| | LES 100 KILOGRAMMES. |
| Octroi.............................. | Et 1 décime pour la Ville. |
| .................................... | Suppression jusqu'au 2 septembre. — Rétablissem{t} par décret du 30 août. |
| *Idem.* | |
| *Idem.* | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. |
| Octroi municipal et de bienfaisance.... | (27 vendémiaire an VII.) |
| *Idem.*............................ | (19 frimaire an VIII.) |
| *Idem.* | |
| Décime............................ | Pour le Trésor. |
| .................................... | Suppression du décime. |
| Décime............................ | Pour la Ville. |
| Octroi. | |
| *Idem.* | |
| *Idem.* | |
| *Idem.* | |
| *Idem.* | |
| *Idem.* | |
| .................................... | Suppression jusqu'au 2 septembre. — Rétablissem{t} par décret du 30 août. |
| Octroi. | |
| *Idem.* | |

TABLEAU N° 2. COMESTIBLES. (Suite.)

| ANNÉES. | TITRES de PERCEPTION. | DROITS D'ENTRÉE pour le TRÉSOR. | pour la VILLE. | pour les HÔPITAUX. | pour les OFFICIERS de police. | SURTAXES. | À DÉDUIRE pour suppression | TOTAL après chaque variation. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| | **Porcs morts** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1655.. | Édit septembre... | 5 | ..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 |
| 1659.. | Arrêt 20 mars.... | 10 | ...... | ...... | ...... | 6 | ...... | 5 6 |
| 1680.. | Ordonnance juin.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 6 | ...... |
| 1693.. | Déclaration 3 mars. | 1 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 8 |
| | Décl. 16 juin..... | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 8 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 4 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 9 4 |
| | Décl. 3 janvier.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 | ...... | 10 3 |
| 1709.. | Décl. 29 octobre... | 11 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 2 |
| 1711.. | Décl. 3 janvier.... | ...... | ...... | 6 | ...... | ...... | 11 | 10 9 |
| 1715.. | Déclaration 7 mai . | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 | ...... | 11 8 |
| 1729.. | Let. pat. 19 juillet. | 3 | ...... | 3 | ...... | 12 | ...... | 4 6 8 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | 9 | 15 | ...... | ...... | 5 2 5 |
| 1743.. | Édit décembre.... | ...... | 1 6 1 | 1 3 | ...... | ...... | ...... | 6 9 9 |
| 1747.. | Édit septembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 9 4 | ...... | 6 19 1 |
| 1756.. | Décl. 7 juillet..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 19 1 | ...... |
| | **Porc en livre**, frais ou salé, et **Fromages de porc** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1680.. | Ordonnance juin.. | 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 1 | ...... | ...... | ...... | 7 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 1 | ...... | ...... | 8 |
| 1743.. | Édit décembre.... | ...... | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 | ...... | 1 5 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 5 | ...... |
| | **Porc frais** ou **salé** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| | Actes ci-dessus.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 5 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 3 10 |
| | **Lard** salé ou fumé. | | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Porcs abattus**, VIANDE DÉPECÉE FRAÎCHE provenant de ces animaux, GRAISSES, GRAS DE PORC et RATIS fondus ou non, sortant des abattoirs de la Ville de Paris. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1846.. | Ord. 23 décembre. | ...... | 9 40 | ...... | ...... | 0 94 | ...... | 10 34 |
| 1848.. | Arrêté 24 avril.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 56 | 9 724 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 01 | ...... | ...... | 0 001 | ...... | 9 735 |
| | LES MÊMES **Viandes** et **Graisses comestibles** de toute nature venant de l'extérieur, LARDS SALÉS et PETIT SALÉ DE PORC. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1846.. | Ord. 23 décembre. | ...... | 11 20 | ...... | ...... | 1 12 | ...... | 12 32 |
| 1848.. | Arrêté 24 avril.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 737 | 11 583 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 02 | ..... | ...... | 0 002 | ...... | 11 605 |

| DÉNOMINATION DES DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI principaux et additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROIT DE VENTE dus par les bourgeois et les charcutiers privilégiés. 12 | DROIT DE VENTE dus par tous autres. 13 |
|---|---|---|---|
| | SUR L'ESTIMATION DU POIDS DE 100 LIVRES. | s. | l. s. |
| Entrée du pied fourché........ | Antérieurement mêmes droits que pour les porcs vifs. | 16 | |
| *Idem*........................ | Avec un sou pour livre en sus........................ | 16 | |
| ........................... | Suppr[on] du droit d'entrée remplacé par celui de vente. | 16 | 2 10 |
| Domaine et barrage........... | ............................................ | 16 | 2 10 |
| Poids-le-roi................. | ............................................ | 16 | 2 10 |
| D[t] des dom[nes], barrage et p.-le-r.. | ............................................ | 16 | 2 10 |
| Deux sous pour livre.......... | Pour le Trésor.................................. | 16 | 2 10 |
| Dixième. .................... | Droit principal sans surtaxe......... ................ | 16 | 2 10 |
| Vingtième de l'hôpital général.. | Remplaçant le dixième......... ................ | 16 | 2 10 |
| Deux sous pour livre........... | Pour le Trésor sur ses droits principaux.............. | 16 | 2 10 |
| Droit fixe.................... | Remplaçant les droits de vente. | | |
| Insp. languey[rs], gard. de n. planch[rs] | Avec le 20[e] de l'hôpital en sus. | | |
| Droits rétablis................ | Aliénés à la ville. — *Idem*. | | |
| ........................... | Applic. des s. p. l. aux droits non encore frappés. | | |
| ........................... | Suppr. des droits distincts de ceux des porcs vifs. | | |
| | LA LIVRE. | | |
| Droit fixe. | | | |
| Vingtièmes de l'hôpital général. | | | |
| Langueyeurs. | | | |
| Droits rétablis. | | | |
| Dix sous pour livre............ | Pour le Trésor sur tous les droits principaux. | | |
| ........................... | Suppression générale. | | |
| | LES 100 LIVRES. | | |
| Droit fixe..................... | Composé des éléments ci-dessus. | | |
| Dom[es], barrage, poids-le-roi, etc. | Droits divers montant à 2 l. 6 s. | | |
| | LE BACON | | |
| ........................... | Tonlieu jusqu'en 1651............................ | ......... | 1/2 d. p. |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | | |
| Octroi...................... | Et 1 déc. — De 1798 à 1846 mêm. dr. que la v. de bouch. | | |
| ........................... | Supp. jusqu'au 2 sep., rétab. par décret du 20 août. | | |
| *Idem.* | | | |
| *Idem.* | | | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | | |
| Octroi...................... | Et 1 déc. — De 1798 à 1846, mêm. dr. que la v. d. bouch. | | |
| ........................... | Supp. jusqu'au 2 sep., rétab. par décret du 30 août. | | |
| Octroi. | | | |
| *Idem.* | | | |

**Tableau n° 2.** COMESTIBLES. (Suite.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI — pour le trésor. 3 | pour la ville. 4 | pour les hôpitaux. 5 | pour les officiers de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Jambons** GROS estimés peser 10 livres entrant par terre. | | | | | | | |
| | Actes déjà cités.... | 5s 2d | 2s 6d | 10d | 10d | 4s 8d | ...... | 13s 2d |
| | JAMBONS MOYENS estimés peser 6 livres. | | | | | | | |
| | Actes déjà cités... | 3s | 1s 6d | 6d | 6d | 2s 9d | ...... | 8s 3d |
| | JAMBONNEAUX estimés peser 4 livres. | | | | | | | |
| | Actes déjà cités.... | 1s 6d | 1s | 4d | 4d | 1s 5d | ...... | 4s 7d |
| | **Saucissons, jambons, viande fumée** de toute espèce et toute **charcuterie** entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1825.. | Ord. 4 mai...... | ..... | 20 | ...... | ...... | 2 | ...... | 22 |
| 1832.. | Ord. 17 août.... | ...... | 2 | ...... | ...... | 0 20 | ...... | 24 20 |
| 1848.. | Arrêté 24 avril... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 32 | 22 748 |
| 1855.. | Décret 3 novembre | ..... | 0 02 | ...... | ...... | 0 002 | ...... | 22 77 |
| | **Abats et issues de porc** provenant des abattoirs ou de l'intérieur. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1846.. | Ord. 26 décembre. | ...... | 4 | ...... | ...... | 0 40 | ...... | 4 40 |
| 1848.. | Arrêté 18 avril.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 34 | 4 136 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 04 | ...... | ...... | 0 004 | ...... | 4 18 |
| 1882.. | Arrêté 30 décembr. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 18 | ...... |
| | **Abats et issues de veau** de toute espèce entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1811.. | Décret 10 février.. | ...... | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 |
| 1813.. | Loi 11 novembre.. | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 40 | ...... | 4 40 |
| 1814.. | Décret 27 avril... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 40 | 4 |
| 1815.. | Décret 16 août.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 40 | ...... | 4 40 |
| 1817.. | Ord. 26 décembre. | ...... | 1 | ...... | ...... | 0 10 | ...... | 5 50 |
| | ABATS et ISSUES DE VEAU provenant des abattoirs ou de l'intérieur. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1846.. | Ord. 23 décembre. | ...... | 8 | ...... | ...... | 0 80 | ...... | 8 80 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 48 | 8 272 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 03 | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 305 |
| 1882.. | Arrêté 30 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 305 | ...... |
| | **Truffes, pâtés et terrines truffés, volaille et gibier truffés** entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1832.. | Ord. 17 août..... | ...... | 30 | ...... | ...... | 3 | ...... | 33 |
| 1848.. | Décret 24 avril... | ...... | 50 | ...... | ...... | 5 | ...... | 88 |
| | Décret 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 | ...... | 96 |
| 1849.. | Décret 31 décembre | ...... | 45 | ...... | ...... | 9 | ...... | 150 |
| 1852.. | Décret 17 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 9 | 141 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 2 50 | ...... | ...... | 0 50 | ...... | 144 |
| | **Pâtés et terrines non truffés, viandes confites, poissons marinés ou à l'huile** entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1872.. | Décret 30 novembr. | ...... | 30 | ...... | ...... | 6 | ...... | 36 |

## COMESTIBLES. (Suite.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI principaux et additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 |
|---|---|
| Entrée, droits rétablis, langueyeurs, etc. | Outre le droit de 2 l. 6 s. les 100 livres. |
| *Idem*. | *Idem*. |
| *Idem* | *Idem*. Droits analogues pour les têtes et issues des divers bestiaux. |
| | LES 100 KILOGRAMMES. |
| Octroi. — Décime | De 1798 à 1825 mêmes droits que la viande de boucherie. |
| *Idem*, | |
| *Idem*. | Suppression jusqu'au 2 septembre, rétablissement par décret du 3 août. |
| *Idem*. | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. |
| Octroi | Et 1 décime. — De 1798 à 1846 mêmes droits que pour les porcs. |
| *Idem* | Suppression jusqu'au 2 septembre, rétablissement par décret du 30 août. |
| *Idem*. | |
| *Idem*. | |
| | Suppression. |
| | LES 100 KILOGRAMMES. |
| Octroi | Antérieurement mêmes droits que pour la viande de veau. |
| Décime | Pour le Trésor. |
| | Suppression du décime. |
| Décime | Pour la Ville. |
| Octroi | Nouvelle tarification en 1846. |
| | LES 100 KILOGRAMMES. |
| Octroi | Et 1 décime pour la Ville. |
| *Idem*. | |
| *Idem*. | |
| | Suppression. |
| | LES 100 KILOGRAMMES. |
| Octroi | Et 1 décime pour la Ville. |
| *Idem* | *Idem*. |
| Deuxième décime | Pour la Ville. |
| Octroi. | |
| *Idem*. | |
| *Idem*. | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. |
| Octroi | Et 2 décimes pour la Ville. |

Tableau n° 2. COMESTIBLES. (Suite.)

| ANNÉES. | TITRES de PERCEPTION. | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | pour le TRÉSOR. | pour la VILLE. | pour les HÔPITAUX. | pour les OFFICIERS de police. | SURTAXES. | À DÉDUIRE pour suppression | TOTAL après chaque variation. |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| | **Volaille et gibier** de toute espèce entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1640.. | Édit novembre.... | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 | ...... |
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 3 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 6 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 3 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 |
| 1722.. | Décl. 15 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1726.. | Let. pat. 12 juillet. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1730.. | Édit juin......... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1743.. | Décl. 24 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1756.. | Décl. 7 juillet..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1776.. | Édit février....... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | 8 | ...... | ...... | ...... | 7 8 |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 | ...... | 10 8 |
| 1781.. | Édit août......... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 | 4 10 | 10 10 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 10 | ...... |
| An XII.. | Arrêté 29 ventôse. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1807.. | Décret 21 décembre | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1811.. | Décret 10 février.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1815.. | Ord. 16 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1817.. | Ord. 8 janvier.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | Volaille et gibier excepté les dindes, oies et lapins domestiques, agneaux et chevreaux entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1848.. | Arrêté 24 avril.... | ...... | 30 | ...... | ...... | 3 | ...... | 33 |
| | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 | ...... | 36 |
| 1852.. | Décret 17 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 98 | 33 84 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 1 80 | ...... | ...... | 0 36 | ...... | 36 |
| 1872.. | Décret 30 novembre | ...... | 10 | ...... | ...... | 2 | ...... | 48 |
| 1874.. | Décret 28 juillet.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 48 | ...... |
| | **Dindes, oies et lapins domestiques, agneaux et chevreaux** entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1848.. | Décret 24 avril... | ...... | 15 | ...... | ...... | 1 50 | ...... | 16 50 |
| | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 50 | ...... | 18 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 18 | 16 92 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 90 | ...... | ...... | 0 18 | ...... | 18 |
| 1872.. | Décret 30 novembre | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1874.. | Décret 28 juillet.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1880.. | Arrêté 1er février.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | Volaille et gibier de 1re catégorie entrant. | | | | | | | |
| 1874.. | Décret 28 juillet.. | ...... | 62f 50c | ...... | ...... | 12f 50c | ...... | 75f |
| | Volaille et gibier de 2e catégorie entrant. | | | | | | | |
| 1874.. | Décret 28 juillet.. | ...... | 25f | ...... | ...... | 5f | ...... | 30f |
| | Volaille et gibier de 3e catégorie entrant. | | | | | | | |
| 1874.. | Décret 28 juillet.. | ...... | 15f | ...... | ...... | 3f | ...... | 18f |
| | Lapins domestiques et chevreaux entrant. — 4e catégorie. | | | | | | | |
| 1874.. | Décret 28 juillet.. | ...... | 7f 50c | ...... | ...... | 1f 50c | ...... | 9f |

## COMESTIBLES. (Suite.)

| DÉNOMINATION des droits d'entrée ou d'octroi principaux et additionnels. | OBSERVATIONS. | DROITS DE VENTE pour le Trésor. | pour la Ville. | pour les vendeurs ou facteurs. |
|---|---|---|---|---|
| 10 | 11 | 12 | 13 | 14 |
| | LA CHARRETÉE. | Par livre du prix. | | |
| Barrage. | Les oies avaient payé en 1268 1 d. p. de chaussées. | s. d. | | s. d. |
| ...................... | Suppon de la coutume de la poulaille distincte du s. p. l. de 1360 supprimé en 1465. | | | |
| Domaine et barrage.. | | | | |
| Doublt du dom. et barrage. | 6 d. par coch. de lait, agn. ou chevreau et surt. subséq. | | | |
| ...................... | Vendeurs de volaille........................... | 3 | | |
| ...................... | *Idem* avec réduction d'un quart.................. | 2 3 | | |
| ...................... | Jurés-contrôleurs-courtiers-vendeurs.............. | ...... | ...... | 2 3 |
| ...................... | Droits rétablis et vendeurs, etc.................. | 2 | ...... | 2 3 |
| ...................... | Droits réservés............................... | 1 9 | ...... | 2 3 |
| ...................... | *Idem* absorbant les vendeurs.................... | 4 | | |
| Vingtièmes de l'hôpital.... | ........................................ | 4 | | |
| Huit sous pour livre...... | Pour le Trésor sur tous les droits principaux...... | 4 | | |
| Deux sous pour livre...... | *Idem* et diminution de moitié des droits d'entrée... | 4 | | |
| ...................... | Suppression générale. | | | |
| | | Pour 100 du prix. | | |
| ...................... | Droits perçus par la caisse de la Vallée jusqu'en 1849 | ...... | ...... | 2 50 |
| ...................... | ........................................ | ...... | 1 50 | 1 |
| ...................... | ........................................ | ...... | 3 | 1 |
| ...................... | ........................................ | ...... | 5 | 1 |
| ...................... | ........................................ | ...... | 9 | 1 |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | | | |
| Octroi.................. | Et décime pour la Ville........................ | ...... | 9 | 1 |
| Deuxième décime......... | Pour la Ville................................ | ...... | 9 | 1 |
| Octroi.................. | ........................................ | ...... | 9 | 1 |
| *Idem*.................. | ........................................ | ...... | 9 | 1 |
| *Idem*.................. | ........................................ | ...... | 12 05 | 0 95 |
| ...................... | Division en quatre catégories. | | | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | | | |
| Octroi.................. | Et décime pour la Ville........................ | ...... | 9 | 1 |
| Deuxième décime......... | Pour la Ville................................ | ...... | 9 | 1 |
| Octroi.................. | ........................................ | ...... | 9 | 1 |
| *Idem*.................. | ........................................ | ...... | 9 | 1 |
| *Idem*.................. | Dindes confondus avec les autres volailles........ | ...... | 9 05 | 0 95 |
| *Idem*.................. | Oies dom. d. la 3e cat.; lap. dom. et chevr. d. la 4e. | | | |
| *Idem*.................. | Agneaux confondus dans la viande de boucherie. | | | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | | | |
| Octroi. — Deux décimes. | 1re catégorie : Coqs de bruyère, outardes, canepetières, faisans, perdrix, bartavelles, lagopèdes ou perdrix blanches, grouses, bécasses, bécassines; coqs de bois, gélinottes, cailles, alouettes, grives, râles de genêt, becfigues, ortolans; lots de crêtes de coqs, rognons de poulets, foies d'oies et de canards. | | | |
| Octroi. — Deux décimes. | 2e catégorie : Dindes, canards domestiques, poulets, pintades, pigeons, oies sauvages, canards sauvages, canards pilets, canards miloins, canards siffleurs, rouges de rivière, sarcelles, poules d'eau, râles d'eau, pluviers, vanneaux, merles; chevreuils. | | | |
| Octroi. — Deux décimes. | 3e catégorie : Oies domestiques; lièvres, lapins de garenne; cerfs et biches, daims, chamois et isards; sangliers et marcassins; hérissons, écureuils; cochons de lait; ours, bisons; poules de prairies, macreuses, pigeons ramiers et tous gibiers ou volailles entrant dans l'alimentation, non compris dans les précédentes catégories. | | | |
| Octroi. — Deux décimes. | | | | |

4

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI — pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Poissons d'eau douce.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1360.. | Inst. G$^d$ C$^l$. 18 Déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1640.. | Arrêt 1$^{er}$ février... | 4$^r$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4$^r$ |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | 2$^r$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2$^r$ |
| 1692.. | Décl. 17 septemb.. | 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 8 | ...... | 1$^r$ 7$^r$ | ...... | ...... | ...... | 16 |
| | Décl. 3 mars..... | ...... | ...... | 10 | ...... | 1$^r$ 7$^r$ | ...... | 17 7$^r$ |
| 1709.. | Décl. 29 octobre.. | 1 7$^r$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 19 2 |
| 1711.. | Décl. 3 jauvier.,.. | ...... | ...... | 10$^r$ | ...... | ...... | 1$^r$ 7$^r$ | 18 5 |
| 1715.. | Décl. 7 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 7 | ...... | 1 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1747.. | Édit septembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 | ...... | 1 2 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 | ...... | 1 1 |
| 1763.. | Décl. 21 novembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 | ...... | 1 1 10 |
| 1771.. | Décl. 26 juillet... | ...... | ...... | 10 | ...... | ...... | ...... | 1 2 8 |
| | Édit novembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 8 | ...... | 1 4 4 |
| 1781.. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 3 | 5 9 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 9 | ...... |
| 1811.. | Décret 28 janvier.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1817.. | Ord. 8-14 janvier. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1848.. | Décret 24 avril... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1872.. | Décret 28 décemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1875.. | Décret 30 novemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1878.. | Décret 30 décemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Poissons de mer frais.** | | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 4$^r$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4$^r$ |
| | PLIES (nom probablement alors étendu à plusieurs espèces plates). | | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | RAIES. | | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | MERLANS. | | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | MAQUEREAUX. | | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | HARENGS. | | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |

## COMESTIBLES. (Suite.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'ENTRÉE ou d'octroi principaux et additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS DE VENTE pour le TRÉSOR. 12 | POUR LA VILLE aux halles. 13 | POUR LA VILLE sur les ports. 14 | pour les VENDEURS ou FACTEURS. 15 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | pour livre du prix. | | |
| | LA PIÈCE. | s. d. | s. d. | s. d. | s. d. |
| .................. | Jusqu'en 1465.......................... | 1 | | | |
| | LA BOUTIQUE ORDINAIRE. | | | | |
| Barrage............ | P$^{r}$ les autres boutiques à proportion, de 1692 à 1791. | | | | |
| | LA CHARRETTE OU FOURGON. | | | | |
| Domaine. | | | | | |
| Domaine et barrage. | | | | | |
| Doubl. du dom. et bar. | | | | | |
| Deux sous pour livre. | Pour le Trésor. | | | | |
| Dixième........... | Droit principal sans surtaxe. | | | | |
| Vingtième de l'hôpital. | Remplaçant le dixième. | | | | |
| Deux sous pour livre.. | Pour le Trésor sur ses droits principaux. | | | | |
| .................. | Jurés vendeurs-contrôleurs et compteurs..... | ...... | ...... | ...... | 2 6 |
| .................. | Applicat. des s. p. l. aux droits non encore surt. | ...... | ...... | ...... | 2 6 |
| Un sou pour livre.... | Pour le Trésor sur tous les droits principaux. | ...... | ...... | ...... | 2 6 |
| *Idem*.............. | *Idem*.............................. | ...... | ...... | ...... | 2 6 |
| Deuxième vingtième, | .................................... | ...... | ...... | ...... | 2 6 |
| Deux sous pour livre. | *Idem*.............................. | ...... | ...... | ...... | 2 6 |
| Entrée............ | Réduite au cinquième p$^{r}$ les droits du Trésor. | ...... | ...... | ...... | 2 6 |
| .................. | Suppression générale. | | | | |
| | | | pour 100 du prix. | | |
| .................. | P$^{r}$ ventes à crédit 1/2 p. o/o en plus p$^{r}$ les fact$^{rs}$ | ...... | 5 | 5 | 1 |
| .................. | .................................... | ...... | 5 | 6 | |
| .................. | Excepté les espèces tarifées séparément.... | ...... | 5 | 6 | |
| .................. | .................................... | ...... | 6 | 6 | |
| .................. | Droit des fact. p$^{r}$ lot de 2$^{f}$ 50 à 4$^{f}$ 75$^{c}$=0$^{f}$ 05$^{c}$ — au-dessus........................ | ...... | ...... | ...... | 1 75 |
| .................. | Conversion en octroi des droits de vente. | | | | |
| | LA CHARRETTE. | | | | |
| | | s. d. | s. d. | s. d. | s. d. |
| Péage du Petit-Pont.. | Excepté les morues, qui devaient 2 d. p. ——— les gourneaux.......... 4 s. p. ——— les sèches............ 1 d. | | | | |
| | LA CHARRETTE. | | | | |
| .................. | Coutume (avant son doublement en 1326).. | 4$^{r}$ | | | |
| .................. | Congé et hallage....................... | 16$^{r}$ | | | |
| | LA CHARRETTE. | | | | |
| .................. | Coutume. (*Idem*)......................... | 18 | | | |
| | LA CHARRETTE. | | | | |
| .................. | Coutume. (*Idem*)....................... | 6 | | | |
| .................. | Congé et hallage....................... | 16 | | | |
| | LA CHARRETTE. | | | | |
| .................. | Coutume. (*Idem*)....................... | 6 maquer. | | | |
| | LA CHARRETTE. | | | | |
| .................. | Coutume p$^{r}$ le roi, outre celle des compteurs. | 120 harengs | | | |
| .................. | Congé et hallage....................... | 16$^{r}$ | | | |

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| | **Poissons de mer frais.** (Suite.) MORUES. | | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | GOURNEAUX. (Rougets-grondins). | | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | SAUMONS, CRASPOIS et autres poissons de mer frais. | | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1337.. | Let. pat. 10 déc.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360.. | Inst. Gd Cl 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1364.. | Let. pat. 23 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1499.. | Let. pat. 19 déc... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1548.. | Décl. 10 mai..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1576.. | Décl. 26 juillet... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1680.. | Ord. juin........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1684.. | Décl. 27 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1689.. | Arrêt 27 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 5 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 6 |
| 1696.. | Edit mai......... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1698.. | Édit janvier...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 5 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 |
| | Décl. 3 mars..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 1 | ...... | 12 1 |
| 1709.. | Décl, 29 octobre... | 1 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 13 2 |
| 1711.. | Décl. 3 janvier ... | ...... | ...... | 7 | ...... | ...... | 1 1 | 12 8 |
| 1715.. | Décl. 7 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 1 | ...... | 13 9 |
| 1720.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 13 9 |
| 1743.. | Édit décembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 13 9 |
| 1747.. | Édit septembre... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | ...... | 14 10 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 2 | ...... | 16 |
| 1763.. | Décl. 21 novembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 2 | ...... | 17 2 |
| 1771.. | Décl. 26 juillet.... | ...... | ...... | 7 | ...... | 1 | ...... | 17 10 |
| | Édit novembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 5 | ...... | 1 3 |
| 1775.. | Arrêt 13 avril.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 1 | 10 2 |
| 1781.. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | ...... | 11 2 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 2 | ...... |
| AN X... | Décret 9 frimaire.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1807.. | Décret 21 septemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1811.. | Décret 10 février.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1815.. | Ord. 16 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1848.. | Décret 24 avril... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1875.. | Décret 30 novemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |

| DÉNOMINATION des droits d'entrée ou d'octroi principaux et additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS DE VENTE pour le Trésor. 12 | pour la Ville. 13 | pour les vendeurs ou facteurs. 14 |
|---|---|---|---|---|
| | | s. d. | s. d. | s. d. |
| | LA CHARRETTE. | | | |
| ................ | Coutume (avant son doublement en 1326)............ | $5^{s}$ | | |
| ................ | Congé et hallage................................ | $16^{d}$ | | |
| | LA CHARRETTE. | | | |
| ................ | Coutume..... *Idem* .............................. | 4 | | |
| ................ | Congé et hallage................................ | 16 | | |
| | | Par livre du prix. | | |
| | LA VOIE. | | | |
| ................ | Vendeurs avec droit dont la quotité est inconnue. | | | |
| ................ | Excepté les craspois ............................ | 4 | | |
| ................ | *Idem* les morues et les sèches qui devaient 4 d. pour livre | 3 | | |
| ................ | Outre le droit du 6 d. p. par millier pour les vendeurs. | 4 | | |
| ................ | ............................................. | 6 | | |
| ................ | Droit maintenu en 1465.......................... | 1 | | |
| ................ | Vendeurs........................................ | 1 | ...... | 1 |
| ................ | Droit de la Ville probablement jusqu'en 1511......... | 1 | 6 | 1 |
| ................ | Nouveau droit de la Ville........................ | 1 | 6 | 1 |
| ................ | *Idem* réduit par arrêt de la Cour des aides à 4 d. p. l..... | ...... | 10 | 1 |
| ................ | Suppression des vendeurs et d'autres droits de 1268.... | 1 | 10 | |
| ................ | Absorption de tous droits de vente par le Trésor....... | 2 | | |
| ................ | Tarif différent sans durée connue. | | | |
| ................ | Vendeurs partageant le droit total.................. | 1 | ...... | 1 |
| Domaine et barrage. | | | | |
| ................ | Jurés-vendeurs avec tout le droit.................... | ...... | ...... | 2 |
| ................ | Suppres. des jurés-vendeurs dont le Trésor absorbe le droit. | 2 | | |
| Doubl. du dom. et bar. | | | | |
| Deux sous pour livre. | Pour le Trésor. | | | |
| Dixième............ | Droit principal sans surtaxe. | | | |
| Vingtième de l'hôpital. | Remplaçant le dixième. | | | |
| Deux sous pour livre.. | Pour le Trésor sur ses droits principaux. | | | |
| ................ | Nouveaux jurés-vendeurs.......................... | ...... | ...... | 4 |
| ................ | Contrôleurs et compteurs de marée avec 4 s. p. l....... | ...... | ...... | 8 |
| ................ | Application des s. p. l. aux droits non encore surtaxés.. | ...... | ...... | 8 |
| Un sou pour livre.... | Pour le Trésor sur tous les droits principaux.......... | ...... | ...... | 8 |
| *Idem*............. | *Idem*.......................................... | ...... | ...... | 8 |
| Deuxième vingtième.. | ............................................. | ...... | ...... | 8 |
| Deux sous pour livre.. | *Idem*.......................................... | ...... | ...... | 8 |
| ................ | Dim. de moitié des droits du Trés$^{r}$ et supp. des droits de vente | | | |
| Deux sous pour livre. | Pour le Trésor sur tous les droits principaux. | | | |
| ................ | Suppression générale. | | | |
| | | Pour 100 du prix. | | |
| | Droit d'acquit pour les facteurs : 10$^{c}$ au comptant et 15$^{c}$ à crédit pour lot de 3$^{f}$ et au-dessous ; 15$^{c}$ au comptant et 20$^{c}$ à crédit pour lot de 3 à 7$^{f}$ ; 20$^{c}$ au comptant et 25$^{c}$ à crédit pour lot de 7$^{f}$ et au-dessus. | | | |
| ................ | ............................................. | ...... | 4 | |
| ................ | ............................................. | ...... | 5 | |
| ................ | ............................................. | ...... | 6 | |
| ................ | Distinction des espèces de luxe d'avec les autres qui continuent à payer le droit ci-contre.................. | ...... | 6 | |
| ................ | Droit d'acquit pour les facteurs : 0$^{f}$05$^{c}$ par lot de 2$^{f}$ 50$^{c}$ à 4$^{f}$ 75$^{c}$, au-dessus.......................... | ...... | ...... | 1 75 |

TABLEAU N° 2. COMESTIBLES. (Suite.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI — pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| **Poissons d'eau douce et de mer frais.** | | | | | | | | |
| Espèces de choix telles que SAUMONS, TURBOTS, ESTURGEONS, THONS, BARBUES, TRUITES, HOMARDS, LANGOUSTES, SALICOQUES ET ÉCREVISSES. | | | | | | | | |
| 1848.. | Décret 24 avril... | ...... | 0 60 | ...... | ...... | 0 06 | ...... | 0 66 |
| | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 06 | ...... | 0 72 |
| Les mêmes, plus les ALOSES, BARS, ÉPERLANS, MULETS, ROUGETS-GRONDINS et SOLES. | | | | | | | | |
| 1849.. | Décret 21 décemb. | ...... | 0 60 | ...... | ...... | 0 12 | ...... | 0 72 |
| | Déc. minist. 7 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | 56 40 | ...... | ...... | 11 28 | ...... | 67 68 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 3 60 | ...... | ...... | 72 | ...... | 72 |
| Les mêmes, plus les STERLETS, OMBRES-CHEVALIERS, BARS ET ROUGETS-BARBETS. | | | | | | | | |
| 1872.. | Décret 30 novemb. | ...... | 5 | ...... | ...... | 1 | ...... | 78 |
| | Décret 28 décemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1875.. | Décret 30 novemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1878.. | Décret 30 décemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 37 80 | 40 20 |
| Tous autres d'espèces ordinaires. | | | | | | | | |
| 1848.. | Décret 24 avril.... | ...... | 0 15 | ...... | ...... | 0 015 | ...... | 0 165 |
| | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 015 | ...... | 0 180 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | 14 10 | ...... | ...... | 2 82 | ...... | 16 92 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 90 | ...... | ...... | 0 18 | ...... | 18 |
| 1872.. | Décret 30 novemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| Espèces intermédiaires telles que ESTURGEONS, MULETS, SOLES, FLÉTONS, ALOSES, ANGUILLES, BROCHETS, CARPES ET SARDINES. | | | | | | | | |
| 1872.. | Décret 30 novemb. | ...... | 30 | ...... | ...... | 6 | ...... | 36 |
| 1875.. | Décret 30 novemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1878.. | Décret 30 décemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| Toutes autres espèces communes. | | | | | | | | |
| 1872.. | Décret 30 novemb. | ...... | 15 | ...... | ...... | 3 | ...... | 18 |
| Espèces ordinaires et communes comprenant seulement celles intermédiaires ci-dessus. | | | | | | | | |
| 1878.. | Décret 30 décemb. | ...... | 15 | ...... | ...... | 3 | ...... | 18 |

## COMESTIBLES. (Suite.)

| DÉNOMINATION des droits d'entrée ou d'octroi principaux et additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROIT de vente pour la ville. 12 |
|---|---|---|
| | | Pour 100 du prix. |
| | LE KILOGRAMME. | |
| Octroi. — Décime | Pour les autres espèces, maintien du dr. de 6 p. o/o outre les dr. d'acquêt | 10 |
| Deuxième décime | *Idem* | 10 |
| | LE KILOGRAMME. | |
| Octroi. — Décime. | | |
| | Pour les espèces nouvellement assujetties à l'octroi | 10 |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | |
| Octroi. — Décime | | 10 |
| *Idem* | | 10 |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | |
| *Idem* | | 10 |
| | Saumons, turbots, écrevisses, ombres-chevaliers, homards, langoustes et sterlets | 15 |
| | Nouvelle fixation des droits d'acquêt. (Voir : Poissons de mer frais.). | |
| | Suppression des droits de vente. | |
| | LE KILOGRAMME. | |
| Octroi. — Décime | Droits d'acquêt pour les facteurs. (Voir : Poissons de mer frais.) | 10 |
| Deuxième décime | *Idem* | 10 |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | |
| Octroi. — Décime | *Idem* | 10 |
| Deuxième décime | *Idem* | 10 |
| | Division en deux catégories | 10 |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | |
| Octroi. — Décimes | | 10 |
| | Nouvelle fixation des droits d'acquêt. (Voir : Poissons de mer frais.) | |
| | Répartition entre deux catégories. | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | |
| Octroi. — Décimes | Jusqu'en 1878 | 10 |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | |
| Octroi. — Décimes | Suppression des droits de vente. | |

Tableau n° 2.

## COMESTIBLES. (Suite.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI — pour le trésor. 3 | pour la ville. 4 | pour les hôpitaux. 5 | pour les officiers de police. 6 | surtaxes. 7 | à déduire pour suppression 8 | total après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| | **Poissons de mer secs ou salés.** | | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 2d | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2d |
| 1268.. | Livre des métiers. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 30 janv.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | SAUMONS SALÉS. | | | | | | | |
| 1337.. | Let. pat. 10 déc... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 fév... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | HARENGS SALÉS. | | | | | | | |
| 1170.. | ............... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1213.. | Charte janvier.... | ...... | 4d | ...... | ...... | ...... | ...... | 4d |
| 1268.. | Livre des métiers. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | HARENGS SALÉS OU SAURS. | | | | | | | |
| 1505.. | Let. pat. 3 novemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | HARENGS SAURS. | | | | | | | |
| 1337.. | Let. pat. 10 déc... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | MAQUEREAUX. | | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 2d | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2d |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | ALLEZ DE MER (sardines, anchois, etc.). | | | | | | | |
| 1337.. | Let. pat. 10 déc... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | TOUS POISSONS DE MER SECS OU SALÉS. | | | | | | | |
| 1360.. | Inst. Gd Cl 10 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1692.. | Décl. 17 sept..... | 7s 6d | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7s 6d |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 7 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 |
| | Décl. 3 mars..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1s 6d | ...... | 16 6 |
| 1709.. | Décl. 29 oct...... | 1 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 18 |
| 1711.. | Décl. 3 janvier.... | ...... | ...... | 9d | ...... | ...... | 1s 6d | 17 3 |
| 1715.. | Décl. 7 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 6 | ...... | 18 9 |
| 1720.. | Édit juin......... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 18 9 |
| 1743.. | Édit décembre..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 18 9 |
| 1747.. | Édit septembre... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 | ...... | 18 11 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 | ...... | 19 9 |
| 1763.. | Décl. 21 novembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 | ...... | 1l 7 |
| 1771.. | Décl. 26 juillet.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 8 | ...... | 1 2 2 |
| | Édit novembre.... | ...... | ...... | 18 | ...... | 4 | ...... | 1 3 10 |
| 1775.. | Arrêt 13 avril..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 1 | 2 9 |
| 1781.. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 | ...... | 3 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 | ...... |
| 1864.. | Arrêté préfal 1er juil. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1878.. | Arrêté préfal 31 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | .... | ...... | ...... |

## COMESTIBLES. (Suite.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'ENTRÉE ou d'octroi principaux et additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS DE VENTE pour le TRÉSOR. 12 | pour la VILLE. 13 | pour les VENDEURS ou FACTEURS. 14 |
|---|---|---|---|---|
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| | LA CHARRETTE. | | | |
| Péage du Petit-Pont. | | | | |
| | LE MILLIER. | | | |
| .................. | Poigneurs-compteurs.................................. | ...... | ...... | 1$^{r}$ |
| .................. | Augmentation pour ces officiers de police portant le droit à | ...... | ...... | 6 |
| | | Par livre du prix. | | |
| .................. | Vente et achat.................................. | 4 | | |
| .................. | *Idem*.................................. | 4 | | |
| .................. | Vente et revente.................................. | 4 | | |
| .................. | *Idem*.................................. | 6 | | |
| | LE BATEAU. | | | |
| Entrée.............. | 100 bar. donnés encore en 1720 aux relig[ses] des H[tes]-Brières.. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| *Idem*.............. | Concession à la marchandise de l'eau. | | | |
| .................. | Congé et hallage.................................. | 4$^{r}$ | | |
| | LA SOMME. | | | |
| .................. | Coutume.................................. | 2 | | |
| | LE LESTH (lot ou charge?). | | | |
| .................. | Passant et non vendus : 16 sous parisis jusqu'en 1511.... | | | |
| | LA CAQUE OU LE MILLIER. | | | |
| .................. | Vente et achat.................................. | 8 | | |
| .................. | *Idem*.................................. | 6 | | |
| .................. | Vente et revente.................................. | 12 | | |
| .................. | *Idem*.................................. | 18 | | |
| | LA CHARRETTE. | | | |
| Péage du Petit-Pont.. | | | | |
| .................. | Coutume.................................. | 6 maquereaux | | |
| | | Par livre du prix. | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| .................. | Vente et achat.................................. | 4 | | |
| .................. | *Idem*.................................. | 4 | | |
| .................. | Vente et revente.................................. | 6 | | |
| | LA CHARRETTE. | | | |
| .................. | Mêmes droits de vente que les poissons frais jusqu'en 1730 | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| Domaine et barrage.. | Excepté les sardines, anchois et thons tarifés comme épiceries | | | |
| Doubl. du dom. et bar. | *Idem*. | | | |
| Deux sous pour livre. | Pour le Trésor. | | | |
| Dixième.......... | Droit principal sans surtaxe. | | | |
| Vingtième de l'hôpital | Remplaçant le dixième. | | | |
| Deux sous pour livre.. | Pour le Trésor sur ses droits principaux. | | | |
| .................. | Jurés-vendeurs-contrôleurs du barillage de la saline.... | ...... | ...... | 2 6 |
| .................. | Augmentation *idem* de 2 s. 7 d. pour livre.......... | ...... | ...... | 5 4 |
| .................. | Appl. des s. p. l. aux droits non encore surtaxés...... | ...... | ...... | 5 4 |
| Un sou pour livre.... | Pour le Trésor sur tous les droits principaux......... | ...... | ...... | 5 4 |
| *Idem*.............. | *Idem*.................................. | ...... | ...... | 5 4 |
| Deux sous pour livre.. | *Idem*.................................. | ...... | ...... | 5 4 |
| Deuxième vingtième.. | .................................. | ...... | ...... | 5 4 |
| .................. | Suppression du domaine et barrage et doubl. et de leur s. p. l. ainsi que du droit de vente. | | | |
| Deux sous pour livre.. | Réduction au cinquième du droit pour les harengs saurs. | | | |
| | Suppression générale. | Pour 100 du prix. | | |
| .................. | Droit d'acquêt de 10$^{c}$ par lot de 3$^{f}$ et au-dessous, de 15$^{c}$ par lot de 3 à 7$^{f}$ et de 20$^{c}$ au-dessus.............. | ...... | 3 | |
| .................. | Droi de la Ville remplacé par un droit d'abri. | | | |

Tableau n° 2.



| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI. pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Huîtres à l'écaille.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 5 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 6 |
| | **Huîtres fraîches ordinaires et de Marennes.** | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1811.. | Décret 10 février.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1815.. | Ord. 16 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1848.. | Décret 24 avril.... | ...... | 5 00 | ...... | ...... | 0 50 | ...... | 5 50 |
| | Décret 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 50 | ...... | 6 00 |
| 1849. | Don mlle 7 décemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 00 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 36 | 5 64 |
| 1855.. | Décret 3 novemb.. | ...... | 0 30 | ...... | 0 06 | ...... | ...... | 6 00 |
| 1875.. | Arrêté préfl 9 mai. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | 1re catégorie. — Huîtres à coquilles lourdes pesant 15 kilogrammes et au-dessus le cent. | | | | | | | |
| 1875.. | Décret 23 avril... | ...... | 5 00 | ...... | ...... | 1 00 | ...... | 6 00 |
| | 2e catégorie. — Huîtres à coquilles légères pesant moins de 15 kilogrammes le cent. | | | | | | | |
| 1875.. | Décret 23 avril.... | ...... | 15 00 | ...... | ...... | 3 00 | ...... | 18 00 |
| | **Huîtres d'Ostende.** | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1811.. | Décret 10 février.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1815.. | Ord. 16 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1848.. | Décret 24 avril... | ...... | 15 00 | ...... | ...... | 1 50 | ...... | 16 50 |
| | Décret 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 50 | ...... | 18 00 |
| 1849.. | Don mlle 7 décemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 18 00 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 08 | 16 92 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 14 10 | ...... | ...... | 2 82 | ...... | 18 00 |
| 1875.. | Décret 23 avril.... | ...... | 15 00 | ...... | ...... | 3 00 | ...... | 36 00 |
| | **Huîtres de Portugal.** | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1877.. | Décret 14 juillet... | ...... | 5 00 | ...... | ...... | 1 00 | ...... | 6 00 |
| | **Huîtres marinées.** | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1848.. | Décret 24 avril.... | ...... | 0 10 | ...... | ...... | 0 01 | ...... | 0 11 |
| | Décret 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 01 | ...... | 0 12 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | 9 40 | ...... | ...... | 1 88 | ...... | 11 28 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 60 | ...... | ...... | 0 12 | ...... | 12 00 |
| | **Moules, Hannons** (coques). | | | | | | | |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |

## COMESTIBLES. (Suite.)

| DÉNOMINATION des droits d'entrée ou d'octroi principaux et additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROIT DE VENTE pour le trésor. 12 | DROIT DE VENTE pour la ville. 13 |
|---|---|---|---|
| | | Par livre du prix. | |
| .......................... | Vente et revente.......................... | 4d | |
| .......................... | *Idem*.......................... | 6 | |
| Domaine et barrage.......... | Jusqu'en 1791, avec mêmes droits additionnels que le poisson de mer frais. | | |
| | | Pour 100 du prix. | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | | |
| .......................... | .......................... | ...... | 4 |
| .......................... | .......................... | ...... | 6 |
| Octroi. — Décime.......... | .......................... | ...... | 6 |
| Deuxième décime.......... | .......................... | ...... | 6 |
| .......................... | .......................... | ...... | 10 |
| Octroi.......................... | .......................... | ...... | 10 |
| *Idem*.......................... | .......................... | ...... | 10 |
| .......................... | Conversion des droits de vente en octroi. | | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | | |
| Octroi. — Décimes. | | | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | | |
| Octroi. — Décimes. | | | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | | |
| .......................... | .......................... | ...... | 4 |
| .......................... | .......................... | .... | 6 |
| Octroi. — Décime.......... | .......................... | ...... | 6 |
| Deuxième décime.......... | .......................... | ...... | 6 |
| .......................... | .......................... | ...... | 10 |
| Octroi. — Décime.......... | .......................... | ...... | 10 |
| *Idem*.......................... | .......................... | ...... | 10 |
| *Idem*.......................... | Conversion des droits de vente en octroi. | | |
| Octroi — Décimes. | | | |
| De 1692 à 1791 même droit que pour les épiceries. | | | |
| | LE KILOGRAMME. | | |
| Octroi. — Décime. | | | |
| Deuxième décime. | | | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | | |
| Octroi. — Décime. | | | |
| Deuxième décime. | | | |
| | | Par livre du prix. | |
| .......................... | .......................... | 4d | |
| .......................... | .......................... | 6 | |

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI: pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Beurres** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1692.. | Décl. 17 décembre. | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| | Décl. 3 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 | ...... | 2 4 |
| 1709.. | Décl. 29 octobre.. | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 8 |
| 1711.. | Décl. 3 janvier.... | ...... | ...... | 2 | ...... | ...... | 4 | 2 6 |
| 1715.. | Décl. 7 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 | ...... | 2 10 |
| 1722.. | Décl. 15 mai..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 10 |
| 1726.. | Let. pat. 12 juillet. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 10 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 10 |
| 1743.. | Décl. 24 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 10 |
| 1747.. | Édit septembre... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 | ...... | 2 10 5 |
| 1751.. | Arrêt 25 novembre | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 10 5 |
| 1756.. | Décl. 7 juillet.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 10 5 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 1 | ...... | 2 11 6 |
| 1763.. | Édit avril........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 1 | ...... | 2 12 7 |
| 1771.. | Décl. 26 juillet.... | ...... | ...... | 2 | ...... | ...... | ...... | 2 14 7 |
| | Édit novembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 3 | ...... | 2 16 10 |
| 1781.. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 3 | 2 14 7 |
| 1785.. | Arrêt 8 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 14 7 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 14 7 | ...... |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1808.. | Décret 21 septemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1811.. | Décret 10 février.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1815.. | Ord. 16 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1817.. | Ord. 8 janvier.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1820.. | Déc. m$^{elle}$ 25 avril. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1848.. | Arrêté 24 avril.... | ...... | 5 00 | ...... | ...... | 0 50 | ...... | 5 50 |
| | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 50 | ...... | 6 00 |
| 1849.. | Déc. m$^{elle}$ 7 décemb. | ...... | 5 00 | ...... | ...... | 1 00 | ...... | 12 00 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 60 | 11 28 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 50 | ...... | ...... | 0 10 | ...... | 12 00 |
| 1872.. | Décret 30 novemb. | ...... | 7 00 | ...... | ...... | 0 14 | ...... | 20 40 |
| 1878.. | Décret 30 décembre | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 00 | 14 40 |
| | **Fromages** secs et frais entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | $1^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $1^{s}$ |
| 1360.. | Inst. g$^{d}$ c$^{l}$ 18 déc.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | Actes déjà cités... | $2^{s}$ | ...... | $4^{s}$ | ...... | $18^{s}$ | ...... | $3^{s}$ $2^{s}$ |
| 1781.. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 $5^{s}$ | $2^{s}$ $4^{s}$ | 1 1 $7^{s}$ |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $1^{s}$ 1 7 | ...... |
| | **Fromages** secs entrant par terre. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1817.. | Ord. 8 janvier.... | ...... | 10 00 | ...... | ...... | 1 00 | ...... | 11 00 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 00 | ...... | 12 00 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 60 | 11 28 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 10 | ...... | ...... | 0 02 | ...... | 11 40 |
| 1858.. | Déc. m$^{elle}$ 17 mai.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 40 |
| 1872.. | Décret 30 novembre | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 40 |
| 1878.. | Décret 30 décembre | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 40 |

## COMESTIBLES. (Suite.)

| PRIX MOYEN dans Paris. 10 | RAPPORT du DROIT au prix. 11 | DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 12 | OBSERVATIONS. 13 | DROITS DE VENTE — pour le TRÉSOR. 14 | DROITS DE VENTE — POUR LA VILLE — aux halles. 15 | DROITS DE VENTE — POUR LA VILLE — à destination. 16 | DROITS DE VENTE — pour les OFFICIERS de police. 17 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Par livre du prix. | | |
| livres. | p. o/o. | | LA CHARRETTE DE 2,000 LIVRES. | s. d. | s. d. | s. d. | s. d. |
| ..... | ...... | .................... | Supp^ons de compteurs dont l'orig. est inconnue. | | | | |
| 500 | 0.2 | Domaine et barrage. | | | | | |
| 700 | 0.3 | Doub^t du dom. et bar. | | | | | |
| 700 | 0.3 | Deux sous pour livre. | Pour le Trésor. | | | | |
| 600 | 0.3 | Dixième........... | Droit principal sans surtaxe. | | | | |
| 860 | 0.2 | 20^e de l'hôpital génér^l. | Remplaçant le dixième. | | | | |
| 880 | 0.2 | Deux sous pour livre.. | Pour le Trésor. | | | | |
| 940 | 0.2 | .................... | Jurés-vendeurs....................... | 3 | | | |
| 940 | 0.2 | .................... | *Idem.* avec réduction d'un quart de leur droit. | 2 3 | | | |
| 740 | 0.3 | .................... | Jurés-contrôleurs-courtiers-vendeurs....... | ...... | ...... | ...... | 2 3 |
| 840 | 0.3 | .................... | Droits rétablis....................... | 3 | | | |
| 1,000 | 0.2 | .................... | Appl. des s. p. l. aux droits non encore surtaxés | 3 | | | |
| 1,000 | 0.2 | .................... | Suppression des vendeurs. | | | | |
| 1,096 | 0.2 | .................... | Droits réservés....................... | 2 | | | |
| 970 | 0.3 | Un sou pour livre.... | Pour le Trésor sur tous les droits princip... | 2 | | | |
| 1,014 | 0.3 | *Idem*.............. | *Idem*............................. | 2 | | | |
| 1,060 | 0.3 | Deuxième vingtième.. | .................................... | 2 | | | |
| 1,194 | 0.3 | Deux sous pour livre. | *Idem*............................. | 2 | | | |
| 1,347 | 0.2 | .................... | Exemp^ons des s. p. l. de 1771 et de ceux mis alors | 2 | | | |
| | | | | | Par livre pesant. | | |
| 1,825 | 0.2 | .................... | Droit de vente limité vu la cherté......... | 2^s 6^d | | | |
| 1,521 | 0.2 | .................... | Suppression générale. | | | | |
| | | | | | Pour 100 du prix. | | |
| francs. | p. o/o. | | LES 100 KILOGRAMMES. | | | | |
| ...... | ...... | .................... | Pour toutes espèces.................... | ...... | 1 25 | | |
| ...... | ...... | .................... | 2.50 p. o/o aux halles pour beurres fins.... | ...... | 1 25 | 2 50 | |
| ...... | ...... | .................... | Pour toutes espèces fraîches............. | ...... | 1 75 | 2 50 | |
| ...... | ...... | .................... | *Idem*............................. | ...... | 3 75 | 2 50 | |
| ...... | ...... | .................... | *Idem*............................. | ...... | 1 25 | 2 50 | |
| 2,250 | 1 | Octroi. — Décime... | Pour la Ville........................ | ...... | 1 25 | 2 50 | |
| 2,250 | 1 | Deuxième décime.... | *Idem*............................. | ...... | 1 25 | 2 50 | |
| 2,224 | 2 | Octroi............. | Pour toutes espèces fraîches............. | ...... | 4 00 | 4 00 | |
| 1,790 | 3 | *Idem*.............. | *Idem*............................. | ...... | 4 00 | 4 00 | |
| 1,890 | 3 | *Idem*.............. | *Idem*............................. | ...... | 4 00 | 4 00 | |
| 2,690 | 3 | *Idem*.............. | *Idem* fraîches ou fondues, salées ou non.... | ...... | 6 10 | 6 10 | |
| 3,120 | 2 | *Idem*.............. | *Idem.* et margarines, beurrines. Sup. d. dr. d.v. | | | | |
| | | | | | Par livre du prix. | | |
| francs. | p. o/o. | | LA CHARRETTE DE 2000 LIVRES. | sou. | sou. | sou. | sou. |
| ...... | ...... | Chaussées.......... | Jusqu'en 1640. | | | | |
| ...... | ...... | .................... | Jusqu'en 1465....................... | ...... | 1 00 | | |
| ...... | ...... | .................... | Supp^ons de compteurs dont l'orig. est inconnue | | | | |
| ...... | ...... | Dom.et bar. 20^mes 8 s.p.l. | Mêmes droits que pour le beurre.......... | 2 | | | |
| ...... | ...... | Deux sous pour livre.. | Pour le T^r et réd. d. droits d'ent. p^r le T^r au 5^e. | 2 | | | |
| ...... | ...... | .................... | Suppression générale. | | | | |
| | | | | | Pour 100 du prix. | | |
| francs. | p. o/o. | | LES 100 KILOGRAMMES. | | | | |
| 1,090 | 1 | Octroi. — Décime. | | | | | |
| 1,334 | 1 | Deuxième décime. | | | | | |
| 1,132 | 1 | Octroi............. | .................................... | ...... | 1 00 | | |
| 1,404 | 1 | *Idem*. | | | | | |
| 1,480 | 1 | .................... | .................................... | ...... | 0 50 | | |
| 1,698 | 1 | .................... | .................................... | ...... | 1 20 | | |
| 1,826 | 1 | *Idem*.............. | Suppression du droit de vente. | | | | |

Tableau n° 2.



| ANNÉES. | TITRES de PERCEPTION. | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI pour le TRÉSOR. | pour la VILLE. | pour les HÔPITAUX. | pour les OFFICIERS de police. | SURTAXES. | À DÉDUIRE pour suppression | TOTAL après chaque variation. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| | **Œufs entrant.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1360.. | Inst. G$^{d}$ C$^{l}$ 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1692.. | Décl. 17 décembre. | 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 4 |
| | Décl. 3 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | ...... | 1 5 |
| 1709.. | Décl. 29 octobre... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 6 |
| 1711.. | Décl. 3 janvier.... | ...... | ...... | ½ | ...... | ...... | 1 | 1 5 ½ |
| 1715.. | Décl. 7 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | ...... | 1 6 ½ |
| 1722.. | Décl. 15 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1726.. | Let. pat. 12 juillet. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1743.. | Décl. 24 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1747.. | Édit septembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ½ | ...... | 1 7 |
| 1751.. | Arrêt 25 novembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1756.. | Décl. 7 juillet.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | ...... | 1 8 |
| 1763.. | Édit avril........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | ...... | 1 9 |
| 1771.. | Décl. 26 juillet.... | ...... | ...... | ½ | ...... | ...... | ...... | 1 9 ½ |
| | Édit novembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2½ | ...... | 2 » |
| 1781.. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | 1 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | ...... |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1808.. | Décret 21 septemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1811.. | Décret 10 février.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1815.. | Ord. 16 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1817.. | Ord. 8 janvier.... | | | | | | | |
| 1818.. | Ord. 30 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1820.. | Déc. m$^{elle}$ 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1826.. | Déc. m$^{elle}$ 14 avril. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1849.. | Décret 31 décemb. | ...... | 2 50 | ...... | ...... | 0 50 | ...... | 3 00 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 18 | 2 82 |
| 1855.. | Décret 3 novemb.. | ...... | 0 15 | ...... | ...... | 0 03 | ...... | 3 00 |
| 1872.. | Décret 30 novemb. | ...... | 1 50 | ...... | ...... | 0 30 | ...... | 4 80 |
| 1878.. | Décret 30 décemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 60 | 4 20 |
| | **Froment, seigle et autres grains entrant par terre.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1213.. | Charte janvier..... | ...... | $3^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | $3^{r}$ |
| 1268.. | Livre des métiers.. | $1^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $1^{r}$ |
| | *Idem*........... | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1415.. | Ord. février...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | ................ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1337.. | Let. pat. 10 déc... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril,. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |

## COMESTIBLES. (Suite.)

| PRIX MOYEN dans Paris. 10 | RAPPORT du droit au prix. 11 | DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 12 | OBSERVATIONS. 13 | DROITS DE VENTE pour le TRÉSOR. 14 | POUR LA VILLE aux halles. 15 | POUR LA VILLE à destination. 16 | pour les OFFICIERS de police 17 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Par livre du prix. | | |
| livres. | p. o/o | | LE MANNEQUIN, PANIER OU MILLIER (PROBABLEMENT 1,040 ŒUFS). | s. d. | s. d. | s. d. | s. d. |
| 2 | ..... | .................. | Jusqu'en 1465.......................... | $1^r$ | | | |
| 15 | ..... | .................. | Suppr$^{on}$ de compteurs dont l'orig. est inconn. | | | | ? |
| 20 | 2 | Domaine et barrage. | | | | | |
| 22 | 5 | Doubl$^t$ du dom. et bar. | | | | | |
| 22 | 5 | Deux sous pour livre. | Pour le Trésor. | | | | |
| .... | ..... | Dixième........... | Droit principal sans surtaxes. | | | | |
| .... | ..... | 20$^e$ de l'hôpital génér$^l$. | Remplaçant le dixième. | | | | |
| 25 | 3.2 | Deux sous pour livre.. | Pour le Trésor. | | | | |
| 25 | ..... | .................. | Jurés-vendeurs ........................ | 3 | | | |
| 28 | ..... | .................. | *Idem*, avec réduction d'un quart de leur droit. | 2 $3^r$ | | | |
| 27 | ..... | .................. | Jurés-contrôleurs-courtiers-vendeurs........ | ..... | ..... | ..... | $2^r$ $3^r$ |
| 36 | ..... | .................. | Droits rétablis......................... | 3 | | | |
| 26 | 0.2 | .................. | Appl. des s.p.l. aux droits non encore surtaxés. | 3 | | | |
| 30 | ..... | .................. | Suppression des jurés-vendeurs. | | | | |
| 32 | ..... | .................. | Droits réservés.......................... | 2 | | | |
| 27 | 0.2 | Un sou pour livre.... | P$^r$ le Trésor sur tous les droits principaux... | 2 | | | |
| 28 | 0.3 | *Idem*.............. | *Idem*............................... | 2 | | | |
| 37 | 0.2 | Deuxième vingtième.. | ................................... | 2 | | | |
| 38 | 0.2 | Deux sous pour livre.. | *Idem*............................... | 2 | | | |
| 43 | 0.1 | *Idem*.............. | *Idem* et dim. de 1/2 des droits d'entrée p. le T$^r$. | 2 | | | |
| 45 | 0.1 | .................. | Suppression générale. | | | | |
| | | | | | Pour 100 du prix. | | |
| francs. | p. o/o | | | | | | |
| 45 | ..... | .................. | ................................... | ..... | 2 50 | 1 25 | |
| 44 | ..... | .................. | ................................... | ..... | 1 25 | 1 25 | |
| 52 | ..... | .................. | ................................... | ..... | 1 75 | | |
| 55 | ..... | .................. | Nouvelle réglementation................. | ..... | 1 75 | | |
| 54 | ..... | .................. | ................................... | ..... | 3 75 | | |
| 55 | ..... | .................. | ................................... | ..... | 1 75 | 2 50 | |
| 57 | ..... | .................. | Pour les œufs de Gournay, 1 fr. 50 p. o/o.. | ..... | 1 25 | 1 25 | |
| | | | LES 100 KILOGRAMMES (2,000 ŒUFS). | | | | |
| 55 | 5.4 | Octroi — Décimes.... | Déc. ministér. du 7 déc. pour la vente..... | ..... | 1 50 | 1 50 | |
| 60 | 4.7 | *Idem*.............. | Réduction de 15 centimes en principal..... | ..... | 1 50 | 1 50 | |
| 75 | 4 | *Idem*.............. | ................................... | ..... | 1 50 | 1 50 | |
| 80 | 5 | *Idem*.............. | ................................... | ..... | 3 10 | 3 10 | |
| 95 | 5 | *Idem*.............. | Suppression des droits de vente. | | | | |
| | | | LE BATEAU. | s. d. | s. d. | s. d. | s. d. |
| ..... | ..... | .................. | Concession à la marchandise de l'eau. | | | | |
| | | | LA CHARRETTE. | | | | |
| ..... | ..... | Chaussées.......... | ................................... | | | | |
| ..... | ..... | Péage du Petit-Pont.. | P$^r$ les blés achetés ou vend. hors Paris et pass$^t$. | $2^r$ | | | |
| ..... | ..... | .................. | Tonlieu............................ | 1 | | | |
| ..... | ..... | .................. | Congé et hallage ....................... | 1 | | | |
| ..... | ..... | .................. | Minage facultatif: 1 d. p. p$^r$ mine (1/2 setier) | | | | |
| ..... | ..... | .................. | Mesureurs, le setier ................... | ..... | ..... | ..... | $2^r$ |
| ..... | ..... | .................. | Jaugeurs : le tonnel.................... | ..... | ..... | ..... | 6 d. p. l. |
| ..... | ..... | .................. | Le muid de froment..................... | 2 | | | |
| ..... | ..... | .................. | *Idem*. 2 s. p. — Autres grains........... | 8 | | | |
| ..... | ..... | .................. | Le setier de froment seul................ | 3 | | | |
| ..... | ..... | .................. | *Idem*. | | | | 4 d. p. l. |

**Tableau n° 2.** COMESTIBLES. (Suite.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI: pour le trésor. 3 | pour la ville. 4 | pour les hôpitaux. 5 | pour les officiers de police. 6 | surtaxes. 7 | à déduire pour suppression 8 | total après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Grains** entrant. | | | | | | | |
| 1807.. | Décret 21 décemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1840.. | .......?........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1863.. | Décret 31 août..... | ...... | 0 01 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 01 |
| 1870.. | Décret 17 décemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 01 | ...... |
| 1872.. | Arr. préf. 12 juillet | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Farines** entrant par terre. | | | | | | | |
| 1415.. | Ord. février...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1807.. | Décret 21 septemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1842.. | Déc. m[lle] 12 juillet. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | FARINES entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1863.. | Décret 31 août.... | ...... | 0 013 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 013 |
| 1870.. | Décret 17 décemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 013 | ...... |
| | **Pain** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 2$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2$^{r}$ |
| | *Idem*........... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1863.. | Décret 31 août.... | ...... | 0 01 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 01 |
| 1870.. | Décret 17 décemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 01 | ...... |
| | **Farineux** tels que pois, fèves, etc. entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 2$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2$^{r}$ |
| | *Idem*........... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | POIS, FÈVES, HARICOTS ET LENTILLES SECS. — RIZ entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1337.. | Let. pat. 10 déc... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1692.. | Décl. 17 septemb.. | 1$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1$^{r}$ |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| 1758.. | Décl. 10 décemb.. | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 12 |
| | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | 1$^{r}$ 4$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | 13 4$^{r}$ |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6$^{r}$ 12$^{r}$ | ...... | 20 6 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 20$^{r}$ 6$^{r}$ | ...... |

COMESTIBLES. (Suite.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS DE VENTE pour le TRÉSOR. 12 | DROITS DE VENTE pour la VILLE. 13 |
|---|---|---|---|
| | LE SAC DE 12 MYRIAGRAMMES. | fr. c. | fr. c. |
| ........ | ........ | ...... | 0 06 |
| | L'HECTOLITRE. | | |
| ........ | ........ | ...... | 0 04 |
| | LE KILOGRAMME. | | |
| Octroi........ | Sans décime. | | |
| ........ | Suppression de l'octroi. | | |
| | LE QUINTAL MÉTRIQUE. | | |
| ........ | ........ | ...... | 0 05 |
| | LE SETIER (156 litres). | l. s. d. | |
| ........ | Mesureurs sur l'eau ou en grenier 2s 8d.— A terre. | 4s | |
| ........ | Le sac de 16 myriagrammes........ | ...... | 0 12 |
| | LE QUINTAL MÉTRIQUE. | | |
| ........ | ........ | ...... | 0 08 |
| | LE KILOGRAMME. | | |
| Octroi........ | Sans décime. | | |
| ........ | Suppression de l'octroi. | | |
| | LA CHARRETTE. | l. s. d. | |
| Péage du Petit-Pont. | | | |
| Chaussées. | | | |
| ........ | Congé et hallage. — Le samedi seulement........ | 2s | |
| ........ | Tonlieu. — *Idem*........ | 2 | |
| | LE KILOGRAMME. | | |
| Octroi........ | Sans décime. | | |
| ........ | Suppression de l'octroi. | | |
| | LA SOMME OU CHARGE DE CHEVAL. | l. s. d. | |
| Péage du Petit-Pont. | | | |
| Chaussées. | | | |
| ........ | Congé et hallage........ | 1s | |
| ........ | Tonlieu........ | 2s | |
| | LE MUID (36 hect. 1/2). | l. s. d. | |
| ........ | Vente et achat des pois secs seulement........ | 2s | |
| ........ | *Idem* du riz seulement........ | 12s | |
| ........ | Vente et revente. | | |
| ........ | *Idem*. | | |
| | LA CHARRETTE DE 2,000 LIVRES. | | |
| Domaine et barrage. | | | |
| Doublement du domaine et barrage. | | | |
| Don gratuit. | | | |
| Vingtièmes de l'hôpital général. | | | |
| Dix sous pour livre........ | Pour le Trésor sur tous les droits principaux. | | |
| ........ | Suppression générale. | | |

**Tableau n° 2.** COMESTIBLES (Suite).

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI — pour le trésor. 3 | pour la ville. 4 | pour les hôpitaux. 5 | pour les officiers de police. 6 | surtaxes. 7 | à déduire pour suppression. 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Fruits entrant par terre.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | $2^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^{r}$ |
| | *Idem*............ | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360.. | Ord. Gd Cl décemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1415.. | Ord. février...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Fruits crus, oranges, citrons, grenades, amandes, avelines, olives, câpres pignons et figues fraiches entrant par terre.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | $1^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $1^{r}$ |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| 1758.. | Décl. 10 décembre. | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 12 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | $1^{r}$ $4^{r}$ | ...... | ...... | ...... | 13 $4^{r}$ |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | $6^{r}$ $12^{r}$ | ...... | 20 6 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $20^{r}$ $6^{r}$ | ...... |
| | **Noix et noisettes.** | | | | | | | |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1415.. | Ord. février...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Noix vertes ou sèches, noisettes et châtaignes entrant par terre.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | $1^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $1^{r}$ |
| 1705. | Décl. 7 juillet.... | $1^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| 1758.. | Décl. 10 décembre. | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 12 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | $1^{r}$ $4^{r}$ | ...... | ...... | ...... | 13 $4^{r}$ |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | $6^{r}$ $12^{r}$ | ...... | 20 6 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $20^{r}$ $6^{r}$ | ...... |
| | **Chasselas, muscats et autres raisins non foulés entrant.** | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1819.. | Arr. préf. 21 août. | ...... | 0 03 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 03 |
| 1823.. | Arr. préf. 18 sept.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 07 | 0 23 |
| 1826.. | Arr. préf. 1er sept. | ...... | 0 05 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 05 |
| 1831.. | Arr. préf. 8 sept... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 06 | 0 044 |
| 1832.. | Arr. préf. 17 sept.. | ...... | 0 06 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 05 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | 4 70 | ...... | ...... | 0 94 | ...... | 5 64 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 10 | ...... | ...... | 0 02 | ...... | 5 76 |
| | **Fruits et légumes.** | | | | | | | |
| 1855.. | Déc. minelle 18 mai. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1857.. | Déc. minelle...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1862.. | Arr. préf. 20 fév.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1872.. | Décret 30 novembre | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1878.. | Décret 30 décembre | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |

## COMESTIBLES. (Suite.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS DE VENTE pour le TRÉSOR. 12 | DROITS DE VENTE pour la VILLE. 13 |
|---|---|---|---|
| | LA CHARRETTE. | l. s. d. | l. s. d. |
| Chaussées. | | | |
| Péage du Petit-Pont. | | | |
| .......... | Tonlieu.......... | 2ᵈ | |
| .......... | Congé et hallage.......... | ½ | |
| | | Par livre du prix. | |
| .......... | Jusqu'en 1465.......... | 1 | |
| | LE SETIER. | l. s. d. | l. s. d. |
| .......... | Mesureurs. | | |
| .......... | Compteurs. | | |
| | LA CHARRETTE DE 2,000 LIVRES. | | |
| Domaine et barrage. | | | |
| Doublement du domaine et barrage. | | | |
| Don gratuit. | | | |
| Vingtièmes de l'hôpital général. | | | |
| Dix sous pour livre.......... | Pour le Trésor sur tous les droits principaux. | | |
| .......... | Suppression générale. | | |
| | LE SETIER. | l. s. d. | |
| .......... | Noix seulement.......... | 4ᵈ | |
| .......... | Mesureurs.......... | 4 | |
| | LE SAC. | | |
| Domaine et barrage. | | | |
| Doublement du domaine et barrage. | | | |
| Don gratuit. | | | |
| Vingtième de l'hôpital général. | | | |
| Dix sous pour livre.......... | Pour le Trésor sur tous les droits principaux. | | |
| .......... | Suppression générale. | | |
| | LE 1/2 KILOGRAMME. | | |
| Octroi. | | | |
| *Idem*. | | | |
| | LE KILOGRAMME. | | |
| Octroi. | | | |
| *Idem*. | | | |
| *Idem*. | | | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | | |
| Octroi. — Décimes. | | | |
| *Idem*. | | | |
| Du 5 juill. au 12 nov. 1848, octroi de 5 francs sur les amandes, de 4 francs sur les marrons et de 2 francs sur les oranges, citrons, etc. | | Pour 100 du prix. | |
| .......... | .......... | ...... | 2 00 |
| .......... | .......... | ...... | 1 50 |
| .......... | .......... | ...... | 2 50 |
| .......... | .......... | ...... | 2 55 |
| .......... | Suppression. | | |

TABLEAU N° 2.

COMESTIBLES. (Fin.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE OU D'OCTROI pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Poirées, pois verts et fèves nouvelles en cosse** entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 1$^s$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1$^s$ |
| | **Pois** et **fèves** entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | 2$^s$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2$^s$ |
| | **Légumes verts, ail** et autres plantes bulbeuses. | | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*............. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*............. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Navets, poireaux, oignons, ciboules, civettes, échalottes, etc.** entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 1$^s$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1$^s$ |
| | *Idem*............. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*............. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Graines de légumes** entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 4$^s$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4$^s$ |
| | *Idem*............. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*............. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Chènevis** entrant (pour faire de l'huile). | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 2$^s$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Houblon** entrant (pour faire de la bière). | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1692.. | Décl. 17 sept..... | 8$^s$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8$^s$ |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 16 |
| 1758.. | Décl. 10 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 1$^s$ 6$^s$ | ...... | ...... | ...... | 17 6 |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 8 | ...... | 2 6 2 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 6 2 | ...... |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1803.. | Arr. préf. 21 sept.. | ...... | 6 00 | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 00 |
| 1818.. | Ord. 23 décembre. | ...... | 10 00 | ...... | ...... | 1 00 | ...... | 11 00 |
| 1848.. | Ord. 11 février... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |

COMESTIBLES. (Fin.

| DÉNOMINATION des droits d'introduction principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS DE VENTE pour le trésor. 12 | pour la ville. 13 |
|---|---|---|---|
| | LA CHARRETTE. | d. | d. |
| Chaussées | Par semaine. | | |
| | LA CHARRETTE | | |
| Domaine. | | | |
| Poirée-le-roi | Par an | 4s | |
| | Tonlieu, par jour pour les revendeurs | 1 | |
| | Congé et hallage. — *Idem* | ½ | |
| | LA CHARRETTE. | | |
| Chaussées | Les carottes, devenues usuelles à la fin du XIVe siècle, ne sont pas portées aux tarifs postérieurs. | | |
| | Tonlieu | 2s | 1s |
| | Congé et hallage | 1 | ½ |
| | LA CHARRETTE. | | |
| Péage du Petit-Pont. | | | |
| | Tonlieu | 2s | |
| | Congé et hallage | 1 | |
| | LA CHARRETTE. | | |
| Péage du Petit-Pont. | | | |
| | LA BÂCHE. | | |
| Domaine et barrage. | | | |
| Doublement du domaine et barrage. | | | |
| Don gratuit | 10 l. t. par 100 livres pesant à l'entrée. | | |
| Vingtième de l'hôpital général. | | | |
| Dix sous pour livre | Et 5 l. t. par cent pesant pour le don gratuit. | | |
| | Suppression générale. | | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | | |
| Octroi. | | | |
| *Idem.* Décime | De 1816 à 1818 non porté au tarif. | | |
| | Suppression. | | |

TABLEAU N° 3.

## COMBUSTIBLES.

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Bois à brûler** entrant par eau. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1213 .. | Charte janvier.... | ...... | $12^s$ | ...... | ...... | ...... | ...... | $12^s$ |
| 1268 .. | Livre des métiers.. | $3^s\frac{1}{2}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $3^s\frac{1}{2}$ |
| 1360 .. | Inst. G$^d$ C$^l$ décemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Bois à brûler** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268 .. | Livre des métiers.. | $1^s$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $1^s$ |
| 1170 .. | ? | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360 .. | Inst. G$^d$ C$^l$ décemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1415 .. | Ord. février...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1644 .. | Édit février....... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | Édit mai......... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1651 .. | Décl. 8 février.... | $2^s$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^s$ |
| 1692 .. | Décl. 17 septembre | 5 $6^d$ | ...... | ...... | ...... | ...... | .... | $5^s$ $6^d$ |
| 1705 .. | Décl. 7 juillet..... | 5 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 |
| | Arrêt 3 mars..... | ...... | ...... | ...... | ...... | $1^s$ $1^d$ | ...... | 12 1 |
| 1706 .. | Arrêt 4 septembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1715 .. | Déclaration 7 mai. | ...... | ...... | ...... | .... . | 1 1 | ...... | 13 2 |
| 1719 .. | Déclaration ....... | ...... | ...... | $14^s$ | ...... | ...... | ...... | 1 7 2 |
| 1730 .. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | $5^s$ | ...... | ...... | 1 12 2 |
| 1743 .. | Édit décembre.... | ...... | ...... | ...... | $2^s$11 $10^d$ | ...... | ...... | 4 4 |
| 1747 .. | Édit septembre.... | ...... | ...... | ...... | ..... | 14 2 | ...... | 4 18 2 |
| 1756 .. | Décl. 7 juillet.... | $2^s$ | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^s14^s2^d$ | 4 4 |
| 1758 .. | Décl. 10 décembre | 11 10 | ...... | ...... | ...... | 2 4 | ...... | 4 18 2 |
| 1760 .. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 2 | ...... | 5 2 4 |
| 1763 .. | Décl. 21 novembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 2 | ...... | 5 6 5 |
| 1771 .. | Décl. 26 juillet.... | ...... | ...... | 6 | ...... | 1 10 | ...... | 5 14 3 |
| | Édit novembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 | ...... | 5 16 3 |
| 1781 .. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 11 | ...... | 5 18 2 |
| 1786 .. | ? | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 1 | 5 8 1 |
| 1791 .. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 8 1 | ...... |
| | **Bois dur à brûler** entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1798 .. | Loi 18 octobre.... | ...... | 1 00 | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 00 |
| 1799 .. | Loi 10 décembre.. | ...... | 0 20 | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 20 |
| 1813 .. | Décret 11 novemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 12 | ...... | 1 32 |
| 1814 .. | Décret 27 avril... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 12 | 1 20 |
| 1815 .. | Loi 16 août...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 12 | ...... | 1 32 |
| | Ord. 29 décembre. | ...... | 0 30 | ...... | ...... | 0 03 | ...... | 1 65 |
| 1817 .. | Ord. 26 décembre. | ...... | 0 50 | ...... | ...... | 0 05 | ...... | 2 20 |
| 1832 .. | Ord. 17 août..... | ...... | 0 65 | ...... | ...... | 0 065 | ...... | 2 915 |
| 1848 .. | Décret 24 avril... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 265 | ...... | 3 18 |
| 1852 .. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 192 | 2 988 |
| 1855 .. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 01 | ...... | ...... | 0 002 | ...... | 3 00 |

## COMBUSTIBLES.

| PRIX MOYEN dans Paris. 10 | RAPPORT DU DROIT au prix. 11 | DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 12 | OBSERVATIONS. 13 | DROIT DE VENTE pour le TRÉSOR. 14 | DROIT DE VENTE pour les OFFICIERS de police. 15 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | LE BATEAU. | | |
| ...... | ...... | .................... | Concession à la marchandise de l'eau. | | |
| ...... | ...... | Rivage de Seine..... | Jusqu'en 1651. | | |
| ...... | ...... | .................... | Jusqu'en 1644......................... | 1 s. p. l. | |
| livres. | p. o/o. | | LA CHARRETTE. | | |
| ...... | ...... | Chaussées.......... | Jusqu'en 1640. | | |
| | | | LE MOULE. | s. d. | s. d. |
| ...... | ...... | .................... | Jurés-mouleurs de bûche réglementés en 1299 | | ? |
| ...... | ...... | .................... | Jusqu'à l'aliénat^on aux offic^rs de police en 1644 | 1 | |
| ...... | ...... | .................... | Jurés-compteurs et mouleurs............. | 1 | ? |
| ...... | ...... | .................... | Jurés-chargeurs......................... | 1 | ? |
| ...... | ...... | .................... | Aides à mouleurs....................... | 1 | 1 |
| ...... | ...... | .................... | Com^res contr^rs-compt^rs, cord^s, visit^s et charg^rs | ...... | 2 |
| | | | LA CHARRETTE DE 2,000 LIVRES. | | |
| ...... | ...... | Domaine........... | Jusqu'en 1692. | | |
| | | | LA VOIE DE 56 PIEDS CUBES = 1 STÈRE $\frac{9}{10}$. | | |
| 2^r | 2 | Domaine et barrage.. | ..................................... | | 2 |
| 12 | 4 | Doubl^t dom. et barr.. | ..................................... | | 2 |
| 13 | 4 | Deux sous pour livre.. | Pour le Trésor. | | |
| 14 | 4 | .................... | Nouveau tarif pour les jurés-mouleurs...... | | 2 |
| 15 | 5 | *Idem*.............. | Pour le Trésor......................... | 10 | |
| 16 | 8 | Droits de l'hôpital... | ..................................... | 10 | |
| 18 | 15 | Mouleurs........... | ..................................... | 10 | |
| 18 | 23 | Droits rétablis....... | ..................................... | 10 | |
| 18 | 24 | .................... | Applic. des s. p. l. aux dr. non encore surtaxés. | 10 | |
| 19 | 25 | Nouveaux dr. rétablis. | Avec suppression de ceux attribués aux offic^rs. | | |
| 20 | 25 | Don gratuit. ........ | Et suppression du droit de vente. | | |
| 21 | 25 | Un sou pour livre.... | P^r le Trésor sur tous les droits principaux. | | |
| 21 | 26 | *Idem*.............. | *Idem*. | | |
| 20 | 27 | Dr. de l'hôpital génér^l. | | | |
| 20 | 28 | Deux sous pour livre.. | *Idem*. | | |
| 20 | 28 | *Idem*.............. | *Idem* exc. s. l. don grat. exemp. d. s. p. l. 1771. | | |
| 22 | 24 | .................... | Sup^on du dr. de l'hôp^l gén^l de 1771 et s. p. l. | | |
| 19 | 23 | .................... | Suppression générale. | | |
| francs. | p. o/o. | | LE STÈRE. | | |
| 15 | 6 | Octroi m^al et de bienf.. | (27 vendémiaire an VII). | | |
| 16 | 7 | *Idem*.............. | (19 frimaire an VIII). | | |
| 16 | 8 | Décime............ | Pour le Trésor. | | |
| 16 | 7 | .................... | Suppression du décime. | | |
| 19 | 6 | Décime............ | Pour la Ville. | | |
| 19 | 8 | Octroi. | | | |
| 15 | 14 | *Idem*. | | | |
| 14 | 20 | *Idem*. | | | |
| 17 | 18 | Deuxième décime.... | Pour la Ville. | | |
| 16 | 18 | Octroi............ | Diminution de 0^f 16^c en principal. | | |
| 15 | 19 | *Idem*. | | | |

Tableau n° 3. COMBUSTIBLES. (Suite.)

| ANNÉES. | TITRES de PERCEPTION. | DROITS D'ENTRÉE | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | pour le TRÉSOR. | pour la VILLE. | pour les HÔPITAUX. | pour les OFFICIERS de police. | SURTAXES. | À DÉDUIRE pour suppression | TOTAL après chaque variation. |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| | **Bois blanc à brûler** entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1798.. | Loi 10 octobre.... | ...... | 0 50 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 50 |
| 1799.. | Loi 10 décembre.. | ...... | 0 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 60 |
| 1813.. | Décret 11 novemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 06 | ...... | 0 66 |
| 1814.. | Décret 27 avril... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 06 | 0 60 |
| 1815.. | Loi 16 août...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 06 | ...... | 0 66 |
| | Ord. 29 décembre. | ...... | 0 40 | ...... | ...... | 0 04 | ...... | 1 10 |
| 1817.. | Ord. 26 décembre. | ...... | 0 50 | ...... | ...... | 0 05 | ...... | 1 65 |
| 1832.. | Ord. 17 août..... | ...... | 0 45 | ...... | ...... | 0 045 | ...... | 2 145 |
| 1848.. | Loi 24 avril...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 195 | ...... | 2 34 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 144 | 2 196 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 02 | ...... | ...... | 0 004 | ...... | 2 22 |
| | **Falourdes, souchons, sarments, fagots, cotrets, etc.**, entrant par terre. | | | | | | | |
| | **Menuise et fagots** entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1818.. | Ord. 23 décembre. | ...... | 3 00 | ...... | ...... | 0 30 | ...... | 3 30 |
| 1832.. | Ord. 17 août..... | ...... | 1 00 | ...... | ...... | 0 10 | ...... | 1 10 |
| 1848.. | Décret 24 avril.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 10 | ...... | 1 20 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 072 | 1 128 |
| 1855.. | Décret 8 novembre | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 048 | 1 08 |
| 1874.. | Décret 28 juillet... | ...... | 0 60 | ...... | ...... | 0 12 | ...... | 1 80 |
| | **Cotrets de bois dur** entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1854.. | Décret 1er avril... | ...... | 1 50 | ...... | ...... | 0 30 | ...... | 1 80 |
| | **Charbon de bois** entrant par eau. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | $3\frac{1}{2}^{d}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $3\frac{1}{2}^{d}$ |
| | **Charbon de bois** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360.. | Inst. Gd Cl 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1415.. | Ord. février...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | $5^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 5 $6^{d}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $5^{s}$ $6^{d}$ |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 5 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 |
| | Décl. 3 mars..... | ..... | ...... | ...... | ...... | $1^{s}$ $1^{d}$ | ...... | 12 1 |
| 1715.. | Décl. 7 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 1 | ...... | 13 2 |
| 1730.. | Édit juin......... | ...... | ...... | ...... | $11^{s}$ | ...... | ...... | $1^{l}$ 4 2 |
| 1743.. | Décl. 24 décembre. | 16 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 2 |
| 1747.. | Édit septembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 4 | ...... | 2 5 7 |
| 1756.. | Décl. 7 juillet..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $19^{s}$ $2^{d}$ | 1 6 4 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | ...... | 1 7 4 |
| 1763.. | Édit avril......... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 | ...... | 1 8 4 |
| 1771.. | Décl. 26 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 | ...... | 1 10 4 |
| 1781.. | Édit août......... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 | ...... | 1 9 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 9 | ...... |

COMBUSTIBLES. (Suite.)

| PRIX MOYEN dans Paris. 10 | RAPPORT DU DROIT au prix. 11 | DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 12 | OBSERVATIONS. 13 | DROIT DE VENTE pour le TRÉSOR. 14 | pour les OFFICIERS de police. 15 |
|---|---|---|---|---|---|
| francs. | p. o/o. | | LE STÈRE. | | |
| 13 | 3 | Octroi m[al] et de bienf. | (27 vendémiaire an VII.) | | |
| 14 | 4 | *Idem*.............. | (19 frimaire an VIII). | | |
| 14 | 4 | Décime........... | Pour le Trésor. | | |
| 14 | 4 | .................. | Suppression du décime. | | |
| 16 | 4 | Décime........... | Pour la Ville. | | |
| 16 | 6 | Octroi. | | | |
| 11 | 15 | *Idem*. | | | |
| 12 | 17 | *Idem*. | | | |
| 14 | 16 | Deuxième décime.... | Pour la Ville. | | |
| 12 | 17 | Octroi............ | Diminution de $0^f\ 12^c$ en principal. | | |
| 11 | 18 | *Idem*. | | | |
| De 1651 à 1791, mêmes droits pour les 200 que pour le bois à brûler. | | | | | |
| | | | LES 100. | | |
| ...... | ...... | Octroi. — Décime. | | | |
| | | | LE STÈRE (34 fagots environ). | | |
| ...... | ...... | Octroi. — Décime. | | | |
| ...... | ...... | Deuxième décime.... | Pour la Ville. | | |
| ...... | ...... | Octroi. — Décime.... | Diminution de $0^f\ 06$ en principal. | | |
| ...... | ...... | *Idem*.............. | Diminution de $0^f\ 04$ en principal. | | |
| ...... | ...... | Octroi............ | Réunion au tarif des cotrets de bois dur. | | |
| | | | LE STÈRE. | | |
| ...... | ...... | Octroi. — Décimes. | | | |
| | | | LE BATEAU. | | |
| ...... | ...... | Rivage de Seine. | | | |
| | | | | par livre du prix. | |
| livres. | p. o/o. | | LE MUID OU LA VOIE. | s. d. | s. d. |
| ...... | ...... | .................. | Mesureurs de bois et charbons. | | |
| ...... | ...... | .................. | Jusqu'en 1465...................... | 1 | |
| ...... | ...... | .................. | Mesureurs de charbon. | | |
| ...... | ...... | Domaine. | | | |
| 2 | 10 | Domaine et barrage. | | | |
| 3 | 18 | Doub[t] dom. et barrage | | | |
| 3 | 20 | Deux sous pour livre. | | | |
| 4 | 16 | *Idem*. | | | |
| 5 | 24 | Insp., mesur. et contr. | | | |
| 5 | 40 | Droits rétablis. | | | |
| 5 | 45 | .................. | Applic. des s. p. l. aux droits non encore surt. | | |
| 4 | 32 | *Idem*.............. | Suppression........................ | ...... | 10 |
| 4 | 33 | Un sou pour livre.... | Pour le Trésor sur les droits principaux.... | ...... | 10 |
| 5 | 28 | *Idem*.............. | *Idem*.............................. | ...... | 10 |
| 5 | 30 | Deux sous pour livre. | *Idem*.............................. | ...... | 10 |
| 5 | 20 | *Idem*.............. | *Idem*. | | |
| 5 | 20 | .................. | Suppression générale. | | |

**Tableau n° 3.** COMBUSTIBLES. (Suite.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE. pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Charbon de bois**, entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1798.. | Loi 18 octobre.... | ...... | 0 25 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 25 |
| 1799.. | Loi 10 décembre.. | ...... | 0 05 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 30 |
| 1813.. | Décret 11 novemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 03 | ...... | 0 33 |
| 1814.. | Décret 27 avril... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 03 | 0 30 |
| 1815.. | Loi 16 août...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 03 | ...... | 0 33 |
| | Décret 29 décemb. | ...... | 0 20 | ...... | ...... | 0 02 | ...... | 0 55 |
| 1816.. | Ord. 26 décembre. | ...... | 0 50 | ...... | ...... | 0 05 | ...... | 1 10 |
| 1820.. | Ord. 16 août..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 275 | 0 825 |
| 1832.. | Ord. 17 août..... | ...... | 0 25 | ...... | ...... | 0 025 | ...... | 1 10 |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1840.. | ? | ...... | 0 50 | ...... | ...... | 0 05 | ...... | 0 55 |
| 1848.. | Décret 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 05 | ...... | 0 60 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 036 | 0 564 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 03 | ...... | ...... | 0 006 | ...... | 0 60 |
| | **Poussier de charbon de bois**, entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1832.. | Ord. 17 août..... | ...... | 0 50 | ...... | ...... | 0 05 | ...... | 0 55 |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1840.. | ? | ...... | 0 25 | ...... | ...... | 0 025 | ...... | 0 275 |
| 1848.. | Décret 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 025 | ...... | 0 30 |
| 1852.. | Décret 17 mars.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 024 | 0 276 |
| 1855. | Décret 3 novembre | ...... | 0 02 | ...... | ...... | 0 024 | ...... | 0 30 |
| | **Tourbe.** | | | | | | | |
| 1860.. | Inst. Gd Cl 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Charbons de terre**, entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1783.. | Arrêt 16 mars.... | 5 6 8 | ...... | ...... | ...... | 2 13 4 | ...... | 8 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 | ...... |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1815.. | Ord. 29 décembre. | ...... | 0 30 | ...... | ...... | 0 03 | ...... | 0 33 |
| 1817.. | Ord. 26 décembre. | ...... | 0 20 | ...... | ...... | 0 02 | ...... | 0 55 |
| 1838.. | Ord. 20 décembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 22 | 0 33 |
| 1848.. | Décret 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 03 | ...... | 0 36 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 022 | 0 336 |
| | **Anthracite, houille** de toute espèce, **lignite, boghead, cannel coal, tourbe carbonisée** et **épurée** et **coke**, entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1854.. | Décret 1er avril... | ...... | 0 60 | ...... | ...... | 0 12 | ...... | 0 72 |

## COMBUSTIBLES. (Suite.)

| PRIX MOYEN dans Paris. 10 | RAPPORT DU DROIT au prix. 11 | DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 12 | OBSERVATIONS. 13 |
|---|---|---|---|
| francs. | p. o/o. | | LA VOIE DE 2 HECTOLITRES. |
| ...... | ...... | Octroi municip. et de bienfaisance.... | (27 Vendémiaire an VII). |
| ...... | ...... | *Idem*.......................... | (19 frimaire an VIII). |
| 7 | 4 | Décime.......................... | Pour le Trésor. |
| 7 | 4 | ................................ | Suppression du décime. |
| 7 | 4 | Décime.......................... | Pour la Ville. |
| 7 | 4 | Octroi. | |
| 8 | 13 | *Idem.* | |
| 7 | 11 | *Idem*.......................... | Diminution de $0^f\ 25^c$ en principal. |
| 6 | 18 | | |
| | | | L'HECTOLITRE. |
| 3 | 18 | Octroi. — Décime. | |
| 4 | 15 | Deuxième décime................. | Pour la Ville. |
| 3 | 18 | Octroi.......................... | Diminution de $0^f\ 03^c$ en principal. |
| 3 | 20 | *Idem.* | |
| | | | LA VOIE DE 2 HECTOLITRES. |
| ...... | ...... | Octroi. — Décime. | |
| | | | L'HECTOLITRE. |
| ...... | ...... | Octroi. — Décime. | |
| ...... | ...... | Deuxième décime. | |
| ...... | ...... | ................................ | Diminution de $0^f\ 02^c$ en principal. |
| ...... | ...... | | |
| ...... | ...... | ................................ | Jusqu'en 1465 sol par livre du prix de vente. |
| De 1692 à 1783, mêmes droits que pour le charbon de bois. | | | |
| ...... | ...... | Droit fixe. | |
| ...... | ...... | ................................ | Suppression générale. |
| | | | LA VOIE DE 2 HECTOLITRES. |
| ...... | ...... | Octroi. — Décime. | |
| ...... | ...... | *Idem.* | |
| ...... | ...... | ................................ | Diminution de $0^f\ 20^c$ en principal. |
| ...... | ...... | Deuxième décime................. | Pour la Ville. |
| ...... | ...... | ................................ | Diminution de $0^f\ 02^c$ en principal. |
| | | | LES 100 KILOGRAMMES. |
| ...... | ...... | Octroi. — Décimes. | |

TABLEAU n° 3. COMBUSTIBLES. (Fin.)

| ANNÉES. | TITRES de PERCEPTION. | DROITS D'ENTRÉE | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | pour le TRÉSOR. | pour la VILLE. | pour les HÔPITAUX. | pour les OFFICIERS de police. | SURTAXES. | À DÉDUIRE pour suppression | TOTAL après chaque variation. |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| | **Soudes** entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1627.. | Arrêt 20 janvier.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1628.. | Décl. 31 mars.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ..... | ...... |
| 1629.. | Let. pat. 14 octobre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1644.. | Édit novembre.... | ...... | ...... | ...... | 10 | ...... | ...... | 10 |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | 2 | ...... | ...... | 12 |
| 1647.. | Édit mars........ | ...... | ...... | ...... | 12 | ...... | ...... | 1 4 |
| 1654.. | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 | ...... | 1 10 |
| 1657.. | Édit février...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 6 | ...... | 1 11 6 |
| 1658.. | Arrêt 10 avril..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 | ...... | 1 12 |
| 1660.. | Arrêt 8 octobre... | 8 | ...... | ...... | 16 | ...... | 1 12 | 1 12 |
| 1681.. | Ord. 22 juillet.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 12 |
| 1682.. | Arrêt 9 juin...... | 1 12 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 12 |
| 1683.. | Arrêt 8 janvier.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 12 |
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 13 |
| 1693.. | Décl. 16 juin..... | 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 19 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| | Décl. 3 mars...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 | ...... | 2 4 |
| 1709.. | Décl. 25 octobre... | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 8 |
| 1711.. | Décl. 3 janvier.... | ...... | ...... | 2 | ...... | ...... | 4 | 2 6 |
| 1715.. | Décl. 7 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 | ...... | 2 10 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 7 | 4 | ...... | 2 17 4 |
| 1743.. | Décision 19 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 17 4 |
| 1747.. | Édit septembre... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 11 | ...... | 2 19 3 |
| 1758.. | Décl. 13 décembre. | 10 | ...... | ...... | ...... | 2 | ...... | 3 11 3 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 3 | ...... | 3 14 |
| 1763.. | Décl. 21 novembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 3 | ...... | 3 16 9 |
| 1771.. | Édit novembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 6 | ...... | 4 2 3 |
| 1781.. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 19 |
| 1786.. | ? | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 4 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 4 | ...... |

**Cendres** entrant.

## COMBUSTIBLES. (Fin.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROIT DE VENTE pour le TRÉSOR. 12 | DROIT DE VENTE pour les OFFICIERS de police. 13 |
|---|---|---|---|
| | | par livre du prix. l. s. d. | l. s. d. |
| | LES 100 LIVRES. Mêmes droits que pour le bois à brûler jusqu'en 1602 où l'omission au tarif interrompit la perception. | | |
| ........................... | ................................... | 1 | |
| ........................... | ................................... | 1 | |
| ........................... | ................................... | 1 | |
| Contrôleurs-priseurs. | Mêmes officiers que pour les cendres et les gravelées. | | |
| Jurés-jaugeurs. | | | |
| Contrôleurs-visiteurs............... | Et nouveaux jurés-jaugeurs. | | |
| Parisis.......................... | Quart des droits principaux. | | |
| Sol pour livre des conservateurs...... | Sur les droits principaux et sur le parisis. | | |
| Six deniers pour livre des Trésoriers... | Sur les droits principaux, le parisis et le s. p. l. | | |
| ........................... | Attribution du tiers des droits au Trésor. | | |
| ........................... | Nouvelle réglementation. | | |
| Droit unique. | | | |
| *Idem*.......................... | *Idem*. | | |
| Domaine et barrage. | | | |
| Poids-le-Roi. | | | |
| Doubl. du Domaine et barrage. | | | |
| Deux sous pour livre............... | Pour le Trésor sur ses droits principaux. | | |
| Dixième. | | | |
| Vingtième de l'hôpital général....... | Remplaçant le dixième. | | |
| Deux sous pour livre............... | Pour le Trésor sur ses droits principaux. | | |
| Gardes de nuit. — Plancheyeurs. | | | |
| ........................... | Déduction de la tare. Dès lors droits calculés s^r 92 l. | | |
| ........................... | Applic. des s. p. l. aux droits non encore surtaxés. | | |
| Don gratuit. | | | |
| Un sou pour livre.................. | Pour le Trésor sur tous les droits principaux. | | |
| *Idem*.......................... | *Idem*. | | |
| Deux sous pour livre............... | *Idem*. | | |
| ........................... | Suppression des s. p. l. de 1771. | | |
| Droit fixe. | | | |
| ........................... | Suppression générale. | | |

Droits analogues de 1602 à 1791 et montant alors à 56^l 12^s 3^d les 2,000 livres.

Tableau n° 4.

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE pour le trésor. 3 | pour la ville. 4 | pour les hôpitaux. 5 | pour les officiers de police. 6 | surtaxes. 7 | à déduire pour suppression. 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Pelleteries et peaux.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 2ˢ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2ˢ |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 2ˢ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2ˢ |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1337.. | Let. pat. 10 déc... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Peaux de bœuf, vache, cheval, mouton, veau,** écrues ou à poil, entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1585.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1627.. | Édit février...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1640.. | Arrêt 1ᵉʳ février... | 2 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 6 |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 6 |
| 1681.. | Ord. juillet...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1689.. | Décl. 29 novembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1692.. | Décl. 17 septembre | 1 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 6 | 1 1 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 1 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 2 |
| | Décl. 5 mars..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 | ...... | 2 4 |
| 1709.. | Décl. 29 octobre.. | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 | 2 8 |
| 1711.. | Décl. 3 janvier.... | ...... | ...... | 2 | ...... | ...... | ...... | 2 6 |
| 1715.. | Décl. 7 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 | ...... | 2 10 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 7 | ...... | ...... | 9 10 |
| 1747.. | Édit septembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 2 | ...... | 11 10 2 |
| 1758.. | Décl. 10 décembre. | 10 | ...... | ...... | ...... | 2 | ...... | 23 10 2 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 19 | ...... | 24 9 2 |
| 1763.. | Décl. 21 novembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | 19 | ...... | 25 8 2 |
| 1771.. | Décl. 26 juillet... | ...... | ...... | 2 | ...... | 12 | ...... | 28 2 |
| | Édit novembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 18 5 | ...... | 29 18 7 |
| 1781.. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 4 5 | 9 16 | 21 7 |
| 1790.. | Let. pat. 24 mars.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 21 7 | ...... |

**Pelleteries fines. — Peaux de lapin,** entrant par terre :

**Chapeaux de feutre,** entrant par terre :

## DÉPOUILLES D'ANIMAUX.

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS de VENTE. 12 |
|---|---|---|
| | LA CHARRETTE. | |
| Conduit. | | |
| | LA CHARGE DE CHEVAL. | |
| Péage du Petit-Pont. | | |
| | QUANTITÉS DIVERSES. | |
| ........................ | Hallage et tonlieu jusqu'en 1651 fixés selon les espèces, principalement pour les peaux de mouton........ | ? |
| ........................ | Vente et achat........ | 4 d. p. l. |
| ........................ | *Idem*........ | 4 |
| ........................ | Vente et revente........ | 4 |
| ........................ | *Idem*........ | 4 |
| | CHAQUE GRAND CUIR OU DOUZAINE DE PETITS. | sous. |
| ........................ | Contrôleurs-marqueurs de peaux et cuirs........ | 3* |
| ........................ | Prud'hommes........ | 3 |
| ........................ | Vendeurs, déchargeurs et lotisseurs........ | 1 p. l. |
| | LA CHARRETTE DE 2,000 LIVRES. | |
| Barrage........ | Jusqu'en 1692. | |
| Domaine........ | *Idem.* | |
| Parisis sol et 6 den. p^r livre | Pour le Trésor sur les droits de police........ | ? |
| *Idem*........ | Aliénation aux officiers. | |
| Domaine et barrage. | | |
| Doub^t du dom. et barrage. | | |
| Deux sous pour livre..... | Pour le Trésor sur ses droits principaux. | |
| Dixième. | | |
| Vingtième de l'hôpital gén. | Remplaçant le dixième. | |
| Deux sous pour livre..... | Pour le Trésor sur ses droits principaux. | |
| Droit des officiers. | | |
| ........................ | Application des sous pour livre aux droits non encore surtaxés. | |
| Droit gratuit. | | |
| Un sou pour livre........ | Pour le Trésor sur tous les droits principaux. | |
| *Idem*........ | *Idem.* | |
| 2^e vingtième de l'hôpit. gén. | | |
| Deux sous pour livre..... | *Idem.* | |
| *Idem*........ | *Idem.* — Suppression des droits de police et de leurs sous pour livre. | |
| Droit fixe........ | Suppression des droits sur les cuirs et peaux. | |

De 1692 à 1791, mêmes droits que ci-dessus, à l'exception de ceux de domaine et barrage et de leur doublement qui n'étaient ensemble que de 2 livres.

De 1692 à 1791, mêmes droits que ceux ci-dessus, à l'exception de ceux de domaine et barrage et de leur doublement qui étaient de 6 livres.

**Tableau n° 4.** DÉPOUILLES D'ANIMAUX. (Fin.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Mégisseries.** | | | | | | | |
| 1360.. | Inst. G^d^ C^l^ 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Cuirs.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | $2^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^{s}$ |
| | *Idem*............ | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 |
| | *Idem*............ | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 |
| | *Idem*............ | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| | *Idem*............ | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | $1^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $1^{s}$ |
| | *Idem*............ | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| | *Idem*............ | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 |
| 1268.. | Livre des métiers.. | $2^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^{s}$ |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360.. | Inst. G^d^ C^l^ 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| ? | ? | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1681.. | Ord. juillet....... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1689.. | Décl. 29 novembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Cuirs forts de Hongrie** et **tous autres cuirs préparés**, **dorés** ou **gaufrés**, entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1640.. | Arrêt 1^er^ février... | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 |
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 | 1 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 7 | ...... | ...... | 9 |
| 1758.. | Décl. 10 décembre. | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 19 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 1 18 | ...... | 7 10 | ...... | 20 18 |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 8 | ...... | 28 8 |
| 1781.. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 9 16 | 20 |
| 1790.. | Let. pat. 24 mars. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 20 | ...... |
| | **Ivoire.** | | | | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |

**Dents d'éléphant**, **cornes de cerf** et **de bœuf**, **os de sèche**, **baleines**, **plumes**, etc., entrant par terre :

DÉPOUILLES D'ANIMAUX. (Fin.)

| DÉNOMINATION des droits d'introduction principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS de VENTE. 12 |
|---|---|---|
| | | Par livre du prix. s. d. |
| ........................ | ........................ | 1 |
| | LA CHARRETTE. | |
| Chaussées. | | |
| Péage du Petit-Pont ...... | Cuirien de sauvagine. (Peau de fauve ?) | |
| *Idem*.................. | Cordouan (peau de chèvre corroyée). | |
| *Idem*.................. | Basane (peau de mouton). | |
| *Idem*.................. | Fourniments tannés à Sollers (pour souliers). | |
| | LE TACRE (PAQUET DE 10 CUIRS). | |
| ........................ | Cuirs sans désignation particulière. | |
| ........................ | Cuirs de cerf. | |
| ........................ | Cuirs mégis. | |
| | QUANTITÉ INCONNUE. | |
| Conduit................ | Cuirs passant. | |
| ........................ | Tonlieu et hallage des cuirs préparés.................. | ? |
| ........................ | Tonlieu des basanes et du cordouan.................. | ? |
| ........................ | Cuir cordouan, jusqu'en 1465.................. | 1 |
| ........................ | Courroies, gants, bourses, jusqu'en 1465.................. | 1 |
| ........................ | Coutume des cordonniers ou sueurs, jusqu'en 1651.................. | ? |
| ........................ | Mêmes officiers de police que pour les peaux. | |
| Parisis, sol et six deniers.. | Pour le Trésor, sur les droits de police. | ? |
| *Idem*.................. | Aliénation aux officiers de police. | |
| | LA CHARRETTE DE 2,000 LIVRES. | |
| Barrage. | | |
| Domaine. | | |
| Domaine et barrage. | | |
| Doub' du dom. et barrage. | | |
| Officiers de police. | | |
| Don gratuit. | | |
| Vingtième de l'hôpital gén. | Remplaçant le dixième de 1709. | |
| Huit sous pour livre...... | Pour le Trésor sur les droits principaux. | |
| Deux sous pour livre...... | *Idem*. — Suppression des droits de police et de leurs sous pour livre. | |
| ........................ | Suppression des droits sur les cuirs et peaux. | |
| ........................ | Vente et achat.................. | 4 |
| ........................ | Vente et revente.................. | 4 |
| ........................ | *Idem*.................. | 4 |

De 1692 à 1791, mêmes droits que pour les cuirs.

**Tableau n° 5.**



| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE — pour le trésor. 3 | pour la ville. 4 | pour les hôpitaux. 5 | pour les officiers de police. 6 | surtaxe. 7 | à déduire pour suppression 8 | total après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| **Laine lavée** entrant par terre. | | | | | | | | |
| 1268 .. | Livre des métiers.. | $2^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^{s}$ |
| | *Idem*.......... | $2^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^{s}$ |
| 1640 .. | Édit novembre.... | $5^{s}$ $6^{d}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $5^{s}$ $6^{d}$ |
| 1651 .. | Décl. 8 février.... | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 6 |
| 1360 .. | Inst. G[d] C[l] 18 déc.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| **Laine non lavée** entrant par terre. | | | | | | | | |
| 1268 .. | Livre des métiers.. | $1^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $1^{s}$ |
| | *Idem*.......... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1268 .. | Livre des métiers.. | $\frac{1}{4}^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $\frac{1}{4}^{s}$ |
| 1268 .. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360 .. | Inst. G[d] C[l] 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| **Lin** entrant par terre. | | | | | | | | |
| 1268 .. | Livre des métiers.. | $2^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^{s}$ |
| | *Idem*.......... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*.......... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1640 .. | Édit novembre.... | $5^{s}$ $6^{d}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $5^{s}$ $6^{d}$ |
| 1651 .. | Décl. 8 février ... | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 6 |
| 1268 .. | Livre des métiers.. | $\frac{1}{2}^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $\frac{1}{2}^{s}$ |
| 1360 .. | Inst. G[d] C[l] 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| **Chanvre. — Corderie** entrant par terre. | | | | | | | | |
| 1268 .. | Livre des métiers.. | $2^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^{s}$ |
| | *Idem*.......... | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| | ................ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | ................ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360 .. | Inst. G[d] C[l] 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1640 .. | Édit novembre.... | $5^{s}$ $6^{d}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $5^{s}$ $6^{d}$ |
| 1651 .. | Décl. 8 février.... | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 6 |
| **Coton en laine.** | | | | | | | | |
| 1341 .. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350 .. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351 .. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| **Laines** et **soies écrues, fleurets non ouvrés, lin, chanvre, filasse, cordes, crins, bourres,** etc., entrant par terre : | | | | | | | | |

## MARCHANDISES NON OUVRÉES.

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux et additionnels. 10 | OBSERVATIONS 11 | DROIT de VENTE. 12 |
|---|---|---|
| | | s. d. |
| | LA CHARRETTE. | |
| Chaussées..................... | En outre une obole par 9 livres pesant pour le Poids-le-Roi. | |
| Conduit. | | |
| Barrage. | | |
| Domaine.................... | Laine écrue. | |
| | TOUTE QUANTITÉ. | |
| ........................... | Jusqu'en 1465.................................... | 1. p. l. |
| | LA CHARRETTE. | |
| Chaussées. | | |
| ........................... | Congé et hallage.................................. | 1ᵉ |
| | LA CHARGE D'HOMME. | |
| Péage du Petit-Pont. | | |
| | LES 12 TOISONS. | |
| ........................... | Tonlieu.......................................... | 1ᵉ |
| | TOUTE QUANTITÉ. | |
| ........................... | Jusqu'en 1465.................................... | 1 p. l. |
| | LA CHARRETTE. | |
| Chaussées. | | |
| ........................... | Tonlieu.......................................... | 3ᵉ |
| ........................... | Congé et hallage.................................. | 1ᵉ |
| Barrage. | | |
| Domaine.................... | Lin non filé. | |
| | LE SOMMIER. | |
| Péage du Petit-Pont. | | |
| | TOUTE QUANTITÉ. | |
| ........................... | Jusqu'en 1465.................................... | 1 p. l. |
| | LA CHARRETTE. | |
| Chaussées. | | |
| Péage du Petit-Pont. | | |
| ........................... | Tonlieu. | |
| ........................... | Congé et hallage. | |
| ........................... | Filanderie jusqu'en 1465............................ | 1 p. l. |
| Barrage. | | |
| Domaine.................... | Chanvre non filé. | |
| | LA BALLE. | |
| ........................... | Vente et achat.................................... | 12ᵉ |
| ........................... | Vente et revente.................................. | 2ᵉ |
| ........................... | *Idem*............................................ | 3 |

De 1692 à 1791, mêmes droits que pour les cuirs (voir fin du tableau n° 4) et en plus 6 sous par quintal, pour le droit de Poids-le-Roi avec ses 2 vingtièmes et 10 sous pour livre.

**Tableau n° 6.**

## MARCHANDISES OUVRÉES.

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXE. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Laine filée.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 4s | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4s |
| | *Idem*............ | 2s | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2s |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360.. | Inst. Gd Cl 18 déc.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Tapisseries.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1360.. | Inst. Gd Cl 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Draps** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 2s | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2s |
| | *Idem*............ | 2s | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2s |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 1s | ...... | ...... | ...... | ...... | ... .. | 1s |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1337.. | Let. pat. 10 déc... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Draps, serges, camelots. — Tapisseries** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1360.. | Inst. Gd Cl 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1465.. | Ord. 3 août...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1571.. | Édit mars........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1582.. | Édit décembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1640.. | Arrêt 1er février... | 5s | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5s |
| 1643.. | Décl. 14 octobre.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1644.. | Décl. 15 juin..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | 2s | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2s 5 |
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | 2s 5s | 3 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 7s | ...... | ...... | 13 |
| 1758.. | Décl. 10 décembre. | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 23 |
| 1768.. | Édit avril........ | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 26 |
| | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | 2s 12s | ...... | ...... | ...... | 28 12 |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | 14s 6s | ...... | 42 18 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 42 18 | ...... |

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. | OBSERVATIONS. | DROITS DE VENTE — POUR LE TRÉSOR. En gros. | DROITS DE VENTE — POUR LE TRÉSOR. En détail. | DROITS DE VENTE — pour les OFFICIERS de police. |
|---|---|---|---|---|
| 10 | 11 | 12 | 13 | 14 |
| | LA CHARRETTE. | s. d. | s. d. | s. d. |
| Péage du Petit-Pont....... | Excepté pour les femmes traînant ou portant. | | | |
| Conduit. | | | | |
| | LA PIÈCE. | | | |
| ...................... | Tonlieu.................................. | $\frac{1}{2}^{v}$ | $\frac{1}{2}^{v}$ | |
| ...................... | Congé et hallage.......................... | $\frac{1}{2}$ | $\frac{1}{2}$ | |
| | | Par livre du prix. | | |
| ...................... | Jusqu'en 1465.............................. | 1 | 1 | |
| ...................... | Jusqu'en 1465.............................. | 1 | 1 | |
| | LA CHARRETTE. | s. d. | s. d. | s. d. |
| Chaussées. | | | | |
| Conduit. | | | | |
| | LA CHARGE D'ÂNE. | | | |
| Péage du Petit-Pont. | | | | |
| | LA PIÈCE. | | | |
| ...................... | Tonlieu du drap écarlate...................... | $2^{v}$ | $2^{v}$ | |
| ...................... | Tonlieu du drap d'autres couleurs.............. | $12^{v}$ | $12^{v}$ | |
| ...................... | Tonlieu du drap ordinaire...................... | 3 | 3 | |
| ...................... | Congé et hallage — selon les qualités, depuis.... | 4 | 4 | |
| | | Par livre du prix. | | |
| ...................... | Vente et achat.............................. | 4 | 4 | |
| ...................... | *Idem*...................................... | 4 | 4 | |
| ...................... | Vente et revente............................ | 4 | 4 | |
| ...................... | *Idem*...................................... | 4 | 4 | |
| | LA CHARRETTE DE 2,000 livres. | | | |
| ...................... | .......................................... | 1 | 1 | |
| ...................... | Suppression du droit de vente au détail.......... | 1 | | |
| ...................... | Auneurs-contrôleurs. — Visiteurs et marqueurs... | 1 | | |
| ...................... | Aliénation probable du s. p. l. à ces officiers...... | ........ | ........ | 1 |
| Barrage................ | .......................................... | ........ | ........ | 1 |
| ...................... | Rétablissement du s. p. l. pour le Trésor........ | 1 | | |
| ...................... | Suppression de ce droit. | | | |
| Domaine. | | | | |
| Domaine et barrage. | | | | |
| Doublem^t du dom. et barr.. | | | | |
| Droits de police. | | | | |
| Don gratuit............. | | | | |
| ...................... | Suppression et attribution au T^r des droits de police. | | | |
| Vingtièmes de l'hôpital gén. | | | | |
| Dix sous pour livre. | | | | |
| ...................... | Suppression générale. | | | |

| ANNÉES. | TITRES de PERCEPTION. | DROITS D'ENTRÉE | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | pour le TRÉSOR. | pour la VILLE. | pour les HÔPITAUX. | pour les OFFICIERS de police. | SURTAXES. | À DÉDUIRE pour suppression | TOTAL après chaque variation. |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d |

**Draps de soie**, sans mercerie, entrant par terre.

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1268 .. | Livre des métiers . | 1[s] | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1[s] |

**Toiles de lin**, entrant par terre.

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1268 .. | Livre des métiers . | 4[s] | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4[s] |

**Toiles de lin ou de chanvre, canevas, treillis, fils ouvrés,** entrant par terre.

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1268 .. | Livre des métiers . | 2[s] | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2[s] |
| 1268 .. | Livre des métiers . | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1268 .. | Livre des métiers . | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |

**Coton filé.**

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1341 .. | Let. pat. 25 avril . | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350 .. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351 .. | Let. pat. 3 mai... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1693 .. | Arrêt 16 juin..... | 3[s] | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3[s] |
| 1705 .. | Décl. 7 juillet..... | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 |
| 1360 .. | Inst. G[d] C[l] 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |

**Feutres, chapeaux, bas.**

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1360 .. | Inst. G[d] C[l] 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |

**Chapeaux, bas, soie filée, fleurets ouvrés, étoffes de soie, fils, dentelles, surfaix, sangles,** etc., entrant par terre.

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1640 .. | Édit novembre ... | 5 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 6 |
| 1651 .. | Décl. 8 février.... | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 6 |
| 1692 .. | Décl. 17 septembre | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 6 | 3 |
| 1705 .. | Décl. 7 juillet.... | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 |
| 1730 .. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 7 | ...... | ...... | 13 |
| 1758 .. | Décl. 10 décembre | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 23 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 2 6 | ...... | ...... | ...... | 25 6 |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | 12 13 | ...... | 37 19 |
| 1791 .. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 37 19 | ...... |

**Toiles, canevas, coutils, treillis, bougrans, serviettes, mousselines, batistes, futaines, basins, toiles de coton, de lin** et autres ouvrages de **fil**, entrant par terre.

## MARCHANDISES OUVRÉES. (Suite.)

| DÉNOMINATION des droits d'introduction principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS de VENTE. 12 s. | d. |
|---|---|---|---|
| | LA PIÈCE. | | |
| Péage du Petit-Pont. | | | |
| | LA CHARRETTE. | | |
| Péage du Petit-Pont. | | | |
| | LA CHARRETTE. | | |
| Conduit. | | | |
| | LA CHARGE D'HOMME. | | |
| ........................ | Tonlieu........................................................ | | ½p |
| | LA PIÈCE. | | |
| ........................ | Congé et hallage........................................................ | ? | |
| | LA BALLE. | | |
| ........................ | Vente et achat........................................................ | 3p | |
| ........................ | Vente et revente........................................................ | 3 | |
| ........................ | *Idem*........................................................ | 4 | 6 |
| | LE QUINTAL. | | |
| Poids-le-Roi | | | |
| Doublement ............ | Jusqu'en 1791 avec vingtièmes et sous pour livre. | | |
| | | Par livre du prix. | |
| | TOUTE QUANTITÉ. | | |
| ........................ | Jusqu'en 1465........................................................ | 1 | |
| ........................ | Jusqu'en 1465........................................................ | 1 | |
| | LA CHARRETTE DE 2,000 LIVRES. | | |
| Barrage. | | | |
| Domaine................ | Excepté pour les fils ouvrés ou non qui devaient 1s 10d. | | |
| Domaine et barrage. | | | |
| Doubt du dom. et barrage. | | | |
| Auneurs, etc. | | | |
| Don gratuit. | | | |
| Vingtièmes de l'hôpit. gén.. | | | |
| Dix sous pour livre....... | Pour le Trésor sur tous les droits principaux. | | |
| ........................ | Suppression générale. | | |

Mêmes droits que ci-dessus excepté :
Pour les officiers de police, 11 deniers par aune. } 1 sou + vingtièmes et 10 s. p. l.
Pour les droits rétablis, 1 denier par aune...... }

**Tableau n° 6.** MARCHANDISES OUVRÉES. (Fin.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE: pour le trésor. 3 | pour la ville. 4 | pour les hôpitaux. 5 | pour les officiers de police. 6 | surtaxes. 7 | à déduire pour suppression 8 | total après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| | **Aumusses, bonnets, bas, pourpoints, ouvrages de doubletage** (à deux couleurs). | | | | | | | |
| 1360 .. | Inst. G^d^ C^l^ décemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Coustes (couvertures). — Coussins**, entrant par eau. | | | | | | | |
| 1268 .. | Livre des métiers . | $\frac{1}{2}^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $\frac{1}{2}^{r}$ |
| 1360 .. | Inst. G^d^ C^l^ 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Friperies**, entrant par terre. | | | | | | | |
| 1268 .. | Livre des métiers . | $2^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^{r}$ |
| | Les mêmes, entrant par eau. | | | | | | | |
| 1268 .. | Livre des métiers . | $\frac{1}{2}^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $\frac{1}{2}^{r}$ |
| | **Merceries**, entrant par terre. | | | | | | | |
| 1268 .. | Livre des métiers . | $4^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $4^{r}$ |
| | *Idem* ........... | $2^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^{r}$ |
| 1640 .. | Édit novembre... | $5^{r}$ $6^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $5^{r}$ $6^{r}$ |
| 1651 .. | Décl. 8 février ... | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 6 |
| 1692 .. | Décl. 17 sept.... | $1^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | $15^{r}$ $6^{r}$ | $1^{r}$ |
| | Les mêmes, entrant par eau. | | | | | | | |
| 1268 .. | Livre des métiers . | $\frac{1}{2}^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $\frac{1}{2}^{r}$ |
| | **Peintures, imageries.** | | | | | | | |
| 1360 .. | Inst. G^d^ C^l^ 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Sains de Moustier (statues de sainteté)**, entrant par terre. | | | | | | | |
| 1268 .. | Livre des métiers . | $2^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^{r}$ |
| | **Papiers et cartons**, entrant par terre. | | | | | | | |
| 1640 .. | Édit novembre ... | $5^{r}$ $6^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $5^{r}$ $6^{r}$ |
| 1651 .. | Décl. 8 février ... | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 6 |
| 1692 .. | Décl. 17 septemb. | $1^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | $15^{r}$ $6^{r}$ | $1^{r}$ |
| 1705 .. | Décl. 7 juillet.... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| 1730 .. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1743 .. | Édit décembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1758 .. | Décl. 10 décembre | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 12 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | $1^{r}$ $4^{r}$ | ...... | ...... | ...... | 13 4 |
| | *Idem* .......... | ...... | ...... | ...... | ...... | $6^{r}$ $12^{r}$ | ...... | 19 16 |
| 1791 .. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 19 16 | ...... |

MARCHANDISES OUVRÉES. (Fin.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS de VENTE. 12 |
|---|---|---|
| | | Par livre du prix. |
| ...................... | Jusqu'en 1465.................................................... | 1 s. |
| | LA PIÈCE. | |
| Rivage de Seine. | | |
| ...................... | Jusqu'en 1465.................................................... | 1 |
| | LA CHARRETTE. | |
| Péage du Petit-Pont. | | |
| Rivage de Seine. | | |
| | Exemption de 1/2 pour les objets portés au marché. | |
| Péage du Petit-Pont.<br>Conduit.<br>Barrage.<br>Domaine.<br>Domaine et barrage. .... | Ensuite mêmes droits que pour les cuirs. (Voir tableau n° 4.) | |
| | LA CHARGE D'HOMME. | |
| Rivage de Seine. | | |
| ...................... | Jusqu'en 1465.................................................... | 1 |
| | LA PIÈCE. | |
| Péage du Petit-Pont...... | A destination du commerce. | |
| | LA CHARRETTE DE 2,000 LIVRES. | |
| Barrage.<br>Domaine.<br>Domaine et barrage.<br>Doubl. du dom. et barrage. | | |
| Droits de police......... | Selon les qualités, par rame, paquet, etc. | |
| Droits rétablis........... | *Idem.* D'abord du tiers des droits de police. — Égaux depuis 1756. | |
| Don gratuit.<br>Vingtièmes de l'hôpit. gén.<br>Dix sous pour livre. | | |
| ...................... | Suppression générale. | |

**Tableau n° 7.**

# MÉTAUX.

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE — pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| | **Tous métaux** entrant par terre. | | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | $2^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^{s}$ |
| | *Idem*............ | $2^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^{s}$ |
| | Les mêmes entrant par eau. | | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | $\frac{1}{2}^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $\frac{1}{2}^{s}$ |
| | **Or.** | | | | | | | |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | Objets d'or, dorés ou émaillés. | | | | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Argent.** | | | | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Orfèvrerie.** | | | | | | | |
| 1360.. | Inst. Gd Cl. 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Cuivre.** | | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Chaudronnerie, dinanderie** (Objets en cuivre jaune). | | | | | | | |
| 1360.. | Inst. Gd Cl. 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Étain.** | | | | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Pots et ouvrages d'étain.** | | | | | | | |
| 1360.. | Inst. Gd Cl. 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |

## MÉTAUX.

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS de VENTE. 12 |
|---|---|---|
| | LA CHARRETTE. | |
| Chaussées. | | |
| Conduit | Excepté le fer et l'acier. | |
| | TOUTE QUANTITÉ. | |
| Rivage de Seine | Excepté l'or et l'argent monnayés. | |
| | LE MARC. | |
| ........ | Vente par les changeurs | $10^{dp}$ |
| ........ | *Idem* | 9 |
| | LA PIÈCE. | |
| ........ | Vente par les changeurs et les orfèvres | $4^{d}$ $p^{r}$ liv. |
| ........ | Vente et revente | $4^{dp}$ |
| ........ | *Idem* | 6 |
| | LE MARC. | |
| ........ | Vente par les changeurs et les orfèvres | $1^{dp}$ |
| ........ | *Idem* | 11 |
| ........ | Vente par les orfèvres | 3 |
| ........ | Vente par les changeurs | $1\frac{1}{2}^{t}$ |
| | LA PIÈCE. | |
| ........ | Jusqu'en 1465 | sol $p^{r}$ liv. |
| | LA CHARRETTE. | |
| ........ | Tonlieu | $2^{dp}$ |
| | LES 100 LIVRES. | |
| ........ | Vente et achat | $12^{dp}$ |
| ........ | Vente et revente | 2 |
| ........ | *Idem* | $3^{st}$ |
| ........ | Jusqu'en 1465 | sol $p^{r}$ liv. |
| | LES 100 LIVRES. | |
| ........ | Vente et achat | $6^{dp}$ |
| ........ | Vente et revente | 12 |
| ........ | *Idem* | 18 |
| | LA PIÈCE. | |
| ........ | Jusqu'en 1465 | Sol $p^{r}$ liv. |

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| | | | | **Plomb.** | | | | |
| 1341 .. | Let. pat. 25 juillet. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350 .. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351 .. | Let. pat. 3 mai... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | | | | **Fonte** entrant par terre. | | | | |
| 1268 .. | Livre des métiers.. | 2s | ..... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2s |
| | *Idem*........... | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 |
| | | | | **Fer** entrant par terre. | | | | |
| 1268 .. | Livre des métiers.. | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1268 .. | Livre des métiers.. | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 |
| | | | | **Faucilles. — Fil à haubert ouvré.** | | | | |
| 1268 .. | Livre des métiers.. | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| | | | | **Clous de fer à cheval** entrant par terre. **Ferrures de charrette** *Idem.* **Lames pour armure** *Idem.* **Lieus de fer trentein** (fabriqués à Trente). **Hapes** (hameçons) *Idem.* | | | | |
| 1268 .. | Livre des métiers.. | $\frac{1}{2}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $\frac{1}{2}$ |
| | *Idem*............ | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| | | | | **Hauberts, heaumes, lames, boucles, lanternes, pots** et **ouvrages de fer. maréchalerie.** | | | | |
| 1360 .. | Inst. Gd Cl. 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | | | | **Acier** entrant par terre. | | | | |
| 1268 .. | Livre des métiers.. | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*............ | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 |

MÉTAUX. (Suite.)

| DÉNOMINATION des droits d'introduction principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS de vente. 12 |
|---|---|---|
| | LES 100 LIVRES. | |
| ........................ | Vente et achat........................................ | 2d p |
| ........................ | Vente et revente........................................ | 4 |
| ........................ | *Idem*........................................ | 6 |
| | LA PIÈCE. | |
| Péage du Petit-Pont............ | Avant la forge. | |
| *Idem*........................ | Après la forge. | |
| | LA CHARRETTE. | |
| Conduit. | | |
| ........................ | Toulieu........................................ | 2 |
| | LA CHARGE DE CHEVAL. | |
| Péage du Petit-Pont. | | |
| | LA CHARRETTE. | |
| Péage du Petit-Pont. | | |
| | LE PAQUET. | |
| | LA PIÈCE. | |
| | LES 25. | |
| | LES 6. | |
| | LES 500. | |
| Rivage de Seine. | | |
| Péage du Petit-Pont. | | |
| ........................ | Coutume de la quincaillerie, jusqu'en 1465 au moins.............. | sol pr liv. |
| | LA CHARRETTE. | |
| Conduit. | | |
| ........................ | Toulieu........................................ | 2d p |
| Péage du Petit-Pont............ | Pour l'acier poitevin et les heaumes. | |

Tableau n° 7.



| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE — pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES? 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Cuivre, airain, laiton, plomb, étain, fer, fonte, acier, fil d'archal et de fer-blanc, ferrailles, etc.,** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1640.. | Arrêt 1er février... | 3 9 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 9 |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | 2 | .. ... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 9 |
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 9 | 1 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| 1730.. | Édit juin......... | ...... | ...... | ...... | 7 | ...... | ...... | 9 |
| 1758.. | Décl. 10 décembre. | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 19 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 1 18 | ...... | ...... | ...... | 20 18 |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 9 | ...... | 31 7 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 31 7 | ...... |
| | **Cuivre** entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1848.. | Décret 17 juin.... | ...... | 0 05 | ...... | ...... | 0 01 | ...... | 0 06 |
| | **Zinc et fer** entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1848.. | Décret 17 juin.... | ...... | 0 01 | ...... | ...... | 0 002 | ...... | 0 012 |
| | **Fer** entrant sous forme de poitrails, solives, pièces pour combles, marches d'escalier et autres pièces façonnées pouvant entrer dans les constructions. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1864.. | Décret 1er avril.... | ...... | 3 00 | ...... | ...... | 0 60 | ...... | 3 60 |
| | Fer, acier Bessemer et autre métal ferro-aciéreux entrant sous forme de poitrails, solives, pièces pour combles, marches d'escalier, fers à T de toutes espèces, tôles striées et ondulées, chasse-roues, rails de toutes espèces. Fers tors et à croix; fers à olive, fers à moulure, fers à vitrage de toutes dimensions, fers rainés de toutes dimensions, fers cornières et d'angles de toutes espèces, fers demi-ronds de 25 millimètres et au-dessus, larges-plats, de 175 millimètres de largeur et au-dessus, et d'une épaisseur minimum de 6 millimètres; fers creux ou tubes de toutes espèces, les tubes de tôle exceptés, coussinets et plaques tournantes. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1882.. | Décret 12 juillet.. | ...... | 3 60 | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 60 |
| | **Fonte** entrant sous toutes les formes dont la nomenclature est trop longue pour figurer ici. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1882.. | Décret 12 juillet... | ...... | 2 40 | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 40 |

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 |
|---|---|
| | LA CHARRETTE DE 2,000 LIVRES. |
| Barrage. | |
| Domaine. | |
| Domaine et barrage. | |
| Doublement du domaine et barrage. | |
| Droits de police. | |
| Don gratuit. | |
| Vingtièmes de l'hôpital général. | |
| Dix sous pour livre.................. | Pour le Trésor sur tous les droits principaux. |
| .............................. | Suppression générale. |
| | LE KILOGRAMME. |
| Octroi. — Décimes................ | Du 5 juillet au 30 septembre. — Suppression par décret du 9 de ce mois. |
| | LE KILOGRAMME. |
| Octroi. — Décimes................ | Du 5 juillet au 30 septembre. — Suppression par décret du 9 de ce mois. |
| | LES 100 KILOGRAMMES. |
| Octroi. — Décimes................ | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. |
| | Ne sont pas imposables les rails, coussinets et plaques tournantes en fer ou acier, des chemins de fer proprement dits, qualifiés comme tels dans les déclarations d'utilité publique et dans les actes de concession, et dont la nue propriété appartient à l'État ou au département. |
| | Ne sont pas imposables les tubes, tuyaux, manchons et consoles en fer ou acier, employés par l'Administration des postes et des télégraphes à l'établissement des lignes télégraphiques. |
| Octroi.......................... | Sans décimes. |
| | LES 100 KILOGRAMMES. |
| Octroi.......................... | Sans décimes. — Mêmes observations que ci-dessus pour les objets analogues. |

Tableau n° 8.



| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE pour le trésor. 3 | pour la ville. 4 | pour les hôpitaux. 5 | pour les officiers de police. 6 | surtaxes. 7 | à déduire pour suppression 8 | total après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Chaux entrant.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1360.. | Inst. Gd Cl. 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1415.. | Ord. février...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 6 5 | ...... | ...... | 6 5 |
| 1743.. | Édit décembre.... | 3 7 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 13 6 |
| 1781.. | Édit août... .... | 3 7 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 7 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 14 | ...... | ...... | ...... | 7 14 7 |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 17 3 | ...... | 11 11 10 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 11 10 | ...... |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1798.. | Loi 18 octobre.... | ...... | 0 75 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 75 |
| 1799.. | Loi 10 décembre.. | ...... | 0 15 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 90 |
| 1803.. | Arrêté 21 septemb. | ...... | 0 30 | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 20 |
| 1813.. | Décret 11 novemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 12 | ...... | 1 32 |
| 1814.. | Décret 27 avril... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 12 | 1 20 |
| 1815.. | Décret 16 août.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 12 | ...... | 1 32 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 12 | ...... | 1 44 |
| | Arrêté 12 octobre. | ...... | 1 20 | ...... | ...... | 0 24 | ...... | 2 88 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 084 | 1 356 |
| 1855.. | Décret 3 novemb.. | ...... | 0 02 | ...... | ...... | 0 004 | ...... | 1 38 |
| 1865.. | Décret 5 juillet... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Ciment entrant.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1743.. | Édit décembre.... | 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 1 | ...... | 4 | ...... | 1 1 |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 90 | ...... | ...... | 0 18 | ...... | 1 08 |
| | Chaux et ciment entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1865.. | Décret 5 juillet... | ...... | 1 00 | ...... | ...... | 0 20 | ...... | 1 20 |
| | **Plâtre entrant.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1360.. | Inst. Gd Cl. 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1743.. | Édit décembre.... | 1 5 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 5 4 |
| 1781.. | Édit août.... ... | 1 5 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 10 8 |
| | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | 5 | ...... | ...... | ...... | 2 15 8 |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 8 2 | ...... | 4 3 10 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 3 10 | ...... |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1798.. | Loi 18 octobre.... | ...... | 0 20 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 20 |
| 1799.. | Loi 10 décembre.. | ...... | 0 04 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 24 |
| 1803.. | Arrêté 21 septemb. | ...... | 0 11 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 35 |
| 1804.. | ? | ...... | 0 05 | ...... | ...... | ...... | 0 05 | 0 35 |
| 1813.. | Décret 11 novemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 035 | ...... | 0 385 |
| 1814.. | Décret 27 avril.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 035 | 0 35 |
| 1815.. | Décret 16 août.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 035 | ...... | 0 385 |
| 1818.. | Ord. 23 décembre. | ...... | 0 01 | ...... | ...... | 0 001 | ...... | 0 396 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 036 | ...... | 0 432 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 024 | 0 408 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 01 | ...... | ...... | 0 012 | ...... | 0 42 |

## MATÉRIAUX.

| DÉNOMINATION des droits d'introduction principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS de vente. 12 |
|---|---|---|
| | LE MUID OU VOIE DE 20 MINOTS. | s. d. |
| ........................ | Jusqu'en 1465............................................ | sol p^r livr. |
| ........................ | Mesureurs avec 2 s. 8 d. p. du vendeur et 4 s. p. de l'acheteur.......... | 6^r 8^r |
| Officiers de police. | | |
| Droits rétablis. | | |
| Doublement. | | |
| Vingtièmes de l'hôpital gén. | | |
| Dix sous pour livre....... | Pour le Trésor sur les droits principaux. | |
| ........................ | Suppression générale. | |
| | L'HECTOLITRE. | |
| Octroi municip^l et de bienf. | (27 vendémiaire an VII.) | |
| *Idem*.................. | (19 frimaire an VIII.) | |
| *Idem*.................. | (4^e jour complémentaire an XI.) | |
| Décime................ | Pour le Trésor. | |
| ........................ | Suppression du décime. | |
| Décime................. | Pour la Ville. | |
| Deuxième décime......... | Pour la Ville. | |
| Octroi. — Décime........ | | |
| Octroi. — Décimes....... | Diminution de 7 centimes en principal. | |
| *Idem*. | | |
| ........................ | Réunion de la chaux et du ciment en un seul article. | |
| | LE SAC DE DEUX BOISSEAUX. | |
| Droits rétablis. | | |
| Vingtièmes et 10 s. pour liv. | Jusqu'en 1791. | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | |
| Octroi. — Décimes....... | Ciment de toute espèce contenant de la chaux. | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | |
| Octroi. — Décimes....... | | |
| | LE MUID DE 36 SACS OU MINOTS. | |
| ........................ | Jusqu'en 1465............................................ | sol p^r livr. |
| Droits rétablis. | | |
| Doublement. | | |
| Vingtièmes de l'hôpital gén. | | |
| Dix sous pour livre. | | |
| ........................ | Suppression générale. | |
| | L'HECTOLITRE. | |
| Octroi municip^l et de bienf. | (27 vendémiaire an VII.) | |
| *Idem*.................. | (19 frimaire an VIII.) | |
| *Idem*.................. | (4^e jour complémentaire an XI.) | |
| *Idem*.................. | Diminution de 5 centimes, puis rétablissement en 1805. | |
| Décime................. | Pour le Trésor. | |
| ........................ | Suppression du décime. | |
| Décime. | | |
| Octroi. — Décime. | | |
| Deuxième décime. | | |
| Octroi. — Décimes. | | |
| *Idem*.................. | Diminution de 2 centimes en principal. | |

TABLEAU n° 8.

## MATÉRIAUX. (Suite.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE — pour le trésor. 3 | pour la ville. 4 | pour les hôpitaux. 5 | pour les officiers de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Moellons** BRUTS entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1360.. | Inst. Gᵈ Cˡ. 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1743.. | Édit décembre.... | 5 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 4 |
| 1781.. | Édit août........ | 5 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 8 |
| | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | 1 | ...... | ...... | ...... | 11 8 |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 10 | ...... | 16 6 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 16 9 | ...... |
| | MOELLONS PIQUÉS entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1743.. | Édit décembre.... | 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 |
| 1781.. | Édit août........ | 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 16 |
| | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | 1 | ...... | ...... | ...... | 17 |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 6 | ...... | 1 5 6 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 5 6 | ...... |
| | MOELLONS DE TOUTE ESPÈCE et **meulière** DE TOUTE DIMENSION entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1798.. | Loi 18 octobre.... | ...... | 1 00 | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 00 |
| 1799.. | Loi 10 décembre.. | ...... | 0 20 | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 20 |
| 1803.. | Arrêté 21 septemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 60 | 0 60 |
| 1813.. | Décret 11 novemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 06 | ...... | 0 66 |
| 1814.. | Décret 27 avril... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 06 | 0 60 |
| 1815.. | Loi 16 août...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 06 | ...... | 0 66 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 06 | ...... | 0 72 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 048 | 0 672 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 072 | 0 60 |
| 1874.. | Décret 18 juillet.. | ...... | 0 50 | ...... | ...... | 0 10 | ...... | 1 20 |
| | **Meules de moulin** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 2ᵈ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2ᵈ |
| | *Idem*........... | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | LES MÊMES entrant par eau. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | $\frac{1}{2}$ᵈ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $\frac{1}{2}$ᵈ |
| | MEULES À AIGUISER entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 2ᵈ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2ᵈ |
| | LES MÊMES entrant par eau. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 2ᵈ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2ᵈ |
| | *Idem*........... | $\frac{1}{2}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $\frac{1}{2}$ |
| | ............... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Mortiers à piler ouvrés** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 2ᵈ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2ᵈ |

## MATÉRIAUX. (Suite.)

| DÉNOMINATION des droits d'introduction principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS de VENTE. 12 |
|---|---|---|
| | LA VOIE DE 40 PIEDS CUBES. | |
| .................................... | Jusqu'en 1465 .................................... | sol p. liv. |
| Droits rétablis. | | |
| Doublement. | | |
| Vingtièmes de l'hôpital général. | | |
| Dix sous pour livre. | | |
| .................................... | Suppression générale. | |
| | LA VOIE DE 100 MOELLONS. | |
| Droits rétablis. | | |
| Doublement. | | |
| Vingtièmes de l'hôpital général. | | |
| Dix sous pour livre. | | |
| .................................... | Suppression générale. | |
| | LE MÈTRE CUBE. | |
| Octroi municipal et de bienfaisance... | (27 vendémiaire an VII.) | |
| *Idem*.................................... | (19 frimaire an VIII.) | |
| *Idem*.................................... | Diminution de moitié. | |
| Décime.................................... | Pour le Trésor. | |
| .................................... | Suppression du décime. | |
| Décime.................................... | Pour la Ville. | |
| Deuxième décime.................... | *Idem*. | |
| Octroi. — Décimes.................... | Diminution de 4 centimes en principal. | |
| *Idem*.................................... | Diminution de 6 centimes en principal. | |
| *Idem*.................................... | Conversion du droit de mesurage de 1811. | |
| | LA PIÈCE. | s. d. |
| Chaussées. | | |
| Péage du Petit-Pont. | | |
| .................................... | Tonlieu des meules valant 2 s. et au-dessus.................... | ½ » |
| | LA PIÈCE. | |
| Rivage de Seine. | | |
| | LA CHARRETTE. | |
| Péage du Petit-Pont. | | |
| | LA PIÈCE. | s. d. |
| Péage du Petit-Pont. | | |
| Rivage de Seine. | | |
| .................................... | Tonlieu.................................... | ½ » |
| | LA CHARRETTE OU LA PIÈCE. | |
| Chaussées.................................... | | |

Tableau n° 8.

## MATÉRIAUX. (Suite.)

| ANNÉES. | TITRES de PERCEPTION. | DROITS D'ENTRÉE pour le TRÉSOR. | pour la VILLE. | pour les HÔPITAUX. | pour les OFFICIERS de police. | SURTAXES. | À DÉDUIRE pour suppression | TOTAL après chaque variation. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| | **Pierres dures** ou **de liais** entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1743.. | Édit décembre.... | 13 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 13 4 |
| 1781.. | Édit août........ | 13 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 6 8 |
| | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | 1 8 | ...... | ...... | ...... | 1 8 4 |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | 14 2 | ...... | 2 2 6 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 2 6 | ...... |
| | **Pierres de liais** entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1743.. | Édit décembre.... | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| 1781.. | Édit août........ | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 2 | ...... | ...... | ...... | 4 2 |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 1 | ...... | 6 3 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 3 | ...... |
| | **Pierres de taille, dalles** et **carreaux de pierre** DE TOUTE ESPÈCE entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1798.. | Loi 18 octobre.... | ...... | 1 00 | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 00 |
| 1799.. | Loi 10 décembre.. | ...... | 0 20 | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 20 |
| 1803.. | Arrêté 21 septemb. | ...... | 0 40 | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 60 |
| 1813.. | Décret 11 novemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 16 | ...... | 1 76 |
| 1814.. | Décret 27 avril ... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 16 | 1 60 |
| 1815.. | Décret 16 août.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 16 | ...... | 1 76 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 16 | ...... | 1 92 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 12 | 1 80 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 50 | ...... | ...... | 0 10 | ...... | 2 40 |
| 1874.. | Décret 18 juillet.. | ...... | 1 50 | ...... | ...... | 0 30 | ...... | 4 20 |
| | **Pavés de grès** entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1743.. | Édit décembre.... | 13 6 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 13 6 8 |
| | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | 1 6 5 | ...... | ...... | ...... | 14 13 1 |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 6 6 | ...... | 21 18 7 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 21 19 7 | ...... |
| | **Pavés rabots** entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1743.. | Édit décembre.... | 10 13 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 13 4 |
| | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | 1 1 4 | ...... | 5 17 4 | ...... | 17 12 |
| | **Marbres** et **granits** entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1825.. | Ord. 4 mai....... | ...... | 16 00 | ...... | ...... | 1 60 | ...... | 17 60 |
| 1848.. | Décret 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 60 | ...... | 19 20 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 152 | 18 048 |
| 1855.. | Décret 3 novemb.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 48 | 18 00 |
| 1874.. | Décret 28 juillet.. | ...... | 10 00 | ...... | ...... | 2 00 | ...... | 30 00 |

MATÉRIAUX. (Suite.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 |
|---|---|
| | LA VOIE DE 30 PIEDS CUBES. |
| Droits rétablis. | |
| Doublement. | |
| Vingtièmes de l'hôpital général. | |
| Dix sous pour livre................ | Pour le Trésor sur tous les droits principaux. |
| ............................... | Suppression générale. |
| | LE PIED CUBE. |
| Droits rétablis.................... | 6 s. 8 d. les 14 pieds cubes de pierre de Saint-Leu, Troussis et Vergelet. |
| Doublement. | |
| Vingtièmes de l'hôpital général. | |
| Dix sous pour livre................ | Pour le Trésor sur tous les droits principaux. |
| ............................... | Suppression générale. |
| | LE STÈRE. |
| Octroi municipal et de bienfaisance.... | 1 fr. 40 cent. pour les pierres de liais, Saint-Leu, Troussis et Vergelet. |
| *Idem.* | |
| *Idem.* | |
| Décime......................... | Pour le Trésor. |
| ............................... | Suppression du décime. |
| Décime......................... | Pour la Ville. |
| Deuxième décime................. | *Idem.* |
| Octroi. — Décimes............... | Diminution de 10 centimes en principal. |
| *Idem.* | |
| *Idem*........................... | Conversion du droit de mesurage de 1811. |
| | LE MILLIER |
| Droits rétablis. | |
| Vingtièmes de l'hôpital général. | |
| Dix sous pour livre................ | Pour le Trésor sur les droits principaux. |
| ............................... | Suppression générale. |
| | LE MILLIER. |
| Droits rétablis. | |
| Vingtièmes et dix sous pour livre..... | Jusqu'en 1791. |
| | LE MÈTRE CUBE. |
| Octroi. — Décime................ | Depuis 1798 mêmes droits que pour les pierres de taille. |
| Deuxième décime................. | Pour la Ville. |
| Octroi. — Décimes............... | Diminution de 96 centimes en principal. |
| *Idem*........................... | Diminution de 4 centimes en principal. |
| *Idem.* | |

Tableau n° 8. MATÉRIAUX. (Suite.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 4 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Pavés de marbre** entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 7 | ...... | 3 3 | ...... | 9 10 |
| | **Carreaux de pierre** ou **de marbre, ardoises, briques** et **tuiles** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1360.. | Inst. G[d] C[l]. 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 5 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 6 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 5 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 |
| 1743.. | Édit décembre.... | 1 13 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 4 4 |
| 1781.. | Édit août......... | 2 4 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 8 8 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 9 1 | ...... | ...... | ...... | 4 17 9 |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 8 10 | ...... | 7 7 7 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 7 7 | ...... |
| | Ardoises de grande dimension (451 à 700 centimètres carrés) entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1817.. | Ord. 26 décembre. | ...... | 5 | ...... | ...... | 0 50 | ...... | 5 50 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 50 | ...... | 6 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 36 | 5 64 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 84 | 4 80 |
| 1874.. | Décret 28 juillet.... | ...... | 1 | ...... | ...... | 0 20 | ...... | 6 |
| | Ardoises de petite dimension (450 centimètres carrés et au-dessous) entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1817.. | Ord. 26 décembre. | ...... | 4 | ...... | ...... | 0 40 | ...... | 4 40 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 40 | ...... | 4 80 |
| | Décret 12 octobre. | ...... | 1 | ...... | ...... | 0 20 | ...... | 6 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 | 3 |
| 1874.. | Décret 28 juillet... | ...... | 0 50 | ...... | ...... | 0 10 | ...... | 3 60 |
| | Briques de dimension ordinaire (1,500 centimètres cubes au plus) entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c |
| 1817.. | Ord. 26 décembre.. | ...... | 6 | ...... | ...... | 0 60 | ...... | 6 60 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 60 | ...... | 7 20 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 432 | 6 765 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 11 | ...... | ...... | 0 22 | ...... | 6 90 |
| 1874.. | Décret 28 juillet... | ...... | 0 25 | ...... | ...... | 0 05 | ...... | 7 20 |
| | Briques pleines entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1882.. | Décret 20 avril... | ...... | 0 30 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 30 |
| | Briques creuses entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1882.. | Décret 20 avril... | ...... | 0 36 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 36 |

MATÉRIAUX. (Suite).

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 |
|---|---|
| | LE CENT. |
| Domaine et barrage. | |
| Doublement du domaine et barrage. | |
| Vingtièmes et dix sous pour livre. | |
| | LA VOIE DE 500 LIVRES. |
| ............................ | Pour les ardoises et les tuiles, droit de vente de 1 sol pour livre. |
| Domaine et barrage. | |
| Doublement du domaine et barrage. | |
| Droits rétablis. | |
| Doublement ...................... | Sur les droits principaux. |
| Vingtièmes de l'hôpital général. | |
| Dix sous pour livre. | |
| ............................ | Suppression générale. |
| Pour une surface supérieure droit proportionnel. | |
| | LE MILLIER. |
| Octroi. — Décime. | |
| Deuxième décime ................ | Pour la Ville. |
| Octroi. — Décimes ............... | Diminution de $0^f$ $30^c$ en principal. |
| *Idem* .......................... | Diminution de $0^f$ $70^c$ en principal. |
| *Idem*. | |
| | LE MILLIER. |
| Octroi. — Décime. | |
| Deuxième décime .................. | Pour la Ville. |
| Octroi. — Décimes. | |
| *Idem* ........................... | Diminution de $2^f$ $50^c$ en principal. |
| *Idem*. | |
| | LE MILLIER. |
| Octroi. — Décime. | |
| Deuxième décime ................. | Du 5 juillet au 14 octobre $0^f$ $30^c$ en principal les 100 kilogrammes. |
| Octroi. — Décimes ............... | Diminution de $0^f$ $36^c$ en principal. |
| *Idem*. | |
| *Idem* .......................... | Jusqu'en 1882. |
| | LES 100 KILOGRAMMES. |
| Octroi ......................... | Sans décimes. |
| | LES 100 KILOGRAMMES. |
| Octroi ......................... | Sans décimes. |

TABLEAU N° 8.

## MATÉRIAUX. (Fin.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE: pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXE. 7 | À DÉDUIRE pour SUPPRESSION 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| **Tuiles** de dimension ordinaire (750 centimètres carrés) entrant. | | | | | | | | |
| 1817.. | Ord. 26 décembre. | ...... | 7 50 | ...... | ...... | 0 75 | ...... | 8 25 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 75 | ...... | 9 00 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 540 | 8 46 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 06 | 8 40 |
| 1882.. | Décret 20 avril.... | ...... | 0 36 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 36 |
| **Carreaux** de dimension ordinaire (300 centimètres carrés) entrant. | | | | | | | | |
| 1817.. | Ord. 26 décembre. | ...... | 5 00 | ...... | ...... | 0 50 | ...... | 5 50 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 50 | ...... | 6 00 |
| 1852.. | Décret 17 mars.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 36 | 5 64 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 05 | ...... | ...... | 0 010 | ...... | 5 70 |
| CARREAUX DE DIMENSION ORDINAIRE ET DE FAÏENCE entrant. | | | | | | | | |
| 1874.. | Décret 28 juillet... | ...... | 5 00 | ...... | ...... | 1 00 | ...... | 6 00 |
| CARREAUX DE TERRE CUITE entrant. | | | | | | | | |
| 1882.. | Décret 20 avril... | ...... | 0 60 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 60 |
| CARREAUX ET PANNEAUX DE FAÏENCE entrant. | | | | | | | | |
| 1882.. | Décret 20 avril... | ...... | 2 70 | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 70 |
| BRIQUES, TUILES ET CARREAUX de dimension extraordinaire, POTS CREUX, MITRES, …YAUX et POTERIE de toute espèce employés dans la construction et le jardinage, entrant. | | | | | | | | |
| 1848.. | Décret 5 juillet... | ...... | 0 30 | ...... | ...... | 0 06 | ...... | 0 36 |
| | Décret 4 octobre.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 06 | 0 30 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 024 | 0 276 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 02 | ...... | ...... | 0 004 | ...... | 0 30 |
| 1874.. | Décret 28 juillet.. | ...... | 0 25 | ...... | ...... | 0 050 | ...... | 0 60 |
| 1882.. | Décret 20 avril... | ...... | 0 60 | ...... | ...... | ...... | 0 60 | 0 60 |
| **Argile** et **terre glaise** entrant. | | | | | | | | |
| 1818.. | Ord. 23 décembre. | ...... | 0 60 | ...... | ...... | 0 06 | ...... | 0 66 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 06 | ...... | 0 72 |
| **Sable gras** entrant. | | | | | | | | |
| 1818.. | Ord. 23 décembre.. | ...... | 0 60 | ...... | ...... | 0 06 | ...... | 0 66 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 06 | ...... | 0 72 |
| ARGILE, TERRE GLAISE et SABLE GRAS entrant. | | | | | | | | |
| 1848.. | Décret 5 juillet.... | ...... | 0 60 | ...... | ...... | 0 12 | ...... | 0 72 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 048 | 0 672 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 04 | ...... | ...... | 0 008 | ...... | 0 72 |
| 1874.. | Décret 28 juillet.. | ...... | 0 90 | ...... | ...... | 0 18 | ...... | 1 80 |

## MATÉRIAUX. (Fin.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 |
|---|---|
| | LE MILLIER. |
| Octroi. — Décime. | |
| Deuxième décime | Pour la Ville. |
| Octroi. — Décimes | Diminution de 45 centimes en principal. |
| *Idem* | Diminution de 5 centimes en principal. |
| | LES 100 KILOGRAMMES. |
| Octroi | Sans décimes. |
| | LE MILLIER. |
| Octroi. — Décime. | |
| Deuxième décime | Du 5 juillet au 14 octobre, 30 centimes les 100 kilogrammes. |
| Octroi. — Décimes | Diminution de 30 centimes en principal. |
| *Idem* | Jusqu'en 1874. |
| | LE MILLIER. |
| | Jusqu'en 1882. |
| | LES 100 KILOGRAMMES. |
| Octroi | Sans décimes. |
| | LES 100 KILOGRAMMES. |
| Octroi | Sans décimes. |
| | LES 100 KILOGRAMMES. |
| Octroi. — Décimes. | |
| *Idem* | Diminution de 5 centimes en principal. |
| *Idem* | Diminution de 2 centimes en principal. |
| *Idem* | Jusqu'en 1874 pour les pots creux, mitres et poteries, et jusqu'en 1882 pour les briques, tuiles et carreaux. |
| *Idem*. | |
| Octroi | Sans décimes. |
| De 1692 à 1791 mêmes droits pour la terre à potier que pour les briques et les tuiles. | |
| | LE MÈTRE CUBE. |
| Octroi. — Décime | 1 franc en principal par 100 mottes de terre glaise jusqu'en 1848. |
| Deuxième décime. | |
| | LE MÈTRE CUBE. |
| Octroi. — Décime. | |
| Deuxième décime. | |
| | LE MÈTRE CUBE. |
| Octroi. — Décimes. | |
| *Idem* | Diminution de 4 centimes en principal. |
| *Idem*. | |
| *Idem*. | |

Tableau n° 9.

# BOIS À BÂTIR ET À OUVRER.

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE: pour le trésor. 3 | pour la ville. 4 | pour les hôpitaux. 5 | pour les officiers de police. 6 | surtaxes. 7 | à déduire pour suppression 8 | total après chaque variation 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Bois à bâtir ou à ouvrer, de sciage, charpente, charronnage et autres**, entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1213.. | Charte janvier... | ...... | $3^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | $3^{s}$ |
| 1268.. | Livre des métiers. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360.. | Inst. Gd Cl 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1640.. | Décl. 1er février... | $2^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^{s}$ |
| 1641.. | Décl. 8 janvier... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1644.. | Édit février...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 |
| 1692.. | Décl. 17 sept..... | 5 $6^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | $4^{s}$ | 5 $6^{s}$ |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 5 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 |
| | Décl. 3 mars..... | ...... | ...... | ...... | ...... | $1^{s}$ $1^{s}$ | ...... | 12 1 |
| 1707.. | Édit novembre ... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1709.. | Décl. 29 octobre.. | 1 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 13 2 |
| 1711.. | Décl. 3 janvier.... | ...... | ...... | $7^{s}$ | ...... | ...... | 1 $1^{s}$ | 12 8 |
| 1715.. | Décl. 7 mai...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 1 | ...... | 13 9 |
| 1730.. | Édit juin.... ... | ...... | ...... | $10^{s}$ | $10^{s}$ | ...... | ...... | $11^{s}$ 3 9 |
| 1743.. | Édit décembre.... | $4^{s}$ | ...... | 4 | ...... | ...... | ...... | 15 7 9 |
| 1747.. | Édit septembre... | ...... | ...... | ...... | ...... | $3^{s}$ 2 | ...... | 18 9 9 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 6 | ...... | 19 5 3 |
| 1763.. | Édit 21 novembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 6 | ...... | 20 9 |
| 1771.. | Décl. 26 juillet... | ...... | ...... | $1^{s}$ 9 7 | ...... | ...... | ...... | 21 10 1 |
| | Édit novembre ... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 12 6 | ...... | 23 2 10 |
| 1781.. | Édit août........ | 18 3 | ...... | ...... | ...... | 2 1 7 | ...... | 26 2 5 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $26^{s}$ 2 8 | ...... |
| | Bois d'essence dure, en grume ou équarris, entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1815.. | Ord. 29 décembre. | ...... | 9 00 | ...... | ...... | 0 90 | ...... | 9 90 |
| 1825.. | Ord. 4 mai...... | ...... | 1 00 | ...... | ...... | 0 10 | ...... | 11 00 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 00 | ...... | 12 00 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 72 | 11 28 |
| | Bois d'essence dure débités en sciage, en planches ou en fente, entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1815.. | Ord. 29 décembre. | ...... | 0 07 | ...... | ...... | 0 007 | ...... | 0 077 |
| 1825.. | Ord. 4 mai...... | ...... | 0 03 | ...... | ...... | 0 003 | ...... | 0 11 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 010 | ...... | 0 12 |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | 9 40 | ...... | ...... | 1 88 | ...... | 11 28 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 28 |
| | Bois d'essence tendre en grume ou équarris, entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1815.. | Ord. 29 décembre. | ...... | 7 00 | ...... | ...... | 0 70 | ...... | 7 70 |
| 1825.. | Ord. 4 mai...... | ...... | 1 00 | ...... | ...... | 0 10 | ...... | 8 80 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 80 | ...... | 9 60 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 576 | 9 024 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 024 | 9 00 |
| | Bois d'essence tendre débités en sciage ou en planches, entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1815.. | Ord. 29 décembre. | ...... | 0 07 | ...... | ...... | 0 007 | ...... | 0 077 |
| 1825.. | Ord. 4 mai....... | ...... | 0 01 | ...... | ...... | 0 001 | ...... | 0 058 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 008 | ...... | 0 096 |

# BOIS À BÂTIR ET À OUVRER.

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROIT DE VENTE pour le TRÉSOR. 12 | DROIT DE VENTE pour les OFFICIERS de police. 13 |
|---|---|---|---|
| | LE BATEAU DE MERRAINS. | | |
| ........................ | Concession à la Marchandise de l'eau représentant la Ville. | | |
| | LA CHARRETTE. | l. s. d. | l. s. d. |
| ........................ | Tonlieu du bois à tailler........................... | $\frac{1}{2}^{p}$ | ...... |
| | LA VOIE DE 56 PIEDS CUBES. | par livre du prix. | |
| ........................ | Jusqu'à l'aliénation de 1644. | 1$^{s}$ | ...... |
| Barrage. | | | |
| Subvention.................. | ........................................ | 3 | ...... |
| ........................ | Aliénation aux mouleurs. — Réglementation en 1646... | ...... | 3$^{s}$ |
| Domaine.................... | Réunion à la ferme des aides en 1674 ............... | 3 | ...... |
| Domaine et barrage........... | ........................................ | 3 | ...... |
| Doubl. du domaine et barrage... | ........................................ | 3 | ...... |
| Deux sous pour livre.......... | Pour le Trésor, sur ses droits principaux............ | 3 | ...... |
| ........................ | Nouvelle aliénation jusqu'en 1715.................. | ...... | 3 |
| Dixième.................... | ........................................ | ...... | 3 |
| Vingtième de l'hôpital général... | ........................................ | ...... | 3 |
| Deux sous pour livre.......... | Pour le Trésor, sur ses droits principaux. | | |
| Jurés visiteurs, inspecteurs, mesur$^{rs}$ | Tarif détaillé par espèces et unités depuis 1722. | | |
| Droits rétablis.............. | *Idem* en 1743. | | |
| Quatre sous pour livre......... | Pour le Trésor, sur les droits princip. non encore surtaxés | | |
| Deux sous pour livre.......... | Pour le Trésor sur tous les droits principaux. | | |
| *Idem*...................... | *Idem*. | | |
| Deuxième vingtième. | | | |
| Deux sous pour livre.......... | Pour le Trésor sur tous les droits principaux. | | |
| Cinquième en sus et 10 s. p. l... | Sur les droits principaux du Trésor. | | |
| ........................ | Suppression générale. | | |
| | LE STÈRE. | | |
| Octroi. — Décime. | | | |
| *Idem.* | | | |
| Deuxième décime............ | Pour la Ville. | | |
| Octroi. — Décimes........... | Diminution de 0$^{f}$ 60$^{c}$ en principal. | | |
| | LE MÈTRE SUPERFICIEL. | | |
| Octroi. — Décime. | | | |
| *Idem.* | | | |
| Deuxième décime............. | Pour la Ville. | | |
| | LE STÈRE. | | |
| Octroi. — Décimes........... | Réunion au même article que le bois dur à ouvrer. | | |
| *Idem*...................... | Les mêmes bois, façonnés ou non. | | |
| | LES 100 MÈTRES COURANTS OU LE STÈRE. | | |
| Octroi. — Décime. | | | |
| *Idem.* | | | |
| Deuxième décime............. | Pour la Ville. | | |
| Octroi. — Décimes........... | Diminution de 48$^{c}$ en principal. | | |
| *Idem*...................... | Dim. de 2$^{c}$ en pp$^{al}$, p$^{r}$ le stère des mêmes bois façonnés ou non. | | |
| | LE MÈTRE COURANT. | | |
| Octroi. — Décime. | | | |
| *Idem*...................... | Pour la Ville. | | |
| Deuxième décime............. | En 1852, mêmes droits que p$^{r}$ les bois en grume ou équarris. | | |

Tableau n° 10.

## BOIS OUVRÉ.

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | CHARRETTES, entrant par terre. | | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | HUCHES NEUVES, entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ½r | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ½r |
| | LES MÊMES, entrant par eau. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ½r | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ½r |
| | HANAPS DE MADRE (vases à boire en bois dur), entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 1r | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1r |
| | FUTAILLES et CERCEAUX de toute espèce, entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 1r | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1r |
| | *Idem*........... | ½ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ½ |
| | LES MÊMES, entrant par eau. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 4r | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4r |
| | ............... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 |
| | HANTES (bois de lance), BOISSEAUX, VANS, BALAIS, CLAIES et CHARDONS À FOULON, entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 2r | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2r |
| | CORDES DE TILLEUL, entrant. | | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | TAN et ÉCORCES, entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1692.. | Décl. 17 septembre | 1 1r | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 1 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 1r | ...... | ...... | 3 |
| 1743.. | Edit décembre.... | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 6r | ...... | 3r 1r | ...... | 9 7 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 9 7 | ...... |
| | CHARRETTES, BAHUTS, TONNEAUX, MERRAINS neufs et vieux, BOISSELLERIE, RACLERIE, PELLES, PATINS, GALOCHES, NATTES, TALONS DE BOIS, BOBINES, MOULES DE BOUTON, CANNES et ROSEAUX, LIÈGE, entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1360.. | Inst. Gd Cl 18 déc.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1640.. | Décl. 1er février... | 2r | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2r |
| 1692.. | Décl. 17 sept..... | 1r | ...... | ...... | ...... | ...... | 2r | 1r |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 4r | ...... | 1r 1r | ...... | 3 5 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3r 5 | ...... |
| | LATTES, entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1730.. | Édit juin........ | 3 15 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 15 4 |
| 1743.. | Édit décembre.... | ...... | ...... | ...... | 11 6 | ...... | ...... | 15 6 10 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 15 4 | ...... | 8 1 2 | ...... | 23 8 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 23 8 | ...... |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1817.. | Ord. 12 janvier... | ...... | 10 00 | ...... | ...... | 1 00 | ...... | 11 00 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 00 | ...... | 12 00 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 72 | 11 28 |

## BOIS OUVRÉ.

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS de VENTE. 12 |
|---|---|---|
| | CHAQUE. | l. s. d. |
| .................................... | Tonlieu de $\frac{1}{2}$ d^p pour la ferrure outre le tonlieu d'autant....... | $\frac{1}{2}$ p |
| | LA PIÈCE. | |
| Péage du Petit-Pont.................. | Pour les huches valant au moins 12 deniers. | |
| | LA PIÈCE. | |
| Rivage de Seine. | | |
| Péage du Petit-Pont. | | |
| | LA CHARRETTE. | |
| | Voir pour les cerceaux le tableau n° 9 à la date de 1692. | |
| Chaussées.............................. | Pour les tonneaux sortis vides et rentrant pleins. | |
| Péage du Petit-Pont.................. | Pour les douves seulement. | |
| | LE BATEAU. | |
| Péage du Petit-Pont.................. | Pour les merrains des marchands de tonneaux. | |
| Rivage de Seine. | LA PIÈCE. | |
| | LA CHARRETTE. | |
| Péage du Petit-Pont.................. | Pour les vans seuls et pour les boisseaux portés en foire. | |
| .................................... | Tonlieu pour les balais et claies.............................. | $\frac{1}{2}$ |
| .................................... | Voir pour les cordes à puits le tableau n° 9 à la date de 1692. | |
| .................................... | Tonlieu pour la charrette.................................... | 2 |
| | LE SAC. | |
| Domaine et barrage.................. | Pour le tan seulement. | |
| Doublement du domaine et barrage... | *Idem.* | |
| Jurés, visiteurs, inspecteurs, mesureurs | | |
| Droits rétablis. | | |
| Vingtièmes et dix sous pour livre..... | Pour le Trésor. | |
| .................................... | Suppression générale. | |
| .................................... | Excepté pour les six derniers articles........................... | sol p^r livre. |
| Barrage.............................. | Pour les tonneaux seulement. | |
| Domaine et barrage. | | |
| Doublement du domaine et barrage... | | |
| Vingtièmes et dix sous pour livre..... | Pour le Trésor. | |
| .................................... | Suppression générale. | |
| | LA VOIE DE 104 BOTTES. | |
| Jurés, visiteurs, inspecteurs, mesureurs | | |
| Droits rétablis. | | |
| Vingtièmes et dix sous par livre...... | Pour le Trésor. | |
| .................................... | Suppression générale. | |
| Octroi. — Décime.................. | Les 100 bottes de 50 lattes de 1^m 30^c de longueur et de 5^c de largeur. Au-dessous de ces dimensions, droit proportionnel. | |
| Deuxième décime.................. | Depuis 1855, même droit pour les bottes de treillage contenant | |
| Octroi. — Décimes.................. | 70^m de longueur. Au-dessous de ces dimensions, droit prop^el. | |

**Tableau n° 11.** BATEAUX ET BOIS DE DÉCHIRAGE.

| ANNÉES. | TITRES de PERCEPTION. | DROITS D'ENTRÉE pour le TRÉSOR. | pour la VILLE. | pour les HÔPITAUX. | pour les OFFICIERS de police. | SURTAXES. | À DÉDUIRE pour suppression | TOTAL après chaque variation. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| | **Bateaux** VENDUS, entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | $2^{p}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^{p}$ |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | $\frac{1}{2}^{p}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $\frac{1}{2}^{p}$ |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ..... | ...... |
| 1360.. | Inst. G[d] C[l] 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | BATEAUX EN CHÊNE, entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. . | fr. c. |
| 1803.. | Loi 21 septembre.. | ...... | 24 | ...... | ...... | ...... | ...... | 24 00 |
| 1813.. | Décret 11 novemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 40 | ...... | 26 40 |
| 1814.. | Décret 27 avril... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 40 | 24 00 |
| 1815.. | Décret 16 août.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 40 | ...... | 26 40 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 40 | ...... | 28 80 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 728 | 27 072 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 1 44 | ...... | ...... | 0 288 | ...... | 28 80 |
| | BATEAUX EN SAPIN, entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1803.. | Loi 21 septembre.. | ...... | 12 | ...... | ...... | ...... | ...... | 12 00 |
| 1813.. | Décret 11 novemb. | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 20 | ...... | 13 20 |
| 1814.. | Décret 27 avril... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 20 | 12 00 |
| 1815.. | Décret 16 août.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 20 | ...... | 13 20 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 20 | 1 20 | 14 40 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 864 | 13 536 |
| 1855.. | Décret 3 novembre | ...... | 0 72 | ...... | ...... | 0 144 | ...... | 14 40 |
| | BATEAUX À DÉCHIRER, entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 11 | ...... | ...... | 11 |
| 1743.. | Édit décembre.... | 3 13 | ...... | 3 6 | ...... | ...... | ...... | 14 13 |
| 1747.. | Édit septembre... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 18 6 | ...... | 17 11 6 |
| 1760.. | Décl. 3 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 14 7 | ...... | 18 6 1 |
| 1763.. | Édit 21 novembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | 14 7 | ...... | 19 8 |
| 1771.. | Décl. 26 juillet... | ...... | ...... | 3 6 | ...... | 1 4 | ...... | 19 5 6 |
| | Édit novembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 11 6 | ...... | 20 17 |
| 1781.. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 11 6 | ...... | 22 8 6 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 22 8 6 | ..... |
| | BOIS DE DÉCHIRAGE EN CHÊNE, entrant. | | | | | | | |
| | | fr c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1815.. | Ord. 29 décembre. | ...... | 0 18 | ...... | ...... | 0 018 | ...... | 0 198 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 018 | ...... | 0 216 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 012 | 0 204 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 01 | ...... | ...... | 0 012 | ...... | 0 216 |
| | BOIS DE DÉCHIRAGE EN SAPIN, entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1815.. | Ord. 29 décembre. | ...... | 0 10 | ...... | ...... | 0 01 | ...... | 0 11 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 01 | ...... | 0 12 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 012 | 0 108 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 01 | ...... | ...... | 0 002 | ...... | 0 12 |

## BATEAUX ET BOIS DE DÉCHIRAGE.

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS de VENTE. 12 |
|---|---|---|
| | CHAQUE GRAND. | |
| Péage du Petit-Pont. | | |
| | CHAQUE PETIT. | |
| Péage du Petit-Pont. | | |
| | CHAQUE DE TOUTE DIMENSION. | |
| ................................ | Tonlieu ................................ | 2[dp] |
| ................................ | Jusqu'en 1791 par exception à tous les autres objets......... | sol p[r] liv. |
| | CHAQUE. | |
| Octroi municipal et de bienfaisance. | | |
| Décime.......................... | Pour le Trésor. | |
| ................................ | Suppression du décime. | |
| Décime.......................... | Pour la Ville. | |
| Deuxième décime .................. | *Idem.* | |
| Octroi. — Décimes................ | Diminution de 1 fr. 44 cent. en principal. | |
| | CHAQUE. | |
| Octroi municipal et de bienfaisance. | | |
| Décime.......................... | Pour le Trésor. | |
| ................................ | Suppression du décime. | |
| Décime.......................... | Pour la Ville. | |
| Deuxième décime................... | *Idem.* | |
| Octroi. — Décimes................ | Diminution de 72 centimes en principal. | |
| | CHAQUE. | |
| Jurés, visiteurs, mesureurs, inspecteurs | Probablement, depuis 1360 jusqu'en 1791, outre le droit d'entrée : | sol p[r] liv. |
| Droits rétablis et 20[e] de l'Hôpital gén[al]. | | |
| Quatre sous pour livre.............. | Pour le Trésor sur les droits principaux. | |
| Un sou pour livre................. | *Idem.* | |
| *Idem*............................ | *Idem.* | |
| Deuxième vingtième de l'Hôpital gén[al]. | | |
| Deux sous pour livre............... | *Idem.* | |
| *Idem.* | | |
| ................................ | Suppression générale. | |
| | LE MÈTRE CARRÉ. | |
| Octroi. — Décime.................. | Pour la Ville. | |
| Deuxième décime. | | |
| Octroi. — Décimes................ | Diminution de 1 centime en principal. | |
| *Idem.* | | |
| | LE MÈTRE CARRÉ. | |
| Octroi. — Décime. | | |
| Deuxième décime.................. | Pour la Ville. | |
| Octroi. — Décimes................ | Diminution de 1 centime en principal. | |

**Tableau n° 12.**

# FOURRAGES.

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE: pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Foin entrant par eau.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1213.. | Charte janvier.... | ...... | 2$^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | 2$^{s}$ |
| | **Foin et herbe entrant par terre.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 1$^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1$^{s}$ |
| | **Foin entrant par terre.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360.. | Inst. G$^{d}$ C$^{l}$ 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1581.. | Édit décembre.... | ...... | ...... | ...... | 4$^{s}$ | ...... | ...... | 4$^{s}$ |
| 1620.. | Edit février...... | ...... | ...... | ...... | 10 | ...... | ...... | 14 |
| 1640.. | Arrêt 1$^{er}$ février... | 2$^{s}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2$^{s}$ |
| 1644.. | Édit mars........ | ...... | ...... | ...... | 6 | ...... | ...... | 1$^{s}$ 2 |
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 5 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | 2$^{s}$ | 1 5 6 |
| 1702.. | Édit juin......... | ...... | ...... | ...... | 2 | ...... | ...... | ...... |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 5$^{s}$ 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 11 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 3 9 6 | ...... | ...... | 5 6 |
| 1743.. | Édit décembre.... | 10 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 11 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 2 | ...... | 2 15 6 | ...... | 8 7 6 |
| 1788.. | Décl. 29 novembre. | ...... | ...... | 5 | ...... | 2 6 | ...... | 8 15 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 15 | ...... |
| | **Foin, sainfoin, luzerne et autres fourrages secs entrant.** | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1798.. | Loi 18 octobre.... | ...... | 2 50 | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 50 |
| 1799.. | Loi 10 décembre.. | ...... | 50 | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 |
| 1803.. | Arrêté 21 septemb. | ...... | 1 00 | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 |
| 1815.. | Loi 16 août...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 40 | ...... | 4 40 |
| 1832.. | Ord. 17 août..... | ...... | 1 00 | ...... | ...... | 0 10 | ...... | 5 50 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 50 | ...... | 6 |
| 1851.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 36 | 5 64 |
| 1855.. | Décret 3 novembre | ...... | 0 30 | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 |
| | **Paille entrant.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1692.. | Décl. 17 septembre | 1 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 6 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 1 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 2 | ...... | ...... | 5 |
| 1743.. | Édit décembre.... | 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 8 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 6 | ...... | 3 1 | ...... | 9 3 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 9 3 | ...... |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1798.. | Loi 18 octobre.... | ...... | 0 50 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 50 |
| 1799.. | Loi 10 décembre.. | ...... | 0 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 60 |
| 1803.. | Arrêté 21 septemb. | ...... | 0 40 | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 00 |
| 1815.. | Loi 16 août...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 10 | ...... | 1 10 |
| 1832.. | Ord. 17 août..... | ...... | 1 00 | ...... | ...... | 0 10 | ...... | 2 20 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 20 | ...... | 2 40 |
| 1852.. | Décret 14 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 144 | 2 256 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 12 | ...... | ...... | 0 024 | ...... | 2 40 |

## FOURRAGES.

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 |
|---|---|
| | LE BATEAU. |
| ..................................... | Concession à la Marchandise de l'eau représentant la Ville. |
| | LA CHARRETTE. |
| Chaussées. | |
| | LES 100 BOTTES. |
| ..................................... | Courtiers vend$^{rs}$ datant prob$^{t}$ de 1170 avec un d. d$^{t}$ la quotité est incon$^{e}$ |
| ..................................... | Sol pour livre du prix de vente jusqu'en 1465. |
| Jurés, compteurs, vendeurs et priseurs..... | Succédant d'abord avec 2$^{s}$ seul$^{t}$ aux contrôleurs sur les ports de 1575. |
| Débardeurs et chargeurs ................ | Changés le 30 déc. suivant en jurés, courtiers, chargeurs et débard$^{rs}$. |
| Barrage. | |
| Courtiers-vendeurs..................... | D'abord avec 4 s. puis avec 2 autres s. le 10 octobre suivant. |
| Domaine et barrage. | |
| Droits de police....................... | Augmentation lors de la suppression de botteleurs créés en 1701. |
| Doublement du domaine et barrage. | |
| Droits de police. | |
| Droits rétablis. | |
| Vingtièmes et dix sous pour livre. | |
| Droit de l'hôpital général. | |
| ..................................... | Suppression générale. |
| | LES 100 BOTTES DE 5 KILOGRAMMES. |
| Octroi municipal et de bienfaisance........ | (27 vendémiaire an VII.) Pour le foin et la luzerne seulement. |
| *Idem*................................. | (19 frimaire an VIII.) *Idem.* |
| *Idem*................................. | Du 11 novembre 1813 au 27 avril 1814 décime pour le Trésor. |
| Décime................................. | Pour la Ville. |
| Octroi. — Décime. | |
| Deuxième décime. ...................... | *Idem.* |
| Octroi. — Décimes...................... | Diminution de 30 centimes en principal. |
| | LES 100 BOTTES. |
| Domaine et barrage. | |
| Doublement du domaine et barrage. | |
| Droits de police. | |
| Droits rétablis. | |
| Vingtièmes et dix sous pour livre. | |
| ..................................... | Suppression générale. |
| | LES 100 BOTTES DE 5 KILOGRAMMES. |
| Octroi municipal et de bienfaisance........ | (27 vendémiaire an VII.) |
| *Idem*. ............................... | (19 frimaire an VIII.) |
| *Idem*................................. | Du 11 novembre 1813 au 27 avril 1814 décime pour le Trésor. |
| Décime................................. | Pour la Ville. |
| Octroi. — Décime. | |
| Deuxième décime.... ................... | *Idem.* |
| Octroi. — Décimes.. ................... | Diminution de 12 centimes en principal. |
| *Idem.* | |

**Tableau n° 12.** FOURRAGES. (Fin.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE — pour le trésor. 3 | pour la ville. 4 | pour les hôpitaux. 5 | pour les officiers de police. 6 | surtaxes. 7 | à déduire pour suppression 8 | TOTA[L] après chaqu[e] variatio[n] 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Avoine entrant par terre.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1640.. | Arrêt 1er février... | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | [illegible] |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | [illegible] |
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 5 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 | 5 6 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 5 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 1 1 | ...... | ...... | ...... | 12 1 |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 | ...... | 18 1 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 18 1 | ...... |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1730.. | Édit juin......... | ...... | ...... | ...... | 4 17 | ...... | ...... | 4 17 |
| 1743.. | Édit décembre.... | 3 9 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 6 8 |
| | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 3 4 | ...... | 12 10 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 12 10 | ...... |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c[.] |
| 1798.. | Loi 18 octobre.... | ...... | 0 25 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 25 |
| 1799.. | Loi 10 décembre.. | ...... | 0 05 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 30 |
| 1803.. | Arrêté 21 septemb. | ...... | 0 20 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 50 |
| 1815.. | Loi 16 août...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 05 | ...... | 0 55 |
| 1832.. | Ord. 17 août..... | ...... | 0 10 | ...... | ...... | 0 01 | ...... | 0 66 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 05 | ...... | 0 72 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 048 | 0 67 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 1 25 | ...... | ...... | 0 25 | ...... | 1 50 |
| | **Vesce entrant par terre.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1730. | Édit juin......... | ...... | ...... | ...... | 1 14 | ...... | ...... | 1 14 |
| 1743.. | Édit décembre.... | 3 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 16 |
| | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 8 | ...... | 7 4 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 4 | ...... |
| | **Grains autres que le blé, Orge et autres graines que les pois, fèves, lentilles et riz entrant par terre. (Voir pour le blé et les 4 derniers articles le tableau n° 2.)** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1730.. | Édit juin......... | ...... | ...... | ...... | 1 7 | ...... | ...... | 1 7 |
| 1743.. | Édit décembre.... | 3 9 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 16 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 8 | ...... | 7 4 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 4 | ...... |
| | **Orge entrant.** | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1799.. | Loi 10 décembre.. | ...... | 0 60 | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 60 |
| 1803.. | Arrêté 21 septemb. | ...... | 1 90 | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 50 |
| 1808.. | Décret 9 juin..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 30 | 1 20 |
| 1815.. | Loi 16 août...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 12 | ...... | 1 32 |
| 1816.. | ? | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 32 | ...... |
| 1818.. | Ord. 23 décembre. | ...... | 1 | ...... | ...... | 0 10 | ...... | [illegible] |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 10 | ...... | [illegible] |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 072 | [illegible] |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 1 60 | ...... | ...... | 0 32 | ...... | [illegible] |

## FOURRAGES. (Fin.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 |
|---|---|
| | LES 9 SETIERS. |
| ........................................ | Coutume de l'avoine dont la quotité est inconnue. |
| Barrage. | |
| Domaine. | |
| Domaine et barrage. | |
| Doublement du domaine et barrage. | |
| Vingtièmes de l'hôpital général. | |
| Dix sous pour livre........................ | Pour le Trésor sur tous les droits principaux. |
| ........................................ | Suppression générale. |
| | LE MUID (36 HECTOLITRES 1/2). |
| Droits de police. | |
| Droits rétablis. | |
| Vingtièmes de l'hôpital et dix sous pour liv. | Pour le Trésor. |
| ........................................ | Suppression générale. |
| | L'HECTOLITRE. |
| Octroi municipal et de bienfaisance........ | (27 vendémiaire an VII.) |
| *Idem*........................................ | (19 frimaire an VIII.) |
| *Idem*........................................ | Du 11 novembre 1813 au 27 avril 1814 décime pour le Trésor. |
| Décime........................................ | Pour la Ville. |
| Octroi.— Décime. | |
| Deuxième décime........................ | *Idem*. |
| Octroi. — Décimes........................ | Diminution de 4 centimes en principal. |
| *Idem*. | LES 100 KILOGRAMMES. |
| | LE MUID (36 HECTOLITRES 1/2). |
| Droits de police. | |
| Droits rétablis. | |
| Dix sous pour livre........................ | Pour le Trésor. |

Mêmes droits de Domaine, barrage, ancien et nouveau, que pour l'avoine, et en outre :

| | |
|---|---|
| | LE MUID (36 HECTOLITRES 1/2). |
| Droits de police. | |
| Droits rétablis. | |
| Dix sous pour livre........................ | Pour le Trésor. |
| ........................................ | Suppression générale. |
| | L'HECTOLITRE. |
| Octroi municipal et de bienfaisance........ | (19 frimaire an VIII.) |
| *Idem*........................................ | Du 11 novembre 1813 au 27 avril 1814 Décime pour le Trésor. |
| *Idem*........................................ | Diminution de 1 fr. 30 cent. |
| Décime........................................ | Pour la Ville. |
| ........................................ | De 1816 à 1818 l'orge n'a pas figuré au tarif. |
| Octroi. — Décime. | |
| Deuxième décime........................ | Pour la Ville. |
| ........................................ | Diminution de 6 centimes en principal. |
| Octroi. — Décimes........................ | LES 100 KILOGRAMMES. |

TABLEAU n° 13.

# OBJETS DIVERS.

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Sels.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1213.. | Charte janvier.... | ...... | 5s | ...... | ...... | ...... | ...... | 5s |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1337.. | Let. pat. 10 déc... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1415.. | Ord. février...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 2s | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2s |
| | SEL GRIS OU BLANC entrant | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1817.. | Ord. 8 janvier ... | ...... | 0 05 | ...... | ...... | 0 05 | ...... | 0 055 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 005 | ...... | 0 06 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | 4 70 | ...... | ...... | 0 94 | ...... | 5 64 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 30 | ...... | ...... | 0 06 | ...... | 6 00 |
| | **Cires** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 4s | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4s |
| | CIRE POULAINE (de Pologne). | | | | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360.. | Inst. Gd Cl 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | CIRES entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1640.. | Décl. 1er février... | 5s | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5s |
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 1s | ...... | ...... | ...... | ...... | 5s | 1s |
| 1693.. | Arrêté 16 juin.... | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 7s | ...... | ...... | 15 |
| 1758.. | Décl. 10 décembre. | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 25 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 1s 6s | ...... | 13s 13s | ...... | 39 19 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 39s 19s | ...... |
| | CIRES et BOUGIES entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1817.. | Ord. 8 janvier.... | ...... | 0 60 | ...... | ...... | 0 06 | ...... | 0 66 |
| | CIRE BLANCHE et SPERMA CETI RAFFINÉ OU PRESSÉ, entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1822.. | Ord. 13 mars..... | ...... | 0 30 | ...... | ...... | 0 03 | ...... | 0 33 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 03 | ...... | 0 36 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | 28 20 | ...... | ...... | 5 64 | ...... | 33 84 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 24 | 33 60 |
| | CIRE JAUNE entrant et SPERMA CETI BRUT | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1822.. | Ord. 13 mars..... | ...... | 0 20 | ...... | ...... | 0 02 | ...... | 0 22 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 02 | ...... | 0 24 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | 18 80 | ...... | ...... | 3 76 | ...... | 22 56 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 0 20 | ...... | ...... | 0 04 | ...... | 22 80 |
| | CIRE BLANCHE, SPERMA CETI RAFFINÉ et PRESSÉ; CIRE JAUNE, entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1874.. | Décret 28 juillet.. | ...... | 35 00 | ...... | ...... | 7 00 | ...... | 42 00 |

OBJETS DIVERS.

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS de VENTE pour le Trésor. 12 |
|---|---|---|
| | LE BATEAU. | s. d. |
| ................................ | Concession à la marchandise de l'eau représentant la ville. | |
| | LE MINOT (100 livres). | |
| ................................ | Mesureurs de sels avec un droit dont la quotité est inconnue. | |
| ................................ | Vente et achat.................................... | 3ᵈ |
| ................................ | *Idem*.................................... | 2 |
| ................................ | Vente et revente.................................... | 3 |
| ................................ | Courtiers avec 4ᵈᵖ et briseurs avec 4ᵈᵖ. | |
| Péage du Petit-Pont. | LA CHARRETTE. | |
| Octroi. — Décime. | LE KILOGRAMME. | |
| Deuxième décime. | | |
| Octroi. — Décimes. | LES 100 KILOGRAMMES. | |
| *Idem.* | | |
| Péage du Petit-Pont. | LA CHARRETTE. | s. d. |
| | LA BALLE OU LE PAIN. | |
| ................................ | Vente et achat.................................... | 2ᵈ |
| ................................ | Vente et revente.................................... | 3 |
| ................................ | *Idem*.................................... | 4 6 |
| ................................ | Jusqu'en 1465.................................... | Sol pʳ livre |
| | LES 2,000 LIVRES. | |
| Barrage. | | |
| Domaine et barrage. | | |
| Poids-le-Roi. | | |
| Doublᵗ du dom. et bar. et du poids-le-Roi. | | |
| Officiers de police. | | |
| Don gratuit. | | |
| Vingtièmes et dix sous pour livre..... | | |
| ................................ | Suppression générale. | |
| | LE KILOGRAMME. | |
| Octroi. — Décime.................. | Jusqu'en 1822. | |
| Octroi. — Décime. | LE KILOGRAMME. | |
| Deuxième décime.................. | Pour la Ville. | |
| Octroi. — Décimes. | LES 100 KILOGRAMMES. | |
| *Idem*.................................. | Diminution de 20 centimes en principal jusqu'en 1874. | |
| Octroi. — Décime. | LE KILOGRAMME. | |
| Deuxième décime.................. | Pour la Ville. | |
| Octroi. — Décimes. | LES 100 KILOGRAMMES. | |
| *Idem.* | | |
| Octroi. — Décimes. | LES 100 KILOGRAMMES | |

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Bougie stéarique** entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1835.. | Ord. 15 mai...... | ...... | 0 075 | ...... | ...... | 0 0075 | ...... | 0 082 |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 0075 | ...... | 0 090 |
| | BOUGIES, ACIDES, STÉARIQUES et MARGARIQUES, et AUTRES SUBSTANCES pouvant remplacer la CIRE, entrai | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1848.. | Arrêté 12 octobre.. | ...... | 10 00 | ...... | ...... | 2 00 | ...... | 12 00 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 72 | 11 28 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 6 60 | ...... | ...... | 1 32 | ...... | 19 20 |
| | LES MÈVES et AUTRES telles que la PARAFFINE, etc.; SPERMA CETI BRUT entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1874.. | Décret 28 juillet... | ...... | 20 00 | ...... | ...... | 4 00 | ...... | 24 |
| | **Sains** (GRAISSES COMESTIBLES). | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ½' | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ½' |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Oins** (GRAISSES NON COMESTIBLES) DESPLOYÉS (fondus et mis en boule?) | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 4' | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4' |
| | OINS À VENDRE entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ½' | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ½' |
| | OINS FRAIS entrant par eau. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ½' | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ½' |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | OINS EN PENNE (faisant corps avec la flèche de lard). | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 4' | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4' |
| | **Suif.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 2' | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2' |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ½' | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ½' |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ½' | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ½' |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | SUIFS et CHANDELLES entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1640.. | Décl. 1er février... | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 |
| 1692.. | Décl. 17 septembre | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 | 1 |
| 1693.. | Édit avril........ | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 1 |
| | Arrêt 16 juin..... | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 4 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 8 |
| 1707.. | Décl. 26 mars.... | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 8 |
| | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | 10 6 | ...... | 2 3 6 | ...... | 13 2 |
| 1719.. | Arrêt 19 septembre | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 12 12 | 10 |

## OBJETS DIVERS. (Suite.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS de VENTE pour le Trésor. 12 |
|---|---|---|
| | LE KILOGRAMME. | s. d. |
| Octroi. — Décime. | | |
| Deuxième décime................. | Pour la Ville. | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | |
| Octroi. — Décimes. | | |
| ................................. | Diminution de 60 centimes en principal. | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | |
| Octroi. — Décimes. | | |
| | LE TONNEAU. | |
| Rivage de Seine. | | |
| ................................. | Courtiers de graisses avec 12dp par 100 livres pesant. | |
| | LA CHARRETTE. | |
| Péage du Petit-Pont............... | | |
| | LA PIÈCE OU LE BACON. | |
| Péage du Petit-Pont. | | |
| | LES 5 LIVRES ET AU-DESSUS. | |
| Rivage de Seine. | | |
| ................................. | Tonlieu. (2d les 100 petits morceaux.)..................... | ½ |
| Conduit. | | |
| | LES 24 TESTÉES DITES DOUZAINE. | |
| Péage du Petit-Pont. | | |
| | LA PELLÉE OU L'AUGE. | |
| Péage du Petit-Pont. | | |
| | LES 5 LIVRES ET AU-DESSUS. | |
| Rivage de Seine. | | |
| ................................. | Tonlieu. (2d les 100 petits morceaux.)..................... | ½ |
| | LES 100 LIVRES. | |
| Barrage. | | |
| Domaine et barrage. | | |
| Sol par livre pesant................ | Remplacement du droit attribué à des offices non achetés. | |
| Poids-le-Roi. | | |
| Doublt du dom. bar. et du poids-le-Roi. | | |
| Nouveau sol par livre pesant. | | |
| Vingtième et quatre sous pour livre... | Voir les dates de 1705, 1709 et 1711 au tableau n° 1. | |
| ................................. | Suppression des deux sols par livre pesant et de leurs surtaxes. | |

TABLEAU N° 13. OBJETS DIVERS. (Suite.)

| ANNÉES 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **SUIFS ET CHANDELLES. (Suite.)** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1720.. | Arrêt 9 août..... | 8 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 4 |
| 1721.. | Arrêt 11 mai..... | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 8 4 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 7 | ...... | ...... | 5 15 4 |
| 1748.. | Édit février...... | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 15 4 |
| 1758.. | Décl. 10 décembre. | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 5 4 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 1 2 1 | ...... | 4 18 8 | ...... | 17 6 1 |
| 1776.. | Décl. 5 février.... | 1 18 9 | ...... | ...... | ...... | ...... | 17 6 1 | 1 18 9 |
| 1781.. | Édit août........ | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 6 | ...... | 2 2 3 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 2 3 | ...... |
| | **SUIFS EN PAINS et CHANDELLES.** | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1818.. | Ord. 23 décembre. | 3 | ...... | ...... | ...... | 0 30 | ...... | 3 30 |
| | **SUIFS de toute espèce, bruts ou fondus sous toute forme, vieux oings et graisses de toute espèce, non comestibles, venant de l'extérieur, sortant des abattoirs ou des suifferies et fondoirs particuliers.** | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1846.. | Ord. 23 décembre. | 3 | ...... | ...... | ...... | 0 30 | ...... | 3 30 |
| | Arrêté 17 juin.... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 30 | ...... | 3 60 |
| 1852.. | Décret 17 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 0 216 | 3 38[illegible] |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | 3 18 | ...... | ...... | ...... | 0 636 | ...... | 7 20 |
| 1874.. | Décret 28 juillet.. | 4 | ...... | ...... | ...... | 0 80 | ...... | 12 00 |
| | **Drogueries-épiceries.** | | | | | | | |
| 1360.. | Inst. G$^{d}$ C$^{l}$ 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **ALUN de GLACE entrant.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 1$^{a}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | .....1$^{r}$ |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **SOUFRE, COUPEROSE, VIF-ARGENT et BORAX.** | | | | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351. | Let. pat. 3 mai... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **ALUN, MINE DE PLOMB, POTASSE, MANGANÈSE, SOUFRE, SALPÊTRE, TARTRE et ARSENIC.** | | | | | | | |
| | **POIVRE.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 4$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4$^{r}$ |
| | *Idem*............ | 4$^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4$^{r}$ |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **GINGEMBRE et CANELLE.** | | | | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **GIROFLE.** | | | | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS de VENTE pour le Trésor. 12 |
|---|---|---|
| | LES 100 LIVRES. | |
| Denier par livre pesant.<br>Nouveau sol par livre pesant.<br>Gardes de nuit plancheyeurs.<br>Doublement du sol par livre pesant.<br>Don gratuit.<br>Vingtièmes et huit sous pour livre.<br>Droit unique.<br>Deux sous pour livre.<br>.............................. | Suppression générale. | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | |
| Octroi. — Décime. | Jusqu'en 1846. | |
| Octroi. — Décime.<br>Deuxième décime.<br>Octroi. — Décimes................<br>*Idem.*<br>*Idem.* | Diminution de 0 fr. 18 cent. en principal. | |
| | | p. l. d. prix.<br>s. d. |
| .............................. | Jusqu'en 1465 .............................. | 1 |
| | LA CHARRETTE. | |
| Péage du Petit-Pont. | | |
| | | Droit fixe.<br>s. d. |
| | LA BALLE. | |
| .............................. | Vente et achat .............................. | 12' |
| .............................. | Vente et revente.............................. | 16 |
| .............................. | *Idem* .............................. | 2' |
| | | p. l. d. prix.<br>s. d. |
| .............................. | Vente et achat.............................. | 4 |
| .............................. | Vente et revente.............................. | 4 |
| .............................. | *Idem* .............................. | 4 |

De 1692 à 1791, mêmes droits que pour les teintures.

| | | |
|---|---|---|
| | | Droit fixe.<br>s. d. |
| | LA BALLE. | |
| Péage du Petit-Pont.<br>Conduit. | | |
| .............................. | Vente et revente.............................. | 6' |
| .............................. | *Idem* .............................. | 9 |
| .............................. | Vente et achat .............................. | 4 |
| .............................. | Vente et revente.............................. | 6 |
| .............................. | *Idem*.............................. | 9 |
| .............................. | Vente et achat .............................. | 25 |
| .............................. | Vente et revente.............................. | 30 |
| .............................. | *Idem* .............................. | 45 |

Tableau n° 13.

# OBJETS DIVERS. (Suite.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE pour le trésor. 3 | pour la ville. 4 | pour les hôpitaux. 5 | pour les officiers de police. 6 | surtaxes. 7 | à déduire pour suppression 8 | total après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | **Safran.** | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | | | | **Anis vert, cumin.** | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | | | | **Amandes sèches.** | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1361.. | Let. pat. 3 mai... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | | | | **Amandes et avelines entrant par terre.** | | | | |
| | | | | **Amandes, fruits secs autres que les fruits à cidre, figues, dattes, pâtes de fruit, citrons et autres fruits confits de toute espèce; olives entrant.** | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1848.. | Arrêté du 17 juin. | ...... | 0 05 | ...... | ...... | 0 010 | ...... | 0 06 |
| | | | | **Réglisse, aspic, graines de paradis, poivre long, cubèbe, garingal, macis, noix muguettes, fleur de canelle, saffleur (fleur de soufre?), dattes, figues de Malte et pignons (probablement secs).** | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ..... | ...... |
| | | | | **Drogueries-épiceries entrant par terre.** | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1640.. | Décl. 1er février... | 5s | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5s |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 |
| | | | | **Les mêmes, telles que : poivre, maniguette, gingembre, canelle, girofle, muscade, séné, réglisse, pistaches, casse, tamarin, dattes et figues sèches, pruneaux, olives et câpres conservées ou confites, riz, chiendent, vanille, café, cacao, chocolat, thé, tabac, jambons, anchois, sardines, thon et huîtres marinés, colle.** | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1692.. | Décl. 17 septembre | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 |
| 1693.. | Arrêt 16 juin.... | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 7 | ...... | ...... | 15 |
| 1758.. | Décl. 10 décembre. | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 25 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 1 6 | ...... | 13 13 | ...... | 39 19 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 39 19 | ...... |
| | | | | **Thé entrant.** | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | 1 00 | ...... | ...... | 0 20 | ...... | 1 20 |

## OBJETS DIVERS. (Suite.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS de VENTE pour le Trésor. 12 |
|---|---|---|
| | | s. d. |
| ........ | Vente et achat ........ | 25ᵖ |
| ........ | Vente et revente ........ | 18ᵖ |
| ........ | *Idem* ........ | 27 |
| ........ | Vente et achat ........ | 12 |
| ........ | Vente et revente ........ | 16 |
| ........ | *Idem* ........ | 2 |
| ........ | Vente et achat ........ | 12 |
| ........ | Vente et revente ........ | 17 |
| ........ | *Idem* ........ | 27 |

De 1692 à 1791, mêmes droits que pour les objets d'épicerie ci-dessous.

| | | |
|---|---|---|
| | LE KILOGRAMME. | |
| Octroi. — Décimes ........ | Jusqu'au 4 novembre suivant. | |
| | | pʳ l. du prix. |
| ........ | Vente et achat ........ | 4 |
| ........ | Vente et revente ........ | 4 |
| ........ | *Idem* ........ | 6 |
| | LES 2,000 LIVRES. | |
| Barrage ........ | Jusqu'en 1692. | |
| Domaine ........ | *Idem.* | |
| | LES 2,000 LIVRES. | |
| Domaine et barrage. | | |
| Poids-le-Roi. | | |
| Doubl. du dom. bar. et du poids-le-Roi. | | |
| Officier de police. | | |
| Don gratuit. | | |
| Vingtièmes et dix sous pour livre. | | |
| ........ | Suppression générale. | |
| | LE KILOGRAMME. | |
| Octroi. — Décimes ........ | Jusqu'au 30 septembre suivant. | |

**Tableau n° 13.** OBJETS DIVERS. (Suite.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Miel.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ½' | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ½' |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 4' | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4' |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 |
| | MIEL DE NARBONNE ou de MONTPELLIER. | | | | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | MIEL entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1640.. | Décl. 1er février... | 5' | ...... | ...... | ...... | ....... | ...... | 5' |
| | **Sucre** ENTIER (peut-être raffiné?). | | | | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | SUCRE DE CHYPRE. | | | | | | | |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | SUCRE BRISÉ (en morceaux?) | | | | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | SUCRE EN POUDRE. | | | | | | | |
| 1350.. | Ord. 30 janvier... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Confitures, citronnat, dragées.** | | | | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | SUCRE, CASSONADE, DRAGÉES, SIROPS, CONFITURES SÈCHES ET LIQUIDES, FRUITS CUITS, ROSSOLIS, SORBET, entrant. | | | | | | | |
| | SUCRE entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ......: | 0 01 | ...... | ...... | 0 02 | ...... | 0 12 |
| | VIN DE SAINT-LAURENT, MUSCAT D'ESPAGNE ET AUTRES LIQUEURS EN BOUTEILLE OU EMBALLÉS; EAUX DE LA REINE DE HONGRIE, DE CANNELLE, DE CETTE ET AUTRES; EAUX DE FORGE ET EAUX MINÉRALES entrant par terre. | | | | | | | |
| | **Glace à rafraîchir** entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1848.. | Arrêté 17 juin.... | ...... | 0 05 | ...... | ...... | 0 01 | ...... | 0 06 |
| 1855.. | Décret 3 novembre. | ...... | 5 | ...... | ...... | 1 00 | ...... | 6 00 |
| 1872.. | Décret 14 mars... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 00 | 3 00 |
| 1874.. | Décret 28 juillet... | ...... | 2 50 | ...... | ...... | 0 50 | ...... | 6 00 |
| 1878.. | Arrêté 9 mai..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 00 | ...... |

## OBJETS DIVERS. (Suite.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS de VENTE pour le Trésor. 12 |
|---|---|---|
| | LE TONNEAU. | s. d. |
| Rivage de Seine. | | |
| | LA CHARRETTE. | |
| Conduit. | | |
| | LE SOMMIER. | |
| Péage du Petit-Pont. | | |
| | LA QUEUE. | |
| .............................. | Vente et achat.............................. | 4ᶠ |
| .............................. | Vente et revente.............................. | 6 |
| .............................. | *Idem*.............................. | 9 |
| Barrage.............................. | Jusqu'en 1692; depuis, jusqu'en 1791, mêmes droits que pr les épicries | |
| | LA BALLE. | |
| .............................. | Vente et achat.............................. | 3 |
| .............................. | Vente et revente.............................. | 6 |
| .............................. | *Idem*.............................. | 9 |
| | LA BALLE. | |
| .............................. | Achat et revente.............................. | 3 |
| .............................. | *Idem*.............................. | 4 6 |
| | LA BALLE. | |
| .............................. | Vente et achat.............................. | 2 |
| .............................. | Vente et revente.............................. | 3 |
| .............................. | *Idem*.............................. | 4 6 |
| | LA BALLE. | |
| .............................. | Vente et revente.............................. | 2 |
| | | Pr liv. du prix. |
| .............................. | Vente et achat.............................. | 4 |
| .............................. | Vente et revente.............................. | 4 |
| .............................. | *Idem*.............................. | 6 |

De 1692 à 1791, mêmes droits que pour les épiceries.

| | | |
|---|---|---|
| Octroi. — Décimes.............................. | Jusqu'au 12 octobre suivant. | |

De 1692 à 1791, mêmes droits que pour les épiceries.

| | | |
|---|---|---|
| | LE KILOGRAMME. | |
| Octroi. — Décimes.............................. | Jusqu'au 12 octobre suivant. | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | |
| Octroi. — Décimes.............................. | | |
| *Idem*.............................. | Diminution de 2 fr. 50 en principal. | |
| *Idem*. .............................. | Suppression. | |

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Gommes, vernis, laques, encens, mastic blanc** (LIQUEUR). | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Ord. 30 janvier... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | ENCENS, ASSA FÆTIDA, SANG-DRAGON, MANNE, entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 |
| 1693.. | Arrêt 16 juin..... | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 7 | ...... | ...... | 15 |
| 1758.. | Décl. 10 décembre. | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 25 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 1 6 | ...... | 13 13 | ...... | 39 19 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 39 19 | ...... |
| | **Poix** NOIRE et BLANCHE. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Ord. 30 janvier... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | POIX GRASSE, **goudron, brai, bitume,** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1640.. | Décl. 1er février... | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 |
| | ASPHALTE, BITUME, BRAI de toute sorte, GOUDRONS naturels ou artificiels non imposables comme essences ou comme goudrons liquides et résidus non imposables comme essences provenant de la houille, du gaz et de toutes autres matières organiques, entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1865.. | Décret 5 juillet.... | ...... | 0 60 | ...... | ...... | 0 12 | ...... | 0 72 |
| | **Teintures** DE TOUTE ESPÈCE. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 2' | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2' |
| | LES MÊMES, excepté celles en graine. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 2' | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2' |
| | LES MÊMES en graine. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1628.. | Livre des métiers.. | 4' | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4' |
| | TEINTURES et GUÈDES. | | | | | | | |
| 1360.. | Inst. Gd Cl 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1415.. | Ord. février...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | GARANCE. | | | | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Ord. 30 janvier... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |

## OBJETS DIVERS. (Suite.)

| DÉNOMINATION des droits d'introduction principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS DE VENTE pour le trésor. 12 | DROITS DE VENTE pour les officiers de police. 13 |
|---|---|---|---|
| | | par livre du prix. | |
| | | s. d. | s. d. |
| ........................ | Vente et achat........................ | 4 | |
| ........................ | Vente et revente........................ | 4 | |
| ........................ | *Idem*........................ | 6 | |
| Domaine et barrage.<br>Poids-le-Roi.<br>Doubl' du dom. bar. et du p.-le-R.<br>Officiers de police.<br>Don gratuit.<br>Vingtièmes et dix sous pour livre. | LES 2,000 LIVRES. | | |
| ........................ | Suppression générale. | | |
| | | Droit fixe. | |
| | LES 100 LIVRES. | s. d. | |
| ........................ | Vente et achat........................ | $4^{p}$ | |
| ........................ | Vente et revente........................ | 6 | |
| ........................ | *Idem*........................ | 9 | |

De 1692 à 1791, mêmes droits que pour les produits résineux ci-dessus; antérieurement :

| | | | |
|---|---|---|---|
| Barrage.<br>Domaine. | | | |
| Octroi. — Décimes. | LES 100 KILOGRAMMES. | | |
| Chaussées. | LA CHARRETTE. | | |
| Péage du Petit-Pont. | LA CHARRETTE. | | |
| Péage du Petit-Pont. | LA CHARGE. | | |
| ........................ | Jusqu'en 1465........................ | Sol p' livre | |

| | | Droit fixe. | |
|---|---|---|---|
| | LE SETIER. | s. d. | s. d. |
| ........................ | Mesureurs de guèdes........................ | ...... | $2^{p}$ |
| | LA BALLE. | | |
| ........................ | Vente et achat........................ | $16^{p}$ | |
| ........................ | Vente et revente........................ | 18 | |
| ........................ | *Idem*........................ | 27 | |

TABLEAU N° 13. OBJETS DIVERS. (Suite.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE pour le trésor. 3 | pour la ville. 4 | pour les hôpitaux. 5 | pour les officiers de police. 6 | surtaxes. 7 | à déduire pour suppression. 8 | total après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| GRAINES D'ÉCARLATE. | | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| BOIS DE BRÉSIL. | | | | | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| AZUR, INDE DE BAGDAD, MINE, VERMILLON, FUSTET, ORPIN, GALLE et VERT-DE-GRIS. | | | | | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| ENCRE BRISÉE (en poudre ?) | | | | | | | | |
| 1341.. | Let. pat. 25 avril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| GUÈDES, PASTELS, COCHENILLE, VERMILLON, AZUR, INDIGO, MINE DE PLOMB, VERT-DE-GRIS, TARTRE, OCRE, CÉRUSE, BOIS D'INDE, DE FUSTET, DE SUMAC, DE FERNAMBOUC ET DE CAMPÊCHE, CRAIE, BLANC D'ESPAGNE, SANGUINE et LITHARGES, entrant par terre. | | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 1 | ...... | ..... | ...... | ...... | ...... | 1 |
| 1693.. | Arrêt 16 juin..... | 3 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 |
| 1730.. | Édit juin......... | ...... | ...... | ...... | 7 | ...... | ...... | 15 |
| 1758.. | Décl. 10 décembre. | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 25 |
| | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | 1 6 | ...... | 13 13 | ...... | 39 19 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 39 19 | ...... |
| CENDRE GRAVELÉE. (Lie de vin séchée, calcinée et employée dans la teinture.) | | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | $2^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^{r}$ |
| | *Idem*............ | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| | *Idem*............ | $2^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^{r}$ |
| 1360.. | Inst. G[d] C[l] 18 déc.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1627.. | Arrêt 20 juin..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1644.. | Édit novembre.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*............ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1647.. | Édit mars........ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1660.. | Arrêt 8 octobre... | $2^{r}$ $3^{r}$ $4^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^{r}$ $3^{r}$ $4^{r}$ |
| | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^{r}$ $4^{r}$ $10^{r}$ | ...... | 4 8 2 |
| 1681.. | Ord. 22 juillet.... | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | $4^{r}$ $8^{r}$ $2^{r}$ | 4 |
| 1682.. | Arrêt 9 juin...... | 2 10 | ...... | ...... | ...... | 2 4 | ...... | 8 14 |
| | Actes ci-dessus.... | 21 15 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 21 15 |
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 13 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 22 8 6 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 13 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 23 12 |
| 1723.. | Arrêt 27 septembre. | 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 29 12 |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 7 | ...... | ...... | 36 12 |
| 1758.. | Décl. 10 décembre. | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 46 12 |
| | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | 3 19 6 | ...... | 25 5 9 | ...... | 75 17 3 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 75 17 3 | ...... |

## OBJETS DIVERS. (Suite.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS DE VENTE pour le TRÉSOR. 12 | DROITS DE VENTE pour les OFFICIERS de police. 13 |
|---|---|---|---|
| | LA BALLE. | s. d. | s. d. |
| ........................ | Vente et achat.. .................. | $40^{r}$ | |
| ........................ | Vente et revente.................. | 15 | |
| ........................ | *Idem*.................. | 60 | |
| | LA BALLE. | | |
| ........................ | Vente et achat.................. | 25 | |
| ........................ | Vente et revente.................. | 16 | |
| ........................ | *Idem*.................. | 24 | |
| | | Par livre du prix. | |
| | | s. d. | s. d. |
| ........................ | Vente et achat.................. | 4 | |
| ........................ | Vente et revente.................. | 4 | |
| ........................ | *Idem*.................. | 6 | |
| | | Droit fixe. | |
| | LA BALLE. | s. d. | s. d. |
| ........................ | Vente et achat.................. | $3^{r}$ | |
| ........................ | Vente et revente.................. | 3 | |
| | LES 2,000 LIVRES. | | |
| Domaine et barrage. | | | |
| Poids-le-Roi. | | | |
| Dbl<sup></sup>t du dom. bar. et du poids-le-R. | | | |
| Officiers de police. | | | |
| Don gratuit. | | | |
| Vingtièmes et dix sous pour livre.. | | | |
| ........................ | Suppression générale. | | |
| | LA CHARRETTE. | | |
| Chaussées. | | | |
| Péage du Petit-Pont. | | | |
| Conduit. | | | |
| | | Par livre du prix. | |
| | | l. s. d. | l. s. d. |
| ........................ | Jusqu'en 1602 où l'omission au tarif interrompit la percep. | 1 | |
| ........................ | Rétablissement de ce droit jusqu'à son aliénation en 1644. | 1 | |
| Contrôleurs-priseurs........... | Mêmes officiers que pour les soudes et les cendres....... | ...... | 1 |
| Jurés-jaugeurs................ | Avec 5 s. p$^{r}$ tonne.—Continuation des contrôleurs-priseurs | ...... | 1 |
| | | Droit fixe. | |
| | LE MUID (350 LIVRES PESANT). | l. s. d. | l. s. d. |
| Contrôleurs-priseurs........... | Et nouveaux jurés-jaugeurs avec 5 autres sous par tonne.. | ...... | $6^{r}$ |
| Tiers retranché............... | 2 s. sur les contrôleurs-visiteurs et 5 s. 4 d. s$^{r}$ les jaug$^{rs}$.. | ...... | 4 $6^{r}$ $8^{r}$ |
| Parisis, sol et six deniers....... | Pour le Trésor sur le droit total. Voir le tableau n° 3..... | ...... | 4 6 8 |
| Droit fixe.................... | Absorbant les droits de vente. | | |
| *Idem* parisis, sol et 6 deniers..... | Réglementation par arrêts des 8 janvier et 20 mars 1683. | | |
| Ancien droit. | LES 2,000 LIVRES. | | |
| Domaine et barrage. | | | |
| Doubl$^{t}$ du domaine et barrage. | | | |
| Poids-le-Roi.................. | Création de 1693 non appliquée alors aux cendres gravelées | | |
| Officiers de police. | | | |
| Don gratuit. | | | |
| Vingtièmes et dix sous pour livre. | Pour le Trésor. | | |
| ........................ | Suppression générale. | | |

Tableau n° 13. **OBJETS DIVERS. (Fin.)**

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Poteries.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Verres** entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | $1^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $1^{r}$ |
| 1360.. | Inst. Gᵈ Cˡ. 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Cristaux, porcelaines** et **faïences** entrant par terre. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | $1^{r}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $1^{r}$ |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| 1758.. | Décl. 10 décembre. | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 12 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | $1^{r}$ $4^{r}$ | ...... | $6^{r}12^{r}$ | ...... | $19^{r}16^{r}$ |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $19^{r}16^{r}$ | ...... |
| | Faïences et verreries entrant par terre ou par eau. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1730.. | Édit juin........ | ...... | ...... | ...... | 12 | ...... | ...... | 12 |
| 1743.. | Édit décembre.... | 4 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 16 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 1 7 | ...... | 8 9 | ...... | 1 4 9 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 4 9 | ...... |
| | Verres à vitre entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1872.. | Décret 24 juillet.. | ...... | 1 50 | ...... | ...... | 0 30 | ...... | 1 80 |
| 1880.. | Arrêté 30 décemb.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 80 | ...... |
| | **Glaces** (miroirs) entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1872.. | Décret 24 juillet... | ...... | 12 | ...... | ...... | 2 40 | ...... | 14 40 |
| 1880.. | Arrêté 22 décemb.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 14 40 | ...... |
| | **Verres** et **bouteilles** entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1640.. | Décl. 1er février... | 1 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | 3 | 3 |
| 1692.. | Décl. 17 septemb.. | 5 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 6 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 5 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 11 |
| 1758.. | Décl. 10 décembre. | 10 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 11 |
| | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | 1 1 1 | ...... | 5 16 1 | ...... | 17 8 2 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 17 8 2 | ...... |
| | Bouteilles, demi-bouteilles et flacons de verre de toutes formes de la capacité de 37 centilitres 50 et au-dessus, entrant. | | | | | | | |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| 1872.. | Décret 24 juillet... | ...... | 0 96 | ...... | ...... | 0 192 | ...... | 1 152 |
| 1880.. | Arrêté 22 décemb.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 152 | ...... |

# OBJETS DIVERS. (Fin.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS de VENTE pour le Trésor. 12 |
|---|---|---|
| | LE LOT. | |
| .............................. | Coutume ou tonlieu.................................... | Un objet. |
| | LA CHARRETTE. | |
| Chaussées. .............................. | Jusqu'en 1465.................................... | Sol pr liv. |
| | LES 2,000 LIVRES. | |
| Domaine et barrage.<br>Doublement du domaine et barrage.<br>Don gratuit.<br>Vingtièmes et dix sous pour livre. .............................. | Suppression générale. | |
| | LA VOIE. | |
| Officiers de police.<br>Droits rétablis.<br>Vingtièmes et dix sous pour livre. .............................. | Suppression générale. | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | |
| Octroi. — Décimes. .............................. | Suppression. | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | |
| Octroi. — Décimes. .............................. | Suppression. | |
| | LA VOIE. | |
| Barrage.<br>Domaine.<br>Domaine et barrage.<br>Doublement du domaine et barrage.<br>Don gratuit.<br>Vingtièmes et dix sous pour livre.. .............................. | Suppression générale. | |
| | LES 100 KILOGRAMMES. | |
| Octroi. — Décimes. .............................. | Suppression. | |

Tableau n° 14. ANIMAUX DIVERS, MOYENS DE TRANSPORT, ETC.

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Taureaux** entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. |
| 1268.. | Livre des métiers. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360.. | Inst. $G^d$ $C^l$. 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Chevaux, juments** et **poulains** entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers. | $1^r$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $1^r$ |
| | *Idem*........... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1360.. | Inst. $G^d$ $C^l$ 18 déc. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | CHEVAUX. | | | | | | | |
| 1341.. | Let pat. 25 vril.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1350.. | Let. pat. 17 février. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1351.. | Let. pat. 3 mai... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | CHEVAUX et MULETS DE TOUS PAYS, entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1640.. | Décl. 1er février... | $2^r$ $6^r$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^r$ $6^r$ |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | 2 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 |
| 1692.. | Décl. 17 septembre | 6 9 | ...... | ...... | ...... | ...... | $5^r$ | 6 9 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 6 9 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 13 6 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | $1^r$ $4^r$ | ...... | $7^r$ $5^r$ | ...... | 1 2 3 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 2 3 | ...... |
| | **Mulets, mules, ânes** et **ânesses** entrant. | | | | | | | |
| 1268.. | Livre des métiers.. | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| | **Singes** À VENDRE entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livres des métiers. | $4^r$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $4^r$ |
| | **Chars** entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | $4^r$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | [illegible] |
| | **Charrettes** entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers. | $2^r$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $2^r$ |
| | **Petites voitures** suivant les marchés, entrant. | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | $1^r$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $1^r$ |

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 | DROITS de VENTE pour le Trésor. 12 |
|---|---|---|
| | PAR TÊTE. | s. d. |
| Péage du Petit-Pont. | | |
| .............................. | Congé et hallage.......................................... | 2ᵈ |
| .............................. | Coutume du pied-fourché jusqu'en 1651 .................... | Sol p. livre |
| | PAR TÊTE. | |
| Péage du Petit-Pont ............... | Exception pour les bêtes de moins d'un an. | Droit fixe. |
| .............................. | Tonlieu des marchands seulement et exception pour les poulains tétant encore. | 2ᵈ |
| .............................. | Coutume du pied-rond jusqu'en 1651...................... | Sol p. livre |
| | PAR TÊTE. | Par livre du prix. |
| .............................. | .......................................... | 4ᵈ |
| .............................. | .......................................... | 4 |
| .............................. | .......................................... | 6 |
| | PAR TÊTE. | |
| Barrage......................... | Pour les chevaux seulement. | |
| Domaine......................... | *Idem.* | |
| Domaine et barrage. | | |
| Doublement du domaine et barrage. | | |
| Vingtièmes et dix sous pour livre | | |
| .............................. | Suppression générale. | |
| | PAR TÊTE. | Droit fixe. s. d. |
| .............................. | Tonlieu.......................................... | ½ᵈ |
| | PAR TÊTE. | |
| Péage du Petit-Pont. | | |
| | CHAQUE. | |
| Chaussées....................... | Indépendamment de la taxe sur les objets transportés. | |
| | CHAQUE. | |
| Chaussées....................... | Indépendamment de la taxe sur les objets transportés. | |
| | CHAQUE. | |
| Chaussées....................... | Indépendamment de la taxe sur les objets transportés. | |

TABLEAU N° 14. ANIMAUX DIVERS, MOYENS DE TRANSPORT, ETC. (Suite.)

| ANNÉES. | TITRES de PERCEPTION. | DROITS D'ENTRÉE | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | pour le TRÉSOR. | pour la VILLE. | pour les HÔPITAUX. | pour les OFFICIERS de police. | SUBTAXES. | À DÉDUIRE pour suppression | TOTAL après chaque variation. |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |

**Coches, carrosses et charrettes publiques** de messagerie, entrant.

| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1640.. | Décl. 1er février... | 2 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 |
| 1651.. | Décl. 8 février.... | 5 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 |
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 9 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | 7 | 9 6 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 9 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 19 |
| ....... | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 1 10 | ...... | 10 5 | ...... | 1 11 3 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 11 3 | ...... |

CARROSSES PUBLICS à 2 et à 4 places servant pour la suite de la cour, entrant.

| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 6 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 12 |
| ....... | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 1 3 | ...... | 6 7 | ...... | 1 10 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 10 | ...... |

**Cheval portant à dos**, entrant.

| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1268.. | Livre des métiers.. | $\frac{1}{2}$ | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | $\frac{1}{2}$ |

CHEVAL ou MULET DE MESSAGER chargé de ballots ou hardes, entrant.

| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 6 9 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 6 9 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 6 9 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 13 6 |
| ....... | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | 1 4 | ...... | 7 5 | ...... | 1 2 3 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 2 3 | ...... |

**Coches et autres bateaux** de grandeur ordinaire et ceux appelés MARGOTATS, arrivant d'amont.

| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 2 14 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 14 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 2 14 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 8 |
| ....... | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | 10 7 | ...... | 2 19 3 | ...... | 8 17 10 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 17 10 | ...... |

LES MÊMES de moindre contenance, appelés FLETTES ou TOUES, arrivant d'amont.

| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1692.. | Décl. 17 septembre. | 1 7 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 7 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 1 7 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 14 |
| ....... | Actes déjà cités.... | ...... | ...... | 5 4 | ...... | 1 9 8 | ...... | 4 9 |
| 179 .. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 9 | ...... |

## ANIMAUX DIVERS, MOYENS DE TRANSPORT, ETC. (Suite.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 |
|---|---|
| | CHAQUE. |
| Barrage. | Pour les coches publics, indépendam<sup></sup>t des taxes sur les objets transportés. |
| Domaine. | *Idem.* |
| Domaine et barrage. | *Idem.* |
| Doubl[t] du domaine et barrage. | *Idem.* |
| Vingtièmes et dix sous pour livre. | |
| ................................ | Suppression générale. |
| | CHAQUE. |
| Domaine et barrage. | Indépendamment des taxes sur les objets transportés. |
| Doubl[t] du domaine et barrage. | *Idem.* |
| Vingtièmes et dix sous pour livre. | |
| ................................ | Suppression générale. |
| | PAR TÊTE. |
| Chaussées. | Aussi pour le cheval portant à trousse, si la marchandise est dans la selle. |
| | PAR TÊTE. |
| Domaine et barrage. | Indépendamment des taxes sur les objets transportés. |
| Doubl[t] du domaine et barrage. | *Idem.* |
| Vingtièmes et dix sous pour livre. | |
| ................................ | Suppression générale. |
| | CHAQUE. |
| Domaine et barrage. | Indépendamment des taxes sur les objets transportés. |
| Doubl[t] du domaine et barrage. | *Idem.* |
| Vingtièmes et dix sous pour livre. | |
| ................................ | Suppression générale. |
| Domaine et barrage. | Indépendamment des taxes sur les objets transportés. |
| Doubl[t] du domaine et barrage. | *Idem.* |
| Vingtièmes et dix sous pour livre. | |
| ................................ | Suppression générale. |

**Tableau n° 14.** ANIMAUX DIVERS, MOYENS DE TRANSPORT, ETC. (Fin.)

| ANNÉES. 1 | TITRES de PERCEPTION. 2 | DROITS D'ENTRÉE pour le TRÉSOR. 3 | pour la VILLE. 4 | pour les HÔPITAUX. 5 | pour les OFFICIERS de police. 6 | SURTAXES. 7 | À DÉDUIRE pour suppression 8 | TOTAL après chaque variation. 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Bachots ou billes arrivant d'amont.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1692.. | Décl. 17 septembre | 15 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 15 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 10 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 3 | ...... | 16 6 | ...... | 2 9 6 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 9 6 | ...... |
| | **Bateaux portant travure et autres appelés cabonières et besognes arrivant d'aval.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1692.. | Décl. 17 septembre | 5 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 8 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet..... | 5 8 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 10 16 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 1 1 7 | ...... | 5 18 9 | ...... | 17 16 4 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 17 16 4 | |
| | **Bateaux appelés petits chalands, flettes et grandes barquettes arrivant d'aval.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1692.. | Décl. 17 septembre | 2 14 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 14 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 2 14 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 5 8 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 10 7 | ...... | 2 19 13 | ...... | 8 17 10 |
| 1791.. | Loi 19 février.... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 8 17 10 | |
| | **Petites barquettes et bachots arrivant d'aval.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1692.. | Décl. 17 septembre | 1 7 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1 7 |
| 1705.. | Décl. 7 juillet.... | 1 7 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 2 14 |
| | Actes déjà cités... | ...... | ...... | 5 4 | ...... | 1 9 8 | ...... | 4 9 |
| 1791.. | Loi 19 février..... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 4 9 | ...... |
| | **Caisses, écrins, coffres, contenant des marchandises et en général tout fardeau entrant ou sortant par eau.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 1/2r | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1/2r |
| | **Homme chargé entrant.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 1r | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1r |
| | ............... | 1r | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1r |
| | **Trousseaux de mariée traversant.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 1r | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1r |
| | **Déménagements de ville à ville passant.** | | | | | | | |
| | | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. | l. s. d. |
| 1268.. | Livre des métiers.. | 1r | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | 1r |

## ANIMAUX DIVERS, MOYENS DE TRANSPORT, ETC. (Fin.)

| DÉNOMINATION DES DROITS D'INTRODUCTION principaux ou additionnels. 10 | OBSERVATIONS. 11 |
|---|---|
| | CHAQUE. |
| Domaine et barrage................. | Indépendamment des taxes sur les objets transportés. |
| Doubl' du domaine et barrage........ | *Idem.* |
| Vingtièmes et dix sous pour livre. .............................. | Suppression générale. |
| | CHAQUE. |
| Domaine et barrage................. | Indépendamment des taxes sur les objets transportés. |
| Doubl' du domaine et barrage........ | *Idem.* |
| Vingtièmes et dix sous pour livre. | |
| | CHAQUE. |
| Domaine et barrage................. | Indépendamment des taxes sur les objets transportés. |
| Doubl' du domaine et barrage........ | *Idem.* |
| Vingtièmes et dix sous pour livre. .............................. | Suppression générale. |
| | CHAQUE. |
| Domaine et barrage................. | Indépendamment des taxes sur les objets transportés. |
| Doubl' du domaine et barrage........ | *Idem.* |
| Vingtièmes et dix sous pour livre. .............................. | Suppression générale. |
| | CHAQUE. |
| Rivage de Seine.................... | Indépendamment des taxes sur les objets transportés. |
| Exemption pour la femme portant à col ou traînant charrette. | |
| Chaussées.......................... | Même s'il trouve à mettre sa charge sur charrette en jurant qu'il a entrepris de porter à col. — Indépendamment des taxes sur les objets transportés. |
| Péage du Petit-Pont................ | Indépendamment des taxes sur les objets transportés. |
| | LA CHARRETTE. |
| Chaussées. | |
| | CHAQUE. |
| Chaussées.......................... | Sous serment qu'il n'y a pas de marchandise et quand même il y aurait des objets de literie. |

**Tableau n° 15.**

| ANNÉES. | TABLEAU N° 1. — BOISSONS ET LIQUIDES. | | | | | | TABLEAU N° [2]. — COMESTIBLES. | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Vins. | Alcools. | Cidres. | Vinaigres et Verjus. | Cervoises et Bières. | Huiles et Savons. | Bestiaux et Viandes. | Volailles | Poissons d'eau douce. | Poissons de mer. |
| 1121 | O | | | | | | | | | |
| 1170 | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1213 | O | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1220 | V | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1258 | P v | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... | ...... |
| 1268 | E p v | ...... | ...... | ...... | ...... | E | E | E | V | E V |
| 1337 | e p V | ...... | ...... | V | V | e | e | e | ...... | e |
| 1341 | e p V | ...... | ...... | V | V | e V | e | e | ...... | e |
| 1350 | e p V | ...... | ...... | V | V | e V | e V | e | V | e V |
| 1351 | e p V | ...... | ...... | V | V | e V | e | e | V | e V |
| 1360 | E P V | ...... | ...... | V | E V | e V | e V | e | V | e V |
| 1364 | e p v | ...... | ...... | v | e v | e v | e | e | V | e V |
| 1375 | e p v | ...... | ...... | v | e v | e v | e P V | e | V | e V |
| 1383 | E p v | ...... | ...... | v | e V | e v | e p v | e | v | e v |
| 1384 | e p v | ...... | ...... | v | V | e v | e p v | e | v | e v |
| 1395 | e p V | ...... | ...... | v | V | e v | e p v | e | v | e v |
| 1398 | e p v | ...... | ...... | v | v | e v | e p v | e | v | e v |
| 1415 | e P v | ...... | ...... | v | v | e v | e p v | e | v | e v |
| 1418 | E p v | ...... | ...... | v | v | e v | e p v | e | v | e v |
| 1436 | E p v | ...... | ...... | v | v | e v | e p v | e | v | e v |
| 1465 | e p V | ...... | ...... | v | v | e v | e p | e | v | e v |
| 1499 | e p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e p V | e | ...... | e V |
| 1505 | e p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e O p V | e | ...... | e v |
| 1508 | e p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e p V | e | ...... | e v |
| 1510 | e p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e p v | e | ...... | e v |
| 1527 | e p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e O p v | e | ...... | e v |
| 1539 | e p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e O p v | e | ...... | e v |
| 1544 | O p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e o p v | e | ...... | e v |
| 1546 | o p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e o p v | e | ...... | e v |
| 1548 | p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e O p v | e | ...... | e V |
| 1551 | E p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e o p v | e | ...... | e |
| 1554 | E p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e o p v | e | ...... | e |
| 1556 | E p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e o p v | e | ...... | e |
| 1561 | E p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e o p V | e | ...... | e |
| 1567 | e p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e p v | e | ...... | e |
| 1569 | E p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e p v | e | ...... | e |
| 1577 | e p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e p v | e | ...... | e |
| 1581 | E p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e p v | e | ...... | e |
| 1596 | e p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e p v | e | ...... | e |
| 1597 | E p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e p v | e | ...... | e |
| 1598 | e O p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e p v | e | ...... | e |
| 1601 | e O p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e p v | e | ...... | e |
| 1609 | E p v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e p v | e | ...... | e |
| 1613 | e O H v | ...... | ...... | ...... | ...... | e | e p v | e | ...... | e |
| 1625 | E o h p v | ...... | ...... | ...... | E | e | e p v | e | ...... | e |
| 1629 | E o h p v | ...... | ...... | ...... | e | e | e p v | e | ...... | e |
| 1630 | E o h p v | ...... | ...... | ...... | e | e | e p v | e | ...... | e |
| 1632 | e O h p V | ...... | ...... | ...... | e | e | e p v | e | ...... | e |
| 1633 | E o b p V | E | ...... | ...... | ...... | e | e p v | e | ...... | e |
| 1635 | e o h p v | ...... | ...... | ...... | E | e | e p v | e | ...... | e |
| 1636 | E o b p v | e | ...... | ...... | E | e | e p v | e | ...... | e |
| | | | | | Cervoises 1337-1465. Bières depuis 1625. | | Viandes vendues au détail 1360-1465. | Oies seulement. | | Huitres, moules, etc. vendues, 1350-135[1] |

| | | | | TABLEAU n° 3. — Combustibles. | | TABLEAUX n°s 4-7. — Dépouilles d'animaux. | | TABLEAU n° 8. — Matériaux. | TABLEAUX n°s 9-11. — Bois à ouvrer et ouvré. | | TABLEAU n° 12. — Fourrages. | | TABLEAUX N°s 13 ET 14. — Objets et animaux divers. — Moyens de transport. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Beurres. Fromages. Œufs. | | Grains. Fruits. Légumes. | | Bois. Charbons. Cendres. | | Marchandises ouvrées ou non. — Métaux. | | Chaux. Pierres. Briques. Tuiles. Ardoises. | Meubles. Ustensiles. Charpentes Futailles. | | Foin. Paille. Avoine. | | Graisses et Suifs. | | Sels. Cires. Épiceries. Drogueries. Teintures. | | Poteries. Verreries. | |
| ...... | | ...... | | | V | | | | | | | | | | | | | |
| ...... | | O | | O | v | ...... | | ...... | O | | O | | | | | | | |
| ...... | | ...... | | | v | | | | | | | | | | | | | |
| ...... | | ...... | | | v | | | | | | | | | | | | | |
| E | P | E | V | E | v | E | | ...... | E | V | E | | E | V | E | V | E | |
| e | p | e | V | e | V | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | V | e | |
| e | p | e | V | e | V | e | V | V | e | V | e | | e | v | e | V | e | |
| e | p | e | V | e | V | e | V | V | e | V | e | | e | v | e | V | e | |
| e | p | e | V | e | V | e | V | V | e | V | e | | e | v | e | V | e | |
| e | p | e | V | e | V | e | V | V | e | V | e | | e | v | e | V | e | V |
| e | p | e | | e | v | e | v | v | e | v | e | V | e | v | e | v | e | v |
| e | p | e | | e | v | e | v | v | e | v | e | v | e | v | e | v | e | v |
| e | p | e | | e | v | e | v | v | e | v | e | v | e | v | e | v | e | v |
| e | p | e | | e | v | e | v | v | e | v | e | v | e | v | e | v | e | v |
| e | p | e | | e | v | e | v | v | e | v | e | v | e | v | e | v | e | v |
| e | p | e | | e | v | e | v | v | e | v | e | v | e | v | e | v | e | v |
| e | p | e | V | e | v | e | v | v | e | v | e | v | e | v | e | v | e | v |
| e | p | e | | e | v | e | v | v | e | v | e | v | e | v | e | v | e | v |
| e | p | e | | e | v | e | v | v | e | | e | v | e | v | e | V | e | v |
| e | p | e | | e | v | e | v | v | e | | e | v | e | v | e | V | e | v |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ... .. | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | A | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| e | p | e | | e | v | e | | ...... | e | | e | | e | v | e | | e | |
| Beurres seulement pour le droit des compt[rs] | | Blé 1213. Farine 1415. Pain 1268. | | Bois seul 1170 et 1213, Tourbe 1360. | | Pelleteries 1268-1351. | | Meules et mortiers 1268. Ciment et plâtre. 1360. | Merrains 1213. Charrettes et Bateaux 1268. | | Herbe 1268. | | | | Miel et Sucres avec droits distincts. | | | |

**Tableau n° 15.**

| ANNÉES. | TABLEAU N° 1. — BOISSONS ET LIQUIDES. | | | | | | TABLEAU N° — COMESTIBLES | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Vins. | Alcools. | Cidres et poirés. | Vinaigres et Verjus. | Bières. | Huile et Savons. | Bestiaux et Viandes. | Volailles et Gibier. | Poissons d'eau douce | Poissons de mer. |
| 1638 | E o h p v | E | e | ...... | E | e | p | e | ...... | e |
| 1640 | E o h p v | E | | ...... | ...... | e | p v | e | ...... | e |
| 1641 | E o h p v | E P | e | ...... | ...... | e | p v | e | ...... | e |
| 1643 | E o h p v | e | E | ...... | ...... | e | p v | e | ...... | e |
| 1645 | E o h p v | e | E | ...... | ...... | e | p v | e | ...... | e |
| 1646 | E o h p v | e | e | ...... | ...... | e | p v | e | ...... | e |
| 1648 | E v | e | e | ...... | e | e | e v | e v | ...... | |
| 1651 | E v | E | E | ...... | e | E | E v | e v | e | |
| 1652 | e | e | e | ...... | e | e | e V | e | e | e |
| 1654 | E v | E | E | ...... | e | e | e v | e | e | |
| 1655 | e v | e | e | ...... | e | e | e P v | e | e | |
| 1657 | e v | e | e | ...... | e | e | E v | e | e | |
| 1658 | e H v | e | e | ...... | e | e | e ʌ | e | e | |
| 1659 | e h v | E | e | ...... | e | e | E v | e | e | |
| 1663 | e h V | e | e | ...... | e | e | e v | e | e | |
| 1680 | E v | E | e | E | E | e | e v | e | e | |
| 1681 | e v | e | e | e | e | e | e v | e | e | |
| 1682 | e v | e | e | e | e | e | e v | e | e | |
| 1683 | e v | e | e | e | e | e | e v | e | e | |
| 1686 | E v | E | e | e | e | e | e v | e | e | |
| 1687 | e v | e | e | e | e | e | e v | e | e | |
| 1690 | e v | e | e | e | e | e | E | e | e | e |
| 1691 | e H v | e | e | e | e | e | e | e | e | |
| 1692 | a h x | e | e | e | e | E | e | E | E | E |
| 1693 | e h v | e | e | e | e | e | E | e | e | e |
| 1696 | e h v | e | e | e | e | e | e | e | e | e |
| 1697 | e h v | e | e | e P | e | e | e | e | e | e |
| 1698 | e h v | e | e | E | e | e | e | e | e | e |
| 1702 | eO h v | e | e | ...... | e | e | e | e | e | e |
| 1704 | e o h v | e | e | ...... | e | e | eO v | e | e | e |
| 1705 | eO h v | e O | e O | ...... | e | E | E o v | E | E H | E |
| 1706 | eO h v | e o | E o | ...... | E | e | e o v | e | e | e |
| 1707 | eO h v | e O | e O | o | E | e | e o v | e | e | e |
| 1709 | e o h v | e o | e o | o | e | E | E o v | e | E | E |
| 1711 | e o h v | e o | e o | o | e | e H | e o H v | e | e H | e H |
| 1715 | e o h v | e o | e o | o | e | e h | e o h v | e | e h | e h |
| 1717 | e o h v | e o | e o | o | e | e h | e o h v | e | e h | e h |
| 1718 | e o h v | e o | e o | o | e | e h | e o h v | e | e h | e h |
| 1719 | e o h v | e O | E o | o | e | e h | e o h v | e | e h | e h |
| 1720 | e o h v | e o | e o | o | e | e h | e o h v | e | e h | e h |
| 1721 | e o h | e o | e o | o | e | e h | e o h v | e | e h | e h |
| 1722 | e o h | e o | e o | o | e | e h | e o h v | e V | e h | e h |
| 1729 | e o h | e o | e o | o | e | e h | e o H v | e v | e h | e h |
| 1730 | e o h p | e o | e o P | o P | e O | e h P | e o h P v | e v | e h V | e h |
| 1733 | e O h p | e o | e o p | o p | e o | e h p | e o h v | e v | e h v | e h |
| 1741 | o O h p | e O | e O P | o p | e o | e h p | e o h v | e v | e h v | e h |
| 1743 | E o h p | E o | e o p | o p | E o | e h p | e o h P v | e v | e h v | e h |
| 1744 | e o h p | E o | e o p | o p | e o | e h p | e o h v | e v | e h v | e h |
| | Vins de liqueurs depuis 1640 | Eau-de-vie double et esprit de vins 1687. | Poirés depuis 1680 | Vinaigres en 1707. Verjus et vin gâtés en 1680. | | | Pores seulement, 1648 et 1652. Viandes depuis 1680 | | | Huîtres depuis 169 |

| | | TABLEAU n° 3. — Combustibles. | TABLEAUX n°s 4-7. — Dépouilles d'animaux. | TABLEAU n° 8. — Matériaux. | TABLEAUX n°s 9-11. — Bois à ouvrer et ouvré. | TABLEAU n° 12. — Fourrages. | TABLEAUX 13 ET 14. — Objets et animaux divers. — Moyens de transport. | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Beurres. Fromages Œufs. | Fruits crus. Légumes secs. | Bois. Charbons. Houille. Cendres. | Marchandises ouvrées ou non. — Métaux. | Pierres. Chaux. Briques. Tuiles. Ardoises. | Futailles. | Foin. Paille Avoine, etc. | Graisses. Suifs. Chandelles. | Sels. Cires. Épiceries. Drogueries. Teintures. | Faïences. Porcelaines Cristaux. Verreries. |
| e p | e | e | e | ...... | e | e | e | e | e |
| e p | e | e v | e | ...... | e | e | e | e | e |
| e p | e | e v | e | ...... | e | e | e | e | e |
| e p | e | e v | e | ...... | e | e | e | e | e |
| e p | e | e v | e | ...... | e | e | e | e | e |
| e p | e | e v | e | ...... | e | e | e | e | e |
| e p | e | v | ...... | ...... | e v | e | e | e | e |
| e p | e | E v | E | ...... | E v | e | e | e | E |
| e | e | e | e | ...... | e v | e | e | e | e |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e | e | e | e |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e | e | e | e |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e | e | e | e |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e | e | e | e |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e | e | e | e |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e | e | e | e |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e | e | e | e |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e | e | e | e |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e | e | e | e |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e | e | e | e |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e | e | e | e |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e | e | e | e |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e | e | e | e |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e | e | e | e |
| E | E | E v | E | ...... | E v | E | E | E | E |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e | E | E | e |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e | e | e | e |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e | e | e | e |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e | e | e | e |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e p | e | e | e |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e | e | e | e |
| E | E | E v | E | ...... | E v | E | E | E | e |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e | e | e | e |
| e | e | e v | e | ...... | e v | e | E | e | e |
| E | E | e v | E | ...... | E v | E | E | E | E |
| e H | e H | e v | e H | ...... | e H | e H | e H | e | e H |
| e h | e h | e v | e h | ...... | e h | e h | e h | e | e h |
| e h | e h | e v | e h | ...... | e h | e h | e h | e | e h |
| e h | e h | e v | e h | ...... | e h | e h | e h | e | e h |
| e h | é h | e H v | e h | ...... | e h | e h | E h | e | e h |
| e h | e h | e h v | e h | ...... | e h | e h | e h | e | e h |
| e h | e h | e h v | e h | ...... | e h | e h | E | E | e h |
| e h V | e h | e h v | e h | ...... | e h | e h | E | e | e h |
| e h v | e h | e h v | e h | ...... | e h | e h | e h | e | e h |
| e h v | e h | e h P v | e h P | ...... | e H | e h P | e h P | e P | e h P |
| e h v | e h | e h p v | e h p | ...... | e h | e h p | e h p | e p | e h p |
| e h v | e h | e h p v | e h p | ...... | e h | e h p | e h p | e p | e h p |
| e h v | e h p | e h p v | e h p | E h | E H | E h p | e h p | e p | e h p |
| e h v | e h | e h p v | e h p | e h | e h | e h | e h p | e p | e h p |
| Fromages seuls 1268-1692. | Fruits et légumes frais 1268-1692. | Houille depuis 1783 | Draps vendus au détail 1360-1465, en gros 1360-1644. | | Bateaux vendus jusqu'en 1791. Déchirage 1730-1791. | | Chandelles depuis 1640. | | Verres et bouteilles depuis 1640. |

**Tableau n° 15.**

## RÉCAPITULATION DE

| ANNÉES. | TABLEAU N° 1. BOISSONS ET LIQUIDES. Vins. | Alcools. | Cidres et poirés. | Vinaigres et Verjus. | Bières. | Huiles et Savons. | TABLEAU N° … COMESTIBLES. Bestiaux et Viandes. | Volailles et Gibier. | Poissons d'eau douce. | Poissons de mer. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1748 | e o h p | e o | e o p | o p | e o | e h p | c o h v | e v | e h v | e h v |
| 1756 | e O h p | e o | e o p | o p | c O | e h p | e o h v | c v | e h v | c h v |
| 1757 | c o h p | e O | c o p | o p | e o | e h p | c o h v | e v | e h v | e h v |
| 1758 | e O h p | E o | e o p | o p | e o | e h p | e o h v | c v | e h v | e h v |
| 1767 | E o h p | E o | E o p | o p | e o | E h p | e o h v | e v | e h v | e h v |
| 1771 | e o H p | e H | e o p | o p | E o | c H p | e o H v | c v | e H v | e H v |
| 1775 | E o h p | c h | c o p | o p | e o | c h p | e o h v | e v | c h v | e h v |
| 1776 | E o h p | c h | e o p | o | e o | c h | E o h v | c H v | e h v | e h |
| 1781 | c o h p | e h | e o p | o | e o | E h | e o h v | e h v | c V | e h |
| 1782 | e o h p | e h | e o p | o | e o | e h | e o h v | e h v | v | e h |
| 1791 | e o h p | c h | e o p | o | c o | e h | e o h v | e h v | v | c h |
| 1798 | O | O | ...... | O | ...... | ...... | O | ...... | ...... | ...... |
| 1799 | O | O | ...... | O | O | ...... | O | ...... | ...... | ...... |
| 1802 | O | o | O | O | o | ...... | o | V | ...... | ...... |
| 1803 | O | O | ...... | O | O | ...... | o | v | ...... | ...... |
| 1805 | o | o | ...... | o | o | ...... | o | v | ...... | ...... |
| 1806 | E O | E o | E o | O | O | ...... | o | v | ...... | V |
| 1807 | e o | e o | e o | o | o | ...... | o | V | ...... | v |
| 1808 | e o | E O | e o | o | o | ...... | o | v | ...... | v |
| 1809 | e O | E o | E o | o | o | ...... | o | V | V | V |
| 1811 | e O | e o | e o | O | o | ...... | o | v | v | v |
| 1813 | E o | E o | E o | o | o | ...... | o | v | v | v |
| 1814 | E o | e o | e o | o | o | ...... | O | V | v | V |
| 1815 | E O | E O | E o | o | O | ...... | o | v | v | v |
| 1816 | E o | e o | e o | o | o | ...... | O | V | V | v |
| 1817 | e o | e o | e o | o | o | E | o | v | v | v |
| 1818 | E O | e o | e o | o | O | e | o | v | v | v |
| 1819 | e o | e o | e o | o | o | e | o | v | v | v |
| 1820 | e o | e o | e o | o | o | e | o | v | v | v |
| 1822 | E o | e o | e o | o | o | O | o | v | v | v |
| 1823 | e o | e o | e o | o | o | o | o | v | v | v |
| 1824 | e o | E O | e o | o | o | o | o | v | v | v |
| 1825 | e o | e o | e o | o | o | o | o | v | v | v |
| 1826 | e o | e o | e o | o | o | o | o | v | v | v |
| 1829 | e o | e o | e o | o | o | o | o | v | v | v |
| 1830 | E O | E O | e o | o | o | o | o | v | v | v |
| 1832 | e O | e O | e o | O | o | O | O | v | v | v |
| 1834 | e o | e o | e o | o | o | o | o | v | v | v |
| 1835 | e O | e o | e o | o | o | o | o | v | v | v |
| 1838 | c o | c o | e o | o | o | o | o | v | v | v |
| 1840 | e o | e o | e o | o | o | o | o | v | v | v |
| 1844 | e o | e o | e o | o | o | o | o | v | v | v |
| 1845 | e o | e o | e o | o | o | o | o | v | v | v |
| 1846 | e o | e o | e o | o | o | o | o | v | v | v |
| 1847 | e o | e o | e o | o | o | o | O | O v | O v | O V |
| 1848 | e o | E o | e o | O | o | o | o | o v | O v | O v |
| 1849 | e o | e o | e o | o | o | o | o | o v | o v | o v |
| 1850 | e o | e o | e o | o | o | o | o | o v | o v | o v |
| | Vin en bouteilles 1820 et 1848. | Alcools dénaturés 1844. | | Verjus jusqu'en 1791. | Fabrication 1803 et 1815. | Savons jusqu'en 1791. Huiles minérales 1832-1851. | Bœufs exceptés en 1832. | | | |

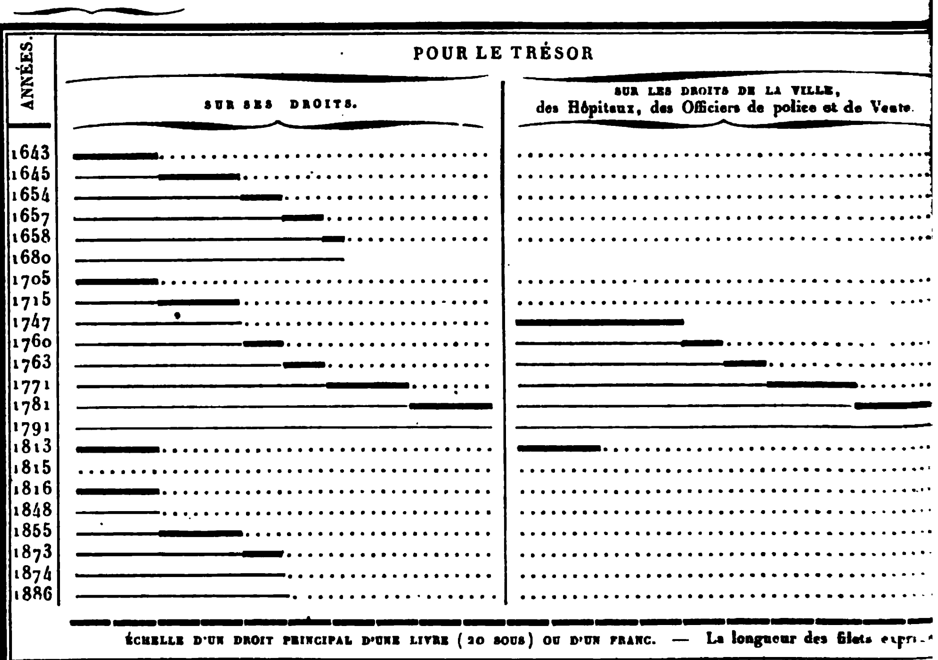
| | | TABLEAU n° 3. — Combustibles. | TABLEAUX n°s 4-7. — Dépouilles d'animaux. | TABLEAU n° 8. — Matériaux. | TABLEAUX n°s 9-11. Bois à ouvrer et ouvré. | TABLEAU n° 12. — Fourrages. | TABLEAUX N°s 13 ET 14. Objets et animaux divers. — Moyens de transport. | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Beurres. Fromages. Œufs. | Grains. Fruits. Légumes. | Bois. Charbons. Houille. Cendres. | Marchandises ouvrées ou non. — Métaux. | Chaux. Pierres. Briques. Tuiles. Ardoises. | Bois dur. Bois tendre Futailles. | Foin. Paille. Avoine. Orge. | Graisses. Suifs et Chandelles. | Sels. Cires. Épiceries. Drogueries. | Faïence. Porcelaine. Verrerie. |
| e h v | e h | e h p | e h p | e h p | e h | e h | E h p | e h p | e |
| e h v | e h | E h p | e h p | e h p | e h | e h | e h p | e h p | e |
| e h v | e h | e h p | E h p | e h p | e h | e h | e h | e h p | e |
| e h v | e h | E h p | e h p | e h p | e h | e h | e h | E h p | E |
| e h v | e h | e h p | e h p | e h p | e h | e h | e h | e h p | e |
| e H v | e H | e H p | e H p | e H p | e H | e h | e H | e H p | e H |
| e h v | e h | e h p | e h p | e h p | e h | e h | e h | e H p | e h |
| e h v | e h | e h p | e h p | e h p | e h | e h | e h | E h p | e h |
| e h v | e h | e h p | e h p | E h p | e h | e h | e h | e | e h |
| e h v | e h | e h p | e h p | e h p | e h | e h | e h | e | e h |
| e h v | e h | e h p | e h p | e h p | e h | e h | e h | e | e h |
| ...... | ...... | O | ...... | O | ...... | O | ...... | ...... | |
| ...... | ...... | O | ...... | O | ...... | O | ...... | ...... | |
| ...... | ...... | ...... | ...... | o | o | o | ...... | ...... | |
| ...... | ...... | ...... | ...... | O | o | O | ...... | ...... | |
| ...... | ...... | ...... | ...... | o | o | o | ...... | ...... | |
| ...... | ...... | ...... | ...... | o | o | o | ...... | ...... | |
| ...... | ...... | ...... | ...... | o | o | o | ...... | ...... | |
| .... . | ...... | ...... | ...... | o | o | o | ...... | ...... | |
| V | V | ...... | ...... | o | o | o | ...... | ...... | |
| V | v | ...... | ...... | o | o | o | ...... | ...... | |
| V | v | ...... | ...... | o | O | o | ...... | ...... | |
| v | v | ...... | ...... | o | o | o | ...... | ...... | |
| v | v | O | ...... | o | o | o | ...... | ...... | |
| V | v | o | ...... | o | o | o | ...... | O | |
| v | v | O | ...... | O | o | o | O | o | |
| V | v | O | ...... | o | o | o | o | o | |
| O V | v | o | ...... | o | o | o | o | o | |
| o v | v | o | ...... | o | o | o | o | o | |
| o V | v | o | ...... | o | o | o | o | o | |
| o v | v | o | ...... | o | o | o | o | o | |
| o v | v | o | ...... | o | o | o | o | o | |
| o v | v | o | ...... | O | O | o | o | o | |
| o V | v | o | ...... | o | o | o | o | o | |
| o v | v | o | ...... | o | o | o | o | o | |
| o v | v | o | ...... | o | o | o | o | o | |
| o v | v | O | ...... | o | o | O | o | o | |
| o v | v | o | ...... | o | o | o | o | o | |
| o v | V | o | ...... | o | o | o | o | o | |
| o v | v | o | ...... | o | o | o | o | o | |
| o v | v | o | ...... | o | o | o | o | o | |
| o v | v | o | ...... | o | o | o | o | o | |
| o v | v | o | ...... | o | o | o | o | o | |
| o v | v | o | ...... | o | o | o | o | o | |
| O V | v | o | ...... | o | o | o | o | o | |
| O V | v | o | O | o | o | o | o | o | |
| o | v | o | ...... | o | o | o | o | o | |
| o v | v | o | ...... | o | o | o | o | o | |
| Fromages O depuis 1817 Œufs O depuis 1849 Beurres O depuis 1848. | Farines et grains seuls depuis 1807. | Charbon de terre 1815 et 1817 sans changement depuis. | Cuivre et zinc 1848. | Plâtre 1818. Marbres et granits depuis 1825. | Bateaux depuis 1803. Bois depuis 1815. | Orge 1799, 1808, 1816 et 1818. | | Sels et cires depuis 1817. Bougie stéarique depuis 1835. | |

TABLEAU N° 15.

| ANNÉES. | TABLEAU N° 1. BOISSONS ET LIQUIDES. | | | | | | TABLEAU N° COMESTIB | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Vins. | Alcools. | Cidres et poirés. | Vinaigres et Verjus. | Bières. | Huiles. | Bestiaux et Viandes. | Volailles et Gibier. | Poissons d'eau douce. | Poissons de mer. |
| 1852 | e | c o | e o | o | O | O | O | o V | O v | O |
| 1854 | e | e o | e O | o | o | o | o | o v | o v | o |
| 1855 | E O | E o | e o | O | O | O | O | O v | O v | O |
| 1860 | e o | E o | e o | o | o | o | o | o v | o v | o |
| 1863 | e o | e o | e o | o | o | o | o | o v | o v | o |
| 1865 | e o | c o | e o | o | o | o | o | o v | o v | o |
| 1870 | e o | e o | c o | o | o | o | o | o v | o v | o |
| 1871 | E o | E O | c o | o | o | o | o | o v | o v | o |
| 1872 | e o | E o | e o | o | O | o | o | O V | O V | O |
| 1873 | E o | e o | E o | o | O | E O | o | o v | o v | o |
| 1874 | e O | e o | e o | O | o | e O | o | O v | o v | o |
| 1875 | e o | c o | e o | E O | o | c o | o | o | o V | O |
| 1877 | e o | c o | e o | c o | o | e o | o | o | o v | O |
| 1878 | e o | e o | c o | e O | o | e o | o | o | O v | o |
| 1880 | E O | e o | E O | c o | o | e o | o | o | o | o |
| 1882 | e o | e o | e o | c o | o | c o | o | o | o | o |
| 1886 | e o | e o | c o | c o | o | e o | o | o | o | o |
| | en bouteille 1874. | dénaturés 1874-1880. | | Verjus O 1878. | Fabrication 1863. | Minérales. 1851. | Viandes. 1852 et 1855. | | Poissons salés ven 1864-1870. Huîtres 1875 et 18 | |

TABLEAU N° 16.

RÉCAPITULATION DES DROITS ADDITIONNEL



## ROITS PRINCIPAUX. (Fin.)

| | | TABLEAU n° 3. — Combus-tibles. | TABLEAU n° 7. — Métaux. | TABLEAU n° 8. — Matériaux. | TABLEAUX n° 9-11. Bois à ouvrer et ouvré. | TABLEAU n° 12. — Fourrages. | TABLEAUX N° 13 ET 14. — Objets divers. | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| urres. mages. Eufs. | Grains. Fruits. Légumes. | Bois. Charbons. Houilles. | Fer et Fonte. | Chaux. Pierres. Briques. Tuiles. Ardoises. | Bois dur. Bois tendre. Futailles. | Foin. Paille. Avoine. Orge. | Graisses. Suifs. | Sels. Cires. Spermaceti. | Vitres. Glaces. Bouteilles. |
| V | | O | O | O | O | o | O | O | |
| v | | O | o | o | o | o | o | O | |
| v | v | O | o | o | O | O | O | O | |
| v | O v | o | o | O | o | o | o | o | |
| v | O v | o | o | o | o | o | o | o | |
| v | o v | o | o | o | o | o | o | o | |
| v | o v | o | o | o | o | o | o | o | |
| v | o v | o | o | O | o | o | o | o | |
| V | V | o | o | o | o | o | o | o | |
| v | v | o | o | o | o | o | o | o | O |
| v | v | o | o | o | o | o | o | o | o |
| v | v | o | o | o | o | o | O | O | o |
| v | v | O | o | O | o | o | o | o | o |
| v | v | o | o | o | o | o | o | o | o |
| | | o | o | o | o | o | o | o | O |
| | | o | O | O | o | o | o | o | o |
| | | o | o | o | o | o | o | o | o |
| urres 52. nages et 72. | Grains 1863-1870. | Fagots, etc. 1874. Houilles 1854. | Fonte 1882. | Pierres, marbres et granits 1874. | | | | Cires 1874. | |

## TOUS LES OBJETS.

| POUR LA VILLE SUR SES DROITS D'OCTROI. | DÉNOMINATIONS. |
|---|---|
| ........................................ | Deux sous pour livre } Parisis. |
| ........................................ | *Idem.* } Parisis. |
| ........................................ | Sou pour livre. } Parisis. |
| ........................................ | *Idem* sur les droits principaux et sur le parisis. |
| ........................................ | Six deniers sur les droits principaux et sur le dernier sou pour livre. |
| ........................................ | Deux sous pour livre. |
| ........................................ | *Idem.* |
| ........................................ | Sou pour livre. |
| ........................................ | *Idem.* |
| ........................................ | Deux sous pour livre. |
| ........................................ | *Idem.* |
| ........................................ | Décime de guerre, excepté sur les droits de vente. |
| ——........................................ | Décime. |
| ——........................................ | Décime de guerre. |
| ——........................................ | Deuxième décime, excepté sur les boissons et les viandes. |
| ——........................................ | *Idem* sur les boissons. |
| ——........................................ | Demi-décime sur les boissons. |
| ——........................................ | 2° décime sur une partie des taxes pour les boissons et liquides. |
| ——........................................ | Supp. p^r vins, alcools et cidres, 1880; métaux et terres cuites, 1882. |

les droits en sus. La partie grasse représente les créations nouvelles et la partie maigre les créations antérieures.

# TABLE

## DES PRINCIPAUX OBJETS ASSUJETTIS.